

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/44053]

9 MARS 2023. — Décret relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er} — FONDEMENTS, CONCEPTS ET PRINCIPES**CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales***Section 1 — Disposition introductive*

Article 1^{er}. Le présent décret transpose partiellement :

1° la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives, telle que modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2018/851 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018;

2° la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages, telle que modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2018/852 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018;

3° la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets, telle que modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2018/850 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018;

4° la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage, telle que modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018;

5° la directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et abrogeant la directive 91/157/CEE, telle que modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018;

6° la directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (refonte), telle que modifiée en dernier lieu par la directive (UE) 2018/849 du Parlement européen et du Conseil du 30 mai 2018;

7° la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement.

Section 2 — Objet et champ d'application

Art. 2. Le présent décret et ses mesures d'exécution visent à protéger l'environnement et la santé humaine par la prévention ou la réduction de la production de déchets et des effets nocifs de la production et de la gestion des déchets, et par une réduction des incidences globales de l'utilisation des ressources et une amélioration de l'efficacité de cette utilisation, qui sont essentielles pour la transition vers une économie circulaire et la compétitivité à long terme de la Région wallonne et de l'Union européenne.

Art. 3. Sont exclus du champ d'application du présent décret :

1° les effluents gazeux émis dans l'atmosphère;

2° le dioxyde de carbone capté et transporté en vue de son stockage géologique et effectivement stocké dans des formations géologiques conformément au décret du 10 juillet 2013 relatif au stockage géologique du dioxyde de carbone ou exclu du champ d'application dudit décret par son article 2, alinéa 2;

3° les sols (in situ), y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente;

4° les eaux usées soumises aux parties décrétales et réglementaire du Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau, à l'exclusion de la collecte par une installation ou une installation classée et le transport par véhicule des gadoues telles que définies à l'article D.2, 54°, 4^e tiret, dudit Livre II;

5° les déchets radioactifs autres que les déchets libérés au sens de l'accord de coopération entre l'État fédéral et les Régions du 17 octobre 2002 relatif à la gestion des déchets libérés;

6° les cadavres, à l'exception des cadavres d'animaux;

7° les substances qui sont destinées à être utilisées comme matières premières pour aliments des animaux au sens de l'article 3, § 2, point g), du règlement (CE) n° 767/2009 du Parlement européen et du Conseil et qui ne sont pas constituées de sous-produits animaux ou ne contiennent pas de sous-produits animaux.

Art. 4. Le présent décret et ses mesures d'exécution s'appliquent sous réserve de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages et le cas échéant, de ses mesures d'exécution prises au niveau interrégional.

Section 3 — Définitions

Art. 5. § 1^{er}. Pour l'application du présent décret, l'on entend par :

1° le « déchet » : toute substance ou tout objet dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire;

2° le « déchet dangereux » : tout déchet qui présente une ou plusieurs des propriétés dangereuses énumérées à l'annexe 1^{re};

3° le « déchet non dangereux » : tout déchet qui n'est pas couvert par le 2°;

4° le « producteur de déchets » : toute personne dont l'activité produit des déchets (producteur de déchets initial) ou toute personne qui effectue des opérations de prétraitement, de mélange ou autres conduisant à un changement de nature ou de composition de ces déchets;

5° le « détenteur de déchets » : le producteur des déchets ou la personne physique ou morale qui a les déchets en sa possession;

- 6° le « collecteur » : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation avec ou sans personnalité juridique) qui assure la collecte de déchets à titre professionnel;
- 7° le « transporteur » : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation avec ou sans personnalité juridique) qui assure le transport de déchets à titre professionnel;
- 8° le « négociant » : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation avec ou sans personnalité juridique) qui entreprend pour son propre compte l'acquisition et la vente ultérieure de déchets, y compris le négociant qui ne prend pas physiquement possession des déchets;
- 9° le « courtier » : toute entreprise (personne physique, personne morale ou organisation avec ou sans personnalité juridique) qui organise la valorisation ou l'élimination de déchets pour le compte de tiers, y compris le courtier qui ne prend pas physiquement possession des déchets;
- 10° la « gestion des déchets » : la collecte, le transport, le regroupement, le prétraitement, la valorisation (y compris le mélange ou le tri), et l'élimination des déchets, y compris la surveillance de ces opérations ainsi que la surveillance, la remise en état et la réhabilitation des lieux de dépôt de déchets des installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination après leur fermeture et notamment les actions menées en tant que négociant ou courtier;
- 11° la « collecte » : le ramassage des déchets, y compris leur tri et stockage préliminaires, en vue de leur transport vers une installation de regroupement, de prétraitement ou de traitement des déchets;
- 12° la « collecte sélective » : la collecte dans le cadre de laquelle un flux de déchets est conservé séparément en fonction de son type et de sa nature afin de faciliter un traitement spécifique;
- 13° le « transport » : le chargement, l'acheminement et le déchargement des déchets;
- 14° le « regroupement » : toute opération de stockage de déchets préalablement à une opération de prétraitement, de valorisation ou d'élimination, à l'exclusion du stockage temporaire avant collecte sur le site de productions des déchets;
- 15° la « prévention » : toute mesure prise avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet et réduisant :
- la quantité de déchets, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée de vie des produits;
 - les effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine ou;
 - la teneur en substances dangereuses des matières et produits;
- 16° le « réemploi » : toute opération par laquelle des produits ou des composants qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus;
- 17° le « prétraitement » : toute préparation qui précède une opération ultérieure de valorisation ou d'élimination de déchets et qui consiste en un processus physique, chimique, thermique ou biologique, y compris le mélange ou le tri (le cas échéant par contrôle visuel), permettant d'identifier ou modifiant les propriétés ou les caractéristiques des déchets de manière à réduire leur volume ou leur caractère dangereux ou polluant, à en faciliter la manipulation, à en favoriser la valorisation ou à en permettre l'élimination;
- 18° le « traitement » : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination;
- 19° la « préparation en vue du réemploi » : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation, par laquelle des produits ou des composants de produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement;
- 20° la « valorisation » : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en remplaçant d'autres matières qui auraient été utilisées à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, dans l'usine ou dans l'ensemble de l'économie;
- 21° la « valorisation matière » : toute opération de valorisation autre que la valorisation énergétique et le retraitement en matières destinées à servir de combustible ou d'autre moyen de produire de l'énergie, notamment la préparation en vue du réemploi, le recyclage et le remblayage;
- 22° le « recyclage » : toute opération de valorisation par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins, en ce compris le retraitement des matières organiques, mais à l'exclusion de la valorisation énergétique, la conversion pour l'utilisation comme combustible ou pour des opérations de remblayage;
- 23° le « remblayage » : toute opération de valorisation par laquelle des déchets appropriés non dangereux sont utilisés à des fins de remise en état dans des zones excavées ou, en ingénierie, pour des travaux d'aménagement paysager;
- 24° la « régénération des huiles usagées » : toute opération de recyclage permettant de produire des huiles de base par un raffinage d'huiles usagées, impliquant notamment l'extraction des contaminants, des produits d'oxydation et des additifs contenus dans ces huiles;
- 25° l'« incinération » : toute opération de traitement thermique de déchets, avec ou sans récupération de la chaleur produite par la combustion, par incinération par oxydation des déchets ou par tout autre procédé de traitement thermique, tel que la pyrolyse, la gazéification ou le traitement plasmétique, si les substances qui en résultent sont ensuite incinérées;
- 26° la « coïncinération » : toute opération de traitement dont l'objectif essentiel est de produire de l'énergie ou des produits matériels, et :
- qui utilise des déchets comme combustible habituel ou d'appoint, ou;
 - dans laquelle les déchets sont soumis à un traitement thermique en vue de leur élimination par incinération par oxydation ou par d'autres procédés de traitement thermique, tels que la pyrolyse, la gazéification ou le traitement plasmétique, pour autant que les substances qui en résultent soient ensuite incinérées;
- 27° l'« élimination » : toute opération qui n'est pas de la valorisation, même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances ou d'énergie;
- 28° le « déchet sauvage » : tout déchet abandonné, rejeté ou géré :

en dehors des contenants ou emplacements aménagés ou autorisés à cet effet par une autorité locale ou toute autre autorité compétente en matière de conservation du domaine public ou en matière de salubrité publique ou;

sans respecter les dispositions du présent décret et ses mesures d'exécution;

29° le « dépôt sauvage de déchet » : tout acte ayant généré ou générant un déchet sauvage;

30° les « déchets inertes » : les déchets qui ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante, ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine;

31° les « déchets municipaux » : les déchets comprenant les déchets ménagers et les déchets assimilés, à l'exclusion des déchets provenant de la production, de l'agriculture, de la sylviculture, de la pêche, des fosses septiques et des réseaux d'égouts et des stations d'épuration, y compris les boues d'épuration, les véhicules hors d'usage ou les déchets de construction, de déconstruction et de démolition;

32° les « déchets ménagers » : les déchets en mélange et les déchets collectés sélectivement provenant des ménages, y compris les déchets de papier, de carton, de verre, de métaux, de matières plastiques, de bois, d'emballages, de textiles, les biodéchets, les déchets d'équipements électriques et électroniques, les déchets de piles et d'accumulateurs, ainsi que les déchets encombrants, y compris les matelas usagés et le mobilier usagé;

33° les « déchets assimilés » : les déchets en mélange et collectés sélectivement provenant d'autres sources que les ménages, lorsque ces déchets sont similaires par leur nature et leur composition aux déchets ménagers;

34° les « déchets professionnels » : les déchets qui ne sont pas couverts par le 32° et le 33°;

35° les « déchets encombrants » : les déchets dont toutes les dimensions extérieures sont égales ou supérieures à quarante centimètres ou dont le volume est égal ou supérieur à soixante décimètres cubes ainsi que tous les matelas usagés et tout le mobilier usagé indépendamment de la taille de leurs dimensions extérieures ou de leur volume;

36° les « déchets biodégradables » : les déchets pouvant subir une décomposition anaérobie ou aérobie, comme les déchets alimentaires et les déchets de jardin, ainsi que les déchets de papier et les déchets de carton;

37° les « biodéchets » : les déchets biodégradables de jardin ou de parc, les déchets alimentaires ou de cuisine provenant des ménages, des bureaux, des restaurants, du commerce de gros, des cantines, des traiteurs ou des magasins de vente au détail, ainsi que les déchets comparables provenant des usines de transformation de denrées alimentaires;

38° les « déchets alimentaires » : les denrées alimentaires au sens de l'article 2 du règlement (CE) n° 178/2002 du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2002 établissant les principes généraux et les prescriptions générales de la législation alimentaire, instituant l'Autorité européenne de sécurité des aliments et fixant des procédures relatives à la sécurité des denrées alimentaires, qui sont devenues des déchets au sens du 1° du présent paragraphe;

39° la « perte alimentaire » : la production de déchets alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte;

40° le « gaspillage alimentaire » : la production de déchets alimentaires au stade de la consommation;

41° les « huiles usagées » : les huiles à usage non alimentaire, minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, qui sont devenues impropres à l'usage auquel elles étaient initialement destinées, telles que les huiles usagées des moteurs à combustion et des systèmes de transmission, les huiles lubrifiantes, les huiles pour turbines et celles pour systèmes hydrauliques;

42° les « déchets de construction, de déconstruction et de démolition » : les déchets produits par les activités de construction, de déconstruction et de démolition;

43° les « sous-produits animaux » : les sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009;

44° les « cadavres d'animaux » : les carcasses ou parties de carcasse d'animaux morts autrement que par abattage en vue d'une consommation humaine, y compris les animaux mis à mort pour l'éradication d'une épizootie, et qui doivent être éliminés conformément au règlement (CE) n° 1069/2009;

45° l'« entreprise d'économie sociale » : l'association sans but lucratif ou la société coopérative agréée comme entreprise sociale conformément à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations qui répond aux principes visés à l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale et qui est active en matière de prévention ou de gestion de déchets, notamment en matière de réemploi ou de préparation en vue du réemploi de déchets, produits ou composants y relatifs;

46° l'« emballage » : l'emballage au sens de l'article 2 de l'accord de coopération du 4 novembre 2008 concernant la prévention et la gestion des déchets d'emballages;

47° le « produit à usage unique » : tout produit fabriqué qui n'est pas conçu, créé ou mis sur le marché pour accomplir, pendant sa durée de vie, plusieurs trajets ou rotations en étant retourné à un producteur de produits pour être rempli à nouveau ou réemployé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu;

48° le « plastique » : un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5), du règlement (CE) n° 1907/2006, auquel des additifs ou d'autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux;

49° le « produit en plastique à usage unique » : le produit fabriqué entièrement ou partiellement à partir de plastique et qui n'est pas conçu, créé ou mis sur le marché pour accomplir, pendant sa durée de vie, plusieurs trajets ou rotations en étant retourné à un producteur de produits pour être rempli à nouveau ou réemployé pour un usage identique à celui pour lequel il a été conçu;

50° les « sacs en plastique » : les sacs, avec ou sans poignées, composés de plastique, qui sont fournis aux consommateurs dans les points de vente de marchandises ou de produits;

51° les « sacs en plastique légers » : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à cinquante micromètres;

52° les « sacs en plastique très légers » : les sacs en plastique d'une épaisseur inférieure à quinze micromètres nécessaires à des fins d'hygiène ou fournis comme emballage primaire pour les denrées alimentaires en vrac lorsque cela contribue à prévenir le gaspillage alimentaire;

53° le « permis d'environnement » : la décision telle que définie à l'article 1^{er}, 1° et 12°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

54° la « déclaration d'établissement de classe 3 » : l'acte tel que défini à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

55° les « meilleures techniques disponibles » : les techniques telles que définies à l'article 1^{er}, 19°, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

56° l'« installation » : le site aménagé pour la collecte, le regroupement, le prétraitement, la valorisation ou l'élimination des déchets;

57° l'« installation classée » : l'installation telle que définie au 56° lorsqu'elle est classée en vertu du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution;

58° le « centre d'enfouissement technique » : le site d'élimination des déchets par dépôt des déchets sur ou dans le sol (y compris en sous-sol), y compris :

les sites internes, c'est-à-dire les sites au sein desquels un producteur de déchets procède lui-même à l'élimination des déchets sur le lieu de production, et;

les sites permanents, c'est-à-dire pour une durée supérieure à un an, utilisé pour stocker temporairement les déchets;

59° l'« association de communes » : le groupement de communes organisé selon l'une des formes de coopération entre communes prévues par le Livre V du Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

60° l'« administration » : le ou les services administratifs désignés par le Gouvernement;

61° l'« autorité compétente » : le ou les membres du Gouvernement ou le ou les services administratifs, désignés par le Gouvernement;

62° l'« autorité délivrante en première instance » : l'administration ou les administrations visées au 60° dans le cadre d'une procédure administrative prévoyant un recours administratif organisé par le présent décret;

63° l'« autorité compétente sur recours administratif » : le ou les autorités compétentes visées au 61° autres que celles visées au 62° dans le cadre d'une procédure administrative prévoyant un recours administratif organisé par le présent décret;

64° la « SPAQuE » : la Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement;

65° la « directive 94/62/CE » : la directive 94/62/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 1994 relative aux emballages et aux déchets d'emballages;

66° la « directive 1999/31/CE » : la directive 1999/31/CE du Conseil du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets;

67° la « directive 2000/53/CE » : la directive 2000/53/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 septembre 2000 relative aux véhicules hors d'usage;

68° la « directive 2006/66/CE » : la directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 septembre 2006 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs et abrogeant la directive 91/157/CEE;

69° la « directive 2008/98/CE » : la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives;

70° la « directive 2012/19/UE » : la directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) (refonte);

71° la « directive (UE) 2015/1535 » : la directive (UE) 2015/1535 du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information;

72° la « directive (UE) 2019/904 » : la directive (UE) 2019/904 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 relative à la réduction de l'incidence de certains produits en plastique sur l'environnement;

73° le « règlement (CE) n° 1069/2009 » : le règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002;

74° le « règlement (CE) n° 1013/2006 » : le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets;

75° le « règlement (CE) n° 1907/2006 » : le règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006 concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), instituant une agence européenne des produits chimiques, modifiant la directive 1999/45/CE et abrogeant le règlement (CEE) n° 793/93 du Conseil et le règlement (CE) n° 1488/94 de la Commission ainsi que la directive 76/769/CEE du Conseil et les directives 91/155/CEE, 93/67/CEE, 93/105/CE et 2000/21/CE de la Commission;

76° le « règlement (CE) n° 1272/2008 » : le règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006.

§ 2. Concernant la définition de la « gestion des déchets » visée au paragraphe 1^{er}, 10°, sans préjudice du droit de l'Union européenne, le Gouvernement peut définir des opérations de gestion des déchets.

Concernant la définition de la « valorisation » visée au paragraphe 1^{er}, 20°, l'annexe 2 énumère une liste non exhaustive d'opérations de valorisation. Sans préjudice du droit de l'Union européenne, le Gouvernement peut définir comme opération de valorisation d'autres opérations que celles visées à ladite annexe.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 23°, pour répondre de la définition du « remblayage », les déchets utilisés pour le remblayage doivent remplacer des matières qui ne sont pas des déchets, être adaptés aux fins susvisées et limités aux quantités strictement nécessaires pour parvenir à ces fins.

Concernant la définition de l'« élimination » visée au paragraphe 1^{er}, 27°, l'annexe 3 énumère une liste non exhaustive d'opérations d'élimination. Sans préjudice du droit de l'Union européenne, le Gouvernement peut définir comme opération d'élimination d'autres opérations que celles visées à ladite annexe.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 28° et 29°, les définitions du « déchet sauvage » et du « dépôt sauvage de déchets » sont sans préjudice du pouvoir du Gouvernement et des autorités locales de préciser ou de prioriser leur lutte contre les déchets sauvages à l'égard de certains sous-types de déchets sauvages en fonction de leur nature, de leur taille, de leur quantité, de leur présence dans certains lieux ou selon d'autres critères que le Gouvernement ou les autorités locales déterminent.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 30°, pour répondre de la définition des « déchets inertes », la production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface ou des eaux souterraines.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 31° et 34°, les définitions des « déchets municipaux » et des « déchets professionnels » sont sans préjudice de la répartition des compétences en matière de gestion des déchets entre les acteurs publics et privés.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 48°, lorsque le Gouvernement prend des mesures d'exécution visant à rendre le droit applicable sur le territoire de la Région wallonne conforme au droit de l'Union européenne, il peut exclure de la définition du « plastique » les polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 58°, la définition du « centre d'enfouissement technique » exclut :

les installations où les déchets sont déchargés afin de permettre leur préparation à un transport ultérieur en vue d'une valorisation, d'un traitement ou d'une élimination en un endroit différent, et;

le stockage des déchets avant valorisation ou traitement pour une durée inférieure à trois ans en règle générale, ou;

le stockage des déchets avant élimination pour une durée inférieure à un an.

§ 3. En vue de rendre le présent décret et ses mesures d'exécution conformes au droit de l'Union européenne et au droit international, le Gouvernement peut abroger, modifier, compléter ou remplacer les annexes du présent décret.

Les mesures prises par le Gouvernement en vertu du présent paragraphe cessent de plein droit de produire leurs effets si elles ne sont pas confirmées par décret dans un délai de douze mois après leur publication au *Moniteur belge*.

Section 4 — Principes généraux

Sous-section 1 — Hiérarchie des déchets

Art. 6. § 1^{er}. La hiérarchie des déchets ci-après s'applique par ordre de priorité dans la législation, la réglementation et la politique wallonne en matière de prévention et de gestion des déchets :

1° prévention;

2° préparation en vue du réemploi;

3° recyclage;

4° autre valorisation, notamment valorisation énergétique; et;

5° élimination.

§ 2. Lorsque le Gouvernement applique la hiérarchie des déchets visée au paragraphe 1^{er}, il prend des mesures pour encourager les solutions produisant le meilleur résultat global sur le plan de l'environnement. Cela peut exiger que certains flux de déchets spécifiques s'écartent de la hiérarchie, lorsque cela se justifie par une réflexion fondée sur l'approche de cycle de vie concernant les effets globaux de la production et de la gestion de ces déchets.

Il est tenu compte des principes généraux de précaution et de gestion durable en matière de protection de l'environnement, de la faisabilité technique et de la viabilité économique, de la protection des ressources ainsi que des effets globaux sur l'environnement et la santé humaine, et des effets économiques et sociaux, conformément aux articles 2 et 32.

§ 3. Concernant l'élaboration de la législation, de la réglementation et de la politique wallonne en matière de déchets, le Gouvernement soumet tout avant-projet de disposition législative modifiant le présent décret et tout projet d'arrêté pris en vertu du présent décret au moins au pôle « Environnement », section « Déchets », conformément au décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative.

§ 4. Le Gouvernement peut avoir recours à des instruments économiques et à d'autres mesures pour inciter à l'application de la hiérarchie des déchets, tels que ceux indiqués à l'annexe 4 si ces derniers sont susceptibles d'être adoptés via des dispositions de nature réglementaire, ou à d'autres instruments et mesures appropriés.

Sous-section 2 — Principes d'autosuffisance et de proximité

Art. 7. § 1^{er}. Le Gouvernement prend les mesures appropriées, en coopération avec les autres autorités régionales ou l'Autorité fédérale de l'État belge ainsi qu'avec d'autres États membres de l'Union européenne lorsque cela s'avère nécessaire ou opportun, en vue de l'établissement d'un réseau intégré et adéquat d'installations d'élimination des déchets et d'installations de valorisation des déchets municipaux en mélange collectés auprès des ménages, y compris lorsque cette collecte concerne également de tels déchets provenant d'autres producteurs de déchets, en tenant compte des meilleures techniques disponibles.

§ 2. Le réseau est conçu de manière à permettre à l'Union européenne dans son ensemble d'assurer elle-même l'élimination de ses déchets, ainsi que la valorisation des déchets visés au paragraphe 1^{er}, et à permettre aux États membres de l'Union européenne de tendre individuellement vers ce but, en tenant compte des conditions géographiques ou du besoin d'installations spécialisées pour certains types de déchets.

§ 3. Le réseau permet l'élimination des déchets ou la valorisation des déchets visés au paragraphe 1^{er} dans l'une des installations appropriées les plus proches, grâce à l'utilisation des méthodes et technologies les plus appropriées, pour garantir un niveau élevé de protection de l'environnement et de la santé publique.

§ 4. Les principes de proximité et d'autosuffisance ne signifient pas que la Région wallonne doit posséder la panoplie complète d'installations de valorisation finale sur son territoire.

§ 5. Le Gouvernement peut étendre l'application du présent article à d'autres types de déchets que ceux visés au paragraphe 1^{er}.

Section 5 — Critères de qualification

Sous-section 1 — Sous-produits

Art. 8. § 1^{er}. Dans le respect des critères arrêtés au niveau de l'Union européenne le cas échéant, une substance ou un objet issu d'un processus de production dont le but premier n'est pas de produire ladite substance ou ledit objet est considéré non pas comme un déchet, mais comme un sous-produit, si les conditions suivantes sont réunies :

1° l'utilisation ultérieure de la substance ou de l'objet est certaine;

2° la substance ou l'objet peut être utilisé directement sans traitement supplémentaire autre que les pratiques industrielles courantes;

3° la substance ou l'objet est produit en faisant partie intégrante d'un processus de production; et;

4° l'utilisation ultérieure est légale, c'est-à-dire que la substance ou l'objet répond à toutes les prescriptions pertinentes relatives au produit, à l'environnement et à la protection de la santé prévues pour l'utilisation spécifique et n'aura pas d'incidences globales nocives pour l'environnement ou la santé humaine.

§ 2. En l'absence de critères fixés au niveau de l'Union européenne, le Gouvernement peut établir des critères détaillés concernant l'application des conditions énoncées au paragraphe 1^{er} à des substances ou objets spécifiques.

§ 3. Le Gouvernement détermine les modalités procédurales selon lesquelles une substance ou un objet est reconnu comme un sous-produit et non comme un déchet. Lesdites modalités procédurales peuvent inclure des décisions administratives unilatérales à portée individuelle adoptées par le Gouvernement ou par l'autorité compétente qu'il désigne à cet effet. En toute hypothèse, lesdites décisions administratives sont publiées au *Moniteur belge* et au moins sur un site internet de la Région wallonne.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter et déterminer les modalités procédurales d'un mécanisme facultatif de certification individuelle permettant à tout exploitant qui génère des substances ou des objets considérés comme sous-produits en Région wallonne d'être explicitement reconnu à titre individuel comme générant un sous-produit admis en Région wallonne.

§ 5. Le Gouvernement peut :

1° lister, par catégorie ou non, des substances ou des objets reconnus de plein droit comme sous-produits;

2° rendre publiques :

par des moyens électroniques supplémentaires à ceux visés au paragraphe 3 des informations relatives aux décisions adoptées au cas par cas en vertu dudit paragraphe;

par des moyens électroniques des informations relatives aux résultats des vérifications effectuées par l'administration.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, le Gouvernement adapte au moins tous les cinq ans dans la réglementation la ou les listes des substances ou des objets en vue d'y intégrer, le cas échéant, le contenu des décisions administratives visées au paragraphe 3.

§ 6. Lorsque l'exercice d'une activité à titre professionnel génère un sous-produit présentant et respectant l'ensemble des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions égal en tout point à celui d'un sous-produit reconnu par arrêté du Gouvernement ou par décision administrative à portée individuelle, le détenteur de tels matières peut introduire une demande de certification individuelle visant ladite substance ou ledit objet reconnu comme sous-produit et conformément au paragraphe 4 et ses mesures d'exécution.

Sous-section 2 — Fin du statut de déchet

Art. 9. § 1^{er}. Dans le respect des critères arrêtés au niveau de l'Union européenne le cas échéant, les déchets qui ont subi une opération de recyclage ou une autre opération de valorisation sont considérés comme ayant cessé d'être des déchets s'ils remplissent les conditions suivantes :

1° la substance ou l'objet doit être utilisé à des fins spécifiques;

2° il existe un marché ou une demande pour une telle substance ou un tel objet;

3° la substance ou l'objet remplit les exigences techniques aux fins spécifiques et respecte la législation, la réglementation et les normes applicables aux produits; et;

4° l'utilisation de la substance ou de l'objet n'aura pas d'effets globaux nocifs pour l'environnement ou la santé humaine.

§ 2. En l'absence de critères fixés au niveau de l'Union européenne, le Gouvernement peut établir des critères détaillés concernant l'application des conditions visées au paragraphe 1^{er}, à des substances ou objets spécifiques. Ces critères détaillés tiennent compte de tout effet nocif possible de la substance ou de l'objet sur l'environnement et la santé humaine. Ces critères détaillés incluent :

1° les déchets autorisés utilisés en tant qu'intrants pour l'opération de valorisation;

2° les procédés et techniques de traitement autorisés;

3° les critères de qualité applicables aux matières issues de l'opération de valorisation qui cessent d'être des déchets, conformément aux normes pertinentes applicables aux produits, y compris, si nécessaire, les valeurs limites pour les polluants;

4° les exigences pour les systèmes de gestion, permettant de prouver le respect des critères de fin du statut de déchet, notamment en termes de contrôle et d'autocontrôle de la qualité, et d'accréditation, le cas échéant; et;

5° l'exigence d'une déclaration de conformité.

§ 3. En l'absence de critères fixés au niveau de l'Union européenne ou arrêtés par le Gouvernement conformément au paragraphe 2, le Gouvernement ou l'autorité compétente qu'il désigne à cet effet peut décider au cas par cas que certains déchets ont cessé d'être des déchets ou prendre des mesures appropriées pour le vérifier, sur la base des conditions énoncées au paragraphe 1^{er}, et, si nécessaire, en reprenant les exigences énoncées au paragraphe 2, 1° à 5°, et en tenant compte des valeurs limites pour les polluants et de tout effet nocif possible sur l'environnement et la santé humaine. Ces décisions adoptées au cas par cas ne doivent pas être notifiées à la Commission européenne conformément à la directive (UE) 2015/1535.

§ 4. Toute personne physique ou morale qui utilise pour la première fois une matière qui a cessé d'être un déchet et qui n'a pas été mise sur le marché, ou qui met pour la première fois sur le marché une matière après qu'elle a cessé d'être un déchet, veille à ce que cette matière respecte les exigences pertinentes de la législation et de la réglementation applicables sur les substances chimiques et les produits.

Les conditions énoncées au paragraphe 1^{er} doivent être remplies avant que la législation et la réglementation sur les substances chimiques et les produits ne s'appliquent à la matière qui a cessé d'être un déchet.

§ 5. Le Gouvernement détermine les modalités procédurales selon lesquelles :

1° une substance ou un objet est reconnu comme ayant cessé d'être un déchet en exécution des paragraphes 1^{er} et 2; et;

2° lui-même ou l'autorité compétente qu'il désigne à cet effet peut reconnaître, une substance ou un objet comme ayant cessé d'être un déchet en exécution du paragraphe 3.

Les modalités procédurales visées à l'alinéa 1^{er}, 1° et 2°, peuvent inclure des décisions administratives unilatérales à portée individuelle adoptées par le Gouvernement ou par l'autorité compétente qu'il désigne à cet effet. En toute hypothèse, lesdites décisions administratives sont publiées au *Moniteur belge* et au moins sur un site internet de la Région wallonne.

§ 6. Le Gouvernement soumet à enregistrement préalable l'exercice de toute activité qui génère une substance ou un objet considéré comme ayant cessé d'être un déchet.

Lorsque l'exercice d'une activité à titre professionnel génère une substance ou un objet reconnu comme ayant cessé d'être un déchet présentant et respectant l'ensemble des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions égal en tout point à celui d'une substance ou d'un objet reconnu comme ayant cessé d'être un déchet par arrêté du Gouvernement ou par décision administrative à portée individuelle, son détenteur doit introduire une demande d'enregistrement conformément au paragraphe 4 et ses mesures d'exécution et visant ladite substance ou ledit objet reconnu comme ayant cessé d'être un déchet.

§ 7. Le Gouvernement peut :

1° lister, par catégorie ou non, des substances ou des objets reconnus comme ayant cessé d'être un déchet;

2° rendre publiques :

par des moyens électroniques supplémentaires à ceux visés au paragraphe 5 des informations relatives aux décisions adoptées au cas par cas en vertu dudit paragraphe;

par des moyens électroniques des informations relatives aux résultats des vérifications effectuées par l'administration.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, le Gouvernement adapte au moins tous les cinq ans dans la réglementation la ou les listes des substances ou des objets en vue d'y intégrer, le cas échéant, le contenu des décisions administratives visées aux paragraphes 3 et 5.

Sous-section 3 — Listes de déchets

Art. 10. § 1^{er}. Le Gouvernement peut lister des types de déchets en fonction de propriétés, de caractéristiques, de critères ou de conditions qu'il détermine.

§ 2. Lorsque le Gouvernement liste un type de déchets conformément au paragraphe 1^{er}, il définit :

1° la présomption applicable selon laquelle :

soit tout déchet présent sur la liste appartient au type de déchets listé;

soit tout déchet absent de la liste n'appartient pas au type de déchets listé;

2° le caractère réfragable ou irréfragable de la présomption.

§ 3. Lorsque le Gouvernement liste des types de déchets en vertu du présent article, il le mentionne expressément et :

- concernant le paragraphe 2, 1°, lorsque le Gouvernement ne prévoit pas expressément la présomption applicable entre le point *a*) et le point *b*), le point *a*) est applicable de plein droit ;

- concernant le paragraphe 2, 2°, lorsque le Gouvernement ne prévoit pas expressément le caractère réfragable ou les modalités permettant de renverser la présomption, ladite présomption est irréfragable de plein droit.

Art. 11. § 1^{er}. Lorsque les présomptions prévues par ou en vertu du présent décret sont réfragables, selon le cas :

1° soit le renversement de la présomption réfragable se fonde sur des éléments probants dont il ressort que des déchets présents sur une liste de déchets concernée ne rencontrent pas l'ensemble des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions déterminées par le Gouvernement conformément à l'article 10 pour constituer ladite liste;

2° soit le renversement de la présomption réfragable se fonde sur des éléments probants dont il ressort que des déchets absents d'une liste de déchets concernée rencontrent l'ensemble des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions déterminées par le Gouvernement conformément à l'article 10 pour constituer ladite liste.

§ 2. Lorsque le Gouvernement arrête une présomption réfragable par ou en vertu du présent décret, il réglemente les modalités procédurales permettant de renverser, le cas échéant au cas par cas, ladite présomption.

§ 3. Lorsque le Gouvernement arrête une présomption réfragable par ou en vertu du présent décret, il peut fixer des modalités de reconnaissance des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions conformément à l'article 10, de déchets :

1° dans le cas où, même s'ils ne figurent pas comme tels sur une liste de déchets prise par ou en vertu du présent décret, peuvent être reconnus comme étant du type de déchets listé;

2° quoiqu'identifiés comme faisant partie d'une liste de déchets prise par ou en vertu du présent décret, peuvent être reconnus comme n'étant pas du type de déchets listé.

Toute demande d'une telle reconnaissance contient au moins une analyse de risques environnementaux.

Le Gouvernement peut arrêter les exigences minimales de l'analyse de risques environnementaux visée à l'alinéa 2.

Art. 12. Les présomptions réfragables et irréfragables prévues par ou en vertu du présent décret sont sans préjudice des pouvoirs du Gouvernement de soumettre à autorisation administrative dans les réglementations prises en vertu du présent décret, et notamment de prévoir des dérogations aux interdictions prévues par ou en vertu du présent décret.

Art. 13. Toute liste de déchets établie par ou en vertu du présent décret constitue la nomenclature de référence pour la gestion des déchets.

La présence d'une substance ou d'un objet dans une liste de déchets ne signifie pas forcément qu'il soit un déchet dans tous les cas. Une substance ou un objet n'est considéré comme un déchet que lorsqu'il répond à la définition visée à l'article 5, § 1^{er}, 1°.

Art. 14. § 1^{er}. Le Gouvernement établit la liste des déchets dangereux en tenant compte de l'origine et de la composition des déchets et, le cas échéant, des valeurs limites de concentration de substances dangereuses.

L'identification des déchets comme déchets dangereux au sein de la liste de déchets dangereux constitue une présomption réfragable que les déchets possèdent une ou plusieurs des propriétés dangereuses énumérées à l'annexe 1^{re}.

Le déclassement de déchets dangereux en déchets non dangereux ne peut pas se faire par dilution ou mélange en vue d'une diminution des concentrations initiales en substances dangereuses sous les seuils définissant le caractère dangereux d'un déchet.

Sans préjudice le cas échéant des mesures d'exécution prises par le Gouvernement en vertu des articles 10 et 11, en ce qui concerne la liste des déchets dangereux arrêtées par lui en vertu du présent paragraphe, il adapte la liste de déchets dangereux arrêtée conformément au présent paragraphe en vue de la rendre conforme à la liste de déchets dangereux adoptées par l'Union européenne.

§ 2. Le Gouvernement établit la liste des déchets inertes.

L'absence d'un déchet dans la liste de déchets inertes constitue une présomption réfragable que ledit déchet n'est pas inerte.

Art. 15. En cas de pluralité de listes de déchets arrêtées conformément au présent décret, le Gouvernement peut constituer une ou plusieurs listes uniques assorties d'un système de référencement permettant de distinguer différentes listes de déchets au sein de ladite ou desdites listes uniques.

Section 6 — Méthodes de prélèvement, d'échantillonnage et d'analyse en matière de déchets

Art. 16. Le Gouvernement peut :

1° arrêter les dispositions minimales en matière de méthodes de prélèvement, d'échantillonnage et d'analyse visant à déterminer notamment les propriétés et les caractéristiques physico-chimiques des déchets ou leurs teneurs en polluants;

2° approuver un ou plusieurs guides techniques à valeur indicative visant à assurer la qualité des expertises en matière de déchets.

Les dispositions minimales visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, comportent au moins des critères permettant à leurs destinataires de justifier et de garantir que les méthodes de prélèvement, d'échantillonnage et d'analyse qu'ils proposent assurent un niveau et une qualité d'information équivalents aux indications techniques approuvées en vertu de l'alinéa 1^{er}, 2°.

En cas de contradiction entre des indications d'un guide technique, il est fait application des indications les plus récentes.

Section 7 — Planification en matière de déchets, de circularité des matières et de propreté publique

Art. 17. Le plan wallon des déchets-ressources couvre l'ensemble du territoire de la Région wallonne et fixe les lignes directrices à court terme, moyen terme et long terme, ainsi que les mesures à prendre afin d'atteindre au moins les objectifs fixés par le présent décret et ses arrêtés d'exécution.

Il peut comporter plusieurs plans, programmes ou volets distincts traitant de problématiques ou thématiques spécifiques en matière de déchets, de circularité des matières ou de propreté publique.

Art. 18. § 1^{er}. Le plan wallon des déchets-ressources :

1° établit une analyse de la situation en matière de prévention et de gestion des déchets en Région wallonne;

2° définit les objectifs de prévention à atteindre, les objectifs visant à rompre le lien entre la croissance économique et les incidences environnementales associées à la production de déchets;

3° définit les objectifs de gestion à atteindre;

4° établit les mesures à prendre pour la réalisation des objectifs visés aux 2° et 3°, notamment celles nécessaires pour assurer dans les meilleures conditions possibles une préparation des déchets respectueuse de l'environnement en vue de leur réemploi, recyclage, valorisation ou élimination;

5° établit les moyens financiers nécessaires à leur réalisation;

6° comprend une évaluation de la manière dont il soutient la mise en oeuvre des dispositions et la réalisation des objectifs du présent décret et de ses mesures d'exécution;

7° comprend des mesures incitatives visant à faire évoluer positivement les comportements en matière de gestion des déchets auprès des citoyens et des secteurs économiques.

§ 2. Le plan wallon des déchets-ressources est accompagné de données relatives à ses implications budgétaires pour les pouvoirs publics, à ses effets prévisibles sur l'économie en général à court terme, moyen terme et long terme, et à ses conséquences prévisibles sur l'environnement.

§ 3. Le plan wallon des déchets-ressources définit clairement quels sont les objectifs et les mesures qui concernent la prévention des déchets et ceux et celles qui concernent la gestion des déchets.

Art. 19. § 1^{er}. Parmi les mesures relatives à la prévention des déchets figurant dans le plan wallon des déchets-ressources, au moins certaines d'entre elles :

1° reprennent les mesures énoncées à l'article 22 conformément aux articles 2 et 6;

2° décrivent les mesures de prévention déjà existantes et contiennent celles reprises en exemple à l'annexe 5 jugées utiles ou toute autre mesure jugée appropriée, ainsi que leur contribution à la prévention des déchets;

3° décrivent, le cas échéant, la contribution apportée par les instruments et mesures énumérés à l'annexe 4 à la prévention des déchets et évaluent l'utilité des exemples de mesures figurant à l'annexe 5 ou d'autres mesures appropriées;

4° ont trait aux déchets d'emballages;

5° ont trait au gaspillage alimentaire et aux pertes alimentaires.

§ 2. En vue de suivre les progrès réalisés en matière de prévention des déchets, le plan wallon des déchets-ressources dresse un état actualisé de la situation et reprend des objectifs qualitatifs ou quantitatifs pertinents en la matière ainsi que des indicateurs de suivi de l'atteinte desdits objectifs.

Art. 20. § 1^{er}. Les mesures relatives à la gestion des déchets figurant dans le plan wallon des déchets-ressources contiennent au moins les éléments suivants :

1° le type, la quantité et la source des déchets produits sur le territoire régional, les déchets susceptibles d'être transférés au départ ou à destination du territoire régional et une évaluation de l'évolution future des flux de déchets;

2° les principales installations d'élimination et de valorisation existantes, y compris toutes les dispositions particulières concernant les huiles usagées, les déchets dangereux, les déchets contenant des quantités non négligeables de matières premières critiques, ou les flux de déchets visés par des dispositions spécifiques de la législation ou de la réglementation de l'Union européenne;

3° une évaluation des besoins en matière de fermeture d'infrastructures de traitement des déchets existantes et en matière d'installations supplémentaires de traitement des déchets conformément à l'article 7;

4° des informations sur les mesures à prendre pour atteindre les objectifs énoncés à l'article 41 ou dans d'autres documents stratégiques couvrant l'ensemble du territoire de la Région wallonne;

5° une évaluation des systèmes existants de collecte des déchets, y compris en ce qui concerne la couverture matérielle et territoriale de la collecte sélective et des mesures destinées à en améliorer le fonctionnement, de toute dérogation accordée conformément à l'article 49, § 2, et de la nécessité de nouveaux systèmes de collecte;

6° des informations suffisantes sur les critères d'emplacement pour l'identification des sites et la capacité des futures installations d'élimination ou grandes installations de valorisation, si nécessaire;

7° les grandes orientations en matière de gestion des déchets, y compris les méthodes et technologies de gestion des déchets prévues, ou des orientations en matière de gestion d'autres déchets posant des problèmes particuliers de gestion;

8° les mesures visant à empêcher et prévenir toute forme de dépôt sauvage de déchets et faire disparaître tous les types de déchets sauvages;

9° des indicateurs et des objectifs qualitatifs ou quantitatifs appropriés, notamment en ce qui concerne la quantité de déchets produits et collectés et leur traitement, en particulier pour les déchets municipaux qui sont éliminés ou font l'objet d'une valorisation énergétique;

10° les dispositions spécifiques relatives aux emballages et la gestion des déchets d'emballages;

11° des mesures visant à la réduction des déchets biodégradables mis en centre d'enfouissement technique.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, l'évaluation des besoins y visée comporte une analyse des investissements et des autres moyens financiers, y compris pour les autorités publiques, notamment locales, nécessaires pour satisfaire lesdits besoins.

§ 2. Les mesures relatives à la gestion des déchets figurant dans le plan wallon des déchets-ressources peuvent également contenir les éléments suivants :

1° les aspects organisationnels de la gestion des déchets, y compris une description de la répartition des compétences entre les acteurs publics et privés assurant la gestion des déchets;

2° une évaluation de l'utilité et de la validité de l'utilisation d'instruments économiques ou autres pour résoudre divers problèmes en matière de déchets, en tenant compte de la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne;

3° la mise en oeuvre de campagnes de sensibilisation et d'information à l'intention soit du grand public, soit de catégories particulières de consommateurs ou soit encore d'autres catégories ciblées d'acteurs;

4° les sites d'élimination de déchets contaminés de longue date et les mesures prises pour leur assainissement.

Art. 21. § 1^{er}. Le plan wallon des déchets-ressources et ses éventuelles révisions sont adoptés conformément aux procédures d'évaluation des incidences sur l'environnement et de participation du public prévues par le Livre 1^{er} du Code de l'environnement applicables aux plans et programmes de catégorie A.1. au sens dudit Livre.

§ 2. Le plan wallon des déchets-ressources est évalué au moins tous les six ans et révisé, s'il y a lieu, et, dans l'affirmative, conformément aux articles 22 et 38.

§ 3. Le plan wallon des déchets-ressources, son évaluation et, le cas échéant, sa révision, sont publiés sur un site internet de la Région wallonne.

CHAPITRE 2. — Prévention en matière de déchets

Section 1 — Habilitations générales au Gouvernement

Art. 22. § 1^{er}. Afin de prévenir l'apparition des déchets, de réduire leur quantité ou leur nocivité, ou de faciliter leur gestion, le Gouvernement peut prendre toutes mesures appropriées, impliquant de :

1° fixer et utiliser des indicateurs et des objectifs qualitatifs ou quantitatifs appropriés;

2° suivre, surveiller et évaluer la mise en oeuvre des mesures de prévention des déchets, notamment en ce qui concerne la quantité de déchets produits, et ce au moyen de mesures prises en vertu du 1°;

3° promouvoir, favoriser et soutenir :

des modèles de production et de consommation durables;

la recherche et développement, la conception, la fabrication et l'utilisation de produits qui représentent une utilisation efficace des ressources, sont durables (notamment en termes de durée de vie et d'absence d'obsolescence programmée), réparables, réemployables et de conception évolutive;

l'amélioration, par des mesures d'écoconception, du caractère réemployable ou recyclable de certains types de produits ou de déchets qu'il détermine;

le réemploi des produits et la mise en place de systèmes promouvant les activités de réparation et de réemploi, en particulier pour les équipements électriques et électroniques, les textiles et le mobilier, ainsi que pour les emballages et les matériaux et produits de construction;

selon les besoins et sans préjudice des droits de propriété intellectuelle, la disponibilité de pièces détachées, de modes d'emploi, d'informations techniques ou de tout autre instrument, équipement ou logiciel permettant la réparation et le réemploi des produits, sans compromettre leur qualité ou leur sécurité;

des campagnes d'information afin de sensibiliser à la prévention des déchets et au dépôt sauvage de déchets;

la fin de la production de déchets sauvages nuisibles pour le milieu marin afin de contribuer à l'objectif de développement durable des Nations unies visant à prévenir et à réduire nettement la pollution marine de tous types;

4° réduire :

tout en tenant compte des meilleures techniques disponibles, la production de déchets dans les procédés liés à :
l'exploitation des ressources naturelles, en ce compris ceux liés à l'extraction des minéraux;

la production industrielle, à la fabrication, à la construction, à la déconstruction et à la démolition;

la production de services;

la production de déchets, notamment de déchets qui ne se prêtent pas à la préparation en vue du réemploi ou au recyclage;

la teneur en substances dangereuses des matériaux et des produits;

5° éviter, prévenir et réduire les déchets issus des produits :

contenant des matières premières critiques;

constituant les principales sources de dépôt sauvage de déchets, notamment dans le milieu naturel et l'environnement marin;

6° réglementer, instaurer et soutenir :

l'utilisation de produits et de services résultant de modèles visés au 3°, *a*);

une obligation d'information des utilisateurs des produits, en ce qui concerne :

les risques de pollution que lesdits produits comportent ou l'impact écologique de leur production, leur commercialisation et leur utilisation;

le mode de valorisation ou d'élimination des déchets provenant de desdits produits;

la réalisation d'un plan de prévention des déchets, assorti ou non d'un bilan y relatif, pour les installations et activités productrices de déchets dépassant un certain seuil qu'il fixe;

7° imposer aux producteurs de produits ou aux détenteurs de produits susceptibles de devenir des déchets dangereux une ou plusieurs des obligations suivantes :

tenir une comptabilité analytique desdits produits;

informer l'administration de l'affectation, de l'usage ou du mode de valorisation ou d'élimination desdits produits;

8° définir, déterminer les modalités ou réglementer :

des opérations par lesquelles des substances, matières ou produits, qui sont devenus des déchets ou non, sont utilisés de nouveau, pour un usage identique ou autre à celui pour lequel ils avaient été conçus;

des opérations de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation par lesquelles des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement;

9° réglementer ou interdire la destruction de certains produits ou déchets réemployables ou encore consommables qu'il détermine;

10° déterminer les mécanismes de financement, réglementer l'octroi de subventions ou de toute autre mesure de soutien, déployer des investissements ainsi qu'instaurer des redevances, pour les actions menées et les mesures prises en vertu du présent article.

§ 2. Lorsque le Gouvernement adopte des mesures d'exécution en vertu du paragraphe 1^{er}, 3°, *a*) et *b*), lesdites mesures peuvent notamment encourager le développement, la production et la commercialisation de produits à usage multiple et de services de don, de prêt et de location y relatifs, techniquement durables.

Lorsque le Gouvernement adopte des mesures d'exécution en vertu du paragraphe 1^{er}, 4°, *c*), lesdites mesures sont prises sans préjudice des exigences légales harmonisées fixées au niveau de l'Union européenne pour lesdits matériaux et produits, et veillent à ce que tout fournisseur d'un article au sens de l'article 3, 33), du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil, communique les informations prévues à l'article 33, § 1^{er}, dudit règlement, à l'Agence européenne des produits chimiques à compter du 5 janvier 2021.

Parmi les mesures d'exécution prises en vertu du paragraphe 1^{er}, 5°, le Gouvernement peut notamment décider de mettre en oeuvre cette habilitation par le biais d'interdiction d'utilisation dans certaines circonstances ou dans certains lieux qu'il détermine, conformément à l'article 24 du présent décret.

Les mesures d'exécution prises en vertu du paragraphe 1^{er}, 10°, sont octroyées dans les limites des crédits prévus à cet effet au budget.

Section 2 — Dispositions particulières à certains types de produits

Sous-section 1 — Dispositions générales

Art. 23. Lorsque le Gouvernement prend des mesures d'exécution en vertu de la présente section qui sont susceptibles d'être assimilées à des restrictions de marché par le droit de l'Union européenne, il notifie lesdites mesures d'exécution à la Commission européenne.

Art. 24. Le Gouvernement peut interdire dans certaines circonstances ou dans certains lieux qu'il détermine, l'utilisation de produits autres que ceux visés dans les sous-sections 2 et 3 de la présente section. Il veille à ce que lesdites restrictions soient proportionnées et non discriminatoires.

Art. 25. Lorsque le Gouvernement prend des mesures d'exécution en vertu de la présente section, il peut prévoir des exceptions, le cas échéant d'une durée limitée, visant à tenir compte des exigences d'hygiène, de manutention ou de sécurité spécifiques aux types de produits visés par lesdites mesures. Il peut préciser les caractéristiques et les conditions auxquelles répondent le ou les types de produits visés par une exception.

Les mesures d'exécution visées à l'alinéa 1^{er} sont conformes au droit de l'Union sur les denrées alimentaires de sorte que l'hygiène des denrées alimentaires et la sécurité des aliments ne soient pas compromises.

Sous-section 2 — Dispositions particulières à certains types de produits en plastique

Art. 26. Dans les lieux et les espaces dédiés aux événements culturels, sportifs, récréatifs, folkloriques ou de loisirs, l'utilisation de gobelets en plastique à usage unique pour boissons est interdite dans le cadre de toute relation contractuelle et de toute offre de contracter de quiconque.

Art. 27. § 1^{er}. Dans les lieux et les espaces dédiés au commerce, l'utilisation comme emballage de service de sacs en plastique légers et de sacs en plastique très légers est interdite dans le cadre de toute relation contractuelle et de toute offre de contracter entre :

- 1° les commerçants en ce compris leurs préposés et leurs sous-traitants; et;
- 2° les clients ou les consommateurs.

§ 2. En vertu de l'article 25, le Gouvernement peut prévoir des exceptions au paragraphe 1^{er} du présent article.

§ 3. Au sens du présent article, la notion de « plastique » exclut les polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés.

Sous-section 3 — Dispositions particulières aux publications sur support en plastique ou en papier et aux tickets de caisse sur support en papier

Art. 28. § 1^{er}. Le Gouvernement prend les mesures d'exécution appropriées en vue de limiter la production de déchets de plastique et de papier provenant de publications et de lutter contre les problèmes de propreté publique liés à leur distribution.

Le Gouvernement définit au moins des types de publication et des modes de distributions visés par le présent article et ses mesures d'exécution.

§ 2. Parmi les mesures d'exécution prises par le Gouvernement en vertu du paragraphe 1^{er}, certaines d'entre elles peuvent interdire :

- 1° les films plastiques autour desdites publications;
 - 2° l'apposition de publicités sur le vitrage des véhicules dans un objectif commercial, à l'exclusion du flocage;
 - 3° la distribution de certaines publications qu'il détermine :
- soit aux personnes ayant manifesté expressément leur opposition à les recevoir;
- soit aux personnes n'ayant pas manifesté expressément leur consentement à les recevoir.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, l'opposition visée au point *a*) ou le consentement visé au point *b*) doit être libre, spécifique et éclairé.

§ 3. Si le Gouvernement prend des mesures d'exécution en vertu du paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, *a*) ou *b*), il peut :

1° instaurer et définir :

une obligation d'information des personnes visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, *a*) ou *b*), soit à charge de ceux qui font éditer les publications, soit à charge de ceux qui distribuent les publications visées par le présent article et ses mesures d'exécution;

un suivi administratif des demandes exprimées par les personnes visées au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, 3°, *a*) ou *b*), ou une obligation de rapportage régulier à l'administration;

2° promouvoir des modalités non contraignantes d'expression de l'opposition ou du consentement y visés.

Art. 29. Sans préjudice d'autres dispositions légales, dans les lieux et les espaces dédiés au commerce, tout ticket de caisse sur support en papier n'est imprimé qu'à la demande du client.

CHAPITRE 3. — *Gestion des déchets et des matières*Section 1 — *Habilitations générales au Gouvernement*

Art. 30. Le Gouvernement peut prendre toutes mesures appropriées visant à :

- 1° fixer des objectifs de valorisation pour certaines catégories de déchets;
- 2° promouvoir, favoriser et soutenir la recherche et développement de techniques de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination écologiquement rationnelle, ainsi que leur utilisation;
- 3° promouvoir, favoriser et soutenir des innovations techniques en matière de valorisation, notamment toute opération de valorisation consistant en une combinaison simultanée de recyclage et de récupération d'énergie à partir d'un flux de déchets dans un procédé de traitement thermique visant la fabrication de produits;
- 4° construire, améliorer ou renouveler des installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets, ainsi qu'acquérir, le cas échéant par voie d'expropriation, les biens immeubles nécessaires pour ce faire;
- 5° favoriser la collecte sélective ou la valorisation de déchets ménagers, de déchets assimilés, de déchets municipaux ou de déchets professionnels, en ce compris les déchets d'emballages, et la propreté publique;
- 6° favoriser l'engagement et le maintien au niveau communal d'agents pour la prévention, la recherche et le constat des infractions en matière de déchets;
- 7° favoriser l'engagement ou la formation du personnel du secteur public ou privé en matière de déchets, de circularité des matières ou de propreté publique;
- 8° promouvoir, favoriser et soutenir des campagnes d'information ou de sensibilisation en matière de déchets, de circularité des matières ou de propreté publique;
- 9° rendre obligatoire ou promouvoir, dans certains cas qu'il détermine, l'insertion, dans les cahiers spéciaux des charges de l'administration régionale, des unités d'administration publique de la Région wallonne et des pouvoirs locaux, de dispositions édictées par lui imposant ou permettant au soumissionnaire l'utilisation de produits et matières récupérées ou de matériaux qui en sont issus, de qualité adéquate par rapport à celle de produits ou matières non récupérées ou de matériaux qui sont exclusivement issus de matières non récupérées;
- 10° promouvoir la valorisation interne à l'entreprise productrice de déchets;
- 11° remettre en état ou réhabiliter les centres d'enfouissement technique et anciens dépotoirs;

12° réglementer l'extraction de déchets mis dans les centres d'enfouissement technique en vue de leur retraitement au regard des meilleurs techniques disponibles actuelles;

13° déterminer les mécanismes de financement, réglementer l'octroi de subventions ou de toute autre mesure de soutien, déployer des investissements ainsi qu'instaurer des redevances, pour les actions menées et les mesures prises en vertu du présent article.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, les techniques y visées peuvent notamment être des techniques appropriées en vue de l'élimination des substances dangereuses contenues dans les déchets.

Les mesures d'exécution prises en vertu de l'alinéa 1^{er}, 13°, sont octroyées dans les limites des crédits prévus à cet effet au budget.

Art. 31. § 1^{er}. Le Gouvernement peut désigner des installations de stockage temporaire, de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets accueillant, à concurrence de certaines capacités ou quantités, des déchets produits en Région wallonne et ne disposant pas, à court ou moyen terme, d'autres solutions de gestion desdits déchets en Région wallonne.

Lesdites installations sont désignées en tenant compte des contraintes techniques et environnementales, ainsi que des coûts de gestion liés auxdites installations.

§ 2. Lorsqu'il prend des mesures en vertu du paragraphe 1^{er}, le Gouvernement détermine :

1° le ou les types ou sous-types de déchets concernés;

2° les capacités de stockage temporaire, regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination par installation;

3° la durée d'utilisation de l'installation sous le couvert du présent article;

4° les circonstances dans lesquelles les installations concernées peuvent être utilisées;

5° la procédure et les conditions de mise en oeuvre des capacités de stockage temporaire, de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination;

6° les personnes morales de droit public ou privé pouvant solliciter l'utilisation d'une capacité de stockage temporaire, de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination.

§ 3. Lorsque lesdites installations appartiennent au moins à une ou plusieurs personnes de droit privé, le Gouvernement peut acquérir les droits nécessaires à l'utilisation desdites installations par voie de marché public, d'expropriation ou de réquisition.

Lorsque lesdites installations appartiennent exclusivement à une ou plusieurs personnes de droit public, le Gouvernement peut acquérir les droits nécessaires à l'utilisation desdites installations par voie contractuelle, d'expropriation ou de réquisition.

§ 4. Sans préjudice des pouvoirs des autorités locales en matière de police administrative générale, notamment en matière de sécurité publique, le Gouvernement est le seul habilité à autoriser l'accès auxdites installations dans les limites nécessaires à la mise en oeuvre du présent article.

§ 5. Les bénéficiaires supportent l'ensemble des coûts d'utilisation, en ce compris l'acquisition des droits d'utilisation par le Gouvernement et les taxes afférentes au procédé de traitement de l'installation utilisée.

§ 6. Lorsque le Gouvernement prend des mesures d'exécution en vertu du présent article, il en détermine les modalités procédurales et les modalités d'application.

Section 2 — Dispositions générales

Art. 32. La gestion des déchets s'effectue sans mettre en danger la santé humaine, sans nuire à l'environnement, et notamment :

1° sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore;

2° sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives; et;

3° sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.

Art. 33. Il est interdit d'abandonner, de rejeter ou de gérer un déchet :

1° en dehors des emplacements aménagés ou autorisés à cet effet par une autorité locale ou toute autre autorité compétente en matière de conservation du domaine public ou en matière de salubrité publique; ou;

2° sans respecter les dispositions du présent décret et ses mesures d'exécution.

Art. 34. Sans préjudice des dispositions de la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, le Gouvernement ou les autorités locales peuvent pourvoir d'office à la gestion des déchets sauvages.

Art. 35. Tout producteur initial de déchets ou autre détenteur de déchets trie ses déchets conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Art. 36. § 1^{er}. Les déchets font l'objet d'une préparation en vue du réemploi, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation, ou d'une opération d'élimination, conformément aux articles 6 et 32.

§ 2. Lorsque cela est susceptible de concourir au respect du paragraphe 1^{er} et pour faciliter ou améliorer la préparation en vue du réemploi, du recyclage et d'autres opérations de valorisation, les déchets font l'objet d'une collecte sélective et ne sont pas mélangés à d'autres déchets ou matériaux aux propriétés différentes conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Lorsque le Gouvernement impose une obligation de collecte sélective pour un type de déchets qu'il détermine et susceptible de l'une des opérations visées à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe, il peut réglementer des dérogations en vertu de l'article 49, § 2.

§ 3. Le Gouvernement prend des mesures pour que les déchets qui ont été collectés sélectivement pour la préparation en vue du réemploi et le recyclage en vertu de l'article 38, §§ 1^{er} à 3, et de l'article 65 ne soient pas incinérés ou coïncinérés, à l'exception des déchets issus d'opérations de traitement ultérieures de déchets collectés sélectivement pour lesquels l'incinération ou la coïncinération produit le meilleur résultat sur le plan de l'environnement conformément à l'article 6.

§ 4. Lorsque cela est nécessaire au respect du paragraphe 1^{er} du présent article, pour faciliter ou améliorer la valorisation ou l'élimination, le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que soient retirées, avant ou pendant la valorisation ou l'élimination, les substances dangereuses, les mélanges et les composants de déchets dangereux afin qu'ils soient traités conformément aux articles 6 et 32.

§ 5. Les mesures d'exécution prises en vertu du présent article par le Gouvernement sont complétées, le cas échéant, par celles prises par les autorités locales en matière de police administrative générale, notamment en matière de salubrité publique et de collecte des déchets municipaux.

Art. 37. Lorsque les déchets ne sont pas valorisés conformément au présent décret, au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et leurs mesures d'exécution ainsi qu'aux dispositions de l'Union européenne et internationales relatives aux déchets, ils font l'objet d'opérations d'élimination sûres qui répondent aux dispositions de l'article 32 en matière de protection de la santé humaine et de l'environnement.

Section 3 — Dispositions particulières à la préparation en vue du réemploi et au recyclage

Art. 38. § 1^{er}. Le Gouvernement prend des mesures appropriées afin de promouvoir les activités de préparation en vue du réemploi, notamment en encourageant la mise en place et le soutien de réseaux de préparation en vue du réemploi et de réparation.

Parmi ces mesures portant sur les réseaux visés à l'alinéa 1^{er}, certaines d'entre elles peuvent notamment viser à :

1° faciliter, lorsqu'il est compatible avec la bonne gestion des déchets, l'accès des réseaux visés à l'alinéa 1^{er} aux déchets qui sont détenus par les systèmes ou les installations de collecte, de regroupement ou de prétraitement et qui sont susceptibles de faire l'objet d'une préparation en vue du réemploi mais qui ne sont pas destinés à faire l'objet d'une telle préparation par le système ou l'installation de collecte en question; et;

2° promouvoir l'utilisation d'instruments économiques, de critères de passation de marchés, d'objectifs quantitatifs ou d'autres mesures.

L'administration suit et évalue la mise en oeuvre des mesures en matière de réemploi en mesurant le réemploi sur la base de la méthodologie commune établie par l'acte d'exécution visé à l'article 9, § 7, de la directive 2008/98/CE, à compter de la première année civile complète suivant l'adoption dudit acte d'exécution.

§ 2. Le Gouvernement prend également des mesures pour promouvoir un recyclage de qualité élevée et, à cet effet, sous réserve de l'article 36, § 2, et de l'article 49, § 2, détermine les modalités de gestion et de mise en place de la collecte sélective des déchets au moins pour les papiers, les métaux, les plastiques et les verres et, le 1^{er} janvier 2025 au plus tard, pour les textiles. Il peut étendre l'obligation de collecte sélective à d'autres types de déchets conformément à l'article 49, § 1^{er}.

§ 3. Le Gouvernement prend des mesures pour encourager la déconstruction et la démolition sélective afin de permettre le retrait et la manipulation en toute sécurité des substances dangereuses et de faciliter la préparation en vue du réemploi, le réemploi et le recyclage de qualité élevée grâce au retrait sélectif des matériaux, ainsi que pour garantir la mise en place de systèmes de tri des déchets de construction, de déconstruction et de démolition au moins pour le bois, le métal, le verre, le plastique, le plâtre, les liants hydrocarbonés (revêtements bitumeux et goudronnés) ainsi que pour les fractions minérales (béton, briques, pierres, tuiles et céramiques).

§ 4. Afin de se conformer aux objectifs du présent décret, et de tendre vers une société wallonne et européenne du recyclage, avec un niveau élevé de rendement des ressources, les objectifs suivants doivent être atteints à l'échelon régional :

1° dès 2020, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets tels que, au moins, le papier, le métal, le plastique et le verre contenus dans les déchets ménagers et, éventuellement, dans les déchets d'autres origines pour autant que ces flux de déchets soient assimilés aux déchets ménagers, passent à un minimum de cinquante pour cent en poids global;

2° dès 2020, la préparation en vue du réemploi, le recyclage et les autres formules de valorisation de matière, y compris les opérations de remblayage qui utilisent des déchets au lieu d'autres matériaux, des déchets non dangereux de construction, de déconstruction et de démolition, à l'exclusion des matériaux géologiques naturels définis dans la catégorie 17 05 04 de la liste de déchets adoptée par l'Union européenne, passent à un minimum de septante pour cent en poids;

3° dès 2025, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de cinquante-cinq pour cent en poids;

4° dès 2030, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de soixante pour cent en poids;

5° dès 2035, la préparation en vue du réemploi et le recyclage des déchets municipaux passent à un minimum de soixante-cinq pour cent en poids.

§ 5. Sans préjudice du paragraphe 4, le Gouvernement peut définir des objectifs chiffrés de préparation en vue du réemploi, de recyclage ou de toute forme de valorisation. Les objectifs peuvent être précisés pour certains types ou sous-types de déchets. Le Gouvernement peut également prendre les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs décrits au paragraphe 4 et au présent paragraphe.

Section 4 — Dispositions particulières à l'élimination

Art. 39. Sans préjudice de l'article 79, le Gouvernement détermine les critères d'admission des types de déchets admis dans les centres d'enfouissement technique.

Art. 40. § 1^{er}. La mise en centre d'enfouissement technique des déchets ménagers organiques biodégradables est interdite.

La mise en centre d'enfouissement technique des déchets assimilés organiques biodégradables collectés concomitamment aux déchets ménagers visés à l'alinéa 1^{er} est interdite.

À partir du 31 décembre 2023, la mise en centre d'enfouissement technique des biodéchets non visés aux alinéas 1^{er} et 2 ainsi que de tout autre type de déchet professionnel organique biodégradable est interdite.

§ 2. Le Gouvernement peut lister d'autres types de déchets que ceux visés au paragraphe 1^{er} dont la mise en centre d'enfouissement technique est interdite :

1° sans prétraitement; ou;

2° en raison du fait qu'ils sont susceptibles d'être valorisés.

La présence d'un déchet sur ladite liste présume qu'il appartient au type de déchet interdit de mise en centre d'enfouissement technique. Ladite présomption est irréfragable.

§ 3. Le Gouvernement peut réglementer les possibilités de dérogations aux interdictions de mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets prévues par ou en vertu du présent décret conformément au droit de l'Union européenne. S'il prévoit des possibilités de dérogations au cas par cas, il en arrête les modalités procédurales.

Lesdites dérogations sont limitées dans le temps et justifiées dans le cadre de circonstances imprévisibles, graves et exceptionnelles et occasionnant le retard imprévu, l'arrêt, l'insuffisance ou l'absence d'une filière de gestion, des installations ou des installations classées y relatives.

Art. 41. § 1^{er}. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que, d'ici à 2030, aucun des déchets susceptibles d'être recyclés ou valorisés, en particulier les déchets municipaux, ne soient admis dans un centre d'enfouissement technique, à l'exception des déchets dont la mise en centre d'enfouissement technique produit le meilleur résultat sur le plan de l'environnement conformément à l'article 6.

§ 2. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour que, d'ici à 2035, la quantité de déchets municipaux mis en centre d'enfouissement technique soit inférieure à dix pour cent ou moins de la quantité totale de déchets municipaux produite (en poids).

Art. 42. Le Gouvernement détermine les types de déchets dont l'incinération est interdite :

1° sans prétraitement; ou;

2° en raison du fait qu'ils sont susceptibles d'être valorisés.

Le Gouvernement détermine en outre les types de déchets dont la coïncinération est interdite sans prétraitement.

Art. 43. Afin de contribuer aux objectifs fixés dans la présente section, le Gouvernement peut avoir recours à des instruments économiques et à d'autres mesures pour inciter à l'application de la hiérarchie des déchets.

Lesdits instruments et mesures peuvent inclure :

1° les instruments et mesures indiqués à l'annexe 4 si ces derniers sont susceptibles d'être adoptés via des dispositions de nature réglementaire; ou;

2° d'autres instruments et mesures appropriés.

Art. 44. Le Gouvernement peut réglementer les possibilités de dérogation aux interdictions d'incinération ou de coïncinération des déchets conformément au droit de l'Union européenne. S'il prévoit des possibilités de dérogations au cas par cas, il en arrête les modalités procédurales.

Lesdites dérogations sont limitées dans le temps et justifiées dans le cadre de circonstances imprévisibles, graves et exceptionnelles et occasionnant le retard imprévu, l'arrêt, l'insuffisance ou l'absence d'une filière de gestion, des installations ou des installations classées y relatives.

Art. 45. § 1^{er}. Sous réserve du brûlage des déchets secs naturels provenant des forêts, des champs et des jardins conformément au Code forestier et au Code rural et leurs mesures d'exécution, il est interdit de brûler à l'air libre des déchets.

Les grands feux et autres brûlages organisés dans le cadre de manifestations folkloriques autorisés par la commune ne sont pas visés par l'interdiction visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le Gouvernement peut réglementer les possibilités de dérogations à l'interdiction visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}. S'il prévoit des possibilités de dérogation au cas par cas, il en arrête les modalités procédurales.

Lesdites dérogations sont limitées dans le temps et justifiées dans le cadre de circonstances imprévisibles, graves et exceptionnelles et uniquement en cas d'absence ou d'insuffisance d'une filière de gestion et des installations ou des installations classées y relatives.

Section 5 — Modalités de calcul visant à déterminer l'atteinte de certains des objectifs énoncés dans les sections 3 et 4

Art. 46. § 1^{er}. Aux fins des calculs visant à déterminer si les objectifs fixés à l'article 38, § 4, et à l'article 41, § 2, ont été atteints, le Gouvernement arrête les modalités desdits calculs conformément au droit de l'Union européenne.

§ 2. Lorsque certaines des modalités de calcul visées au paragraphe 1^{er} sont assorties de conditions par le droit de l'Union européenne, afin de garantir que lesdites conditions soient remplies, le Gouvernement prend des mesures visant la mise en place d'un système efficace de contrôle de qualité et de traçabilité au moins pour les types de déchets suivants :

1° les déchets municipaux produits;

2° les déchets municipaux valorisés;

3° les déchets municipaux mis en centre d'enfouissement technique.

Le Gouvernement peut étendre les mesures prises en vertu du présent paragraphe à d'autres types de déchets en fonction de leur nature ou de leur mode de traitement.

§ 3. En vue de garantir la fiabilité et l'exactitude des données recueillies sur certains types de déchets, dont les déchets recyclés, le système visé au paragraphe 2 peut prendre la forme d'un ou de plusieurs registres électroniques créés en vertu de l'article 72, § 5, de spécifications techniques relatives à la qualité des déchets triés ou de taux moyens de perte pour les déchets triés, respectivement pour les différents types de déchets et les différentes pratiques de gestion des déchets.

Les taux moyens de perte ne sont utilisés que dans les cas où des données fiables ne peuvent être obtenues d'une autre manière et sont calculés sur la base des règles de calcul établies par le droit de l'Union européenne.

Section 6 — Responsabilité de la gestion des déchets

Sous-section 1 — Responsabilité matérielle

Art. 47. § 1^{er}. Tout producteur initial de déchets ou autre détenteur de déchets en assure la gestion conformément aux articles 6 et 32.

Tout producteur initial de déchets ou autre détenteur de déchets :

1° procède lui-même à leur traitement; ou;

2° les remet à un collecteur, un négociant, un courtier, une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, conformément aux articles 6 et 32.

§ 2. Les collecteurs et les transporteurs acheminent les déchets collectés et transportés vers des installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination appropriées et autorisées respectant les dispositions des articles 6 et 32.

§ 3. Lorsque des déchets sont transférés, à des fins de prétraitement, du producteur initial de déchets ou du détenteur de déchets à l'une des personnes physiques ou morales visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, la responsabilité d'effectuer une opération complète de valorisation ou d'élimination n'est pas levée dans le chef du producteur initial ou du détenteur de déchets.

Sans préjudice du règlement (CE) n° 1013/2006, le Gouvernement peut préciser les conditions de la responsabilité et décider dans quels cas le producteur initial de déchets conserve la responsabilité de l'ensemble de la chaîne de gestion, y compris de la chaîne de traitement, ou dans quels cas cette responsabilité peut être partagée ou déléguée parmi les différents intervenants dans la chaîne de gestion, y compris de la chaîne de traitement.

Ces modalités d'exonération, d'atténuation ou de partage de responsabilité sont arrêtées sur la base de critères tels que le type de déchets, l'importance de leur flux, leur traçabilité, le respect de leurs obligations légales et réglementaires par chaque acteur de la chaîne.

§ 4. Tout détenteur de déchets professionnels ou de déchets assimilés est en mesure de prouver qu'il respecte le présent article.

Pour ce faire :

1° s'il traite lui-même lesdits déchets dans une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation requise pour effectuer l'ensemble des opérations de traitement desdits déchets, il le démontre au moyen du registre de déchets visé à l'article 72;

2° s'il transporte ou fait transporter lesdits déchets vers un collecteur, un négociant, un courtier, une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, il le démontre via les moyens de preuve cumulatifs suivants :

le registre de déchets visé à l'article 72;

un contrat écrit ou tout document délivré par ledit collecteur, ledit négociant, ledit courtier, ladite installation ou ladite entreprise attestant du respect des articles 6 et 32; et;

sous réserve des dispenses d'enregistrement et d'agrément pour le transport de tels déchets prévues par le présent décret :

s'il a transporté lui-même lesdits déchets, tout document attestant de son enregistrement ou de son agrément en qualité de transporteur pour le ou les types de déchets concernés;

s'il a fait transporter lesdits déchets par un tiers, un contrat écrit ou tout document délivré par ledit tiers attestant de son enregistrement ou de son agrément en qualité de transporteur pour le ou les types de déchets concernés;

3° s'il remet lesdits déchets à un collecteur, un négociant, un courtier, une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, il le démontre via les moyens de preuve cumulatifs suivants :

le registre de déchets visé à l'article 72;

un contrat écrit ou tout document délivré par ledit collecteur, ledit négociant, ledit courtier, ladite installation ou ladite entreprise attestant du respect des articles 6 et 32; et;

sous réserve des dispenses d'agrément et d'enregistrement pour le transport de tels déchets prévues par le présent décret :

s'il a transporté lui-même lesdits déchets, tout document attestant de son agrément ou de son enregistrement en qualité de transporteur pour le ou les types de déchets concernés;

s'il a fait transporter lesdits déchets par ledit collecteur, ledit négociant, ledit courtier, ladite installation, ladite entreprise ou un tiers, un contrat écrit ou tout document délivré par ledit collecteur, ledit négociant, ledit courtier, ladite installation, ladite entreprise ou ledit tiers attestant de son enregistrement ou de son agrément en qualité de transporteur pour le ou les types de déchets concernés.

§ 5. Le Gouvernement peut réglementer la forme et le contenu de tout ou partie du ou des contrats et du ou des documents visés au paragraphe 4.

Sous-section 2 — Responsabilité financière

Art. 48. § 1^{er}. Conformément au principe du pollueur-payeur, les coûts de la gestion des déchets, y compris ceux liés aux infrastructures nécessaires et à leur fonctionnement, sont supportés par le producteur initial de déchets ou par le détenteur actuel ou antérieur des déchets.

Sans préjudice du titre 2 du présent décret et ses mesures d'exécution, les coûts de la gestion des déchets visés à l'alinéa 1^{er} du présent paragraphe incluent la remise en état ou la réhabilitation des lieux du dépôt sauvage de déchets.

§ 2. Lorsque plusieurs des personnes visées au paragraphe 1^{er} sont tenues responsables des déchets, y compris en cas de dépôt sauvage de déchets, elles sont solidairement responsables.

§ 3. Celui qui a généré un déchet sauvage est responsable des frais exposés par tout détenteur dudit déchet ou par les autorités publiques pour la remise en état ou la réhabilitation des lieux du dépôt sauvage de déchets. Les frais exposés incluent les éventuels dommages causés dans le cadre de l'exécution de la remise en état ou de la réhabilitation.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, celui qui a généré un déchet sauvage n'est pas tenu responsable desdits frais aux conditions cumulatives suivantes :

1° il apporte la preuve qu'il n'a pas commis de faute ou de négligence; et;

2° le dépôt de déchets est dû à une émission ou à un événement expressément autorisé au moment de l'émission ou de l'évènement, en vertu du présent décret ou du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et de leurs mesures d'exécution.

§ 4. Toute clause contractuelle dérogeant au présent article est nulle de plein droit.

§ 5. Dans le cadre des recours judiciaires, les dispositions du présent décret ne portent pas atteinte :
à la faculté dont dispose la personne responsable d'invoquer d'autres moyens de droit;
aux autres droits exercés par les personnes lésées ou exposant des frais contre les personnes responsables ou contre d'autres personnes.

CHAPITRE 4 — *Dispositions particulières à certains types de déchets, à certains opérateurs actifs en matière de prévention ou de gestion de déchets, aux transferts de déchets, et au registre et documents de traçabilité en matière de déchets*

Section 1 — Habilitations générales au Gouvernement

Art. 49. § 1^{er}. Pour chaque type ou sous-type de déchets qu'il détermine, le Gouvernement peut :

- 1° réglementer les modalités et les techniques de prévention et de gestion y relatives;
- 2° réglementer leur collecte;
- 3° réglementer leur transport;
- 4° définir les conditions préalables et les obligations inhérentes à leurs opérations de gestion;
- 5° adopter des mesures particulières en raison de leur nature, de leur composition, de leur origine, de leur circonstance de production ou de détention, de leur quantité ou de leur mode de gestion, notamment en imposant des normes de traitement.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1° à 4°, le Gouvernement peut, notamment :

- 1° imposer de manière cumulative ou non :
une obligation de collecte sélective;
une obligation de tri à la source de la production initiale du déchet;
une obligation de tri au sein d'une installation de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination autorisée;
une obligation de préserver le tri tel qu'effectué à un stade précédent ou aux stades précédents de la chaîne de gestion du déchet;
une obligation de rapportage ou de transmission de données et d'informations portant sur les déchets concernés :
soit à l'administration;
soit aux communes ou aux associations de communes;
- 2° réglementer l'établissement de systèmes de consigne.

§ 2. Lorsque le Gouvernement impose une collecte sélective pour un ou plusieurs types de déchets qu'il détermine, il peut réglementer des possibilités de dérogation, le cas échéant au cas par cas, à condition qu'au moins l'une des conditions suivantes soit remplie :

- 1° leur collecte conjointe avec d'autres types de déchets n'affecte pas leur capacité à faire l'objet d'une préparation en vue du réemploi, d'un recyclage ou d'autres opérations de valorisation ou d'élimination conformément à l'article 6 et produit, à l'issue de ces opérations, un résultat de qualité comparable à celui obtenu au moyen d'une collecte sélective;
- 2° leur collecte sélective n'est pas techniquement réalisable compte tenu des bonnes pratiques de collecte des déchets.

Le Gouvernement ou l'autorité compétente qu'il désigne à cet effet réexamine régulièrement lesdites dérogations en tenant compte des bonnes pratiques de collecte sélective des déchets et d'autres évolutions de la gestion des déchets.

Section 2 — Dispositions particulières à certains types de déchets

Sous-section 1 — Déchets dangereux

Art. 50. La production, la collecte et le transport des déchets dangereux, ainsi que leur stockage, leur regroupement, leur prétraitement, leur valorisation et leur élimination, sont réalisés dans des conditions de protection de l'environnement et de la santé humaine qui respectent les dispositions de l'article 32.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er} comprennent également des mesures visant à assurer la traçabilité des déchets dangereux depuis le stade de la production jusqu'à la destination finale ainsi que leur contrôle afin de respecter les exigences des articles 33 et 72.

Art. 51. § 1^{er}. Il est interdit de mélanger les déchets dangereux avec d'autres catégories de déchets dangereux ainsi qu'avec d'autres déchets, substances ou matières. Le mélange comprend la dilution de substances dangereuses.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le mélange est conforme au présent décret moyennant le respect des conditions cumulatives suivantes :

- 1° l'opération de mélange est autorisée et s'effectue conformément aux mesures d'exécution prises ou aux conditions d'une autorisation administrative délivrée en vertu du présent décret ou du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;
- 2° les dispositions de l'article 32 sont remplies et les effets nocifs de la gestion des déchets sur la santé humaine et l'environnement ne sont pas aggravés;
- 3° l'opération de mélange s'effectue selon les meilleures techniques disponibles.

§ 3. Sans préjudice de l'application des dispositions de la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, lorsque des déchets dangereux ont été mélangés illégalement, en violation du présent article, une séparation est effectuée si cette opération est techniquement faisable et nécessaire pour se conformer à l'article 32.

Lorsqu'une séparation n'est pas requise en vertu de l'alinéa 1^{er}, les déchets mélangés sont traités dans une installation autorisée conformément à l'article 76 et ses mesures d'exécution pour traiter ce mélange.

Art. 52. Le Gouvernement peut :

- 1° prévoir des mesures complémentaires en matière de gestion des déchets dangereux;
- 2° rendre applicable certaines dispositions de la présente sous-section à des déchets non dangereux;

3° prendre des mesures pour faciliter la collecte sélective et le traitement adéquat des déchets dangereux;

4° considérer des déchets comme dangereux dans le cas où, même s'ils ne figurent pas comme tels sur la liste de déchets dangereux, ils présentent une ou plusieurs des propriétés énumérées à l'annexe 1^{re}.

Sous-section 2 — Déchets ménagers

Art. 53. § 1^{er}. La collecte des déchets ménagers est une mission de service public. Toute personne physique domiciliée ou résidant à titre principal ou secondaire sur le territoire de la Région wallonne a droit à un service public de gestion des déchets ménagers.

Chaque commune garantit l'exercice de ce droit.

Pour le respect des obligations qui lui sont imposées par la présente sous-section et ses mesures d'exécution, chaque commune peut :

1° soit remplir elle-même ses obligations;

2° soit faire exécuter tout ou partie de ses obligations via une association de communes à laquelle elle adhère.

Concernant l'alinéa 4, 2°, l'association de communes ne peut exécuter que les obligations dont l'exécution lui a été expressément confiée par la commune concernée.

§ 2. La commune est exclusivement compétente pour la collecte des déchets ménagers.

Cette exclusivité concerne les déchets ménagers des personnes domiciliées ou résidant à titre principal ou secondaire sur le territoire de la commune, en ce compris dans un kot d'étudiant chez les particuliers, à l'exclusion des déchets issus des maisons de repos, des résidences-services, des prisons, des hôpitaux et des kots d'étudiants gérés par une entreprise ou une institution d'enseignement supérieur.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 2, toute personne physique visée audit paragraphe peut transmettre une demande d'autorisation à la commune concernée permettant à ladite personne de remettre ses déchets ménagers à un tiers autre que la commune.

Cette autorisation communale ne peut être octroyée que sur demande dûment motivée démontrant que le service de gestion des déchets ménagers mis en place par la commune ne peut pas répondre aux besoins ou aux contraintes de la personne physique sollicitant ladite autorisation.

La procédure de demande de l'autorisation visée à l'alinéa 1^{er} comporte, le cas échéant, une demande d'avis à l'association de communes à laquelle la commune concernée a confié le service de collecte des déchets ménagers.

L'autorisation communale visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas requise pour :

1° apporter sans l'entremise d'un transporteur agréé ou enregistré des déchets ménagers auprès d'un collecteur, d'un négociant, d'un courtier, d'une installation ou d'une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de tout autre autorisation requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, y compris lorsque ledit collecteur, ledit négociant, ledit courtier, ladite installation ou ladite entreprise constitue un point d'apport volontaire mis en place conformément au titre 2 du présent décret et ses mesures d'exécution;

2° apporter sans l'entremise d'un transporteur agréé ou enregistré des déchets ménagers auprès d'un point d'apport volontaire disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de tout autre autorisation requise pour effectuer des opérations de regroupement ou de prétraitement desdits déchets, telles que les bulles à verre, à papier, à carton, à plastique et à textile y compris les vêtements usagés et les chaussures usagées;

3° remettre des déchets ménagers auprès d'un collecteur, d'un négociant, d'un courtier, d'une installation ou d'une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de tout autre autorisation requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, y compris lorsque ledit collecteur, ledit négociant, ledit courtier, ladite installation ou ladite entreprise est une entreprise d'économie sociale agréée en vertu de l'article 103.

Toute personne physique ayant transmis la demande d'autorisation communale visée à l'alinéa 1^{er} reste tenue de se conformer au règlement communal prévu en vertu du paragraphe 6, ainsi qu'au paiement des coûts visés à l'article 59, § 1^{er}. Tout acte ou contrat passé ou conclu dérogeant au présent alinéa est nul de plein droit.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter les modalités procédurales de la demande d'autorisation communale visée au paragraphe 3.

En l'absence de mesures d'exécution prise par le Gouvernement en vertu du présent paragraphe, la commune est compétente pour arrêter lesdites modalités procédurales.

§ 5. La commune détermine au moins :

1° la périodicité et les lieux de collecte par type ou sous-type de déchets collectés;

2° les modalités de collecte des déchets, telles que la collecte en porte-à-porte, les conteneurs collectifs, les points d'apport volontaire ou les parcs à conteneurs;

3° les conditions d'acceptation des déchets, en nature et en quantité, selon leurs modalités de collecte spécifiques;

4° les modalités de collecte des déchets par les associations et les écoles;

5° les mesures sociales en matière de déchets;

6° les dispositions applicables aux déchets assimilés collectés concomitamment aux déchets ménagers;

7° les dispositions applicables aux déchets spécifiquement générés par les médecins, les dentistes, les vétérinaires et les prestataires de soins à domicile dans l'exercice de leur activité professionnelle;

8° les dispositions applicables aux événements temporaires, tels que les marchés ou les foires;

9° les dispositions visant à dissuader le mélange des ordures ménagères brutes avec d'autres types de déchets pour lesquels une collecte sélective en porte-à-porte est organisée sur son territoire communal.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, toute collecte en porte-à-porte de déchets s'effectue exclusivement dans les conteneurs prévus à cet effet par la commune.

§ 6. La commune fixe par règlement communal les modalités d'exécution des obligations qui lui sont imposées par ou en vertu de la présente sous-section et ses mesures d'exécution.

§ 7. La commune peut privilégier l'utilisation de conteneurs de collecte réutilisables pour la collecte des ordures ménagères brutes et, le cas échéant, pour celle des déchets de papiers-cartons.

Dans le cas visé au paragraphe 1^{er}, alinéa 4, 2^o, dans les limites des obligations qui lui sont expressément confiées par la commune, l'association de communes communique à la commune concernée les dispositions nécessaires à l'établissement de son règlement communal.

Art. 54. Afin d'accompagner la transition vers un ou plusieurs des objectifs visés à l'article 2 ou en cas de perturbations du coût-vérité liées à des circonstances imprévisibles, graves et exceptionnelles, le Gouvernement peut réglementer l'octroi de subventions ou de toute autre mesure de soutien visant à compenser certaines des mesures sociales en matière de déchets déterminées par les communes.

Les mesures d'exécution prises en vertu de l'alinéa 1^{er} sont octroyées dans les limites des crédits prévus à cet effet au budget.

Art. 55. Sans préjudice de l'article 53, la commune, ou l'association de communes à laquelle elle a confié un mandat exprès pour ce faire dans le cadre d'une relation « in house » au sens de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, est exclusivement compétente pour la collecte des déchets assimilés des services et établissements de la commune ou organisés par elle.

Art. 56. La commune informe chaque personne physique visée à l'article 53, § 1^{er}, en ce compris chacune d'entre elles titulaires de l'autorisation communale visée à l'article 53, § 3 et § 4, des jours de collecte des déchets ménagers et des autres dispositions prises pour assurer le service public minimal de gestion des déchets ménagers et, le cas échéant, le ou les services complémentaires de gestion des déchets qu'elle propose. Elle leur communique également les différents éléments constitutifs du coût de la gestion des déchets collectés qui sont supportés par la commune ainsi que les modalités de financement sur la base d'un modèle défini par le Gouvernement.

Art. 57. Lorsque la commune n'est plus en mesure, pour une cause quelconque, d'organiser la collecte sur tout ou partie de son territoire communal, si cette défaillance constitue une menace pour la santé de la population ou pour l'environnement, le gouverneur de la province prend les mesures adéquates, tout en respectant le plan wallon des déchets-ressources. Les frais des mesures prises par le gouverneur de la province sont à charge de la commune défaillante.

Art. 58. La commune transmet annuellement à l'administration dans les délais et selon les modalités définies par le Gouvernement :

1^o les mesures prises en vertu de l'article 56; et;

2^o les coûts réels de gestion des déchets, calculés le cas échéant sur la base des coûts réels communiqués par les associations de communes sur la base de modalités ou d'un modèle définis par le Gouvernement.

L'administration instaure et tient à jour :

1^o un observatoire de la tarification communale comparant notamment le taux de couverture du coût-vérité sur la base des budgets et des comptes clôturés; et;

2^o un observatoire des mesures sociales et des coûts techniques de la gestion des déchets ménagers et des déchets assimilés collectés concomitamment aux déchets ménagers.

Art. 59. § 1^{er}. La commune impute la totalité des coûts de gestion dont elle a la charge aux titulaires du droit visé à l'article 53, § 1^{er}, en ce compris aux titulaires de l'autorisation communale visée à l'article 53, § 3 et § 4, et leur envoie un document reprenant de manière transparente les éléments constitutifs de ces coûts.

Sans préjudice des mesures d'exécution prises par le Gouvernement en vertu de la présente sous-section, les communes prévoient des mesures tenant compte de la situation sociale de certains des titulaires du droit visé à l'article 53, § 1^{er}.

§ 2. Lorsque la commune organise un service de gestion de déchets assimilés collectés concomitamment aux déchets ménagers, les coûts éventuels de gestion de ces types de déchets sont répercutés sur les producteurs ou les détenteurs desdits types de déchets. Elle envoie auxdits producteurs et détenteurs un document reprenant de manière transparente les éléments constitutifs de ces coûts.

La contribution est établie en vue de couvrir les coûts, conformément au principe du pollueur-payeur.

Art. 60. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 53, § 5, le Gouvernement détermine les modalités de mise en place des services publics minimaux de gestion des déchets ménagers.

Pour ce faire, le Gouvernement prend au moins des mesures visant à :

1^o déterminer et préciser les types de déchets ménagers visés par les services publics minimaux de gestion des déchets ménagers;

2^o mettre en place une collecte sélective pour les fractions de déchets dangereux produites par les ménages afin que ces déchets soient traités conformément aux articles 6 et 32 et qu'ils ne contaminent pas d'autres flux de déchets municipaux.

Concernant l'alinéa 2, 2^o, le Gouvernement prend les mesures d'exécution au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

§ 2. En outre, le Gouvernement peut :

1^o distinguer :

les services minimaux de gestion des déchets ménagers bénéficiant à tout titulaire du droit visé à l'article 53, § 1^{er}; et;

les services complémentaires de gestion des déchets répondant à des besoins spécifiques;

2^o préciser les types ou sous-types de déchets visés par les services visés au 1^o, a) ou b);

3^o pour un ou plusieurs types ou sous-types de déchets précisés en vertu du 2^o, faciliter l'harmonisation des services visés au 1^o, a) ou b), entre communes utilisant la ou les mêmes installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets pour ledit ou lesdits types ou sous-types de déchets;

4^o imposer aux communes ou aux associations de communes :

une obligation de communiquer à l'administration certaines données relatives aux coûts et aux recettes, ventilées par type de déchets et par mode de gestion et par type d'infrastructure, ainsi que certaines données relatives à la propreté publique; et, le cas échéant;

une obligation de contrôler la qualité des données recueillies en vue du respect de l'obligation visée au point a);

5° soumettre à convention préalable avec la commune ou l'association de communes mandatée à cette fin par ladite commune la collecte par des tiers de déchets ménagers de textiles, y compris les vêtements usagés et les chaussures usagées.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, le Gouvernement peut notamment arrêter les formes dans lesquelles les données y visées sont transmises ou définir le ou les mécanismes de contrôle de la qualité des données recueillies.

Art. 61. § 1^{er}. Le Gouvernement peut fixer, pour l'ensemble ou certains des services publics de gestion des déchets ménagers, et en respectant le principe du pollueur-payeur, leurs modalités de calcul.

§ 2. En l'absence de mesures d'exécution prises par le Gouvernement en vertu du paragraphe 1^{er}, l'ensemble des dispositions suivantes sont applicables :

1° la contribution de chaque titulaire du droit visé à l'article 53, § 1^{er}, est établie de manière à couvrir entre nonante-cinq et cent dix pour cent des coûts de gestion des déchets ménagers;

2° le taux de couverture des coûts est déterminé annuellement, lors de l'établissement des budgets, sur la base des coûts du pénultième exercice et des éléments connus de modification de ces coûts;

3° la commune vérifie et justifie chaque année le respect du taux de couverture des coûts établi conformément au présent alinéa.

L'octroi et la liquidation de subventions aux communes en matière de prévention et de gestion des déchets peuvent être conditionnés au respect par les communes du présent article et de ses mesures d'exécution.

Art. 62. § 1^{er}. Les articles 50, alinéa 2, 51, § 1^{er}, 72 et 75 ne s'appliquent pas aux déchets en mélange produits par les ménages.

§ 2. Les articles 72 et 75 ne s'appliquent pas aux fractions séparées de déchets dangereux produits par les ménages.

§ 3. Les dispenses prévues aux paragraphes 1^{er} et 2 du présent article sont applicables uniquement tant que les déchets visés auxdits paragraphes ne sont pas remis, avec ou sans l'entremise d'un transporteur, à un collecteur, à un négociant, à un courtier, à une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, conformément aux articles 6 et 32.

Sous-section 3 — Déchets professionnels

Art. 63. Toute personne morale de droit public ne peut effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination portant sur des déchets professionnels qu'aux conditions cumulatives suivantes :

1° la capacité affectée chaque année auxdites opérations n'excède pas dix pour cent de la capacité annuelle globale de l'installation concernée;

2° la quantité totale de déchets professionnels ayant effectivement fait l'objet d'une opération de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination par rapport à la quantité totale de déchets ayant effectivement fait l'objet d'une opération de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination dans l'installation concernée au cours de toute période de douze mois successifs n'excède pas le pourcentage maximum visé au 1°; et;

3° lesdites opérations font l'objet d'une comptabilité analytique permettant de distinguer :

les coûts et les revenus de l'installation concernée liés aux opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination effectuées sur des déchets ménagers;

les coûts et les revenus de l'installation concernée liés aux opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination effectuées sur des déchets professionnels.

Toute personne morale de droit public souhaitant effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination portant sur des déchets professionnels démontre le respect de l'ensemble des conditions visées à l'alinéa 1^{er} à la première demande de l'administration.

L'administration peut en outre enjoindre la personne morale de droit public concernée de transmettre toutes les informations qu'elle juge utile pour vérifier que l'ensemble des conditions visées à l'alinéa 1^{er} sont rencontrées.

Les actes des personnes morales de droit public posés dans le cadre d'opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination portant sur des déchets professionnels sont soumis au Code de droit économique et ses mesures d'exécution.

Sous-section 4 — Huiles usagées

Art. 64. § 1^{er}. Sans préjudice des obligations relatives à la gestion des déchets dangereux énoncées aux articles 50, 51 et 75, §§ 1^{er} et 2, les huiles usagées sont collectées sélectivement, à moins qu'une collecte sélective ne soit pas techniquement faisable compte tenu des bonnes pratiques.

Les huiles usagées sont traitées, en donnant la priorité à la régénération ou à d'autres opérations de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental équivalents à ceux de la régénération ou meilleurs que ceux-ci, conformément aux articles 6 et 32.

Les huiles usagées dotées de caractéristiques différentes ne sont pas mélangées entre elles ni avec d'autres déchets ou substances, si un tel mélange empêche leur régénération ou une autre opération de recyclage fournissant des résultats d'ensemble sur le plan environnemental équivalents à ceux de la régénération ou meilleurs que ceux-ci.

§ 2. Aux fins de la collecte sélective des huiles usagées et de leur traitement approprié, le Gouvernement peut appliquer des mesures complémentaires telles que des exigences techniques, des instruments économiques ou des accords volontaires.

§ 3. Si le Gouvernement soumet les huiles usagées à des exigences en matière de régénération, il peut prescrire que de telles huiles usagées soient régénérées si cela est techniquement faisable et, si les articles 11 et 12 du règlement (CE) n° 1013/2006 s'appliquent, limiter les transferts transfrontaliers d'huiles usagées depuis la Région wallonne vers des installations d'incinération ou de coïncinération, afin de donner la priorité à la régénération des huiles usagées.

Sous-section 5 — Biodéchets

Art. 65. § 1^{er}. Pour le 31 décembre 2023 au plus tard et sous réserve des articles 36, § 2, et 49, § 2, les biodéchets sont soit triés et recyclés à la source, soit collectés sélectivement et non mélangés avec d'autres types de déchets.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser la collecte conjointe des biodéchets et des déchets présentant des propriétés de biodégradabilité et de compostabilité similaires qui sont conformes aux normes européennes pertinentes ou à toute norme régionale ou nationale équivalente, applicables aux emballages valorisables par compostage et biodégradation.

§ 3. Le Gouvernement prend des mesures appropriées, conformément aux articles 6 et 32, pour promouvoir et encourager :

1° le recyclage, y compris le compostage et la biométhanisation, des biodéchets de manière à satisfaire à un niveau élevé de protection de l'environnement et à aboutir à des résultats répondant à des normes de qualité élevées;

2° le compostage domestique et collectif; et;

3° l'utilisation de matières produites à partir de biodéchets.

Art. 66. § 1^{er}. Le Gouvernement prend des mesures appropriées visant à réduire le gaspillage alimentaire et les pertes alimentaires dans la production primaire, la transformation et la fabrication, le commerce de détail et les autres formes de distribution des produits alimentaires, dans les restaurants et les services de restauration ainsi qu'au sein des ménages.

Dans ce cadre, il prend également des mesures appropriées visant à promouvoir, favoriser et soutenir les dons alimentaires et les autres formes de redistribution en vue de la consommation humaine, en donnant la priorité à la consommation humaine par rapport à l'alimentation animale et à la transformation en produits non alimentaires.

§ 2. Les mesures visées au paragraphe 1^{er} contribuent à l'objectif de développement durable des Nations unies visant à réduire de cinquante pour cent à l'échelle mondiale le volume de déchets alimentaires par habitant au niveau de la distribution comme de la consommation et à réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d'approvisionnement, y compris les pertes après récolte, d'ici à 2030.

§ 3. L'administration suit et évalue la mise en oeuvre des mesures de prévention des déchets alimentaires en mesurant les niveaux de déchets alimentaires sur la base de la méthodologie établie par l'acte délégué visé à l'article 9, § 8, de la directive 2008/98/CE, à compter de la première année civile complète suivant l'adoption dudit acte délégué.

Sous-section 6 — Sous-produits animaux

Art. 67. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre les dispositions du règlement (CE) n° 1069/2009 ainsi que les actes de l'Union européenne adoptés sur la base dudit règlement relevant de la police administrative des déchets.

Art. 68. Le Gouvernement peut déterminer les activités pour lesquelles il prend en charge intégralement ou partiellement les coûts résultant de la collecte, du transport, de la transformation et de l'élimination des cadavres d'animaux.

Section 3 — Dispositions particulières à certains opérateurs actifs en matière de prévention ou de gestion de déchets

Art. 69. Toute entreprise d'économie sociale agréée en vertu de l'article 103 exerce un service d'intérêt économique général.

Le Gouvernement détermine au moins l'ensemble des éléments suivants :

1° les droits, les obligations ou les conditions d'exercice du service d'intérêt économique général;

2° par compensation octroyée au service d'intérêt économique général :

le ou les types de biens ou de déchets visés;

le ou les opérations de réemploi visées ou la ou les opérations de gestion des déchets visées;

3° les paramètres de calcul, de contrôle et de révision de ladite ou desdites compensations afin de s'assurer que le montant de chaque compensation n'excède pas ce qui est nécessaire pour couvrir les coûts occasionnés par l'exécution des obligations de service d'intérêt économique général, compte tenu des recettes y relatives ainsi que d'un bénéfice raisonnable sur les capitaux propres nécessaires pour l'exécution desdites obligations;

4° la procédure de contrôle à laquelle l'administration procède ou fait procéder de manière régulière afin de s'assurer que toute entreprise visée à l'alinéa 1^{er} ne bénéficie pas de compensations supérieures aux montants prévus conformément aux paramètres de calcul visés au 3° et que chaque compensation soit effectivement utilisée pour assurer le fonctionnement du service d'intérêt économique général, sans préjudice de la capacité de l'entreprise à profiter d'un bénéfice raisonnable.

Section 4 — Dispositions particulières aux transferts de déchets

Art. 70. § 1^{er}. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre :

1° le règlement (CE) n° 1013/2006 ainsi que les actes de l'Union européenne adoptés sur la base de ce règlement;

2° la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et de leur élimination, signée à Bâle le 22 mars 1989;

3° tout autre acte, concernant le transport ou le transfert de déchets, résultant de traités internationaux et notamment des traités relatifs à l'Union européenne.

À cette fin, le Gouvernement peut notamment :

1° soumettre les transferts de déchets à déclaration ou autorisation;

2° prendre des mesures au cas par cas interdisant totalement, partiellement ou temporairement le transfert de certains types de déchets qu'il détermine;

3° imposer l'apposition de panneaux signalétiques spécifiques sur les moyens de transport des déchets;

4° soumettre le transfert de déchets à la constitution au choix du notifiant d'une garantie financière ou d'une assurance équivalente visant à couvrir les coûts de transport, de valorisation et d'élimination, notamment lorsque le transfert n'a pu être mené à terme ou en cas de renvoi des déchets vers l'expéditeur.

§ 2. Par dérogation au règlement (CE) n° 1013/2006, en vue de protéger le réseau visé à l'article 7, §§ 1^{er} à 4, les importations de déchets destinés aux incinérateurs et relevant de la valorisation peuvent être limitées lorsqu'il a été établi que de telles importations ont pour conséquence de devoir éliminer des déchets wallons ou que lesdits déchets devraient être traités d'une manière qui n'est pas conforme au plan wallon des déchets-ressources.

§ 3. Les exportations de déchets peuvent être limitées pour des motifs environnementaux énoncés dans le règlement (CE) n° 1013/2006.

Art. 71. Le Gouvernement peut en outre :

1° rendre obligatoire aux transferts de déchets à l'intérieur du territoire de la Région wallonne :

certaines des dispositions qu'il détermine parmi celles du règlement (CE) n° 1013/2006 ainsi que celles des actes de l'Union européenne adoptés sur la base dudit règlement;

tout ou partie des dispositions prises en vertu de l'article 70;

2° soumettre à des conditions particulières l'utilisation des installations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination pour des déchets en provenance des autres Régions ou d'États étrangers.

Section 5 — Registre et document de traçabilité

Art. 72. § 1^{er}. En vue d'assurer la traçabilité des déchets et de contrôler le respect des dispositions incombant d'assurer une gestion des déchets respectueuse de l'environnement et de la santé humaine, sont tenus de détenir et de tenir à jour un registre de déchets :

1° les personnes exerçant des activités de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets;

2° les producteurs de déchets dangereux;

3° les collecteurs;

4° les transporteurs;

5° les négociants;

6° les courtiers;

7° les personnes agréées en vertu des articles 104 à 107;

8° le cas échéant, les personnes désignées par le Gouvernement.

§ 2. Le registre indique, par ordre chronologique, l'ensemble des informations suivantes :

1° la quantité, la nature et l'origine des déchets;

2° le nom et l'adresse du producteur initial des déchets ou du détenteur antérieur des déchets;

3° la date à laquelle les déchets sont cédés ou pris en charge; et;

4° selon l'opération ou les opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination subies par les déchets :

lorsque lesdits déchets sont valorisés, la quantité et la nature des produits, des matières ou des déchets, subsistant ou résultant de la préparation en vue du réemploi, du recyclage ou d'autres opérations de valorisation;

lorsque lesdits déchets sont éliminés, la quantité et la nature des produits, des matières ou des déchets, subsistant ou résultant de l'opération ou des opérations d'élimination;

5° s'il y a lieu :

la destination, la fréquence de collecte, le moyen de transport, le nom et l'adresse du transporteur agréé ou enregistré ainsi que le mode de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination visés pour ces déchets;

la destination, la fréquence de collecte, le nom et l'adresse du collecteur, du négociant, ou du courtier ayant pris en charge les déchets ou les fractions des produits, des matières ou des déchets, subsistant ou résultant d'une ou de plusieurs des opérations visées au 4°, a) ou b).

Les personnes visées au paragraphe 1^{er} mettent ces données à la disposition de l'administration au moyen du ou des registres électroniques créés en vertu du paragraphe 5.

§ 3. Les données du registre sont conservées pendant au minimum cinq ans et au maximum dix ans. Les pièces justificatives concernant l'exécution des opérations de gestion de déchets sont fournies à la demande de l'administration ou d'un détenteur antérieur des déchets.

§ 4. Les personnes visées au paragraphe 1^{er} constituent les responsables de traitement au sens de l'article 4, 7), du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

§ 5. Le Gouvernement crée un registre électronique pour consigner les données relatives aux déchets dangereux visées au paragraphe 2, pour l'ensemble du territoire de la Région wallonne. Le Gouvernement peut adopter des mesures visant à assurer la coordination dudit registre électronique avec les registres électroniques consignants les données relatives aux déchets dangereux des autres Régions.

Le Gouvernement peut créer de tels registres pour d'autres flux de déchets, notamment pour ceux pour lesquels les actes législatifs de l'Union européenne fixent des objectifs.

L'administration utilise les données relatives aux déchets communiquées par les exploitants industriels dans le cadre du registre européen des rejets et des transferts de polluants, institué par le règlement (CE) n° 166/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 janvier 2006 concernant la création d'un registre européen des rejets et des transferts de polluants, et modifiant les directives 91/689/CEE et 96/61/CE du Conseil.

Art. 73. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine le modèle du ou des registres.

§ 2. Le Gouvernement peut, pour l'ensemble ou certains des registres qu'il détermine :

1° préciser les informations visées à l'article 72, § 2;

2° prévoir que le ou les registres tenus ou créés par ou en vertu de la présente section comportent des informations supplémentaires;

3° déterminer les modalités et la périodicité de la transmission de tout ou partie des informations du ou des registres à l'administration;

4° permettre aux débiteurs de l'obligation de détenir et de tenir à jour un registre de déchets qui sont également tenus à une obligation de rapportage ou de transmission de données et d'informations à l'administration d'exécuter lesdites obligations via une ou plusieurs plateformes informatiques.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, parmi les modalités de transmission arrêtées par le Gouvernement, certaines d'entre elles peuvent prévoir des modalités de transmission des informations en cas d'absence ou de carence du ou des registres électroniques créés par ou en vertu de la présente section.

Art. 74. Pour l'ensemble ou par type de déchets qu'il détermine, le Gouvernement peut imposer aux producteurs, détenteurs, collecteurs, négociants, courtiers, transporteurs, personnes exerçant des activités de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets :

1° l'obligation d'informer l'autorité compétente au sujet de la détention et des déplacements des déchets, y compris via l'utilisation de registres, de bordereaux de suivi, de formulaires déterminés ou tout moyen électronique approprié;

2° l'obligation de se faire remettre un récépissé lors de la cession des déchets ou un certificat de valorisation ou d'élimination des déchets.

Art. 75. § 1^{er}. Lors de la collecte, du transport et du stockage temporaire, les déchets dangereux sont emballés et étiquetés conformément aux normes régionales, nationales, de l'Union européenne et internationales en vigueur.

§ 2. Si des déchets dangereux sont transférés à l'intérieur du territoire de la Région wallonne, ils sont accompagnés d'un document de traçabilité délivré lors de la remise et de la réception desdits déchets. Ce document accompagne lesdits déchets lors de leur transport. Ce document peut être au format électronique et contient les données pertinentes précisées à l'annexe I B du règlement (CE) n° 1013/2006.

Le Gouvernement peut déterminer les informations complémentaires que comporte le document de traçabilité, son modèle, sa durée de conservation, les cas dans lesquels il est transmis à l'administration ainsi que ses modalités de transmission.

§ 3. Le Gouvernement peut étendre l'ensemble ou certaines des obligations qu'il détermine parmi celles visées par ou en vertu du paragraphe 2 à des déchets assimilés non dangereux ou professionnels non dangereux qu'il détermine.

CHAPITRE 5. — *Permis d'environnement et déclaration d'établissement de classe 3 en matière de déchets*

Section 1 — Dispositions générales

Art. 76. § 1^{er}. Sans préjudice des articles 100, § 1^{er}, et 118, § 1^{er}, les installations classées de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets sont soumises à permis d'environnement ou à déclaration d'établissement de classe 3 conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sans préjudice des articles 100, § 1^{er}, et 118,

§ 1^{er}, les installations classées effectuant des opérations autres que l'élimination de leurs propres déchets non dangereux sur le lieu de production ou autre que la valorisation des déchets sont soumises exclusivement à permis d'environnement conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution.

§ 2. Les conditions sectorielles, intégrales ou particulières portant sur les permis d'environnement visés au paragraphe 1^{er} ainsi que les conditions intégrales ou particulières portant sur les déclarations des établissements de classe 3 visés au paragraphe 1^{er} déterminent au moins :

1° les types et quantités de déchets pouvant être traités;

2° pour chaque type d'opération faisant l'objet d'une autorisation, les prescriptions techniques et toutes autres prescriptions applicables au site concerné;

3° les mesures de sécurité et de précaution à prendre;

4° la méthode à utiliser pour chaque type d'opération;

5° les opérations de suivi et de contrôle, selon les besoins;

6° les dispositions relatives à la fermeture et à la surveillance après fermeture qui s'avèrent nécessaires.

Les mesures d'exécution prises en vertu du présent paragraphe sont élaborées pour garantir que les déchets sont traités conformément à l'article 32.

§ 3. Le permis d'environnement relatif à une installation classée de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination de déchets ne peut être accordé lorsque la méthode de traitement envisagée n'est pas acceptable du point de vue de la protection de l'environnement, notamment lorsqu'elle n'est pas conforme à l'article 32.

Art. 77. Sans préjudice des articles 100, § 1^{er}, et 118, § 1^{er}, les installations classées de stockage temporaire de déchets sont soumises à permis d'environnement ou à déclaration d'établissement de classe 3 conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, sans préjudice des articles 100, § 1^{er}, et 118, § 1^{er}, les installations classées de stockage temporaire de déchets préalablement à des opérations autres que l'élimination de leurs propres déchets non dangereux sur le lieu de production ou autre que la valorisation des déchets sont soumises exclusivement à permis d'environnement, conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution.

Section 2 — Dispositions particulières aux installations d'incinération et de coïncinération de déchets

Art. 78. § 1^{er}. Le permis d'environnement relatif à une installation classée d'incinération ou de coïncinération de déchets avec valorisation énergétique est accordé uniquement si cette valorisation présente une efficacité énergétique élevée.

En ce qui concerne les installations classées d'incinération dont l'activité principale consiste à traiter les déchets municipaux solides, l'efficacité énergétique est qualifiée d'élevée lorsque l'installation classée respecte les conditions de l'annexe 2, R 1, telles qu'arrêtées dans le cadre des dispositions prises au niveau de l'Union européenne.

§ 2. Le Gouvernement peut, pour les autres installations classées d'incinération ou de coïncinération de déchets avec valorisation énergétique, déterminer les critères de leur efficacité énergétique.

Section 3 — Dispositions particulières aux centres d'enfouissement technique

Art. 79. § 1^{er}. Conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, le Gouvernement classe les centres d'enfouissement technique en fonction de l'origine et des caractéristiques des déchets.

Il peut déterminer plusieurs catégories ou sous-catégories de centres d'enfouissement technique en fonction du ou des types de déchets admis.

§ 2. L'implantation et l'exploitation des centres d'enfouissement technique autres que destinés à l'usage exclusif d'un producteur initial de déchets sont une mission de service public.

§ 3. Sans préjudice des conditions particulières d'accès, notamment financières, accordées aux communes adhérant à une association de communes, tous les exploitants de centres d'enfouissement technique assurent l'égalité des utilisateurs dans l'accès aux centres d'enfouissement technique qu'ils exploitent.

§ 4. Sans préjudice du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution, si un exploitant gère plusieurs centres d'enfouissement technique, il tient une comptabilité analytique permettant de distinguer chaque centre d'enfouissement technique qu'il exploite et reprenant, pour chaque centre d'enfouissement technique, les informations demandées par ou en vertu de l'article 72 du présent décret.

Art. 80. Sur avis conforme favorable du Gouvernement, le cas échéant sous conditions, la ou les personnes morales de droit public souhaitant exploiter un centre d'enfouissement technique ou la SPAQuE peuvent procéder à l'expropriation pour cause d'utilité publique des biens immeubles nécessaires à l'implantation du centre d'enfouissement technique.

Section 4 — Dispositions particulières aux installations de gestion des déchets d'extraction

Art. 81. Un permis d'environnement pour une installation de gestion de déchets d'extraction visée par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution est délivré uniquement si l'autorité compétente a l'assurance que la gestion des déchets n'entre pas directement en conflit ou n'interfère pas d'une autre manière avec la mise en oeuvre du plan wallon des déchets-ressources.

CHAPITRE 6. — *Agréments et enregistrements*

Section 1 — Dispositions générales

Art. 82. § 1^{er}. Sans préjudice le cas échéant des articles 76 et 77, l'exercice de certains types d'activités en matière de déchets est soumis à agrément ou à enregistrement conformément au présent chapitre et ses mesures d'exécution.

Les types d'activités en matière de déchets visées à l'alinéa 1^{er} sont déterminés par et en vertu du présent chapitre.

§ 2. Pour chaque type d'activité en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement par et en vertu du présent chapitre, le Gouvernement peut arrêter les conditions spécifiques d'exercice dudit type d'activité sur la base des habilitations prévues par le présent décret.

Lorsque le Gouvernement arrête, modifie ou complète des conditions spécifiques, il précise le délai dans lequel les nouvelles conditions s'appliquent aux activités existantes. À défaut de précision, les nouvelles conditions s'appliquent dès leur entrée en vigueur aux activités agréées ou enregistrées antérieurement à ladite entrée en vigueur.

Art. 83. § 1^{er}. Nul ne peut exercer un type d'activité en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement par et en vertu du présent chapitre sans être préalablement titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement exécutoire pour le type d'activité concerné.

§ 2. Toute personne agréée ou enregistrée par et en vertu du présent chapitre signale sans délai à l'autorité compétente :

1° tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 32;

2° tout changement d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance de l'agrément ou de l'enregistrement, y compris la cessation d'activité.

§ 3. Tout agrément ou enregistrement délivré par et en vertu du présent chapitre est incessible.

§ 4. Tous les actes, factures, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émis dans l'exercice des types d'activités en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement par et en vertu du présent chapitre, émanant de toute personne agréée ou enregistrée par et en vertu du présent chapitre, contiennent la mention de son agrément ou de son enregistrement, ainsi que sa date d'octroi et sa date d'expiration.

Art. 84. Sauf disposition contraire ou particulière dans le présent chapitre ou ses mesures d'exécution, tout agrément ou enregistrement visé par et en vertu du présent chapitre est octroyé pour une durée maximale de cinq ans.

Pour chaque type d'activité en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement par et en vertu du présent chapitre, le Gouvernement peut fixer une durée maximale inférieure.

Art. 85. § 1^{er}. Sauf disposition contraire ou particulière dans le présent décret, pour chaque type d'activités en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement par et en vertu du présent chapitre, le Gouvernement désigne l'autorité délivrante en première instance et l'autorité compétente sur recours administratif.

L'autorité délivrante en première instance peut être la même en matière d'agrément et d'enregistrement.

L'autorité compétente sur recours administratif peut être la même en matière d'agrément et d'enregistrement.

§ 2. Afin de vérifier que toute personne sollicitant un agrément ou un enregistrement par et en vertu du présent chapitre dispose d'une moralité de nature à assurer une protection adéquate de l'environnement, dans toutes ou certaines des conditions spécifiques arrêtées par le Gouvernement pour les types d'activités en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement par et en vertu du présent chapitre, le Gouvernement peut imposer que :

1° toute personne physique, toute personne morale et toute personne ayant le pouvoir légal de représenter une personne morale sollicitant l'agrément ou l'enregistrement concerné, n'aient pas encouru de condamnation depuis au moins dix ans, en raison d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou d'une décision administrative définitive imposant une ou plusieurs sanctions administratives, et ne soient pas, lors de l'introduction de la demande, encore sous le coup d'une mesure d'interdiction ou de déchéance portant en totalité ou en partie, sur le type d'activité en matière de déchets qui fait l'objet de la demande d'agrément ou d'enregistrement;

2° tout titulaire de l'agrément concerné ou de l'enregistrement concerné n'encourt pas, durant toute la durée de son agrément ou de son enregistrement en matière de déchet délivré par et en vertu du présent chapitre, une condamnation, par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou par une décision administrative définitive imposant une ou plusieurs sanctions administratives, pour au moins une infraction aux législations et réglementations régionales, fédérales en matière de déchets ou toute autre législation et réglementation d'un État membre de l'Union européenne ou de l'Espace Économique Européen en matière de déchets.

Art. 86. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.198 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité délivrante en première instance en matière d'agrément ou celle en matière d'enregistrement peut, à tout moment, suspendre pour une durée maximale de six mois ou retirer l'agrément délivré en première instance ou sur recours administratif visé par et en vertu du présent chapitre ainsi que suspendre pour une durée maximale de six mois ou radier l'enregistrement délivré par l'autorité délivrante visé par et en vertu du présent chapitre, si le titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement :

1° ne remplit pas ou ne remplit plus les dispositions du présent décret et ses mesures d'exécution, notamment :

les conditions spécifiques arrêtées par le Gouvernement pour le type d'activités en matière de déchets soumis à agrément et les éventuelles conditions supplémentaires décidées par l'autorité délivrante en première instance ou par l'autorité compétente sur recours administratif applicables à l'agrément dudit titulaire; ou;

les conditions spécifiques arrêtées par le Gouvernement pour le type d'activités en matière de déchets soumis à enregistrement applicables à l'enregistrement dudit titulaire;

2° fournit des prestations pour au moins un type d'activités en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement autre que celui pour lequel il est agréé ou enregistré;

3° fournit des prestations qui sont d'une qualité insuffisante;

4° le cas échéant, ne remplit pas ou ne remplit plus les obligations qui lui sont applicables en vertu du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes et ses mesures d'exécution.

§ 2. Sauf en cas d'urgence spécialement motivée, toute décision de suspension de l'agrément ou de l'enregistrement est prise après avoir donné, au titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement concerné, la possibilité d'adresser dans un délai minimum de quinze jours ses observations oralement ou par écrit.

Toute décision de retrait de l'agrément ou de radiation de l'enregistrement est prise après avoir donné, au titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement concerné, la possibilité d'adresser dans un délai minimum de quinze jours ses observations oralement ou par écrit.

§ 3. Tout décision de suspension, de retrait ou de radiation est envoyée au titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement.

Art. 87. Afin de permettre l'identification des personnes agréées et des personnes enregistrées en vertu du présent titre et de faciliter la prise de contact de ceux-ci par d'autres acteurs de la chaîne de gestion de déchets, l'autorité délivrante en première instance en matière d'agrément et celle en matière d'enregistrement publient et mettent à jour sur au moins un site internet de la Région wallonne la liste des personnes agréées et des activités en matière de déchets pour lesquelles elles sont agréées ainsi que la liste des personnes enregistrées et des activités en matière de déchets pour lesquelles elles sont enregistrées.

Lesdites listes peuvent inclure les informations suivantes : 1° s'il s'agit :

d'une personne physique : ses prénom et nom, l'adresse de son entreprise, ainsi que, de manière optionnelle pour le titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social ainsi que, de manière optionnelle pour le titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises de la personne agréée ou enregistrée ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère;

3° le numéro d'identification ou la référence administrative de l'agrément ou de l'enregistrement;

4° la date d'expiration de l'agrément ou de l'enregistrement;

5° le cas échéant, et de manière optionnelle pour le titulaire de l'agrément ou de l'enregistrement concerné, l'adresse de son site internet;

6° la décision de suspension de l'agrément ou de l'enregistrement, y compris la date d'expiration de ladite suspension;

7° la décision de retrait de l'agrément ou la décision de radiation de l'enregistrement.

Art. 88. Le Gouvernement peut fixer des conditions auxquelles sont agréés ou enregistrés de plein droit ou selon une procédure simplifiée arrêtée par le Gouvernement, les titulaires d'un agrément, d'un enregistrement ou d'un autre acte administratif à portée individuelle équivalent délivré dans une autre Région ou dans un autre État membre de l'Union européenne pour l'exercice de la même activité en matière de déchets que celle soumise à agrément ou à enregistrement en Région wallonne et dont l'équivalence a été établie.

Art. 89. § 1^{er}. Sauf disposition contraire ou particulière dans le présent chapitre ou ses mesures d'exécution, tout envoi visé par et en vertu du présent chapitre est exécuté selon l'un des deux modes de communication suivants :

1° soit la voie papier par :

lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé; ou;

par dépôt contre récépissé;

2° soit la voie électronique par :

signature électronique authentifiée;

copie numérique de l'acte administratif ou de toute autre information communiquée dans le cadre du traitement administratif signé manuellement.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1^o, b), et 2^o, le Gouvernement peut déterminer les procédés ou les modalités qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

§ 2. Pour chaque type d'activités en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement par et en vertu du présent chapitre ou pour certains d'entre eux qu'il détermine, le Gouvernement peut arrêter un ou plusieurs formulaires conformes d'agrément ou d'enregistrement.

Ledit ou lesdits formulaires conformes peuvent notamment déterminer :

- 1^o une partie générale commune à tous les types d'activités en matière de déchets soumis à agrément;
- 2^o une partie générale commune à tous les types d'activités en matière de déchets soumis à enregistrement;
- 3^o une partie spécifique dédiée au type d'activité en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement.

§ 3. Sauf disposition contraire ou particulière dans le présent chapitre ou ses mesures d'exécution, tout formulaire conforme arrêté par le Gouvernement est envoyé à l'autorité compétente selon l'un des modes de communication visé au paragraphe 1^{er}.

Art. 90. § 1^{er}. Concernant le calcul des délais :

- 1^o le jour de l'envoi ou de la réception qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans ce délai;
- 2^o le jour de l'échéance d'un délai est compris dans celui-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2^o, lorsque le jour de l'échéance d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

§ 2. Tous les délais visés dans le présent chapitre sont suspendus de plein droit du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

En cas de suspension de délai visée à l'alinéa 1^{er}, les délais d'envoi et d'échéance sont prorogés de la durée de la suspension ou de la prolongation.

Section 2 — Dispositions relatives aux agréments

Sous-section 1 — Dispositions communes à tous les agréments

Art. 91. § 1^{er}. Toute demande d'agrément est signée et comprend les informations suivantes :

1^o si le demandeur est :

une personne physique : ses prénom et nom, sa date de naissance, l'adresse de son entreprise, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le demandeur, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

une personne morale :

sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le demandeur, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact; et;

les prénom, nom et qualité de la personne mandatée par la personne morale concernée pour introduire la demande;

2^o le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises du demandeur ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère.

§ 2. Sans préjudice des articles 208 et 209, pour chaque type d'activités soumis à agrément par et en vertu du présent chapitre, le Gouvernement peut compléter le contenu de la demande d'agrément, qui doit permettre d'identifier le demandeur d'agrément et le cas échéant d'évaluer ses moyens techniques, financiers ou humains ainsi que le respect de l'article 32 ou de l'article 85, § 2, 1^o.

Pour ce faire, le Gouvernement peut compléter le contenu de la demande d'agrément visé au paragraphe 1^{er} de toutes ou de certaines des informations suivantes :

les moyens techniques dont dispose le demandeur, notamment le matériel dont dispose le demandeur pour exercer le type d'activités soumis à agrément et visé par la demande d'agrément;

les moyens financiers dont dispose le demandeur, notamment la preuve de la souscription à une assurance couvrant la responsabilité civile résultant du type d'activités pour lequel l'agrément est demandé ou, à défaut, l'engagement formel à souscrire à une telle assurance préalablement à l'exercice du type d'activités pour lequel l'agrément est demandé;

les moyens humains dont dispose le demandeur, à savoir :

le nombre de ressources humaines dont dispose le demandeur pour exercer le type d'activités soumis à agrément et visé par la demande d'agrément;

la preuve de la titularité du demandeur ou de certaines de ses ressources humaines, de certains diplômes, de certains certificats ou de tout autre attestation professionnelle qu'il détermine;

la nature du ou des types de déchets concernés ou susceptibles d'être concernés par la demande d'agrément;

la quantité du ou des types de déchets concernés ou susceptibles d'être concernés par la demande d'agrément;

le ou les lieux de destination du ou des types de déchets concernés ou susceptibles d'être concernés par la demande d'agrément;

les mesures destinées à éviter tout danger pour la santé de l'homme et tout préjudice pour l'environnement;

s'il érige la détention d'un permis d'environnement ou d'une déclaration d'établissement de classe 3 en condition d'octroi de l'agrément, le numéro d'identification ou la référence administrative du permis d'environnement ou de la déclaration d'établissement de classe 3 concerné ou, à défaut, la copie dudit permis ou de ladite déclaration;

un extrait de casier judiciaire datant de moins de six mois selon le modèle visé à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et ses mesures d'exécution.

§ 3. Afin de permettre d'identifier le demandeur d'agrément et le cas échéant d'évaluer ses moyens techniques, financiers ou humains ainsi que le respect de l'article 32 ou de l'article 85, § 2, 1^o, le Gouvernement peut préciser le contenu de la demande d'agrément visé au paragraphe 1^{er} du présent article, le cas échéant tel que complété en vertu du paragraphe 2 dudit article. Il peut également fixer le nombre d'exemplaires de la demande d'agrément à introduire lorsque ladite demande est envoyée par voie papier.

§ 4. Sans préjudice de dispositions particulières en matière de remise d'avis dans le présent chapitre, le Gouvernement peut désigner une ou plusieurs instances ou autorités compétentes chargées de remettre un avis dans le cadre des procédures administratives en matière d'agrément prévues par ou en vertu du présent chapitre.

Dans ce cadre, le Gouvernement peut, pour chaque instance ou autorité compétente de remise d'avis qu'il désigne, déterminer si ladite instance ou ladite autorité compétente rend son avis d'office ou uniquement sur demande de l'autorité délivrante en première instance ou de l'autorité compétente sur recours administratif.

Art. 92. § 1^{er}. Toute demande d'agrément est envoyée à l'autorité délivrante en première instance.

§ 2. L'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur d'agrément un accusé de réception de sa demande dans un délai de dix jours :

1^o par pli ordinaire si la demande a été introduite par voie papier;

2^o par courriel non authentifié ou message non authentifié si la demande a été introduite par voie électronique.

§ 3. L'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de sa demande d'agrément dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'agrément.

§ 4. Si la demande d'agrément est incomplète, l'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur la liste des renseignements ou documents manquants, ci-après dénommés les compléments, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'agrément. Dans ce cas, la procédure administrative recommence à dater de la réception desdits compléments.

Le demandeur d'agrément envoie à l'autorité délivrante en première instance les compléments demandés dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de la demande desdits compléments.

L'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur d'agrément un accusé de réception des compléments dans un délai de dix jours :

1^o par pli ordinaire si lesdits compléments ont été envoyés par voie papier;

2^o par courriel non authentifié ou message non authentifié si lesdits compléments ont été envoyés par voie électronique.

Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments par l'autorité délivrante en première instance, celle-ci envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément.

L'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère irrecevable de la demande d'agrément si :

1^o le cas échéant, elle a été introduite sans respecter les mesures d'exécution prises en vertu de l'article 85, § 2;

2^o elle a été introduite sans respecter l'article 89 et ses mesures d'exécution;

3^o elle a été introduite sans respecter l'article 91 et ses mesures d'exécution;

4^o le demandeur d'agrément n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe;

5^o elle est considérée incomplète à deux reprises;

6^o elle a été introduite sans respecter l'article 98.

§ 5. Au terme des délais prévus aux paragraphes 3 et 4, à défaut d'envoi de la décision statuant sur le caractère complet et recevable ou irrecevable de la demande d'agrément au demandeur, la demande d'agrément est réputée recevable de plein droit.

Art. 93. § 1^{er}. Le jour où l'autorité délivrante en première instance envoie la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément ou en l'absence d'une telle décision, le jour de la décision tacite de recevabilité conformément à l'article 92, § 5, elle sollicite le cas échéant l'avis des instances ou des autorités compétentes désignées par ou en vertu du présent chapitre.

Lesdites instances ou lesdites autorités compétentes envoient leur avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater de leur saisine par l'autorité délivrante en première instance.

À défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus à l'alinéa 2, la procédure se poursuit.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, pour chaque type d'activités en matière de déchet soumis à agrément par le présent chapitre ou pour certains d'entre eux qu'il détermine, le Gouvernement peut réduire ou augmenter le délai imparti par les instances ou les autorités compétentes pour la remise d'avis.

Art. 94. § 1^{er}. À compter de l'envoi de la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément ou en l'absence d'une telle décision, à compter de la décision tacite de recevabilité conformément à l'article 92, § 5, l'autorité délivrante en première instance envoie la décision d'octroi ou de refus de l'agrément au demandeur dans un délai de :

1^o soixante jours si l'article 93 n'est pas applicable;

2^o cent vingt jours si l'article 93 est applicable dans le cadre de consultations d'instances ou d'autorités compétentes prévues d'office par le présent chapitre ou ses mesures d'exécution.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, pour le type d'activités en matière de déchet soumis à agrément par le présent chapitre ou pour certains d'entre eux qu'il détermine, le Gouvernement peut réduire ou augmenter le délai imparti à l'autorité délivrante en première instance pour envoyer sa décision d'octroi ou de refus au demandeur de l'agrément.

§ 3. Au terme des délais prévus par ou en vertu des paragraphes 1^{er} et 2, à défaut d'envoi de la décision statuant sur l'octroi ou le refus d'agrément au demandeur, la demande d'agrément est réputée refusée de plein droit.

Art. 95. § 1^{er}. L'autorité délivrante en première instance ou l'autorité compétente sur recours administratif peut imposer au titulaire de l'agrément concerné, préalablement à la mise en oeuvre dudit agrément, de manière cumulative ou non, de :

1° constituer une sûreté au profit du Gouvernement destinée à assurer l'exécution de ses obligations relatives à son activité en matière de déchets soumise à agrément, y compris la remise en état ou la réhabilitation des lieux de dépôt de déchets, et dont le montant est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à ladite remise en état ou ladite réhabilitation;

2° souscrire à une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile au profit de tout tiers lésé dans le cadre de l'exercice de son activité en matière de déchets soumise à agrément.

Le Gouvernement détermine les cas où une sûreté ou une police d'assurance est toujours exigée. Il peut prévoir, pour les types d'activités en matière de déchets soumise à agrément qu'il détermine, que le montant de la sûreté ou de la police d'assurance couvre les frais afférents à la période de maintenance, de surveillance et de contrôle de l'activité concernée, ainsi que les obligations relatives au suivi après cessation de ladite activité. Le Gouvernement peut en outre arrêter des modalités de calcul du montant des sûretés ainsi que des modalités de révision du montant desdites sûretés en cours d'agrément.

§ 2. La sûreté consiste, au choix du demandeur ou du titulaire de l'agrément, en un dépôt à la Caisse des dépôts et consignations ou en une garantie bancaire indépendante ou en toute autre forme de sûreté que le Gouvernement détermine, à concurrence du montant précisé dans l'agrément concerné.

Dans le cas où la sûreté consiste en un versement en numéraire, le titulaire de l'agrément concerné augmente annuellement la sûreté à concurrence des intérêts produits durant l'année précédente.

Dans le cas où la sûreté consiste en une garantie bancaire indépendante, celle-ci est obligatoirement émise par un établissement de crédit agréé soit auprès de l'Autorité des services et marchés financiers, soit auprès de toute autre autorité d'un État membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

§ 3. Lorsqu'une sûreté ou une police d'assurance est requise, l'agrément concerné n'est exécutoire qu'à partir du moment où l'autorité délivrante en première instance reconnaît que la sûreté a été constituée ou que la police d'assurance a été contractée.

§ 4. L'autorité compétente en première instance constate la remise en état ou la réhabilitation des lieux de dépôt des déchets dans un délai de soixante jours à dater de l'introduction par le titulaire d'agrément concerné de la demande de constat. À défaut de décision dans le délai requis, la remise en état ou la réhabilitation des lieux de dépôt des déchets est réputée conforme.

À l'expiration d'un délai de nonante jours à dater du constat de remise en état ou de réhabilitation des lieux du dépôt des déchets, et en l'absence de réserves de l'autorité délivrante en première instance ou de l'autorité compétente sur recours administratif, la sûreté est libérée et les intérêts éventuels produits sont restitués, le cas échéant conformément aux modalités fixées en vertu du paragraphe 6.

§ 5. L'autorité délivrante en première instance ou l'autorité compétente sur recours administratif peut accorder un délai complémentaire unique pour la remise en état ou la réhabilitation des lieux du dépôt des déchets. Si les lieux ne sont pas remis en état ou réhabilités dans le délai requis, le Gouvernement fait procéder d'office à la remise en état ou à la réhabilitation du dépôt des déchets, en faisant appel à la sûreté.

Si le montant est insuffisant, le Gouvernement ou l'autorité compétente qu'il désigne à cet effet récupère les frais complémentaires exposés auprès du titulaire de l'agrément concerné.

§ 6. Pour l'ensemble ou par type d'activités soumises à agrément en matière de déchets, le Gouvernement peut fixer les modalités complémentaires auxquelles les sûretés ou les polices d'assurance doivent répondre et, le cas échéant, des conditions types de sûreté ou de police d'assurance. Il détermine les modalités de libération de la sûreté lorsque le titulaire de l'agrément concerné a satisfait à toutes ses obligations en matière de remise en état ou de réhabilitation des lieux du dépôt des déchets, ainsi que la procédure en cas de non-respect de ces obligations.

Art. 96. § 1^{er}. Lorsque l'autorité délivrante en première instance ou l'autorité compétente sur recours administratif constate au moment où elle délivre l'agrément que le type d'activités en matière de déchets visé par l'agrément porte ou risque de porter préjudice aux intérêts visés à l'article 32 ou lorsque l'article 95 est applicable audit type d'activité, l'autorité délivrante en première instance ou l'autorité compétente sur recours administratif peut prescrire à tout demandeur, des conditions supplémentaires relatives à l'exercice de son activité en matière de déchets.

Lesdites conditions supplémentaires peuvent porter notamment sur :

1° les mesures à prendre, en cas d'accident ou d'incident susceptible de porter préjudice aux intérêts visés à l'article 32;

2° les mesures à prendre dans le cadre de l'article 95.

§ 2. Le présent article est également applicable au cours de la durée de validité de l'agrément délivré en première instance ou sur recours administratif.

Le cas échéant, l'article 93 est applicable mutatis mutandis à toute procédure administrative visant à imposer des conditions supplémentaires au cours de la durée de validité de l'agrément délivré en première instance ou sur recours administratif.

§ 3. Aucune condition supplémentaire ne peut déroger ou être moins sévère que le présent décret et ses mesures d'exécution.

Art. 97. § 1^{er}. Au cours de la durée de validité de l'agrément délivré en première instance ou sur recours administratif, l'autorité délivrante en première instance peut d'initiative compléter ou modifier l'agrément délivré en première instance ou sur recours administratif :

1° si cela est considéré nécessaire pour assurer le respect de l'article 82, § 2, et ses mesures d'exécution;

2° si cela est considéré nécessaire pour assurer le respect de l'article 95 sur la base d'une évolution du coût estimé de la remise en état ou de la réhabilitation des lieux du dépôt des déchets ou de la réparation des dommages causés aux tiers dans l'exercice de l'activité en matière de déchets soumise à agrément;

3° si elle constate que les conditions supplémentaires imposées en vertu de l'article 96 ne sont plus appropriées pour assurer le respect de l'article 32;

4° si elle constate un changement d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance de l'agrément.

Sauf en cas d'urgence spécialement motivé, toute décision de modification d'agrément visée à l'alinéa 1^{er} est prise après avoir donné à son titulaire la possibilité d'adresser ses observations oralement ou par écrit.

La décision de modification est envoyée au titulaire de l'agrément.

§ 2. Au cours de la durée de validité de l'agrément délivré en première instance ou sur recours administratif, le titulaire d'agrément peut d'initiative demander à l'autorité délivrante en première instance de modifier son agrément en raison d'un ou de plusieurs changements d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance de l'agrément, y compris la cessation d'activité.

Les articles 91 à 96 sont applicables mutatis mutandis à la demande de modification d'agrément visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 98. Sous peine d'irrecevabilité, tout titulaire d'agrément peut introduire une nouvelle demande d'agrément portant sur le même type d'activité en matière de déchets et les mêmes types de déchets ou le cas échéant les mêmes catégories de méthodes d'échantillonnage ou d'analyse, pour lesquels il est déjà agréé, au plus tôt cent vingt jours avant l'expiration de la durée de son agrément.

Art. 99. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès de l'autorité compétente sur recours administratif à l'encontre des décisions ou l'absence dans le délai imparti de décision de l'autorité délivrante en première instance en matière d'agrément.

Le droit d'introduire ledit recours administratif est accordé exclusivement au demandeur d'agrément ou au titulaire d'agrément, ci-après dénommé le requérant.

§ 2. Lorsque le recours administratif porte sur une décision de suspension prise en vertu de l'article 86, il est non suspensif de la décision de suspension dont recours administratif.

Lorsque le recours administratif porte sur une décision tacite ou explicite autre que celle visée à l'alinéa 1^{er}, il est suspensif de la décision dont recours administratif.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est introduit dans un délai de trente jours :

1° à dater de la réception de la ou des décisions administratives découlant de l'article 86, 92, 94, 95, 96 ou 97; ou
2° en l'absence de décision telle que visée au 1°, à dater de l'expiration du délai imparti à l'autorité délivrante en première instance pour rendre la décision.

§ 4. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est initié par requête introduite selon les modalités prévues par ou en vertu de l'article 89. Concomitamment, le requérant transmet une copie de sa requête à l'autorité délivrante en première instance.

Ladite requête est signée et comprend au minimum les informations suivantes :

1° si le requérant est :

une personne physique : ses prénom et nom, sa date de naissance, l'adresse de son entreprise, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

une personne morale :

sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact; et;

les prénom, nom et qualité de la personne mandatée par la personne morale concernée pour introduire le recours;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises du requérant ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère;

3° le numéro d'identification ou la référence administrative de la décision dont recours administratif;

4° les moyens développés à l'encontre de la décision dont recours administratif.

§ 5. Dans les quinze jours à dater de la réception de la requête par l'autorité compétente sur recours administratif, celle-ci envoie au requérant un accusé de réception de sa requête.

§ 6. L'autorité compétente sur recours administratif envoie au requérant la décision statuant sur recours administratif dans un délai de nonante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception de la requête.

La décision sur recours administratif remplace la décision délivrée en première instance ou en l'absence d'une telle décision, la décision tacite de refus en première instance.

§ 7. Au terme du délai prévu au paragraphe 6, à défaut d'envoi au requérant de la décision statuant sur recours administratif, la décision dont recours administratif ou en l'absence d'une telle décision, la décision tacite de refus en première instance, est confirmée de plein droit.

Sous-section 2 — Dispositions particulières à l'agrément des activités de collecte, de négoce et de courtage, des activités de transport, et des activités de regroupement, de prétraitement, de valorisation et d'élimination, en matière de déchets dangereux

Art. 100. § 1^{er}. Le Gouvernement soumet à agrément les activités suivantes :

1° la collecte, le négoce et le courtage de déchets dangereux à titre professionnel;

2° le transport de déchets dangereux à titre professionnel;

3° le regroupement, le prétraitement, la valorisation et l'élimination de déchets dangereux à titre professionnel.

Pour ce faire, le Gouvernement peut réglementer l'agrément ou les types d'agrément portant sur lesdits types d'activités en fonction du type ou du sous-type de déchets qu'il détermine.

§ 2. Les producteurs initiaux de déchets assimilés dangereux transportant leurs propres déchets assimilés dangereux sont dispensés d'agrément pour le transport de ceux-ci aux conditions cumulatives suivantes :

1° la quantité desdits déchets transportés n'excède pas deux cent cinquante kilogrammes par mois; et;

2° lesdits déchets sont transportés vers un collecteur, un négociant, un courtier, une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, conformément aux articles 6 et 32.

Art. 101. Sur demande de l'autorité délivrante en première instance, la Commission d'agrément en matière de déchets rend un avis conformément à l'article 93.

Art. 102. Tout titulaire d'agrément pour au moins l'un des types d'activités en matière de déchets visé à l'article 100, § 1^{er}, informe le bénéficiaire du service de gestion de déchets des modalités et des coûts détaillés de la gestion ainsi que de la destination des déchets.

Sous-section 3 — Dispositions particulières à l'agrément des activités des entreprises d'économie sociale souhaitant être reconnue service d'intérêt économique général

Art. 103. Le Gouvernement soumet à agrément les activités des entreprises d'économie sociale souhaitant être reconnue service d'intérêt économique général conformément à l'article 69.

Sous-section 4 — Dispositions particulières à l'agrément des activités de recyclage et de remblayage de certains types de déchets non dangereux

Art. 104. § 1^{er}. Le Gouvernement peut soumettre à agrément les activités de recyclage ou de remblayage en Région wallonne de certains types de déchets non dangereux qu'il détermine.

§ 2. Pour ce faire, le Gouvernement peut lister des déchets non dangereux susceptibles de subir une opération de recyclage ou de remblayage en Région wallonne moyennant l'agrément visé au paragraphe 1^{er}.

L'absence d'un déchet sur ladite liste présume qu'il n'appartient pas au type de déchet susceptible de subir une opération de recyclage ou de remblayage en Région wallonne moyennant l'agrément visé au paragraphe 1^{er}. Ladite présomption est réfragable.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités procédurales de reconnaissance des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions de déchets dans le cas où, même si des déchets ne figurent pas comme tels sur la liste de déchets visée au paragraphe 2, lesdits déchets peuvent être reconnus comme étant du type de déchets listé en vertu du paragraphe 2.

Le renversement de la présomption réfragable visée au paragraphe 2 se fonde sur des éléments probants dont il ressort que des déchets absents de la liste de déchets visée au paragraphe 2 rencontrent l'ensemble des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions déterminées par le Gouvernement pour constituer la liste des déchets visée au paragraphe 2.

Toute demande d'une telle reconnaissance contient au moins une analyse de risques environnementaux.

Le Gouvernement peut arrêter les exigences minimales de l'analyse de risques environnementaux visée à l'alinéa 3.

§ 4. Le Gouvernement rend lui-même les décisions de reconnaissance visées au paragraphe 3 ou désigne l'autorité compétente à cet effet.

Toute décision de reconnaissance selon laquelle un déchet est reconnu comme du type de déchets listé visé au paragraphe 2 est publiée sur au moins un site internet de la Région wallonne.

Lorsque l'exercice d'une activité à titre professionnel génère un déchet présentant et respectant l'ensemble des propriétés, des caractéristiques, des critères ou des conditions égal en tout point à celui d'un déchet reconnu par une décision de reconnaissance comme étant du type de déchets listés en vertu du paragraphe 2, le détenteur de tels déchets peut introduire une demande préalable d'agrément afin d'être autorisé à opérer le recyclage ou le remblayage en Région wallonne de tels déchets.

Le Gouvernement adapte au moins tous les trois ans la liste des déchets visée au paragraphe 2 en vue d'y intégrer, le cas échéant, les décisions de reconnaissance visée au présent paragraphe.

§ 5. Pour chaque activité de recyclage ou de remblayage en Région wallonne de certains types de déchets non dangereux déterminés par le Gouvernement soumise à agrément, les conditions spécifiques applicables en vertu de l'article 82, § 2, ou, en l'absence de telles conditions spécifiques, les conditions supplémentaires décidées en vertu de l'article 96, déterminent au moins :

1° les types et quantités de déchets non dangereux pouvant être recyclés ou remblayés;

2° leurs circonstances de production;

3° le ou les endroits de leur détention;

4° pour chaque type d'opération de recyclage ou de remblayage faisant l'objet de l'agrément, les prescriptions techniques et toutes autres prescriptions applicables au site concerné ou aux sites concernés;

5° les mesures de sécurité et de précaution à prendre;

6° la méthode à utiliser pour chaque type d'opération de recyclage ou de remblayage, y compris le cas échéant les modes exhaustifs et exclusifs d'utilisation des déchets concernés;

7° le ou les endroits de réalisation desdites opérations;

8° les opérations de suivi et de contrôle, selon les besoins;

9° les dispositions relatives à la fermeture et à la surveillance après fermeture qui s'avèrent nécessaires.

§ 6. L'agrément ne peut être accordé lorsque la méthode de recyclage ou de remblayage envisagée n'est pas acceptable du point de vue de la protection de l'environnement, notamment lorsqu'elle n'est pas conforme à l'article 32.

Art. 105. Tout titulaire d'un agrément délivré en vertu de la présente sous-section tient un registre propre auxdits déchets conformément à l'article 72 et informe immédiatement l'autorité compétente de l'utilisation effective desdits déchets.

Art. 106. Tout déchet repris dans la liste visée à l'article 104 ou reconnu comme étant du type de déchets tel que listé conserve sa nature de déchet et reste soumis aux dispositions du présent décret et de ses mesures d'exécution jusqu'au moment de son recyclage ou son remblayage en Région wallonne conformément aux mesures d'exécution prises en vertu de la présente sous-section.

Art. 107. Tout permis d'environnement et toute déclaration d'établissement de classe 3 réglant le dépôt de déchets non dangereux ainsi que leur recyclage ou leur remblayage sur leur site de production ou d'accueil desdits déchets vaut agrément au sens de la présente sous-section.

Sous-section 5 — Dispositions particulières à l'agrément des activités de regroupement, de prétraitement et de valorisation des boues d'épuration ayant vocation à être valorisées en agriculture

Art. 108. Sans préjudice de l'article 9, le Gouvernement peut soumettre à agrément les activités de regroupement, de prétraitement et de valorisation des types de déchets qu'il détermine, y compris des boues d'épuration, ayant vocation à être valorisées via une ou plusieurs des opérations visées à l'annexe 2, A, R3 ou R10.

Sous-section 6 — Dispositions particulières à l'agrément des activités de gestion des sous-produits animaux

Art. 109. Le Gouvernement peut soumettre à agrément les activités de gestion des sous-produits animaux relevant de la police administrative des déchets.

Pour ce faire, le Gouvernement peut réglementer l'agrément ou les types d'agrément portant notamment sur les activités des établissements intermédiaires ou d'entreposage de sous-produits animaux et les activités des usines de transformation, de compostage, de production de biogaz ou d'incinération de sous-produits animaux.

Sous-section 7 — Dispositions particulières à l'agrément des activités d'analyses scientifiques pour compte de tiers en matière de déchets

Art. 110. § 1^{er}. Le Gouvernement peut soumettre à agrément, les activités d'analyses scientifiques pour compte de tiers en matière de déchets à titre professionnel.

Pour ce faire, le Gouvernement peut réglementer l'agrément ou les types d'agrément portant sur lesdites activités en fonction de certaines catégories de méthodes d'échantillonnage ou d'analyse qu'il détermine.

§ 2. Tout titulaire d'agrément pour le type d'activités en matière de déchets visé au paragraphe 1^{er} :

1° fournit des prestations respectant les mesures d'exécution prises en vertu de l'article 16, alinéa 1^{er}, 1°;

2° se conforme aux dispositions techniques à valeur indicative approuvées en vertu de l'article 16, alinéa 1^{er}, 2°, ou est en mesure de démontrer l'équivalence de qualité de son expertise.

Section 3 — Dispositions relatives aux enregistrements

Sous-section 1 — Dispositions communes à tous les enregistrements

Art. 111. § 1^{er}. Toute demande d'enregistrement est signée et comprend les informations suivantes :

1° si le demandeur est :

une personne physique : ses prénom et nom, sa date de naissance, l'adresse de son entreprise, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le demandeur, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

une personne morale :

sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le demandeur, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact; et;

les prénom, nom et qualité de la personne mandatée par la personne morale concernée pour introduire la demande;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises du demandeur ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère.

§ 2. Sans préjudice des articles 208 et 209, pour chaque type d'activités soumis à enregistrement par et en vertu du présent chapitre, le Gouvernement peut compléter le contenu de la demande d'enregistrement, qui doit permettre d'identifier le demandeur d'enregistrement et le cas échéant d'attester de ses moyens techniques, financiers ou humains ainsi que le respect de l'article 32 ou de l'article 85, § 2.

Pour ce faire, le Gouvernement peut compléter le contenu de la demande d'enregistrement visé au paragraphe 1^{er} de toutes ou de certaines des informations suivantes :

les moyens techniques dont dispose le demandeur, notamment le matériel dont dispose le demandeur pour exercer le type d'activités soumis à enregistrement et visé par la demande d'enregistrement;

les moyens financiers dont dispose le demandeur, notamment la preuve de la souscription à une assurance couvrant la responsabilité civile résultant du type d'activités pour lequel l'enregistrement est demandé ou, à défaut, l'engagement formel à souscrire à une telle assurance préalablement à l'exercice du type d'activités pour lequel l'enregistrement est demandé;

les moyens humains dont dispose le demandeur, à savoir :

le nombre de ressources humaines dont dispose le demandeur pour exercer le type d'activités soumis à enregistrement et visé par la demande d'enregistrement;

la preuve de la titularité du demandeur ou de certaines de ses ressources humaines, de certains diplômes, de certains certificats ou de toute autre attestation professionnelle qu'il détermine;

la nature du ou des types de déchets concernés ou susceptibles d'être concernés par la demande d'enregistrement;

la quantité du ou des types de déchets concernés ou susceptibles d'être concernés par la demande d'enregistrement;

le ou les lieux de destination du ou des types de déchets concernés ou susceptibles d'être concernés par la demande d'enregistrement;

les mesures destinées à éviter tout danger pour la santé de l'homme et tout préjudice pour l'environnement;

s'il érige la détention d'un permis d'environnement ou d'une déclaration d'établissement de classe 3 en condition d'octroi de l'enregistrement, le numéro d'identification ou la référence administrative du permis d'environnement ou de la déclaration d'établissement de classe 3 concerné ou, à défaut, la copie dudit permis ou de ladite déclaration;

un extrait de casier judiciaire datant de moins de six mois selon le modèle visé à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et ses mesures d'exécution.

§ 3. Afin de permettre d'identifier le demandeur d'enregistrement et le cas échéant d'attester de ses moyens techniques, financiers ou humains ainsi que le respect de l'article 32 ou de l'article 85, § 2, 1^{er}, le Gouvernement peut préciser le contenu de la demande d'enregistrement visé au paragraphe 1^{er} du présent article, le cas échéant tel que complété en vertu du paragraphe 2 dudit article. Il peut également fixer le nombre d'exemplaires de la demande d'enregistrement à introduire lorsque ladite demande est envoyée par voie papier.

Art. 112. Tout demandeur d'enregistrement qui est titulaire d'un agrément, d'un enregistrement ou d'un autre acte administratif à portée individuelle équivalent délivré dans une autre Région pour l'exercice de la même activité en matière de déchets que celle soumise à enregistrement en Région wallonne, peut exercer le type d'activités en matière de déchets soumis à enregistrement en Région wallonne dès réception de l'accusé de réception de sa demande d'enregistrement et pendant toute la durée de son traitement administratif auprès de l'autorité délivrante en première instance en Région wallonne.

Au terme du traitement administratif de sa demande d'enregistrement en Région wallonne, si ladite demande est refusée par l'autorité délivrante en première instance, le demandeur cesse d'exercer le type d'activités soumis à enregistrement sur le territoire de la Région wallonne dès réception de la décision refusant l'enregistrement par l'autorité délivrante en première instance ou, à défaut d'une telle décision, au terme du délai visé à l'article 114, § 5.

Art. 113. Le Gouvernement peut prévoir l'équivalence, le cas échéant sous conditions, entre d'une part tout agrément, tout enregistrement ou tout autre acte administratif à portée individuelle délivré par ou en vertu de la législation wallonne et d'autre part certains enregistrements qu'il détermine parmi ceux qui sont requis par et en vertu du présent chapitre.

Art. 114. § 1^{er}. Toute demande d'enregistrement est envoyée à l'autorité délivrante en première instance.

§ 2. L'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur d'enregistrement un accusé de réception de sa demande dans un délai de dix jours :

1^o par pli ordinaire si la demande a été introduite par voie papier;

2^o par courriel non authentifié ou message non authentifié si la demande a été introduite par voie électronique.

§ 3. Si la demande d'enregistrement est complète, l'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur la décision actant son enregistrement dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'enregistrement.

§ 4. Si la demande d'enregistrement est incomplète, l'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur la liste des renseignements ou documents manquants, ci-après dénommés les compléments, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'enregistrement. Dans ce cas, la procédure administrative recommence à dater de la réception de ces compléments.

Le demandeur d'enregistrement envoie à l'autorité délivrante en première instance les compléments demandés dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de la demande desdits compléments.

L'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur d'enregistrement un accusé de réception des compléments dans un délai de dix jours :

1^o par pli ordinaire si lesdits compléments ont été envoyés par voie papier;

2^o par courriel non authentifié ou message non authentifié si lesdits compléments ont été envoyés par voie électronique.

Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments par l'autorité délivrante en première instance, celle-ci envoie au demandeur la décision actant son enregistrement.

L'autorité délivrante en première instance envoie au demandeur la décision refusant son enregistrement si :

1^o elle a été introduite sans respecter l'article 89;

2^o elle a été introduite sans respecter l'article 111 et ses mesures d'exécution;

3^o le demandeur d'enregistrement n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe;

4^o elle est considérée incomplète à deux reprises;

5^o elle a été introduite sans respecter l'article 116.

§ 5. Au terme des délais prévus aux paragraphes 3 et 4, à défaut d'envoi de la décision actant l'enregistrement du demandeur, la demande d'enregistrement est réputée refusée de plein droit.

Art. 115. § 1^{er}. Au cours de la durée de validité de l'enregistrement délivré par l'autorité délivrante en première instance ou sur recours administratif, l'autorité délivrante en première instance peut d'initiative compléter ou modifier l'enregistrement délivré si elle constate un changement d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance de l'enregistrement.

Sauf en cas d'urgence spécialement motivé, toute décision de modification d'enregistrement visée à l'alinéa 1^{er} est prise après avoir donné à son titulaire la possibilité d'adresser ses observations oralement ou par écrit.

La décision de modification est envoyée au titulaire de l'enregistrement.

§ 2. Au cours de la durée de validité de l'enregistrement délivré en première instance ou sur recours administratif, le titulaire d'enregistrement peut d'initiative demander à l'autorité délivrante en première instance de modifier son enregistrement en raison d'un ou de plusieurs changements d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance de l'enregistrement, y compris la cessation d'activité.

Les articles 111 et 114 sont applicables mutatis mutandis à la demande de modification d'enregistrement visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 116. Sous peine d'irrecevabilité, tout titulaire d'enregistrement peut introduire une nouvelle demande d'enregistrement portant sur le même type d'activité en matière de déchets et les mêmes types de déchets ou le cas échéant les mêmes catégories de méthodes de prélèvements d'échantillons, pour lesquels il est déjà enregistré, au plus tôt cent vingt jours avant l'expiration de la durée de son enregistrement.

Art. 117. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès de l'autorité compétente sur recours administratif à l'encontre des décisions prises par l'autorité délivrante en première instance en vertu de l'article 86.

Le droit d'introduire ledit recours administratif est accordé exclusivement à la personne qui a sollicité l'enregistrement ou au titulaire d'enregistrement, ci-après dénommé le requérant.

§ 2. Lorsque le recours administratif porte sur une décision de suspension prise en vertu de l'article 86, il est non suspensif de la décision de suspension dont recours administratif.

Lorsque le recours administratif porte sur une décision tacite ou explicite autre que celle visée à l'alinéa 1^{er}, il est suspensif de la décision dont recours administratif.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est introduit dans un délai de trente jours :

1° à dater de la réception de la ou des décisions découlant des articles 86, 114 ou 115; ou;

2° en l'absence de décision telle que visée au 1°, à dater de l'expiration du délai imparti à l'autorité délivrante en première instance pour rendre la décision.

§ 4. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est initié par requête introduite selon les modalités prévues par ou en vertu de l'article 89. Concomitamment, le requérant transmet une copie de sa requête à l'autorité délivrante en première instance.

Ladite requête est signée et comprend au minimum les informations suivantes :

1° si le requérant est :

une personne physique : ses prénom et nom, sa date de naissance, l'adresse de son entreprise, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

une personne morale :

sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact; et;

les prénom, nom et qualité de la personne mandatée par la personne morale concernée pour introduire le recours;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises du requérant ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère;

3° le numéro d'identification ou la référence administrative de la décision dont recours administratif;

4° les moyens développés à l'encontre de la décision dont recours administratif.

§ 5. Dans les quinze jours à dater de la réception de la requête par l'autorité compétente sur recours administratif, celle-ci envoie au requérant un accusé de réception de sa requête.

§ 6. L'autorité compétente sur recours administratif envoie au requérant la décision statuant sur recours administratif dans un délai de quarante-cinq jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception de la requête.

La décision sur recours administratif annule ou confirme la décision délivrée en première instance.

§ 7. Au terme du délai prévu au paragraphe 6, à défaut d'envoi au requérant de la décision statuant sur recours administratif, la décision dont recours administratif est confirmée de plein droit.

Sous-section 2 — Dispositions particulières à l'enregistrement des activités de collecte, de négoce et de courtage, des activités de transport, des activités de regroupement, de prétraitement, de valorisation et d'élimination, en matière de déchets non dangereux

Art. 118. § 1^{er}. Le Gouvernement soumet à enregistrement :

1° la collecte, le négoce et le courtage de déchets non dangereux à titre professionnel;

2° le transport de déchets non dangereux à titre professionnel;

3° le regroupement, le prétraitement, la valorisation et l'élimination de déchets non dangereux à titre professionnel.

Pour ce faire, le Gouvernement peut réglementer l'enregistrement ou les types d'enregistrement portant sur lesdits types d'activités en fonction du type ou du sous-type de déchets qu'il détermine.

§ 2. Les producteurs initiaux de déchets assimilés non dangereux transportant leurs propres déchets assimilés non dangereux sont dispensés d'enregistrement de transport pour le transport de ceux-ci aux conditions cumulatives suivantes :

1° la quantité desdits déchets transportés n'excède pas deux cent cinquante kilogrammes par mois; et;

2° lesdits déchets sont transportés vers un collecteur, un négociant, un courtier, une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, conformément aux articles 6 et 32.

Art. 119. Tout titulaire d'enregistrement pour au moins l'un des types d'activités en matière de déchets visé à l'article 118, § 1^{er}, informe le bénéficiaire du service de gestion de déchets des modalités et des coûts détaillés de la gestion ainsi que de la destination des déchets.

Sous-section 3 — Dispositions particulières à l'enregistrement des activités de prélèvement d'échantillons en matière de déchets

Art. 120. § 1^{er}. Le Gouvernement peut soumettre à enregistrement les activités de prélèvement d'échantillons en matière de déchets à titre professionnel.

Pour ce faire, le Gouvernement peut réglementer l'enregistrement ou les types d'enregistrement portant sur lesdites activités en fonction de certaines catégories de méthodes de prélèvement d'échantillons qu'il détermine.

§ 2. Tout titulaire d'enregistrement pour le type d'activités en matière de déchets visé au paragraphe 1^{er} :

1° fournit des prestations respectant les mesures d'exécution prises en vertu de l'article 16, alinéa 1^{er}, 1°;

2° se conforme aux dispositions techniques à valeur indicative approuvées en vertu de l'article 16, alinéa 1^{er}, 2°, ou est en mesure de démontrer l'équivalence de qualité de son expertise.

TITRE 2 — RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS DE PRODUITS

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions introductives

Section 1 — Objectifs et champ d'application

Art. 121. § 1^{er}. Dans le respect de la protection de l'environnement et dans une perspective d'utilisation responsable des ressources, y compris des ressources naturelles, le présent titre établit les exigences minimales applicables aux régimes de responsabilité élargie des producteurs dont l'objectif est de renforcer la prévention, la préparation en vue du réemploi, le réemploi, le recyclage et autre valorisation en matière de déchets.

§ 2. Le régime de responsabilité élargie du producteur de produits instauré par le présent titre et ses mesures d'exécution s'applique à l'égard des déchets suivants :

- 1° les déchets d'équipements électriques et électroniques;
- 2° les déchets de piles et accumulateurs;
- 3° les véhicules hors d'usage;
- 4° les pneus usagés;
- 5° les huiles usagées;
- 6° les matelas usagés;
- 7° les déchets de textiles sanitaires à usage unique, en ce compris les lingettes humides usagées;
- 8° les ballons de baudruche usagés;
- 9° les engins de pêche usagés contenant du plastique;
- 10° les mégots.

Le Gouvernement peut instaurer un régime de responsabilité élargie du producteur de produits conformément au présent titre à l'égard des déchets suivants :

- 1° le mobilier usagé;
- 2° les chewing-gums usagés;
- 3° les textiles usagés;
- 4° les langes jetables usagés.

§ 3. Chaque régime de responsabilité élargie du producteur de produits instauré par le présent titre et ses mesures d'exécution se traduit, selon le cas, par :

- 1° l'ensemble des obligations principales suivantes :

- une obligation de gestion des déchets;
- une obligation de financement de la gestion des déchets et de certaines mesures de prévention des déchets;
- une obligation d'information et de sensibilisation;
- une obligation de rapportage;
- une obligation de réalisation d'un plan stratégique et de plans annuels d'exécution y relatifs;

- 2° sans préjudice du 1°, tout ou partie des obligations activables par le Gouvernement suivantes :

- une obligation de reprise des déchets;
- une obligation de prévention en matière de déchets;
- une obligation d'atteindre des objectifs chiffrés de collecte ou de valorisation, notamment de recyclage, ou de tendre vers des valeurs cibles de préparation en vue du réemploi ou de réemploi;
- une obligation de financement de la propreté publique.

Art. 122. Le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits s'applique sans préjudice de la responsabilité en matière de gestion des déchets, prévue à l'article 47, § 1^{er}, et sans préjudice de la législation ou de la réglementation spécifique en vigueur concernant les flux de déchets et de la législation ou de la réglementation spécifique en vigueur concernant les produits.

Le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits ne porte pas préjudice aux obligations et devoirs qui incombent aux autorités locales en matière de salubrité publique, et les obligations et devoirs qui incombent aux autorités locales en matière de salubrité publique ne portent pas préjudice aux obligations qui découlent, pour les producteurs de produits, du régime de responsabilité élargie qui leur est applicable.

Section 2 — Définitions

Art. 123. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 5, pour l'application du présent titre, l'on entend

par :

1° le « régime de responsabilité élargie des producteurs de produits » : un ensemble de mesures prises pour veiller à ce que les producteurs de produits assument la responsabilité financière ou la responsabilité financière et organisationnelle de la gestion de la phase « déchet » du cycle de vie d'un produit;

2° les « déchets d'origine domestique » : tous les déchets provenant de l'activité usuelle des ménages ainsi que tous les déchets provenant d'une activité professionnelle qui en raison de leur nature et de leur composition, sont similaires aux déchets provenant de l'activité usuelle des ménages et y sont assimilés;

3° les « déchets d'origine industrielle » : tous les déchets qui ne sont pas couverts par le 2°;

4° la « valeur cible » : un objectif consistant en un niveau fixé dans le but d'éviter, de prévenir ou de réduire les effets nocifs sur la santé humaine ou l'environnement dans son ensemble, à atteindre dans la mesure du possible sur une période donnée;

5° les « équipements électriques et électroniques » ou « EEE » : tous les équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques et tous équipements de production, de transfert et de mesure de ces courants et champs, conçus pour être utilisés à une tension ne dépassant pas 1 000 volts en courant alternatif et 1 500 volts en courant continu;

6° la « pile » ou l'« accumulateur » : toute source d'énergie électrique obtenue par transformation directe d'énergie chimique, constituée d'un ou de plusieurs éléments primaires (non rechargeables) ou d'un ou de plusieurs éléments secondaires (rechargeables);

7° le « véhicule » : tous les véhicules des catégories M1 ou N1 définies dans le règlement (UE) 2018/858, ainsi que les véhicules à trois roues, tels que définis dans le règlement (UE) 168/2013, mais à l'exclusion des tricycles à moteur, indépendamment de la manière dont le véhicule a été entretenu ou réparé en cours d'utilisation, et indépendamment du fait s'il a été équipé d'accessoires fournis par le constructeur ou d'autres éléments montés en tant que pièce de rechange ou intégrés conformément aux prescriptions générales ou à des dispositions internes;

8° le « pneu » : tout objet de forme torique en caoutchouc et éventuellement d'autres matériaux, pneumatique ou plein, en ce compris les bandages, à l'exclusion des pneus de vélo;

9° les « huiles » : toutes les huiles à usage non alimentaire, minérales ou synthétiques, lubrifiantes ou industrielles, telles que les huiles des moteurs à combustion et des systèmes de transmission, les huiles lubrifiantes, les huiles pour turbines et celles pour systèmes hydrauliques;

10° les « matelas » : tous les produits destinés au couchage et au repos constitués d'une housse solide, rembourrée de matériaux de base, et susceptibles d'être mis sur une structure de lit de support, en ce compris les surmatelas;

11° le « surmatelas » : tout élément de literie d'une épaisseur maximale de dix centimètres qui a vocation à être placé sur un matelas;

12° les « textiles sanitaires à usage unique » : tous les produits à usage unique destinés à l'hygiène intime du corps ou à l'hygiène de la maison, tels que les lingettes humides;

13° les « lingettes humides » : toutes les lingettes pré-imbibées pour usages corporels et domestiques;

14° les « ballons de baudruche » : tous les objets non poreux en matériau léger destiné à être gonflé avec de l'air ou du gaz, à l'exception des ballons de baudruche utilisés pour des usages et applications industriels ou professionnels, et qui ne sont pas distribués aux consommateurs;

15° l'« engin de pêche en mer » : tout élément ou toute pièce d'équipement qui est utilisé dans le cadre de la pêche ou de l'aquaculture pour cibler, capturer ou élever des ressources biologiques de la mer, ou qui flotte à la surface de la mer, et est déployé dans le but d'attirer et de capturer ou d'élever de telles ressources biologiques de la mer;

16° l'« engin de pêche en eau douce » : tout élément ou toute pièce d'équipement qui est utilisé dans le cadre de la pêche ou de l'aquaculture pour cibler, capturer ou élever des ressources biologiques des eaux douces, ou qui flotte à la surface des eaux douces, et est déployé dans le but d'attirer et de capturer ou d'élever de telles ressources biologiques des eaux douces;

17° les « engins de pêche » : la catégorie de produits reprenant les engins de pêche visés au 15° et ceux visés au 16°;

18° les « produits à base de tabac » : tous les produits pouvant être consommés et composés même partiellement de tabac, qu'il soit ou non génétiquement modifié, ainsi que les filtres commercialisés pour être utilisés en combinaison avec des produits du tabac;

19° les « mégots » : tous les déchets de produits à base de tabac avec filtres en plastique à usage unique et tous les déchets de filtres en plastique à usage unique commercialisés lorsqu'ils étaient des produits pour être utilisés en combinaison avec des produits à base de tabac;

20° le « mobilier » : toute chose meuble dont toutes les dimensions extérieures sont égales ou supérieures à quarante centimètres ou dont le volume est égal ou supérieur à soixante décimètres cubes et qui est destinée à l'usage ou à l'ornement des locaux ou de leurs extérieurs, à l'exclusion des animaux vivants et des matelas;

21° les « chewing-gums » : toutes les gommes, enrobées ou non, destinées à être mâchées et non avalées;

22° les « textiles » : tous les vêtements, les chaussures, le linge et les produits fabriqués à partir de fibres naturelles ou synthétiques;

23° les « linges jetables » : tous les produits à usage unique conçus pour recueillir les selles ou l'urine de leur porteur, à l'exclusion des poches de stomie;

24° le « producteur de produits » : toute personne visée aux 25°, 26°, 27° ou 28° selon le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné;

25° le « producteur d'EEE » : toute personne physique ou morale qui, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris par vente à distance conformément aux dispositions de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique :

est établie sur le territoire belge et fabrique des EEE sous son propre nom ou sa propre marque, ou fait concevoir ou fabriquer des EEE, et les commercialise sous son propre nom ou sa propre marque sur le territoire belge;

est établie sur le territoire belge et y revend, sous son propre nom ou sa propre marque, des équipements produits par d'autres fournisseurs, le revendeur ne devant pas être considéré comme « producteur » lorsque la marque du producteur figure sur l'équipement conformément au point a);

est établie sur le territoire belge et met sur le marché belge, à titre professionnel, des EEE provenant d'un pays tiers; ou;

est établie en dehors du territoire belge et vend des EEE, par vente à distance au sens de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique, directement ou par le biais d'une place de marché en ligne, aux ménages privés ou à d'autres utilisateurs que des ménages privés en Belgique;

26° le « producteur de piles ou d'accumulateurs » : toute personne qui, indépendamment de la technique de vente utilisée, y compris les techniques de vente à distance conformément aux dispositions de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique, met des piles ou des accumulateurs, y compris ceux qui sont intégrés dans des appareils ou des véhicules, sur le marché pour la première fois sur le territoire belge à titre professionnel, que ce soit ou non pour son propre usage;

27° le « producteur de véhicules » : le constructeur d'un véhicule ou l'importateur professionnel d'un véhicule sur le territoire belge;

28° le « producteur d'autres produits » : toute personne physique ou morale qui, quelle que soit la technique de vente, y compris par vente à distance au sens de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique :

est établie sur le territoire belge et fabrique un produit autre que visé aux 5° à 7° sous son propre nom ou sa propre marque, ou le fait concevoir ou fabriquer et le commercialise sous son propre nom ou sa propre marque sur le territoire belge;

est établie sur le territoire belge et y revend, sous son propre nom ou sa propre marque, un produit autre que visé aux 5° à 7° fabriqué par d'autres fournisseurs, le revendeur ne devant pas être considéré comme producteur lorsque la marque du producteur figure sur ledit produit, conformément au point a);

est établie sur le territoire belge et met sur le marché, à titre professionnel, un produit autre que visé aux 5° à 7° provenant d'un pays tiers;

est établie sur le territoire belge et fabrique ou importe un produit autre que visé aux 5° à 7° et l'affecte à son propre usage, à titre professionnel sur le territoire belge; ou;

est établie en dehors du territoire belge et vend un produit autre que visé aux 5° à 7° par une technique de vente à distance au sens de l'article I.8, 15°, du Code de droit économique, directement ou par l'intermédiaire d'une place de marché en ligne aux ménages privés ou à des utilisateurs autres que les ménages privés sur le territoire belge;

29° le « distributeur » : toute personne physique ou morale dans la chaîne d'approvisionnement qui met des EEE ou d'autres produits soumis à un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits, à disposition sur le marché;

30° le « détaillant » : toute personne physique ou morale qui offre en vente au consommateur un produit soumis à un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits;

31° le « consommateur » : toute personne physique ou morale qui acquiert les produits soumis à un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits, à titre privé ou professionnel, afin de les consommer ou de les utiliser.

§ 2. Concernant le paragraphe 1^{er}, 1°, dans la définition de la « responsabilité élargie des producteurs de produits », la phase « déchet » du cycle de vie d'un produit comprend les opérations de collecte sélective, de tri et de traitement. La « responsabilité élargie des producteurs de produits » peut également englober, le cas échéant, la responsabilité de contribuer à la prévention des déchets et aux possibilités de réemploi et à la recyclabilité des produits.

Concernant la définition des « déchets d'origine domestique » visée au paragraphe 1^{er}, 2°, le Gouvernement peut lister des déchets provenant d'activités professionnelles qui sont assimilés à des déchets provenant de l'activité usuelle des ménages.

Concernant le paragraphe 1^{er}, 20°, afin de déterminer si un produit relève de la définition du « mobilier », il doit, dans sa conception, permettre de s'asseoir, de s'allonger, de s'aliter, de servir à s'y appuyer ou s'y attabler, de stocker, de déposer ou de ranger des objets, ou d'ornementer.

Concernant la définition du « producteur d'EEE » visée au paragraphe 1^{er}, 25°, et la définition du « producteur d'autres produits » visée au paragraphe 1^{er}, 28°, toute personne qui assure exclusivement un financement en vertu de ou conformément à un contrat de financement n'est pas considérée comme « producteur », à moins qu'elle n'agisse aussi comme producteur au sens des points a) à d), desdites définitions.

Concernant la définition du « distributeur » visée au paragraphe 1^{er}, 29°, et la définition du « détaillant » visée au paragraphe 1^{er}, 30°, lesdites définitions n'empêchent pas un « distributeur » ou un « détaillant » d'être également « producteur de produits » au sens du paragraphe 1^{er}, 24°.

§ 3. En vue de rendre le présent décret et ses mesures d'exécution conformes au droit de l'Union européenne et au droit international, le Gouvernement peut abroger, modifier, compléter ou remplacer les dispositions de la présente section.

Lorsque les mesures prises par le Gouvernement en vertu du présent paragraphe modifient le présent décret, elles cessent de plein droit de produire leurs effets si elles ne sont pas confirmées par décret dans un délai de douze mois après leur publication au *Moniteur belge*.

Section 3 — Habilitations générales au Gouvernement

Art. 124. § 1^{er}. Sans préjudice du droit de l'Union européenne, pour chaque régime de responsabilité élargie du producteur de produits, le Gouvernement :

1° précise le ou les types ou les sous-types de déchet visés;

2° établit, conformément à la hiérarchie des déchets, des objectifs de gestion des déchets en vue d'atteindre les objectifs quantitatifs pertinents pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits qui sont fixés par le droit de l'Union européenne ainsi que par le présent décret et ses mesures d'exécution;

3° adresse au Parlement wallon tous les deux ans un rapport sur la mise en oeuvre du présent titre et ses mesures d'exécution.

§ 2. Sans préjudice du droit de l'Union européenne, pour chaque régime de responsabilité élargie du producteur de produits, le Gouvernement peut :

1° exclure certains sous-types de déchets ou de produits qu'il détermine du champ d'application d'un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits;

2° établir des objectifs quantitatifs ou qualitatifs jugés pertinents pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné supérieurs ou autres que les objectifs visés au paragraphe 1^{er}, 2°;

3° dans le cadre de l'article 134 et de l'article 137, § 2, définir, déterminer ou préciser :

le ou les mécanismes d'autocontrôle appropriés;

la notion d'audit indépendant certifié;

leur régularité;

4° sans préjudice des compétences de l'État fédéral, prendre des mesures appropriées pour encourager la conception de produits ou de composants de produits aux fins d'en réduire les incidences sur l'environnement et la production de déchets au cours de la production et de l'utilisation ultérieure des produits et afin de veiller à ce que la valorisation et l'élimination des produits qui sont devenus des déchets aient lieu conformément aux articles 6 et 32;

5° prendre des mesures visant à renforcer le cadre approprié de suivi et de contrôle de l'application du présent titre et ses mesures d'exécution, et ayant pour objectifs :

le respect des obligations de responsabilité élargie par les producteurs de produits et les organismes en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, y compris en cas de ventes à distance;

l'utilisation à bon escient des moyens financiers; et;

la déclaration de données fiables par tous les acteurs intervenant dans la mise en oeuvre des régimes de responsabilité élargie des producteurs de produits;

6° sans préjudice de l'article 142, prendre d'autres mesures visant à renforcer le dialogue régulier entre les parties prenantes concernées par la mise en oeuvre de régimes de responsabilité élargie des producteurs de produits, y compris les producteurs de produits et les distributeurs de produits, les acteurs publics ou privés de gestion des déchets, les autorités locales, les organisations de la société civile et, le cas échéant, les acteurs de l'économie sociale et solidaire, les réseaux de réemploi et de réparation ainsi que les acteurs actifs en matière de préparation en vue du réemploi;

7° rendre obligatoire la désignation du mandataire visé à l'article 129, § 2.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 3°, les obligations du producteur de produits qui y sont visées demeurent applicables malgré l'absence de mesures d'exécution prises par le Gouvernement.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 4°, les mesures y visées tiennent compte des incidences des produits tout au long de leur cycle de vie ainsi que de la hiérarchie des déchets et, le cas échéant, de la possibilité de recyclage multiple. De telles mesures peuvent entre autres encourager la mise au point, la production et la commercialisation de produits ou de composants de produits à usages multiples, contenant des matériaux recyclés, techniquement durables et facilement réparables. Après être devenus des déchets, lesdits produits ou lesdits composants de produits doivent se prêter à la préparation en vue du réemploi et au recyclage, afin de faciliter la bonne mise en oeuvre de la hiérarchie des déchets.

Art. 125. Les mesures d'exécution prises par le Gouvernement en vertu du présent titre :

1° tiennent compte de la faisabilité technique et de la viabilité économique, ainsi que des incidences globales sur l'environnement et la santé humaine, et des incidences sociales, tout en respectant la nécessité d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne;

2° garantissent l'égalité de traitement des producteurs de produits, quelle que soit leur origine ou leur taille, sans imposer de charge réglementaire disproportionnée aux producteurs de produits, y compris les petites et moyennes entreprises, de petites quantités de produits.

Art. 126. L'information du public en vertu du présent titre et ses mesures d'exécution ne porte pas atteinte à la protection de la confidentialité des informations commercialement sensibles conformément au droit national et au droit de l'Union européenne applicables.

Section 4 — Producteurs de produits et modalités de délégation

Art. 127. § 1^{er}. Le régime de responsabilité élargie du producteur de produits s'adresse à tout producteur de produits dont les produits qu'il a mis sur le marché belge sont à l'origine des déchets visés à l'article 121, § 2, dans les conditions fixées au présent titre et ses mesures d'exécution.

§ 2. Pour le respect des obligations qui lui sont imposées par ou en vertu du présent titre, le producteur de produits peut :

1° soit remplir lui-même ses obligations via un plan stratégique individuel approuvé par l'administration ou par l'autorité compétente sur recours administratif conformément au chapitre 2, section 5, et au chapitre 5, du présent titre et leurs mesures d'exécution;

2° soit faire exécuter ses obligations via un organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits par l'administration ou par le Gouvernement sur recours administratif, conformément au chapitre 2, section 5, et au chapitre 5, du présent titre et leurs mesures d'exécution, et auquel il a adhéré, auquel cas il est réputé satisfaire à ses obligations dès et tant qu'il établit avoir contracté avec ledit organisme agréé directement ou par l'intermédiaire d'une personne habilitée à le représenter.

§ 3. Le producteur de produits ou l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits peut contracter avec toute tierce personne de droit public ou de droit privé pour remplir ses obligations en matière de responsabilité élargie du producteur de produits.

Tout producteur de produits dans le cadre de sa demande d'approbation de son plan stratégique individuel ou tout organisme dans le cadre de sa demande d'agrément, et durant la durée de validité dudit plan et dudit agrément, communique à l'administration la manière dont il satisfait auxdites obligations ou la manière dont la tierce personne avec qui il a contracté permet l'exécution desdites obligations.

§ 4. Le producteur de produits ou l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits reste tenu de toutes ses obligations en matière de responsabilité élargie en cas d'inexécution totale ou partielle d'obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits par ses co-contractants ou sous-traitants.

Art. 128. § 1^{er}. Concernant les régimes de responsabilité élargie des producteurs de produits qui portent sur des déchets d'origine domestique, en cas de suspension ou de retrait de plan stratégique individuel ou d'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits par une décision administrative le cas échéant rendue sur recours administratif, les autorités locales et les acteurs publics de gestion des déchets peuvent de plein droit pourvoir eux-mêmes à la passation et à l'exécution des contrats relatifs à la responsabilité opérationnelle de tels régimes pour ce qui concerne les déchets ménagers.

§ 2. La passation et l'exécution des contrats visés au paragraphe 1^{er} sont sans préjudice des éventuels autres plans stratégiques individuels approuvés et des éventuels autres agréments délivrés conformément au présent titre et ses mesures d'exécution dans le cadre du régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné :

1° en présence de tels autres plans individuels, un pourcentage représentant les quantités de produits mises sur le marché belge par les titulaires desdits plans individuels est, sauf clause contractuelle contraire entre d'une part les autorités locales ou les acteurs publics de gestion des déchets et d'autre part lesdits titulaires, exclu des quantités de déchets visés par le régime de responsabilité élargie du producteur de produits concerné qui sont collectées par les autorités locales et les acteurs publics de gestion des déchets, et qui font l'objet des contrats visés au paragraphe 1^{er}; et;

2° en présence de tels autres agréments, un pourcentage représentant les quantités de produits mises sur le marché belge par les producteurs de produits adhérant à un organisme qui est titulaire d'un tel agrément est, sauf clause contractuelle contraire entre d'une part les autorités locales ou les acteurs publics de gestion des déchets et d'autre part lesdits titulaires, exclu des quantités de déchets visés par le régime de responsabilité élargie du producteur de produits concerné qui sont collectées par les autorités locales et les acteurs publics de gestion des déchets, et qui font l'objet des contrats visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 129. § 1^{er}. Le producteur de produits établi dans un autre État membre de l'Union européenne qui commercialise sur le marché belge des produits qui sont à l'origine de déchets visés à l'article 121, § 2, peut désigner une personne physique ou morale établie en Belgique en tant que mandataire chargé d'assurer le respect des obligations qui lui incombent en Région wallonne en vertu du présent titre et ses mesures d'exécution.

La désignation d'un tel mandataire se fait par mandat écrit. Si ce mandat prend fin, le mandataire et le producteur de produits préviennent par écrit l'administration dans le mois qui suit la fin du mandat.

Afin de permettre l'identification des mandataires chargés d'assurer le respect des obligations qui incombent en Région wallonne en vertu du présent titre et ses mesures d'exécution aux producteurs de produits établis dans un autre État membre de l'Union européenne, et de faciliter la prise de contact de ceux-ci par d'autres acteurs de la chaîne de gestion de déchets soumis à un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits conformément au présent titre, l'administration publie sur au moins un site internet de la Région wallonne et tient à jour un registre reprenant pour chaque mandataire les informations suivantes :

1° s'il s'agit :

d'une personne physique : ses prénom, nom et adresse ainsi que, de manière optionnelle pour le mandataire, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

d'une personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, ainsi que, de manière optionnelle pour le mandataire, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises du mandataire ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère;

3° le type ou la catégorie de produits concernés;

4° le cas échéant, et de manière optionnelle pour le mandataire, l'adresse de son site internet.

§ 2. Le producteur de produits établi sur le territoire de la Région wallonne, qui commercialise des produits à l'origine de déchets visés à l'article 121, § 2, dans un autre État membre de l'Union européenne dans lequel il n'est pas établi, peut désigner un mandataire dans ledit État membre chargé d'assurer le respect des obligations qui incombent audit producteur de produits en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits sur le territoire de cet État membre de l'Union européenne en vertu de la législation ou de la réglementation qui y est applicable.

CHAPITRE 2. — Obligations principales

Section 1 — Obligation de gestion des déchets

Art. 130. En vue de remplir son obligation de gestion des déchets, le producteur de produits :

1° dispose d'une couverture géographique en Région wallonne clairement définie, des produits et des matières dont sont issus les déchets visés à l'article 121, § 2, sans que ces domaines ne se limitent à ceux où la collecte et la gestion des déchets sont les plus rentables;

2° prévoit une disponibilité suffisante de systèmes de collecte de déchets dans les domaines visés au 1°.

Art. 131. § 1^{er}. Tous les déchets soumis à un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits conformément au présent titre sont gérés conformément aux législations et réglementations environnementales en vigueur.

§ 2. Le producteur de produits s'assure que les obligations en matière de gestion, y compris en matière de traitement et particulièrement en matière de recyclage, soient remplies et que les déchets collectés soient traités en utilisant les meilleures techniques disponibles en termes de protection de la santé et de l'environnement.

Pour ce faire, conformément aux principes d'autosuffisance et de proximité visés à l'article 7, le producteur de produits privilégie au maximum les filières de gestion locales, les installations locales ou les installations classées locales.

Section 2 — Obligation de financement de la gestion des déchets et de certaines mesures de prévention des déchets

Sous-section 1 — Dispositions communes à tous les déchets soumis à l'obligation de financement de la gestion des déchets et de certaines mesures de prévention des déchets

Art. 132. § 1^{er}. Les contributions financières versées par le producteur de produits pour se conformer à ses obligations de responsabilité élargie :

1° couvrent les coûts suivants pour les produits que le producteur de produits met sur le marché belge :

les coûts de collecte, le cas échéant de collecte sélective, des déchets et de leur transport et traitement ultérieurs, y compris le traitement nécessaire pour atteindre les objectifs de gestion des déchets de l'Union européenne et de la Région wallonne, ainsi que les coûts nécessaires pour atteindre les autres objectifs visés à l'article 124, § 2, alinéa 1^{er}, 2°, compte tenu des recettes tirées du réemploi, des ventes des matières premières secondaires issues de ses produits et des éventuels droits de consigne non réclamés;

les coûts découlant de la fourniture d'informations adéquates aux détenteurs de déchets conformément à l'article 136;

les coûts de la collecte et de la communication des données conformément aux articles 137 à 139, y compris les coûts des audits pour la certification desdites données; et;

2° n'excèdent pas les coûts nécessaires à la fourniture de services de gestion des déchets présentant un bon rapport coût-efficacité. Ces coûts sont établis de manière transparente et objective entre les acteurs concernés.

§ 2. Pour chaque régime de responsabilité élargie du producteur de produits qu'il détermine, le Gouvernement peut étendre la couverture des coûts visée au paragraphe 1^{er}, 1^o, a) à c), aux coûts de la mise en place d'infrastructures spécifiques pour la collecte des déchets concernés, telles que des réceptacles appropriés dans les lieux où les déchets visés par le régime de responsabilité élargie du producteur de produits font le plus fréquemment l'objet d'un dépôt sauvage.

§ 3. Si le droit de l'Union européenne le requiert, le Gouvernement peut déroger au présent article.

Art. 133. Le producteur de produits garantit que les contributions financières visées par et en vertu de l'article 132 qu'il applique à un même type ou sous-type de déchet visé par le régime de responsabilité élargie qui le concerne et à l'égard d'un même type de producteur initial de déchets, sont équivalentes quel que soit l'acteur avec lequel il contracte.

Art. 134. Le producteur de produits met en place un mécanisme d'autocontrôle approprié, reposant sur des audits indépendants réguliers certifiés, afin d'évaluer sa gestion financière, y compris le respect des exigences énoncées par :

1^o les mesures complémentaires ou dérogatoires prises par le Gouvernement en vertu de l'article 132, § 2, et, à défaut;

2^o l'article 132, § 1^{er}, et ses mesures d'exécution et, le cas échéant, celles de l'article 135.

Sous-section 2 — Dispositions particulières au financement de la gestion des déchets ménagers et des mesures de prévention et de gestion en matière de déchets prises en charge par les entreprises d'économie sociale agréées en vertu de l'article 103

Art. 135. Lorsque la gestion opérationnelle des déchets ménagers est prise en charge par une personne morale de droit public territorialement responsable pour ce faire ou lorsque des mesures de prévention et de gestion des déchets sont prises en charge par une entreprise d'économie sociale agréée en vertu de l'article 103 avec laquelle le producteur de produits a contracté, le Gouvernement peut, le cas échéant par type ou sous-type de déchet visé, fixer des règles contraignantes pour l'imputation des coûts et des recettes visés à l'article 132. Lesdites règles contraignantes incluent au moins un modèle de calcul desdits coûts et une liste des coûts nets à prendre en charge.

Si le Gouvernement fixe les règles contraignantes visées à l'alinéa 1^{er}, il peut en outre organiser, en tenant compte des recettes éventuelles et des éventuels droits de consignation non réclamés, l'imputation et la récupération desdits coûts auprès des producteurs de produits concernés via un système de redevance régionale au profit des personnes morales de droit public concernées et des entreprises d'économie sociale agréées en vertu de l'article 103 concernées.

Section 3 — Obligation d'information et de sensibilisation

Art. 136. § 1^{er}. Le producteur de produits informe les détenteurs de déchets visés par le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits qui lui est applicable et mis en place conformément au présent titre et ses mesures d'exécution, de l'existence de mesures de prévention des déchets, de centres de réemploi et de préparation en vue du réemploi, de systèmes de reprise et de systèmes de collecte des déchets et de la prévention du dépôt sauvage de déchets.

Pour ce faire, le producteur de produits veille, notamment par des campagnes d'information et de sensibilisation, à ce que les consommateurs, en ce compris les utilisateurs professionnels, soient informés :

1^o de l'intérêt du réemploi et de l'importance de ne pas éliminer les déchets de leurs produits comme des déchets non triés et de prendre part à leur collecte sélective de manière à en faciliter le réemploi, le traitement et le recyclage;

2^o de l'utilisation écologiquement rationnelle de leurs produits et de la manière dont le produit peut faire l'objet d'un réemploi, être préparé au réemploi, recyclé ou autrement valorisé;

3^o des systèmes de collecte et de gestion mis à leur disposition;

4^o du rôle qu'ils ont à jouer dans le recyclage des déchets de leurs produits. Le producteur de produits veille également à l'efficacité de la filière de gestion des déchets, notamment par une information et une sensibilisation des collecteurs, des négociants, des courtiers, des transporteurs, des installations et des entreprises disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination agissant pour le compte dudit producteur de produits.

§ 2. Si l'obligation de reprise visée au chapitre 3, section 1^{re}, est rendue applicable au régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné par le Gouvernement, le détaillant veille à ce que les consommateurs, en ce compris les utilisateurs professionnels, soient informés :

1^o de la manière la plus appropriée d'utiliser et d'entretenir le produit;

2^o des possibilités de réparation en cas de panne et de la disponibilité des pièces de rechange;

3^o de l'existence des entreprises d'économie sociale agréées en vertu de l'article 103 et des autres acteurs actifs en matière de réemploi et de préparation en vue du réemploi;

4^o de la manière dont les consommateurs et les utilisateurs professionnels peuvent se défaire du déchet concerné;

5^o le cas échéant, de la possibilité de remettre les déchets soumis audit régime de responsabilité élargie du producteur de produits à leurs points de vente.

Le détaillant appose, à un endroit visible dans son espace dédié au commerce, ou à défaut, sur son site internet, un avis dans lequel il est stipulé, sous l'intitulé « RESPONSABILITE ELARGIE DES PRODUCTEURS DE PRODUITS », de quelle manière il répond aux dispositions du présent titre et ses mesures d'exécution.

Section 4 — Obligation de rapportage

Art. 137. § 1^{er}. Le producteur de produits met en place un système de communication des données afin de recueillir des données sur les produits mis sur le marché belge par lui et des données sur la collecte et le traitement des déchets issus de ses produits en précisant, le cas échéant, les flux de matières, ainsi que d'autres données pertinentes déterminées par le Gouvernement.

Pour ce faire, le producteur de produits peut, le cas échéant, tenir compte des enregistrements obtenus dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) ou de tout autre référentiel de management environnemental.

§ 2. Le producteur de produits met en place un mécanisme d'autocontrôle approprié, reposant sur des audits indépendants réguliers certifiés, afin d'évaluer la qualité des données recueillies et communiquées conformément au paragraphe 1^{er} et aux exigences du règlement (CE) n° 1013/2006.

Art. 138. § 1^{er}. Le producteur de produits fournit annuellement à l'administration, avant le 31 mai de chaque année, les informations suivantes :

1° la manière dont il remplit les obligations découlant du régime de responsabilité élargie du producteur de produits le concernant;

2° la quantité totale, exprimée en kilogrammes et le cas échéant en nombre, de produits concernés qui ont été mis sur le marché belge durant l'année faisant l'objet du rapportage;

3° les systèmes de collecte et de recyclage auxquels il recourt;

4° la liste des installations au sein desquels sont traités les déchets, ainsi que les résidus de leur traitement et les modes de traitement;

5° la description des modes de traitement appliqués aux déchets et résidus de traitement visés au 4°, ainsi que le cas échéant le rendement des recyclages atteints;

6° les quantités totales, exprimées en kilogrammes et le cas échéant en nombre, collectées en Région wallonne et gérées telles que définies par la législation et la réglementation en vigueur en Région wallonne, en distinguant s'il y a lieu les quantités de déchets d'origine domestique des déchets d'origine industrielle, en ce compris les résidus de traitement;

7° les prévisions de la quantité totale, exprimée en kilogrammes, et le cas échéant en nombre, de produits qui seront mis sur le marché belge durant l'année en cours, sauf dérogation prévue par le Gouvernement;

8° le cas échéant, les données pertinentes déterminées par le Gouvernement en vertu de l'article 137, § 1^{er}.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 6°, le Gouvernement, pour chaque régime de responsabilité élargie des producteurs qu'il détermine, peut prévoir :

d'autres distinctions que celle entre les déchets d'origine domestique et les déchets d'origine industrielle en précisant des sous-types de déchets soumis audit régime de responsabilité élargie des producteurs de produits;

que l'alinéa 1^{er}, 6°, ne s'applique pas ou ne s'applique pas pour une durée déterminée par le Gouvernement.

§ 2. L'administration peut exiger de tout producteur de produits de lui fournir toute information pour l'appréciation de la réalisation des objectifs visés par le présent titre et ses mesures d'exécution et le contrôle de leur mise en oeuvre.

§ 3. L'information environnementale rapportée en vertu du présent article et ses mesures d'exécution, dont le producteur de produits établit que la confidentialité relève de la nécessité de protéger un intérêt économique légitime et que la publication est de nature à lui causer un préjudice, peut bénéficier de restrictions d'accès à l'information dans le respect des exigences fixées par le Code de l'environnement et ses mesures d'exécution.

§ 4. Le Gouvernement peut arrêter et rendre obligatoire des modalités de communication à l'administration du rapport visé au paragraphe 1^{er}.

Le Gouvernement peut autoriser ou exiger, aux conditions qu'il fixe, le dépôt en tout ou partie dudit rapport sous forme électronique.

§ 5. Le producteur de produits communique aux personnes morales de droit public territorialement responsables pour la gestion des déchets ménagers les données afférentes aux déchets ménagers qu'il a collectées ou fait collecter.

Art. 139. § 1^{er}. Dans le cadre de l'exécution de son obligation de rapportage auprès de l'administration, le producteur de produits dispose du droit de collecter auprès des collecteurs, des négociants, des courtiers, des transporteurs, des installations et des entreprises disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination pour le compte du producteur de produits, les données à caractère personnel suivantes :

1° s'il s'agit d'une personne physique : ses prénom et nom, sa date de naissance, l'adresse de son entreprise, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de ladite personne;

2° s'il s'agit d'une personne morale :

sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de ladite personne; et;

les prénom, nom et qualité de la personne mandatée par la personne morale concernée pour communiquer les données demandées;

3° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises de l'entreprise ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère.

Concernant les données à caractère personnel qu'il récolte dans le cadre de l'exécution de son obligation de rapportage auprès de l'administration, le producteur de produits est le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Lesdites données sont collectées et traitées uniquement aux fins de l'exécution de son obligation de rapportage auprès de l'administration et sont conservées pour une durée maximale de cinq ans à partir de l'expiration de la décision d'approbation de son plan stratégique.

En cas de système collectif, le présent paragraphe est applicable mutatis mutandis à tout organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits auquel des producteurs de produits adhèrent. Dans ce cas, les données sont conservées pour une durée maximale de cinq ans à partir de l'expiration de la décision d'agrément.

§ 2. Lorsque le producteur de produits remplit lui-même ses obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, les collecteurs, les négociants, les courtiers, les transporteurs, les installations et les entreprises disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination pour le compte du producteur de

produits remettent à première demande audit producteur et dans un délai fixé avec lui en fonction de modalités fixées par voie contractuelle, les informations nécessaires à l'établissement de l'obligation de rapportage prévue par la présente section.

Lorsque le producteur de produits fait exécuter ses obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits via un organisme agréé conformément au présent titre auquel il adhère, les collecteurs, les négociants, les courtiers, les transporteurs, les installations et les entreprises disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination pour le compte du producteur de produits remettent à première demande audit organisme agréé et dans un délai fixé avec lui en fonction de modalités fixées par voie contractuelle, les informations nécessaires à l'établissement de l'obligations de rapportage prévue par la présente section.

Section 5 — Obligation de réalisation d'un plan stratégique et de plans annuels d'exécution y relatifs

Sous-section 1 — Plan stratégique

Art. 140. Endéans les neuf mois suivant l'entrée en vigueur de la responsabilité élargie le concernant, le producteur de produits fait approuver par l'administration ou le cas échéant par le Gouvernement sur recours administratif un plan stratégique couvrant une période maximale de cinq ans contenant au moins l'ensemble des éléments suivants :

1° un relevé de ses données d'identification comprenant;

les nom, forme juridique, siège et numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises ou numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère, du producteur de produits agissant seul ou de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits en cas de système collectif pour les déchets correspondants;

l'adresse de l'entreprise du producteur de produits agissant seul ou l'adresse du siège social de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits en cas de système collectif, dont une adresse en Belgique, le cas échéant qui peut être celle d'un mandataire;

le numéro de téléphone de l'entreprise ou du siège social, ou, en cas de système collectif, le numéro de téléphone du siège social;

le nom, la fonction du signataire du plan stratégique soumis à la responsabilité élargie du producteur de produits et un extrait de casier judiciaire dudit signataire datant de moins de six mois selon le modèle visé à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et ses mesures d'exécution;

2° un plan financier et un budget prévisionnel pour la durée du plan stratégique, exposant les moyens financiers ou les moyens financiers et organisationnels nécessaires pour respecter l'ensemble des obligations de responsabilité élargie du producteur de produits applicables;

3° une description de la partie du plan stratégique dédiée aux aspects généraux ou transversaux de la gestion définissant :

la nature des déchets soumis à la responsabilité élargie du producteur de produits régis par ledit plan;

l'estimation des quantités de produits mis sur le marché belge et des déchets visés à l'article 121, § 2, issus de ces produits;

4° une description de la partie du plan stratégique dédiée aux modalités de l'acquittement des obligations principales du producteur de produits en matière de responsabilité élargie le concernant en vertu du présent titre et ses mesures d'exécution, et comprenant au moins les informations suivantes :

concernant l'obligation de gestion, conformément au présent chapitre, section 1^e, et ses mesures d'exécution :

la couverture géographique en Région wallonne, des produits et des matières;

les dispositions prises en vue de remplir ladite obligation;

les systèmes de collecte de déchets dans les domaines visés au a), ii), prévoyant leur disponibilité suffisante et le cas échéant, où les détenteurs des déchets concernés peuvent les remettre;

les modalités de collaboration avec les acteurs intervenant dans le système de collecte et de traitement auquel il recourt;

les mesures, en ce compris les normes techniques, afférentes au traitement conformément à la législation et à la réglementation environnementale en vigueur, des déchets collectés dans le cadre de l'obligation de gestion;

les dispositions prises pour contribuer au développement et au maintien des emplois locaux de qualité pour les personnes peu qualifiées quel que soit l'employeur ainsi qu'à la formation et à l'insertion socio-professionnelle;

lorsque l'obligation de reprise vise des déchets ménagers, les modalités de collaboration avec les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers ou avec tout autre acteur, notamment en ce qui concerne les points d'apport volontaire;

concernant l'obligation de financement de la gestion des déchets et de certaines mesures de prévention des déchets, conformément au présent chapitre, section 2, et ses mesures d'exécution :

les dispositions prises en vue de couvrir les coûts de la responsabilité élargie du producteur de produits et de toutes autres actions requises en application du présent titre et ses mesures d'exécution en la matière;

le ou les mécanismes d'autocontrôle approprié mis en place conformément à l'article 134, afin d'évaluer la gestion financière;

les modalités et les critères intervenant dans la détermination des contributions environnementales à charge du consommateur;

concernant l'obligation d'information et de sensibilisation, conformément au présent chapitre, section 3, et ses mesures d'exécution :

les mesures d'information des détenteurs des déchets en vue d'atteindre les objectifs fixés par le Gouvernement;

la manière dont sont rendues publiques les informations sur la réalisation des objectifs de gestion des déchets déterminés par le Gouvernement;

concernant l'obligation de rapportage, conformément au présent chapitre, section 4, et ses mesures d'exécution :

les mesures destinées à assurer le rapportage annuel à l'administration;

les mesures de traçabilité des déchets résultant des produits mis sur le marché concernés par le plan stratégique, depuis le producteur initial de déchets jusqu'à leur lieu de destination de valorisation ou d'élimination complète;

les mécanismes d'autocontrôle approprié mis en place conformément à l'article 137, § 2, afin d'évaluer la qualité des données recueillies et communiquées conformément audit article et aux exigences du règlement (CE) n° 1013/2006.

Art. 141. Selon l'obligation ou les obligations visées à l'article 121, § 3, 2°, rendues applicables par le Gouvernement, le producteur de produits complète le plan stratégique visé à l'article 140, au moins des éléments suivants :

1° concernant l'obligation de reprise visée au chapitre 3, section 1^{re}, et ses mesures d'exécution :

les dispositions prises en vue de garantir le respect de ladite obligation;

l'engagement écrit, daté et signé par le producteur de produits agissant seul ou en cas de système collectif, par l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, par lequel il atteste que les déchets qui sont régis par le plan stratégique et qui lui sont présentés par des tiers, en application du présent titre et ses mesures d'exécution, le cas échéant par des détaillants et des distributeurs, seront acceptés gratuitement par lui ou par un ou plusieurs acteurs qu'il aura désigné à cette fin;

lorsque l'obligation de reprise vise des déchets ménagers, les modalités de collaboration avec les personnes morales de droit public responsables de la gestion des déchets ménagers ou avec tout autre acteur, notamment en ce qui concerne les points d'apport volontaire;

2° concernant l'obligation de prévention en matière de déchets visée au chapitre 3, section 2, et ses mesures d'exécution, une description de la partie du plan dédiée à la prévention comprenant des mesures visant à respecter ladite obligation et les indicateurs d'évaluation;

3° concernant l'obligation d'atteindre des objectifs chiffrés de collecte ou de valorisation, notamment de recyclage, ou de tendre vers des valeurs cibles de préparation en vue du réemploi ou de réemploi visée au chapitre 3, section 3, et ses mesures d'exécution, les dispositions prises en vue de garantir le respect de cette ou ces obligations;

4° concernant l'obligation de financement de la propreté publique visée au chapitre 3, section 4, et ses mesures d'exécution :

les dispositions prises en vue de couvrir les coûts de la propreté publique conformément au chapitre 3, section 4, et ses mesures d'exécution;

les mécanismes d'autocontrôle approprié mis en place conformément à l'article 134, afin d'évaluer la gestion financière;

le cas échéant, les modalités et les critères intervenant dans la détermination des contributions environnementales à charge du consommateur.

Sous-section 2 — Exécution et suivi administratif du plan stratégique

Art. 142. Chaque année à partir de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur de la décision d'approbation du plan stratégique individuel ou de la décision d'agrément en matière de responsabilité élargie du producteur de produits, tout titulaire d'un plan stratégique individuel approuvé, le cas échéant sur recours administratif ou tout titulaire d'un agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits délivré, le cas échéant sur recours administratif, réalise un plan annuel d'exécution visant à assurer l'exécution et le suivi administratif du plan stratégique concerné.

En vue d'assurer un dialogue régulier entre les parties prenantes concernées, tout titulaire visé à l'alinéa 1^{er} présente tous les deux ans à compter de l'année suivant celle de la décision d'approbation du plan stratégique individuel ou de la décision d'agrément, les deux derniers plans d'exécution annuels au pôle « Environnement », section « Déchets ».

Art. 143. Au cours de la durée de validité de toutes les décisions d'approbation de plan stratégique individuel et de toutes les décisions d'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, leur titulaire respecte et exécute les mesures arrêtées par voie réglementaire pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits qui le concerne ainsi que la ou les conditions additionnelles décidées en vertu de l'article 187 ou de l'article 194.

CHAPITRE 3. — Obligations activables par le Gouvernement

Section 1 — Obligation de reprise

Sous-section 1 — Dispositions particulières aux déchets ménagers

Art. 144. § 1^{er}. Le détaillant ou le distributeur le cas échéant, acceptent gratuitement du consommateur, tout déchet ménager issu d'un produit remplissant les mêmes fonctions que celui qu'il met à disposition sur le marché et qui est soumis à l'obligation de reprise, à condition que celui-ci se procure ou se soit procuré au maximum trente jours auparavant, auprès dudit détaillant ou distributeur un produit remplissant les mêmes fonctions.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut prévoir, pour chaque régime de responsabilité élargie des producteurs de produits soumis à l'obligation de reprise qu'il détermine, que :

1° soit le détaillant et le distributeur le cas échéant acceptent gratuitement du consommateur, tout déchet issu d'un produit remplissant les mêmes fonctions que celui qu'il met à disposition sur le marché et qui est soumis à l'obligation de reprise sans obligation pour ledit consommateur d'acheter ou de se procurer un produit remplissant les mêmes fonctions;

2° soit l'alinéa 1^{er} n'est pas applicable.

§ 2. Sous réserve du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 2°, le détaillant et le distributeur remettent ou font remettre au producteur de produits ou à toute personne désignée par ledit producteur les déchets que ledit détaillant et ledit distributeur ont acceptés conformément au paragraphe 1^{er}.

Le Gouvernement peut déroger à l'alinéa 1^{er}. Lorsqu'une telle dérogation est prévue par le Gouvernement, le distributeur et le détaillant font traiter lesdits déchets dans des installations autorisées.

Art. 145. Lorsque les déchets soumis à l'obligation de reprise sont des déchets ménagers, le producteur de produits met gratuitement ou assure le financement des conditionnements et autres moyens de collecte nécessaires pour tous les collecteurs autorisés et tous les points de collecte avec lesquels un contrat est conclu en vue de la reprise

des déchets. Les moyens de collecte tiennent notamment compte des capacités maximales de stockage des parcs à conteneurs, des entreprises, notamment des entreprises d'économie sociale agréées en vertu de l'article 103, et le cas échéant, des détaillants.

Le producteur de produits veille également à optimiser la sécurité desdits stockages, la préparation en vue du réemploi et le réemploi.

Art. 146. Sans préjudice de l'article 160, alinéa 1^{er}, 1^o, le producteur de produits collecte ou fait collecter, à ses frais et de manière régulière, tous les déchets soumis à l'obligation de reprise qui le concerne, lorsque lesdits déchets sont rapportés auprès des distributeurs et des détaillants en Région wallonne. Le producteur de produits accepte gratuitement des distributeurs et des détaillants tous les déchets soumis à l'obligation de reprise qui le concerne.

Le distributeur ou le producteur de produits le cas échéant, accepte gratuitement du détaillant, les déchets issus des produits qu'il met à disposition sur le marché et qui sont soumis à l'obligation de reprise.

Art. 147. Sans préjudice de l'article 49, les déchets soumis à l'obligation de reprise peuvent faire l'objet d'une collecte sélective, à l'initiative et à charge du producteur de produits, impliquant leur remise à des collecteurs, des négociants, des courtiers, des transporteurs, des installations ou des entreprises disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets.

Art. 148. Sous réserve de l'article 128, et sauf convention contraire entre le producteur de produits et la ou les personnes morales de droit public concernées, le producteur de produits reprend, à ses frais et de manière régulière, les déchets soumis à l'obligation de reprise qui le concerne, collectés par les personnes morales de droit public territorialement responsables pour la gestion des déchets ménagers, soit en porte à porte, soit auprès des parcs à conteneurs ou d'autres modes de collecte.

Art. 149. Le producteur de produits reprend ou fait reprendre, à ses frais et de manière régulière, les déchets soumis à l'obligation de reprise qui le concerne collectés par les entreprises d'économie sociale agréées en vertu de l'article 103 et par tout autre acteur actif en matière de réemploi et de préparation en vue du réemploi, avec lesquels il a conclu un contrat.

Sous-section 2 — Dispositions particulières aux déchets assimilés et aux déchets d'origine industrielle

Art. 150. Lorsque les déchets soumis à l'obligation de reprise sont des déchets assimilés ou des déchets d'origine industrielle, le producteur initial de tels déchets est libre de choisir un collecteur, un négociant, un courtier, un transporteur, une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets.

Section 2 — Obligation de prévention en matière de déchets

Art. 151. Sans préjudice des compétences de l'État fédéral et lorsque le Gouvernement rend l'obligation de prévention en matière de déchets applicable au régime de responsabilité élargie du producteur de produits le concernant, le producteur de produits prend des mesures visant

à :

1^o diminuer la quantité de déchets occasionnés du fait de la mise sur le marché des produits soumis à la responsabilité élargie du producteur de produits;

2^o diminuer la quantité de déchets dangereux et de matériaux potentiellement nuisibles pour la santé humaine ou l'environnement dans les produits mis sur le marché;

3^o améliorer le potentiel de réemploi et la recyclabilité des produits que le producteur de produits met sur le marché;

4^o limiter les nuisances environnementales tant lors de la conception du produit que lors de son utilisation, en ce compris les mesures d'information visées au chapitre 2, section 3, et ses mesures d'exécution.

Art. 152. § 1^{er}. Lorsque les déchets visés à l'article 121, § 2, sont susceptibles d'une préparation en vue du réemploi, afin de favoriser la préparation en vue du réemploi et le réemploi, le producteur de produits prend des mesures favorisant l'accès au gisement des déchets collectés dans le cadre du régime de responsabilité élargie des producteurs qui le concerne aux entreprises d'économie sociale agréées en vertu de l'article 103 et à tout autre acteur actif en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi. Lesdites mesures comportent au moins l'obligation de transmettre les informations techniques des produits concernés permettant ou facilitant la réparation.

Les modalités d'accès au gisement sont convenues de commun accord entre d'une part le producteur de produits et d'autre part l'entreprise d'économie sociale agréée en vertu de l'article 103 ou tout autre acteur actif en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi.

§ 2. Pour augmenter la préparation en vue du réemploi des déchets visés à l'article 121, § 2, susceptibles d'une telle préparation, l'entreprise d'économie sociale agréée en vertu de l'article 103 et tout autre acteur actif en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi avec lequel le producteur a contracté peuvent extraire des pièces nécessaires à la préparation en vue du réemploi, notamment la réparation desdits déchets. L'extraction ne peut avoir pour but le recyclage desdites pièces.

Art. 153. Sauf disposition contractuelle contraire entre, d'une part, le producteur de produits et, d'autre part, l'entreprise d'économie sociale agréée en vertu de l'article 103 ou tout autre acteur actif en matière de préparation en vue du réemploi et de réemploi, chargeant ladite entreprise d'économie sociale ou ledit acteur de remettre les déchets complets et non réemployables à un collecteur, un négociant, un courtier, un transporteur, une installation ou une entreprise disposant de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre autorisation administrative requise pour effectuer des opérations de regroupement, de prétraitement, de valorisation ou d'élimination desdits déchets, ladite entreprise d'économie sociale ou ledit acteur remet au producteur de produits ou à la personne désignée par celui-ci l'ensemble des déchets complets et non réemployables auxquels elle ou il a accédé via les canaux de collecte du producteur de produits.

Section 3 — Obligation d'atteindre des objectifs chiffrés de collecte ou de valorisation, notamment de recyclage, ou de tendre vers des valeurs cibles de préparation en vue du réemploi ou de réemploi

Art. 154. § 1^{er}. En vertu de la présente section, pour chaque régime de responsabilité élargie des producteurs de produits, le Gouvernement peut prévoir, de manière cumulative ou non, deux types d'obligation :

- 1° une obligation d'atteindre un ou plusieurs objectifs chiffrés de collecte, de valorisation, notamment de recyclage;
- 2° une obligation de tendre vers une ou plusieurs valeurs cibles de préparation en vue du réemploi ou de réemploi.

Lorsque le Gouvernement rend obligatoire une ou l'ensemble des obligations visées à l'alinéa 1^{er}, 1° ou 2°, il fixe les objectifs chiffrés y relatifs et les valeurs cibles y relatives en vertu de l'article 124, § 1^{er}, 2°, et § 2, alinéa 1^{er}, 2°.

§ 2. Concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, lorsque le Gouvernement prévoit, en vertu de l'article 124, § 1^{er}, 2°, ou § 2, alinéa 1^{er}, 2°, un ou plusieurs objectifs de collecte, de réemploi, ou de valorisation, notamment de recyclage, le producteur de produits :

- 1° garantit l'atteinte dudit ou desdits objectifs fixés; et;
- 2° prend toutes les dispositions nécessaires pour que ledit ou lesdits objectifs soient atteints dans les délais prévus.

Concernant le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, lorsque le Gouvernement prévoit en vertu de l'article 124, § 1^{er}, 3°, ou § 2, alinéa 1^{er}, 2°, une ou plusieurs valeurs cibles de collecte, de réemploi, ou de valorisation, notamment de recyclage, le producteur de produits prend des mesures pour que ladite ou lesdites valeurs cibles soient progressivement atteintes au cours du temps.

Section 4 — Obligation de financement de la propreté publique

Art. 155. § 1^{er}. Lorsque le Gouvernement rend l'obligation de financement de la propreté publique applicable à un régime de responsabilité élargie du producteur de produits, le producteur de produits concerné couvre les coûts estimés des services de collecte, en ce compris le nettoyage, des déchets visés à l'article 121, § 2, lorsque ces derniers sont sauvages, ainsi que les services de transport et de traitement ultérieurs desdits déchets sauvages, les mesures de sensibilisation, la collecte et le rapportage de données et les coûts de contribution aux frais généraux de la politique des autorités publiques en matière de déchets sauvages, en ce compris le contrôle.

§ 2. Les coûts à couvrir visés au paragraphe 1^{er} n'excèdent pas les coûts nécessaires à la fourniture des services qui y sont visés de manière rentable et sont établis de manière transparente entre les acteurs concernés.

Les coûts du nettoyage des déchets sauvages se limitent aux activités exercées par la Région wallonne, les communes, les provinces et toute autre personne morale de droit public compétente en la matière, y compris toutes les personnes agissant pour leur compte ou en leur nom. La méthode de calcul est mise au point de telle sorte que les coûts du nettoyage des déchets sauvages puissent être établis de manière proportionnée.

§ 3. Sans préjudice du droit de l'Union européenne, le Gouvernement peut préciser le présent article.

Art. 156. L'article 134 est applicable mutatis mutandis à l'obligation de financement de la propreté publique.

Art. 157. Le Gouvernement peut, par voie réglementaire ou par décision administrative à portée individuelle, le cas échéant par type ou sous-type de déchet visé, fixer des règles contraignantes pour l'imputation des coûts visés à l'article 155. Lesdites règles contraignantes incluent au moins un modèle de calcul desdits coûts et une liste des coûts nets à prendre en charge.

Si le Gouvernement fixe les règles contraignantes visées à l'alinéa 1^{er} par voie réglementaire, il peut en outre organiser l'imputation et la récupération desdits coûts auprès des producteurs de produits concernés via un système de redevance régionale au profit de la Région wallonne et de toutes les autres personnes morales de droit public visées à l'article 155, § 2.

CHAPITRE 4. — *Dispositions particulières applicables aux organismes en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits*

Section 1 — Dispositions introductives

Art. 158. Les dispositions du présent chapitre et celles prises en exécution de celui-ci complètent les dispositions des chapitres 1^{er} à 3 du présent titre et leurs mesures d'exécution.

L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits exécute les obligations qui lui ont été confiées par les producteurs de produits via un agrément délivré conformément au présent titre, le cas échéant sur recours administratif.

Section 2 — Obligations formelles

Art. 159. L'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits d'un organisme qui peut être chargé par des producteurs de produits en vertu du présent titre et de ses mesures d'exécution, ne peut être accordé qu'à des personnes morales qui remplissent chacune les conditions cumulatives suivantes :

- 1° être constituée en association sans but lucratif conformément au Code des sociétés et des associations;
- 2° avoir comme seul objet statutaire la prise en charge pour le compte de ses contractants des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits;
- 3° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association que des personnes respectant l'article 177;
- 4° ne compter parmi ses administrateurs ou parmi les personnes pouvant engager l'association, aucun qui ait été condamné par une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou par une décision administrative définitive imposant une ou plusieurs sanctions administratives, pour au moins une infraction aux législations et réglementations régionales, fédérales en matière de déchets ou toute autre législation et réglementation d'un État membre de l'Union européenne ou de l'Espace Économique Européen en matière de déchets.

Section 3 — Obligations générales

Art. 160. L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits :

- 1° n'exerce aucune activité opérationnelle de gestion des déchets couverts par un régime de responsabilité élargie des producteurs, que ce soit directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une filiale;
- 2° se conforme aux conditions additionnelles fixées dans son agrément;

3° dispose des moyens suffisants pour accomplir les obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits;

4° conclut un contrat d'assurance couvrant les dommages susceptibles d'être causés par son activité;

5° perçoit, de manière non discriminatoire, auprès de ses producteurs de produits adhérents les contributions financières conformément à l'obligation de financement de la prévention ou de la gestion des déchets visées au chapitre 2, section 1;

6° accepte de conclure un contrat d'adhésion respectant le cas échéant le 8° avec tout producteur de produits soumis au régime de responsabilité élargie de produits le concernant, qui le sollicite;

7° dépose chaque année auprès de l'administration, ses bilans et comptes de résultats pour l'année écoulée et ses projets de budget pour l'année suivante, le cas échéant dans les formes et les délais fixés dans l'agrément;

8° adapte les modèles de contrats, en ce compris le modèle de contrat d'adhésion figurant dans la demande d'agrément aux conditions de l'agrément octroyé, dans les délais fixés dans l'agrément;

9° rend publiques les informations sur :

ses administrateurs, ses personnes déléguées à la gestion journalière, ses commissaires et ses personnes habilitées à représenter l'association, ainsi que ses membres adhérents;

les contributions financières versées par les producteurs de produits par unité vendue ou par tonne de produits mis sur le marché belge; et;

la procédure de sélection des opérateurs de gestion des déchets, en ce compris le mécanisme de cotation des offres;

10° le cas échéant, prend les mesures nécessaires pour la collecte sélective du ou des déchets visés par la responsabilité élargie du producteur de produits le concernant;

11° respecte la législation et la réglementation relative à l'emploi des langues dans les matières administratives, dans les actes et documents qu'il produit.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5° :

le Gouvernement peut prendre des mesures visant à favoriser le fait que les contributions financières y visées soient modulées, lorsque cela est possible, pour chaque produit ou groupe de produits similaires, compte tenu notamment de la durabilité, de la réparabilité, des possibilités de réemploi et de la recyclabilité de ceux-ci ainsi que de la présence de substances dangereuses, en adoptant pour ce faire une approche fondée sur le cycle de vie et conforme aux exigences fixées par le droit de l'Union européenne en la matière et, lorsqu'ils existent, sur la base de critères harmonisés afin de garantir le bon fonctionnement du marché intérieur de l'Union européenne;

dans le cadre de l'introduction de sa demande d'agrément ou de sa demande de modification de son agrément, l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits peut :

en complément des mesures d'exécution prises par le Gouvernement sur la base du point a), proposer des dispositions complémentaires en matière d'éco-modulation conformément audit point;

en l'absence de mesures d'exécution prises par le Gouvernement sur la base du point a), proposer des dispositions conformément audit point.

Section 4 — Obligation de constitution d'une sûreté

Art. 161. § 1^{er}. Lorsque le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits le concernant porte en tout ou en partie sur des déchets ménagers, l'organisme en matière de responsabilité élargie du producteur de produits constitue une sûreté financière visant à garantir le respect des obligations applicables au régime de responsabilité élargie des producteurs concerné et dont le montant, déterminé dans la décision d'octroi de l'agrément de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, est équivalent aux frais estimés pour la prise en charge intégrale desdites obligations par les pouvoirs publics pendant une période de neuf mois.

Le Gouvernement peut arrêter des modalités de calcul du montant des sûretés financières ainsi que des modalités de révision du montant desdites sûretés en cours d'exécution de la décision d'octroi de l'agrément de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits.

Chaque sûreté financière est constituée au bénéfice de l'administration dans un délai de soixante jours à compter de la date de notification de la décision d'octroi de l'agrément de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits.

§ 2. La sûreté financière est constituée soit par un dépôt à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit par une garantie bancaire indépendante, soit par un nantissement d'un ou de plusieurs comptes bancaires, à concurrence du montant calculé par l'administration conformément au paragraphe 1^{er}.

Lorsque la sûreté financière est constituée par une garantie bancaire indépendante ou par un nantissement d'un ou de plusieurs comptes bancaires, lesdites sûretés financières sont émises par un établissement de crédit agréé soit auprès de l'Autorité des services et marchés financiers, soit auprès de tout autre autorité d'un État membre de l'Union européenne qui est habilitée à contrôler les établissements de crédit.

Lorsque la sûreté financière est constituée par un nantissement d'un ou de plusieurs comptes bancaires, l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits garantit qu'au moins les deux tiers de la sûreté financière engagée sous forme de nantissement, restent dans tous les cas douze mois par an sur le ou les comptes bancaires donnés en nantissement. Le montant total de la sûreté financière mise à disposition sous forme de nantissement se trouve au moins neuf mois par an sur le ou les comptes bancaires donnés en nantissement. L'administration dispose d'un accès électronique permanent au compte ou aux comptes bancaires donnés en nantissement.

Toute décision d'octroi de l'agrément de l'organisme agréé pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné, n'est exécutoire qu'à partir du moment où l'administration reconnaît que la sûreté a été constituée.

§ 3. En toute hypothèse, concomitamment ou postérieurement à une décision administrative de suspension ou de retrait, le cas échéant rendue sur recours administratif, la sûreté financière est en tout ou en partie libérable sur simple demande de l'administration motivée par l'inexécution, totale ou partielle, de toutes ou certaines des obligations de l'organisme agréé pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné. L'organisme agréé qui constitue la sûreté stipule expressément le contenu du présent paragraphe dans les documents constitutifs de la sûreté financière.

§ 4. L'administration restitue la sûreté financière après avoir dûment constaté qu'à l'expiration ou la terminaison anticipée de la décision d'octroi de l'agrément, un nouvel agrément n'est pas demandé et que le producteur de produits ou l'organisme agréé a satisfait à toutes ses obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits.

L'administration statue sur la restitution de la sûreté financière dans les cent quatre-vingts jours suivant l'expiration ou la terminaison anticipée de la décision d'octroi de l'agrément.

L'administration notifie sa décision à la Caisse des Dépôts et Consignations ou à l'organisme bancaire ayant constitué la sûreté financière ainsi qu'à l'organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné.

§ 5. Le Gouvernement peut adopter des mesures complémentaires portant sur des formes de garantie prévues par le droit des déchets de l'Union européenne.

Section 5 — Obligation en matière de gouvernance

Sous-section 1 — Dispositions introductives

Art. 162. Dans la passation et l'exécution de tout contrat relatif à la responsabilité élargie des producteurs de produits le concernant, passé par lui ou pour son compte, ci-après dénommé en abrégé dans la présente section tout « contrat », l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits prend toutes les mesures nécessaires afin de respecter au moins les dispositions de la présente section et leurs mesures d'exécution.

Lesdits contrats ont une durée minimum de deux ans et une durée maximum de cinq ans.

Le Gouvernement peut, pour chaque régime de responsabilité élargie des producteurs de produits qu'il détermine, porter jusqu'à dix ans la durée maximum visée à l'alinéa 2 pour les contrats portant sur des types de projets pilotes qu'il détermine.

Sous-section 2 — Mise en concurrence des opérateurs économiques

Art. 163. Pour la passation de ses contrats, l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits assure une mise en concurrence des opérateurs économiques susceptibles de répondre à ses besoins dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs de produits le concernant via un appel au marché ou toute autre offre de contracter avec lui.

Sous-section 3 — Égalité, non-discrimination, transparence et proportionnalité

Art. 164. L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits traite les opérateurs économiques sur un pied d'égalité et sans discrimination et agit d'une manière transparente et proportionnée.

Sous-section 4 — Limitation artificielle de la concurrence

Art. 165. § 1^{er}. L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ne peut concevoir un appel au marché ou toute autre offre de contracter avec lui dans l'intention de limiter artificiellement la concurrence. La concurrence est considérée comme artificiellement limitée lorsqu'un appel au marché ou toute autre offre de contracter avec lui est conçu dans l'intention de favoriser ou de défavoriser indûment certains opérateurs économiques.

Les opérateurs économiques ne posent aucun acte, ne concluent aucune convention ou entente de nature à fausser les conditions normales de la concurrence.

§ 2. Le non-respect de la disposition visée au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, donne lieu à l'application des mesures suivantes, excepté dans le cas où le paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, n'est pas non plus respecté, auquel cas le paragraphe 3 est d'application :

1° tant que l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits n'a pas pris de décision finale et que le contrat résultant de l'appel au marché ou de l'offre de contracter n'est pas conclu, l'écartement des demandes de participation ou des offres introduites à la suite d'un tel acte, convention ou entente;

2° lorsque le contrat résultant de l'appel au marché ou de l'offre de contracter est déjà conclu, la cessation sans délai de l'exécution dudit contrat, à moins que l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits n'en dispose autrement par décision motivée.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2°, si l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits prend la décision motivée y visée, il la communique sans délai à l'administration.

§ 3. Le non-respect des dispositions visées au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, accompagné ou non du non-respect des dispositions du paragraphe 1^{er}, alinéa 2, donne lieu à l'application des mesures suivantes :

1° tant que l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits n'a pas encore conclu le contrat résultant de l'appel au marché ou de l'offre de contracter avec lui, la renonciation à l'attribution ou à la conclusion dudit contrat, quelle qu'en soit la forme;

2° lorsque le contrat résultant de l'appel au marché ou de l'offre de contracter avec l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits est déjà conclu, quelle qu'en soit la forme, la cessation sans délai de l'exécution dudit contrat.

Sous-section 5 — Conflits d'intérêt

Art. 166. § 1^{er}. L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits prend les mesures nécessaires permettant de prévenir, de détecter et de corriger de manière efficace les conflits d'intérêt lors de la passation et de l'exécution de ses contrats.

La notion de conflit d'intérêts vise toute situation dans laquelle lors de la passation ou de l'exécution d'un contrat, toute personne liée à l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits de quelque manière que ce soit, ainsi que toute personne susceptible d'influencer la passation de ce contrat ou l'issue de celle-ci, ont directement ou indirectement un intérêt financier, économique ou un autre intérêt personnel qui pourrait être perçu comme compromettant leur impartialité ou leur indépendance dans le cadre de la passation ou de l'exécution dudit contrat.

§ 2. Il est interdit à toute personne liée à l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits de quelque manière que ce soit, ainsi que toute personne susceptible d'influencer la passation d'un contrat ou l'issue de celle-ci, d'intervenir d'une façon quelconque, directement ou indirectement, dans la passation ou l'exécution dudit contrat, dès qu'il peut se trouver, soit personnellement, soit par personne interposée, dans une situation de conflit d'intérêts avec l'un des entrepreneurs, des fournisseurs et des prestataires de services qui est partie audit contrat.

§ 3. L'existence d'un conflit d'intérêts est en tout cas présumée :

1° dès qu'il y a parenté ou alliance, en ligne directe jusqu'au troisième degré et, en ligne collatérale, jusqu'au quatrième degré, ou en cas de cohabitation légale, entre une personne liée à l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits de quelque manière que ce soit, ainsi que toute personne susceptible d'influencer la passation du contrat ou l'issue de celle-ci, et l'un des entrepreneurs, des fournisseurs et des prestataires de services qui est partie audit contrat ou toute autre personne physique qui exerce pour le compte de l'un de ceux-ci un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle;

2° lorsqu'une personne liée à l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits de quelque manière que ce soit, ou une personne susceptible d'influencer la passation d'un contrat ou l'issue de celle-ci, est, lui-même ou par personne interposée, propriétaire, copropriétaire ou associé actif de l'un des entrepreneurs, des fournisseurs et des prestataires de services qui est partie audit contrat ou exerce, en droit ou en fait, lui-même ou, le cas échéant, par personne interposée, un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle.

Toute personne se trouvant dans une situation de conflit d'intérêt est tenue de se récuser. Elle en informe par écrit et sans délai l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits et l'administration.

Lorsqu'une personne liée à l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits de quelque manière que ce soit, ou une personne susceptible d'influencer la passation d'un contrat ou l'issue de celle-ci, détient, soit elle-même, soit par personne interposée, une ou plusieurs actions ou parts représentant au moins cinq pour cent du capital social de l'un des entrepreneurs, des fournisseurs et des prestataires de services audit contrat, elle a l'obligation d'en informer l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits et l'administration.

Sous-section 6 — Respect du droit environnemental, social et du travail

Art. 167. Les opérateurs économiques respectent et font respecter par toute personne agissant en qualité de sous-traitant à quelque stade que ce soit et par toute personne mettant du personnel à disposition pour l'exécution du contrat, toutes les obligations applicables dans les domaines du droit environnemental, social et du travail établies par le droit de l'Union européenne, le droit national, les conventions collectives ou par les dispositions internationales en matière de droit environnemental, social et du travail.

Sans préjudice de l'application des sanctions visées dans d'autres dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles, les manquements aux obligations visées à l'alinéa 1^{er} sont constatés par l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits et donnent lieu, si nécessaire, à l'application des mesures conventionnellement prévues en cas de manquement aux clauses du contrat.

Sous-section 7 — Opérateurs économiques

Art. 168. § 1^{er}. Les opérateurs économiques qui, en vertu de la législation ou de la réglementation de l'État membre dans lequel ils sont établis, sont habilités à fournir la prestation concernée ne peuvent être rejetés au seul motif qu'ils seraient tenus, en vertu de la législation ou de la réglementation applicable en Belgique, d'être soit des personnes physiques, soit des personnes morales.

§ 2. Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux appels aux marchés et aux offres de contracter avec l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits. Ils ne sont pas contraints par l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits d'avoir une forme juridique déterminée pour présenter une demande de participation ou une offre.

Toutes les conditions d'exécution prévues dans un appel au marché ou dans une offre de contracter imposées à de tels groupements d'opérateurs économiques, qui diffèrent de celles imposées aux participants individuels, sont justifiées par des motifs objectifs et doivent être proportionnées.

Malgré l'alinéa 1^{er}, les organismes en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits peuvent exiger que les groupements d'opérateurs économiques adoptent une forme juridique déterminée lorsque le contrat leur a été attribué, pour autant que ceci soit nécessaire pour la bonne exécution dudit contrat.

Sous-section 8 — Principe forfaitaire

Art. 169. Les contrats résultant des appels au marché ou des offres de contracter avec l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits sont passés à forfait, sans qu'il ne puisse être apporté dans le cadre de leur exécution des modifications considérées comme substantielles.

Les contrats peuvent néanmoins être passés sans fixation forfaitaire des prix et ce, dans les cas suivants :

1° dans des cas exceptionnels, pour des travaux, fournitures ou services complexes ou d'une technique nouvelle, présentant des aléas techniques importants, qui obligent à commencer l'exécution des prestations alors que toutes les conditions de réalisation et obligations ne peuvent être déterminées complètement;

2° en cas de circonstances extraordinaires et imprévisibles qu'un organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits diligent ne pouvait pas prévoir, dans le cas de travaux, fournitures ou services urgents dont les conditions d'exécution sont difficiles à définir.

Sous-section 9 — Révision des prix

Art. 170. Le caractère forfaitaire des contrats visé à l'article 169 ne fait pas obstacle à la révision des prix en fonction de facteurs déterminés d'ordre économique ou social, à la condition qu'une clause de révision de prix claire, précise et univoque, soit prévue dans les documents de l'appel au marché ou de l'offre de contracter avec l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits.

La révision des prix doit rencontrer l'évolution des prix des principaux composants du prix de revient.

Si l'opérateur économique a recours à des sous-traitants, ceux-ci doivent, s'il y a lieu, se voir appliquer la révision de leurs prix suivant les modalités fixées par l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits dans les documents de l'appel au marché ou de l'offre de contracter avec lui, et dans la mesure correspondant à la nature des prestations qu'ils exécutent.

Sous-section 10 — Confidentialité

Art. 171. § 1^{er}. Aussi longtemps que l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits n'a pas pris de décision, selon le cas, au sujet de la sélection ou de la qualification des candidats ou participants, de la régularité des offres, de l'attribution de l'appel au marché ou de l'offre de contracter avec lui, ou de la renonciation à la passation de l'appel au marché ou de l'offre de contracter avec lui, les candidats, les participants, les soumissionnaires et les tiers autres que l'administration n'ont aucun accès aux documents relatifs à la procédure de passation, notamment aux demandes de participation ou de qualification, aux offres et aux documents internes de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1^{er} moyennant l'accord écrit du candidat ou du soumissionnaire participant aux négociations, et ce, uniquement pour les informations confidentielles communiquées par ce candidat ou soumissionnaire. Ladite dérogation ne peut pas porter sur le droit d'accès de l'administration aux documents visés à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ne divulgue pas les renseignements que l'opérateur économique lui a communiqué à titre confidentiel, y compris, les éventuels secrets techniques ou commerciaux et les aspects confidentiels de l'offre.

Il en est de même pour toute personne qui, en raison de ses fonctions ou des missions qui lui ont été confiées, a connaissance de tels renseignements confidentiels.

§ 3. L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits peut imposer à l'opérateur économique des exigences visant à protéger la confidentialité des informations qu'il met à sa disposition.

§ 4. Les données à caractère personnel obtenues aux fins du traitement de factures ne peuvent être utilisées qu'à ces fins ou à d'autres fins compatibles avec celles-ci. Les règles de la publication de données à caractère personnel collectées lors du traitement de factures électroniques sont conformes aux finalités de la publication ainsi qu'au principe de protection de la vie privée.

Section 6 — Obligation renforcée en matière de plan stratégique

Art. 172. § 1^{er}. L'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits réalise un plan stratégique conformément à l'article 140 et le cas échéant, conformément à l'article 141, et le complète au moins avec l'ensemble des éléments suivants :

1° une annexe au plan financier et au budget prévisionnel pour la durée de l'agrément, précisant au moins :
l'estimation des recettes des flux de valorisation, notamment de recyclage;

les modes de calcul et d'évaluation et le montant des cotisations couvrant conformément à l'obligation de financement de la gestion des déchets et de certaines mesures de prévention des déchets visée au chapitre 2, section 2, les coûts des obligations qui sont à charge de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ainsi que, par matériau, ses modes de perception;

les conditions et les modalités de révision des cotisations en fonction de l'évolution du coût des obligations mises à charge de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits en application du présent titre et ses mesures d'exécution;

les modes d'affectation des recettes au bénéfice du fonctionnement du système collectif, notamment par l'absence de financements croisés entre les déchets d'origine domestique et les déchets d'origine industrielle, et par la constitution de réserves éventuelles et limitées;

le financement de pertes éventuelles;

2° un modèle de contrat d'adhésion que l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits doit conclure avec les producteurs de produits concernés pour prendre en charge leurs obligations en vertu du présent titre et ses mesures d'exécution.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, d), dans le cadre de sa demande d'agrément ou durant la durée de validité de son agrément via une demande de modification d'agrément, lorsque l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits souhaite constituer des réserves, il en fixe les limites chiffrées ainsi que les mesures applicables en cas de dépassement conformément à la législation ou à la réglementation comptable qui lui est applicable.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, lorsque le plan stratégique concerne des déchets ménagers, il contient également :

1° un modèle de contrat à proposer aux personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers et précisant :

les modalités de collecte des déchets ménagers concernés et de prise en charge de la totalité des déchets ménagers concernés collectés;

les conditions techniques minimales par matériau ou type de déchets pour le tri ainsi que pour la planification et l'organisation de l'enlèvement ainsi que la vente des matériaux triés, soit par la personne morale de droit public concernée, soit par l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits;

la procédure de sélection des opérateurs de gestion des déchets, notamment la manière selon laquelle les contrats de collecte sélective, de tri et de recyclage sont organisés;

une estimation pour la durée de l'agrément des contributions financières versées par les producteurs de produits par unité vendue ou par tonne de produits mis sur le marché belge;

2° un modèle de contrat à proposer, le cas échéant aux entreprises d'économie sociale agréées en vertu de l'article 103, et précisant :

les modalités de collecte des déchets ménagers concernés et de prise en charge de la totalité des déchets ménagers concernés collectés;

les conditions techniques minimales par matériau ou type de déchets pour le tri ainsi que pour la planification et l'organisation de l'enlèvement ainsi que la vente des matériaux réemployés par l'entreprise d'économie sociale agréée en vertu de l'article 103 concernée;

3° l'engagement écrit, daté et signé par le producteur de produits de fournir la preuve de la constitution de la sûreté financière visée au chapitre 4, section 4, au plus tard à la date d'entrée en vigueur de la décision d'octroi de l'agrément.

§ 3. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, lorsqu'elle concerne des déchets assimilés ou des déchets d'origine industrielle, la demande d'agrément contient également :

1° une description de la manière dont le demandeur de l'agrément propose d'intervenir dans les frais de collecte sélective, de recyclage, de valorisation et d'incinération avec récupération d'énergie dans des installations d'incinération de déchets autorisées des détenteurs de déchets assimilés ou de déchets professionnels concernés;

2° une description de la manière dont le demandeur de l'agrément propose d'inciter à la collecte sélective, au recyclage et à la valorisation les détenteurs de déchets assimilés ou de déchets professionnels concernés;

3° un plan d'actions quant à la problématique des déchets assimilés ou des déchets professionnels concernés générés par les petites et moyennes entreprises;

4° une description de la manière dont le demandeur de l'agrément garantira le caractère vérifiable et contrôlable des déchets assimilés et des déchets professionnels recyclés et valorisés;

5° le modèle de contrat que le demandeur de l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits souhaite conclure avec les opérateurs publics ou privés, en vue de remplir les obligations qui lui ont été déléguées par des producteurs de produits en vertu du présent titre et ses mesures d'exécution;

6° le cas échéant, une étude relative aux moyens techniques et à l'infrastructure permettant d'atteindre, chaque année de la période pour laquelle l'agrément est demandé, les objectifs fixés concernant le régime de responsabilité élargie du producteur de produits concerné et prévus par ou en vertu du présent décret.

Section 7 — Dispositions particulières en cas de pluralité d'organismes en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits actifs dans le cadre d'un même régime de responsabilité élargie des producteurs de produits

Art. 173. Lorsque, sur le territoire de la Région wallonne, plusieurs organismes en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits mettent en oeuvre des obligations de la même responsabilité élargie des producteurs de produits pour le compte des producteurs de produits, l'administration surveille la mise en oeuvre des obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits.

Le Gouvernement peut prendre toutes les mesures appropriées visant à assurer la coexistence cohérente de deux ou plusieurs organismes en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits pour la même responsabilité élargie des producteurs de produits sur le territoire de la Région wallonne.

CHAPITRE 5. — Agréments en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits et décisions d'approbation des plans stratégiques individuels

Section 1 — Dispositions communes aux agréments en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits et aux décisions d'approbation des plans stratégiques individuels

Art. 174. § 1^{er}. Nul ne peut exécuter les obligations prévues par et en vertu du présent titre au nom et pour le compte des producteurs de produits visés par un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits sans être préalablement titulaire d'un agrément exécutoire délivré pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné, le cas échéant sur recours administratif.

§ 2. Sous réserve de l'article 127, § 2, 2°, nul ne peut exécuter ses obligations en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits conformément au présent titre et ses mesures d'exécution sans être préalablement titulaire d'un plan stratégique individuel exécutoire approuvé, le cas échéant sur recours administratif.

§ 3. Toute personne titulaire d'un agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits délivré et toute personne titulaire d'un plan stratégique individuel approuvé, par et en vertu du présent titre, signale sans délai à l'administration :

1° tout accident ou incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 32;

2° tout changement d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis l'octroi de l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ou de l'approbation du plan stratégique individuel, y compris la cessation d'activité.

§ 4. Tout agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits délivré ou tout plan stratégique individuel approuvé, par et en vertu du présent titre, est incessible.

§ 5. Tous les actes, factures, publications, lettres, notes de commandes et autres documents émis dans le cadre d'un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits, émanant de toute personne titulaire d'un agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits délivré ou de toute personne titulaire d'un plan stratégique individuel approuvé, par et en vertu du présent titre, contiennent la mention de son agrément ou de son plan stratégique individuel approuvé, ainsi que sa date d'octroi et sa date d'expiration.

Art. 175. Tout agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits délivré ou tout plan stratégique individuel approuvé par et en vertu du présent titre, l'est pour une durée maximale de cinq ans.

Art. 176. Pour l'ensemble des régimes de responsabilité élargie des producteurs de produits :

1° concernant les agréments en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, le Gouvernement est compétent pour statuer sur les recours administratifs introduits contre les décisions de l'administration;

2° concernant les plans stratégiques individuels, le Gouvernement désigne l'autorité compétente sur recours administratif pour statuer sur les recours administratifs introduits contre les décisions de l'administration.

Art. 177. Afin de vérifier que toute personne sollicitant un agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ou l'approbation d'un plan stratégique individuel en vertu du présent titre dispose d'une moralité de nature à assurer une protection adéquate de l'environnement, toute personne physique, toute personne morale ou toute personne ayant le pouvoir légal de représenter une personne morale sollicitant l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ou l'approbation d'un plan stratégique individuel, ne peut pas avoir encouru de condamnation depuis au moins dix ans, en raison d'une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ou d'une décision administrative définitive imposant une ou plusieurs sanctions administratives, et ne peut pas, lors de l'introduction de la demande d'agrément ou d'approbation, être encore sous le coup d'une mesure d'interdiction ou de déchéance portant en totalité ou en partie, sur des activités en matière de déchets qui font l'objet de la demande d'agrément ou d'approbation.

Art. 178. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article D.198 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'administration peut, à tout moment, suspendre pour une durée maximale de six mois ou retirer l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits délivré par et en vertu du présent titre, le cas échéant par le Gouvernement sur recours administratif ainsi que suspendre pour une durée maximale de six mois ou retirer le plan stratégique individuel approuvé par et en vertu du présent titre, le cas échéant par l'autorité compétente sur recours administratif :

1° si le titulaire de l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits n'exécute pas, totalement ou partiellement, toutes ou certaines :

des obligations du producteur de produits prévues par et en vertu du présent titre pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné;

des obligations de l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits conformément au présent chapitre et ses mesures d'exécution;

le cas échéant, la ou les conditions additionnelles insérées dans la décision d'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits conformément à l'article 187;

le cas échéant, les obligations qui lui sont applicables en vertu du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes et ses mesures d'exécution;

2° si le titulaire de plan stratégique individuel n'exécute pas, totalement ou partiellement, toutes ou certaines :

des obligations du producteur de produits prévues par et en vertu du présent titre pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits concerné;

le cas échéant, la ou les conditions additionnelles insérées dans la décision d'approbation de plan stratégique individuelle conformément à l'article 194, le cas échéant approuvée sur recours administratif;

le cas échéant, les obligations qui lui sont applicables en vertu du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes et ses mesures d'exécution.

§ 2. Sauf en cas d'urgence spécialement motivée, toute décision de suspension de l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ou du plan stratégique individuel est prise après avoir donné, au titulaire de l'agrément ou du plan stratégique individuel concerné, la possibilité d'adresser dans un délai minimum de quinze jours ses observations oralement ou par écrit.

Toute décision de retrait de l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits ou du plan stratégique individuel est prise après avoir donné, au titulaire de l'agrément ou du plan stratégique individuel concerné, la possibilité d'adresser dans un délai minimum de quinze jours ses observations oralement ou par écrit.

§ 3. Toute décision de suspension ou de retrait est envoyée au titulaire de l'agrément ou du plan stratégique individuel.

Art. 179. Afin de permettre l'identification des organismes agréés et des producteurs de produits titulaires d'un plan stratégique individuel en vertu du présent titre et de faciliter la prise de contact de ceux-ci par d'autres acteurs de la chaîne de gestion de déchets soumis à un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits conformément au présent titre, l'administration publique et met à jour sur au moins un site internet de la Région wallonne la liste des organismes agréés et la liste des producteurs de produits titulaires d'un plan stratégique individuel et précise les régimes de responsabilité élargie des producteurs de produits pour lesquelles lesdits organismes sont titulaires d'un tel agrément et lesdits producteurs de produits sont titulaires d'un tel plan stratégique individuel.

Lesdites listes peuvent inclure les informations suivantes : 1° s'il s'agit :

d'un organisme agréé : sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, ainsi que, de manière optionnelle pour ledit organisme, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

d'un producteur de produits titulaire d'un plan stratégique individuel :

agissant en personne physique : ses prénom et nom, l'adresse de son entreprise, ainsi que, de manière optionnelle pour ledit producteur, son numéro de téléphone, son adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

agissant en personne morale : sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, ainsi que, de manière optionnelle pour ledit producteur, son numéro de téléphone et son adresse électronique, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises de l'organisme agréé ou du producteur de produits titulaire d'un plan stratégique individuel ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère;

3° le numéro d'identification ou la référence administrative de l'agrément ou de l'approbation du plan stratégique individuel en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits;

4° la date d'expiration de l'agrément ou du plan stratégique individuel;

5° le cas échéant, et de manière optionnelle pour l'organisme agréé ou le producteur de produits titulaire d'un plan stratégique individuel, l'adresse de son site internet;

6° la décision de suspension de l'agrément ou du plan stratégique individuel, y compris la date d'expiration de ladite suspension;

7° la décision de retrait de l'agrément ou du plan stratégique individuel.

Art. 180. § 1^{er}. Sauf disposition contraire ou particulière dans le présent chapitre ou ses mesures d'exécution, tout envoi visé par et en vertu du présent chapitre est exécuté selon l'un des deux modes de communication suivants :

1° soit la voie papier par :

lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé; ou;

par dépôt contre récépissé;

2° soit la voie électronique par :

signature électronique authentifiée;

copie numérique de l'acte administratif ou de toute autre information communiquée dans le cadre du traitement administratif signé manuellement.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, b), et 2°, le Gouvernement peut déterminer les procédés ou les modalités qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception.

§ 2. Pour chaque régime de responsabilité élargie des producteurs de produits visé par le présent titre ou pour certains d'entre eux qu'il détermine, le Gouvernement peut arrêter des formulaires conformes d'agrément et d'approbation de plan stratégique individuel.

Lorsque le Gouvernement arrête un formulaire conforme en vertu de l'alinéa 1^{er}, il peut notamment déterminer au sein dudit formulaire :

- 1° une partie générale commune à tous les régimes de responsabilité élargie des producteurs de produits;
- 2° une partie spécifique dédiée à chaque régime de responsabilité élargie des producteurs de produits.

§ 3. Sauf disposition contraire ou particulière dans le présent titre ou ses mesures d'exécution, tout formulaire conforme arrêté par le Gouvernement est envoyé à l'administration selon l'un des modes de communication visé au paragraphe 1^{er}.

Art. 181. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déterminer et soumettre :

1° certaines mesures à exécuter par le producteur de produits durant la durée de validité de la décision d'approbation du plan stratégique individuel à :

- l'information de l'administration;
- l'avis de l'administration;
- l'approbation de l'administration;

2° certaines mesures à exécuter par l'organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits durant la durée de validité de l'agrément à :

- l'information de l'administration ou à une ou plusieurs instances déterminées par le Gouvernement;
- l'avis de l'administration ou à une ou plusieurs instances déterminées par le Gouvernement;
- l'approbation de l'administration.

§ 2. Pour toutes les décisions administratives d'approbation visées au paragraphe 1^{er}, 1°, c), et 2°, c), ou pour certaines d'entre elles qu'il détermine, le Gouvernement peut rendre applicable mutatis mutandis :

1° concernant les mesures à exécuter par l'organisme en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits durant la durée de validité de la décision d'agrément, l'article 190;

2° concernant les mesures à exécuter par le producteur de produits durant la durée de validité de la décision d'approbation du plan stratégique individuel, l'article 197.

Art. 182. § 1^{er}. Concernant le calcul des délais :

- 1° le jour de l'envoi ou de la réception qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans ce délai;
- 2° le jour de l'échéance d'un délai est compris dans celui-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, lorsque le jour de l'échéance d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

§ 2. Tous les délais visés dans le présent chapitre sont suspendus de plein droit du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

En cas de suspension de délai visée à l'alinéa 1^{er}, les délais d'envoi et d'échéance sont prorogés de la durée de la suspension ou de la prolongation.

Section 2 — Dispositions particulières aux agréments en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits

Sous-section 1 — Contenu de la demande d'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits

Art. 183. Toute demande d'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits contient au moins l'ensemble des éléments suivant :

- 1° un plan stratégique collectif conformément au chapitre 2, section 5 et au chapitre 4, section 6;
- 2° une copie des statuts de la personne morale concernée et ses éventuelles modifications jusqu'à la date d'introduction de la demande d'agrément, tels que publiés au *Moniteur belge*;
- 3° un extrait de casier judiciaire de la personne morale concernée datant de moins de six mois selon le modèle visé à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et ses mesures d'exécution.

Sous-section 2 — Procédures

Art. 184. § 1^{er}. Toute demande d'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, ci-après dénommée dans la présente sous-section la demande d'agrément, est envoyée à l'administration.

§ 2. L'administration envoie au demandeur d'agrément un accusé de réception de sa demande dans un délai de dix jours :

- 1° par pli ordinaire si la demande a été introduite par voie papier;
- 2° par courriel non authentifié ou message non authentifié si la demande a été introduite par voie électronique.

§ 3. L'administration envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de sa demande d'agrément dans un délai de quarante-cinq jours à dater de la réception de la demande d'agrément.

§ 4. Si la demande d'agrément est incomplète, l'administration envoie au demandeur la liste des renseignements ou documents manquants, ci-après dénommés les compléments, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'agrément. Dans ce cas, la procédure administrative recommence à dater de la réception desdits compléments.

Le demandeur d'agrément envoie à l'administration les compléments demandés dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de la demande desdits compléments.

L'administration envoie au demandeur d'agrément un accusé de réception des compléments dans un délai de dix jours :

- 1° par pli ordinaire si lesdits compléments ont été envoyés par voie papier;
- 2° par courriel non authentifié ou message non authentifié si lesdits compléments ont été envoyés par voie électronique.

Dans les trente jours à dater de la réception des compléments par l'administration, celle-ci envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément.

L'administration envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère irrecevable de la demande d'agrément si :

- 1° elle a été introduite sans respecter l'article 177;
- 2° elle a été introduite sans respecter l'article 180 et ses mesures d'exécution;
- 3° elle a été introduite sans respecter l'article 183 et ses mesures d'exécution;
- 4° le demandeur d'agrément n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe;
- 5° elle est considérée incomplète à deux reprises;
- 6° elle a été introduite sans respecter l'article 189.

§ 5. Au terme des délais prévus aux paragraphes 3 et 4, à défaut d'envoi de la décision statuant sur le caractère complet et recevable ou irrecevable de la demande d'agrément au demandeur, la demande d'agrément est réputée recevable de plein droit.

Art. 185. Endéans les nonantes jours à compter du jour où l'administration envoie la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément ou en l'absence d'une telle décision, le jour de la décision tacite de recevabilité conformément à l'article 184, § 5, elle sollicite l'avis du pôle « Environnement », section « Déchets ». Ladite demande d'avis comporte au moins un projet de décision.

Le pôle « Environnement », section « Déchets », envoie son avis dans un délai de quarante-cinq jours à dater de sa saisine par l'administration.

À défaut d'envoi d'avis dans les délais prévus à l'alinéa 2, la procédure se poursuit.

Art. 186. À compter de la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'agrément ou en l'absence d'une telle décision, à compter de la décision tacite de recevabilité conformément à l'article 184, § 5, l'administration envoie la décision d'octroi ou de refus de l'agrément au demandeur dans un délai de cent vingt jours.

Au terme du délai prévu à l'alinéa 1^{er}, à défaut d'envoi de la décision statuant sur l'octroi ou le refus d'agrément au demandeur, la demande d'agrément est réputée refusée de plein droit.

Art. 187. § 1^{er}. La décision d'agrément de l'administration ou le cas échéant du Gouvernement sur recours administratif :

- 1° précise sa durée de validité, qui ne peut dépasser cinq ans;
- 2° le cas échéant, identifie les actes et les documents, en exécution du plan stratégique collectif, soumis aux procédures d'information, d'avis ou d'approbation conformément aux mesures d'exécution prises en vertu de l'article 181;
- 3° le cas échéant, prévoit une ou plusieurs conditions additionnelles jugées nécessaires au respect des dispositions législatives, réglementaires et notamment du plan wallon des déchets-ressources, applicables au régime de responsabilité élargie du producteur de produit concerné;
- 4° le cas échéant, prévoit la fixation d'une sûreté conformément au chapitre 4, section 4.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, chaque décision d'agrément prévoyant une période inférieure à cinq ans est motivée.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, si une condition additionnelle consiste à réaliser des actes ou produire des documents de manière récurrente au cours de la durée de validité de l'agrément, la décision de l'administration ou du Gouvernement sur recours administratif en précise la fréquence. Si une condition additionnelle consiste à réaliser des actes ou produire des documents dépourvus de caractère récurrent, la décision de l'administration ou du Gouvernement sur recours administratif précise le délai imparti ou la date butoir visant à rencontrer ladite condition.

§ 2. Le présent article est également applicable au cours de la durée de validité de l'agrément délivré par l'administration ou par le Gouvernement sur recours administratif.

§ 3. Aucune condition additionnelle ne peut déroger ou être moins sévère que le présent décret et ses mesures d'exécution.

Art. 188. § 1^{er}. Au cours de la durée de validité de l'agrément délivré par l'administration ou par le Gouvernement sur recours administratif, l'administration peut d'initiative compléter ou modifier l'agrément délivré par elle ou par le Gouvernement sur recours administratif :

- 1° si cela est considéré nécessaire pour assurer le respect des mesures d'exécution prises par et en vertu du présent titre;
- 2° si elle constate que la ou les conditions additionnelles imposées en vertu de l'article 187 n'est plus ou ne sont plus appropriées pour assurer le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au régime de responsabilité élargie du producteur de produit concerné, notamment l'article 32;
- 3° si elle constate un changement d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance de l'agrément ou de l'enregistrement.

Sauf en cas d'urgence spécialement motivé, toute décision de modification d'agrément visée à l'alinéa 1^{er} est prise après avoir donné à son titulaire la possibilité d'adresser ses observations oralement ou par écrit.

La décision de modification est envoyée au titulaire de l'agrément.

§ 2. Au cours de la durée de validité de l'agrément délivré en première instance ou sur recours administratif, le titulaire d'agrément peut d'initiative demander à l'autorité délivrante en première instance de modifier son agrément en raison d'un ou de plusieurs changements d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance de l'agrément, y compris la cessation d'activité.

Les articles 184 et 186 sont applicables mutatis mutandis à la demande de modification d'agrément visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 189. Sous peine d'irrecevabilité, tout titulaire d'agrément peut introduire une nouvelle demande d'agrément portant sur le même régime de responsabilité élargie des producteurs de produits pour lequel il est déjà agréé, au plus tôt trois cent soixante-cinq jours avant l'expiration de la durée de son agrément.

Art. 190. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès du Gouvernement à l'encontre des décisions ou l'absence dans le délai imparti de décision de l'administration en matière d'agrément.

Le droit d'introduire ledit recours administratif est accordé exclusivement au demandeur d'agrément ou au titulaire d'agrément, ci-après dénommé le requérant.

§ 2. Lorsque le recours administratif porte sur une décision de suspension prise en vertu de l'article 178, il est non suspensif de la décision de suspension dont recours administratif.

Lorsque le recours administratif porte sur une décision tacite ou explicite autre que celle visée à l'alinéa 1^{er}, il est suspensif de la décision dont recours administratif.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est introduit dans un délai de trente jours :

1° à dater de la réception de la décision visée à l'article 178, 184, 186, 187 ou 188; ou;

2° en l'absence de décision telle que visée au 1°, à dater de l'expiration du délai imparti à l'administration pour rendre la décision.

§ 4. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est initié par requête introduite auprès du Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin selon les modalités prévues par ou en vertu de l'article 180. Concomitamment, le requérant transmet une copie de sa requête à l'administration.

Ladite requête est signée et comprend au minimum les informations suivantes :

1° si le requérant est :

une personne physique : ses prénom et nom, sa date de naissance, l'adresse de son entreprise, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

une personne morale :

sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact; et;

les prénom, nom et qualité de la personne mandatée par la personne morale concernée pour introduire le recours;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises du requérant ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère;

3° l'objet, la date et la copie de la décision dont recours administratif;

4° les moyens développés à l'encontre de la décision dont recours administratif.

§ 5. Dans les trente jours à dater de la réception de la requête par le Gouvernement ou la personne qu'il désigne à cette fin, celui-ci ou celle-ci envoie au requérant un accusé de réception de sa requête.

§ 6. Le Gouvernement envoie au requérant la décision statuant sur recours administratif dans un délai de nonante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception de la requête.

La décision sur recours administratif remplace la décision délivrée par l'administration ou en l'absence d'une telle décision, la décision de l'administration tacite de plein droit.

§ 7. Au terme du délai prévu au paragraphe 6, à défaut d'envoi au requérant de la décision statuant sur recours administratif, la décision dont recours administratif ou en l'absence d'une telle décision, la décision tacite de refus en première instance, est confirmée de plein droit.

Section 3 — Dispositions particulières aux décisions d'approbation de plan stratégique individuel

Sous-section 1 — Contenu de la demande d'approbation de plan stratégique individuel

Art. 191. Toute demande d'approbation de plan stratégique individuel contient l'ensemble des éléments suivant :

1° un plan stratégique individuel conformément au chapitre 2, section 5 du présent titre;

2° si le producteur de produits est une personne morale :

une copie des statuts de ladite personne et ses éventuelles modifications jusqu'à la date d'introduction de la demande d'agrément, tels que publiés au *Moniteur belge*;

un extrait de casier judiciaire de ladite personne morale datant de moins de six mois selon le modèle visé à l'article 596, alinéa 1^{er}, du Code d'instruction criminelle et ses mesures d'exécution.

Sous-section 2 — Procédures

Art. 192. § 1^{er}. Toute demande d'approbation de plan stratégique individuel est envoyée à l'administration.

§ 2. L'administration envoie au demandeur d'approbation du plan stratégique individuel un accusé de réception de sa demande dans un délai de dix jours :

1° par pli ordinaire si la demande a été introduite par voie papier;

2° par courriel non authentifié ou message non authentifié si la demande a été introduite par voie électronique.

§ 3. L'administration envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de sa demande d'approbation du plan stratégique individuel dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'approbation du plan stratégique individuel.

§ 4. Si la demande d'approbation du plan stratégique individuel est incomplète, l'administration envoie au demandeur la liste des renseignements ou documents manquants, ci-après dénommés les compléments, dans un délai de trente jours à dater de la réception de la demande d'approbation du plan stratégique individuel. Dans ce cas, la procédure administrative recommence à dater de la réception desdits compléments.

Le demandeur d'approbation du plan stratégique individuel envoie à l'administration les compléments demandés dans un délai de trente jours à dater de l'envoi de la demande desdits compléments.

L'administration envoie au demandeur d'approbation du plan stratégique individuel un accusé de réception des compléments dans un délai de dix jours :

1° par pli ordinaire si lesdits compléments ont été envoyés par voie papier;

2° par courriel non authentifié ou message non authentifié si lesdits compléments ont été envoyés par voie électronique.

Dans les vingt jours à dater de la réception des compléments par l'administration, celle-ci envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'approbation du plan stratégique individuel.

L'administration envoie au demandeur la décision statuant sur le caractère irrecevable de la demande d'approbation du plan stratégique individuel si :

- 1° elle a été introduite sans respecter l'article 177;
- 2° elle a été introduite sans respecter l'article 180 et ses mesures d'exécution;
- 3° elle a été introduite sans respecter l'article 191 et ses mesures d'exécution;
- 4° le demandeur d'approbation du plan stratégique individuel n'a pas envoyé les compléments demandés dans le délai visé à l'alinéa 2 du présent paragraphe;
- 5° elle est considérée incomplète à deux reprises;
- 6° elle a été introduite sans respecter l'article 196.

§ 5. Au terme des délais prévus aux paragraphes 3 et 4, à défaut d'envoi de la décision statuant sur le caractère complet et recevable ou irrecevable de la demande d'approbation du plan stratégique individuel au demandeur, la demande d'approbation du plan stratégique individuel est réputée recevable de plein droit.

Art. 193. À compter de la décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'approbation du plan stratégique individuel ou en l'absence d'une telle décision, à compter de la décision tacite de recevabilité conformément à l'article 192, § 5, l'administration envoie la décision d'approbation ou de refus du plan stratégique individuel au demandeur dans un délai de soixante jours.

Au terme du délai prévu à l'alinéa 1^{er}, à défaut d'envoi de la décision statuant sur l'approbation ou le refus d'approbation au demandeur, la demande d'approbation est réputée refusée de plein droit.

Art. 194. § 1^{er}. La décision d'approbation de l'administration ou le cas échéant de l'autorité compétente sur recours administratif :

- 1° précise sa durée de validité, qui ne peut dépasser cinq ans;
- 2° le cas échéant, identifie les actes et les documents, en exécution du plan stratégique individuel, soumis aux procédures d'information, d'avis ou d'approbation conformément aux mesures d'exécution prises en vertu de l'article 181;
- 3° le cas échéant, prévoit une ou plusieurs conditions additionnelles jugées nécessaires au respect des dispositions législatives, réglementaires et notamment du plan wallon des déchets-ressources, applicables au régime de responsabilité élargie du producteur de produit concerné;
- 4° le cas échéant, prévoit la fixation d'une sûreté conformément au chapitre 4, section 4.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, chaque décision d'approbation du plan stratégique individuel prévoyant une période inférieure à cinq ans est motivée.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2° et 3°, si une condition additionnelle consiste à réaliser des actes ou produire des documents de manière récurrente au cours de la durée de validité du plan stratégique individuel, la décision de l'administration ou de l'autorité compétente sur recours administratif en précise la fréquence. Si une condition additionnelle consiste à réaliser des actes ou produire des documents dépourvus de caractère récurrent, la décision de l'administration ou de l'autorité compétente sur recours administratif précise le délai imparti ou la date butoir visant à rencontrer ladite condition.

§ 2. Le présent article est également applicable au cours de la durée de validité du plan stratégique individuel approuvé par l'administration ou par l'autorité compétente sur recours administratif.

§ 3. Aucune condition additionnelle ne peut déroger ou être moins sévère que le présent décret et ses mesures d'exécution.

Art. 195. § 1^{er}. Au cours de la durée de validité du plan stratégique individuel approuvé par l'administration ou par l'autorité compétente sur recours administratif, l'administration peut d'initiative compléter ou modifier le plan stratégique individuel approuvé par elle ou par l'autorité compétente sur recours administratif :

- 1° si cela est considéré nécessaire pour assurer le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables au régime de responsabilité élargie du producteur de produit concerné;
- 2° si elle constate que les conditions additionnelles imposées en vertu de l'article 194 ne sont plus appropriées pour assurer le respect du régime de responsabilité élargie du producteur de produit concerné;
- 3° si elle constate un changement d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis l'approbation du plan stratégique individuel.

Sauf en cas d'urgence spécialement motivé, toute décision de modification de plan stratégique individuel approuvé visée à l'alinéa 1^{er} est prise après avoir donné à son titulaire la possibilité d'adresser ses observations oralement ou par écrit.

La décision de modification est envoyée au titulaire de l'agrément.

§ 2. Au cours de la durée de validité du plan stratégique individuel approuvé en première instance ou sur recours administratif, le titulaire du plan stratégique individuel approuvé peut d'initiative demander à l'autorité délivrante en première instance de modifier son plan stratégique individuel approuvé en raison d'un ou de plusieurs changements d'une des données essentielles figurant dans le dossier de demande intervenu depuis la délivrance d'un tel plan stratégique, y compris la cessation d'activité.

Les articles 192 et 193 sont applicables mutatis mutandis à la demande de modification d'agrément visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 196. Sous peine d'irrecevabilité, tout titulaire d'un plan stratégique individuel peut introduire une nouvelle demande d'approbation d'un plan stratégique individuel portant sur le même régime de responsabilité élargie des producteurs de produits pour lequel il est déjà titulaire d'un tel plan stratégique, au plus tôt cent vingt jours avant l'expiration de la durée de son plan stratégique individuel approuvé.

Art. 197. § 1^{er}. Un recours administratif est ouvert auprès de l'autorité compétente sur recours administratif à l'encontre des décisions ou l'absence dans le délai imparti de décision de l'administration en matière de plan stratégique individuel.

Le droit d'introduire ledit recours administratif est accordé exclusivement au demandeur de plan stratégique individuel ou au titulaire de plan stratégique individuel, ci-après dénommé le requérant.

Le recours administratif est suspensif de la décision dont recours administratif.

§ 2. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est introduit dans un délai de trente jours :

1° à dater de la réception de la décision visée à l'article 178, 192, 193, 194 ou 195;

2° en l'absence de décision telle que visée au 1°, à dater de l'expiration du délai imparti à l'administration pour rendre la décision.

§ 3. Sous peine d'irrecevabilité, le recours administratif est initié par requête introduite selon les modalités prévues par ou en vertu de l'article 180. Concomitamment, le requérant transmet une copie de sa requête à l'administration.

Ladite requête est signée et comprend au minimum les informations suivantes :

1° si le requérant est :

une personne physique : ses prénom et nom, sa date de naissance, l'adresse de son entreprise, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact;

une personne morale :

sa dénomination ou sa raison sociale, l'adresse de son siège social, son numéro de téléphone et son adresse électronique ainsi que, de manière optionnelle pour le requérant, le numéro de téléphone et l'adresse électronique de toute autre personne ou service de contact; et;

les prénom, nom et qualité de la personne mandatée par la personne morale concernée pour introduire le recours;

2° le cas échéant, le numéro d'inscription à la Banque-Carrefour des Entreprises du requérant ou, à défaut, son numéro d'identification à tout autre registre de commerce ou des métiers similaire, le cas échéant délivré en vertu d'une législation ou d'une réglementation étrangère;

3° l'objet, la date et la copie de la décision dont recours administratif;

4° les moyens développés à l'encontre de la décision dont recours administratif.

§ 4. Dans les trente jours à dater de la réception de la requête par l'autorité compétente sur recours administratif, celle-ci envoie au requérant un accusé de réception de sa requête.

§ 5. L'autorité compétente sur recours administratif envoie au requérant la décision statuant sur recours administratif dans un délai de nonante jours à dater de l'envoi de l'accusé de réception de la requête.

La décision sur recours administratif remplace la décision d'approbation rendue par l'administration ou en l'absence d'une telle décision, la décision de l'administration tacite de plein droit.

§ 6. Au terme du délai prévu au paragraphe 5, à défaut d'envoi au requérant de la décision statuant sur recours administratif, la décision dont recours administratif ou en l'absence d'une telle décision, la décision tacite de refus en première instance, est confirmée de plein droit.

TITRE 3 — DISPOSITIONS DIVERSES

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions administratives et pénales

Section 1 — Mesures de remise en état et mesures de sécurité

Art. 198. § 1^{er}. Lorsque la présence de déchets risque de constituer une menace grave pour l'homme ou pour l'environnement, le Gouvernement peut prendre toutes mesures utiles pour prévenir le danger ou pour y remédier. Il peut en ordonner le transfert à un endroit désigné par lui dans le respect des dispositions du plan wallon des déchets-ressources.

Le Gouvernement peut ordonner que le détenteur des déchets et, si les déchets ont été abandonnés, rejetés ou gérés irrégulièrement, toute personne qu'il désigne ayant participé à l'irrégularité, procèdent à la remise en état du site dans le délai et aux conditions fixés par le Gouvernement.

À défaut pour cette ou ces personnes de prendre les mesures imposées dans le délai fixé, le Gouvernement peut confier à la SPAQuE, l'exécution d'office de la remise en état, laquelle s'effectue à charge de la ou des personnes mises en demeure. En outre, le Gouvernement peut imposer que les personnes visées au présent alinéa fournissent une sûreté au bénéfice de l'administration, suivant l'une des modalités prévues à l'article 55 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à concurrence du montant déterminé par l'administration et équivalant à l'estimation des frais qu'entraînera, pour les pouvoirs publics, l'exécution des mesures d'exécution d'office.

Le Gouvernement avise par recommandé la ou les personnes devant fournir la sûreté en précisant le montant et les modes de constitution possibles. Si aucune sûreté n'a été fournie dans les huit jours, le Gouvernement fait signifier au détenteur, à la personne ou aux personnes désignées conformément à l'alinéa 2, un commandement de payer dans les vingt-quatre heures à peine d'exécution par voie de saisie.

La fourniture d'une sûreté au montant insuffisant, en suite de la signification d'un commandement, ne fait pas obstacle à la continuation des poursuites.

Le délai du commandement étant expiré, le Gouvernement peut faire procéder à saisie, laquelle s'effectue de la manière établie par le Code judiciaire.

Sur délégation du Gouvernement, l'administration peut prendre les mesures ou exercer les actions prévues au présent article, au nom de la Région wallonne.

§ 2. Le Gouvernement ou le bourgmestre peut faire appel aux forces de l'ordre et aux services de la protection civile pour assurer toute mesure utile pour prévenir le danger ou pour y remédier ainsi que pour assurer l'enlèvement et le transport des déchets ainsi que la sécurité de ces opérations. Il en adresse demande aux membres compétents du Gouvernement fédéral.

§ 3. Le Gouvernement enjoint également aux autorités communales de mettre en oeuvre tous les moyens techniques et humains nécessaires à assurer la bonne fin des mesures moyennant indemnisation par lui et d'en informer les populations concernées.

§ 4. Les mesures prises en vertu du présent article valent permis d'environnement, permis d'urbanisme, permis unique et déclaration d'établissement de classe 3 au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et du Code du développement territorial et leurs mesures d'exécution.

§ 5. Le Gouvernement informe l'administration régionale des mesures prises en application du présent article.

Section 2 — Commission d'agrément en matière de déchets

Art. 199. § 1^{er}. Il est créé une Commission d'agrément en matière de déchets.

Elle est notamment chargée de remettre les avis sur toute demande d'agrément portant sur une activité de collecte, de négoce et de courtage de déchets dangereux ou sur une activité de transport de déchets dangereux.

Le Gouvernement peut soumettre à l'avis de la Commission d'agrément en matière de déchets toute question relative à l'octroi d'agréments en matière de déchets.

§ 2. Sans préjudice du décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, la Commission d'agrément en matière de déchets est composée :

1° du directeur général de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement ou de son délégué, qui en assume la présidence;

2° de l'inspecteur général du Département du sol et des déchets de l'administration ou de son délégué;

3° de l'inspecteur général du Département des Permis et Autorisations ou de son délégué;

4° de l'inspecteur général du Département de l'Environnement et de l'Eau ou de son délégué;

5° de l'inspecteur général du Département de la Police et des Contrôles ou de son délégué;

6° de trois experts choisis en vertu de leur compétence scientifique particulière notamment dans les domaines suivants : génie chimique, toxicologie et agronomie;

7° d'un représentant de l'Institut scientifique de Service public (ISSEP);

8° d'un secrétaire choisi au sein de l'administration.

Les membres de la Commission d'agrément en matière de déchets visés à l'alinéa 1^{er}, 6° à 8°, sont nommés pour un terme de six ans par le Gouvernement. Leur mandat est renouvelable à l'expiration du délai.

Lorsque le mandat prend fin avant terme, le Gouvernement nomme un remplaçant qui achève le mandat en cours.

Tous les membres de la Commission d'agrément en matière de déchets ont voix délibérative à l'exception du secrétaire.

La Commission d'agrément en matière de déchets ne siège valablement que si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative sont présents. L'avis est donné à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 3. La Commission d'agrément en matière de déchets peut convoquer et entendre le demandeur ou le titulaire d'agrément, ainsi que toute autre personne qu'elle juge utile.

À défaut de disposition contraire ou particulière dans le présent décret ou ses mesures d'exécution, la Commission d'agrément en matière de déchets rend son avis dans un délai de soixante jours à dater du jour où elle a été saisie de la demande. Passé ce délai, la procédure se poursuit.

Si la Commission d'agrément en matière de déchets émet un avis favorable, elle peut proposer des conditions d'exercice d'activités, notamment en matière de garanties financières.

Section 3 — Commission d'avis sur les recours administratifs en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits

Art. 200. § 1^{er}. Il est créé une Commission d'avis sur les recours administratifs en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, ci-après dénommée la « Commission d'avis ».

La Commission d'avis remet un avis au Gouvernement sur les recours administratifs introduits contre toutes les décisions de l'administration concernant un plan stratégique individuel ou un agrément en la matière.

§ 2. Sans préjudice du décret du 27 mars 2014 visant à promouvoir une représentation équilibrée des hommes et des femmes dans les organes consultatifs, la Commission d'avis est composée :

1° d'un représentant du ministre-président, qui en assume la présidence;

2° d'un représentant du ministre ayant la politique des déchets dans ses attributions;

3° d'un représentant du ministre ayant la politique économique dans ses attributions.

Chaque représentant a une voix délibérative.

§ 3. Les membres de la Commission d'avis peuvent se faire assister par une ou plusieurs personnes de leur choix.

La ou lesdites personnes n'ont pas de voix délibérative.

§ 4. La Commission d'avis ne siège valablement que si la moitié au moins des membres ayant voix délibérative sont présents. L'avis est donné à la majorité simple des membres présents. En cas de parité des voix, celle du président est prépondérante.

§ 5. La Commission d'avis peut convoquer et entendre le requérant, ainsi que toute autre personne qu'elle juge utile.

§ 6. Le Gouvernement arrête les modalités de composition et de fonctionnement de la Commission d'avis.

Les membres de la Commission d'avis sont nommés par le Gouvernement.

Section 4 — Dispositions administratives communes

Art. 201. L'administration ou tout autre autorité compétente visée par ou en vertu du présent décret peut demander toute information ou tout document supplémentaire qu'elle juge utile à l'examen des demandes et au suivi des autorisations, notamment des agréments, et des enregistrements, visés par ou en vertu du présent décret.

Pour ce faire, l'administration ou tout autre autorité compétente visée par ou en vertu du présent décret peut notamment demander auprès des services administratifs compétents la date de décès d'une personne physique.

Art. 202. § 1^{er}. Toutes les données à caractère personnel, ci-après les informations, recueillies ou communiquées dans le cadre de l'article 8, §§ 3, 4, et 6, de l'article 9, §§ 5 et 6, de l'article 44, de l'article 45, § 2, de l'article 53, § 3, de l'article 70, des articles 82 à 120, de l'article 129, des articles 138 à 143, de l'article 161, de l'article 166, des articles 172 à 197, et leurs mesures d'exécution, à l'administration, à l'autorité compétente, à l'autorité délivrante en première instance, à l'autorité compétente sur recours administratif ou au Gouvernement, qu'elles soient sous format numérique ou sur support papier, sont traitées en ayant pour finalité :

1° le respect du présent décret et ses mesures d'exécution, spécialement le traitement des demandes portant sur les agréments, les enregistrements ou toute autre décision administrative, ainsi que le suivi administratif et le contrôle y relatifs;

2° si la détention d'un permis d'environnement ou d'une déclaration d'établissement de classe 3 est érigée en condition d'octroi de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre décision administrative visé par ou en vertu du présent décret, le contrôle du respect du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution;

3° le respect du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes, spécialement le contrôle visant à assurer que le titulaire d'un agrément, d'un enregistrement ou de toute autre décision administrative visée par ou en vertu du présent décret respecte les obligations qui lui sont applicables en vertu dudit décret fiscal;

4° la gestion des contentieux, l'exécution des décisions juridictionnelles et le recouvrement en matière de déchets, de circularité des matières et de propreté publique dans le cadre des législations et réglementations visées aux 1° à 3°;

5° la préparation ou l'élaboration du plan wallon des déchets-ressources, d'une législation ou d'une réglementation en matière de déchets;

6° le respect d'obligations internationales, européennes ou interrégionales. Pour chaque procédure administrative qu'il instaure par ou en vertu du présent décret, le Gouvernement peut préciser la ou les finalités de traitement visées à l'alinéa 1^{er}, 1° à 6°.

§ 2. L'administration ou toute autre autorité compétente désignée à cet effet par le Gouvernement est le responsable du traitement au sens de l'article 4, 7), du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE.

Concernant le titre 1^{er}, chapitre 6, du présent décret et ses mesures d'exécution, les informations récoltées par l'autorité délivrante en première instance et par l'autorité compétente sur recours administratif dans le cadre des procédures en matière d'agrément ou d'enregistrement prévues par ledit chapitre sont sous la responsabilité de celles-ci. Au terme de toute procédure de recours administratif, l'autorité compétente sur recours administratif transmet sans délai l'intégralité des données récoltées dans le cadre de ladite procédure à l'autorité délivrante en première instance.

Concernant le titre 2 du présent décret et ses mesures d'exécution :

1° les informations récoltées par l'administration et par l'autorité compétente sur recours administratif dans le cadre des procédures relatives au plan stratégique individuel sont sous la responsabilité de celles-ci;

2° les informations récoltées par l'administration et par le Gouvernement dans le cadre des procédures relatives à l'agrément en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits sont sous la responsabilité de ceux-ci.

Au terme de toute procédure de recours administratif, l'autorité compétente sur recours administratif ou le Gouvernement transmet sans délai l'intégralité des données récoltées dans le cadre de ladite procédure à l'administration.

§ 3. Les informations sont conservées par le responsable du traitement visé au paragraphe 2 pendant une durée maximale de cinq ans à partir du jour qui suit la date d'expiration de l'agrément, de l'enregistrement ou de toute autre décision administrative sollicité par la personne concernée, de la décision d'irrecevabilité ou de refus ou, en cas de litige juridictionnel ou situation de recouvrement, de la dernière décision juridictionnelle coulée en force de chose jugée ou de tout autre titre exécutoire. Lesdites informations, pour autant qu'elles aient été préalablement anonymisées, peuvent être utilisées à des fins statistiques ou d'amélioration de la politique de gestion des déchets.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, dans le cadre de l'article 8, §§ 3, 4 et 6, et de l'article 9, §§ 5 et 6, et de leurs mesures d'exécution, les informations sont conservées par le responsable du traitement visé au paragraphe 2 pendant une durée maximale de dix ans à partir du jour qui suit la date d'expiration de la décision administrative sollicitée par la personne concernée, de la décision d'irrecevabilité ou de refus ou, en cas de litige juridictionnel ou situation de recouvrement, de la dernière décision juridictionnelle coulée en force de chose jugée ou de tout autre titre exécutoire. Lesdites informations, pour autant qu'elles aient été préalablement anonymisées, peuvent être utilisées à des fins statistiques ou d'amélioration de la politique de gestion des déchets.

Art. 203. § 1^{er}. Lorsque plusieurs agréments, plusieurs enregistrements, plusieurs certificats d'utilisation ou plusieurs autres autorisations ou décisions administratives à portée individuelle sont requis dans le chef de la même personne ou sollicités par elle en application du présent décret et ses mesures d'exécution, le Gouvernement peut réglementer l'octroi d'un agrément unique, d'un enregistrement unique ou de toute autre autorisation ou décision administrative à portée individuelle unique.

§ 2. Lorsque la tenue de plusieurs registres, de plusieurs bordereaux de suivi ou l'accomplissement de plusieurs déclarations sont requis dans le chef de la même personne ou sollicités par elle en application du présent décret et ses mesures d'exécution, le Gouvernement peut réglementer la tenue d'un registre, d'un bordereau de suivi ou d'une déclaration unique.

§ 3. Lorsque le Gouvernement arrête les procédures administratives en vertu du présent décret, le Gouvernement prend des mesures visant à favoriser les communications par voie électronique entre les usagers et l'administration.

Section 5 — Dispositions pénales

Art. 204. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens de la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'environnement, celui ou celle qui :

1° dissimule la nature d'un déchet;

2° ne respecte pas les dispositions arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 8, § 2;

- 3° ne respecte pas les dispositions décidées et publiées au *Moniteur belge* en vertu de l'article 8, § 3, par le Gouvernement ou par l'autorité compétente désignée à cet effet;
- 4° ne respecte pas les dispositions arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 9, § 2;
- 5° ne respecte pas les dispositions décidées et publiées au *Moniteur belge* en vertu de l'article 9, § 4, par le Gouvernement ou par l'autorité compétente désignée à cet effet;
- 6° ne respecte pas l'article 9, § 5;
- 7° ne respecte pas l'article 22, § 1^{er}, 8°, et ses mesures d'exécution;
- 8° ne respecte pas les articles 24 à 27 et leurs mesures d'exécution;
- 9° ne respecte pas l'article 28 et ses mesures d'exécution;
- 10° ne respecte pas l'article 33, 1°, dans le cadre de l'exercice habituel d'une activité;
- 11° ne respecte pas l'article 33, 1°, d'une manière telle que l'environnement et le cas échéant la santé humaine, ont été ou sont susceptibles d'être mis en danger;
- 12° ne respecte pas l'article 33, 1°, d'une manière telle que le bien-être animal et le cas échéant la vie de l'animal, ont été ou sont susceptibles d'être mis en danger;
- 13° ne respecte pas l'article 33, 1°, dans un autre contexte que celui visé au 10° et d'une manière autre que celles visées aux 11° et 12°;
- 14° ne respecte pas l'article 33, 2°;
- 15° ne respecte pas l'article 34 et ses mesures d'exécution;
- 16° ne respecte pas l'article 40 et ses mesures d'exécution;
- 17° ne respecte pas l'article 42 et ses mesures d'exécution;
- 18° ne respecte pas l'article 45 et ses mesures d'exécution;
- 19° ne respecte pas l'article 47, §§ 1^{er} à 3, et ses mesures d'exécution;
- 20° ne peut pas présenter, lors d'un contrôle par un ou plusieurs agents constateurs au sens du Livre I^{er} du Code de l'environnement ou un ou plusieurs membres de la police locale et fédérale, les preuves requises en vertu de l'article 47, §§ 4 et 5, et ses mesures d'exécution;
- 21° ne respecte pas l'article 49 et ses mesures d'exécution;
- 22° ne respecte pas l'article 51;
- 23° est une commune ou une association de communes ne respectant pas les dispositions arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 60, § 2, alinéa 1^{er}, 4°;
- 24° est une personne morale de droit public effectuant, que ce soit directement ou indirectement, notamment par l'entremise d'une autre personne morale, une ou plusieurs des opérations visées par l'article 63 sans respecter l'ensemble des conditions visées par ledit article;
- 25° ne respecte pas les articles 70 et 71 et leurs mesures d'exécution;
- 26° ne respecte pas les articles 72 et 73, et leurs mesures d'exécution;
- 27° ne respecte pas les dispositions arrêtées par le Gouvernement en vertu de l'article 82 pour l'exercice d'un type d'activité en matière de déchets soumis à agrément ou à enregistrement le concernant;
- 28° ne respecte pas l'article 83, §§ 1^{er} à 3;
- 29° ne respecte pas l'article 104 et ses mesures d'exécution;
- 30° s'il est rendu obligatoire par le Gouvernement en vertu de l'article 124, § 2, alinéa 1^{er}, 7°, pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits le concernant, ne respecte pas l'article 129, § 2, et ses mesures d'exécution;
- 31° ne respecte pas l'article 131 et ses mesures d'exécution;
- 32° ne respecte pas les articles 133 et 134 et leurs mesures d'exécution;
- 33° ne respecte pas l'article 136, § 1^{er}, alinéas 1^{er} et 3, et ses mesures d'exécution;
- 34° s'il est rendu applicable par le Gouvernement en vertu de l'article 121, § 3, 2°, a), pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits le concernant, ne respecte pas l'article 136, § 2, et ses mesures d'exécution;
- 35° ne respecte pas l'article 137, § 1^{er}, et ses mesures d'exécution;
- 36° ne respecte pas l'article 143 et ses mesures d'exécution;
- 37° s'il est rendu obligatoire par le Gouvernement en vertu de l'article 121, § 3, 2°, pour le régime de responsabilité élargie des producteurs de produits le concernant, ne respecte pas :
- l'article 144 et ses mesures d'exécution;
- l'article 146 et ses mesures d'exécution;
- l'article 148 et ses mesures d'exécution;
- l'article 149 et ses mesures d'exécution;
- l'article 154, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, et ses mesures d'exécution;
- l'article 160, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 4°, 5° et 9°, et ses mesures d'exécution;
- les articles 164 à 171 et leurs mesures d'exécution;
- 38° est un organisme agréé en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits et ne respecte pas l'article 172, alinéa 2, en ce compris les limites chiffrées ainsi que les mesures applicables en cas de dépassement conformément à la législation ou à la réglementation comptable qui lui est applicable;
- 39° ne respecte pas l'article 174, §§ 1^{er}, 2 et 3, 1°.
- Concernant l'alinéa 1^{er}, 12°, l'amende administrative ou pénale ne peut être inférieure à 1.000 euros.

Art. 205. Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'environnement, celui ou celle qui :

- 1° ne respecte pas l'article 9, § 6;
- 2° ne respecte pas l'article 83, § 4;
- 3° ne respecte pas l'article 105;
- 4° ne respecte pas l'article 138;
- 5° ne respecte pas l'article 174, § 5.

CHAPITRE 2. — *Dispositions relatives à la transposition et à l'exécution de dispositions résultant de traités internationaux*

Section 1 — Notification et communication des données

Art. 206. Le Gouvernement ou l'administration qu'il désigne à cet effet notifie à la Commission européenne via les canaux appropriés, au moins :

- 1° les critères détaillés arrêtés en application de l'article 8, § 2, conformément à la directive (UE) n° 2015/1535, lorsque celle-ci l'exige;
- 2° les critères détaillés arrêtés en application de l'article 9, § 2, conformément à la directive (UE) n° 2015/1535, lorsque celle-ci l'exige;
- 3° les cas dans lesquels des déchets sont considérés comme dangereux alors qu'ils ne figurent pas comme tels sur la liste européenne de déchets visée à l'article 7, § 1^{er}, de la directive 2008/98/CE, et fournit à la Commission européenne toutes les informations s'y rapportant;
- 4° les cas dans lesquels des déchets sont considérés comme non dangereux alors qu'ils sont identifiés comme étant dangereux sur la liste européenne de déchets visée à l'article 7, § 1^{er}, de la directive 2008/98/CE, et fournit à la Commission européenne les preuves nécessaires;
- 5° le plan wallon des déchets-ressources, ainsi que toute révision notable de ce plan;
- 6° les dispositions adoptées en application de l'article 23, conformément à la directive (UE) n° 2015/1535, lorsque celle-ci l'exige;
- 7° les dispositions adoptées en application de l'article 46, § 1^{er};
- 8° les conditions intégrales adoptées conformément à l'article 76, § 2;
- 9° les dispositions adoptées en application de l'article 124, § 2, alinéa 1^{er}, 2°.

Section 2 — Références au droit européen

Art. 207. Les références faites, dans les dispositions législatives, réglementaires et administratives en vigueur en Région wallonne, aux directives abrogées par :

- 1° la directive 2006/66/CE s'entendent comme faites à ladite directive;
- 2° la directive 2008/98/CE s'entendent comme faites à ladite directive;
- 3° la directive 2012/19/UE s'entendent comme faites à ladite directive.

CHAPITRE 3. — *Dispositions finales*

Section 1 — Droits de dossier et frais administratifs

Art. 208. § 1^{er}. Lorsqu'il est fait référence au présent article dans le cadre du présent décret ou ses mesures d'exécution, un droit de dossier est levé à charge de toute personne physique ou morale en raison de l'introduction d'une demande, y compris d'un recours administratif. Ce droit de dossier est dû à la date d'introduction de ladite demande, y compris d'un recours administratif.

Lorsqu'un tel droit de dossier est rendu applicable, la recevabilité de la demande concernée est conditionnée à la production d'une preuve de son paiement.

§ 2. Pour chaque type de demande, y compris les recours administratifs, découlant d'une procédure administrative instaurée par ou en vertu du présent décret qu'il détermine, le Gouvernement peut fixer des modalités de perception et d'exemption du ou droits de dossiers.

§ 3. Le montant minimal du droit de dossier visé au paragraphe 1^{er} est de 25 euros.

Pour chaque type de demande, y compris les recours administratifs, découlant d'une procédure administrative instaurée par ou en vertu du présent décret qu'il détermine, le Gouvernement peut augmenter le montant du droit de dossier visés à l'alinéa 1^{er} jusqu'à un montant maximum de 1 000 euros.

§ 4. Le produit des droits de dossier visé au présent article est intégralement versé au Fonds pour la gestion des déchets visé à l'article 44 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes.

Section 2 — Indexation des droits de dossier, frais administratifs et redevances

Art. 209. § 1^{er}. À partir de l'année civile de référence suivant celle de l'entrée en vigueur du présent décret, les montants de tous les droits de dossier, frais administratifs et redevances, et le cas échéant de leurs réductions ou de leurs exonérations, prévus par ou en vertu du présent décret, sont adaptés annuellement en fonction des fluctuations de l'indice des prix à la consommation.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient qui est obtenu en divisant la moyenne des indices des prix à la consommation des mois de janvier à décembre inclus de l'année qui précède l'année comprenant la période d'exigibilité par la moyenne des indices des prix de l'année 2019. Pour le calcul du coefficient, l'on arrondit de la manière suivante :

- 1° la moyenne des indices est arrondie au centième supérieur ou inférieur d'un point selon que le chiffre des millièmes d'un point atteint ou non cinq;
- 2° le coefficient est arrondi au dix millième supérieur ou inférieur selon que le chiffre des cent millièmes atteint ou non cinq.

Après application du coefficient, les montants sont arrondis au centième d'euro supérieur ou inférieur selon que le chiffre des millièmes atteint ou non cinq.

§ 2. L'administration publique au *Moniteur belge* les montants des droits de dossier, frais administratifs et redevances tels qu'adaptés conformément au présent article.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut charger la commune, en lieu et place de l'administration visée à l'alinéa 1^{er}, de publier les montants de certaines redevances qu'il détermine. Dans ce cas, la commune publie lesdits montants au moins par la voie de l'affichage selon les formes visées à l'article L1133-1 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation. L'article L1133-2 dudit Code est également applicable mutatis mutandis.

Section 3 — Codification du droit des déchets

Art. 210. Le Gouvernement peut codifier les dispositions législatives et réglementaires relatives aux déchets, en tenant compte des modifications expresses ou implicites que ces dispositions auraient subies au moment où la codification sera établie.

À cette fin, il peut :

- 1° modifier l'ordre, la numérotation et, en général, la présentation des dispositions à codifier;
- 2° modifier les références qui seraient contenues dans les dispositions à codifier en vue de les mettre en concordance avec la numérotation nouvelle;
- 3° modifier la rédaction et scinder des dispositions à codifier en vue d'assurer leur concordance et d'en unifier la terminologie sans qu'il puisse être porté atteinte aux principes inscrits dans lesdites dispositions;
- 4° renommer et numéroter l'intitulé de la codification.

Sous réserve des mesures prises par le Gouvernement en vertu de l'alinéa 2, 4°, la codification formera l'un des livres du Code de l'environnement et portera l'intitulé suivant : « Livre relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ».

Elle entrera en vigueur à la date de sa confirmation par le décret.

Section 4 — Dispositions modificatives et abrogatoires

Sous-section 1 — Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 211. Dans l'article D.29-1, § 2, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré un 4°/1 rédigé comme suit :

« 4°/1 le plan wallon des déchets-ressources prévu par le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, en ce compris toute révision dudit plan; »;

2° le 5° et le 7° sont abrogés.

Art. 212. Dans l'article D.46, alinéa 1^{er}, du même Livre du Code de l'Environnement, le 1° est abrogé.

Art. 213. Dans l'article D.138, alinéa 1^{er}, du même Livre du Code de l'Environnement, remplacé par le décret du 6 mai 2019, il est inséré un 9°/1 rédigé comme suit :

« 9°/1 le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique; ».

Art. 214. Dans l'article D.141, § 1^{er}, du même Livre du Code de l'Environnement, remplacé par le décret du 6 mai 2019, le 12° est complété par un tiret rédigé comme suit :

« - pour les infractions prévues à l'article 204, 10° à 13°, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, et pour autant que le dépôt sauvage de déchets implique des indications sérieuses qu'une pollution du sol dépasse ou risque de dépasser les valeurs seuil ou les concentrations de fond lorsque ces dernières sont supérieures aux valeurs seuil au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols et ses mesures d'exécution, l'introduction et l'exécution d'un plan de réhabilitation des lieux du dépôt sauvage de déchets conformément à la partie IX du présent Livre. ».

Art. 215. Dans la Partie VIII, Titre III, chapitre II, du même Livre du Code de l'Environnement, il est inséré une section 1^{re}, reprenant les articles D.160 à D.163, remplacé par le décret du 6 mai 2019, intitulée « Dispositions générales ».

Art. 216. Dans la Partie VIII, Titre III, chapitre II, du même Livre du Code de l'Environnement, remplacé par le décret du 6 mai 2019, il est inséré une section 2 intitulée « Dispositions particulières en matière de déchets ».

Art. 217. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la section 2 insérée par l'article 216, il est inséré un article D.163/1 rédigé comme suit :

« Art. D.163/1. Les inspections relatives aux opérations de collecte et de transport de déchets portent au moins sur l'origine, la nature, la quantité et la destination des déchets collectés et transportés.

Les agents peuvent tenir compte des enregistrements obtenus dans le cadre du système communautaire de management environnemental et d'audit (EMAS) ou de tout autre référentiel de management environnemental, plus particulièrement en ce qui concerne la fréquence et l'intensité des inspections. ».

Art. 218. Dans l'article D.174, § 4, alinéa 2, du même Livre du Code de l'Environnement, remplacé par le décret du 6 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° les infractions au décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique; »;

le 2° et le 9° sont abrogés.

Art. 219. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, il est inséré un article D.183bis rédigé comme suit :

« Art. D.183bis. Commet une infraction de deuxième catégorie celui qui contrevient à l'article D.239, § 2. ».

Art. 220. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, il est inséré une Partie IX intitulée « Réhabilitation des lieux des dépôts sauvages de déchets ».

Art. 221. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie IX insérée par l'article 220, il est inséré un Titre 1^{er} intitulé « Dispositions générales ».

Art. 222. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 221, il est inséré un article D.223 rédigé comme suit :

« Art. D.223. § 1^{er}. Au sens du présent chapitre, l'on entend par l'« administration régionale », le ou les services administratifs désignés par le Gouvernement.

§ 2. Tous les autres termes employés dans le présent titre s'entendent au sens :

1° du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique; et;

2° du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols. ».

Art. 223. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 221, il est inséré un article D.224 rédigé comme suit :

« Art. D.224. § 1^{er}. Pour autant que la situation concernée présente au moins un dépôt sauvage de déchets et des indications sérieuses qu'une pollution du sol dépasse ou risque de dépasser les valeurs seuil ou les concentrations de fond lorsque ces dernières sont supérieures aux valeurs seuil au sens du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols et ses mesures d'exécution, le présent chapitre peut être applicable :

1° sur décision du bourgmestre ou de l'agent constatateur visé à l'article D.146 prise conformément à l'article D.169;

2° sur proposition du fonctionnaire sanctionnateur conformément à l'article D.173;

3° sur proposition de l'agent constatateur conformément à l'article D.174;

4° sur décision du juge conformément à l'article D.185;

5° sur décision du fonctionnaire sanctionnateur conformément à l'article D.201;

6° d'initiative par toute personne titulaire d'un droit réel sur le terrain concerné.

§ 2. Le présent chapitre est sans préjudice des pouvoirs des autorités locales en matière de police administrative générale, notamment en matière de salubrité et de sécurité publique. ».

Art. 224. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 221, il est inséré un article D.225 rédigé comme suit :

« Art. D.225. Le plan de réhabilitation des lieux de dépôt sauvage de déchets vise :

1° l'évacuation complète des déchets sauvages des lieux du dépôt sauvage ainsi que leur gestion conformément au décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique ainsi qu'à ses mesures d'exécution; et;

2° la gestion et l'assainissement du sol affecté par la présence de déchets sauvages conformément au décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ainsi qu'à ses mesures d'exécution sous réserve des articles D.226 à D.232 du présent Livre.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, s'il s'avère impossible ou excessivement difficile au regard des meilleurs techniques disponibles de procéder à l'évacuation totale ou partielle des déchets sauvages sur les lieux du dépôt sauvage, la réhabilitation des lieux vise au moins à permettre un usage déterminé en fonction de la situation de fait et de droit, actuelle ou future du terrain, et à oblitérer l'existence d'une menace grave pour l'environnement et la santé humaine. ».

Art. 225. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 1^{er} inséré par l'article 221, il est inséré un article D.226 rédigé comme suit :

« Art. D.226. Tout plan de réhabilitation au sens du présent chapitre est réalisé par un expert agréé conformément au décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ainsi qu'à ses mesures d'exécution.

Tout titulaire d'un plan de réhabilitation approuvé avec ou sans conditions tient un registre de déchets exclusivement dédié aux déchets évacués des lieux du dépôt sauvage conformément aux articles 72 et 73 du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique et leurs mesures d'exécution. ».

Art. 226. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie IX insérée par l'article 220, il est inséré un Titre 2 intitulé « Procédure ».

Art. 227. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 2 inséré par l'article 226, il est inséré un article D.227 rédigé comme suit :

« Art. D.227. § 1^{er}. Concernant le calcul des délais :

1° le jour de l'envoi ou de la réception qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans ce délai;

2° le jour de l'échéance d'un délai est compris dans celui-ci.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, lorsque le jour de l'échéance d'un délai est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

§ 2. Tous les délais visés dans le présent chapitre sont suspendus de plein droit du 16 juillet au 15 août et du 24 décembre au 1^{er} janvier.

En cas de suspension de délai visée à l'alinéa 1^{er}, les délais d'envoi et d'échéance sont prorogés de la durée de la suspension ou de la prolongation.

§ 3. Sauf disposition contraire ou particulière dans le présent chapitre ou ses mesures d'exécution, tout envoi visé par et en vertu du présent chapitre est exécuté selon l'un des deux modes de communication suivants :

1° soit la voie papier :

par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception;

par recours à toute formule similaire permettant de donner date certaine à l'envoi et à la réception de l'acte, quel que soit le service de distribution du courrier utilisé; ou;

par dépôt contre récépissé;

2° soit la voie électronique authentifiée.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1^o, b), et 2^o, le Gouvernement peut déterminer les procédés ou les modalités qu'il reconnaît comme permettant de donner une date certaine à l'envoi et à la réception. ».

Art. 228. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 2 inséré par l'article 226, il est inséré un article D.228 rédigé comme suit :

« Art. D.228. § 1^{er}. Toute demande d'approbation d'un plan de réhabilitation contient au moins l'ensemble des informations suivantes :

1^o si le demandeur est :

une personne physique : le nom, le prénom, la date de naissance, l'adresse du demandeur ainsi que, de manière optionnelle pour le demandeur, le numéro de téléphone d'une personne ou d'un service de contact;

une personne morale : la dénomination ou la raison sociale, la forme juridique, l'adresse du siège social ainsi que le nom, le prénom, l'adresse et la qualité de la personne mandatée pour introduire la demande ainsi que, de manière optionnelle pour le demandeur, le numéro de téléphone d'une personne ou d'un service de contact;

2^o une localisation du terrain concerné par le dépôt sauvage, en ce compris :

l'adresse, le lieu-dit et la superficie;

le plan cadastral sur lequel est identifié le terrain;

le libellé de la ou des parcelles cadastrales concernées par la demande d'approbation du plan de réhabilitation;

l'affectation planologique au plan de secteur ou au plan communal d'aménagement et la localisation du terrain sur le plan de secteur;

l'occupation actuelle du terrain et des alentours immédiats, notamment l'habitat et le type de végétation;

un plan de situation reprenant la ou les parcelles concernées sur une carte topographique exécutée à l'échelle 1/10 000^e ainsi que leurs coordonnées Lambert géoréférencées;

un plan de localisation de zones particulières ou sensibles dont les périmètres Natura 2000 (au moins ceux présents dans les trois cents mètres du lieu du dépôt sauvage concerné).

§ 2. Toute demande d'approbation d'un plan de réhabilitation contient en outre au moins l'ensemble des informations suivantes :

1^o un état des lieux du terrain concerné, en ce compris :

la description et l'identification de la nature des déchets sauvages présents et des potentiels contaminants;

la description du terrain, son historique et l'origine de la présence des déchets sauvages;

la délimitation des déchets;

la quantité des déchets sauvages présents, en volume total et en pourcentages respectifs;

des photographies récentes et précises du terrain concerné prises à partir de chaque point cardinal ou des points de vue les plus sensibles;

2^o une évaluation de l'impact des déchets sauvages :

sur la base d'une étude géologique, hydrogéologique, géomorphologique et hydrographique pertinente, l'évaluation de l'impact des déchets sauvages sur les nappes phréatiques et les éventuels captages ainsi que sur les eaux de surface;

l'évaluation des impacts et des risques sur le sol, le sous-sol, l'air, la santé humaine, la faune et la flore environnantes, dont les sites Natura 2000;

le degré d'urgence de la réhabilitation compte tenu des risques liés à l'existence du dépôt sauvage pour l'environnement et la santé humaine;

3^o une description :

des différents procédés techniques de réhabilitation pertinents tant pour l'évacuation des déchets sauvages présents que pour la gestion et l'assainissement du sol, accompagnés chacun d'une estimation :

des résultats en termes de gestion des risques pour l'environnement et la santé humaine;

de son coût, en ce compris celui des mesures de sécurité ou de suivi éventuelles;

des actes et travaux, et le cas échéant de leur phasage éventuel, assortis de délais raisonnables de réalisation;

du ou des modes de gestion pour chaque type de déchet sauvage nécessitant une évacuation des lieux du dépôt sauvage;

des mesures prises pour assurer la sécurité lors de l'exécution des travaux de réhabilitation ainsi que l'impact éventuel desdits travaux sur les terrains voisins;

4^o une justification selon laquelle les procédés techniques choisis pour la réhabilitation répondent aux meilleures techniques disponibles tant en matière de gestion des déchets qu'en matière de gestion et d'assainissement des sols;

5^o un descriptif :

des mesures de suivi ou de sécurité à prendre durant la réhabilitation, assorties du ou des délais de leur maintenance sur les lieux du dépôt sauvage;

des risques résiduels et le cas échéant, les mesures de sécurité adaptées à l'usage futur du terrain assorties du ou des délais de leur maintenance sur les lieux réhabilités;

6^o une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement conformément au Livre I^{er} du Code de l'Environnement;

7^o un résumé non technique des données visées au présent paragraphe.

§ 3. Toute demande d'approbation d'un plan de réhabilitation est soumise à un droit de dossier fixé à deux cent cinquante euros à charge du demandeur.

Le produit du droit de dossier visé à l'alinéa 1^{er} est intégralement versé au Fonds pour la Protection de l'Environnement, section « Protection des sols. ».

Sous peine d'irrecevabilité, toute demande d'approbation d'un plan de réhabilitation est accompagnée de la preuve de paiement du droit de dossier visé à l'alinéa 1^{er}.

La demande de plan de réhabilitation et une synthèse des données sont fournis sur support informatique selon les modalités définies par l'administration régionale.

§ 4. Toute demande d'approbation d'un plan de réhabilitation contient également, le cas échéant, les informations ou les documents requis par :

1° l'article D.IV.26, § 1^{er}, du Code du développement territorial et ses mesures d'exécution;

2° l'article 17 et l'article 83, alinéa 2, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et leurs mesures d'exécution. ».

Art. 229. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 2 inséré par l'article 226, il est inséré un article D.229 rédigé comme suit :

« Art. D.229. § 1^{er}. L'administration régionale envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande d'approbation du plan de réhabilitation dans un délai de trente jours à dater de la réception de ladite demande.

Si la demande est incomplète, l'administration régionale envoie au demandeur un relevé des documents et informations manquant et précise que la procédure recommence à dater de leur réception.

En l'absence de décision sur le caractère complet et recevable de la demande dans ce délai, la demande est réputée recevable.

§ 2. Dès que l'administration régionale envoie sa décision statuant sur le caractère complet et recevable de la demande, ou à défaut, dès l'expiration du délai imparti à l'administration régionale pour statuer sur le caractère complet et recevable de ladite demande, elle envoie tous les documents et toutes les informations contenus dans la demande d'approbation du plan de réhabilitation pour avis aux différentes instances ou autorités compétentes qu'elle désigne ainsi qu'au collège communal de la commune concernée ou aux collèges communaux des communes concernées en fonction de ou des territoires communaux sur lesquels porte la demande de plan de réhabilitation.

Si une instance ou une autorité consultée ou un collège communal concerné souhaite la tenue d'une réunion de concertation des instances ou autorités consultées, du collège communal concerné ou des collèges communaux concernés, de l'administration régionale, il en informe l'administration régionale par envoi recommandé ou toute autre modalité conférant date certaine dans un délai de quinze jours à dater de la demande d'avis.

Si l'administration régionale souhaite elle-même la tenue de ladite réunion de concertation, elle en informe de la même manière et dans les mêmes délais les instances ou autorités consultées, le collège communal ou les collèges communaux concernés.

Toutes les instances ou autorités consultées et le collège communal concerné ou les collèges communaux concernés transmettent leur avis dans un délai de trente-cinq jours à dater de leur saisine.

À défaut d'avis rendu dans ce délai par une ou plusieurs instances, autorités ou par une commune concernée, la procédure se poursuit. ».

Art. 230. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 2 inséré par l'article 226, il est inséré un article D.230 rédigé comme suit :

« Art. D.230. § 1^{er}. Pour autant que le plan de réhabilitation ne soit pas soumis à une étude d'incidences conformément aux articles D.64, § 2, et D.65, §§ 2 et 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, une phase de participation du public sous la forme d'une annonce de projet est organisée par la ou les communes concernées selon les modalités des paragraphes 2 à 6 du présent article.

§ 2. L'annonce de projet s'effectue par l'apposition d'un avis indiquant qu'une demande de plan de réhabilitation a été introduite auprès de l'administration régionale.

L'avis est affiché par le demandeur sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, le lendemain du jour où il prend connaissance du caractère complet et recevable du projet d'assainissement ou le lendemain du jour où la demande d'approbation du plan de réhabilitation est recevable par défaut de plein droit.

L'affichage s'opère pour une durée de trois semaines.

Dans le même délai et pour la même durée, l'administration communale affiche l'avis aux endroits habituels d'affichage. Elle peut en outre le publier sur le site internet de la commune.

§ 3. Le demandeur est responsable de l'affichage de l'avis sur le terrain visé par sa demande d'approbation de plan de réhabilitation ainsi que du maintien en bon état dudit affichage pendant la période de trois semaines.

§ 4. L'avis comporte au minimum une description des caractéristiques essentielles de la demande de plan de réhabilitation, la période durant laquelle les réclamations et observations peuvent être envoyées au collège communal concerné ou aux collèges communaux concernés ainsi que les jours, heures et lieu où toute personne peut consulter le dossier. Le dossier soumis à annonce de projet peut être consulté gratuitement dans chaque administration communale concernée, aux heures d'ouverture des bureaux.

§ 5. Toute personne peut obtenir des explications relatives à la demande d'approbation du plan de réhabilitation auprès de la personne désignée à cette fin par le collège communal concerné ou les collèges communaux concernés.

Les réclamations et observations sont adressées à l'un des collèges communaux concernés pendant la période de quinze jours déterminée dans l'avis. L'affichage est réalisé au plus tard cinq jours avant la période durant laquelle les réclamations et observations peuvent être envoyées à l'un des collèges communaux concernés.

§ 6. Le collège communal de chaque commune où une annonce de projet a été organisée envoie à l'administration régionale, dans les dix jours de la clôture de l'annonce de projet, les observations, écrites et orales, formulées au cours de la phase de participation du public, y compris le procès-verbal de clôture consignnant les remarques et observations émises durant ladite phase. Ledit procès-verbal est signé par l'agent désigné à cet effet par le collège communal. ».

Art. 231. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 2 inséré par l'article 226, il est inséré un article D.231 rédigé comme suit :

« Art. D.231. Lorsque la demande d'approbation du plan de réhabilitation est soumise à étude d'incidences conformément aux articles D.64, § 2, et D.65, §§ 2 et 3, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, une enquête publique est organisée par la commune concernée ou les communes concernées selon les modalités définies par le Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Le collège communal de chaque commune où une enquête publique a été organisée envoie à l'administration régionale, dans les dix jours de la clôture de l'enquête publique, les objections et les observations, écrites et orales, formulées au cours de ladite enquête, y compris le procès-verbal visé à l'article D.29-19 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. ».

Art. 232. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans le Titre 2 inséré par l'article 226, il est inséré un article D.232 rédigé comme suit :

« Art. D.232. § 1^{er}. L'administration régionale envoie sa décision d'approbation, d'approbation sous conditions ou de refus de la demande d'approbation du plan de réhabilitation au demandeur dans un délai de cent vingt jours à dater :

1° du jour de l'envoi de la décision statuant sur le caractère complet et recevable de ladite demande d'approbation; ou à défaut;

2° du lendemain du jour où la demande d'approbation du plan de réhabilitation est recevable par défaut de plein droit.

La décision est envoyée à la ou aux communes concernées par le plan de réhabilitation.

Lorsque la demande d'approbation du plan de réhabilitation est initiée sur la base de l'article D.224, § 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4° ou 5°, la décision est également envoyée au fonctionnaire sanctionnateur régional.

En l'absence de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, la demande d'approbation du plan de réhabilitation est réputée refusée.

§ 2. Si l'administration régionale approuve avec ou sans conditions le plan de réhabilitation, sa décision fixe au moins le délai endéans lequel les actes et travaux de réhabilitation doivent être entamés et terminés.

Le cas échéant, la décision visée à l'alinéa 1^{er} mentionne les informations ou les documents requis conformément aux législations et réglementations visées au paragraphe 4, et notamment :

1° les articles D.IV.53 à D.IV.58 du Code du développement territorial et leurs mesures d'exécution;

2° l'article 45 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et ses mesures d'exécution.

§ 3. Lorsque l'administration régionale approuve le plan de réhabilitation sous conditions, elle peut imposer au demandeur toute condition qu'elle juge utile en vue de garantir que le plan de réhabilitation rencontre toutes dispositions du présent chapitre, spécialement les objectifs visés à l'article D.225.

§ 4. Toute décision d'approbation sans ou avec conditions d'un plan de réhabilitation vaut :

1° permis d'environnement, permis d'urbanisme, permis unique et déclaration d'établissement de classe 3 au sens du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et du Code du développement territorial et leurs mesures d'exécution; et;

2° décision administrative statuant sur :

l'étude d'orientation;

l'étude de caractérisation;

le projet d'assainissement;

les actes et travaux d'assainissement;

les mesures de suivi;

les mesures de sécurité.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 2°, la décision d'approbation sous conditions du plan de réhabilitation ne vaut pas toutes les décisions administratives visées aux points *a) à f)* si un ou plusieurs desdits points sont érigés en condition d'approbation du plan de réhabilitation. Dans cette hypothèse, la décision d'approbation sous conditions du plan de réhabilitation vaut décision administrative pour les points *a) à f)* qui ne sont pas visés par une condition de ladite décision d'approbation. L'exécution et le respect de telles conditions se réalisent conformément au décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ainsi qu'à ses mesures d'exécution.

§ 5. L'administration régionale peut suspendre ou retirer toute décision d'approbation avec ou sans conditions d'un plan de réhabilitation lorsque le titulaire de ladite décision ne respecte pas :

1° le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, et ses mesures d'exécution ;

2° le décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols et ses mesures d'exécution;

3° les dispositions en matière d'abandon, de rejet et de gestion des déchets dans le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution;

4° le cas échéant, les conditions prévues par la décision d'approbation sous conditions du plan de réhabilitation prise en vertu du présent chapitre.

§ 6. À la demande de son titulaire ou à l'initiative de l'administration régionale, toute décision d'approbation avec ou sans conditions peut être modifiée.

Si la demande de modification d'un plan de réhabilitation approuvé avec ou sans conditions émane de l'administration régionale, ladite administration permet préalablement au titulaire du plan de réhabilitation concerné de formuler ses observations oralement ou par écrit.

La procédure applicable à la demande d'approbation du plan de réhabilitation s'applique mutatis mutandis à la demande de modification du plan de réhabilitation. ».

Art. 233. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, il est inséré une Partie X intitulée « Société Publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement ».

Art. 234. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.233 rédigé comme suit :

« Art. D.233. Le Gouvernement constitue une société anonyme de droit public dénommée « Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement », en abrégé « SPAQuE ».

Le Code des sociétés et des associations lui est applicable sauf dérogation dans le présent Livre. Les actes de la SPAQuE sont soumis au Code de droit économique et ses mesures d'exécution. ».

Art. 235. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.234 rédigé comme suit :

« Art. D.234. Les statuts de la SPAQuE et leurs modifications sont soumis à l'approbation du Gouvernement.

Le Gouvernement approuve également :

- 1° la composition du Conseil d'administration;
- 2° la création de filiales et la cession de participations majoritaires;
- 3° les augmentations de capital. ».

Art. 236. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.235 rédigé comme suit :

« Art. D.235. La SPAQuE est exonérée du précompte immobilier. ».

Art. 237. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.236 rédigé comme suit :

« Art. D.236. La SPAQuE a pour objet :

1° la réalisation de toutes les activités liées à la prévention, à la valorisation, à l'élimination, de déchets, en ce compris l'exécution de mesures d'office;

2° la réalisation de toutes les activités liées à la gestion et à l'assainissement des sols potentiellement pollués et pollués, en ce compris l'exécution de mesures d'office, et la contribution à l'amélioration de la connaissance de l'état des sols, à la prévention des atteintes à la qualité des sols;

3° la contribution à la revalorisation du foncier dégradé wallon, en ce compris les décharges et les friches industrielles;

4° la constitution coordonnée d'une réserve foncière de terrains publics dégradés stratégiques, notamment dans la perspective de procéder à leur étude, leur mise en sécurité, leur remise en état et leur réintégration dans un tissu territorial densifié;

5° l'accompagnement des acteurs publics et privés confrontés à une problématique de sol potentiellement pollué ou dans d'autres domaines se rapportant à son objet;

6° le conseil aux pouvoirs locaux dans les domaines se rapportant à son objet;

7° le soutien à la prospective et l'élaboration de plans, programmes ou outils stratégiques dans les domaines se rapportant à son objet;

8° l'assistance à l'administration pour la mise en oeuvre de ses missions dans les domaines se rapportant à son objet;

9° la recherche, le développement et le partage de l'expertise, de l'expérience, des savoirs et des outils développés dans les domaines se rapportant à son objet et à la contribution à de telles actions;

10° la contribution technique à la mise en oeuvre de politiques environnementales et en matière de développement durable dans le cadre des missions qui lui sont confiées;

11° la valorisation à l'international du savoir-faire wallon dans les domaines se rapportant à son objet, en veillant à éviter les risques industriels, commerciaux ou financiers. ».

Art. 238. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.237 rédigé comme suit :

« Art. D.237. Le Gouvernement peut déterminer les règles d'intervention de la SPAQuE en ce qui concerne la réalisation de ces missions.

Le Gouvernement peut, en outre, confier à la SPAQuE d'autres missions en relation étroite avec ces missions. ».

Art. 239. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.238 rédigé comme suit :

« Art. D.238. En vue de la réalisation de son objet, la SPAQuE peut :

1° accomplir toutes opérations commerciales, industrielles, financières, immobilières ou mobilières nécessaires ou utiles à la réalisation de son objet;

2° réaliser des opérations susceptibles de générer des revenus dans les limites de son objet social;

3° s'associer avec une autre société spécialisée en vue de créer des synergies ou pôles de compétences. ».

Art. 240. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.239 rédigé comme suit :

« Art. D.239. § 1^{er}. Aux fins de la réalisation de ses missions, la SPAQuE est autorisée à pénétrer, aux conditions fixées par le Gouvernement, sur et autour d'une ou plusieurs parcelles cadastrées ou non en vue d'y effectuer les études, analyses et prélèvements, en étant accompagnée si nécessaire d'experts ou d'entreprises spécialisées.

§ 2. Dès que la SPAQuE est chargée de la réhabilitation d'un lieu de dépôt sauvage de déchets au sens de la Partie IX du présent Livre, d'une remise en état en vertu de l'article 198, § 1^{er}, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, de la mise en oeuvre d'actes et travaux d'assainissement d'un site au sens de l'article 81 du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols ou d'un site à réaménager au sens de l'article D.V.1 du Code du développement territorial, aucun acte de nature à nuire à sa bonne exécution ne peut être pris.

§ 3. Le maintien des ouvrages et travaux nécessaires à la remise en état, l'assainissement ou la réhabilitation constitue une servitude d'utilité publique grevant le terrain visé par lesdits ouvrages et travaux. Le Gouvernement détermine par arrêté individuel les limitations imposées à l'usage du bien. Aucune indemnisation n'est due aux titulaires de droits réels ou personnels. ».

Art. 241. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.240 rédigé comme suit :

« Art. D.240. La garantie de la Région envers les tiers est accordée à SPAQuE aux conditions que le Gouvernement détermine, à l'intérêt et à l'amortissement des obligations à émettre par la SPAQuE et aux emprunts à contracter.

Dans les cas de non-remboursement des obligations ou emprunts ou des paiements y afférents, la Région fournit à la SPAQuE les sommes dues aux tiers. ».

Art. 242. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.241 rédigé comme suit :

« Art. D.241. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la SPAQuE exerce ses missions sont déterminés dans un contrat de gestion conclu pour une durée de cinq ans, entre la Région wallonne et la SPAQuE. ».

Art. 243. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.242 rédigé comme suit :

« Art. D.242. Peuvent être actionnaires de la SPAQuE :

1° la Région wallonne;

2° toute société dont le capital est détenu directement ou indirectement par la Région wallonne ou par toute autre personne de droit public à concurrence d'au moins cinquante pour cent;

3° toute autre personne de droit privé.

Quelle que soit la composition du capital, la majorité des mandats au Conseil d'administration est attribuée à des candidats proposés par les actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er}.

Le mandat de président du Conseil d'administration ne peut être attribué qu'à un administrateur nommé sur proposition des actionnaires visés sous les points 1° à 3° de l'alinéa 1^{er}. ».

Art. 244. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.243 rédigé comme suit :

« Art. D.243. § 1^{er}. La SPAQuE est administrée par un Conseil d'administration.

§ 2. Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la SPAQuE, à l'exception de ceux que la loi, les statuts ou le présent titre réservent à l'assemblée générale.

§ 3. Le Conseil d'administration contrôle la gestion journalière assurée par le comité de direction qui en fait régulièrement rapport au conseil. Le Conseil d'administration ou son président peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la SPAQuE ou sur certaines d'entre elles.

§ 4. Le Conseil d'administration peut déléguer au comité de direction tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs suivants :

1° la définition de la politique générale de la SPAQuE;

2° ceux que la loi, le décret ou les statuts réservent expressément au Conseil d'administration.

Tout acte de délégation identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation et leur durée. ».

Art. 245. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.244 rédigé comme suit :

« Art. D.244. Le Gouvernement désigne les membres du Conseil d'administration. Il compte neuf membres. ».

Art. 246. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.245 rédigé comme suit :

« Art. D.245. Le Conseil d'administration peut constituer en son sein un bureau exécutif. ».

Art. 247. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.246 rédigé comme suit :

« Art. D.246. Sans préjudice des autres limitations prévues par ou en vertu d'une loi, d'un décret ou dans les statuts, le mandat d'administrateur est incompatible avec :

1° la qualité de membre du comité de direction;

2° la qualité de membre du personnel ou pensionné de la Société.

Lorsqu'un administrateur acquiert l'une des qualités visées à l'alinéa 1^{er}, il est tenu de se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai de trois mois. S'il ne le fait pas, il est réputé, à l'expiration de ce délai, s'être démis de plein droit de son mandat auprès de la SPAQuE. ».

Art. 248. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.247 rédigé comme suit :

« Art. D.247. Un directeur général, nommé par le Gouvernement, est chargé de la gestion journalière et de la représentation de la SPAQuE, de même que de l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

Le directeur général assiste aux réunions du Conseil d'administration et du bureau exécutif. ».

Art. 249. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.248 rédigé comme suit :

« Art. D.248. Le directeur général est soumis à des évaluations périodiques organisées par le Conseil d'administration.

Les procédures d'évaluation et leurs modalités précises sont précisées dans les statuts de la SPAQuE.

Les évaluations portent sur la mise en oeuvre des compétences en référence au descriptif de fonction et aux objectifs fixés par le Gouvernement wallon, notamment en lien avec le contrat de gestion. ».

Art. 250. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.249 rédigé comme suit :

« Art. D.249. § 1^{er}. La Région peut, moyennant le consentement du Conseil d'administration de la SPAQuE, par le biais d'un arrêté du Gouvernement, faire apport :

1° de participations;

2° du droit de gestion, du droit d'usage, du droit de jouissance ainsi que de tout droit réel relatif à toute parcelle de son domaine utile à l'exercice des missions de la SPAQuE, en ce compris le droit de construire.

Dans ce cas, les obligations nouvelles générées par l'exercice des droits cédés par la Région sont à charge de la SPAQuE.

§ 2. La SPAQuE peut, pour la réalisation de son objet social, après en avoir été autorisée par le Gouvernement, exproprier des immeubles. ».

Art. 251. Dans le même Livre du Code de l'Environnement, dans la Partie X insérée par l'article 233, il est inséré un article D.250 rédigé comme suit :

« Art. D.250. La dissolution de la SPAQuE ne peut être prononcée qu'en vertu d'un décret qui réglera le mode et les conditions de liquidation. ».

Sous-section 2 — Décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets

Art. 252. Le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, modifié en dernier lieu par le décret du 6 mai 2019 relatif à la délinquance environnementale, est abrogé.

Sous-section 3 — Décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes

Art. 253. Dans l'article 53 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales wallonnes, sont abrogés :

1° l'alinéa 4, inséré par le décret du 13 décembre 2017 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2018 et modifié par le décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste;

2° l'alinéa 4, inséré par le décret du 30 novembre 2018 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2019 et modifié par le décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste;

3° l'alinéa 4, inséré par le décret du 19 décembre 2019 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2020 et modifié par le décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste;

4° l'alinéa 4, inséré par le décret du 17 décembre 2020 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2021 et modifié par le décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste;

5° l'alinéa 4, inséré par le décret du 22 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2022 et modifié par le décret du 22 décembre 2021 portant diverses dispositions pour un impôt plus juste.

Sous-section 4 — Décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes

Art. 254. L'article 22 du décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret du 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes est abrogé.

Art. 255. L'article 23 du même décret est abrogé.

Art. 256. L'article 24 du même décret est abrogé.

Art. 257. L'article 25 du même décret est abrogé.

Art. 258. L'article 26 du même décret est abrogé.

Art. 259. L'article 35 du même décret est abrogé.

Art. 260. L'article 36 du même décret est abrogé.

Art. 261. L'article 37 du même décret est abrogé.

Art. 262. L'article 38 du même décret est abrogé.

Sous-section 5 — Décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative

Art. 263. Dans l'article 2/4, § 1^{er}, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, inséré par le décret du 16 février 2017, les modifications suivantes sont apportées :

dans le 3^o, les mots « et sur les projets d'arrêtés réglementaires pris en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, à l'exception des arrêtés d'exécution des chapitres V et X de ce décret » sont abrogés;

dans le 6^o, les mots « territorial. » sont remplacés par les mots « territorial; »;

il est inséré un 7^o rédigé comme suit :

« 7^o remettre les avis tels que prévus à l'article 6, § 3, du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique. ».

Sous-section 6 — Décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement

Art. 264. Dans le décret du 23 juin 2016 modifiant le Code de l'Environnement, le Code de l'Eau et divers décrets en matière de déchets et de permis d'environnement, l'article 112, § 3, est abrogé.

Sous-section 7 — Décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols

Art. 265. Dans l'article 2, 31^o, du décret du 1^{er} mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols, il est inséré un a/1) rédigé comme suit :

« a/1) le plan de réhabilitation au sens de la Partie IX du Livre I^{er} du Code de l'Environnement; ».

Art. 266. Dans l'article 79, § 3, alinéa 2, du même décret, les mots « Dans le cadre de ses missions, » sont remplacés par les mots « Dans le cadre des missions qui lui sont expressément confiées par le Gouvernement en vertu du paragraphe 2, 2^o, ou par le Gouvernement ou toute autre personne morale de droit public en vertu du paragraphe 2, 3^o, ».

Art. 267. Dans l'article 82, § 1^{er}, 1^o, du même décret, les mots « , de manière intentionnelle, » sont abrogés.

Section 5 — Dispositions transitoires et entrée en vigueur

Art. 268. Sans préjudice des prérogatives du Gouvernement dans l'exécution du présent décret :

1^o sous réserve des procédures prévues dans le présent décret, les mesures d'exécution prises en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets demeurent applicables jusqu'à leur modification ou leur abrogation en vue de la mise en conformité de toutes les réglementations avec le présent décret;

2^o les mesures d'exécution prises en vertu des articles 24, 25 et 26 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et adoptant un plan des centres d'enfouissement technique continuent à produire leurs effets jusqu'à l'extinction de tous les droits et de toutes les obligations inhérents aux autorisations administratives, et le cas échéant de leurs renouvellements, portant sur un centre d'enfouissement technique visé par ledit plan;

3^o les recherches, les constatations, les poursuites, les répressions et les mesures de réparation relatives à des infractions prévues aux articles 51 à 55 du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets sont maintenues et continuent à produire leurs effets jusqu'à l'extinction de l'action publique judiciaire ou administrative.

Art. 269. § 1^{er}. Les permis, les agréments, les enregistrements, les certificats d'utilisation et toutes les autres autorisations et décisions administratives à portée individuelle, y compris les mesures de remise en état et de sécurité, prises en vertu du décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et ses mesures d'exécution continuent à produire leurs effets jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été accordés.

§ 2. Sauf en matière de responsabilité élargie des producteurs de produits, toutes les demandes concernant l'un des actes juridiques à portée individuelle visées au paragraphe 1^{er}, en ce compris les recours administratifs y relatifs, sont traités selon les dispositions en vigueur au jour de l'introduction de la demande.

§ 3. Le Gouvernement peut fixer les modalités selon lesquelles les autorisations et décisions délivrées ou prononcées en vertu du décret visé au paragraphe 1^{er} et ses mesures d'exécution peuvent être modifiées par l'autorité compétente habilitée à les accorder par ou en vertu du présent décret pour rendre leurs conditions, le cas échéant d'exploitation, compatibles avec le présent décret et ses mesures d'exécution.

§ 4. Le présent article est également applicable aux conventions environnementales conclues conformément au Livre I^{er} du Code de l'environnement et visant l'exécution de certaines obligations inhérentes au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et à ses mesures d'exécution.

Le présent décret est sans préjudice de la faculté de renouveler ou de modifier ces conventions environnementales visées à l'alinéa 1^{er} conformément aux articles D.88 et D.89 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement. En toute hypothèse, lesdites conventions environnementales, en ce compris le cas échéant leurs renouvellements, ne peuvent être conclues pour une durée totale supérieure à dix ans.

§ 5. Les clauses contractuelles concernant la collecte des déchets ménagers présentes dans les actes et contrats passés ou conclus avant l'entrée en vigueur du présent décret peuvent être exécutées jusqu'à leur terme sans pouvoir être tacitement reconduites ou renouvelées. À défaut de terme prévu, lesdites clauses contractuelles prennent fin de plein droit un an après la date d'entrée en vigueur du présent décret.

Art. 270. § 1^{er}. Tout titulaire d'un permis d'environnement ou d'une déclaration d'établissement de classe 3 qui est antérieur à l'entrée en vigueur du présent décret et qui porte sur l'exploitation d'une station d'épuration traitant des eaux usées acheminées ou tout autre déchet liquide acheminés jusqu'à ladite station d'épuration par véhicule, peuvent poursuivre ladite exploitation jusqu'au terme dudit permis ou de ladite déclaration sans devoir ni solliciter une modification dudit permis ou de ladite déclaration ni introduire une nouvelle demande d'un tel permis ou d'une telle déclaration, à la condition de disposer d'un agrément ou d'un enregistrement en tant que collecteur de déchets conformément au décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et au présent décret et leurs mesures d'exécution.

Tout titulaire d'un permis d'environnement ou d'une déclaration d'établissement de classe 3 tels que visés par l'hypothèse prévue à l'alinéa 1^{er} peut, jusqu'à l'expiration de son permis d'environnement ou de sa déclaration d'établissement de classe 3 et pour autant qu'aucune modification dudit permis ou de ladite déclaration n'est rendue nécessaire pour une raison autre que l'entrée en vigueur du présent décret, solliciter un nouvel agrément ou enregistrement en tant que collecteur de déchets conformément au présent décret et à ses mesures d'exécution. L'agrément ou l'enregistrement octroyé sur la base du présent alinéa ne peut dépasser la durée de validité du permis d'environnement ou de la déclaration d'établissement de classe 3 concerné.

§ 2. Dès l'entrée en vigueur du présent décret, tout permis d'environnement et toute déclaration d'établissement de classe 3 communiqués pour l'exploitation d'une station d'épuration telle que celle visée au paragraphe 1^{er} couvrent à tout le moins la ou les rubriques au sens de l'article 3 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et ses mesures d'exécution qui sont applicables en matière de traitement de déchets.

Le Gouvernement peut préciser ladite ou lesdites rubriques.

Art. 271. § 1^{er}. Le présent décret entre en vigueur le dixième jour après sa publication au *Moniteur belge*.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er} :

1° l'article 26 entre en vigueur le 1^{er} septembre 2023;

2° l'article 63 entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026;

3° les articles 220 à 232 entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2030.

Le Gouvernement peut fixer des dates d'entrée en vigueur antérieures à celles mentionnées à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 9 mars 2023.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,

W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,

Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,

V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,

Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—
Note

(1) Session 2022-2023.

Documents du Parlement wallon, 1180 (2022-2023) N^os 1 à 10cties à 19.

Compte rendu intégral, séance plénière du 8 mars 2023.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/44053]

9. MÄRZ 2023. — Dekret über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

TITEL I — GRUNDLAGEN, KONZEPTE UND GRUNDSÄTZE

KAPITEL 1 — Allgemeine Bestimmungen

Abschnitt 1 — Einleitende Bestimmung

Artikel 1 - Durch dieses Dekret wird Folgendes teilweise umgesetzt:

1° die Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien, in ihrer zuletzt durch die Richtlinie (EU) 2018/851 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 geänderten Fassung;

2° die Richtlinie 94/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 1994 über Verpackungen und Verpackungsabfälle, in ihrer zuletzt durch die Richtlinie (EU) 2018/852 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 geänderten Fassung;

3° die Richtlinie 1999/31/EG des Rates vom 26. April 1999 über Abfalldeponien, in ihrer zuletzt durch die Richtlinie (EU) 2018/850 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 geänderten Fassung;

4° die Richtlinie 2000/53/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. September 2000 über Altfahrzeuge, in ihrer zuletzt durch die Richtlinie (EU) 2018/849 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 geänderten Fassung;

5° die Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie über Altbatterien und Altakkumulatoren und zur Aufhebung der Richtlinie 91/157/EWG, in ihrer zuletzt durch die Richtlinie (EU) 2018/849 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 geänderten Fassung;

6° die Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte (WEEE) (Neufassung), in ihrer zuletzt durch die Richtlinie (EU) 2018/849 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 30. Mai 2018 geänderten Fassung;

7° die Richtlinie (EU) 2019/904 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 zur Verringerung der Auswirkungen bestimmter Kunststoffprodukte auf die Umwelt.

Abschnitt 2 — Gegenstand und Anwendungsbereich

Art. 2 - Dieses Dekret und dessen Durchführungsmaßnahmen dienen zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit durch die Vermeidung oder Verringerung der Abfallerzeugung und der schädlichen Auswirkungen der Abfallerzeugung und -bewirtschaftung sowie durch eine Verringerung der Gesamtauswirkungen der Ressourcennutzung und eine Verbesserung der Effizienz der Ressourcennutzung, die für den Übergang zu einer Kreislaufwirtschaft und die langfristige Wettbewerbsfähigkeit der Wallonischen Region und der Europäischen Union entscheidend sind.

Art. 3 - Vom Anwendungsbereich dieses Dekrets ausgeschlossen sind:

1° in die Atmosphäre abgegebene Abgase;

2° Kohlendioxid, das im Hinblick auf seine geologische Speicherung abgeschieden und transportiert wird und tatsächlich in geologischen Formationen gemäß dem Dekret vom 10. Juli 2013 über die geologische Speicherung von Kohlendioxid gespeichert wurde oder durch Artikel 2, Absatz 2 dieses Dekrets von dessen Anwendungsbereich ausgeschlossen wird;

3° die Böden (vor Ort), einschließlich nicht ausgehobener kontaminierter Böden und Gebäude, die dauerhaft mit dem Boden verbunden sind;

4° die Abwässer, die den verordnungsrechtlichen und Dekretsabschnitten des zweiten Buchs des Umweltgesetzbuchs, das das Wassergesetzbuch enthält, unterliegen, unter Ausschluss der Abfallsammlung durch eine Anlage oder eine eingestufte Anlage und des Transports von Schlamm, wie sie im Artikel D.2, 54°, 4. Spiegelstrich des besagten zweiten Buchs festgelegt sind, durch ein Fahrzeug;

5° andere radioaktive Abfälle als die freigegebenen Abfälle im Sinne des Zusammenarbeitsabkommens zwischen dem föderalen Staat und den Regionen vom 17. Oktober 2002 über die Bewirtschaftung der freigegebenen Abfälle;

6° Leichen, mit Ausnahme von Tierkadavern;

7° die Stoffe, die im Sinne des Artikels 3, Abs. 2, Buchstabe g) der Verordnung (EG) Nr. 767/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates als Rohstoffe für Tierfutter genutzt werden und die nicht aus tierischen Nebenprodukten bestehen oder keine tierischen Nebenprodukte enthalten.

Art. 4 - Dieses Dekret und dessen Durchführungsmaßnahmen gelten vorbehaltlich des Zusammenarbeitsabkommens vom 4. November 2008 bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung der Verpackungsabfälle und gegebenenfalls der auf interregionaler Ebene getroffenen Durchführungsmaßnahmen.

Abschnitt 3 — Begriffsbestimmungen

Art. 5 - § 1. Für die Anwendung dieses Dekrets gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° „Abfall“: alle Stoffe oder Gegenstände, deren sich ihr Inhaber entledigt, entledigen will oder entledigen muss;

2° „gefährlicher Abfall“: alle Abfälle, die eine oder mehrere der in Anhang 1 aufgeführten gefährlichen Eigenschaften aufweisen;

3° „nicht gefährlicher Abfall“: alle Abfälle, die nicht von 2° erfasst werden;

4° „Abfallerzeuger“: alle Personen, durch deren Tätigkeit Abfälle anfallen (Ersterzeuger) oder die Vorbehandlungen, Mischungen oder sonstige Behandlungen vornehmen, die eine Veränderung der Beschaffenheit oder der Zusammensetzung dieser Abfälle bewirken;

5° „Abfallinhaber“: der Erzeuger von Abfällen oder die natürliche oder juristische Person, die die tatsächliche Sachherrschaft über Abfälle hat;

6° „Sammler“: jedes Unternehmen (natürliche oder juristische Person oder Organisation mit oder ohne Rechtspersönlichkeit), das die Abfälle gewerbsmäßig einsammelt;

7° „Transporteur von Abfällen“: jedes Unternehmen (natürliche oder juristische Person oder Organisation mit oder ohne Rechtspersönlichkeit), das die Abfälle gewerbsmäßig befördert;

8° „Händler von Abfällen“: jedes Unternehmen (natürliche oder juristische Person oder Organisation mit oder ohne Rechtspersönlichkeit), das die Abfälle auf eigene Rechnung erwirbt und weiterveräußert, einschließlich des Händlers, der die Sachherrschaft über die Abfälle nicht erlangt;

9° „Makler von Abfällen“: jedes Unternehmen (natürliche oder juristische Person oder Organisation mit oder ohne Rechtspersönlichkeit), das die Verwertung oder Beseitigung von Abfällen für Rechnung Dritter organisiert, einschließlich des Maklers, der die Sachherrschaft über die Abfälle nicht erlangt;

10° „Abfallbewirtschaftung“: die Sammlung, die Beförderung, die Zwischenlagerung, die Vorbehandlung, die Verwertung (einschließlich der Mischung und der Sortierung) und die Beseitigung von Abfällen, einschließlich der Überwachung dieser Verfahren sowie der Überwachung, der Wiederinstandsetzung und der Sanierung der Deponien für Abfälle aus Zwischenlagerungs-, Vorbehandlungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsanlagen nach ihrer Schließung und insbesondere der Tätigkeiten, die von Händlern oder Maklern durchgeführt werden;

11° „Sammlung“: das Einsammeln von Abfällen, einschließlich deren vorläufiger Sortierung und vorläufiger Lagerung zum Zweck des Transports zu einer Zwischenlagerungs-, Vorbehandlungs- oder Behandlungsanlage für Abfälle;

12° „getrennte Sammlung“: die Sammlung, bei der ein Abfallstrom nach Art und Beschaffenheit des Abfalls getrennt gehalten wird, um eine bestimmte Behandlung zu erleichtern;

13° „Transport“: Laden, Transport und Entladen der Abfälle;

14° „Zwischenlagerung“: jedes Verfahren der Lagerung von Abfällen vor Vorbehandlungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsverfahren, mit Ausnahme von vorübergehenden Lagerungen vor der Abholung am Ort der Entstehung der Abfälle;

15° „Vermeidung“: jede Maßnahme, die ergriffen wird, bevor ein Stoff, Material oder Erzeugnis zu Abfall geworden ist und die Folgendes verringern:

die Abfallmenge, unter anderem über die Wiederverwendung von Erzeugnissen oder die Verlängerung ihrer Lebensdauer;

die schädlichen Auswirkungen des Abfalls auf Mensch und Umwelt oder
den Gehalt an schädlichen Stoffen in Materialien und Erzeugnissen

16° „Wiederverwendung“: jedes Verfahren, bei dem Erzeugnisse oder Bestandteile, die keine Abfälle sind, wieder für denselben Zweck verwendet werden, für den sie ursprünglich bestimmt waren;

17° „Vorbehandlung“: jede Vorbereitung, die einem nachfolgenden Verfahren zur Verwertung oder Beseitigung von Abfällen vorausgeht und aus einem physikalischen, chemischen, thermischen oder biologischen Prozess besteht, einschließlich der Mischung oder der Sortierung (gegebenenfalls durch Sichtkontrolle), durch den die Eigenschaften oder Merkmale von Abfällen identifiziert oder verändert werden, sodass ihr Volumen oder ihre Gefährlichkeit oder Umweltschädlichkeit verringert, ihre Handhabung erleichtert, ihre Verwertung gefördert oder ihre Beseitigung ermöglicht wird;

18° „Behandlung“: jedes Verwertungs- oder Beseitigungsverfahren, einschließlich Vorbereitung vor der Verwertung oder Beseitigung;

19° „Vorbereitung zur Wiederverwendung“: jedes Verwertungsverfahren der Prüfung, Reinigung oder Reparatur, bei dem Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, die zu Abfällen geworden sind, so vorbereitet werden, dass sie ohne weitere Vorbehandlung wieder verwendet werden können;

20° „Verwertung“: jedes Verfahren, als dessen Hauptergebnis die Abfälle innerhalb der Anlage oder in der weiteren Wirtschaft einem sinnvollen Zweck zugeführt werden, indem sie entweder andere Materialien ersetzen, die sonst zur Erfüllung einer bestimmten Funktion verwendet worden wären, oder indem die Abfälle so vorbereitet werden, dass sie diese Funktion erfüllen;

21° „stoffliche Verwertung“: jedes Verwertungsverfahren mit Ausnahme der energetischen Verwertung und der Aufbereitung zu Materialien, die für die Verwendung als Brennstoff oder als anderes Mittel der Energieerzeugung bestimmt sind; zur stofflichen Verwertung zählen insbesondere die Vorbereitung zur Wiederverwendung, das Recycling und die Verfüllung;

22° „Recycling“: jedes Verwertungsverfahren, durch das Abfälle zu Erzeugnissen, Materialien oder Stoffen entweder für den ursprünglichen Zweck oder für andere Zwecke aufbereitet werden; es schließt die Aufbereitung organischer Materialien ein, nicht aber die energetische Verwertung und die Aufbereitung zu Materialien, die für die Verwendung als Brennstoff oder zur Verfüllung bestimmt sind;

23° „Verfüllung“: jedes Verwertungsverfahren, bei dem geeignete nicht gefährliche Abfälle zur Rekultivierung von Abgrabungen oder zu bautechnischen Zwecken bei der Landschaftsgestaltung verwendet werden;

24° „Aufbereitung von Altöl“: jedes Recyclingverfahren, bei dem Basisöl durch Raffination von Altölen gewonnen werden können, insbesondere durch Abtrennung der Schadstoffe, der Oxidationsprodukte und der Additive, die in solchen Ölen enthalten sind;

25° „Abfallverbrennung“: jedes Verfahren zur thermischen Abfallbehandlung mit oder ohne Rückgewinnung der entstehenden Verbrennungswärme; dies schließt die Verbrennung durch Oxidation von Abfällen und andere thermische Behandlungsverfahren wie Pyrolyse, Vergasung und Plasmaverfahren ein, soweit die bei der Behandlung entstehenden Stoffe anschließend verbrannt werden;

26° „Mitverbrennung“: jedes Behandlungsverfahren, dessen Hauptzweck in der Energieerzeugung oder der Produktion stofflicher Erzeugnisse besteht und

bei dem Abfall als Regel- oder Zusatzbrennstoff verwendet wird oder

bei dem Abfall im Hinblick auf die Beseitigung durch Verbrennung durch Oxidation von Abfällen oder andere thermische Behandlungsverfahren wie Pyrolyse, Vergasung und Plasmaverfahren, soweit die bei der Behandlung entstehenden Stoffe anschließend verbrannt werden, thermisch behandelt wird;

27° „Beseitigung“: jedes Verfahren, das keine Verwertung ist, auch wenn das Verfahren zur Nebenfolge hat, dass Stoffe oder Energie zurückgewonnen werden;

28° „wilder Abfall“: alle Abfälle, die

außerhalb der von der örtlichen Behörde oder von anderen zuständigen Behörden in Bezug auf die Bewahrung des Gemeinguts oder auf das öffentliche Gesundheitswesen angebotenen oder zugelassenen Behälter oder Entsorgungsanlagen oder

ohne Einhaltung der Bestimmungen dieses Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen zurückgelassen, abgegeben oder bewirtschaftet werden;

29° „wilde Entsorgung von Abfall“: jede Handlung, die wilden Abfall produziert oder produziert hat;

30° „Inertabfälle“: Abfälle, die keinen wesentlichen physikalischen, chemischen oder biologischen Veränderungen unterliegen, sich nicht auflösen, nicht brennen und nicht in anderer Weise physikalisch oder chemisch reagieren, sich nicht biologisch abbauen und andere Materialien, mit denen sie in Kontakt kommen, nicht in einer Weise beeinträchtigen, die zu nachteiligen Auswirkungen auf die Umwelt oder die menschliche Gesundheit führen könnte;

31° „Siedlungsabfälle“: Abfälle, die Haushaltsabfälle sowie andere Abfälle umfassen, die den Abfällen aus Haushalten ähnlich sind, ausgenommen Abfälle aus Produktion, Landwirtschaft, Forstwirtschaft, Fischerei, Klärgruben, Kanalisation und Kläranlagen, einschließlich Klärschlamm, Altfahrzeuge sowie Bau- und Abbruchabfälle;

32° „Haushaltsabfälle“: gemischte Abfälle und getrennt gesammelte Abfälle aus Haushalten, einschließlich Papier und Karton, Glas, Metall, Kunststoff, Holz, Verpackungen, Textilien, Bioabfälle, Elektro- und Elektronik-Altgeräte, Altbatterien und Altkumulatoren sowie Sperrmüll, einschließlich gebrauchter Matratzen und gebrauchter Möbel;

33° „Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind“: gemischte Abfälle und getrennt gesammelte Abfälle aus anderen Quellen als Haushalten, wenn diese Abfälle aufgrund ihrer Beschaffenheit und Zusammensetzung Haushaltsabfällen ähnlich sind;

34° „Gewerbeabfälle“: Abfälle, die nicht von 32° und 33° erfasst werden;

35° „Sperrmüll“: Abfälle, deren gesamte Außenmaße mindestens 40 cm betragen oder deren Volumen mindestens 60 dm³ beträgt, sowie alle gebrauchten Matratzen und alle gebrauchten Möbel unabhängig von der Größe ihrer Außenmaße oder ihres Volumens;

36° „biologisch abbaubare Abfälle“: Abfälle, die anaerob oder aerob zersetzt werden können, wie Lebensmittel- und Gartenabfälle sowie Papier und Karton;

37° „Bioabfälle“: biologisch abbaubare Garten- und Parkabfälle, Nahrungsmittel- und Küchenabfälle aus Haushalten, Büros, Gaststätten, dem Großhandel, Kantinen, dem Cateringgewerbe und aus dem Einzelhandel sowie vergleichbare Abfälle aus Nahrungsmittelverarbeitungsbetrieben;

38° „Lebensmittelabfälle“: alle Lebensmittel gemäß Artikel 2 der Verordnung (EG) Nr. 178/2002 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 28. Januar 2002 zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze und Anforderungen des Lebensmittelrechts, zur Errichtung der Europäischen Behörde für Lebensmittelsicherheit und zur Festlegung von Verfahren zur Lebensmittelsicherheit, die zu Abfall im Sinne von 1° dieses Paragraphen geworden sind;

39° „Verluste von Lebensmitteln“: die Erzeugung von Lebensmittelabfällen entlang der Produktions- und Lieferketten, einschließlich der Verluste nach der Ernte;

40° „Verschwendung von Lebensmitteln“: die Erzeugung von Lebensmittelabfällen auf der Stufe des Verbrauchs;

41° „Altöle“: alle mineralischen oder synthetischen Schmier- oder Industrieöle die nicht aus dem Lebensmittelbereich stammen und die für den Verwendungszweck, für den sie ursprünglich bestimmt waren, ungeeignet geworden sind, wie z. B. gebrauchte Verbrennungsmotoren- und Getriebeöle, Schmieröle, Turbinen- und Hydrauliköle;

42° „Bau- und Abbruchabfälle“: Abfälle, die bei Bau- und Abbruchtätigkeiten entstehen;

43° „tierische Nebenprodukte“: tierische Nebenprodukte im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009;

44° „Tierkörper“: Körper oder Teile von Körpern von Tieren, die nicht durch Schlachtung für den menschlichen Verzehr zu Tode gekommen sind, einschließlich der Tiere, die zur Tilgung von Tierseuchen getötet wurden, und die gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 beseitigt werden müssen;

45° „Sozialwirtschaftsunternehmen“: eine Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht oder eine Genossenschaft, die gemäß Artikel 8:5, Abs. 1 des Gesetzbuchs der Gesellschaften und Vereinigungen als Sozialunternehmen zugelassen ist, die die in Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft genannten Grundsätze erfüllt und im Bereich der Abfallvermeidung oder -bewirtschaftung tätig ist, insbesondere im Bereich der Wiederverwendung oder der Vorbereitung zur Wiederverwendung von Abfällen, Erzeugnissen oder diesbezüglichen Bestandteilen;

46° „Verpackungen“: Verpackungen im Sinne von Artikel 2 des Kooperationsabkommens vom 4. November 2008 bezüglich der Vermeidung und der Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen;

47° „Einwegartikel“: jedes Produkt, das nicht konzipiert, entwickelt oder auf den Markt gebracht wird, um während seiner Lebensdauer mehrere Produktkreisläufe zu durchlaufen, indem es zur Wiederbefüllung oder Wiederverwendung zum ursprünglichen Verwendungszweck an einen Hersteller zurückgegeben wird;

48° „Kunststoff“: ein Werkstoff bestehend aus einem Polymer im Sinne des Artikels 3 Buchstabe 5) der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006, dem möglicherweise Zusatzstoffe oder andere Stoffe zugesetzt wurden und der als Hauptstrukturbestandteil von Endprodukten fungieren kann;

49° „Einwegkunststoffartikel“: ein ganz oder teilweise aus Kunststoff bestehender Artikel, der nicht konzipiert, entwickelt und auf den Markt gebracht wird, um während seiner Lebensdauer mehrere Produktkreisläufe zu durchlaufen, indem er zur Wiederbefüllung oder Wiederverwendung zum ursprünglichen Verwendungszweck an einen Hersteller zurückgegeben wird;

50° „Kunststofftragetaschen“: Tragetaschen mit oder ohne Tragegriff aus Kunststoff, die den Verbrauchern in der Verkaufsstelle der Waren oder Erzeugnisse angeboten werden;

51° „leichte Kunststofftragetaschen“: Kunststofftragetaschen mit einer Wandstärke unter 50 µm;

52° „sehr leichte Kunststofftragetaschen“: Kunststofftragetaschen mit einer Wandstärke unter 15 µm, die aus Hygienegründen erforderlich sind oder als Erstverpackung für lose Lebensmittel vorgesehen sind, sofern dies zur Vermeidung von Lebensmittelverschwendung beiträgt;

53° „Umweltgenehmigung“: die Entscheidung im Sinne des Artikels 1, 1° und 12° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

54° „Erklärung zum Betrieb der Klasse 3“: der Rechtsakt im Sinne des Artikels 1, 2° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

55° „beste verfügbare Techniken“: die Techniken im Sinne des Artikels 1, 19° des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

56° „Sammelstelle“: die für die Sammlung, Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen eingerichtete Stätte;

57° „eingestufte Anlage“: eine Sammelstelle im Sinne von 56°, wenn sie gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und ihrer Durchführungsmaßnahmen eingestuft ist;

58° „technisches Vergrabungszentrum“: eine Abfallbeseitigungsanlage für die Ablagerung von Abfällen oberhalb oder unterhalb der Erdoberfläche (auch unter Tage), einschließlich

betriebsinterner Anlagen, d. h. Anlagen, in denen ein Abfallerzeuger selbst die Abfallbeseitigung am Erzeugungsort vornimmt, und

auf Dauer angelegter, d. h. für länger als ein Jahr eingerichteter Anlagen, die für die vorübergehende Lagerung von Abfall genutzt werden;

59° „Gemeindeverband“: die Vereinigung von Gemeinden, die nach einer der Formen der Zusammenarbeit zwischen Gemeinden organisiert ist, die in Buch V des Kodexes der lokalen Demokratie und Dezentralisierung festgelegt sind;

60° „Verwaltung“: der Verwaltungsdienst oder die Verwaltungsdienste, die von der Regierung bestimmt werden;

61° „zuständige Behörde“: das Mitglied oder die Mitglieder der Regierung oder der Verwaltungsdienst oder die Verwaltungsdienste, die von der Regierung bestimmt werden;

62° „Genehmigungsbehörde erster Instanz“: die in 60° im Rahmen eines Verwaltungsverfahrens, das eine durch dieses Dekret organisierte Verwaltungsbeschwerde vorsieht, genannten Verwaltungsbehörde oder -behörden;

63° „zuständige Behörde bei Verwaltungsbeschwerde“: die in 61° genannten zuständigen Behörden, die nicht in 62° im Rahmen eines Verwaltungsverfahrens, das eine durch dieses Dekret organisierte Verwaltungsbeschwerde vorsieht, genannt werden;

64° „SPAQuE“: Société publique d’Aide à la Qualité de l’Environnement (Staatliche Gesellschaft zur Förderung der Umweltqualität);

65° „Richtlinie 94/62/EG“: Richtlinie 94/62/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 1994 über Verpackungen und Verpackungsabfälle;

66° „Richtlinie 1999/31/EG“: Richtlinie 1999/31/EG des Rates vom 26. April 1999 über Abfalldeponien;

67° „Richtlinie 2000/53/EG“: Richtlinie 2000/53/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. September 2000 über Altfahrzeuge;

68° „Richtlinie 2006/66/EG“: Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Alttakkumulatoren und zur Aufhebung der Richtlinie 91/157/EWG;

69° „Richtlinie 2008/98/EG“: Richtlinie 2008/98/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. November 2008 über Abfälle und zur Aufhebung bestimmter Richtlinien;

70° „Richtlinie 2012/19/EU“: Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte (WEEE) (Neufassung);

71° „Richtlinie (EU) 2015/1535“: Richtlinie (EU) 2015/1535 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 9. September 2015 über ein Informationsverfahren auf dem Gebiet der technischen Vorschriften und der Vorschriften für die Dienste der Informationsgesellschaft;

72° „Richtlinie (EU) 2019/904“: Richtlinie (EU) 2019/904 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juni 2019 über die Verringerung der Auswirkungen bestimmter Kunststoffprodukte auf die Umwelt;

73° „Verordnung (EG) Nr. 1069/2009“: Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 mit Hygienevorschriften für nicht für den menschlichen Verzehr bestimmte tierische Nebenprodukte und zur Aufhebung der Verordnung (EG) Nr. 1774/2002;

74° „Verordnung (EG) Nr. 1013/2006“: Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen;

75° „Verordnung (EG) Nr. 1907/2006“: Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Dezember 2006 zur Registrierung, Bewertung, Zulassung und Beschränkung chemischer Stoffe (REACH), zur Schaffung einer Europäischen Chemikalienagentur, zur Änderung der Richtlinie 1999/45/EG und zur Aufhebung der Verordnung (EWG) Nr. 793/93 des Rates, der Verordnung (EG) Nr. 1488/94 der Kommission, der Richtlinie 76/769/EWG des Rates sowie der Richtlinien 91/155/EWG, 93/67/EWG, 93/105/EG und 2000/21/EG der Kommission;

76° „Verordnung (EG) Nr. 1272/2008“: Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen, zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006

§ 2. Die Regierung kann bezüglich der Definition von „Abfallbewirtschaftung“, die in Paragraph 1, 10° unbeschadet des Rechts der Europäischen Union festgelegt wird, die Verfahren der Abfallbewirtschaftung festlegen.

Bezüglich der Definition von „Verwertung“ in Paragraph 1, 20° enthält Anhang 2 eine nicht vollständige Liste von Verwertungsverfahren. Unbeschadet des Rechts der Europäischen Union kann die Regierung andere Verfahren als diejenigen, die im genannten Anhang festgelegt wurden, als Verwertungsverfahren festlegen.

Bezüglich Paragraph 1, 23° gilt: Um der Definition von „Verfüllung“ zu entsprechen, muss der für die Verfüllung verwendete Abfall Material, das kein Abfall ist, ersetzen, für die oben genannten Zwecke geeignet sein und auf die Mengen begrenzt sein, die unbedingt erforderlich sind, um diese Zwecke zu erreichen.

Bezüglich der Definition von „Beseitigung“ in Paragraph 1, 27° enthält Anhang 3 eine nicht vollständige Liste von Beseitigungsverfahren. Unbeschadet des Rechts der Europäischen Union kann die Regierung andere Verfahren als diejenigen, die im genannten Anhang festgelegt wurden, als Beseitigungsverfahren festlegen.

Bezüglich Paragraph 1, 28° und 29° gelten die Definitionen der „wilden Abfälle“ und der „wilden Entsorgung von Abfällen“ unbeschadet der Befugnis der Regierung und der örtlichen Behörden, ihren Kampf gegen wilde Abfälle bezüglich mancher Unterarten der wilden Abfälle je nach Art, Größe, Menge, Präsenz in manchen Orten oder nach anderen Kriterien, die die Regierung oder örtlichen Behörden bestimmen, zu präzisieren oder zu priorisieren.

Bezüglich Paragraph 1, 30° gilt: Um der Definition der „Inertabfälle“ zu entsprechen, müssen die gesamte Auslaugbarkeit und der Schadstoffgehalt der Abfälle und die Ökotoxizität des Sickerwassers unerheblich sein und dürfen insbesondere nicht die Qualität von Oberflächenwasser oder Grundwasser gefährden.

Bezüglich Paragraph 1, 31° und 34° gelten die Definitionen der „Siedlungsabfälle“ und der „Gewerbeabfälle“ unbeschadet der Verteilung der Zuständigkeiten hinsichtlich der Abfallbewirtschaftung zwischen den öffentlichen und den privaten Akteuren.

Bezüglich Paragraph 1, 48° gilt: Wenn die Regierung Durchführungsmaßnahmen ergreift, um das auf dem Gebiet der Wallonischen Region anwendbare Recht mit dem Recht der Europäischen Union in Einklang zu bringen, kann sie natürliche Polymere, die nicht chemisch verändert wurden, von der Definition von „Kunststoff“ ausschließen.

Bezüglich Paragraph 1, 58° schließt die Definition des „technischen Vergrabungszentrums“ Folgendes aus:

Anlagen, in denen Abfälle abgeladen werden, damit sie für den Weitertransport zur Verwertung, Behandlung oder Beseitigung an einem anderen Ort vorbereitet werden können, sowie

die in der Regel auf eine Dauer von weniger als drei Jahren begrenzte Lagerung von Abfällen vor der Verwertung oder Behandlung oder

die auf eine Dauer von weniger als einem Jahr begrenzte Lagerung von Abfällen vor der Beseitigung.

§ 3. Um dieses Dekret und dessen Durchführungsmaßnahmen an das Recht der Europäischen Union und an das internationale Recht anzupassen, kann die Regierung die Anhänge dieses Dekrets außer Kraft setzen, ändern, ergänzen oder ersetzen.

Die von der Regierung gemäß diesem Paragraph getroffenen Maßnahmen verlieren von Rechts wegen ihre Gültigkeit, wenn sie nicht innerhalb von zwölf Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* per Dekret bestätigt werden.

Abschnitt 4 — Allgemeine Grundsätze

Unterabschnitt 1 — Abfallhierarchie

Art. 6 - § 1. Folgende Abfallhierarchie liegt den Rechtsvorschriften und politischen Maßnahmen der Wallonie im Bereich der Abfallvermeidung und -bewirtschaftung als Prioritätenfolge zugrunde:

- 1° Vermeidung;
- 2° Vorbereitung zur Wiederverwendung;
- 3° Recycling;
- 4° sonstige Verwertung, z. B. energetische Verwertung;
- 5° Beseitigung.

§ 2. Bei Anwendung der Abfallhierarchie nach Paragraph 1 trifft die Regierung Maßnahmen zur Förderung derjenigen Optionen, die insgesamt das beste Ergebnis unter dem Aspekt des Umweltschutzes erbringen. Dies kann erfordern, dass bestimmte Abfallströme von der Abfallhierarchie abweichen, sofern dies durch Lebenszyklusdenken hinsichtlich der gesamten Auswirkungen der Erzeugung und Bewirtschaftung dieser Abfälle gerechtfertigt ist.

Die allgemeinen Umweltschutzgrundsätze der Vorsorge und der Nachhaltigkeit, der technischen Durchführbarkeit und der wirtschaftlichen Tragfähigkeit, des Schutzes von Ressourcen und die Gesamtauswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit sowie die wirtschaftlichen und sozialen Folgen werden gemäß den Artikeln 2 und 32 berücksichtigt.

§ 3. Bezüglich der Ausarbeitung der Rechtsvorschriften und politischen Maßnahmen der Wallonie im Bereich Abfälle legt die Regierung gemäß dem Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion alle Vorentwürfe der gesetzlichen Bestimmungen zur Änderung des vorliegenden Dekrets und aller Erlassentwürfe vor, die aufgrund des vorliegenden Dekrets mindestens im Bereich „Umwelt“, Abschnitt „Abfall“ erlassen werden.

§ 4. Die Regierung kann auf wirtschaftliche Instrumente zurückgreifen und andere Maßnahmen setzen, um Anreize für die Anwendung der Abfallhierarchie zu schaffen, wie die in Anhang 4 angegebenen Maßnahmen, wenn diese über regulatorische Bestimmungen angenommen werden können, oder auf andere Instrumente und Maßnahmen zurückgreifen.

Unterabschnitt 2 — Grundsätze der Entsorgungsautarkie und der Nähe

Art. 7 - § 1. Die Regierung ergreift in Zusammenarbeit mit den anderen regionalen Behörden oder der föderalen Behörde des belgischen Staates sowie mit anderen Mitgliedsstaaten der Europäischen Union, wenn sich dies als notwendig oder angebracht erweist, die geeigneten Maßnahmen zur Errichtung eines integrierten und angemessenen Netzes von Abfallbeseitigungsanlagen und Anlagen zur Verwertung gemischter Siedlungsabfälle aus Haushalten, auch wenn die Sammlung solche Abfälle von anderen Abfallerzeugern umfasst, unter Berücksichtigung der besten verfügbaren Techniken.

§ 2. Das Netz ist so angelegt, dass die gesamte Europäische Union die Entsorgungsautarkie sowie die Verwertung der Abfälle gemäß Paragraph 1 erreichen kann und jeder einzelne Mitgliedsstaat der Europäischen Union diese Autarkie anstreben kann, wobei die geografischen Gegebenheiten oder der Bedarf an besonderen Anlagen für bestimmte Abfallarten berücksichtigt werden.

§ 3. Das Netz ermöglicht die Abfallbeseitigung oder die Abfallverwertung gemäß Paragraph 1 in einer der am nächsten gelegenen geeigneten Entsorgungsanlagen unter Einsatz von Methoden und Technologien, die am geeignetsten sind, um ein hohes Niveau des Gesundheits- und Umweltschutzes zu gewährleisten.

§ 4. Die Grundsätze der Nähe und der Entsorgungsautarkie bedeuten nicht, dass die Wallonische Region auf ihrem Gebiet die gesamte Bandbreite von Anlagen zur endgültigen Verwertung bieten muss.

§ 5. Die Regierung kann die Anwendung dieses Artikels auf andere Abfallarten als die in Paragraph 1 genannten Abfälle ausdehnen.

Abschnitt 5 — Qualifikationskriterien

Unterabschnitt 1 — Nebenprodukte

Art. 8 - § 1. Gegebenenfalls unter Einhaltung der auf EU-Ebene festgelegten Kriterien wird ein Stoff oder Gegenstand, der das Ergebnis eines Herstellungsverfahrens ist, dessen Hauptziel nicht die Herstellung des betreffenden Stoffes oder Gegenstands ist, nicht als Abfall, sondern als Nebenprodukt betrachtet, wenn die folgenden Voraussetzungen erfüllt sind:

- 1° es ist sicher, dass der Stoff oder Gegenstand weiterverwendet wird;
- 2° der Stoff oder Gegenstand kann direkt ohne weitere Verarbeitung, die über die normalen industriellen Verfahren hinausgeht, verwendet werden;
- 3° der Stoff oder Gegenstand wird als integraler Bestandteil eines Herstellungsprozesses erzeugt und
- 4° die weitere Verwendung ist rechtmäßig, d. h., der Stoff oder Gegenstand erfüllt alle einschlägigen Produkt-, Umwelt- und Gesundheitsschutzanforderungen für die jeweilige Verwendung und führt insgesamt nicht zu schädlichen Umwelt- oder Gesundheitsfolgen

§ 2. Wenn keine Kriterien auf EU-Ebene festgelegt wurden, kann die Regierung detaillierte Kriterien bezüglich der Anwendung der in Paragraph 1 genannten Bedingungen auf spezifische Stoffe oder Gegenstände erstellen.

§ 3. Die Regierung legt die Verfahrensmodalitäten fest, nach denen ein Stoff oder Gegenstand als Nebenprodukt und nicht als Abfall anerkannt wird. Diese Verfahrensmodalitäten können einseitige Verwaltungsentscheidungen mit individueller Tragweite umfassen, die von der Regierung oder von der zuständigen Behörde, die sie zu diesem Zweck bestimmt, angenommen werden. In jedem Fall werden diese Verwaltungsentscheidungen im *Belgischen Staatsblatt* und zumindest auf einer Internetseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

§ 4. Die Regierung kann die Verfahrensmodalitäten eines freiwilligen Mechanismus der individuellen Zertifizierung erlassen und festlegen, der es jedem Betreiber, der Stoffe oder Gegenstände erzeugt, die in der Wallonischen Region als Nebenprodukte gelten, ermöglicht, auf individueller Basis ausdrücklich als Erzeuger eines in der Wallonischen Region zugelassenen Nebenprodukts anerkannt zu werden.

§ 5. Die Regierung kann:

1° Stoffe oder Gegenstände, die von Rechts wegen als Nebenprodukte anerkannt sind, kategorisiert oder nicht kategorisiert auflisten;

2° Folgendes öffentlich machen:

Informationen über Entscheidungen, die gemäß Paragraf 3 im Einzelfall getroffen werden, auf elektronischem Wege zusätzlich zu den in Paragraf 3 genannten Mitteln;

Informationen über die Ergebnisse der von der Verwaltung durchgeführten Überprüfungen, auf elektronischem Wege.

In Bezug auf Absatz 1, 1° passt die Regierung mindestens alle fünf Jahre die Liste(n) der Stoffe oder Gegenstände in den Rechtsvorschriften an, um gegebenenfalls den Inhalt der in Paragraf 3 genannten Verwaltungsentscheidungen einzubeziehen.

§ 6. Wenn bei der Ausübung einer beruflichen Tätigkeit ein Nebenprodukt entsteht, das alle Eigenschaften, Merkmale, Kriterien oder Bedingungen aufweist und erfüllt, die in jeder Hinsicht denen eines durch Regierungserlass oder durch Verwaltungsentscheidung mit individueller Tragweite anerkannten Nebenprodukts entsprechen, kann der Inhaber solcher Materialien gemäß Paragraf 4 und seinen Durchführungsmaßnahmen einen Antrag auf individuelle Zertifizierung für den als Nebenprodukt anerkannten Stoff oder Gegenstand stellen.

Unterabschnitt 2 — Ende der Abfalleigenschaft

Art. 9 - § 1. Gegebenenfalls unter Einhaltung der auf EU-Ebene festgelegten Kriterien werden Abfälle, die ein Recycling- oder ein anderes Verwertungsverfahren durchlaufen haben, nicht länger als Abfall angesehen, wenn sie folgende Bedingungen erfüllen:

1° Der Stoff oder der Gegenstand soll für bestimmte Zwecke verwendet werden;

2° es besteht ein Markt für diesen Stoff oder Gegenstand oder eine Nachfrage danach;

3° der Stoff oder Gegenstand erfüllt die technischen Anforderungen für die bestimmten Zwecke und genügt den geltenden Rechtsvorschriften und Normen für Erzeugnisse;

4° die Verwendung des Stoffs oder Gegenstands hat insgesamt keine schädlichen Auswirkungen auf die Umwelt oder die menschliche Gesundheit

§ 2. Wenn keine Kriterien auf EU-Ebene festgelegt wurden, kann die Regierung detaillierte Kriterien bezüglich der Anwendung der in Paragraf 1 genannten Bedingungen auf spezifische Stoffe oder Gegenstände erstellen. Diese detaillierten Kriterien tragen etwaigen nachteiligen Auswirkungen des Stoffes oder Gegenstands auf Umwelt und Gesundheit Rechnung. Diese detaillierten Kriterien schließen Folgendes ein:

1° Abfallmaterialien, die der Verwertung zugeführt werden dürfen;

2° zulässige Behandlungsverfahren und -methoden;

3° Qualitätskriterien im Einklang mit den geltenden Produktnormen, erforderlichenfalls auch Schadstoffgrenzwerte, für das Ende der Abfalleigenschaft bei Materialien, die durch das Verwertungsverfahren gewonnen werden;

4° Anforderungen an Bewirtschaftungssysteme zum Nachweis der Einhaltung der Kriterien für das Ende der Abfalleigenschaft, einschließlich an die Qualitätskontrolle und Eigenüberwachung sowie gegebenenfalls Akkreditierung und

5° das Erfordernis einer Konformitätserklärung

§ 3. Wurden auf EU-Ebene oder durch die Regierung gemäß Paragraf 2 keine Kriterien festgelegt, kann die Regierung oder die zuständige Behörde, die sie zu diesem Zweck bestimmt, im Einzelfall entscheiden oder geeignete Maßnahmen treffen, um zu überprüfen, ob bestimmte Abfälle aufgrund der Bedingungen nach Paragraf 1 und gegebenenfalls unter Berücksichtigung der Anforderungen gemäß Paragraf 2, 1° bis 5° sowie unter Berücksichtigung der Grenzwerte für Schadstoffe und etwaiger nachteiliger Auswirkungen auf Umwelt und Gesundheit keine Abfälle mehr sind. Solche Entscheidungen im Einzelfall müssen der Europäischen Kommission gemäß der Richtlinie (EU) 2015/1535 nicht mitgeteilt werden.

§ 4. Natürliche oder juristische Personen, die erstmalig ein Material verwenden, das kein Abfall mehr ist und nicht in Verkehr gebracht wurde, oder ein Material erstmalig in Verkehr bringen, nachdem es kein Abfall mehr ist, sorgen dafür, dass das Material den einschlägigen Anforderungen des Chemikalien- und Produktrechts entspricht.

Bevor für Material, das kein Abfall mehr ist, die Rechtsvorschriften für Chemikalien und Produkte zur Anwendung kommen, müssen die Bedingungen gemäß Paragraf 1 erfüllt sein.

§ 5. Die Regierung legt die Verfahrensmodalitäten fest, nach denen

1° ein Stoff oder ein Gegenstand aufgrund der Absätze 1 und 2 nicht mehr als Abfall anzusehen ist und

2° die Regierung selbst oder die zuständige Behörde, die sie zu diesem Zweck bestimmt, entscheiden kann, dass ein Stoff oder ein Gegenstand gemäß Paragraf 3 nicht mehr als Abfall anzusehen ist.

Die in Absatz 1, 1° und 2° genannten Verfahrensmodalitäten können einseitige Verwaltungsentscheidungen mit individueller Tragweite umfassen, die von der Regierung oder von der zuständigen Behörde, die sie zu diesem Zweck bestimmt, angenommen werden. In jedem Fall werden diese Verwaltungsentscheidungen im *Belgischen Staatsblatt* und zumindest auf einer Internetseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

§ 6. Die Regierung entscheidet, dass die Ausübung jeder Tätigkeit, bei der ein Stoff oder Gegenstand entsteht, der nicht mehr als Abfall anzusehen ist, vorab registriert werden muss.

Wenn bei der Ausübung einer beruflichen Tätigkeit ein Stoff oder ein Gegenstand entsteht, der nicht mehr als Abfall anzusehen ist, der alle Eigenschaften, Merkmale, Kriterien oder Bedingungen aufweist und erfüllt, die in jeder Hinsicht denen eines durch Regierungserlass oder durch Verwaltungsentscheidung mit individueller Tragweite anerkannten Stoffes oder Gegenstandes entsprechen, der nicht mehr als Abfall anzusehen ist, muss dessen Inhaber gemäß Paragraf 4 und seinen Durchführungsmaßnahmen einen Antrag auf Eintragung für den Stoff oder Gegenstand, der nicht mehr als Abfall anzusehen ist, stellen.

§ 7. Die Regierung kann:

1° Stoffe oder Gegenstände, die nicht mehr als Abfälle anzusehen sind, kategorisiert oder nicht kategorisiert auflisten;

2° Folgendes öffentlich machen:

Informationen über Entscheidungen, die gemäß Paragraf 5 im Einzelfall getroffen werden, auf elektronischem Wege zusätzlich zu den in Paragraf 5 genannten Mitteln;

Informationen über die Ergebnisse der von der Verwaltung durchgeführten Überprüfungen, auf elektronischem Wege.

In Bezug auf Absatz 1, 1° passt die Regierung mindestens alle fünf Jahre die Liste(n) der Stoffe oder Gegenstände in den Rechtsvorschriften an, um gegebenenfalls den Inhalt der in Paragraf 3 und 5 genannten Verwaltungsentscheidungen einzubeziehen.

Unterabschnitt 1 — Abfalllisten

Art. 10 - § 1. Die Regierung kann Abfallarten nach Eigenschaften, Merkmalen, Kriterien oder Bedingungen auflisten, die sie bestimmt.

§ 2. Wenn die Regierung eine Abfallart gemäß Paragraf 1 auflistet, legt sie Folgendes fest:

1° die geltende Vermutung, dass

entweder alle in der Liste aufgeführten Abfälle zu der aufgelisteten Abfallart gehören

oder alle Abfälle, die nicht in der Liste aufgeführt sind, nicht zu der aufgelisteten Abfallart gehören;

2° die Widerlegbarkeit bzw. Unwiderlegbarkeit der Vermutung.

§ 3. Wenn die Regierung Abfallarten gemäß diesem Artikel auflistet, vermerkt sie dies ausdrücklich und es gilt Folgendes:

- Bezüglich Paragraf 2, 1° gilt: wenn die Regierung nicht ausdrücklich die zwischen Buchstabe *a*) und Buchstabe *b*) geltende Vermutung vorsieht, ist Buchstabe *a*) von Rechts wegen gültig;

- bezüglich Paragraf 2, 2° gilt: wenn die Regierung nicht ausdrücklich die Widerlegbarkeit oder die Modalitäten, die die Vermutung widerlegen können, vorsieht, ist diese Vermutung von Rechts wegen unwiderlegbar.

Art. 11 - § 1. Wenn die Vermutungen durch oder aufgrund dieses Dekrets widerlegbar sind, gilt je nach Fall Folgendes:

1° entweder die Widerlegung der widerlegbaren Vermutung stützt sich auf Beweise, aus denen hervorgeht, dass Abfälle, die auf einer betreffenden Abfallliste vorhanden sind, nicht alle Eigenschaften, Merkmale, Kriterien oder Bedingungen erfüllen, die von der Regierung gemäß Artikel 10 für die Erstellung dieser Liste festgelegt wurden;

2° oder die widerlegbare Vermutung wird aufgrund von Beweisen widerlegt, aus denen hervorgeht, dass Abfälle, die auf einer betreffenden Abfallliste nicht vorhanden sind, alle Eigenschaften, Merkmale, Kriterien oder Bedingungen erfüllen, die von der Regierung gemäß Artikel 10 für die Erstellung dieser Liste festgelegt wurden

§ 2. Wenn die Regierung eine Vermutung festlegt, die durch oder aufgrund dieses Dekrets widerlegt werden kann, regelt sie die Verfahrensmodalitäten, die es ermöglichen, diese Vermutung gegebenenfalls im Einzelfall zu widerlegen.

§ 3. Wenn die Regierung eine Vermutung festlegt, die durch oder aufgrund dieses Dekrets widerlegt werden kann, kann sie die Modalitäten festlegen, nach denen die Eigenschaften, Merkmale, Kriterien oder Bedingungen gemäß Artikel 10 von Abfällen anerkannt werden:

1° in Fällen, in denen sie zwar nicht als solche in einer durch oder aufgrund dieses Dekrets erstellten Abfallliste aufgeführt sind, aber als Teil der aufgelisteten Abfallart erkannt werden können;

2° obwohl sie als Teil einer durch oder aufgrund dieses Dekrets erstellten Abfallliste identifiziert wurden, können sie als nicht zur aufgelisteten Abfallart gehörend anerkannt werden.

Ein Antrag auf eine solche Anerkennung muss mindestens eine Analyse der Umweltrisiken enthalten.

Die Regierung kann die Mindestanforderungen für die in Absatz 2 genannte Umweltrisikoprüfung festlegen.

Art. 12 - Die widerlegbaren und unwiderlegbaren Vermutungen, die durch oder aufgrund dieses Dekrets vorgesehen sind, gelten unbeschadet der Befugnisse der Regierung, in den gemäß diesem Dekret getroffenen Rechtsvorschriften eine administrative Genehmigung vorzuschreiben und insbesondere Ausnahmen von den Verboten vorzusehen, die durch oder aufgrund dieses Dekrets vorgesehen sind.

Art. 13 - Jede Abfallliste, die durch oder aufgrund dieses Dekrets erstellt wird, bildet die Referenznomenklatur für die Abfallbewirtschaftung.

Die Aufnahme eines Stoffes oder Gegenstands in eine Abfallliste bedeutet nicht zwangsläufig, dass es sich dabei in jedem Fall um Abfall handelt. Ein Stoff oder Gegenstand gilt nur dann als Abfall, wenn er der Definition in Artikel 5, § 1, 1° entspricht.

Art. 14 - § 1. Die Regierung erstellt die Liste der gefährlichen Abfälle unter Berücksichtigung der Herkunft und der Zusammensetzung der Abfälle und gegebenenfalls der Konzentrationsgrenzwerte für gefährliche Stoffe.

Die Identifizierung von Abfällen als gefährliche Abfälle innerhalb der Liste gefährlicher Abfälle stellt eine widerlegbare Vermutung dar, dass der Abfall eine oder mehrere der in Anhang 1 aufgeführten gefährlichen Eigenschaften besitzt.

Die Herabstufung von gefährlichen Abfällen zu nicht gefährlichen Abfällen darf nicht durch Verdünnung oder Vermischung erfolgen, um die ursprünglichen Konzentrationen gefährlicher Stoffe unter die Schwellenwerte zu senken, die die Gefährlichkeit eines Abfalls definieren.

Gegebenenfalls unbeschadet etwaiger Durchführungsmaßnahmen, die die Regierung gemäß Artikel 10 und 11 in Bezug auf die von ihr gemäß diesem Paragraf erlassene Liste gefährlicher Abfälle ergreift, passt sie die gemäß diesem Paragraf erlassene Liste gefährlicher Abfälle an, sodass sie mit der von der Europäischen Union angenommenen Liste gefährlicher Abfälle übereinstimmt.

§ 2. Die Regierung erstellt die Liste der Inertabfälle.

Das Fehlen eines Abfalls in der Liste der Inertabfälle stellt eine widerlegbare Vermutung dar, dass dieser Abfall nicht inert ist.

Art. 15 - Im Falle mehrerer gemäß diesem Dekret erlassener Abfalllisten kann die Regierung eine oder mehrere einheitliche Listen mit einem System von Verweisen erstellen, das die Unterscheidung verschiedener Abfalllisten innerhalb der einheitlichen Liste(n) ermöglicht.

Abschnitt 6 — Probenahme- und Analysemethoden für Abfälle

Art. 16 - Die Regierung kann:

1° Mindestvorschriften hinsichtlich der Probenahme- und Analysemethoden festlegen, um insbesondere die physikalisch-chemischen Eigenschaften und Merkmale der Abfälle oder ihren Schadstoffgehalt zu bestimmen;

2° einen oder mehrere technische Leitfäden mit Richtwert genehmigen, um die Qualität der Gutachten im Bereich der Abfallwirtschaft zu gewährleisten.

Die in Absatz 1, 1° genannten Mindestvorschriften enthalten mindestens Kriterien, die es den Adressaten ermöglichen, zu begründen und zu gewährleisten, dass die von ihnen vorgeschlagenen Probenahme- und Analysemethoden ein gleichwertiges Informationsniveau und eine gleichwertige Informationsqualität wie die gemäß Absatz 1, 2° genehmigten technischen Angaben gewährleisten.

Im Falle von Widersprüchen zwischen Angaben in einem technischen Leitfaden werden die neuesten Angaben angewandt.

Abschnitt 7 — Planung hinsichtlich der Abfälle, der Stoffkreislaufwirtschaft und der öffentlichen Sauberkeit

Art. 17 - Der wallonische Abfall-Ressourcenplan deckt das gesamte Gebiet der Wallonischen Region ab und legt die kurz-, mittel- und langfristigen Leitlinien sowie die Maßnahmen fest, die ergriffen werden müssen, um zumindest die durch das vorliegende Dekret und dessen Ausführungserlasse festgelegten Ziele zu erreichen.

Er kann mehrere separate Pläne, Programme oder Aktionsbereiche umfassen, die sich mit spezifischen Problemen oder Themen in den Bereichen Abfall, Stoffkreislaufwirtschaft oder öffentliche Sauberkeit befassen.

Art. 18 - § 1. Der wallonische Abfall-Ressourcenplan umfasst Folgendes:

1° Analyse der Situation im Bereich der Abfallvermeidung und -bewirtschaftung in der Wallonischen Region;

2° Festlegung der zu erreichenden Vermeidungsziele, der Ziele, mit denen die Verbindung zwischen Wirtschaftswachstum und den mit der Abfallerzeugung zusammenhängenden Umweltauswirkungen gebrochen werden soll;

3° Festlegung der zu erreichenden Bewirtschaftungsziele;

4° Festlegung der Maßnahmen, die zur Erreichung der in 2° und 3° genannten Ziele zu ergreifen sind, insbesondere der Maßnahmen, die erforderlich sind, um unter den bestmöglichen Bedingungen eine umweltfreundliche Vorbereitung der Abfälle zur Wiederverwendung, zum Recycling, zur Verwertung oder zur Beseitigung zu gewährleisten;

5° Festlegung der finanziellen Mittel, die zur Erreichung dieser Ziele erforderlich sind;

6° Bewertung der Art und Weise, wie sie die Umsetzung der Bestimmungen und die Erreichung der Ziele dieses Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen unterstützt;

7° Anreize für eine positive Entwicklung der Verhaltensweisen im Bereich der Abfallbewirtschaftung bei den Bürgern und den Wirtschaftssektoren.

§ 2. Der wallonische Abfall-Ressourcenplan wird durch Angaben zu den Auswirkungen auf den Haushalt der Regierung, den voraussichtlichen kurz-, mittel- und langfristigen Auswirkungen auf die Wirtschaft im Allgemeinen und den voraussichtlichen Auswirkungen auf die Umwelt ergänzt.

§ 3. Im wallonischen Abfall-Ressourcenplan wird klar definiert, welche die Ziele und Maßnahmen sind, die die Abfallvermeidung betreffen und welche die Abfallbewirtschaftung betreffen.

Art. 19 - § 1. Von den Maßnahmen zur Abfallvermeidung, die im wallonischen Abfall-Ressourcenplan stehen, umfassen einige Folgendes:

1° die in Artikel 22 genannten Maßnahmen gemäß Artikel 2 und 6;

2° Beschreibung der bereits existierenden Vermeidungsmaßnahmen und Aufführung der in Anhang 5 als Beispiel genannten Maßnahmen, die als nützlich erachtet werden, oder jeglicher anderer Maßnahmen, die als geeignet erachtet werden, sowie deren Beitrag zur Abfallvermeidung;

3° gegebenenfalls eine Beschreibung des Beitrags der in Anhang 4 genannten Instrumente und Maßnahmen zur Abfallvermeidung und eine Bewertung der Nützlichkeit der in Anhang 5 genannten Beispielmaßnahmen oder anderer geeigneter Maßnahmen;

4° Befassung mit Verpackungsabfällen;

5° Befassung mit Lebensmittelverschwendung und Lebensmittelverlusten

§ 2. Im Hinblick auf die Überwachung der Fortschritte bei der Abfallvermeidung erstellt der wallonische Abfall-Ressourcenplan eine aktualisierte Bestandsaufnahme der Situation und enthält qualitative und quantitative Ziele, die für diesen Bereich relevant sind, sowie Indikatoren für die Überwachung der Erreichung dieser Ziele.

Art. 20 - § 1. Die Maßnahmen zur Abfallbewirtschaftung, die im wallonischen Abfall-Ressourcenplan stehen, enthalten mindestens Folgendes:

1° Art, Menge und Herkunft der im Gebiet erzeugten Abfälle, die Abfälle, die wahrscheinlich aus dem oder in das Hoheitsgebiet verbracht werden, sowie eine Abschätzung der zukünftigen Entwicklung der Abfallströme;

2° bedeutende bestehende Beseitigungs- und Verwertungsanlagen, einschließlich spezieller Vorkehrungen für Altöle, gefährliche Abfälle, Abfälle, die erhebliche Mengen an kritischen Rohstoffen enthalten, oder Abfallströme, für die besondere Bestimmungen der Rechtsvorschriften der Europäischen Union gelten;

3° Beurteilung der Notwendigkeit neuer Sammelsysteme, die Stilllegung bestehender Abfallanlagen, zusätzliche Infrastrukturen für Abfallanlagen gemäß Artikel 7;

4° Informationen über die Maßnahmen, die ergriffen werden müssen, um die in Artikel 41 oder in anderen strategischen Dokumenten, die das gesamte Gebiet der Wallonischen Region abdecken, genannten Ziele zu erreichen;

5° Beurteilung der bestehenden Abfallsammelsysteme, einschließlich der materiellen und territorialen Abdeckung der getrennten Sammlung und der Maßnahmen zur Verbesserung ihrer Funktionsweise, aller gemäß Artikel 49, § 2 gewährten Ausnahmen und des Bedarfs an neuen Sammelsystemen;

6° erforderlichenfalls ausreichende Informationen über die Ortsmerkmale für die Standortbestimmung und über die Kapazität künftiger Beseitigungsanlagen oder bedeutender Verwertungsanlagen;

7° allgemeine Abfallbewirtschaftungsstrategien, einschließlich geplanter Abfallbewirtschaftungstechnologien und -methoden, oder Strategien für Abfälle, die besondere Bewirtschaftungsprobleme aufwerfen;

8° Maßnahmen zur Verhinderung und Vermeidung jeglicher Form von wilder Entsorgung von Abfällen und zur Beseitigung aller Arten von wilden Abfällen;

9° angemessene qualitative und quantitative Indikatoren und Ziele, insbesondere in Bezug auf die Menge der erzeugten und gesammelten Abfälle und deren Behandlung, vor allem für Siedlungsabfälle, die beseitigt oder energetisch verwertet werden;

10° besondere Bestimmungen für Verpackungen und die Bewirtschaftung von Verpackungsabfällen;

11° Maßnahmen zur Reduzierung der biologisch abbaubaren Abfälle, die zu technischen Vergrabungszentren gebracht werden.

Bezüglich Absatz 1, 3° umfasst die dort genannte Beurteilung der Notwendigkeit eine Analyse der Investitionen und sonstiger Finanzmittel, einschließlich für öffentliche, insbesondere lokale Behörden, die erforderlich sind, um diesen Bedarf zu decken.

§ 2. Die Maßnahmen zur Abfallbewirtschaftung, die im wallonischen Abfall-Ressourcenplan stehen, können auch Folgendes enthalten:

1° organisatorische Aspekte der Abfallbewirtschaftung, einschließlich einer Beschreibung der Aufteilung der Verantwortlichkeiten zwischen öffentlichen und privaten Akteuren, die die Abfallbewirtschaftung durchführen;

2° eine Bewertung von Nutzen und Eignung des Einsatzes wirtschaftlicher und anderer Instrumente zur Bewältigung verschiedener Abfallprobleme unter Berücksichtigung der Notwendigkeit, ein reibungsloses Funktionieren des EU-Binnenmarkts aufrecht zu erhalten;

3° den Einsatz von Sensibilisierungskampagnen und die Bereitstellung von Informationen für die breite Öffentlichkeit, eine bestimmte Verbrauchergruppe oder andere Zielgruppen von Akteuren;

4° geschlossene kontaminierte Abfallbeseitigungsstandorte und Maßnahmen zu ihrer Sanierung.

Art. 21 - § 1. Der wallonische Abfall-Ressourcenplan und seine eventuellen Änderungen werden gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuchs vorgesehenen Verfahren der Umweltverträglichkeitsprüfungen und zur Beteiligung der Öffentlichkeit, die für Pläne und Programme der Kategorie A.1. im Sinne des genannten Buchs gelten, angenommen.

§ 2. Der wallonische Abfall-Ressourcenplan wird mindestens alle sechs Jahre bewertet und erforderlichenfalls gemäß Artikel 22 und 38 revidiert.

§ 3. Der wallonische Abfall-Ressourcenplan, dessen Bewertung und gegebenenfalls dessen Änderung werden auf einer Internetseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

KAPITEL 2 — Abfallvermeidung

Abschnitt 1 — Allgemeine Ermächtigungen der Regierung

Art. 22 - § 1. Um das Entstehen von Abfall zu vermeiden, die Menge Abfall oder dessen Schädlichkeit zu verringern oder die Abfallbewirtschaftung zu erleichtern, kann die Regierung alle geeigneten Maßnahmen ergreifen, die Folgendes beinhalten:

1° Festlegung und Verwendung geeigneter qualitativer und quantitativer Indikatoren und Ziele;

2° Überwachung und Bewertung der Durchführung von Abfallvermeidungsmaßnahmen, insbesondere im Hinblick auf die Menge des erzeugten Abfalls, durch Maßnahmen gemäß 1°;

3° Förderung und Unterstützung von Folgendem:

nachhaltige Produktions- und Konsummodelle;

Forschung und Entwicklung, Planung, Herstellung und Nutzung von Produkten, die eine effiziente Nutzung von Ressourcen darstellen, nachhaltig (insbesondere im Hinblick auf die Lebensdauer und die Vermeidung geplanter Obsoleszenz), reparierbar und wiederverwendbar sind und ein skalierbares Design aufweisen;

Verbesserung der Wiederverwendbarkeit oder Recyclingfähigkeit bestimmter von der Regierung festgelegter Produkt- oder Abfallarten durch Ökodesign-Maßnahmen;

Wiederverwendung von Produkten und die Umsetzung von Systemen, die Reparatur- und Recyclingtätigkeiten fördern, insbesondere für Elektro- und Elektronik-Geräte, Textilien und Möbel sowie für Verpackungen und Baumaterial und -produkte;

je nach Bedarf und unbeschadet der Rechte des geistigen Eigentums, Verfügbarkeit von Ersatzteilen, Gebrauchsanweisungen, technischen Informationen oder andere Instrumente, Geräte oder Programme, die die Reparatur oder Wiederverwertung von Produkten ermöglicht, ohne deren Qualität oder Sicherheit zu beeinträchtigen;

Informationskampagnen zur Sensibilisierung bezüglich Abfallvermeidung und wilder Entsorgung von Abfällen;

Beendigung der Produktion von wilden, für die Meeresumwelt schädlichen Abfällen, um zum Ziel der Vereinten Nationen für nachhaltige Entwicklung beizutragen, Meeresverschmutzung aller Art zu verhindern und deutlich zu verringern

4° Verringerung:

Abfallerzeugung bei Prozessen im Zusammenhang mit Folgendem, unter Berücksichtigung der besten verfügbaren Techniken:

Nutzung von natürlichen Ressourcen, einschließlich der Ressourcen, die mit der Gewinnung von Mineralien verbunden sind;

industrielle Herstellung, Anfertigung, Bau, Abbau und Abbruch;

Erbringung von Dienstleistungen;

Herstellung von Abfällen, insbesondere Abfälle, die nicht für die Vorbereitung zur Wiederverwendung oder für das Recycling geeignet sind;

Gehalt an schädlichen Stoffen in Materialien und Erzeugnissen;

5° Vermeidung, Vorbeugung und Verminderung von Abfällen aus Erzeugnissen, die

kritische Rohstoffe enthalten;

die Hauptquellen von wilder Entsorgung von Abfällen bilden, insbesondere in der natürlichen und der Meeresumwelt;

6° Regelung, Einführung und Unterstützung von Folgendem:

Nutzung von Erzeugnissen und Dienstleistungen, die mit Hilfe der Modelle aus 3°, a) erstellt wurden;

eine Informationspflicht für die Nutzer der Erzeugnisse in Bezug auf Folgendes:

Verschmutzungsrisiken, die von den Erzeugnissen ausgehen, oder die ökologischen Auswirkungen ihrer Herstellung, Vermarktung und Verwendung;

Art der Verwertung oder Beseitigung von Abfällen aus diesen Erzeugnissen;

Erstellung eines Abfallvermeidungsplans mit oder ohne Abfallbilanz für Anlagen und Tätigkeiten, die Abfall erzeugen und einen bestimmten von der Regierung festgelegten Schwellenwert überschreiten;

7° Auferlegung einer oder mehrerer der folgenden Verpflichtungen gegenüber den Herstellern von Erzeugnissen oder den Inhabern von Erzeugnissen, die zu gefährlichen Abfällen werden können:

Führung einer analytischen Buchhaltung über diese Erzeugnisse;

Information der Verwaltung über die Zweckbestimmung, die Verwendung oder die Art der Verwertung oder Beseitigung der genannten Erzeugnisse;

8° Definition, Bestimmung der Modalitäten oder Regelung von Folgendem:

Verfahren, bei denen Stoffe, Materialien oder Erzeugnisse, die zu Abfällen geworden sind oder nicht, erneut für denselben oder einen anderen Zweck als den, für den sie ursprünglich bestimmt waren, verwendet werden;

Verwertungsverfahren der Prüfung, Reinigung oder Reparatur, bei denen Substanzen, Materialien und Erzeugnisse, die zu Abfällen geworden sind, so vorbereitet werden, dass sie ohne weitere Vorbehandlung wieder verwendet werden können;

9° Regelung oder Verbot der Vernichtung mancher Erzeugnisse, wiederverwendbarer Abfälle oder verbrauchbarer Abfälle, die die Regierung bestimmt;

10° Bestimmung der Finanzierungsmechanismen, Regelung der Gewährung von Zuschüssen oder anderen Unterstützungsmaßnahmen, Bereitstellung von Investitionen sowie Einführung von Gebühren, für gemäß diesem Artikel durchgeführte Aktionen und getroffene Maßnahmen

§ 2. Wenn die Regierung Durchführungsmaßnahmen gemäß Paragraf 1, 3°, a) und b) verabschiedet, können diese Maßnahmen insbesondere die Entwicklung, Herstellung und Vermarktung von Mehrwegprodukten und damit verbundenen Spenden-, Leih- und Mietdienstleistungen, die technisch nachhaltig sind, unterstützen.

Wenn die Regierung Durchführungsmaßnahmen gemäß Paragraf 1, 4°, c) verabschiedet, werden diese Maßnahmen unbeschadet der harmonisierten rechtlichen Anforderungen, die auf EU-Ebene für diese Materialien und Erzeugnisse festgelegt wurden, getroffen und sie sorgen dafür, dass jeder Lieferant eines Erzeugnisses, im Sinne des Artikels 3, 33) der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates, der Europäischen Chemikalienagentur ab dem 5. Januar 2021 die in Artikel 33, Abs. 1 dieser Verordnung vorgesehenen Informationen übermittelt.

Unter den Durchführungsmaßnahmen, die gemäß Paragraf 1, 5° ergriffen wurden, kann die Regierung insbesondere beschließen, diese Ermächtigung durch ein Nutzungsverbot unter bestimmten Umständen oder an bestimmten Orten, die die Regierung gemäß Artikel 24 dieses Dekrets festlegt, umzusetzen.

Die gemäß Paragraf 1, 10° getroffenen Durchführungsmaßnahmen werden im Rahmen der für diesen Zweck im Haushalt vorgesehenen Mittel gewährt.

Abschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für bestimmte Arten von Erzeugnissen

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 23 - Wenn die Regierung Durchführungsmaßnahmen gemäß diesem Abschnitt ergreift, die nach dem Recht der Europäischen Union Marktbeschränkungen gleichgestellt werden können, teilt sie diese Durchführungsmaßnahmen der Europäischen Kommission mit.

Art. 24 - Die Regierung kann unter bestimmten Umständen oder an bestimmten Orten, die sie bestimmt, die Verwendung von anderen als den in den Unterabschnitten 2 und 3 dieses Abschnitts genannten Erzeugnissen verbieten. Sie achtet darauf, dass diese Beschränkungen angemessen und nicht diskriminierend sind.

Art. 25 - Wenn die Regierung Durchführungsmaßnahmen gemäß diesem Abschnitt ergreift, kann sie Ausnahmen, gegebenenfalls von begrenzter Dauer, vorsehen, die die spezifischen Hygiene-, Handhabungs- oder Sicherheitsanforderungen der von diesen Maßnahmen betroffenen Arten von Erzeugnissen berücksichtigen sollen. Sie kann die Merkmale und Bedingungen angeben, denen die Art oder Arten von Erzeugnissen entsprechen, die einer Ausnahme unterliegen.

Die in Absatz 1 genannten Durchführungsmaßnahmen müssen dem EU-Lebensmittelrecht entsprechen, so dass die Lebensmittelhygiene und die Lebensmittelsicherheit nicht beeinträchtigt werden.

Unterabschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für bestimmte Arten von Kunststoffprodukten

Art. 26 - An Orten und in Bereichen, die für Kultur-, Sport-, Folklore- oder Freizeitveranstaltungen vorgesehen sind, ist die Verwendung von Einwegkunststoffbechern für Getränke im Rahmen jeglicher Vertragsbeziehung und jeglichen Vertragsangebots verboten.

Art. 27 - § 1. An Orten und in Bereichen, die für Geschäftszwecke vorgesehen sind, ist die Verwendung von leichten und sehr leichten Kunststofftragetaschen als Serviceverpackung im Rahmen jeglicher Vertragsbeziehung und jeglichen Vertragsangebots zwischen folgenden Personen verboten:

1° Geschäftspersonen einschließlich ihrer Beauftragten und Subunternehmer und;

2° Kunden oder Verbraucher.

§ 2. Gemäß Artikel 25 kann die Regierung Ausnahmen bezüglich Paragraf 1 dieses Artikels vorsehen.

§ 3. Im Sinne dieses Artikels sind natürliche Polymere, die nicht chemisch verändert wurden, von der Definition von „Kunststoff“ ausgeschlossen.

Unterabschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für Druckerzeugnisse auf Kunststoff- oder Papierträgern und für Kassenbons auf Papierträgern

Art. 28 - § 1. Die Regierung ergreift geeignete Durchführungsmaßnahmen, um die Entstehung von Kunststoff- und Papierabfällen aus Druckerzeugnissen zu begrenzen und Probleme mit der öffentlichen Sauberkeit im Zusammenhang mit deren Verteilung zu bekämpfen.

Die Regierung legt zumindest Druckerzeugnis- und Verteilungsarten fest, die in diesem Artikel und seinen Durchführungsmaßnahmen genannt werden.

§ 2. Von den Durchführungsmaßnahmen, die die Regierung gemäß Paragraf 1 ergreift, können einige Folgendes verbieten:

1° Kunststofffolien um die genannten Druckerzeugnisse;

2° das Anbringen von Werbung an den Scheiben von Fahrzeugen zu kommerziellen Zwecken, mit Ausnahme der Folierung;

3° Verteilung mancher Druckerzeugnisse, die die Regierung bestimmt, entweder an Personen, die sich ausdrücklich dagegen ausgesprochen haben, sie zu erhalten, oder an Personen, die nicht ausdrücklich ihre Einwilligung gegeben haben, sie zu erhalten.

Bezüglich Absatz 1, 3° muss der in *a)* genannte Widerspruch oder die in *b)* genannte Einwilligung aus freiem Entschluss, bezogen auf den konkreten Fall und in Kenntnis der Sachlage erfolgen.

§ 3. Wenn die Regierung Durchführungsmaßnahmen gemäß Paragraf 2, Absatz 1, 3°, *a)* oder *b)* ergreift, kann sie Folgendes unternehmen:

1° Einführung und Bestimmung von Folgendem:

eine Informationspflicht gegenüber den in Paragraf 2, Absatz 1, 3°, *a)* oder *b)* genannten Personen, entweder zulasten derjenigen, die die Druckerzeugnisse herausgeben lassen, oder derjenigen, die die in diesem Artikel und seinen Durchführungsmaßnahmen genannten Druckerzeugnisse verteilen;

eine administrative Überwachung der von den in Paragraf 2, Absatz 1, 3°, *a)* oder *b)* genannten Personen gestellten Anträge oder eine Verpflichtung zur regelmäßigen Berichterstattung an die Verwaltung;

2° Förderung von unverbindlichen Modalitäten zur Äußerung des Widerspruchs oder der Einwilligung, die in den Maßnahmen genannt werden

Art. 29 - Unbeschadet anderer gesetzlicher Bestimmungen werden an Orten und in Bereichen, die für Geschäftszwecke bestimmt sind, Kassenbons in Papierform nur auf Nachfrage des Kunden ausgedruckt.

KAPITEL 3 — *Verwaltung von Abfällen und Materialien*

Abschnitt 1 — Allgemeine Ermächtigungen der Regierung

Art. 30 - Die Regierung kann alle angemessenen Maßnahmen für folgende Zwecke setzen:

1° Festlegung von Zielen zur Verwertung für bestimmte Kategorien von Abfällen;

2° Förderung, Begünstigung und Unterstützung der Forschung und Entwicklung von Techniken zur ökologisch rationellen Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung sowie deren Einsatz;

3° Förderung, Begünstigung und Unterstützung von technischen Innovationen im Bereich Verwertung, insbesondere jegliches jedes Verwertungsverfahren, das aus einer gleichzeitigen Kombination von Recycling und Energierückgewinnung aus einem Abfallstrom in einem thermischen Verarbeitungsprozess zur Herstellung von Produkten besteht;

4° Bau, Verbesserung oder Erneuerung von Anlagen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen sowie Erwerb – gegebenenfalls über Enteignung – von Liegenschaften, die hierfür erforderlich sind;

5° Förderung der selektiven Sammlung oder Verwertung von Haushaltsabfällen, Abfällen, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, Siedlungs- oder Gewerbeabfällen, einschließlich Verpackungsabfällen sowie der öffentlichen Sauberkeit;

6° Förderung von Einstellungen und der Weiterbeschäftigung von Bediensteten auf kommunaler Ebene für die Prävention, Ermittlung und Feststellung von Verstößen im Bereich Abfälle;

7° Förderung von Einstellungen oder der Weiterbildung von Personal des öffentlichen oder privaten Sektors in den Bereichen Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft oder öffentliche Sauberkeit;

8° Förderung, Begünstigung und Unterstützung von Kampagnen zur Information oder Sensibilisierung in den Bereichen Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft oder öffentliche Sauberkeit;

9° Verpflichtend-Machung oder Förderung der Aufnahme von durch sie erlassenen Bestimmungen in die besonderen Anforderungsprofile der Regionalverwaltung, der Einheiten der öffentlichen Verwaltung der Wallonischen Region und der lokalen Behörden in bestimmten von ihr festgelegten Fällen, die die Verwendung von zurückgewonnenen Produkten und Materialien oder von Materialien, die daraus hervorgegangen sind, vorschreiben oder erlauben, die im Vergleich zu nicht zurückgewonnenen Produkten oder Materialien oder zu Materialien, die ausschließlich aus nicht zurückgewonnenen Materialien hervorgegangen sind, eine angemessene Qualität aufweisen;

10° Förderung der internen Verwertung in abfallerzeugenden Unternehmen;

11° Instandsetzung oder Wiederherstellung von technischen Vergrabungszentren und ehemaligen Abfallabladeplätzen;

12° Regelung der Extraktion von Abfällen, die in technischen Vergrabungszentren für die Wiederaufbereitung gelagert wurden, im Hinblick auf die derzeit besten verfügbaren Techniken;

13° Bestimmung der Finanzierungsmechanismen, Regelung der Gewährung von Subventionen oder anderen Unterstützungsmaßnahmen, Einsatz von Subventionen sowie Einführung von Gebühren für Aktionen und Maßnahmen, die nach dem vorliegenden Artikel gesetzt wurden

Bezüglich Absatz 1, 2° kann es sich bei den darin genannten Techniken vor allem um geeignete Techniken zur Beseitigung von gefährlichen Stoffen in Abfällen handeln.

Die gemäß Absatz 1, 13° gesetzten Durchführungsmaßnahmen werden im Rahmen der dafür im Budget vorgesehenen Mittel gewährt.

Art. 31 - § 1. Die Regierung kann Anlagen zur vorübergehenden Lagerung, Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen bestimmen. Diese haben bestimmte Kapazitäten und Mengen für Abfälle, die in der Wallonischen Region erzeugt wurden und verfügen nicht kurz- oder mittelfristig über andere Lösungen zur Bewirtschaftung der genannten Abfälle in der Wallonischen Region.

Die genannten Anlagen werden unter Berücksichtigung technischer und umweltbezogener Einschränkungen sowie unter Berücksichtigung der mit diesen Anlagen verbundenen Verwaltungskosten festgelegt.

§ 2. Wenn Sie Maßnahmen gemäß Paragraph 1 setzt, legt die Regierung Folgendes fest:

1° den oder die Typ(en) oder Untertyp(en) der betroffenen Abfälle;

2° die Kapazitäten für die vorübergehende Lagerung, Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung je Anlage;

3° die Dauer der Verwendung der Anlage in Anwendung des vorliegenden Artikels;

4° die Umstände, unter denen die betroffenen Anlagen genutzt werden können;

5° das Verfahren und die Bedingungen für die Verwirklichung der Kapazitäten für die vorübergehende Lagerung, Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung;

6° juristische Personen öffentlichen oder privaten Rechts, welche die Nutzung von Kapazitäten zur vorübergehenden Lagerung, Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung beantragen können

§ 3. Wenn die genannten Anlagen zumindest einer oder mehreren Personen privaten Rechts gehören, kann die Regierung die Rechte erwerben, die für die Nutzung der genannten Anlagen erforderlich sind. Dies kann über öffentlichen Auftrag, Enteignung oder Beschlagnahme erfolgen.

Wenn die genannten Anlagen ausschließlich einer oder mehreren Personen öffentlichen Rechts gehören, kann die Regierung die Rechte erwerben, die für die Nutzung der genannten Anlagen erforderlich sind. Dies kann über Vertrag, Enteignung oder Beschlagnahme erfolgen.

§ 4. Unbeschadet der Befugnisse der lokalen Behörden im Bereich der allgemeinen Verwaltungspolizei, insbesondere im Bereich der öffentlichen Sicherheit, ist ausschließlich die Regierung dazu befugt, den Zugang zu den genannten Einrichtungen in den für die Umsetzung dieses Artikels erforderlichen Grenzen zu genehmigen.

§ 5. Die Leistungsempfänger tragen alle Betriebskosten, einschließlich des Erwerbs der Benutzungsrechte durch die Regierung und der Steuern in Zusammenhang mit dem in der betroffenen Anlagen angewandten Behandlungsverfahren.

§ 6. Wenn die Regierung Maßnahmen zur Umsetzung gemäß diesem Artikel setzt, legt sie die Verfahrens- und Anwendungsmodalitäten fest.

Abschnitt 2 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 32 - Die Abfallbewirtschaftung erfolgt ohne Gefährdung der menschlichen Gesundheit oder Schädigung der Umwelt sowie insbesondere:

1° ohne Gefährdung von Wasser, Luft, Boden, Tieren und Pflanzen

2° ohne Verursachung von Geräusch- oder Geruchsbelästigungen und

3° ohne Beeinträchtigung der Landschaft oder von Orten von besonderem Interesse

Art. 33 - Es ist verboten, Abfälle zurückzulassen, abzugeben oder zu bewirtschaften:

1° außerhalb der von der örtlichen Behörde oder von für die Bewahrung des Gemeinguts oder für das öffentliche Gesundheitswesen zuständigen Behörden angebotenen oder zugelassenen Entsorgungsanlagen oder;

2° ohne Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Maßnahmen zur Umsetzung.

Art. 34 - Unbeschadet der Bestimmungen von Teil VIII von Buch I des Umweltgesetzbuchs können die Regierung oder die lokalen Behörden von Amts wegen für die Bewirtschaftung von wilden Abfällen sorgen.

Art. 35 - Jeglicher Ersterzeuger von Abfällen oder sonstiger Inhaber von Abfällen trennt seine Abfälle gemäß der geltenden Gesetzgebung und gemäß den geltenden Bestimmungen.

Art. 36 - § 1. Abfälle werden einer Vorbereitung für die Wiederverwendung, das Recycling oder andere Verwertungsverfahren oder für ein Verfahren zur Beseitigung unterzogen. Dies erfolgt gemäß den Artikel 6 und 32.

§ 2. Wenn dies zur Einhaltung von Paragraph 1 und zur Erleichterung oder Verbesserung der Vorbereitung zur Wiederverwendung, zum Recycling und zu anderen Verwertungsverfahren beitragen kann, sind die Abfälle selektiv zu sammeln und dürfen nicht mit anderen Abfällen oder Materialien mit verschiedenen Eigenschaften gemäß den geltenden gesetzlichen, regulatorischen und Verwaltungsvorschriften vermischt werden.

Wenn die Regierung eine Verpflichtung zur selektiven Sammlung für eine von ihr bestimmte Art von Abfällen vorschreibt, die für eines der in Absatz 1 des vorliegenden Paragraphen genannten Verfahren geeignet ist, kann sie Ausnahmen gemäß Artikel 49, § 2 regeln.

§ 3. Die Regierung setzt Maßnahmen, um sicherzustellen, dass Abfälle, die gemäß Artikel 38 §§ 1 bis 3 und Artikel 65 für die Vorbereitung zur Wiederverwendung und das Recycling selektiv gesammelt wurden, nicht verbrannt oder mitverbrannt werden. Ausgenommen sind dabei Abfälle aus nachfolgenden Behandlungsverfahren für selektiv gesammelte Abfälle, bei denen die Verbrennung oder Mitverbrennung gemäß Artikel 6 das beste Ergebnis auf Ebene der Umwelt erreicht.

§ 4. Wenn es für die Einhaltung von Paragraph 1 des vorliegenden Artikels erforderlich ist, um die Verwertung oder Beseitigung zu erleichtern oder zu verbessern, setzt die Regierung die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass gefährliche Stoffe, Gemische und Bestandteile gefährlicher Abfälle vor oder während der Verwertung oder Beseitigung entfernt werden, damit sie gemäß Artikel 6 und 32 behandelt werden können.

§ 5. Die im vorliegenden Artikel von der Regierung gesetzten Durchführungsmaßnahmen werden gegebenenfalls durch jene ersetzt, die von den lokalen Behörden im Bereich der allgemeinen Verwaltungspolizei, vor allem im Bereich der öffentlichen Sauberkeit und der Sammlung von Siedlungsabfällen, gesetzt werden.

Art. 37 - Wenn Abfälle nicht gemäß dem vorliegenden Dekret und dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und ihren Durchführungsmaßnahmen sowie gemäß den EU-Bestimmungen und den internationalen Bestimmungen bezüglich Abfälle verwertet werden, werden sie Gegenstand sicherer Beseitigungsverfahren, die den Bestimmungen von Artikel 32 im Bereich Schutz der menschlichen Gesundheit und der Umwelt entsprechen.

Abschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für die Vorbereitung hinsichtlich Wiederverwendung und Recycling

Art. 38 - § 1. Die Regierung setzt geeignete Maßnahmen, um Tätigkeiten für die Vorbereitung hinsichtlich Wiederverwendung zu fördern, insbesondere durch Motivation der Einrichtungen und des Erhalts von Netzen für die Vorbereitung hinsichtlich Wiederverwendung und Reparatur.

Von diesen Maßnahmen bezüglich der Netze, die in Absatz 1 angeführt sind, können einige insbesondere auf Folgendes abzielen:

1. Erleichterung – sofern kompatibel mit der korrekten Abfallbewirtschaftung – des Zugangs der in Absatz 1 genannten Netze für Abfälle, die von den Sammel-, Zwischenlagerungs- oder Vorbehandlungssystemen oder -anlagen aufbewahrt werden und die sich für eine Vorbereitung zur Wiederverwendung eignen, aber nicht für eine solche Vorbereitung durch das betreffende Sammelsystem oder die betreffende Sammeleinrichtung bestimmt sind, sofern dies mit einer ordnungsgemäßen Abfallbewirtschaftung vereinbar ist und

2° Förderung des Einsatzes von wirtschaftlichen Instrumenten, von Kriterien für die Erteilung von Aufträgen, von quantitativen Zielen oder anderen Maßnahmen

Die Verwaltung überwacht und bewertet die Umsetzung der Maßnahmen zur Wiederverwendung durch Messung der Wiederverwendung auf Basis der gemeinsamen Methodik, welche im in Artikel 9 § 7 der Richtlinie 2008/98/EG genannten Durchführungsrechtsakt festgelegt ist, und zwar ab dem ersten vollen Kalenderjahr nach dem Erlass des genannten Durchführungsrechtsakts.

§ 2. Die Regierung setzt auch Maßnahmen zur Förderung eines qualitativ hochwertigen Recyclings und legt hierzu vorbehaltlich Artikel 36 § 2 und Artikel 49 § 2 die Modalitäten für die Verwaltung und die Einführung der getrennten Sammlung von Abfällen zumindest für Papier, Metalle, Kunststoffe sowie Glas und spätestens am 1. Januar 2025 für Textilien fest. Sie kann die Verpflichtung zur selektiven Sammlung gemäß Artikel 49, § 1 auf andere Typen von Abfällen ausweiten.

§ 3. Die Regierung setzt Maßnahmen zur Förderung des selektiven Rückbaus und Abrisses, um die sichere Entfernung und Handhabung gefährlicher Stoffe zu ermöglichen und um die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung, die Wiederverwendung selbst und das hochqualitative Recycling durch die selektive Entfernung von Materialien zu erleichtern. Zudem dienen diese Maßnahmen der Garantie der Einrichtung von Systemen zur Trennung von Bau-, Abbruch- und Rückbauabfällen zumindest für Holz, Metall, Glas, Kunststoffe, Gips, Kohlenwasserstoffbindemittel (bituminöse und teerhaltige Beläge) sowie für mineralische Teile (Beton, Ziegel, Steine, Fliesen und Keramiken).

§ 4. Um die Ziele dieses Dekrets zu erreichen und um sich in Richtung einer wallonischen und europäischen Recyclinggesellschaft mit einem hohen Maß an Effizienz bei den Ressourcen zu bewegen, müssen auf regionaler Ebene die folgenden Ziele erreicht werden:

1° ab 2020 werden die Zahlen für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung und das Recycling von Abfällen wie zumindest Papier, Metall, Kunststoff und Glas, die in Haushaltsabfällen und unter Umständen in Abfällen aus anderen Quellen enthalten sind, sofern diese Abfallströme ähnlich Haushaltsabfällen sind, auf mindestens fünfzig Gewichtsprozent erhöht;

2° ab 2020 werden die Zahlen für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung, das Recycling und andere Formen der Verwertung von Stoffen – einschließlich Verfahren zur Verfüllung, bei denen Abfälle anstelle anderer Materialien verwendet werden – von ungefährlichen Bau-, Abbruch- und Demontageabfällen, mit Ausnahme von natürlichen geologischen Materialien, die in Kategorie 17 05 04 des von der Europäischen Union verabschiedeten Abfallverzeichnisses festgelegt sind, auf mindestens siebenzig Gewichtsprozent erhöht;

3° ab 2025 werden die Zahlen für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung und für das Recycling von Siedlungsabfällen auf ein Minimum von fünfundfünfzig Gewichtsprozent erhöht;

4° ab 2030 werden die Zahlen für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung und für das Recycling von Siedlungsabfällen auf ein Minimum von sechzig Gewichtsprozent erhöht;

5° ab 2035 werden die Zahlen für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung und für das Recycling von Siedlungsabfällen auf ein Minimum von fünfundsiebzehn Gewichtsprozent erhöht

§ 5. Unbeschadet Paragraph 4 kann die Regierung quantifizierte Zielvorgaben für die Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung, für das Recycling oder für jede Form der Verwertung festlegen. Die Ziele können für bestimmte Typen oder Untertypen von Abfällen genau festgelegt werden. Die Regierung kann zudem die Maßnahmen setzen, die erforderlich sind, um die in Paragraph 4 und im vorliegenden Paragraph beschriebenen Ziele zu erreichen.

Abschnitt 4 — Besondere Bestimmungen für die Beseitigung

Art. 39 - Unbeschadet Artikel 79 legt die Regierung die Kriterien für die Annahme von Typen von Abfällen fest, die in technischen Vergrabungszentren zugelassen sind.

Art. 40 - § 1. Die Ablagerung von biologisch abbaubaren organischen Haushaltsabfällen in technischen Vergrabungszentren ist verboten.

Die Ablagerung von biologisch abbaubaren organischen Haushaltsabfällen, die parallel zu den Absatz 1 genannten Haushaltsabfällen gesammelt werden, in technischen Vergrabungszentren ist verboten.

Ab 31. Dezember 2023 ist die Ablagerung von Bioabfällen, die nicht in Absatz 1 und 2 genannt sind, sowie von allen anderen biologisch abbaubaren organischen Gewerbeabfällen verboten.

§ 2. Die Regierung kann andere als die in Absatz 1 genannten Abfalltypen auflisten, deren Ablagerung in technischen Vergrabungszentren verboten ist:

1° ohne Vorbehandlung oder

2° aufgrund der Tatsache, dass sie verwertet werden können

Wenn ein Abfall auf dieser Liste vorhanden ist, wird davon ausgegangen, dass er zu jenem Typ von Abfall gehört, der nicht in technischen Vergrabungszentren abgelagert werden darf. Diese Annahme ist unwiderlegbar.

§ 3. Die Regierung kann die Möglichkeiten für Abweichungen von den Verboten der Ablagerung bestimmter Abfälle in technischen Vergrabungszentren, die durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets vorgesehen sind, gemäß dem Recht der Europäischen Union regeln. Wenn sie fallweise Möglichkeiten zur Abweichung vorsieht, erlässt sie hierzu Verfahrensmodalitäten.

Diese Ausnahmen sind zeitlich begrenzt und im Rahmen unvorhersehbarer, schwerwiegender und außergewöhnlicher Umstände gerechtfertigt. Sie führen zudem zu unvorhergesehenen Verzögerungen, dem Stillstand, Unzulänglichkeiten oder dem Fehlen eines Bewirtschaftungswegs, der Anlagen oder der dazugehörigen klassifizierten Anlagen.

Art. 41 - § 1. Die Regierung setzt die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass bis 2030 keine Abfälle, die recycelt oder verwertet werden können – insbesondere Siedlungsabfälle – in einem technischen Vergrabungszentrum angenommen werden. Ausgenommen sind dabei Abfälle, deren Ablagerung in einem technischen Vergrabungszentrum gemäß Artikel 6 das beste Ergebnis für die Umwelt erzeugt.

§ 2. Die Regierung setzt die erforderlichen Maßnahmen, um sicherzustellen, dass bis 2035 die Menge an Siedlungsabfällen, die in technischen Vergrabungszentren entsorgt wird, weniger als zehn Prozent oder weniger der gesamten erzeugten Menge an Siedlungsabfällen (nach Gewicht) beträgt.

Art. 42 - Die Regierung legt Typen von Abfällen fest, deren Verbrennung verboten ist:

1° ohne Vorbehandlung oder

2° aufgrund der Tatsache, dass sie verwertet werden können

Darüber hinaus legt die Regierung Typen von Abfällen fest, deren Verbrennung ohne Vorbehandlung verboten ist.

Art. 43 - Um zu den Zielen beizutragen, die im vorliegenden Abschnitt festgelegt sind, kann die Regierung auf wirtschaftliche Instrumente und andere Maßnahmen zurückgreifen, um die Anwendung der Abfallhierarchie zu fördern.

Diese Instrumente und Maßnahmen können Folgendes beinhalten:

1° die Instrumente und Maßnahmen, die in Anhang 4 angegeben sind, wenn diese durch regulatorische Bestimmungen verabschiedet werden können oder

2° sonstige geeignete Instrumente und Maßnahmen

Art. 44 - Die Regierung kann Möglichkeiten für das Abweichen von den Verboten für die Verbrennung oder Mitverbrennung von Abfällen gemäß einem Recht der Europäischen Union regeln. Wenn sie fallweise Möglichkeiten zur Abweichung vorsieht, erlässt sie hierzu Verfahrensmodalitäten.

Diese Ausnahmen sind zeitlich begrenzt und im Rahmen unvorhersehbarer, schwerwiegender und außergewöhnlicher Umstände gerechtfertigt. Sie führen zudem zu unvorhergesehenen Verzögerungen, dem Stillstand, Unzulänglichkeiten oder dem Fehlen eines Bewirtschaftungswegs, der Anlagen oder der dazugehörigen klassifizierten Anlagen.

Art. 45 - § 1. Vorbehaltlich der Verbrennung von natürlichen trockenen Abfällen, die aus Wäldern, Feldern und Gärten stammen, gemäß dem Forstgesetzbuch und dem Feldgesetzbuch und ihren Durchführungsmaßnahmen, ist das Verbrennen von Abfällen verboten.

Große Feuer und andere Verbrennungen, die im Rahmen volkstümlicher Veranstaltungen stattfinden, welche von der Gemeinde genehmigt wurden, fallen nicht unter das in Absatz 1 genannte Verbot.

§ 2. Die Regierung kann Möglichkeiten zur Abweichung vom in Paragraph 1, Absatz 1 genannten Verbot regeln. Wenn sie fallweise Möglichkeiten zur Abweichung vorsieht, erlässt sie hierzu Verfahrensmodalitäten.

Diese Ausnahmen sind zeitlich begrenzt und im Rahmen unvorhersehbarer, schwerwiegender und außergewöhnlicher Umstände gerechtfertigt, sowie ausschließlich im Falle des Fehlens oder der Unzulänglichkeit eines Bewirtschaftungswegs, der Anlagen oder der dazugehörigen klassifizierten Anlagen.

Abschnitt 5 — Berechnungsmodalitäten für die Festlegung des Erreichens bestimmter Ziele, die in den Abschnitten 3 und 4 genannt sind

Art. 46 - § 1. Für Berechnungen, die dazu dienen festzustellen, ob die in Artikel 38, § 4 und in Artikel 41, § 2 festgelegten Ziele erreicht wurden, beschließt die Regierung die Modalitäten dieser Berechnungen gemäß dem Recht der Europäischen Union.

§ 2. Wenn einige der in Paragraph 1 genannten Berechnungsmodalitäten nach dem Recht der Europäischen Union an Bedingungen geknüpft sind, setzt die Regierung, um sicherzustellen, dass diese Bedingungen erfüllt werden, Maßnahmen zur Einrichtung eines wirksamen Systems der Qualitätskontrolle und Rückverfolgbarkeit zumindest für die folgenden Abfallarten:

1° erzeugte Siedlungsabfälle;

2° verwertete Siedlungsabfälle;

3° Siedlungsabfälle, die in einem technischen Vergrabungszentrum abgelagert wurden

Die Regierung kann die gemäß diesem Absatz gesetzten Maßnahmen auf andere Abfallarten ausdehnen und zwar je nach Art des Abfalls oder der Art der Behandlung.

§ 3. Um die Zuverlässigkeit und Genauigkeit der Daten, die über bestimmte Arten von Abfällen, darunter von recycelten Abfällen, gesammelt werden, zu garantieren, kann das in Paragraph 2 genannte System die Form eines oder mehrerer gemäß Artikel 72 § 5 eingerichteter elektronischer Register, technischer Spezifikationen über die Qualität sortierter Abfälle oder durchschnittlicher Verlustquoten für sortierte Abfälle jeweils für die verschiedenen Arten von Abfällen und die verschiedenen Praktiken der Abfallbewirtschaftung annehmen.

Die durchschnittlichen Verlustraten werden nur in Fällen verwendet, in denen zuverlässige Daten nicht auf andere Art und Weise erhalten werden können. Sie werden auf der Grundlage der durch das Recht der Europäischen Union festgelegten Berechnungsregeln ermittelt.

Abschnitt 6 — Verpflichtung zur Abfallbewirtschaftung

Unterabschnitt 1 — Sachhaftung

Art. 47 - § 1. Jeder Ersterzeuger von Abfällen oder andere Inhaber von Abfällen sichert deren Bewirtschaftung gemäß Artikel 6 und 32.

Jeder Ersterzeuger von Abfällen oder andere Inhaber von Abfällen:

1° führt deren Behandlung selbst durch oder

2° übergibt sie an einen Sammler, Händler, Makler, eine Anlage oder ein Unternehmen, der/die/das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Genehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle gemäß Artikel 6 und 32 verfügt

§ 2. Die Sammler und Transporteure bringen die gesammelten und transportierten Abfälle zu geeigneten und genehmigten Anlagen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung, welche die Bestimmungen von Artikel 6 und 32 einhalten.

§ 3. Wenn Abfälle zum Zweck der Vorbehandlung vom Ersterzeuger der Abfälle oder vom Inhaber der Abfälle zu einer der in Paragraph 1, Absatz 2, 2° genannten natürlichen oder juristischen Personen gebracht werden, wird die Haftung für die Durchführung eines vollständigen Verwertungs- oder Beseitigungsverfahrens nicht auf den Ersterzeuger der Abfälle oder den Inhaber der Abfälle übertragen.

Unbeschadet Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 kann die Regierung die Haftungsbedingungen genauer ausführen und entscheiden, in welchen Fällen der Ersterzeuger von Abfällen die Haftung für die gesamte Bewirtschaftungskette einschließlich der Verarbeitungskette behält, oder in welchen Fällen diese Haftung zwischen den verschiedenen Beteiligten der Bewirtschaftungskette, einschließlich der Verarbeitungskette, geteilt oder übertragen werden kann.

Diese Modalitäten zur Befreiung, Erleichterung oder gemeinsamen Übernahme von Verantwortung werden festgelegt auf der Grundlage von Kriterien wie Typ der Abfälle, Ausmaß der Abfallströme, ihre Rückverfolgbarkeit und die Einhaltung der gesetzlichen und verordnungsmäßigen Vorschriften durch alle Akteure der Kette.

§ 4. Jeder Inhaber von Gewerbeabfällen oder von Haushaltsabfällen ähnlichen Abfällen ist in der Lage, nachzuweisen, dass er den vorliegenden Artikel einhält.

Dazu gilt:

1° wenn er die genannten Abfälle selbst in einer Anlage oder einem Unternehmen behandelt, die bzw. das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Genehmigung zur Durchführung aller Verfahren zur Behandlung der genannten Abfälle verfügt, weist er dies über das in Artikel 72 genannte Abfallregister nach;

2° wenn er die genannten Abfälle zu einem Sammler, Händler, Makler, eine Anlage oder ein Unternehmen, der/die/das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Genehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle verfügt, transportiert bzw. transportieren lässt, weist er dies über alle folgenden Nachweise nach:

das in Artikel 72 genannte Abfallregister;

einen schriftlichen Vertrag oder ein anderes Dokument, das vom genannten Sammler bzw. Händler, Makler, der genannten Anlage oder dem genannten Unternehmen ausgestellt wurde und die Einhaltung der Artikel 6 und 32 bescheinigt, sowie

vorbehaltlich der im vorliegenden Dekret vorgesehenen Befreiungen bezüglich Registrierung und Zulassung für den Transport solcher Abfälle:

wenn er die genannten Abfälle selbst transportiert hat – jegliches Dokument, das seine Registrierung oder seine Zulassung als Transporteur für den oder die betreffenden Abfalltyp(en) bescheinigt;

wenn er die genannten Abfälle von einem Dritten transportieren ließ – einen schriftlichen Vertrag oder jegliches Dokument, das von dem genannten Dritten ausgestellt wurde und die Registrierung oder Zulassung als Transporteur für den oder die betreffenden Abfalltyp(en) bescheinigt;

3° wenn er die genannten Abfälle einem Sammler, Händler, Makler, einer Anlage oder einem Unternehmen, der/die/das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Genehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle verfügt, übergibt, weist er dies über alle folgenden Nachweise nach:

das in Artikel 72 genannte Abfallregister;

einen schriftlichen Vertrag oder ein anderes Dokument, das vom genannten Sammler bzw. Händler, Makler, der genannten Anlage oder dem genannten Unternehmen ausgestellt wurde und die Einhaltung der Artikel 6 und 32 bescheinigt, sowie

vorbehaltlich der im vorliegenden Dekret vorgesehenen Befreiungen bezüglich Zulassung und Registrierung für den Transport solcher Abfälle:

wenn er die genannten Abfälle selbst transportiert hat – jegliches Dokument, das seine Zulassung oder seine Registrierung als Transporteur für den oder die betreffenden Abfalltyp(en) bescheinigt;

wenn er die genannten Abfälle von dem genannten Sammler, Händler, Makler, der genannten Anlage oder dem genannten Unternehmen oder einem Dritten transportieren ließ – einen schriftlichen Vertrag oder jegliches Dokument, das von dem genannten Sammler, Händler, Makler, der genannten Anlage oder dem genannten Unternehmen dem oder genannten Dritten ausgestellt wurde und die Registrierung oder Zulassung als Transporteur für den oder die betreffenden Abfalltyp(en) bescheinigt.

§ 5. Die Regierung kann die Form und den Inhalt des gesamten Vertrags oder eines Teils davon bzw. aller Verträge oder eines Teils davon bzw. des oder der Dokumente, die in Paragraph 4 genannt sind, regeln.

Unterabschnitt 2 — Finanzielle Haftung

Art. 48 - § 1. Gemäß dem Verursacherprinzip werden die Kosten für die Abfallbewirtschaftung – einschließlich der Kosten für die erforderliche Infrastruktur und deren Betrieb – vom Ersterzeuger der Abfälle oder vom derzeitigen oder früheren Inhaber der Abfälle getragen.

Unbeschadet Titel 2 des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen umfassen die Kosten für die Abfallbewirtschaftung gemäß Absatz 1 dieses Paragraphen auch die Wiederinstandsetzung oder Sanierung der Orte, an denen wild Abfälle entsorgt wurden.

§ 2. Wenn mehrere der in Paragraph 1 genannten Personen für die Abfälle – einschließlich im Falle von wilder Entsorgung von Abfällen – haftbar gemacht werden, haften sie gesamtschuldnerisch.

§ 3. Ein Verursacher von wilden Abfällen ist für die Kosten verantwortlich, die jedem Inhaber dieses Abfalls oder den öffentlichen Behörden für die Wiederinstandsetzung oder Sanierung des Ortes, an denen wild Abfälle entsorgt wurden, entstehen. Die entstandenen Kosten umfassen auch etwaige Schäden, die im Rahmen der Durchführung der Wiederinstandsetzung oder Sanierung verursacht wurden.

Abweichend von Absatz 1 gilt: Jemandem, der wilde Abfälle erzeugt hat, werden die genannten Kosten nicht berechnet, wenn alle folgenden Bedingungen erfüllt wurden:

1° er bringt den Nachweis, dass er keinen Fehler und keine Fahrlässigkeit begangen hat und

2° die Ablagerung von Abfällen erfolgte aufgrund einer Emission oder eines Ereignisses, die/das zum Zeitpunkt der Emission oder des Ereignisses gemäß dem vorliegenden Dekret oder gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und deren Durchführungsmaßnahmen ausdrücklich genehmigt war

§ 4. Jede Vertragsklausel, die vom vorliegenden Artikel abweicht, ist von Rechts wegen nichtig.

§ 5. Im Rahmen der gerichtlichen Beschwerden beeinträchtigen die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets Folgendes nicht:

die Möglichkeit für die zuständige Person, andere Rechtsmittel in Anspruch zu nehmen;

sonstige Rechte, die von geschädigten Personen oder Personen, denen Kosten entstanden sind, gegenüber den verantwortlichen Personen oder gegenüber anderen Personen wahrgenommen werden

KAPITEL 4 — Besondere Bestimmungen für bestimmte Typen von Abfällen, für bestimmte Betreiber, die im Bereich Abfallvermeidung oder -bewirtschaftung aktiv sind, für die Verbringung von Abfällen und für das Register und Dokumente zur Rückverfolgbarkeit im Bereich Abfälle

Abschnitt 1 — Allgemeine Ermächtigungen der Regierung

Art. 49 - § 1. Für jeden Typ oder Untertyp von Abfällen, den sie festlegt, kann die Regierung:

1° die Modalitäten und Techniken für die jeweilige Prävention und Bewirtschaftung reglementieren;

2° deren Sammlung reglementieren;

3° deren Transport reglementieren;

4° Vorbedingungen und Verpflichtungen festlegen, die mit ihren Verwaltungsvorgängen verbunden sind;

5° Maßnahmen umsetzen, die aufgrund ihrer Art, Zusammensetzung, Herkunft, Umstände der Produktion oder des Besitzes, Menge oder Verwaltungsart besonders sind, vor allem bezüglich der Einführung von Normen für die Bewirtschaftung.

Bezüglich Absatz 1, 1° bis 4° kann die Regierung insbesondere:

1° kumulativ oder nicht kumulativ Folgendes einführen:

eine Verpflichtung zur selektiven Sammlung;

eine Verpflichtung zum Trennen am Ursprung der Erstproduktion des Abfalls;

eine Verpflichtung zum Trennen in der autorisierten Anlage zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung;

eine Verpflichtung, die Sortierung, wie sie in einem früheren Stadium oder in früheren Stadien der Kette der Abfallbewirtschaftung vorgenommen wurde, zu erhalten;

eine Verpflichtung zur Berichterstattung oder zur Übermittlung von Daten und Informationen zu den betreffenden Abfällen:

entweder an die Verwaltung;

oder an die Gemeinden oder Gemeindeverbände

2° die Einrichtung eines Pfandsystems regeln

§ 2. Wenn die Regierung eine selektive Sammlung für eine oder mehrere Arten von Abfällen, die sie bestimmt, vorschreibt, kann sie die Möglichkeiten für Abweichungen gegebenenfalls im Einzelfall regeln, sofern zumindest eine der folgenden Bedingungen erfüllt ist:

1° die gemeinsame Sammlung mit anderen Typen von Abfällen beeinträchtigt nicht die Möglichkeit, einer Vorbehandlung für die Wiederverwendung, das Recycling oder andere Verwertungs- oder Beseitigungsverfahren gemäß Artikel 6 unterzogen zu werden und führt nach diesen Vorgängen zu einem hochqualitativen Ergebnis, welches mit jenem vergleichbar ist, das mit einer selektiven Sammlung erreicht wird;

2° die selektive Sammlung ist unter Berücksichtigung der bewährten Praktiken für die Sammlung von Abfällen technisch nicht durchführbar

Die Regierung oder die Behörde, die sie als dafür zuständig bestimmt, überprüft regelmäßig die genannten Abweichungen unter Berücksichtigung der bewährten Praktiken für die selektive Sammlung von Abfällen sowie weiterer Entwicklungen bei der Abfallbewirtschaftung.

Abschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für bestimmte Typen von Abfällen

Unterabschnitt 1 — Gefährliche Abfälle

Art. 50 - Die Erzeugung, Sammlung und der Transport von gefährlichen Abfällen sowie deren Lagerung, Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung und Beseitigung erfolgen unter Bedingungen zum Schutz der Umwelt und der menschlichen Gesundheit, welche die Bestimmungen von Artikel 32 einhalten.

Die in Absatz 1 genannten Bedingungen umfassen auch Maßnahmen, die dazu dienen, die Rückverfolgbarkeit von gefährlichen Abfällen ab dem Stadium der Erzeugung bis zum endgültigen Bestimmungsort zu sichern sowie die Einhaltung der Anforderungen der Artikel 33 und 72 zu kontrollieren.

Art. 51 - § 1. Es ist verboten, gefährliche Abfälle mit anderen Kategorien von gefährlichen Abfällen sowie mit anderen Abfällen, Substanzen oder Materialien zu vermischen. Eine Mischung umfasst auch die Verdünnung von gefährlichen Stoffen.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 gilt: Eine Mischung entspricht dem vorliegenden Dekret bei Einhaltung aller folgenden Bedingungen:

1° der Vorgang des Mischens ist genehmigt und erfolgt gemäß den gesetzten Durchführungsmaßnahmen oder gemäß den Bedingungen einer behördlichen Genehmigung, die gemäß dem vorliegenden Dekret oder gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ausgestellt wurde;

2° die Bestimmungen von Artikel 32 werden erfüllt und die schädlichen Auswirkungen der Abfallbewirtschaftung auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt werden nicht verschlimmert;

3° der Mischungsvorgang wird gemäß den besten verfügbaren Techniken durchgeführt.

§ 3. Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen von Teil VIII von Buch I des Umweltgesetzbuchs gilt: Wenn gefährliche Abfälle illegalerweise und in Verstoß gegen den vorliegenden Artikel gemischt wurden, wird eine Trennung durchgeführt, wenn dieser Vorgang technisch machbar und notwendig ist, um Artikel 32 zu erfüllen.

Wenn eine Trennung gemäß Absatz 1 nicht erforderlich ist, werden die gemischten Abfälle in einer Anlage behandelt, die gemäß Artikel und seiner Durchführungsmaßnahmen für die Behandlung dieser Mischung zugelassen ist.

Art. 52 - Die Regierung kann:

- 1° zusätzliche Maßnahmen im Bereich der Bewirtschaftung gefährlicher Abfälle vorsehen;
- 2° bestimmte Bestimmungen dieses Unterabschnitts für nicht gefährliche Abfälle anwendbar machen;
- 3° Maßnahmen setzen, um die selektive Sammlung und die angemessene Verarbeitung gefährlicher Abfälle zu erleichtern;
- 4° Abfälle als gefährliche Abfälle betrachten, falls sie, obwohl sie nicht als solche in der Liste der gefährlichen Abfälle angeführt sind, eine oder mehrere der Eigenschaften aufweisen, die in Anhang 1 angeführt sind

Unterabschnitt 2 — Haushaltsabfälle

Art. 53 - § 1. Die Sammlung von Haushaltsabfällen ist eine Aufgabe des öffentlichen Dienstes. Jede natürliche Person mit Wohnsitz oder Haupt- oder Nebenwohnsitz auf dem Gebiet der Wallonischen Region hat das Recht auf eine öffentliche Dienstleistung zur Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen.

Jede Gemeinde garantiert die Ausübung dieses Rechts.

Für die Erfüllung der Verpflichtungen, die ihr durch diesen Unterabschnitt und seine Durchführungsmaßnahmen auferlegt werden, kann jede Gemeinde:

- 1° ihre Verpflichten entweder selbst erfüllen;
- 2° oder ihre Verpflichtungen zur Gänze oder teilweise über einen Gemeindeverband, dem sie angehört, erfüllen lassen.

Bezüglich Absatz 4, 2° gilt: Der Gemeindeverband kann nur Verpflichtungen erfüllen, deren Erfüllung ihm ausdrücklich von der betroffenen Gemeinde übertragen wurde.

§ 2. Die Gemeinde ist ausschließlich für die Sammlung von Haushaltsabfällen zuständig.

Diese Ausschließlichkeit bezieht sich auf die Haushaltsabfälle von Personen mit Haupt- oder Nebenwohnsitz auf dem Gebiet der Gemeinde. Dies umfasst auch Studenten-Wohngemeinschaften in Privathaushalten. Ausgenommen sind Abfälle, die aus Pflegeheimen, betreuten Wohnanlagen, Gefängnissen, Krankenhäusern und Studenten-Wohngemeinschaften, die von einem Unternehmen oder einer Hochschuleinrichtung betrieben werden, stammen

§ 3. Abweichend von Paragraph 2 gilt: Jede im genannten Paragraph erwähnte natürliche Person kann einen Antrag auf Genehmigung bei der betroffenen Gemeinde einbringen, welche es dieser Person erlaubt, ihre Haushaltsabfälle an einen anderen Dritten als die Gemeinde zu übergeben.

Diese Genehmigung der Gemeinde kann nur auf einen korrekt begründeten Antrag hin erteilt werden, in welchem nachgewiesen wird, dass die von der Gemeinde eingerichtete Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen den Bedürfnissen oder Einschränkungen der natürlichen Person, die diese Genehmigung beantragt, nicht gerecht werden kann.

Das in Absatz 1 genannte Verfahren zur Beantragung der Genehmigung umfasst gegebenenfalls einen Antrag auf Stellungnahme des Gemeindeverbands, welchem die betroffene Gemeinde den Dienst der Sammlung von Haushaltsabfällen übertragen hat.

Die in Absatz 1 genannte Genehmigung der Gemeinde ist für Folgendes nicht erforderlich:

1° Bringen von Haushaltsabfällen ohne Vermittlung eines zugelassenen oder registrierten Transporteurs zu einem Sammler, Händler, Makler, einer Anlage oder einem Unternehmen, der/die/das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Genehmigung zur Durchführung von Verfahren zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle verfügt, auch wenn der genannte Sammler, Händler, Makler, die genannte Anlage oder das genannte Unternehmen eine gemäß Titel 2 dieses Dekrets und seinen Durchführungsmaßnahmen eingerichtete freiwillige Abgabestelle darstellt;

2° Bringen von Haushaltsabfällen ohne Vermittlung eines zugelassenen oder registrierten Transporteurs zu einer freiwilligen Abgabestelle, die über eine Zulassung, Registrierung oder eine sonstige Genehmigung zur Durchführung von Verfahren zur Zwischenlagerung oder Vorbehandlung dieser Abfälle verfügt, wie etwa Sammelbehälter für Glas, Papier, Karton, Kunststoff und Textilien einschließlich gebrauchter Kleidung und gebrauchter Schuhe;

3° Bringen von Haushaltsabfällen zu einem Sammler, Händler, Makler, einer Anlage oder einem Unternehmen, der/die/das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Genehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle verfügt, auch wenn der genannte Sammler, Händler, Makler, die genannte Anlage oder das genannte Unternehmen ein gemäß Titel 109 zugelassenes Sozialwirtschaftsunternehmen darstellt.

Jede natürliche Person, die den in Absatz 1 genannten Antrag auf Genehmigung der Gemeinde übermittelt hat, bleibt weiterhin dazu verpflichtet, die kommunalen Regelungen gemäß Paragraph 6 zu erfüllen sowie die Bezahlung der Kosten, die in Artikel 59, § 1 genannt sind, vorzunehmen. Alle Handlungen oder Verträge, die in Abweichung von diesem Absatz gesetzt oder geschlossen werden, sind von Rechts wegen nichtig.

§ 4. Die Regierung kann Verfahrensmodalitäten für den in Paragraph 3 genannten Antrag auf Genehmigung der Gemeinde erlassen.

Falls von der Regierung gesetzte Durchführungsmaßnahmen gemäß dem vorliegenden Paragraph fehlen, ist die Gemeinde für das Erlassen der genannten Verfahrensmodalitäten zuständig.

§ 5. Die Gemeinde legt zumindest Folgendes fest:

- 1° die Häufigkeit und Sammelstellen je nach Typ oder Untertyp der gesammelten Abfälle;
- 2° die Modalitäten für die Sammlung der Abfälle wie Haussammlung, Gemeinschaftscontainer, freiwillige Abgabestellen oder Containerparks;
- 3° die Bedingungen für die Annahme von Abfällen nach Art und Menge gemäß ihren spezifischen Modalitäten für die Sammlung;
- 4° die Modalitäten für die Sammlung von Abfällen von Vereinen und Schulen;

5° soziale Maßnahmen im Bereich Abfälle;

6° die Bestimmungen, die für Haushaltsabfällen ähnliche Abfälle gelten, die parallel zu Haushaltsabfällen gesammelt werden;

7° Bestimmungen, die für Abfälle gelten, die spezifisch von Ärzten, Zahnärzten, Tierärzten und häuslichen Pflegedienstleistern in Ausübung ihrer beruflichen Tätigkeit erzeugt werden;

8° Bestimmungen, die für temporäre Veranstaltungen wie etwa Märkte oder Messen gelten;

9° Regelungen für das Vermeiden der Vermischung von Roh-Haushaltsabfällen mit anderen Arten von Abfällen, für welche eine selektive Haussammlung auf dem Gebiet der Gemeinde organisiert wird

Bezüglich Absatz 1, 2° gilt: Jede Haussammlung von Abfällen erfolgt ausschließlich mit jenen Containern, die von der Gemeinde für diesen Zweck vorgesehen wurden.

§ 6. Die Gemeinde legt durch eine kommunale Regelung die Modalitäten für die Erfüllung der Verpflichtungen fest, die ihr durch den oder gemäß dem vorliegenden Unterabschnitt und seine Durchführungsmaßnahmen auferlegt wurden.

§ 7. Die Gemeinde kann die Verwendung von wiederverwendbaren Sammelcontainern für die Sammlung von Roh-Haushaltsabfällen und gegebenenfalls für die Sammlung von Papier- und Kartonabfällen bevorzugen.

In dem in Paragraf 1, Absatz 4, 2° genannten Fall teilt der Gemeindeverband im Rahmen der ihm von der Gemeinde ausdrücklich übertragenen Verpflichtungen der betreffenden Gemeinde jene Bestimmungen mit, die für die Einrichtung ihrer kommunalen Regelung erforderlich sind.

Art. 54 - Um den Übergang zu einem oder mehreren der in Artikel 2 angeführten Ziele zu begleiten oder im Falle von Störungen der Kostenwahrheit aufgrund unvorhersehbarer, schwerwiegender und außergewöhnlicher Umstände kann die Regierung die Gewährung von Subventionen oder anderen Maßnahmen zur Unterstützung regeln, um bestimmte, von den Gemeinden festgelegte soziale Maßnahmen im Abfallbereich zu kompensieren.

Die gemäß Absatz 1 gesetzten Durchführungsmaßnahmen werden im Rahmen der dafür im Budget vorgesehenen Mittel gewährt.

Art. 55 - Unbeschadet Artikel 53 ist die Gemeinde oder der Gemeindeverband, dem diese im Rahmen einer „In-House“-Beziehung im Sinne des Gesetzes vom 17. Juni 2016 über öffentliche Aufträge ein ausdrückliches Mandat hierfür erteilt hat, ausschließlich für die Sammlung von Haushaltsabfällen ähnlichen Abfällen aus Diensten und Einrichtungen der Gemeinde oder aus von ihr organisierten Diensten und Einrichtungen zuständig.

Art. 56 - Die Gemeinde informiert jede natürliche Person gemäß Artikel 53, § 1 – einschließlich jeder dieser Personen, die Inhaber der kommunalen Genehmigung gemäß Artikel 53, § 3 und § 4 ist – über die Tage der Sammlung von Haushaltsabfällen und die anderen Vorkehrungen, die getroffen wurden, um den öffentlichen Mindestdienst der Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen und gegebenenfalls den oder die zusätzlichen Dienste der Abfallbewirtschaftung, die sie anbietet, sicherzustellen. Sie informiert sie ebenfalls über die verschiedenen Bestandteile der Kosten für die Bewirtschaftung der gesammelten Abfälle, die von der Gemeinde getragen werden, sowie über die Finanzierungsmodalitäten auf Grundlage des von der Regierung festgelegten Musters.

Art. 57 - Wenn die Gemeinde aus irgendeinem Grund nicht mehr in der Lage ist, die Sammlung auf ihrem gesamten oder einem Teil ihres Gemeindegebiets zu organisieren und wenn dieser Ausfall eine Bedrohung für die Gesundheit der Bevölkerung oder für die Umwelt darstellt, setzt der Gouverneur der Provinz unter Einhaltung des wallonischen für Abfall-Ressourcenplans die entsprechenden Maßnahmen. Die Kosten der durch den Gouverneur der Provinz gesetzten Maßnahmen gehen zulasten der vom Ausfall betroffenen Gemeinde.

Art. 58 - Die Gemeinde übermittelt der Verwaltung fristgerecht und gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten Folgendes:

1° die gemäß Artikel 56 gesetzten Maßnahmen sowie

2° die tatsächlichen Kosten für die Abfallbewirtschaftung, berechnet gegebenenfalls auf Grundlage der tatsächlichen Kosten, die von den Gemeindeverbänden auf Grundlage von Modalitäten oder eines Modells, welche von der Regierung festgelegt werden, übermittelt werden.

Die Verwaltung richtet Folgendes ein und hält es auf dem neuesten Stand:

1° eine Beobachtungsstelle für die kommunale Tarifgestaltung, die vor allem die Deckungsrate des tatsächlichen Kostenpreises auf Grundlage der Budgets und Rechnungsabschlüsse vergleicht und

2° eine Beobachtungsstelle für soziale Maßnahmen und technische Kosten der Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen und von Haushaltsabfällen ähnlichen Abfällen, die parallel zu Haushaltsabfällen gesammelt werden

Art. 59 - § 1. Die Gemeinde rechnet sämtliche Verwaltungskosten, die sie zu tragen hat, den Inhabern des in Artikel 53 § 1 genannten Rechts – wobei dies auch Inhaber der in Artikel 53 § 3 und § 4 genannten Genehmigung der Gemeinde umfasst – an und sendet ihnen ein Dokument, in dem die Bestandteile dieser Kosten transparent angeführt sind.

Unbeschadet der Durchführungsmaßnahmen, die von der Regierung gemäß dem vorliegenden Unterabschnitt gesetzt werden, sehen die Gemeinden Maßnahmen unter Berücksichtigung der sozialen Situation bestimmter Inhaber des in Artikel 53, § 1 genannten Rechts vor

§ 2. Wenn die Gemeinde einen Dienst zur Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen ähnlichen Abfällen, die parallel zu Haushaltsabfällen gesammelt werden, organisiert, werden die eventuellen Kosten für die Bewirtschaftung dieser Arten von Abfällen auf die Erzeuger oder die Inhaber der genannten Typen von Abfällen umgelegt. Sie sendet diesen Erzeugern und Inhabern ein Dokument, in welchem auf transparente Weise die Elemente angeführt sind, die diese Kosten bilden.

Der Beitrag festgelegt, um die Kosten gemäß dem Verursacherprinzip zu decken.

Art. 60 - § 1. Unbeschadet Artikel 53, § 5 legt die Regierung die Modalitäten für die Einrichtung der minimalen öffentlichen Dienste zur Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen fest.

Dazu setzt die Regierung zumindest Maßnahmen, die auf Folgendes abzielen:

1° Festlegung und genaue Ausführung der Typen von Haushaltsabfällen, die von den minimalen öffentlichen Diensten zur Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen erfasst werden;

2° Einrichtung einer selektiven Sammlung für Teile gefährlicher Abfälle, die durch Haushalte erzeugt werden, damit diese Abfälle gemäß den Artikel 6 und 32 behandelt werden und damit sie keine anderen Siedlungsabfälle kontaminieren.

Bezüglich Absatz 2, 2° setzt die Regierung die Durchführungsmaßnahmen bis spätestens 1. Januar 2025.

§ 2. Zudem kann die Regierung:

1° Folgendes unterscheiden:

die minimalen Dienste für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen, die allen Inhabern des in Artikel 53, § 1 genannten Rechts zugute kommen und

die ergänzenden Dienste für die Abfallbewirtschaftung, die spezifische Bedürfnisse erfüllen;

2° die Typen oder Untertypen der Abfälle, die von den Diensten erfasst sind, die in 1°, a) oder b) genannt sind;

3° für eine oder mehrere gemäß 2° näher bezeichnete Typen oder Untertypen von Abfällen die Vereinheitlichung der in 1°, a) oder b) genannten Dienstleistungen zwischen Gemeinden erleichtern, die für Typen oder Untertypen von Abfällen dieselbe(n) Anlage(n) zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen nutzen;

4° den Gemeinden oder Gemeindeverbänden Folgendes vorschreiben:

eine Verpflichtung, der Verwaltung bestimmte Daten über Kosten und Einnahmen – aufgeteilt nach Arten von Abfällen und Art der Bewirtschaftung sowie nach Art der Infrastruktur – sowie bestimmte Daten über die öffentliche Sauberkeit zu übermitteln und gegebenenfalls

eine Verpflichtung zur Kontrolle der Qualität der gesammelten Daten hinsichtlich der Einhaltung der in Buchstabe a) genannten Verpflichtung;

5° für die Sammlung von textilen Haushaltsabfällen – einschließlich gebrauchten Kleidern und gebrauchten Schuhen – durch Dritte eine vorherige Vereinbarung mit der Gemeinde oder dem von der Gemeinde zu diesem Zweck beauftragten Gemeindeverband vorzuschreiben.

In Bezug auf Absatz 1, 4° kann die Regierung vor allem die Formen festlegen, in welchen die dort genannten Daten übermittelt werden, oder den bzw. die Mechanismen zur Kontrolle der Qualität der gesammelten Daten bestimmen.

Art. 61 - § 1. Die Regierung kann für alle oder bestimmte der öffentlichen Dienste für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen sowie unter Einhaltung des Verursacherprinzips die Berechnungsmodalitäten festlegen.

§ 2. Sollten gemäß Paragraf 1 von der Regierung gesetzte Durchführungsmaßnahmen fehlen, bleiben alle folgenden Bestimmungen gültig:

1° der Beitrag jedes Inhabers des in Artikel 53, § 1 genannten Rechts wird so festgelegt, dass zwischen 95 und 110 Prozent der Kosten für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen abgedeckt werden;

2° der Deckungssatz der Kosten wird jährlich bei der Festlegung der Haushaltspläne, auf der Grundlage der Kosten des vorletzten Haushaltsjahres und der bekannten Elemente der Veränderung dieser Kosten festgelegt;

3° die Gemeinde überprüft und rechtfertigt jedes Jahr die Einhaltung des gemäß dem vorliegenden Absatz festgelegten Deckungssatzes der Kosten.

Die Gewährung und Auszahlung von Subventionen an die Gemeinden im Bereich der Abfallvermeidung und -bewirtschaftung kann an die Einhaltung des vorliegenden Artikels und seiner Durchführungsmaßnahmen durch die Gemeinden geknüpft werden.

Art. 62 - § 1. Die Artikel 50, Absatz 2, 51, § 1, 72 und 75 gelten nicht für gemischte Abfälle, die von Haushalten erzeugt werden.

§ 2. Die Artikel 72 und 75 gelten nicht für Teile, die aus von Haushalten erzeugten gefährlichen Abfällen abgetrennt wurden.

§ 3. Die in den Paragrafen 1 und 2 dieses Artikels vorgesehenen Befreiungen gelten nur, solange die in diesen Absätzen genannten Abfälle nicht – mit oder ohne Hilfe eines Transporteurs – an einen Sammler, Händler, Makler, eine Anlage oder ein Unternehmen übergeben werden, die bzw. das über eine Zulassung, Registrierung oder sonstige Genehmigung verfügt, die gemäß Artikel 6 und 32 für die Durchführung von Vorgängen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle erforderlich ist.

Unterabschnitt 3 — Gewerbeabfälle

Art. 63 - Jede juristische Person öffentlichen Rechts darf nur dann Tätigkeiten der Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen für Gewerbeabfälle durchführen, wenn alle folgenden Bedingungen erfüllt sind:

1° die Kapazität, die jedes Jahr für die genannten Vorgänge bereitgestellt wird, überschreitet nicht zehn Prozent der jährlichen Gesamtkapazität der betreffenden Anlage;

2° die Gesamtmenge an Gewerbeabfällen, die tatsächlich einer Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung unterzogen wurden, überschreitet im Verhältnis zur Gesamtmenge an Abfällen, die in der betreffenden Anlage während eines Zeitraums von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten tatsächlich einer Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung unterzogen wurden, nicht den in 1° genannten Höchstprozentsatz und

3° die genannten Vorgänge sind Gegenstand einer analytischen Buchhaltung sind, die es ermöglicht, Folgendes zu unterscheiden:

Kosten und Einnahmen der betreffenden Anlage im Zusammenhang mit der durchgeführten Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Haushaltsabfällen;

Kosten und Einnahmen der betreffenden Anlage im Zusammenhang mit der durchgeführten Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Gewerbeabfällen.

Jede juristische Person öffentlichen Rechts, die Vorgänge im Bereich Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen durchführen möchte, weist auf erste Aufforderung der Verwaltung die Einhaltung aller in Absatz 1 genannten Bedingungen nach.

Die Verwaltung kann zudem die betroffene juristische Person öffentlichen Rechts dazu anweisen, alle Informationen zu übermitteln, die sie als nützlich erachtet, um zu überprüfen, ob alle in Absatz 1 genannten Bedingungen erfüllt sind.

Handlungen juristischer Personen öffentlichen Rechts, die im Rahmen von Vorgängen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Gewerbeabfällen vorgenommen werden, unterliegen dem Wirtschaftsgesetzbuch und seinen Durchführungsmaßnahmen.

Unterabschnitt 4 — Altöle

Art. 64 - § 1. Unbeschadet der Verpflichtungen zur Bewirtschaftung gefährlicher Abfälle gemäß den Artikeln 50, 51 und 75 §§ 1 und 2 werden Altöle selektiv gesammelt, es sei denn, eine selektive Sammlung ist unter Berücksichtigung der bewährten Praktiken technisch nicht durchführbar.

Altöle werden behandelt, wobei der Aufbereitung oder anderen Recyclingverfahren, die gemäß den Artikeln 6 und 32 insgesamt gleichwertige oder bessere Umweltergebnisse als die Aufbereitung bringen, der Vorzug gegeben wird.

Altöle mit unterschiedlichen Eigenschaften dürfen nicht miteinander oder mit anderen Abfällen oder Stoffen vermischt werden, wenn ein solches Vermischen die Aufbereitung oder ein anderes Recyclingverfahren verhindert, das insgesamt gleichwertige oder bessere Umweltergebnisse als die Aufbereitung bringt.

§ 2. Für die selektive Sammlung von Altölen und deren angemessene Bearbeitung kann die Regierung zusätzliche Maßnahmen wie etwa technische Anforderungen, wirtschaftliche Instrumente oder freiwillige Vereinbarungen anwenden.

§ 3. Wenn die Regierung für Altöle Anforderungen im Bereich Aufbereitung vorsieht, kann sie vorschreiben, dass solche Altöle aufbereitet werden, wenn dies technisch machbar ist, und kann – wenn die Artikel 11 und 12 von Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 Anwendung finden – das grenzüberschreitende Bringen von Altölen aus der Wallonischen Region zu Verbrennungs- oder Mitverbrennungsanlagen einschränken, um der Aufbereitung von Altölen Priorität einzuräumen.

Unterabschnitt 5 — Bioabfälle

Art. 65 - § 1. Bis spätestens 31. Dezember 2023 und vorbehaltlich der Artikel 36, § 2, und 49, § 2 werden Bioabfälle entweder am Ursprung getrennt und recycelt oder selektiv und nicht mit anderen Arten von Abfällen gemischt gesammelt.

§ 2. Die Regierung kann die gemeinsame Sammlung von Bioabfällen und Abfällen mit ähnlichen biologischen Eigenschaften bezüglich biologischer Abbaubarkeit und Kompostierbarkeit genehmigen, die den jeweiligen europäischen Normen oder einer gleichwertigen regionalen oder nationalen Norm entsprechen, welche wiederum für Verpackungen gelten, die durch Kompostierung und biologischen Abbau verwertbar sind.

§ 3. Die Regierung setzt gemäß den Artikeln 6 und 32 geeignete Maßnahmen, um Folgendes zu fördern und zu begünstigen:

1° das Recycling, einschließlich der Kompostierung und Biomethanisierung, von Bioabfällen in einer Art und Weise, die einem hohen Umweltschutzniveau entspricht und zu Ergebnissen führt, die hohe Qualitätsstandards erfüllen;

2° die Haushalts- und gemeinsame Kompostierung sowie

3° den Einsatz von Materialien, die auf Grundlage von Bioabfällen hergestellt werden

Art. 66 - § 1. Die Regierung setzt geeignete Maßnahmen zur Reduzierung von Lebensmittelverschwendung und -verlusten in der Primärproduktion, in der Verarbeitung und Herstellung, im Einzelhandel und bei anderen Formen des Vertriebs von Lebensmitteln, in Restaurants und im Cateringgewerbe sowie in Haushalten.

In diesem Rahmen setzt sie auch geeignete Maßnahmen zur Förderung, Begünstigung und Unterstützung von Lebensmittelspenden und anderen Formen der Umverteilung für den menschlichen Verzehr, wobei dem menschlichen Verzehr Vorrang vor der Tierfütterung und der Verarbeitung zu Non-Food-Produkten eingeräumt wird.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten Maßnahmen leisten einen Beitrag zum Ziel der Vereinten Nationen für nachhaltige Entwicklung, die Pro-Kopf-Menge an Lebensmittelabfällen auf der Ebene des Vertriebs und des Verbrauchs bis 2030 weltweit um 50 % zu reduzieren und die Lebensmittelverluste in der gesamten Produktions- und Lieferkette – einschließlich der Verluste nach der Ernte – zu verringern.

§ 3. Die Verwaltung überwacht und bewertet die Umsetzung der Maßnahmen zur Vermeidung von Lebensmittelabfällen durch Messung der Mengen an Lebensmittelabfällen auf Basis der gemeinsamen Methodik, welche im Artikel 9, § 8 der Richtlinie 2008/98/EG genannten delegierten Rechtsakt festgelegt ist, und zwar ab dem ersten vollen Kalenderjahr nach dem Erlass des genannten delegierten Rechtsakts.

Unterabschnitt 6 — Tierische Nebenprodukte

Art. 67 - Die Regierung setzt die erforderlichen Maßnahmen, um die Bestimmungen der Verordnung (EG) Nr. 1069/2009 sowie die auf der Grundlage dieser Verordnung erlassenen Rechtsakte der Europäischen Union, welche die Verwaltungspolizei für Abfälle betreffen, umzusetzen.

Art. 68 - Die Regierung kann die Tätigkeiten bestimmen, für die sie die Kosten, die sich aus der Sammlung, dem Transport, der Verarbeitung und der Beseitigung von Tierkörpern ergeben, vollständig oder teilweise übernimmt.

Abschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für bestimmte im Bereich der Abfallvermeidung und -bewirtschaftung tätige Betreiber

Art. 69 - Jedes gemäß Artikel 103 zugelassene Sozialwirtschaftsunternehmen erbringt eine Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse.

Die Regierung legt zumindest alle folgenden Elemente fest:

1° die Rechte, Verpflichtungen oder die Bedingungen für die Erbringung einer Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse;

2° je Ausgleich, der der Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse gewährt wird:

den oder die Typ(en) der erfassten Güter oder Abfälle;

das oder die erfasste(n) Verfahren zur Wiederverwendung oder das oder die erfasste(n) Verfahren zur Abfallbewirtschaftung;

3° die Parameter für die Berechnung, Überwachung und etwaige Änderung der genannten Ausgleichszahlung(en), um sicherzustellen, dass der Betrag jeder Ausgleichszahlung nicht über die durch die Erfüllung der Verpflichtungen für Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse verursachten Kosten hinausgehen, wobei die diesbezüglich erwirtschafteten Erträge zu berücksichtigen sind, sowie eine angemessene Rendite auf dem Eigenkapital, das für die Ausführung der genannten Verpflichtungen erforderlich ist;

4° das Kontrollverfahren, das die Verwaltung regelmäßig durchführt oder durchführen lässt, um sicherzustellen, dass der Betrag des den in Absatz 1 vorgesehenen Unternehmen gewährten Ausgleich nicht über den Betrag hinausgeht, der gemäß den in 3° angeführten Parametern für die Berechnung hinausgeht, und dass der Ausgleich tatsächlich für das Funktionieren der Dienstleistung von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse verwendet wird, unbeschadet der Möglichkeit für das Unternehmen, einen angemessenen Gewinn zu erreichen

Abschnitt 4 — Besondere Bestimmungen für das Verbringen von Abfällen

Art. 70 - § 1. Die Regierung setzt die erforderlichen Maßnahmen, um Folgendes umzusetzen:

1° Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 sowie die Rechtsakte, die von der Europäischen Union auf Grundlage dieser Verordnung verabschiedet wurden;

2° das Übereinkommen über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von gefährlichen Abfällen und ihrer Entsorgung, unterzeichnet in Basel am 22. März 1989;

3° alle anderen Rechtsakte, die den Transport oder die Verbringung von Abfällen betreffen und sich aus internationalen Verträgen und insbesondere aus den Verträgen im Zusammenhang mit der Europäischen Union ergeben.

Dazu kann die Regierung insbesondere:

1° für die Verbringung von Abfällen eine Erklärung oder Genehmigung vorschreiben;

2° fallweise Maßnahmen setzen, die die Verbringung bestimmter Arten von Abfällen, die festgelegt werden, vollständig, teilweise oder vorübergehend verbieten;

3° die Anbringung von speziellen Beschilderungen an den Transportmitteln für Abfälle vorschreiben;

4° für die Verbringung von Abfällen – nach Wahl des Notifizierenden – die Bildung einer finanziellen Sicherheit oder einer gleichwertigen anderen Sicherheit zur Deckung der Kosten für Transport, Verwertung und Beseitigung vorschreiben, vor allem, wenn die Verbringung nicht abgeschlossen werden konnte oder wenn die Abfälle an den Absender zurückgesandt werden

§ 2. Abweichend von Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 kann zum Schutz des in Artikel 7 §§ 1 bis 4 genannten Netzes die eingehende Verbringung von zur Verbrennung bestimmten und zur Verwertung bestimmten Abfällen eingeschränkt werden, wenn festgestellt wurde, dass diese eingehende Verbringung zur Folge hat, dass wallonische Abfälle beseitigt werden müssten oder dass diese Abfälle in einer Weise zu behandeln wären, die nicht mit dem wallonischen Abfall-Ressourcenplan vereinbar ist.

§ 3. Die ausgehende Verbringung von Abfällen kann aus Umweltschutzgründen gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 eingeschränkt werden.

Art. 71 - Die Regierung kann zudem:

1° für die Verbringung von Abfällen in das Gebiet der Wallonischen Region Folgendes verpflichtend machen:

einige der Bestimmungen, die sie aus jenen von Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 festlegt, sowie jene aus den Rechtsakten der Europäischen Union, die auf Grundlage der genannten Verordnung verabschiedet wurden;

für alle oder einen Teil der Bestimmungen, die gemäß Artikel 70 beschlossen wurden:

2° besondere Bestimmungen für die Nutzung von Anlagen für die Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung für Abfälle, die aus anderen Regionen oder aus dem Ausland stammen, vorschreiben

Abschnitt 5 — Register und Dokument zur Rückverfolgbarkeit

Art. 72 - § 1. Um die Rückverfolgbarkeit von Abfällen zu sichern und die Einhaltung der Vorschriften für eine Abfallbewirtschaftung, die die Umwelt und die menschliche Gesundheit achtet, zu kontrollieren, müssen folgende Personen ein Abfallregister führen und auf dem neuesten Stand halten:

1° Personen, die Tätigkeiten zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen durchführen;

2° Erzeuger gefährlicher Abfälle;

3° Sammler;

4° Transporteure;

5° Händler;

6° Makler;

7° gemäß Artikel 104 bis 107 zugelassene Personen;

8° gegebenenfalls von der Regierung bestimmte Personen.

§ 2. Das Register gibt – in chronologischer Ordnung – alle folgenden Informationen an:

1° Menge, Art und Herkunft der Abfälle;

2° Name und Adresse des Ersterzeugers der Abfälle oder des vorherigen Besitzers der Abfälle;

3° Datum, an dem die Abfälle übergeben oder übernommen werden;

4° nach dem Verfahren oder den Verfahren zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung, dem/denen die Abfälle unterzogen werden:

wenn die genannten Abfälle verwertet werden, die Menge und Art der Produkte, Stoffe oder Abfälle, die bei der Vorbereitung hinsichtlich der Wiederverwendung, zum Recycling oder zu anderen Verwertungsverfahren übrig bleiben oder entstehen;

wenn die genannten Abfälle beseitigt werden, die Menge und Art der Produkte, Stoffe oder Abfälle, die beim Verfahren oder bei den Verfahren zur Beseitigung übrig bleiben oder entstehen;

5° falls zutreffend:

Bestimmungsort, Häufigkeit der Sammlung, Transportmittel, Name und Adresse des zugelassenen oder registrierten Transporteurs sowie Art der Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle;

Bestimmungsort, Häufigkeit der Sammlung, Name und Adresse des Sammlers, Händlers oder Maklers, der den Abfall oder die Teile von Produkten, Materialien oder Abfällen übernommen hat, die bei einem oder mehreren der in 4°, a) ou b) genannten Verfahren übrig geblieben sind oder daraus entstanden sind.

Die in Paragraph 1 genannten Personen stellen diese Daten der Verwaltung über das oder die elektronischen Register zur Verfügung, das bzw. die gemäß Paragraph 5 eingerichtet wurde(n).

§ 3. Die Daten des Registers werden mindestens fünf Jahre und höchstens zehn Jahre lang aufbewahrt. Die Belege betreffend die Ausführung der Behandlungsvorgänge für Abfälle werden auf Anfrage der Verwaltung oder eines vorherigen Inhabers der Abfälle vorgelegt.

§ 4. Die in Paragraph 1 genannten Personen stellen Verantwortliche für die Verarbeitung im Sinne von Artikel 4, 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und der Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG dar.

§ 5. Die Regierung richtet ein elektronisches Register ein, um die in Paragraph 2 genannten Daten über gefährliche Abfälle für das gesamte Gebiet der Wallonischen Region aufzuzeichnen. Die Regierung kann Maßnahmen verabschieden, deren Ziel es ist, die Koordination des genannten elektronischen Registers mit elektronischen Registern zur Aufzeichnung von Daten über gefährliche Abfälle aus anderen Regionen zu gewährleisten.

Die Regierung kann solche Register für andere Abfallströme einrichten, insbesondere für solche, für die die Rechtsakte der Europäischen Union Ziele festlegen.

Die Verwaltung nutzt die Daten über die Abfälle, die von den industriellen Betreibern im Rahmen des Europäischen Schadstofffreisetzungs- und -verbringungsregisters gemeldet werden, das durch die Verordnung (EG) Nr. 166/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 18. Januar 2006 über die Schaffung eines Europäischen Schadstofffreisetzungs- und -verbringungsregisters und zur Änderung der Richtlinien 91/689/EWG und 96/61/EG des Rates eingerichtet wurde.

Art. 73 - § 1. Die Regierung legt das Modell für das oder die Register fest.

§ 2. Die Regierung kann für alle oder bestimmte Register, die sie bestimmt:

1° die in Artikel 72, § 2 angegebenen Informationen genau ausführen;

2° vorsehen, dass das oder die Register, die gemäß dem vorliegenden Abschnitt geführt oder erstellt werden, zusätzliche Informationen umfassen;

3° die Modalitäten und die Regelmäßigkeit der Übermittlung aller oder eines Teils der Informationen aus dem oder Register(n) an die Verwaltung festlegen;

4° es den Schuldnern der Verpflichtung, ein Abfallregister zu führen und auf dem neuesten Stand zu halten und die auch zur Berichterstattung oder zur Übermittlung von Daten und Informationen an die Verwaltung verpflichtet sind, ermöglichen, diesen Verpflichtungen über eine oder mehrere IT-Plattformen nachzukommen.

Bezüglich Absatz 1, 3° gilt: Unter den von der Regierung beschlossenen Modalitäten für die Übermittlung können einige Modalitäten für die Übermittlung von Informationen bei Fehlen oder bei Mängeln des oder der elektronischen Register, die durch den vorliegenden oder gemäß dem vorliegenden Abschnitt eingerichtet wurden, vorsehen.

Art. 74 - Für alle oder für von ihr festgelegte Arten von Abfällen kann die Regierung den Herstellern, Inhabern, Sammlern, Händlern, Maklern, Transporteuren bzw. Personen, die Tätigkeiten im Bereich Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen durchführen, Folgendes vorschreiben:

1° die Verpflichtung, die zuständige Behörde über den Besitz und die Bewegung von Abfällen zu informieren, unter anderem durch die Verwendung von Registern, Kontrollscheinen, bestimmten Formularen oder anderen geeigneten elektronischen Mitteln;

2° die Verpflichtung, sich bei der Übergabe von Abfällen eine Quittung oder eine Bescheinigung über die Verwertung oder Beseitigung der Abfälle geben zu lassen

Art. 75 - § 1. Bei der Sammlung, dem Transport und der vorübergehenden Lagerung werden gefährliche Abfälle gemäß den geltenden regionalen, nationalen, EU- und internationalen Normen verpackt und etikettiert.

§ 2. Wenn gefährliche Abfälle in das Gebiet der Wallonischen Region verbracht werden, werden sie von einem Dokument zur Rückverfolgbarkeit ergänzt, welches bei der Übergabe und beim Erhalt dieser Abfälle ausgestellt wird. Dieses Dokument ergänzt die genannten Abfälle bei ihrem Transport. Dieses Dokument kann in elektronischem Format vorliegen und muss die in Anhang I B von Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 angeführten relevanten Daten enthalten.

Die Regierung kann die ergänzenden Informationen, die das Dokument zur Rückverfolgbarkeit enthalten soll, sowie dessen Vorlage, die Dauer der Aufbewahrung, die Fälle, in denen es an die Verwaltung übermittelt wird, sowie die Modalitäten der Übermittlung festlegen.

§ 3. Die Regierung kann alle oder einige der Verpflichtungen, die sie aus den in oder gemäß Paragraph 2 genannten Verpflichtungen bestimmt, auf nicht gefährliche Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, oder auf nicht gefährliche Gewerbeabfälle, die sie bestimmt, ausdehnen.

KAPITEL 5 — Umweltgenehmigung und Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 im Bereich Abfälle

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 76 - § 1. Unbeschadet der Artikel 100, § 1 und 118, § 1 unterliegen Anlagen, die für die Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen bestimmt sind, einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seinen Durchführungsmaßnahmen.

Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet von Artikel 100, § 1 und 118,

§ 1 unterliegen Anlagen, die so klassifiziert sind, dass sie andere Verfahren als die Beseitigung ihrer eigenen nicht gefährlichen Abfälle am Ort der Entstehung oder andere Verfahren als die Verwertung von Abfällen durchführen, ausschließlich einer Umweltgenehmigung gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seinen Durchführungsmaßnahmen.

§ 2. Die sektorbezogenen, integralen oder besonderen Bedingungen für Umweltgenehmigungen gemäß Paragraf 1 sowie die integralen oder besonderen Bedingungen für Erklärungen für die Betriebe der Klasse 3 gemäß Paragraf 1 legen zumindest Folgendes fest:

- 1° Art und Menge der Abfälle, die behandelt werden dürfen;
- 2° für jede genehmigte Tätigkeit die technischen und alle sonstigen Anforderungen an den betreffenden Standort;
- 3° zu ergreifende Sicherheits- und Vorsorgemaßnahmen;
- 4° die für jede Tätigkeit anzuwendende Methode;
- 5° Überwachungs- und Kontrollverfahren, sofern erforderlich;
- 6° Bestimmungen betreffend Schließung und Nachsorge, sofern erforderlich.

Die gemäß diesem Absatz gesetzten Durchführungsmaßnahmen werden so ausgearbeitet, dass sichergestellt ist, dass die Abfälle gemäß Artikel 32 behandelt werden.

§ 3. Eine Umweltgenehmigung für eine Anlage, die für die Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen bestimmt ist, darf nicht erteilt werden, wenn die geplante Behandlungsmethode hinsichtlich des Umweltschutzes nicht akzeptabel ist, vor allem wenn sie Artikel 32 nicht entspricht.

Art. 77 - Unbeschadet der Artikel 100, § 1 und 118, § 1 unterliegen Anlagen, die für die zeitweilige Lagerung von Abfällen bestimmt sind, einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seinen Durchführungsmaßnahmen.

Abweichend von Absatz 1 und unbeschadet der Artikel 100, § 1 und 118, § 1 unterliegen Anlagen, die für die zeitweilige Lagerung von Abfällen bestimmt sind, vor anderen Verfahren als der Beseitigung ihrer eigenen nicht gefährlichen Abfälle am Ort der Entstehung oder anderen als der Verwertung von Abfällen ausschließlich einer Umweltgenehmigung gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seinen Durchführungsmaßnahmen.

Abschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlagen

Art. 78 - § 1. Die Umweltgenehmigung für eine Anlage, die als Abfallverbrennungs- oder -mitverbrennungsanlage mit energetischer Verwertung eingestuft ist, wird nur dann gewährt, wenn diese Verwertung eine erhöhte Energieeffizienz aufweist.

Bezüglich klassifizierter Verbrennungsanlagen, deren hauptsächliche Tätigkeit in der Behandlung fester Siedlungsabfälle besteht, wird die Energieeffizienz als hoch eingestuft, wenn die eingestufte Anlage die Bedingungen von Anhang 2 R 1 erfüllt, wie sie im Rahmen der auf Ebene der Europäischen Union getroffenen Regelungen festgelegt wurden.

§ 2. Die Regierung kann für andere eingestufte Anlagen zur Verbrennung oder Mitverbrennung von Abfällen mit energetischer Verwertung die Kriterien für ihre Energieeffizienz bestimmen.

Abschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für technische Vergrabungszentren

Art. 79 - § 1. Gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung klassifiziert die Regierung die technischen Vergrabungszentren je nach Herkunft und Eigenschaften der Abfälle.

Sie kann mehrere Kategorien oder Unterkategorien von technischen Vergrabungszentren je nach der bzw. den zulässigen Art(en) von Abfällen festlegen.

§ 2. Die Einrichtung und der Betrieb von technischen Vergrabungszentren, die nicht ausschließlich für die Nutzung durch einen Erzeuger von Abfällen bestimmt sind, stellt eine öffentliche Aufgabe dar.

§ 3. Unbeschadet der besonderen Zugangsbedingungen – insbesondere finanzieller Art – die den Gemeinden, die einem Gemeindeverband angehören, gewährt werden, sichern alle Betreiber von technischen Vergrabungszentren die Gleichheit der Nutzer beim Zugang zu den technischen Vergrabungszentren, die sie betreiben.

§ 4. Unbeschadet des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seine Durchführungsmaßnahmen führt ein Betreiber, der mehrere technische Vergrabungszentren betreibt, eine analytische Buchhaltung, welche es ermöglicht, jedes von ihm betriebene technische Vergrabungszentrum zu unterscheiden, und die für jedes technisches Vergrabungszentrum die Informationen enthält, die durch oder gemäß Artikel 72 des vorliegenden Dekrets verlangt werden.

Art. 80 - Nach positiver Stellungnahme der Regierung – gegebenenfalls unter Bedingungen – kann bzw. können die juristische(n) Person(en) öffentlichen Rechts, die ein technisches Vergrabungszentrum betreiben möchte(n), oder die SPAQuE die Enteignung wegen öffentlichen Nutzens von Liegenschaften vornehmen, die für die Errichtung des technischen Vergrabungszentrums erforderlich sind.

Abschnitt 4 — Besondere Bestimmungen für Anlagen zur Bewirtschaftung von Abfällen aus Extraktion

Art. 81 - Eine Umweltgenehmigung für eine im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seinen Durchführungsmaßnahmen erwähnte Abfallbewirtschaftungsanlage zur Extraktion von Abfällen wird nur dann ausgestellt, wenn die zuständige Behörde sicher ist, dass die Bewirtschaftung der Abfälle die Umsetzung des wallonischen Abfall-Ressourcenplans weder direkt beeinträchtigt noch auf irgendeine Weise stört.

KAPITEL 6 — Zulassungen und Registrierungen

Abschnitt 1 — Allgemeine Bestimmungen

Art. 82 - § 1. Unbeschadet gegebenenfalls der Artikel 76 und 77 unterliegt die Ausübung bestimmter Typen von Tätigkeiten im Bereich Abfälle einer Zulassung oder Registrierung gemäß dem vorliegenden Kapitel und seiner Durchführungsmaßnahmen.

Die Arten von Tätigkeiten im Bereich Abfälle, die in Absatz 1 genannt sind, werden durch das bzw. gemäß dem vorliegenden Kapitel festgelegt.

§ 2. Für jede Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle, die durch das vorliegende oder gemäß dem vorliegenden Kapitel eine Zulassung oder Registrierung erfordert, kann die Regierung spezifische Bedingungen für die Ausführung der jeweiligen Art der Tätigkeit erlassen. Dies erfolgt auf Basis der vom vorliegenden Dekret vorgesehenen Befugnisse.

Wenn die Regierung die spezifischen Bedingungen erlässt, abändert oder ergänzt, gibt sie die Frist an, in der die neuen Bedingungen auf die bestehenden Tätigkeiten angewandt werden. Wenn nichts Genaueres ausgeführt ist, gelten die neuen Bedingungen ab ihrem Inkrafttreten für Tätigkeiten, die vor dem genannten Inkrafttreten zugelassen oder registriert waren.

Art. 83 - § 1. Niemand darf eine Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle, die durch und gemäß diesem Kapitel eine Zulassung oder Registrierung erfordert, ausüben, ohne zuvor im Besitz einer rechtskräftigen Zulassung oder Registrierung für die betreffende Art von Tätigkeit gewesen zu sein.

§ 2. Jede durch und gemäß dem vorliegenden Kapitel zugelassene oder registrierte Person meldet der zuständigen Behörde unverzüglich Folgendes:

1° jeder Unfall oder Vorfall, der den in Artikel 32 genannten Interessen schaden könnte;

2° jede Änderung von wesentlichen Daten, die in den Antragsunterlagen enthalten sind, zu welcher es seit der Ausstellung der Zulassung oder der Registrierung gekommen ist – dies umfasst auch die Einstellung der Geschäftstätigkeit

§ 3. Keine der Zulassungen oder Registrierungen, die durch und gemäß dem vorliegenden Kapitel ausgestellt werden, ist übertragbar.

§ 4. Alle Urkunden, Rechnungen, Veröffentlichungen, Schreiben, Bestellscheine und sonstigen Dokumente, die in Umsetzung der verschiedenen Arten von Tätigkeiten im Bereich Abfälle, die der Zulassung oder Registrierung durch und gemäß diesem Kapitel unterliegen, von einer durch und gemäß diesem Kapitel zugelassenen oder registrierten Person ausgestellt werden, müssen den Hinweis auf ihre Zulassung oder Registrierung sowie das Datum der Gewährung und das Datum des Ablaufs der Zulassung oder Registrierung aufweisen.

Art. 84 - Sofern es keine gegenteilige oder besondere Bestimmung im vorliegenden Kapitel oder in seinen Durchführungsmaßnahmen gibt, wird jede Zulassung oder Registrierung, die durch dieses und gemäß diesem Kapitel genannt wird, für eine maximale Laufzeit von fünf Jahren gewährt.

Für jede Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle, welche eine Zulassung oder Registrierung durch dieses und gemäß diesem Kapitel erfordert, kann die Regierung eine kürzere maximale Laufzeit festsetzen:

Art. 85 - § 1. Sofern es im vorliegenden Dekret keine gegenteilige oder besondere Bestimmung gibt, bestimmt die Regierung für jede Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle, die durch das vorliegende oder gemäß dem vorliegenden Kapitel eine Zulassung oder Registrierung erfordert, die in erster Instanz ausstellende Behörde sowie die für Verwaltungsbeschwerden zuständige Behörde.

Die in erster Instanz ausstellende Behörde kann für Zulassungen und Registrierungen dieselbe sein.

Die für Verwaltungsbeschwerden zuständige Behörde kann dieselbe sein, die für Zulassungen und Registrierungen zuständig ist.

§ 2. Um zu überprüfen, ob eine Person, die eine Zulassung oder Registrierung durch und gemäß dem vorliegenden Kapitel beantragt, über einen Leumund verfügt, der einen angemessenen Umweltschutz gewährleistet, kann die Regierung unter allen oder einigen der spezifischen Bedingungen, die von der Regierung für die Arten von Tätigkeiten im Bereich Abfälle, die einer Zulassung oder Registrierung durch und gemäß dem vorliegenden Kapitel unterliegen, festgelegt werden, Folgendes vorschreiben:

1° jede natürliche Person, jede juristische Person und jede Person mit der gesetzlichen Befugnis zur Vertretung einer juristischen Person, die die Zulassung oder Registrierung beantragt, ist seit mindestens zehn Jahren nicht aufgrund einer rechtskräftigen Gerichtsentscheidung oder einer endgültigen Verwaltungsentscheidung, mit der eine oder mehrere Verwaltungssanktionen verhängt wurden, verurteilt worden, und fällt zum Zeitpunkt der Antragstellung nicht noch unter ein Verbot oder einen Rechtsverlust, das bzw. der sich ganz oder teilweise auf die Art der Tätigkeit im Bereich Abfälle bezieht, welche Gegenstand des Antrags auf Zulassung oder Registrierung ist;

2° jeder Inhaber der betreffenden Zulassung oder Registrierung wurde während der gesamten Dauer seiner durch und gemäß dem vorliegenden Kapitel erteilten Zulassung oder Registrierung im Bereich Abfälle nicht durch ein rechtskräftiges Gerichtsurteil oder eine endgültige Verwaltungsentscheidung, in der eine oder mehrere Verwaltungssanktionen verhängt werden, wegen mindestens eines Verstoßes gegen regionale, bundesstaatliche oder sonstige Gesetze und Vorschriften eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums im Bereich Abfälle verurteilt.

Art. 86 - § 1. Unbeschadet Artikel D.198 von Buch I des Umweltgesetzbuchs kann die in erster Instanz ausstellende Behörde für Zulassungen oder die in erster Instanz ausstellende Behörde für Registrierungen jederzeit die in erster Instanz oder nach einem Rechtsbehelf nach und gemäß dem vorliegenden Kapitel erteilte Zulassung für höchstens sechs Monate aussetzen oder widerrufen sowie die von der ausstellenden Behörde nach und gemäß dem vorliegenden Kapitel ausgestellte Registrierung für höchstens sechs Monate aussetzen oder streichen, wenn der Inhaber der Zulassung oder Registrierung:

1° die Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seine Durchführungsmaßnahmen nicht oder nicht mehr erfüllt, insbesondere:

die spezifischen Bedingungen, die von der Regierung für die Art der genehmigungspflichtigen Tätigkeiten im Bereich Abfälle festgelegt wurden, und die zusätzlichen Bedingungen, die von der in erster Instanz ausstellenden Behörde oder von der zuständigen Behörde nach einer Verwaltungsbeschwerde für die Genehmigung des Inhabers festgelegt wurden oder

die von der Regierung für die Art der genehmigungspflichtigen Tätigkeiten im Bereich Abfälle erlassenen spezifischen Bedingungen, die für die Registrierung des genannten Inhabers gelten;

2° Dienstleistungen für mindestens eine andere Art von genehmigungs- oder registrierungspflichtigen Tätigkeiten im Bereich Abfälle erbringt als jene, für die er zugelassen oder registriert ist;

3° Dienstleistungen erbringt, die eine unzureichende Qualität aufweisen;

4° gegebenenfalls die Verpflichtungen, die für ihn gemäß dem Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und der entsprechenden Durchführungsmaßnahmen gelten, nicht oder nicht mehr erfüllt

§ 2. Außer in besonders begründeten dringenden Fällen wird jeder Beschluss zur Aussetzung der Zulassung oder Registrierung gefasst, nachdem dem betroffenen Inhaber der Zulassung oder Registrierung die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen innerhalb einer Frist von mindestens fünfzehn Tagen mündlich oder schriftlich zu äußern.

Jeder Beschluss zum Widerruf der Zulassung oder zur Streichung der Registrierung wird gefasst, nachdem dem betroffenen Inhaber der Zulassung oder Registrierung die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen innerhalb einer Frist von mindestens fünfzehn Tagen mündlich oder schriftlich zu äußern.

§ 3. Jeder Beschluss über eine Aussetzung, Widerruf oder Streichung wird dem Inhaber der Zulassung oder der Registrierung zugesendet.

Art. 87 - Um die Identifizierung der gemäß dem vorliegenden Titel zugelassenen und registrierten Personen zu ermöglichen und deren Kontaktaufnahme durch andere Akteure der Kette der Abfallbewirtschaftung zu erleichtern, veröffentlichen die in erster Instanz für die Zulassung zuständige ausstellende Behörde und die für die Registrierung zuständige Behörde auf mindestens einer Internetseite der Wallonischen Region die Liste der zugelassenen Personen und der Tätigkeiten im Bereich Abfälle, für die sie zugelassen sind, sowie auch die Liste der registrierten Personen und der Tätigkeiten im Bereich Abfälle, für die sie registriert sind, und halten zudem alles auf dem neuesten Stand.

Die genannten Listen können folgende Informationen beinhalten: 1° wenn es sich um Folgendes handelt:

eine natürliche Person: ihren Vor- und Nachnamen, die Adresse ihres Unternehmens sowie – optional für den Inhaber der Zulassung oder Registrierung – ihre Telefonnummer, ihre E-Mail-Adresse, die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person: ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Unternehmens sowie – optional für den Inhaber der Zulassung oder Registrierung – ihre Telefonnummer, ihre E-Mail-Adresse, die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Unternehmens bei der Zentralen Datenbank der zugelassenen oder registrierten Person oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde

3° die Identifikationsnummer oder die Verwaltungsreferenz des Zulassung oder Registrierung;

4° das Ablaufdatum der Zulassung oder der Eintragung;

5° gegebenenfalls und optional für den betroffenen Inhaber der Zulassung oder Registrierung die Adresse seiner Internetseite;

6° den Beschluss zur Aussetzung der Zulassung oder der Registrierung, einschließlich des Datums des Ablaufens dieser Aussetzung;

7° den Beschluss zum Widerruf der Zulassung oder den Beschluss zur Streichung der Registrierung

Art. 88 - Die Regierung kann Bedingungen festlegen, gemäß denen die Inhaber einer gleichwertigen Zulassung, Registrierung oder eines anderen Verwaltungsakts mit individueller Tragweite, welche in einer anderen Region oder einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union für die Ausübung derselben Tätigkeit im Bereich Abfälle, die in der Wallonischen Region zulassungs- oder registrierungspflichtig ist, ausgestellt wurden und deren Gleichwertigkeit festgestellt wurde, von Rechts wegen oder nach einem von der Regierung beschlossenen vereinfachten Verfahren zugelassen oder registriert werden.

Art. 89 - § 1. Sofern es keine gegenteilige oder besondere Bestimmung im vorliegenden Kapitel oder in seinen Durchführungsmaßnahmen gibt, erfolgt jeder Versand, der durch das oder gemäß dem vorliegenden Kapitel genannt ist, nach einer der beiden folgenden Kommunikationsarten:

1° entweder in Papierform per:

Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

mit einem ähnlichen Verfahren, durch das dem Versand und dem Empfang des Schreibens ein sicheres Datum gegeben werden kann und zwar unabhängig vom genutzten Zustelldienst oder

mit Abgabe gegen Abnahmebescheinigung;

2° oder in elektronischer Form mit Authentifizierung per:

authentifizierter elektronischer Signatur;

digitaler Kopie des Verwaltungsakts oder jeglicher anderen Information, die im Rahmen der der administrativen Verarbeitung übermittelt wurde, handschriftlich unterzeichnet

Bezüglich Absatz 1, 1°, b) und 2° gilt: Die Regierung kann die von ihr anerkannten Verfahren und Modalitäten festlegen, durch die der Versand und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

§ 2. Für jede Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle, die durch das vorliegende oder gemäß dem vorliegenden Kapitel eine Zulassung oder Registrierung erfordert, oder für bestimmte, von der Regierung festgelegte Arten von Tätigkeiten im Bereich Abfälle kann die Regierung ein oder mehrere konforme Formulare für die Zulassung oder Registrierung festlegen.

Das oder die genannte(n) Formular(e) kann/können vor allem Folgendes festlegen:

1° einen allgemeinen gemeinsamen Teil für alle Typen von Tätigkeiten im Bereich Abfälle, die eine Zulassung erfordern;

2° einen allgemeinen gemeinsamen Teil für alle Typen von Tätigkeiten im Bereich Abfälle, die eine Registrierung erfordern;

3° einen spezifischen Teil, der dem Typ der Tätigkeit im Bereich Abfälle gewidmet ist, der eine Zulassung oder eine Registrierung erfordert

§ 3. Sofern es im vorliegenden Kapitel oder in seinen Durchführungsmaßnahmen keine gegenteilige oder besondere Bestimmung gibt, wird jedes von der Regierung beschlossene konforme Formular auf einem der in Paragraph 1 erwähnten Kommunikationswege an die zuständige Behörde versendet.

Art. 90 - § 1. Bezüglich der Berechnung der Fristen:

1° der Tag des Versands oder des Empfangs, der als Anfang der Frist gilt, wird in dieser Frist nicht eingeschlossen;

2° der Tag des Ablaufens einer Frist ist in dieser eingeschlossen

Abweichend von Absatz 1, 2° gilt: Fällt der Tag des Ablaufs einer Frist auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, so wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

§ 2. Alle im vorliegenden Kapitel genannten Fristen werden rechtmäßig zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Im Falle einer Aussetzung der Frist, die in Absatz 1 genannt ist, werden die Fristen für den Versand und die Fälligkeit um die Dauer der Aussetzung oder der Verlängerung verlängert.

Abschnitt 2 — Bestimmungen über die Zulassungen

Unterabschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für alle Zulassungen

Art. 91 - § 1. Jeder Zulassungsantrag ist unterzeichnet und umfasst folgende Informationen:

1° wenn der Antragsteller Folgendes ist:

eine natürliche Person: ihren Vornamen und Namen, ihr Geburtsdatum, die Adresse ihres Unternehmens, ihre Telefonnummer und E-Mail-Adresse sowie – optional für den Antragsteller – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person:

ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes, ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse sowie – optional für den Antragsteller – die Telefonnummer, die E-Mail-Adresse sowie die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

Vorname, Name und Eigenschaft der Person, die von der betroffenen juristischen Person beauftragt wurde, den Antrag einzubringen;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Antragstellers bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde

§ 2. Unbeschadet Artikel 208 und 209 kann die Regierung für jede Art von Tätigkeit, die durch das bzw. gemäß dem vorliegenden Kapitel eine Zulassung erfordert, den Inhalt des Antrags auf Zulassung ergänzen. Dieser Antrag soll es ermöglichen, den Antragsteller zu identifizieren und gegebenenfalls seine technischen, finanziellen oder personellen Mittel sowie die Einhaltung von Artikel 32 oder von Artikel 85, § 2, 1° zu evaluieren.

Dazu kann die Regierung den Inhalt des Antrags auf Zulassung, der in Paragraph 1 genannt ist, um alle oder einige der folgenden Informationen erweitern:

die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, insbesondere das Material, über welches der Antragsteller verfügt, um die Art von Tätigkeit auszuüben, die eine Zulassung erfordert und die vom Antrag auf Zulassung erfasst ist;

die finanziellen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, einschließlich des Nachweises des Abschlusses einer Versicherung zur Deckung der Haftpflicht, die sich aus der Art von Tätigkeit ergibt, für die die Zulassung beantragt wird, oder – falls nicht vorhanden – die formale Verpflichtung, eine solche Versicherung vor der Ausübung der Art der Tätigkeit, für die die Zulassung beantragt wird, abzuschließen;

die personellen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, insbesondere:

das Ausmaß der Personalressourcen, über welche der Antragsteller verfügt, um die Art von Tätigkeit auszuüben, die eine Zulassung erfordert und die vom Antrag auf Zulassung erfasst ist;

den Nachweis darüber, dass der Antragsteller oder einige seiner Personalressourcen im Besitz bestimmter Diplome, bestimmter Bescheinigungen oder einer anderen von der Regierung festgelegten beruflichen Bescheinigung ist bzw. sind;

die Natur des oder der Art(en) der Abfälle, die vom Antrag auf Zulassung betroffen sind oder betroffen sein können;

die Menge des oder der Art(en) der Abfälle, die vom Antrag auf Zulassung betroffen sind oder betroffen sein können;

der oder die Bestimmungsorte des oder der Art(en) der Abfälle, die vom Antrag auf Zulassung betroffen sind oder betroffen sein können;

die Maßnahmen, die getroffen werden, damit die menschliche Gesundheit nicht gefährdet und die Umwelt nicht geschädigt wird;

wenn der Besitz einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 zur Voraussetzung für die Gewährung der Zulassung gemacht wird, die Identifikationsnummer oder die Verwaltungsreferenz der betreffenden Umweltgenehmigung oder Erklärung für die Betriebe der Klasse oder – falls nicht vorhanden – eine Kopie dieser Genehmigung oder Erklärung;

ein Strafregisterauszug, der nicht älter als sechs Monate ist, gemäß der in Artikel 596 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuchs und dessen Durchführungsmaßnahmen genannten Vorlage

§ 3. Um die Identifizierung des Stellers des Antrags auf Zulassung zu ermöglichen und gegebenenfalls seine technischen, finanziellen oder menschlichen Mittel sowie die Einhaltung von Artikel 32 oder Artikel 85 § 2, 1° zu bewerten, kann die Regierung den Inhalt des in Paragraph 1 des vorliegenden Artikels genannten Zulassungsantrags – gegebenenfalls in der gemäß Paragraph 2 des genannten Artikels ergänzten Fassung – genauer ausführen. Sie kann auch die Anzahl der Exemplare des Antrags auf Zulassung bestimmen, die eingereicht werden müssen, wenn der Antrag in Papierform verschickt wird.

§ 4. Unbeschadet der besonderen Bestimmungen über die Vorlage von Stellungnahmen in diesem Kapitel kann die Regierung eine oder mehrere zuständige Stellen oder Behörden bestimmen, die im Rahmen der in diesem Kapitel oder aufgrund dieses Kapitels vorgesehenen Verwaltungsverfahren im Bereich der Zulassung eine Stellungnahme vorlegen müssen.

In diesem Rahmen kann die Regierung für jede von ihr bestimmte Instanz oder zuständige Behörde zur Abgabe von Stellungnahmen festlegen, ob diese Instanz oder zuständige Behörde ihre Stellungnahme von Amts wegen oder nur auf Antrag der in erster Instanz ausstellenden Behörde oder der zuständigen Behörde nach einer Verwaltungsbeschwerde abgibt.

Art. 92 - § 1. Jeder Antrag auf Zulassung wird an die in erster Instanz ausstellende Behörde geschickt.

§ 2. Die in erster Instanz ausstellende Behörde sendet dem Steller des Antrags auf Zulassung innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für seinen Antrag:

- 1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn der Antrag in Papierform eingebracht wurde;
- 2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn der Antrag elektronisch eingebracht wurde

§ 3. Die in erster Instanz ausstellende Behörde richtet den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung gefassten Beschluss innerhalb von dreißig Tagen ab dem Tag, an dem sie den Antrag auf

Zulassung erhalten hat, an den Antragsteller.

§ 4. Wenn der Antrag auf Zulassung unvollständig ist, versendet die in erster Instanz ausstellende Behörde die Liste der fehlenden Auskünfte oder Unterlagen – im Folgenden als „ergänzende Unterlagen“ bezeichnet – innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Erhalt des Antrags auf Zulassung an den Antragsteller. In diesem Fall beginnt das Verwaltungsverfahren mit dem Datum des Erhalts der genannten ergänzenden Unterlagen erneut.

Der Steller des Antrags auf Zulassung schickt der in erster Instanz ausstellenden Behörde binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Versand der Aufforderung auf Übermittlung der ergänzenden Unterlagen die geforderten ergänzenden Unterlagen zu.

Die in erster Instanz ausstellende Behörde sendet dem Steller des Antrags auf Zulassung innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für die ergänzenden Unterlagen zu:

- 1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen in Papierform versendet wurden;
- 2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen elektronisch versendet wurden

Innerhalb von zwanzig Tagen ab Erhalt der ergänzenden Unterlagen durch die in erster Instanz ausstellende Behörde sendet diese dem Antragsteller den entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung zu.

Die in erster Instanz ausstellende Behörde sendet dem Antragsteller den entscheidenden Beschluss über die Unzulässigkeit des Antrags auf Zulassung zu, wenn:

- 1° er gegebenenfalls eingereicht wurde, ohne die gemäß Artikel 85, § 2 gesetzten Durchführungsmaßnahmen einzuhalten;
- 2° er ohne Einhaltung von Artikel 89 und seiner Durchführungsmaßnahmen eingereicht wurde;
- 3° er ohne Einhaltung von Artikel 91 und seiner Durchführungsmaßnahmen eingereicht wurde;
- 4° der Steller des Antrags auf Zulassung die geforderten ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb einer Frist, wie sie in Absatz 2 des vorliegenden Paragraphen genannt ist, versendet hat;
- 5° er zweimal als unvollständig betrachtet wurde;
- 6° er ohne Einhaltung von Artikel 98 eingereicht wurde.

§ 5. Wenn nach Ablauf der Fristen, die in Paragraph 3 und 4 vorgesehen sind, kein entscheidender Beschluss über die Vollständig und Zulässigkeit oder Unzulässigkeit des Antrags auf Zulassung an den Antragsteller gesendet wurde, gilt der Antrag auf Zulassung rechtmäßig als zulässig.

Art. 93 - § 1. Am Tag, an dem die in erster Instanz ausstellende Behörde den entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung versendet oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – am Tag des stillschweigenden Beschlusses zur Zulässigkeit gemäß Artikel 92 § 5 beantragt sie die Stellungnahme der Instanzen oder der zuständigen Behörden, die durch oder gemäß dem vorliegenden Kapitel bestimmt wurden.

Die genannten Instanzen bzw. die genannten zuständigen Behörden versenden ihre Stellungnahme innerhalb von 45 Tagen ab ihrer Anrufung durch die in erster Instanz ausstellende Behörde.

Sollte die Stellungnahme nicht innerhalb der in Absatz 2 genannten Fristen versendet werden, wird das Verfahren weitergeführt.

§ 2. Abweichend von Absatz 1 kann die Regierung für jede Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle, die gemäß dem vorliegenden Kapitel eine Zulassung erfordert, oder für bestimmte, von ihr festgelegte Arten die von den zuständigen Stellen oder Behörden gesetzte Frist für die Abgabe von Stellungnahmen verkürzen oder verlängern.

Art. 94 - § 1. Ab dem Versand des entscheidenden Beschlusses zur Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – ab dem stillschweigenden Beschluss zur Zulässigkeit gemäß Artikel 92, § 5 versendet die in erster Instanz ausstellende Behörde innerhalb einer folgenden Frist den Beschluss über die Gewährung oder die Ablehnung der Zulassung an den Antragsteller:

- 1° sechzig Tage, wenn Artikel 93 nicht anwendbar ist;
- 2° 120 Tage, wenn Artikel 93 im Rahmen des Hinzuziehens von Instanzen oder zuständigen Behörden, welches gemäß dem vorliegenden Kapitel oder dessen Durchführungsmaßnahmen von Amts wegen vorgesehen ist, anwendbar ist

§ 2. Abweichend von Absatz 1 gilt: Die Regierung kann für die Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle, die gemäß dem vorliegenden Kapitel eine Zulassung erfordert, oder für bestimmte, von ihr festgelegte Arten die der in erster Instanz ausstellenden Behörde für den Versand ihres Beschlusses über die Gewährung oder die Ablehnung der Zulassung gesetzte Frist verkürzen oder verlängern.

§ 3. Wenn nach Ablauf der durch oder gemäß Paragraph 1 und 2 vorgesehenen Frist kein entscheidender Beschluss zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung an den Antragsteller gesendet wurde, gilt der Antrag auf Zulassung als rechtmäßig abgelehnt.

Art. 95 - § 1. Die in erster Instanz ausstellende Behörde oder die nach Verwaltungsbehörde zuständige Behörde kann dem betreffenden Inhaber der Zulassung vor der Umsetzung der genannten Zulassung Folgendes – teilweise oder vollständig – vorschreiben:

- 1° die Bildung einer Sicherheit zugunsten der Regierung, die dazu dient, die Erfüllung ihrer Verpflichtungen in Bezug auf ihre zulassungspflichtige Tätigkeit im Bereich Abfälle – einschließlich der Sanierung oder Wiederinstandsetzung von Abfalldeponien – zu gewährleisten und deren Betrag jenen Kosten entspricht, die die Regierung tragen würde, wenn sie die genannte Sanierung oder Wiederherstellung veranlassen müsste;

2° den Abschluss einer Versicherungspolice, die seine Haftpflicht zugunsten jeglichem Dritten, der im Rahmen der Ausübung der zulassungspflichtigen Tätigkeit im Bereich Abfälle zu Schaden kommt, abdeckt.

Die Regierung bestimmt jene Fälle, in denen eine Versicherungspolice stets vorgeschrieben ist. Sie kann für die von ihr bestimmten Arten zulassungspflichtiger Tätigkeiten im Bereich Abfälle vorsehen, dass die Höhe der Sicherheit oder der Versicherungspolice die Kosten für den Zeitraum der Wartung, Überwachung und Kontrolle der betreffenden Tätigkeit sowie die Verpflichtungen im Zusammenhang mit der Nachsorge nach Beendigung der genannten Tätigkeit abdeckt. Die Regierung kann während der Gültigkeit der Zulassung zudem Berechnungsmodalitäten für die Höhe der Sicherheit sowie Überarbeitungsmodalitäten für die Höhe der genannten Sicherheit beschließen.

§ 2. Die Sicherheit besteht nach Wahl des Antragstellers oder des Inhabers der Zulassung in einer Einlage bei der Hinterlegungs- und Konsignationskasse oder in einer unabhängigen Bankgarantie oder in jeder anderen Form von Sicherheit, die die Regierung festlegt und zwar bis zu der in der betreffenden Zulassung angegebenen Höhe.

Besteht die Sicherheit in einer Bareinzahlung, erhöht der betreffende Inhaber der Zulassung den Sicherheitsbetrag jedes Jahr um die im Vorjahr abgeworfenen Zinsen.

Besteht die finanzielle Sicherheit in einer unabhängigen Bankbürgschaft, muss diese von einem Kreditinstitut ausgestellt werden, das entweder von der Finanzaufsichtsbehörde oder von einer anderen für die Aufsicht über Kreditanstalten zuständigen Behörde eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union anerkannt ist.

§ 3. Wenn eine Sicherheit oder Versicherungspolice erforderlich ist, wird die betreffende Zulassung erst rechtskräftig, wenn die in erster Instanz ausstellende Behörde anerkennt, dass die Sicherheit gebildet oder dass die Versicherungspolice abgeschlossen wurde.

§ 4. Die in erster Instanz zuständige Behörde stellt die Wiederinstandsetzung oder Sanierung von Abfalldéponien innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab der Einbringung des Antrags auf Feststellung durch den betreffenden Zulassungsinhaber fest. Sollte der Beschluss nicht innerhalb der erforderlichen Frist vorliegen, gilt die Wiederinstandsetzung oder Sanierung der Orte der Abladung von Abfällen als konform.

Nach Ablauf einer Frist von neunzig Tagen ab dem Zeitpunkt, zu dem die Wiederinstandsetzung oder Sanierung des Ortes der Abfalldéponie festgestellt wurde, und sofern die in erster Instanz ausstellende Behörde oder die nach einer Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde keine Einwände erhebt, wird die Sicherheit freigegeben und etwaige Zinserträge werden – gegebenenfalls gemäß den gemäß Paragraph 6 festgelegten Modalitäten – zurückerstattet.

§ 5. Die in erster Instanz ausstellende Behörde oder die nach einer Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde kann eine einmalige zusätzliche Frist für die Wiederinstandsetzung oder Sanierung der Abfalldéponien gewähren. Wenn die Déponie nicht innerhalb der erforderlichen Frist instandgesetzt oder saniert werden, lässt die Regierung die Abfalldéponie von Amts wegen instandsetzen oder sanieren und greift hierfür auf die Sicherheit zurück.

Wenn der Betrag nicht ausreicht, hebt die Regierung oder die zuständige Behörde, die sie hierzu bestimmt, die zusätzlichen angegebene Kosten beim Inhaber der betreffenden Zulassung ein.

§ 6. Für alle oder je Typ der Tätigkeiten, die eine Zulassung im Bereich Abfälle erfordern, kann die Regierung zusätzliche Modalitäten festlegen, welchen die Sicherheiten oder Versicherungspolice entsprechen müssen. Gegebenenfalls kann sie zudem Standardbedingungen für Sicherheiten oder Versicherungspolice festlegen. Sie legt die Modalitäten, wie die Sicherheit freigegeben wird, fest, wenn der Inhaber der betreffenden Zulassung alle seine Verpflichtungen zur Wiederinstandsetzung oder Sanierung der Abfalldéponie erfüllt hat sowie auch, wie bei einer Nicht-Einhaltung dieser Verpflichtungen vorzugehen ist.

Art. 96 - § 1. Wenn die in erster Instanz ausstellende Behörde oder die für Verwaltungsbeschwerden zuständige Behörde im Moment, in dem sie die Zulassung ausstellt, feststellt, dass die Art von Tätigkeiten im Bereich Abfälle, der von der Zulassung erfasst ist, die in Artikel 32 genannten Interessen gefährdet oder gefährden kann, oder wenn Artikel 95 für die genannte Art der Tätigkeit anwendbar ist, kann die in erster Instanz ausstellende Behörde oder die für Verwaltungsbeschwerden zuständige Behörde für jeden Antragsteller zusätzliche Bedingungen zur Erfüllung seiner Tätigkeit im Bereich Abfälle vorschreiben.

Die genannten zusätzlichen Bedingungen können sich vor allem auf Folgendes beziehen:

1° die Maßnahmen, die bei Unfällen oder Vorfällen zu setzen sind, die den in Artikel 32 genannten Interessen schaden können;

2° die Maßnahmen, die im Rahmen von Artikel 95 zu setzen sind

§ 2. Der vorliegende Artikel gilt auch während der Gültigkeitsdauer einer Zulassung, die in erster Instanz oder auf eine Verwaltungsbeschwerde hin ausgestellt wurde.

Gegebenenfalls gilt Artikel 93 mutatis mutandis für alle Verwaltungsverfahren für die Vorschreibung zusätzlicher Bedingungen während der Gültigkeitsdauer der in erster Instanz ausgestellten Zulassung oder nach Verwaltungsbeschwerde.

§ 3. Keine zusätzliche Bedingung darf vom vorliegenden Dekret und seinen Durchführungsmaßnahmen abweichen oder weniger streng als diese sein.

Art. 97 - § 1. Während der Gültigkeitsdauer einer in erster Instanz oder infolge einer Verwaltungsbeschwerde ausgestellten Zulassung kann die in erster Instanz ausstellende Behörde die in erster Instanz oder infolge einer Verwaltungsbeschwerde erteilte Zulassung von sich aus ergänzen oder abändern:

1° wenn dies als erforderlich betrachtet wird, um die Einhaltung von Artikel 82, § 2 und seinen Durchführungsmaßnahmen zu sichern;

2° wenn dies als erforderlich betrachtet wird, um die Einhaltung von Artikel 95 zu sichern, auf der Grundlage einer Entwicklung der geschätzten Kosten für die Wiederinstandsetzung oder Sanierung der Abfalldéponie oder für die Wiedergutmachung von Schäden, die Dritten bei der Ausübung einer zulassungspflichtigen Tätigkeit im Bereich Abfälle entstanden sind;

3° wenn sie feststellt, dass die zusätzlichen Bedingungen, die gemäß Artikel 96 vorgeschrieben sind, nicht mehr dazu geeignet sind, die Einhaltung von Artikel 32 zu sichern;

4° wenn sie eine Änderung von wesentlichen Daten, die in den Antragsunterlagen enthalten sind, feststellt, zu welcher es seit der Ausstellung der Zulassung gekommen ist;

Außer in besonders begründeten dringenden Fällen wird jeder Beschluss zur Abänderung einer Zulassung wie in Absatz 1 genannt gefasst, nachdem dem Inhaber die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen mündlich oder schriftlich zu äußern.

Der Beschluss über die Abänderung wird dem Inhaber der Zulassung zugesendet.

§ 2. Während der Gültigkeitsdauer der in erster Instanz oder nach Einlegung einer Verwaltungsbeschwerde ausgestellten Zulassung kann der Inhaber der Zulassung von sich aus bei der in erster Instanz ausstellenden Behörde beantragen, seine Zulassung aufgrund einer oder mehrerer seit der Ausstellung einer solchen Zulassung eingetretener Änderungen einer der in den Antragsunterlagen enthaltenen wesentlichen Angaben – wobei dies auch die Einstellung der Geschäftstätigkeit umfasst – zu ändern.

Die Artikel 91 und 96 gelten mutatis mutandis für den in Absatz 1 genannten Antrag auf Änderung der Zulassung.

Art. 98 - Jeder Inhaber einer Zulassung kann frühestens 120 Tage vor Ablauf der Gültigkeitsdauer seiner Zulassung einen neuen Antrag auf Zulassung für dieselbe Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle und dieselben Arten von Abfällen oder gegebenenfalls dieselbe Kategorie von Methoden zur Probenahme oder Analyse stellen, für die er bereits zugelassen ist – andernfalls droht die Unzulässigkeit.

Art. 99 - § 1. Es kann gegen Beschlüsse oder gegen ein Fehlen eines Beschlusses der in erster Instanz ausstellenden Behörde im Bereich der Zulassung innerhalb der vorgeschriebenen Frist eine Verwaltungsbeschwerde bei der für Verwaltungsbeschwerden zuständigen Behörde eingebracht werden.

Das Recht, die genannte Verwaltungsbeschwerde einzubringen, wird ausschließlich dem Antragsteller für die Zulassung oder dem Inhaber der Zulassung, im Folgenden als „Beschwerdeführer“ bezeichnet, gewährt.

§ 2. Wenn sich die Verwaltungsbeschwerde auf einen Aussetzungsbeschluss gemäß Artikel 86 bezieht, hat sie keine aufschiebende Wirkung auf den Aussetzungsbeschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde.

Wenn sich die Verwaltungsbeschwerde auf einen anderen stillschweigenden Beschluss oder ausdrücklichen Beschluss als in Absatz 1 genannt bezieht, hat sie aufschiebende Wirkung auf den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde.

§ 3. Die Verwaltungsbeschwerde wird innerhalb von dreißig Tagen eingebracht – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Die Frist gilt:

1° ab Erhalt des oder der in Artikel 86, 92, 94, 95, 96 oder 97 genannten Beschlusses bzw. Beschlüsse oder;

2° wenn der in 1° genannte Beschluss nicht vorhanden ist, ab dem Ablauf der Frist, die von der in erster Instanz ausstellenden Behörde für den Erlass des Beschlusses vorgesehen wurde

§ 4. Die Verwaltungsbeschwerde wird durch ein Gesuch eingeleitet, welches nach den Modalitäten eingebracht wird, die durch oder gemäß Artikel 89 vorgesehen sind – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Parallel übermittelt der Beschwerdeführer eine Kopie seines Gesuchs an die in erster Instanz ausstellende Behörde.

Das genannte Gesuch wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Informationen:

1° wenn der Beschwerdeführer Folgendes ist:

eine natürliche Person: ihren Vornamen und Namen, ihr Geburtsdatum, die Adresse ihres Unternehmens, ihre Telefonnummer und E-Mail-Adresse Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person:

ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes, ihre Telefonnummer oder ihre E-Mail-Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle sowie

Vorname, Name und Eigenschaft der Person, die von der betroffenen juristischen Person beauftragt wurde, die Beschwerde einzulegen;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Beschwerdeführers bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde;

3° die Identifikationsnummer oder die Verwaltungsreferenz des Beschlusses, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde;

4° die gegen den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde, erörterten Mittel;

§ 5. Innerhalb von 15 Tagen ab Erhalt des Gesuchs durch die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde sendet diese dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung für sein Gesuch zu.

§ 6. Die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde sendet dem Beschwerdeführer den entscheidenden Beschluss über die Verwaltungsbeschwerde innerhalb von neunzig Tagen ab Versand der Empfangsbestätigung über den Erhalt des Gesuchs zu.

Der Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde ersetzt den Beschluss, der in erster Instanz ausgestellt wurde oder – falls ein solcher Beschluss nicht vorhanden ist – den stillschweigenden Beschluss zur Ablehnung in erster Instanz.

§ 7. Wenn nach Ablauf der in Paragraph 6 vorgesehenen Frist an den Beschwerdeführer kein entscheidender Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde versendet wurde, wird der Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – der stillschweigende Beschluss über die Ablehnung in erster Instanz rechtmäßig bestätigt.

Unterabschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für die Zulassung von Tätigkeiten im Bereich Sammlung, Handel, Maklertätigkeit, Tätigkeiten im Bereich Transport sowie Tätigkeiten zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von gefährlichen Abfällen

Art. 100 - § 1. Die Regierung schreibt für folgende Tätigkeiten eine Zulassung vor:

1° gewerbsmäßige Sammlung, Handel und Maklertätigkeit für gefährliche Abfälle;

2° gewerbsmäßiger Transport gefährlicher Abfälle;

3° gewerbsmäßige Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von gefährlichen Abfällen

Dazu kann die Regierung die Zulassung oder die Arten der Zulassung für die genannten Arten der Tätigkeit je nach Typ oder Untertyp der Abfälle wie von ihr festgelegt regeln.

§ 2. Ersterzeuger von gefährlichen Abfällen, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, die ihre eigenen gefährlichen Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, transportieren, werden von der Zulassung für den Transport dieser Abfälle befreit, sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° die Menge der genannten transportieren Abfälle übersteigt nicht 250 Kilogramm pro Monat und

2° die genannten Abfälle werden an einen Sammler, Händler, Makler, eine Anlage oder ein Unternehmen, der/die/das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Verwaltungsgenehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle gemäß Artikel 6 und 32 verfügt, transportiert

Art. 101 - Auf Antrag der in erster Instanz ausstellenden Behörde legt der Zulassungsausschuss im Bereich Abfälle eine Stellungnahme gemäß Artikel 193 vor.

Art. 102 - Jeder Inhaber einer Zulassung für zumindest eine Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle wie in Artikel 100, § 1 genannt informiert den Empfänger des Dienstes der Abfallbewirtschaftung über die Modalitäten und detaillierten Kosten der Bewirtschaftung sowie über den Bestimmungsort der Abfälle.

Unterabschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für die Zulassung von Tätigkeiten von Sozialwirtschaftsunternehmen, die als Dienst von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse anerkannt werden möchten

Art. 103 - Die Regierung schreibt für Tätigkeiten von Sozialwirtschaftsunternehmen, die als Dienst von allgemeinem wirtschaftlichen Interesse gemäß Artikel 69 anerkannt werden möchten, eine Zulassung vor.

Unterabschnitt 4 — Besondere Bestimmungen für die Zulassung von Tätigkeiten im Bereich Recycling und Verfüllung bestimmter Arten nicht gefährlicher Abfälle

Art. 104 - § 1. Die Regierung kann für Tätigkeiten in der Wallonischen Region für das Recyceln oder die Verfüllung bestimmter von ihr festgelegter Arten von nicht gefährlichen Abfällen eine Genehmigung vorschreiben.

§ 2. Dazu kann die Regierung nicht gefährliche Abfälle auflisten, die in der Wallonischen Region mit der in Absatz 1 genannten Zulassung einem Verfahren zum Recycling oder zur Verfüllung unterzogen werden können.

Falls ein Abfall auf der genannten Liste nicht vorhanden ist, wird davon ausgegangen, dass er nicht zu der Art von Abfall gehört, die in der Wallonischen Region mit der in Paragraph 1 genannten Zulassung recycelt oder verfüllt werden kann. Diese Annahme ist widerlegbar.

§ 3. Die Regierung legt die Verfahrensmodalitäten für die Anerkennung von Eigenschaften, Charakteristiken, Kriterien oder Bedingungen von Abfällen in Fällen fest, in denen Abfälle zwar nicht als solche im in Paragraph 2 genannten Abfallverzeichnis angeführt sind, die genannten Abfälle aber als die in Paragraph 2 angeführte Abfallart anerkannt werden können.

Die Widerlegung der widerlegbaren Vermutung gemäß Paragraph 2 basiert auf Beweisen, aus denen hervorgeht, dass Abfälle, die auf der betreffenden, in Paragraph 2 genannten Abfallliste nicht vorhanden sind, alle Eigenschaften, Charakteristiken, Kriterien oder Bedingungen erfüllen, die von der Regierung gemäß Paragraph 2 für die Erstellung dieser Liste festgelegt wurden.

Ein Antrag auf eine solche Anerkennung muss mindestens eine Analyse der Umweltrisiken enthalten.

Die Regierung kann die Mindestanforderungen für die in Absatz 3 genannte Umweltrisikoprüfung festlegen.

§ 4. Die Regierung trifft die Beschlüsse zur Anerkennung gemäß Paragraph 3 selbst oder benennt die hierfür zuständige Behörde.

Jeder Beschluss zur Anerkennung, nach welchem ein Abfall als eine in Paragraph 2 angeführte Abfallart anerkannt wird, wird auf mindestens einer Internetseite der Wallonischen Region veröffentlicht.

Wenn bei der Ausübung einer gewerblichen Tätigkeit Abfall entsteht, der alle Eigenschaften, Charakteristiken, Kriterien oder Bedingungen zeigt und erfüllt, die in jeder Hinsicht denen eines Abfalls entsprechen, der durch einen Beschluss zur Anerkennung als Abfalltyp gemäß Paragraph 2 anerkannt wurde, kann der Inhaber eines solchen Abfalls vorab einen Antrag auf Zulassung stellen, um die Genehmigung für das Recycling oder die Verfüllung solcher Abfälle in der Wallonischen Region zu erhalten.

Die Regierung passt mindestens alle drei Monate die in Paragraph 2 genannte Liste der Abfälle an, um gegebenenfalls Beschlüsse zur Anerkennung, wie sie im vorliegenden Paragraph genannt sind, zu integrieren.

§ 5. Für jede Tätigkeit zum Recycling oder zur Verfüllung bestimmter, von der Regierung festgelegter Arten nicht gefährlicher Abfälle in der Wallonischen Region, die eine Zulassung erfordert, legen die gemäß Artikel 82, § 2 geltenden besonderen Bedingungen oder – falls solche besonderen Bedingungen nicht vorhanden sind – die gemäß Artikel 96 beschlossenen zusätzlichen Bedingungen zumindest Folgendes fest:

1° Art und Menge der nicht gefährlichen Abfälle, die recycelt oder aufgeschüttet werden dürfen;

2° deren Produktionsumstände;

3° den oder die Orte der Aufbewahrung;

4° für jede Art der Tätigkeit für das Recycling oder die Verfüllung, die Gegenstand einer Zulassung ist, die technischen Vorschriften und alle anderen Vorschriften, die am betreffenden Ort oder an den betreffenden Orten gelten;

5° zu ergreifende Sicherheits- und Vorsorgemaßnahmen;

6° die für jede Tätigkeit für das Recycling oder die Verfüllung anzuwendende Methode, gegebenenfalls ist, einschließlich der vollständigen und ausschließlichen Arten der Nutzung der betreffenden Abfälle;

7° den oder die Orte der Durchführung der genannten Vorgänge;

8° Überwachungs- und Kontrollverfahren, sofern erforderlich;

9° Bestimmungen betreffend Schließung und Nachsorge, sofern erforderlich.

§ 6. Die Zulassung kann nicht gewährt werden, wenn die geplante Methode für das Recycling oder die Verfüllung hinsichtlich des Umweltschutzes nicht akzeptabel ist, insbesondere, wenn sie nicht Artikel 32 entspricht.

Art. 105 - Jeder Inhaber einer gemäß diesem Unterabschnitt ausgestellten Zulassung führt gemäß Artikel 72 ein eigenes Register für diese Abfälle und informiert die zuständige Behörde unverzüglich über die tatsächliche Verwendung dieser Abfälle.

Art. 106 - Jeder Abfall, der in der Liste gemäß Artikel 104 angeführt ist oder als Abfall der aufgelisteten Art anerkannt ist, behält seine Natur als Abfall bei und unterliegt den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen, bis er in der Wallonischen Region gemäß den Durchführungsmaßnahmen gemäß dem vorliegenden Unterabschnitt recycelt oder verfüllt wird.

Art. 107 - Jede Umweltgenehmigung und jede Erklärung für die Betriebe der Klasse 3, welche die Ablagerung von nicht gefährlichen Abfällen sowie deren Recycling oder deren Verfüllung am Entstehungs- oder Eingangsort der genannten Abfälle regelt, gilt als Zulassung im Sinne des vorliegenden Unterabschnitts.

Unterabschnitt 5 — Besondere Bestimmungen für die Zulassung von Tätigkeiten für die Zwischenlagerung, Vorbehandlung, und Verwertung von Klärschlamm, der in der Landwirtschaft verwertet werden soll

Art. 108 - Unbeschadet Artikel 9 kann die Regierung für Tätigkeiten der Zwischenlagerung, Vorbehandlung und der Verwertung der von ihr festgelegten Abfallarten – einschließlich Klärschlamm – die über eines oder mehrere der in Anhang 2, A, R3 oder R10 genannten Verfahren verwertet werden sollen, eine Zulassung vorschreiben.

Unterabschnitt 6 — Besondere Bestimmungen für die Zulassung von Tätigkeiten zur Bewirtschaftung von tierischen Nebenprodukten

Art. 109 - Die Regierung kann für Tätigkeiten zur Bewirtschaftung von tierischen Nebenprodukten, die unter die Verwaltungspolizei für Abfälle fallen, eine Zulassung vorschreiben.

Dazu kann die Regierung die Zulassung oder die Arten der Zulassung regeln, die sich vor allem auf Tätigkeiten von Zwischen- oder Lagerbetrieben für tierische Nebenprodukte und Tätigkeiten von Fabriken zur Verarbeitung, Kompostierung, Biogaserzeugung oder Verbrennung von tierischen Nebenprodukten beziehen.

Unterabschnitt 7 — Besondere Bestimmungen für die Zulassung von wissenschaftlichen Analysetätigkeiten im Auftrag Dritter im Bereich Abfälle

Art. 110 - § 1. Die Regierung kann für die gewerbsmäßige Durchführung wissenschaftlicher Analysetätigkeiten im Auftrag Dritter im Bereich Abfälle eine Zulassung vorschreiben.

Dazu kann die Regierung die Zulassung oder die Arten der Zulassung für die genannten Arten der Tätigkeit je nach bestimmten Kategorien der Methoden der Probenahme oder der Analyse wie von ihr festgelegt regeln.

§ 2. Jeder Inhaber einer Zulassung für die in Paragraph 1 genannte Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle:

1° erbringt Leistungen, die die Durchführungsmaßnahmen einhalten, die gemäß Artikel 16, Absatz 1, 1° gesetzt wurden;

2° hält sich an die technischen Bestimmungen mit Richtwert, die gemäß Artikel 16, Absatz 1, 2° genehmigt wurden, oder ist dazu in der Lage, die gleichwertige Qualität seines Fachwissens nachzuweisen

Abschnitt 3 — Bestimmungen über die Registrierungen

Unterabschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für alle Registrierungen

Art. 111 - § 1. Jeder Antrag auf Registrierung ist unterzeichnet und umfasst folgende Informationen:

1° wenn der Antragsteller Folgendes ist:

eine natürliche Person: ihren Vornamen und Namen, ihr Geburtsdatum, die Adresse ihres Unternehmens, ihre Telefonnummer und E-Mail-Adresse sowie – optional für den Antragsteller – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person:

ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes, ihre Telefonnummer und ihre E-Mail-Adresse sowie – optional für den Antragsteller – die Telefonnummer, die E-Mail-Adresse sowie die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

Vorname, Name und Eigenschaft der Person, die von der betroffenen juristischen Person beauftragt wurde, den Antrag einzubringen;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Antragstellers bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde

§ 2. Unbeschadet Artikel 208 und 209 kann die Regierung für jede Art von Tätigkeit, die durch das bzw. gemäß dem vorliegenden Kapitel eine Registrierung erfordert, den Inhalt des Antrags auf Registrierung ergänzen. Dieser Antrag soll es ermöglichen, den Antragsteller zu identifizieren und gegebenenfalls seine technischen, finanziellen oder personellen Mittel sowie die Einhaltung von Artikel 32 oder von Artikel 85, § 2 zu bescheinigen.

Dazu kann die Regierung den Inhalt des Antrags auf Registrierung, der in Paragraph 1 genannt ist, um alle oder einige der folgenden Informationen erweitern:

die technischen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, insbesondere das Material, über welches der Antragsteller verfügt, um die Art von Tätigkeit auszuüben, die eine Registrierung erfordert und die vom Antrag auf Registrierung erfasst ist;

die finanziellen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, einschließlich des Nachweises des Abschlusses einer Versicherung zur Deckung der Haftpflicht, die sich aus der Art von Tätigkeit ergibt, für die die Registrierung beantragt wird, oder – falls nicht vorhanden – die formale Verpflichtung, eine solche Versicherung vor der Ausübung der Art der Tätigkeit, für die die Registrierung beantragt wird, abzuschließen;

die personellen Mittel, über die der Antragsteller verfügt, insbesondere:

das Ausmaß der Personalressourcen, über welche der Antragsteller verfügt, um die Art von Tätigkeit auszuüben, die eine Registrierung erfordert und die vom Antrag auf Registrierung erfasst ist;

den Nachweis darüber, dass der Antragsteller oder einige seiner Personalressourcen im Besitz bestimmter Diplome, bestimmter Bescheinigungen oder einer anderen von der Regierung festgelegten beruflichen Bescheinigung ist bzw. sind;

die Natur des oder der Art(en) der Abfälle, die vom Antrag auf Registrierung betroffen sind oder betroffen sein können;

die Menge des oder der Art(en) der Abfälle, die vom Antrag auf Registrierung betroffen sind oder betroffen sein können;

der oder die Bestimmungsorte des oder der Art(en) der Abfälle, die vom Antrag auf Registrierung betroffen sind oder betroffen sein können;

die Maßnahmen, die getroffen werden, damit die menschliche Gesundheit nicht gefährdet und die Umwelt nicht geschädigt wird;

wenn der Besitz einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 zur Voraussetzung für die Gewährung der Registrierung gemacht wird, die Identifikationsnummer oder die Verwaltungsreferenz der betreffenden Umweltgenehmigung oder Erklärung für die Betriebe der Klasse oder – falls nicht vorhanden – eine Kopie dieser Genehmigung oder Erklärung;

ein Strafregistrauszug, der nicht älter als sechs Monate ist, gemäß der in Artikel 596 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuchs und dessen Durchführungsmaßnahmen genannten Vorlage

§ 3. Um die Identifizierung des Stellers des Antrags auf Registrierung zu ermöglichen und gegebenenfalls seine technischen, finanziellen oder menschlichen Mittel sowie die Einhaltung von Artikel 32 oder Artikel 85 § 2, 1° zu bescheinigen, kann die Regierung den Inhalt des in Paragraph 1 des vorliegenden Artikels genannten Registrierungsantrags – gegebenenfalls in der gemäß Paragraph 2 des genannten Artikels ergänzten Fassung – genauer ausführen. Sie kann auch die Anzahl der Exemplare des Antrags auf Registrierung bestimmen, die eingereicht werden müssen, wenn der Antrag in Papierform verschickt wird.

Art. 112 - Jeder Steller eines Antrags auf Registrierung, der Inhaber einer gleichwertigen Zulassung, Registrierung oder eines anderen Verwaltungsakts mit individueller Tragweite ist, die/der in einer anderen Region für die Ausübung derselben Tätigkeiten im Bereich Abfälle wie die in der Wallonischen Region registrierungspflichtige Aktivität ausgestellt wurde, darf die Art der registrierungspflichtigen Tätigkeiten im Bereich Abfälle in der Wallonischen Region ab Erhalt der Empfangsbestätigung seines Registrierungsantrags sowie während der gesamten Dauer der administrativen Bearbeitung bei der in erster Instanz ausstellenden Behörde in der Wallonischen Region ausüben.

Nach Abschluss der administrativen Bearbeitung des Antrags auf Registrierung in der Wallonischen Region gilt: Falls dieser Antrag von der in erster Instanz ausstellenden Behörde abgelehnt wird, stellt der Antragsteller die Art der Tätigkeiten, für die eine Registrierung vorgeschrieben ist, auf dem Gebiet der Wallonischen Region ein, sobald er den Beschluss der in erster Instanz ausstellenden Behörde über die Ablehnung der Registrierung erhalten hat, oder – falls kein solcher Beschluss ergeht – nach Ablauf der in Artikel 114, § 5 genannten Frist.

Art. 113 - Die Regierung kann die Gleichwertigkeit – gegebenenfalls unter Bedingungen – zwischen einerseits jeder Zulassung, jeder Registrierung oder jedem anderen Verwaltungsakt mit individueller Tragweite, welche durch die oder gemäß der wallonischen Gesetzgebung ausgestellt werden, sowie andererseits bestimmten Registrierungen vorsehen, die sie unter denjenigen bestimmt, die durch und gemäß diesem Kapitel erforderlich sind.

Art. 114 - § 1. Jeder Antrag auf Registrierung wird an die in erster Instanz ausstellende Behörde geschickt.

§ 2. Die in erster Instanz ausstellende Behörde sendet dem Steller des Antrags auf Registrierung innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für seinen Antrag:

1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn der Antrag in Papierform eingebracht wurde;

2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn der Antrag elektronisch eingebracht wurde

§ 3. Wenn der Antrag auf Registrierung vollständig ist, versendet die in erster Instanz ausstellende Behörde den Beschluss über seine Registrierung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Erhalt des Antrags auf Registrierung an den Antragsteller.

§ 4. Wenn der Antrag auf Registrierung unvollständig ist, versendet die in erster Instanz ausstellende Behörde die Liste der fehlenden Auskünfte oder Unterlagen – im Folgenden als „ergänzende Unterlagen“ bezeichnet – innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Erhalt des Antrags auf Registrierung an den Antragsteller. In diesem Fall beginnt das Verwaltungsverfahren mit dem Datum des Erhalts dieser ergänzenden Unterlagen erneut.

Der Steller des Antrags auf Registrierung schickt der in erster Instanz ausstellenden Behörde binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Versand der Aufforderung auf Übermittlung der ergänzenden Unterlagen die geforderten ergänzenden Unterlagen zu.

Die in erster Instanz ausstellende Behörde sendet dem Steller des Antrags auf Registrierung innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für die ergänzenden Unterlagen zu:

1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen in Papierform versendet wurden;

2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen elektronisch versendet wurden

Innerhalb von zwanzig Tagen ab Erhalt der ergänzenden Unterlagen durch die in erster Instanz ausstellende Behörde sendet diese dem Antragsteller den Beschluss über seine Registrierung zu.

Die in erster Instanz ausstellende Behörde schickt dem Steller des Antrags die Entscheidung zur Ablehnung seiner Registrierung, wenn für den Antrag Folgendes gilt:

1° er ohne Einhaltung von Artikel 89 eingereicht wurde;

2° er ohne Einhaltung von Artikel 111 und seiner Durchführungsmaßnahmen eingereicht wurde;

3° der Steller des Antrags auf Registrierung die geforderten ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb einer Frist, wie sie in Absatz 2 des vorliegenden Paragraphen genannt ist, versendet hat;

4° er zweimal als unvollständig betrachtet wurde;

5° er ohne Einhaltung von Artikel 116 eingereicht wurde.

§ 5. Nach dem Ablauf der in Paragraph 3 und 4 vorgesehenen Fristen gilt, falls kein Beschluss zur Registrierung des Antragstellers ergangen ist, der Antrag auf Registrierung als rechtmäßig abgelehnt.

Art. 115 - § 1. Während der Gültigkeitsdauer der von der Behörde in erster Instanz oder nach Verwaltungsbeschwerde ausgestellten Registrierung kann die in erster Instanz ausstellende Behörde von sich aus die ausgestellte Registrierung ergänzen oder abändern, wenn sie eine Änderung von wesentlichen Daten, die in den Antragsunterlagen enthalten sind, feststellt, zu welcher es seit der Ausstellung der Registrierung gekommen ist.

Außer in besonders begründeten dringenden Fällen wird jeder Beschluss zur Abänderung einer Registrierung wie in Absatz 1 genannt gefasst, nachdem dem Inhaber die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen mündlich oder schriftlich zu äußern.

Der Beschluss über die Abänderung wird dem Inhaber der Registrierung zugesendet.

§ 2. Während der Gültigkeitsdauer der in erster Instanz oder nach Einlegung einer Verwaltungsbeschwerde ausgestellten Registrierung kann der Inhaber der Registrierung von sich aus bei der in erster Instanz ausstellenden Behörde beantragen, seine Registrierung aufgrund einer oder mehrerer seit der Ausstellung einer solchen Registrierung eingetretener Änderungen einer der in den Antragsunterlagen enthaltenen wesentlichen Angaben – wobei dies auch die Einstellung der Geschäftstätigkeit umfasst – zu ändern.

Artikel 111 und 114 gelten mutatis mutandis für den in Absatz 1 genannten Antrag auf Änderung der Registrierung.

Art. 116 - Jeder Inhaber einer Registrierung kann frühestens 120 Tage vor Ablauf der Gültigkeitsdauer seiner Registrierung einen neuen Antrag auf Registrierung für dieselbe Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle und dieselben Arten von Abfällen oder gegebenenfalls dieselbe Kategorie von Methoden zur Entnahme von Proben stellen, für die er bereits registriert ist – andernfalls droht die Unzulässigkeit.

Art. 117 - § 1. Es kann gegen Beschlüsse, die von der in erster Instanz ausstellenden Behörde gemäß Artikel 86 gefasst werden, eine Verwaltungsbeschwerde bei der für Verwaltungsbeschwerden zuständigen Behörde eingebracht werden.

Das Recht, die genannte Verwaltungsbeschwerde einzubringen, wird ausschließlich der Person, die die Registrierung beantragt hat, oder dem Inhaber der Registrierung, im Folgenden als „Beschwerdeführer“ bezeichnet, gewährt.

§ 2. Wenn sich die Verwaltungsbeschwerde auf einen Aussetzungsbeschluss gemäß Artikel 86 bezieht, hat sie keine aufschiebende Wirkung auf den Aussetzungsbeschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde.

Wenn sich die Verwaltungsbeschwerde auf einen anderen stillschweigenden Beschluss oder ausdrücklichen Beschluss als in Absatz 1 genannt bezieht, hat sie aufschiebende Wirkung auf den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde.

§ 3. Die Verwaltungsbeschwerde wird innerhalb von dreißig Tagen eingebracht – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Die Frist gilt:

1° ab Erhalt des oder der Beschlüsse, die sich aus den Artikeln 86, 114 oder 115 ergeben oder

2° wenn der in 1° genannte Beschluss nicht vorhanden ist, ab dem Ablaufen der Frist, die von der in erster Instanz ausstellenden Behörde für den Erlass des Beschlusses vorgesehen wurde

§ 4. Die Verwaltungsbeschwerde wird durch ein Gesuch eingeleitet, welches nach den Modalitäten eingebracht wird, die durch oder gemäß Artikel 89 vorgesehen sind – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Parallel übermittelt der Beschwerdeführer eine Kopie seines Gesuchs an die in erster Instanz ausstellende Behörde.

Das genannte Gesuch wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Informationen:

1° wenn der Beschwerdeführer Folgendes ist:

eine natürliche Person: ihren Vornamen und Namen, ihr Geburtsdatum, die Adresse ihres Unternehmens, ihre Telefonnummer und E-Mail-Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person:

ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes, ihre Telefonnummer oder ihre E-Mail-Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle sowie

Vorname, Name und Eigenschaft der Person, die von der betroffenen juristischen Person beauftragt wurde, die Beschwerde einzulegen;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Beschwerdeführers bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde;

3° die Identifikationsnummer oder die Verwaltungsreferenz des Beschlusses, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde;

4° die gegen den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde, erörterten Mittel;

§ 5. Innerhalb von 15 Tagen ab Erhalt des Gesuchs durch die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde sendet diese dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung für sein Gesuch zu.

§ 6. Die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde sendet dem Beschwerdeführer den entscheidenden Beschluss über die Verwaltungsbeschwerde innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab Versand der Empfangsbestätigung über den Erhalt des Gesuchs zu.

Der Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde annulliert oder bestätigt den in erster Instanz ergangenen Beschluss.

§ 7. Wenn nach Ablauf der in Paragraph 6 vorgesehenen Frist an den Beschwerdeführer kein entscheidender Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde versendet wurde, wird der Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde, rechtmäßig bestätigt.

Unterabschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für die Registrierung von Tätigkeiten im Bereich Sammlung, Handel, Maklertätigkeit, Tätigkeiten im Bereich Transport sowie Tätigkeiten zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von nicht gefährlichen Abfällen

Art. 118 - § 1. Die Regierung schreibt für Folgendes eine Registrierung vor:

1° gewerbsmäßige Sammlung, Handel und Maklertätigkeit für nicht gefährliche Abfälle;

2° gewerbsmäßiger Transport nicht gefährlicher Abfälle;

3° gewerbsmäßige Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von nicht gefährlichen Abfällen

Dazu kann die Regierung die Registrierung oder die Arten der Registrierung für die genannten Arten der Tätigkeit je nach Typ oder Untertyp der Abfälle wie von ihr festgelegt regeln.

§ 2. Ersterzeuger von nicht gefährlichen Abfällen, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, die ihre eigenen nicht gefährlichen Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, transportieren, werden von der Registrierung für den Transport dieser Abfälle befreit, sofern alle folgenden Bedingungen erfüllt werden:

1° die Menge der genannten transportierten Abfälle übersteigt nicht 250 Kilogramm pro Monat und

2° die genannten Abfälle werden an einen Sammler, Händler, Makler, eine Anlage oder ein Unternehmen, der/die/das über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige Verwaltungsgenehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung dieser Abfälle gemäß Artikel 6 und 32 verfügt, transportiert

Art. 119 - Jeder Inhaber einer Registrierung für zumindest eine Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle wie in Artikel 118, § 1 genannt informiert den Empfänger des Dienstes der Abfallbewirtschaftung über die Modalitäten und detaillierten Kosten der Bewirtschaftung sowie über den Bestimmungsort der Abfälle.

Unterabschnitt 3 — Besondere Bestimmungen für die Registrierung von Tätigkeiten zur Probenahme im Bereich Abfälle

Art. 120 - § 1. Die Regierung kann für die gewerbsmäßige Tätigkeiten zur Probenahme im Bereich Abfälle eine Registrierung vorschreiben.

Dazu kann die Regierung die Zulassung oder die Arten der Registrierung für die genannten Arten der Tätigkeit je nach bestimmten Kategorien der Methoden der Probenahme wie von ihr festgelegt regeln.

§ 2. Jeder Inhaber einer Registrierung für die in Paragraf 1 genannte Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle:

1° erbringt Leistungen, die die Durchführungsmaßnahmen einhalten, die gemäß Artikel 16, Absatz 1, 1° gesetzt wurden;

2° hält sich an die technischen Bestimmungen mit Richtwert, die gemäß Artikel 16, Absatz 1, 2° genehmigt wurden, oder ist dazu in der Lage, die gleichwertige Qualität seines Fachwissens nachzuweisen

TITEL 2 — ERWEITERTE HAFTUNG DER HERSTELLER FÜR PRODUKTE

KAPITEL 1 — Einleitende Bedingungen

Abschnitt 1 — Ziele und Anwendungsbereich

Art. 121 - § 1. Unter Achtung des Umweltschutzes und im Hinblick auf eine verantwortungsvolle Nutzung von Ressourcen – einschließlich der natürlichen Ressourcen – werden in diesem Titel die Mindestanforderungen für Regelungen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte festgelegt, deren Ziel es ist, die Vermeidung, die Vorbereitung zur Wiederverwendung, die Wiederverwendung, das Recycling und die sonstige Verwertung von Abfällen zu stärken.

§ 2. Die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, die durch diesen Titel und seine Durchführungsmaßnahmen eingeführt wurde, gilt für folgende Abfälle:

1° Abfälle aus Elektro- und Elektronikgeräten;

2° Altbatterien und -akkumulatoren;

3° Altfahrzeuge;

4° Altreifen;

5° Altöle;

6° gebrauchte Matratzen;

7° Abfälle aus Einweg-Sanitärtextilien, einschließlich gebrauchter Feuchttücher;

8° gebrauchte Luftballons;

9° gebrauchte Fischereiausrüstung, die Kunststoff enthält;

10° Zigarettensammel

Die Regierung kann eine Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gemäß diesem Titel für folgende Abfälle einführen:

1° gebrauchte Möbel;

2° gebrauchter Kaugummi;

3° gebrauchte Textilien;

4° gebrauchte Einwegwindeln

§ 3. Jede Regelung der erweiterten Haftung des Herstellers Produkte, das durch diesen Titel und seine Durchführungsmaßnahmen eingeführt wurde, wird je nach Fall durch Folgendes verwirklicht:

1° alle folgenden wichtigen Verpflichtungen:

eine Verpflichtung zur Abfallbewirtschaftung;

eine Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftung und bestimmter Maßnahmen zur Abfallvermeidung;

eine Verpflichtung zur Information und Sensibilisierung;

eine Berichterstattungspflicht;

eine Verpflichtung zur Erstellung eines Strategieplans und von damit verbundenen Jahresplänen zur Durchführung;

2° unbeschadet 1° alle oder einen Teil der folgenden, von der Regierung aktivierbaren Verpflichtungen:

eine Verpflichtung zur Abfallabnahme;

eine Verpflichtung zur Abfallvermeidung;

eine Verpflichtung zum Erreichen quantifizierter Zielvorgaben für die Sammlung oder die Verwertung, vor allem für das Recycling, oder Verpflichtung zu einer Orientierung zu Zielwerten für die Vorbereitung für die Wiederverwendung oder für die Wiederverwendung;

eine Verpflichtung zur Finanzierung der öffentlichen Sicherheit

Art. 122 - Die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gilt unbeschadet der Haftung im Bereich für die Abfallbewirtschaftung gemäß Artikel 47, § 1 sowie unbeschadet der geltenden spezifischen Rechtsvorschriften oder Regelungen für Abfallströme und der geltenden spezifischen Rechtsvorschriften oder Regelungen für Produkte.

Die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte berührt nicht die Verpflichtungen und Pflichten, die den lokalen Behörden in Bezug auf die öffentliche Gesundheit obliegen, und die Verpflichtungen und Pflichten der lokalen Behörden in Bezug auf die öffentliche Gesundheit berühren nicht die Verpflichtungen, die sich für die Produkthersteller aus der für sie geltenden Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ergeben.

Abschnitt 2 — Definitionen:

Art. 123 - § 1. Unbeschadet Artikel 5 gelten für den vorliegenden Titel folgende Begriffsbestimmungen:

1° „Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte“: eine Reihe von Maßnahmen, die gesetzt werden, um sicherzustellen, dass die Hersteller von Produkten die finanzielle Haftung oder die finanzielle und organisatorische Haftung für die Bewirtschaftung der Abwicklung der Phase „Abfall“ im Lebenszyklus eines Produkts übernehmen;

2° „Abfälle aus Haushalten“: alle Abfälle, die aus der üblichen Tätigkeit von Haushalten stammen sowie alle Abfälle, die aus einer gewerblichen Tätigkeiten stammen und die aufgrund ihrer Natur und ihrer Zusammensetzung Abfällen, die aus der üblichen Tätigkeit von Haushalten stammen, ähnlich und diesen gleichgestellt sind;

3° „Abfälle industrieller Herkunft“: alle Abfälle, die nicht in 2° erfasst sind;

4° „Zielwert“: ein Ziel in bestimmten einer Höhe, das festgelegt wurde, um schädliche Auswirkungen auf die menschliche Gesundheit oder die Umwelt insgesamt zu vermeiden, zu verhindern oder zu verringern, und das soweit wie möglich in einem bestimmten Zeitraum eingehalten werden muss;

5° „Elektro- und Elektronikgeräte“ oder „EEE“: alle Geräte, die mittels elektrischen Stroms oder eines elektromagnetischen Felds funktionieren, und alle Geräte zur Erzeugung, Übertragung und Messung dieses Stroms oder dieser Felder bestimmten Geräte, die für eine Benutzung mit einer Spannung unter 1.000 Volt für Wechselstrom und unter 1.500 Volt für Gleichstrom konzipiert sind;

6° „Batterie“ oder „Akkumulator“: eine aus einer oder mehreren (nicht wiederaufladbaren) Primärzellen oder aus einer oder mehreren (wiederaufladbaren) Sekundärzellen bestehende Quelle elektrischer Energie, die durch unmittelbare Umwandlung chemischer Energie gewonnen wird;

7° „Fahrzeug“: alle Fahrzeuge der Kategorien M1 oder N1 aus der Verordnung (EU) 2018/858 sowie dreirädrige Fahrzeuge, wie sie in der Verordnung (EU) 168/2013 festgelegt sind, jedoch mit Ausnahme der dreirädrigen Kraftfahrzeuge, unabhängig davon, wie das Fahrzeug während seiner Nutzung gewartet und repariert worden ist, und ebenfalls unabhängig davon, ob das Fahrzeug mit Bauteilen bestückt ist, die vom Hersteller geliefert wurden oder mit anderen Bauteilen, deren Einbau als Ersatz- oder Nachrüstteile den allgemeinen Vorschriften oder internen Bestimmungen entspricht;

8° „Reifen“: jeder Gegenstand in Form eines Torus aus Gummi und eventuell aus anderen Materialien, mit Luftfüllung oder massiv, einschließlich Bandagen, mit Ausnahme von Fahrradreifen;

9° „Öle“: alle mineralischen oder synthetischen Öle für andere Zwecke als die Ernährung, die schmieren oder die Industrieöle sind, wie z. B. Verbrennungsmotoren- und Getriebeöle, Schmieröle, Turbinen- und Hydrauliköle;

10° „Matratzen“: alle Produkte, die zum Schlafen und Ruhen bestimmt sind und die aus einem festen Bezug bestehen, mit Basismaterialien gepolstert sind und auf ein tragendes Bettgestell gelegt werden können, einschließlich Matratzenauflagen;

11° „Matratzenauflagen“: jedes Bettwaren-Element mit einer maximalen Dicke von zehn Zentimetern, welches auf einer Matratze platziert werden soll;

12° „Einweg-Sanitärtextilien“: alle Einwegprodukte, die zur Intimhygiene des Körpers oder für die Hygiene im Haus vorgesehen sind, wie etwa Feuchttücher;

13° „Feuchttücher“: alle vorab getränkten Tücher für die Anwendung am Körper oder im Haushalt;

14° „Luftballons“: alle nicht porösen Gegenstände aus leichtem Material, welche dazu bestimmt sind, mit Luft oder Gas aufgeblasen zu werden, mit Ausnahme von Luftballons, welche für industrielle oder gewerbliche Zwecke und Anwendungen eingesetzt und nicht an Verbraucher abgegeben werden;

15° „Seefischereiausrüstung“: jedes Teil oder jede Ausrüstung, das bzw. die in der Fischerei oder Aquakultur verwendet wird, um biologische Meeresressourcen auszumachen, einzufangen oder zu züchten, oder das bzw. die auf der Meeresoberfläche schwimmt und mit dem Ziel eingesetzt wird, solche biologischen Meeresressourcen anzulocken und einzufangen oder zu züchten;

16° „Süßwasserfischereiausrüstung“: jedes Teil oder jede Ausrüstung, das bzw. die in der Fischerei oder Aquakultur verwendet wird, um biologische Ressourcen in Süßwasser auszumachen, einzufangen oder zu züchten, oder das bzw. die auf der Oberfläche von Süßwasser schwimmt und mit dem Ziel eingesetzt wird, solche Ressourcen in Süßwasser anzulocken und einzufangen oder zu züchten;

17° „Fischereiausrüstung“: Produktkategorie mit Fischereiausrüstung gemäß 15° und 16°;

18° „Produkte auf Tabakbasis“: alle Produkte, die konsumiert werden können und zumindest teilweise aus Tabak bestehen, egal, ob dieser genetisch verändert ist, sowie Filter, die für die Verwendung in Kombination mit Tabakprodukten vermarktet werden;

19° „Zigarettenstummel“: alle Abfälle aus Produkten auf Tabakbasis mit Filtern aus Kunststoff zum einmaligen Gebrauch und alle Abfälle aus Filtern aus Kunststoff zum einmaligen Gebrauch, die vermarktet wurden, als sie Produkte waren, die in Kombination mit Produkten auf Tabakbasis verwendet werden;

20° „Möbel“: alle beweglichen Dinge, deren sämtliche Außenmaße mindestens 40 cm oder deren Volumen mindestens 60 dm³ betragen und die zum Gebrauch oder zur Zierde von Räumen oder deren Außenbereich bestimmt sind – ausgenommen sind hier lebende Tiere und Matratzen;

21° „Kaugummi“: jeglicher überzogener oder nicht überzogener Gummi, der gekaut, aber nicht verschluckt werden soll;

22° „Textilien“: alle Kleidungsstücke, Schuhe, Wäsche sowie Produkte, die aus Natur- oder Synthetikfasern hergestellt sind;

23° „Einwegwindeln“: alle Einwegprodukte, die für das Auffangen von Stuhl oder Urin des Trägers konzipiert sind, mit Ausnahme von Stomabeuteln;

24° „ProduktHersteller“: jede in 25°, 26°, 27° oder 28° genannte Person nach der betreffenden Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte;

25° „Hersteller von EEE-Produkten“: jede natürliche oder juristische Person, die, unabhängig von der angewandten Verkaufstechnik, einschließlich des Distanzgeschäfts gemäß den Bestimmungen von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs Folgendes erfüllt:

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und stellt unter seinem eigenen Namen oder unter seiner eigenen Marke EEE her oder lässt EEE konzipieren und herstellen und vermarktet sie unter seinem eigenen Namen oder unter seinem eigenen Marke auf dem Gebiet Belgiens;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und verkauft – unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke – Geräte weiter, die von anderen Lieferanten hergestellt wurden, wobei der Wiederverkäufer nicht als „Hersteller“ betrachtet werden darf, wenn die Marke des Herstellers auf dem Gerät gemäß Buchstabe a) zu finden ist;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und bringt gewerbsmäßig EEE aus einem dritten Land auf den belgischen Markt oder

ist außerhalb des Gebiets Belgiens niedergelassen und verkauft EEE über Distanzgeschäft im Sinne von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs direkt oder über einen Online-Marktplatz an Privathaushalte oder andere Nutzer als Privathaushalte in Belgien;

26° „Hersteller von Batterien oder Akkumulatoren“: jede Person, die unabhängig von der angewandten Verkaufstechnik, einschließlich des Distanzgeschäfts gemäß den Bestimmungen von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs, Batterien oder Akkumulatoren, einschließlich solcher, die in Geräten oder Fahrzeugen verbaut sind, zum ersten Mal auf dem Gebiet Belgiens gewerbsmäßig auf den Markt bringt, unabhängig davon, ob für den Eigenverbrauch oder nicht;

27° „Fahrzeughersteller“: der Hersteller eines Fahrzeugs oder der gewerbsmäßige Importeur eines Fahrzeugs auf das Gebiet Belgiens;

28° „Hersteller anderer Produkte“: jede natürliche oder juristische Person, die, unabhängig von der Verkaufstechnik, einschließlich des Distanzgeschäfts im Sinne von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs Folgendes erfüllt:

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und stellt ein anderes als das in 5° bis 7° genannte Produkt unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke her oder lässt es entwerfen oder herstellen und vermarktet es unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke auf dem Gebiet Belgiens;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und verkauft – unter seinem eigenen Namen oder seiner eigenen Marke – ein anderes Produkt weiter als jene, die in 5° bis 7° angeführt sind, welches von anderen Lieferanten hergestellt wurde, wobei der Wiederverkäufer nicht als Hersteller betrachtet werden darf, wenn die Marke des Herstellers auf dem Produkt gemäß Buchstabe a) zu finden ist;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und bringt gewerbsmäßig ein anderes Produkt auf den Markt als jene, die in 5° bis 7° angeführt sind, welches aus einem dritten Land stammt;

ist auf dem Gebiet Belgiens niedergelassen und erzeugt und importiert ein anderes Produkt als in 5° bis 7° angeführt und verwendet es für die Eigennutzung – dies erfolgt gewerbsmäßig auf dem Gebiet Belgiens;

ist außerhalb des Gebiets Belgiens niedergelassen und verkauft ein anderes Produkt als in 5° bis 7° angeführt über eine Technik zum Distanzgeschäft im Sinne von Artikel I.8, 15° des Wirtschaftsgesetzbuchs und zwar direkt oder über Vermittlung eines Online-Marktplatzes an Privathaushalte oder andere Nutzer als Privathaushalte auf dem Gebiet Belgiens;

29° „Vertreiber“: jede natürliche oder juristische Person in der Versorgungskette, die EEE oder andere Produkte, die einer Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte unterliegen, dem Markt zur Verfügung stellt;

30° „Einzelhändler“: jede natürliche oder physische Person, die dem Verbraucher ein Produkt zum Kauf anbietet, das einer Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte unterliegt;

31° „Verbraucher“: jede natürliche oder physische Person, die Produkte erwirbt, die einer Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte unterliegen, und zwar privat oder gewerbsmäßig, um sie zu verbrauchen oder zu nutzen

§ 2. Bezüglich Paragraph 1, 1° bei der Definition der „erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte“ gilt: Die Phase „Abfall“ des Lebenszyklus eines Produkts umfasst Vorgänge zur selektiven Sammlung, Sortierung und Behandlung. Die „erweiterte Haftung der Hersteller für Produkte“ kann gegebenenfalls die Verantwortung umfassen, zur Abfallvermeidung und zu Möglichkeiten für die Wiederverwendung und zur Recycelbarkeit von Produkten beizutragen.

Bezüglich der Definition von „Abfällen aus Haushalten“ in Paragraph 1, 2° gilt: Die Regierung kann Abfälle auflisten, die aus gewerbsmäßigen Tätigkeiten stammen und die Abfällen, die aus der üblichen Tätigkeit von Haushalten stammen, ähneln.

Bezüglich Paragraph 1, 20° gilt: Um festzustellen, ob ein Produkt unter die Definition von „Möbel“ fällt, muss es so konzipiert sein, dass man darauf sitzen, liegen, sich hinlegen, sich anlehnen oder sich niederlassen, Gegenstände aufbewahren, ablegen oder aufbewahren kann oder dass es Dekorationszwecken dient.

Bezüglich der in Paragraph 1, 25° angeführten Definition von „Hersteller von EEE-Produkten“ und der in Paragraph 1, 28° angeführten Definition von „Hersteller anderer Produkte“ gilt: Jede Person, die ausschließlich eine Finanzierung gemäß oder in Einklang mit einem Finanzierungsvertrag sichert, gilt nicht als „Hersteller“, es sei denn, sie agiert auch als Hersteller im Sinne von Buchstabe a) bis d) der genannten Definitionen.

Bezüglich der in Paragraph 1, 29° genannten Definition von „Vertreiber“ und der in Paragraph 1, 30° genannten Definition von „Einzelhändler“ gilt: Die genannten Definitionen hindern nicht einen „Vertreiber“ oder einen „Einzelhändler“ daran, gleichzeitig „ProduktHersteller“ im Sinne von Paragraph 1, 24° zu sein.

§ 3. Um dieses Dekret und dessen Durchführungsmaßnahmen an das Recht der Europäischen Union und an das internationale Recht anzupassen, kann die Regierung die Bestimmungen dieses Abschnitts außer Kraft setzen, ändern, ergänzen oder ersetzen.

Wenn die von der Regierung aufgrund dieses Paragraphen getroffenen Maßnahmen das vorliegende Dekret abändern, verlieren von Rechts wegen ihre Gültigkeit, wenn sie nicht innerhalb von zwölf Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* per Dekret bestätigt werden.

Abschnitt 3 — Allgemeine Ermächtigungen der Regierung

Art. 124 - § 1. Unbeschadet des Rechts der Europäischen Union nimmt die Regierung für jede Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte Folgendes vor:

1° sie gibt den oder die Typ(en) oder Untertyp(en) der betreffenden Abfälle an;

2° sie legt gemäß der Abfallhierarchie Ziele für die Abfallbewirtschaftung fest, um die quantifizierten Zielvorgaben zu erreichen, die für die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte relevant sind und die durch das Recht der Europäischen Union sowie durch dieses Dekret und seine Durchführungsmaßnahmen festgelegt sind;

3° richtet alle zwei Jahre einen Bericht über die Umsetzung des vorliegenden Titels und seiner Durchführungsmaßnahmen an das wallonische Parlament

§ 2. Unbeschadet des Rechts der Europäischen Union kann die Regierung für jede Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte Folgendes vornehmen:

1° bestimmte Untertypen von Abfällen oder von Produkten, die sie festlegt, vom Anwendungsbereich der Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ausschließen;

2° quantitative oder qualitative Zielvorgaben festlegen, die für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte als relevant eingestuft werden und die höher oder anders sind als die in Paragraph 1, 2° genannten Ziele;

3° im Rahmen von Artikel 134 und von Artikel 137, § 2 Folgendes definieren, bestimmen oder ausführen:

den oder die geeigneten Selbstkontrollmechanismus/-mechanismen;

das Konzept des zertifizierten unabhängigen Audits;

deren Regelmäßigkeit;

4° unbeschadet der Zuständigkeiten des Föderalstaats geeignete Maßnahmen ergreifen, um die Gestaltung von Produkten oder von Produktbestandteilen zu fördern, um die Umweltauswirkungen und die Entstehung von Abfällen während der Herstellung und der anschließenden Verwendung der Produkte zu reduzieren und um darauf zu achten, dass die Verwertung und Beseitigung von Produkten, die zu Abfällen geworden sind, gemäß Artikel 6 und 32 erfolgt;

5° Maßnahmen ergreifen, um den angemessenen Rahmen für die Überwachung und Kontrolle der Anwendung dieses Titels und seiner Durchführungsmaßnahmen zu stärken, wobei folgende Ziele verfolgt werden:

die Einhaltung der Verpflichtungen der erweiterten Haftung durch die Hersteller von Produkten und die Stellen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, auch im Falle von Distanzgeschäften;

die richtige Verwendung der finanziellen Mittel und

die Erklärung zuverlässiger Daten durch alle Akteure, die an der Umsetzung der Regelungen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte beteiligt sind;

6° unbeschadet Artikel 142 weitere Maßnahmen zur Stärkung des regelmäßigen Dialogs zwischen den an der Umsetzung der Regelungen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte beteiligten Akteuren ergreifen, einschließlich der Hersteller von Produkten und der Vertreter von Produkten, der öffentlichen oder privaten Akteure der Abfallbewirtschaftung, der lokalen Behörden, der Organisationen der Zivilgesellschaft sowie gegebenenfalls der Akteure der Sozial- und Solidarwirtschaft, der Netze für die Wiederverwendung und die Reparatur sowie der Akteure, die im Bereich der Vorbereitung für die Wiederverwendung tätig sind;

7° die Bestimmung des Beauftragten wie in Artikel 129, § 2 vorgesehen verpflichtend machen.

Bezüglich Absatz 1, 3° gilt: Die hier vorgesehenen Verpflichtungen des Produktherstellers bleiben trotz des Fehlens von durch die Regierung gesetzten Durchführungsmaßnahmen gültig.

Bezüglich Absatz 1, 4° gilt: Die hier vorgesehenen Maßnahmen berücksichtigen die Auswirkungen der Produkte während ihres Lebenszyklus sowie die Abfallhierarchie und gegebenenfalls die Möglichkeit des mehrfachen Recyclings. Solche Maßnahmen können unter anderem die Entwicklung, Herstellung und Vermarktung von Produkten oder Produktbestandteilen mit mehrfacher Nutzung fördern, welche recycelte Materialien enthalten sowie technisch nachhaltig und leicht zu reparieren sind. Nachdem die genannten Produkte oder Bestandteile von Produkten zu Abfällen geworden sind, müssen sie sich für die Vorbereitung zur Wiederverwendung und für das Recycling eignen, um die korrekte Umsetzung der Abfallhierarchie zu erleichtern.

Art. 125 - Die Durchführungsmaßnahmen, die von der Regierung gemäß dem vorliegenden Titel gesetzt werden:

1° berücksichtigen die technische Machbarkeit und die wirtschaftliche Tragfähigkeit sowie die Gesamtauswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit und die sozialen Auswirkungen und achtet dabei das Erfordernis, die korrekte Funktion des Binnenmarktes der Europäischen Union zu sichern;

2° garantieren die Gleichheit der Behandlung der Produkthersteller unabhängig von ihrer Herkunft oder ihrer Größe, ohne eine unverhältnismäßige regulatorische Belastung für die Produkthersteller – einschließlich kleiner und mittlerer Unternehmen – kleiner Produktmengen vorzusehen

Art. 126 - Die Information der Öffentlichkeit gemäß dem vorliegenden Titel und seiner Durchführungsmaßnahmen beeinträchtigt nicht den Schutz der Vertraulichkeit von kommerziell sensiblen Informationen gemäß geltenden nationalem Recht und gemäß dem geltenden Recht der Europäischen Union.

Abschnitt 4 — Produkthersteller und Modalitäten für die Übertragung

Art. 127 - § 1. Die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte richtet sich an jeden Hersteller von Produkten, dessen Produkte, die er auf den belgischen Markt bringt, den Ursprung für Abfälle darstellen, die in Artikel 121, § 2 genannt sind, und zwar unter den Bedingungen, die im vorliegenden Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen festgelegt sind.

§ 2. Für die Einhaltung der Verpflichtungen, die ihm durch den oder gemäß dem vorliegenden Titel auferlegt werden, kann der Produkthersteller:

1° entweder seine Verpflichtungen selbst über einen von der Verwaltung oder von der nach Verwaltungsbeschwerde zuständigen Behörde genehmigten individuellen Strategieplan erfüllen, gemäß Kapitel 2, Abschnitt 5 und gemäß Kapitel 5 des vorliegenden Titels und seiner Durchführungsmaßnahmen

2° oder seine Verpflichtungen über eine Organisation erfüllen lassen, die gemäß Kapitel 2, Abschnitt 5 und Kapitel 5 dieses Titels und deren Durchführungsmaßnahmen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte von der Verwaltung oder der Regierung auf Verwaltungsbeschwerde zugelassen wurde und der er beigetreten ist – in diesem Fall wird davon ausgegangen, dass er seine Verpflichtungen erfüllt, sobald und solange er nachweist, dass er direkt oder über eine zu seiner Vertretung berechtigte Person mit dieser zugelassenen Stelle einen Vertrag geschlossen hat

§ 3. Der Produkthersteller oder die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte kann mit jeder dritten Person öffentlichen Rechts oder privaten Rechts einen Vertrag abschließen, um seine Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte zu erfüllen.

Jeder Produkthersteller bzw. jede Stelle übermittelt im Rahmen seines Antrags auf Genehmigung seines individuellen Strategieplans bzw. im Rahmen ihres Antrags auf Zulassung sowie während der Gültigkeitsdauer des genannten Plans und der genannten Zulassung der Verwaltung, wie er bzw. sie die genannten Verpflichtungen erfüllt oder wie die dritte Person, mit der er einen Vertrag abgeschlossen hat, die Erfüllung der genannten Verpflichtungen ermöglicht.

§ 4. Der Produkthersteller oder die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte bleibt auch im Falle der vollständigen oder teilweisen Nichterfüllung der Verpflichtungen im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte durch die Vertragspartner oder Unterauftragnehmer an alle Verpflichtungen im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gebunden.

Art. 128 - § 1. Bezüglich der Regelungen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, die Haushaltsabfälle betreffen, können lokale Behörden und öffentliche Akteure der Abfallbewirtschaftung im Falle der Aussetzung oder des Widerrufs eines individuellen Strategieplans oder einer Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte durch eine Verwaltungsentscheidung, die gegebenenfalls nach einer Verwaltungsbeschwerde ergeht, rechtmäßig selbst für die Vergabe und Umsetzung von Verträgen im Zusammenhang mit der operativen Haftung für solche Regelungen für Haushaltsabfälle sorgen.

§ 2. Die Vergabe und Umsetzung der in Paragraph 1 genannten Verträge erfolgt unbeschadet etwaiger anderer genehmigter individueller Strategiepläne und unbeschadet etwaiger anderer Zulassungen, die gemäß diesem Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen im Rahmen der betreffenden Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte erteilt werden – es gilt:

1° bei Vorhandensein anderer individueller Pläne wird ein Prozentsatz, welcher die Mengen der Produkte repräsentiert, die von den Inhabern dieser individuellen Pläne in Belgien auf den Markt gebracht wurden, von den Abfallmengen, die unter die erweiterte Haftung der Hersteller für Produkte fallen und die von den lokalen Behörden und den öffentlichen Akteuren im Bereich Abfallbewirtschaftung gesammelt werden und Gegenstand der in Paragraph 1 genannten Verträge sind, ausgenommen, sofern keine anders lautenden vertraglichen Vereinbarungen zwischen den lokalen Behörden oder den öffentlichen Akteuren im Bereich Abfallbewirtschaftung und den genannten Inhabern getroffen wurden und

2° bei Vorhandensein anderer Zulassungen wird ein Prozentsatz, welcher die Mengen der Produkte repräsentiert, die von den Produktherstellern als Teil einer Stelle, die Inhaber einer solchen Zulassung ist, in Belgien auf den Markt gebracht wurden, von den Abfallmengen, die unter die erweiterte Haftung der Hersteller für Produkte fallen und die von den lokalen Behörden und den öffentlichen Akteuren im Bereich Abfallbewirtschaftung gesammelt werden und Gegenstand der in Paragraph 1 genannten Verträge sind, ausgenommen, sofern keine anders lautenden vertraglichen Vereinbarungen zwischen den lokalen Behörden oder den öffentlichen Akteuren im Bereich Abfallbewirtschaftung und den genannten Inhabern getroffen wurden

Art. 129 - § 1. Ein in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union ansässiger Produkthersteller, der auf dem belgischen Markt Produkte vermarktet, die Ursprung von Abfällen im Sinne von Artikel 121 § 2 sind, kann eine in Belgien ansässige natürliche oder juristische Person als Beauftragten benennen, der die Einhaltung seiner Verpflichtungen in der Wallonischen Region gemäß dem vorliegenden Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen gewährleistet.

Die Benennung eines solchen Beauftragten muss durch schriftlichen Auftrag erfolgen. Am Ende des Auftrags informieren der Beauftragte und der Produkthersteller die Verwaltung in dem Monat, der auf das Ende des Auftrags folgt, schriftlich.

Um die Identifizierung der Beauftragten zu ermöglichen, die damit betraut sind, die Einhaltung der Verpflichtungen zu sichern, die gemäß diesem Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen in der Wallonischen Region für Produkthersteller gelten, die in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union niedergelassen sind, und um die Kontaktaufnahme mit diesen durch andere Akteure der Kette zur Abfallbewirtschaftung, für die eine Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gemäß dem vorliegenden Titel gilt, zu erleichtern, veröffentlicht die Verwaltung auf mindestens einer Internetseite der Wallonischen Region ein Register, das für jeden Beauftragten folgende Informationen enthält, und hält dieses auf dem neuesten Stand:

1° wenn es sich um Folgendes handelt:

eine natürliche Person: ihren Vornamen, Namen und Adresse sowie – optional für den Beauftragten – ihre Telefonnummer, ihre E-Mail-Adresse, die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person: ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes sowie – optional für den Beauftragten – die Telefonnummer, E-Mail-Adresse sowie die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Beauftragten bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde;

3° Typ oder Kategorie der betreffenden Produkte;

4° gegebenenfalls und optional für den Beauftragten die Adresse seiner Internetseite

§ 2. Ein auf dem Gebiet der Wallonischen Region ansässiger Produkthersteller, der Produkte, die Abfälle gemäß Artikel 121 § 2 erzeugen, in einem anderen Mitgliedsstaat der Europäischen Union, in dem er nicht ansässig ist, vermarktet, kann in diesem Mitgliedsstaat einen Beauftragten benennen, der die Einhaltung der Verpflichtungen

sichert, die diesem Produkthersteller im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte auf dem Gebiet dieses Mitgliedsstaats der Europäischen Union gemäß den dort geltenden Gesetzen oder Vorschriften obliegen.

KAPITEL 2 — Hauptverpflichtungen

Abschnitt 1 — Verpflichtung zur Abfallbewirtschaftung

Art. 130 - Um seine Verpflichtung zur Abfallbewirtschaftung zu erfüllen, gilt für den Hersteller von Produkten Folgendes:

1° er verfügt in der Wallonischen Region über eine klar definierte geografische Abdeckung der Produkte und Materialien, aus denen die in Artikel 121 § 2 genannten Abfälle stammen, wobei diese Bereiche nicht auf diejenigen beschränkt sind, in denen die Sammlung und die Bewirtschaftung von Abfällen am rentabelsten ist;

2° er sieht eine ausreichende Verfügbarkeit der in 1° genannten Systeme zur Abfallsammlung vor

Art. 131 - § 1. Alle Abfälle, die einer Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gemäß dem vorliegenden Titel unterliegen, werden gemäß den geltenden Umweltgesetzen und -bestimmungen bewirtschaftet.

§ 2. Der Produkthersteller stellt sicher, dass die Verpflichtungen im Bereich Bewirtschaftung – einschließlich der Behandlung und vor allem des Recyclings – erfüllt werden und dass die gesammelten Abfälle unter Verwendung der besten zur Verfügung stehenden Techniken bezüglich des Schutzes der Gesundheit und der Umwelt behandelt werden.

Dazu bevorzugt der Produkthersteller gemäß den in Artikel 7 genannten Grundsätzen der Entsorgungsausartikie und der Nähe möglichst lokale Bewirtschaftungswege, lokale Anlagen oder lokale eingestufte Anlagen.

Abschnitt 2 — Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftung und bestimmter Maßnahmen zur Abfallvermeidung

Unterabschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für alle Abfälle, die der Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftung und bestimmter Maßnahmen zur Abfallvermeidung unterliegen

Art. 132 - § 1. Die finanziellen Beiträge, die vom Produkthersteller bezahlt werden, um seine Verpflichtungen der erweiterten Haftung zu erfüllen:

1° decken folgende Kosten für Produkte ab, die der Produkthersteller auf den belgischen Markt bringt:

Kosten für die Sammlung, gegebenenfalls die selektive Sammlung, von Abfällen und deren anschließenden Transport und Behandlung, einschließlich der Behandlung, die erforderlich ist, um die Ziele zur Abfallbewirtschaftung der Europäischen Union und der Wallonischen Region zu erreichen, sowie die Kosten, die erforderlich sind, um die anderen in Artikel 124 § 2 Absatz 1, 2° genannten Ziele zu erreichen, und zwar unter Berücksichtigung der Einnahmen aus der Wiederverwendung, dem Verkauf von Sekundärrohstoffen aus seinen Produkten und etwaiger nicht beanspruchter Pfandrechte;

Kosten, die sich aus der Bereitstellung geeigneter Informationen für die Inhaber von Abfällen gemäß Artikel 136 ergeben;

Kosten für die Sammlung und die Übermittlung von Daten gemäß Artikel 137 bis 139, einschließlich der Kosten von Audits für die Zertifizierung dieser Daten und

2° übersteigen nicht die erforderlichen Kosten für die Erbringung von Dienstleistungen zur Abfallbewirtschaftung, die ein gutes Preis-Leistungs-Verhältnis aufweisen. Diese Kosten werden transparent und objektiv zwischen den beteiligten Akteuren festgelegt.

§ 2. Für jede von ihr festgelegte Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte kann die Regierung die in Paragraf 1, 1°, a) bis c) genannte Kostendeckung auf die Kosten für die Einrichtung einer spezifischen Infrastruktur für die Sammlung der betreffenden Abfälle ausdehnen. Dies umfasst etwa geeignete Behälter an Orten, an denen die Abfälle, die unter die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte fallen, am häufigsten wild abgelagert werden.

§ 3. Falls das Recht der Europäischen Union dies erfordert, kann die Regierung von diesem Artikel abweichen.

Art. 133 - Der Produkthersteller garantiert, dass die finanziellen Beiträge durch und gemäß Artikel 132, die er für denselben Abfall-Typ oder -Untertyp, der unter die ihn betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte fällt, und gegenüber demselben Typ von Erzeuger von Abfällen anwendet, gleichwertig sind – unabhängig davon, mit welchem Akteur er einen Vertrag abschließt.

Art. 134 - Der Produkthersteller richtet einen geeigneten Selbstkontrollmechanismus ein, der auf regelmäßigen zertifizierten unabhängigen Audits beruht, um seine Finanzverwaltung zu bewerten. Dies umfasst auch die Einhaltung der Anforderungen, die durch Folgendes festgelegt sind:

1° die ergänzenden oder abweichenden Maßnahmen, die von der Regierung gemäß Artikel 132, § 2 gesetzt werden, und, sofern diese nicht vorhanden sind:

2° Artikel 132, § und seine Durchführungsmaßnahmen und gegebenenfalls jene von Artikel 135.

Unterabschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für die Finanzierung der Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen und von Maßnahmen zur Abfallvermeidung und -bewirtschaftung, die von nach Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen übernommen werden

Art. 135 - Wenn die operative Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen von einer juristischen Person öffentlichen Rechts übernommen wird, die hierfür territorial verantwortlich ist, oder wenn Maßnahmen zur Abfallvermeidung und -bewirtschaftung von einem gemäß Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen übernommen werden, mit dem der Produkthersteller einen Vertrag abgeschlossen hat, kann die Regierung – gegebenenfalls je betreffendem Abfall-Typ oder -Untertyp – verbindliche Regeln für die Anrechnung der in Artikel 132 genannten Kosten und Einnahmen festlegen. Die genannten verbindlichen Regeln umfassen zumindest ein Modell für die Berechnung der genannten Kosten und eine Liste der Netto-Kosten, die zu tragen sind.

Wenn die Regierung die in Absatz 1 genannten verbindlichen Regeln festlegt, kann sie außerdem unter Berücksichtigung eventueller Einnahmen und eventueller nicht eingeforderter Pfandgebühren die Anrechnung und Einhebung dieser Kosten bei den Herstellern der betreffenden Produkte über ein regionales Gebührensystem zugunsten der betreffenden juristischen Personen öffentlichen Rechts und der betreffenden gemäß Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen organisieren.

Abschnitt 3 — Verpflichtung zur Information und Sensibilisierung

Art. 136 - § 1. Der Produkthersteller informiert die Inhaber von Abfällen, die unter die für ihn geltende und gemäß dem vorliegenden Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen eingeführte Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte fallen, über das Vorhandensein von Maßnahmen zur Abfallvermeidung, von Zentren für die Wiederverwendung und für die Vorbereitung für die Wiederverwendung, von Rücknahmesystemen und von Systemen für die Sammlung von Abfällen und für die Vermeidung der wilden Entsorgung von Abfällen.

Dazu achtet der Hersteller vor allem über Informations- und Sensibilisierungskampagnen darauf, dass die Verbraucher – einschließlich der gewerbsmäßigen Verbraucher – über Folgendes informiert sind:

1° das Interesse der Wiederverwendung und die Bedeutung dessen, Abfälle ihrer Produkte nicht als unsortierte Abfälle zu entsorgen und an deren gemeinsamen kollektiven Sammlung teilzunehmen, um die Wiederverwendung, die Behandlung und das Recycling zu erleichtern;

2° die ökologisch rationelle Nutzung ihrer Produkte und wie das Produkt der Wiederverwendung zugeführt, für die Wiederverwendung vorbereitet, recycelt oder anderweitig verwertet werden kann;

3° die ihnen zur Verfügung stehenden Sammel- und Bewirtschaftungssysteme;

4° ihren Beitrag zum Recycling der Abfälle aus ihren Produkten; Der Produkthersteller sorgt auch für die Effizienz des Bewirtschaftungswegs, vor allem durch Information und Sensibilisierung der Sammler, Händler, Makler, Transporteure, Anlagen und Unternehmen, die über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige behördliche Genehmigung für die Durchführung von Sammel-, Vorbehandlungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsvorgängen verfügen und im Auftrag des genannten Produktherstellers tätig sind.

§ 2. Wenn die Verpflichtung zur Abnahme gemäß Kapitel 3, Abschnitt 1 auf die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte durch die Regierung anwendbar gemacht wird, achtet der Einzelhändler darauf, dass die Verbraucher, einschließlich der gewerblichen Nutzer, informiert werden:

1° bestmöglich über die Nutzung und Instandhaltung des Produkts;

2° über Möglichkeiten zur Reparatur bei Störungen und die Verfügbarkeit von Ersatzteilen;

3° über das Vorhandensein von zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen gemäß Artikel 103 und andere Akteure, die im Bereich Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung aktiv sind;

4° darüber, wie die Verbraucher und gewerblichen Nutzer sich des betreffenden Abfalls entledigen können;

5° gegebenenfalls die Möglichkeit, Abfälle, die der Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte unterliegen, an ihren Verkaufsstellen abzugeben.

Der Einzelhändler bringt an einer sichtbaren Stelle in seinem Geschäftsbereich an oder – sofern nicht möglich – nimmt er auf seiner Internetseite einen Eintrag vor, in dem unter der Überschrift „ERWEITERTE HAFTUNG DER HERSTELLER FÜR PRODUKTE“ festgelegt ist, wie er die Bestimmungen dieses Titels und seine Durchführungsmaßnahmen erfüllt.

Abschnitt 4 — Pflicht zur Berichterstattung

Art. 137 - § 1. Der Produkthersteller richtet ein System zur Übermittlung von Daten ein, um Daten über die von ihm auf dem belgischen Markt in Verkehr gebrachten Produkte und Daten über die Sammlung und Behandlung von Abfällen aus seinen Produkten – gegebenenfalls mit Ausführung der Materialströme – sowie andere von der Regierung festgelegte relevante Daten zu sammeln.

Hierzu kann der Produkthersteller gegebenenfalls die Eintragungen im Rahmen des Gemeinschaftssystems für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) oder eines anderen Referenzsystems zur Umweltverwaltung berücksichtigen.

§ 2. Der Produkthersteller führt einen geeigneten Selbstkontrollmechanismus ein, der auf regelmäßigen zertifizierten unabhängigen Audits beruht, um die Qualität der gemäß Paragraf 1 und gemäß den Anforderungen von Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 gesammelten und übermittelten Daten zu bewerten.

Art. 138 - § 1. Der Produkthersteller legt der Verwaltung jedes Jahr jeweils vor dem 31. Mai folgende Informationen vor:

1° die Art und Weise, wie er die Verpflichtungen erfüllt, die sich aus der ihn betreffenden Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ergeben;

2° die in Kilogramm und gegebenenfalls in Stückzahlen ausgedrückte Gesamtmenge von betroffenen Produkten, die in dem Jahr, das Gegenstand der Berichterstattung ist, auf den belgischen Markt gebracht wurden;

3° die von ihm genutzten Sammel- und Recyclingsysteme;

4° die Liste der Anlagen, in welchen die Abfälle behandelt werden sowie die Rückstände deren Behandlung und die Arten der Behandlung;

5° die Beschreibung der Arten der Behandlung, denen Abfälle und Rückstände der Behandlung wie in 4° vorgesehen unterzogen werden sowie gegebenenfalls die erreichte Recyclingeffizienz;

6° die in Kilogramm und gegebenenfalls in Stückzahlen ausgedrückte Gesamtmenge, die in der Wallonischen Region gesammelt und gemäß der Definition der in der Wallonischen Region geltenden Gesetze und Vorschriften bewirtschaftet werden, wobei gegebenenfalls zwischen den Mengen an Haushaltsabfällen und Abfällen industrieller Herkunft – einschließlich der Rückstände der Behandlung – unterschieden wird;

7° die Prognosen der in Kilogramm und gegebenenfalls in Stückzahlen ausgedrückten Gesamtmenge, die während des laufenden Jahres auf den belgischen Markt gebracht wird, sofern die Regierung keine Ausnahmeregelung vorsieht;

8° gegebenenfalls die von der Regierung gemäß Artikel 137, § 1 bestimmten relevanten Daten.

Gemäß Absatz 1, 6° kann die Regierung für jede Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, die sie bestimmt, Folgendes vorsehen:

andere Unterscheidungen als jene zwischen Haushaltsabfällen und Abfällen industrieller Herkunft mit genauer Ausführung der Untertypen von Abfällen, die der genannten Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte unterliegen;

dass Absatz 1, 6° nicht zur Anwendung kommt oder nur für einen von der Regierung festgelegten Zeitraum zur Anwendung kommt

§ 2. Die Verwaltung kann von jedem Produkthersteller verlangen, ihr alle Informationen für die Beurteilung der Umsetzung der vom vorliegenden Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen vorgesehenen Ziele sowie für die Kontrolle ihrer Umsetzung vorzulegen.

§ 3. Umweltinformationen, über die nach dem vorliegenden Artikel und seinen Durchführungsmaßnahmen berichtet wird, und bei denen der Produkthersteller nachweist, dass die Vertraulichkeit zum Schutz eines berechtigten wirtschaftlichen Interesses erforderlich ist sowie dass die Veröffentlichung ihm schaden könnte, können unter Einhaltung der im Umweltgesetzbuch und seinen Durchführungsmaßnahmen festgelegten Anforderungen Beschränkungen des Zugangs zu Informationen unterliegen.

§ 4. Die Regierung kann Modalitäten für die Übermittlung des in Paragraf 1 genannten Berichts an die Verwaltung beschließen und verpflichtend machen.

Die Regierung kann zu von ihr festgelegten Bedingungen die Einreichung eines Teils des genannten Berichts oder des gesamten Berichts in elektronischer Form erlauben oder fordern.

§ 5. Der Produkthersteller übermittelt den territorial für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen zuständigen juristischen Personen öffentlichen Rechts die Daten über die Haushaltsabfälle, die er gesammelt hat oder die er hat sammeln lassen.

Art. 139 - § 1. Im Rahmen der Erfüllung seiner Verpflichtung zur Berichterstattung gegenüber der Verwaltung hat der Produkthersteller das Recht, von Sammlern, Händlern, Maklern, Transporteuren, Anlagen und Unternehmen, die über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige behördliche Genehmigung für die Durchführung von Sammel-, Vorbehandlungs-, Verwertungs- oder Beseitigungsvorgängen verfügen, folgende personenbezogene Daten zu erheben:

1° wenn es sich um eine natürliche Person handelt: Vorname und Name, Geburtsdatum, Adresse des Unternehmens, Telefonnummer und E-Mail-Adresse der genannten Person;

2° wenn es sich um eine juristische Person handelt:

ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes, die Telefonnummer und die E-Mail-Adresse der genannten Person sowie

Vorname, Name und Eigenschaft der Person, die von der betroffenen juristischen Person beauftragt wurde, die geforderten Daten zu übermitteln;

3° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Unternehmens bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde

Bezüglich der personenbezogenen Daten, die er im Rahmen der Erfüllung seiner Verpflichtung zur Berichterstattung bei der Verwaltung sammelt ist der Produkthersteller für die Verarbeitung im Sinne von Artikel 4, 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und der Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG verantwortlich.

Die genannten Daten werden ausschließlich zum Zwecke der Erfüllung seiner Verpflichtung zur Berichterstattung bei der Verwaltung gesammelt und verarbeitet und werden für eine Höchstdauer von fünf Jahren ab dem Ablauf des Beschlusses zur Genehmigung seines Strategieplans aufbewahrt.

Im Falle einer gemeinsamen Regelung gilt der vorliegende Paragraf mutatis mutandis für jede Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, zu welcher die Produkthersteller gehören. In diesem Fall werden die Daten für eine Höchstdauer von fünf Jahren ab dem Ablauf des Beschlusses der Zulassung aufbewahrt.

§ 2. Erfüllt der Hersteller von Produkten seine Verpflichtungen im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte selbst, so müssen die Sammler, Händler, Makler, Transporteure, Anlagen und Unternehmen, die über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige erforderliche behördliche Genehmigung für die Durchführung von Verfahren zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen im Auftrag des Produktherstellers verfügen, auf erste Aufforderung des Produktherstellers und innerhalb einer Frist, die mit diesem nach vertraglich festgelegten Modalitäten vereinbart wird, jene Informationen zur Verfügung stellen, die für die Erfüllung der im vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Berichterstattungspflicht erforderlich sind.

Erfüllt der Hersteller von Produkten seine Verpflichtungen im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte über eine zugelassene Stelle gemäß dem vorliegenden Titel, zu welcher er gehört, so müssen die Sammler, Händler, Makler, Transporteure, Anlagen und Unternehmen, die über die erforderliche Zulassung, Registrierung oder sonstige erforderliche behördliche Genehmigung für die Durchführung von Verfahren zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung von Abfällen im Auftrag des Produktherstellers verfügen, auf erste Aufforderung der zugelassenen Stelle und innerhalb einer Frist, die mit diesem nach vertraglich festgelegten Modalitäten vereinbart wird, jene Informationen zur Verfügung stellen, die für die Erfüllung der im vorliegenden Abschnitt vorgesehenen Verpflichtungen zur Berichterstattung erforderlich sind.

Abschnitt 5 — Verpflichtung zur Erstellung eines Strategieplans und von damit verbundenen Jahresplänen zur Durchführung

Unterabschnitt 1 — Strategieplan

Art. 140 - Innerhalb von neun Monaten nach dem Inkrafttreten der ihn betreffenden erweiterten Haftung lässt der Produkthersteller von der Verwaltung oder gegebenenfalls von der Regierung auf Verwaltungsbeschwerde hin einen Strategieplan für einen Zeitraum von höchstens fünf Jahren genehmigen, welcher mindestens alle folgenden Elemente enthält:

1° eine Aufstellung seiner Identifizierungsdaten, welche Folgendes beinhaltet:

Name, Rechtsform, Sitz und Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder Identifikationsnummer in einem ähnlichen Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde, des allein handelnden Herstellers der Produkte oder der Stelle für die erweiterte Haftung der Hersteller für Produkte im Falle eines gemeinsamen Systems für die entsprechnenden Abfälle;

Unternehmensadresse des allein handelnden Produktherstellers oder Adresse des Hauptsitzes der Stelle für die erweiterte Haftung der Hersteller für Produkte im Falle eines gemeinsamen Systems, einschließlich einer Adresse in Belgien, welche gegebenenfalls die Adresse eines Beauftragten sein kann;

Telefonnummer des Unternehmens oder des Hauptsitzes oder – im Falle eines gemeinsamen Systems – die Telefonnummer des Hauptsitzes;

Name und Funktion des Unterzeichners des Strategieplans, der der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte unterliegt, und Strafregisterauszug des Unterzeichners, der nicht älter als sechs Monate ist, gemäß der in Artikel 596 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuchs und dessen Durchführungsmaßnahmen genannten Vorlage;

2° Finanzplan und ein vorläufiges Budget für die Laufzeit des Strategieplans, in dem die finanziellen Mittel oder die finanziellen und organisatorischen Mittel angeführt werden, die erforderlich sind, um alle geltenden Verpflichtungen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte zu erfüllen;

3° Beschreibung des Teils des Strategieplans, der den allgemeinen oder übergreifenden Aspekten der Verwaltung gewidmet ist und Folgendes festlegt:

Art der Abfälle, die der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte nach dem genannten Plan unterliegen;

Schätzung der Mengen an Produkten, die auf den belgischen Markt gebracht werden sowie der Abfälle gemäß Artikel 121, § 2, die aus diesen Produkten entstehen;

4° Beschreibung des Teils des Strategieplans, der den Modalitäten der Erfüllung der Hauptverpflichtungen des Herstellers von Produkten im Rahmen der erweiterten Haftung gewidmet ist, die ihn gemäß diesem Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen betreffen, und der mindestens die folgenden Informationen enthält:

bezüglich der Verpflichtung zur Verwaltung gemäß diesem Kapitel, Abschnitt 1 und dessen Durchführungsmaßnahmen:

geografische Abdeckung in der Wallonischen Region, sowohl der Produkte als auch der Materialien;

getroffene Maßnahmen, um die genannte Verpflichtung zu erfüllen;

Systeme zur Sammlung von Abfällen in den in a), ii) genannten Bereichen, welche deren ausreichende Verfügbarkeit vorsehen sowie gegebenenfalls angeben, wo die Inhaber der betreffenden Abfälle diese abgeben können;

Modalitäten der Zusammenarbeit mit den Akteuren, die an dem genutzten System zur Sammlung und Verarbeitung beteiligt sind;

Maßnahmen – einschließlich technischer Normen – für die Verarbeitung der im Rahmen der Verpflichtung zur Bewirtschaftung gesammelten Abfälle gemäß den geltenden Umweltgesetzen und -vorschriften;

Maßnahmen, die getroffen wurden, um zur Entwicklung und zur Beibehaltung lokaler hochqualitativer Arbeitsplätze für geringqualifizierte Personen unabhängig vom Arbeitgeber sowie um zur Ausbildung und zur sozialen und beruflichen Eingliederung beizutragen;

wenn die Verpflichtung zur Abnahme Haushaltsabfälle betrifft, die Modalitäten der Zusammenarbeit mit den für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen zuständigen juristischen Personen öffentlichen Rechts oder mit jedem anderen Akteur, insbesondere in Bezug auf freiwillige Abgabestellen;

bezüglich der Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftung und bestimmter Maßnahmen zur Abfallvermeidung gemäß dem vorliegenden Kapitel, Abschnitt 2 und seiner Durchführungsmaßnahmen:

die festgelegten Bestimmungen für die Deckung der Kosten der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte und aller anderen Handlungen, die in Anwendung des vorliegenden Titels und seiner Durchführungsmaßnahmen in diesem Bereich erforderlich sind;

der oder die geeigneten Selbstkontrollmechanismus/-mechanismen, der/die gemäß Artikel 134 eingerichtet wurde(n), um die Finanzverwaltung zu evaluieren;

die Modalitäten und Kriterien für die Bestimmung der Umweltbeiträge, die zulasten des Verbrauchers gehen;

bezüglich der Verpflichtung zur Information und Sensibilisierung gemäß diesem Kapitel, Abschnitt 3 und dessen Durchführungsmaßnahmen:

Maßnahmen zur Information der Inhaber von Abfällen, um die von der Regierung festgesetzten Ziele zu erreichen;

die Art und Weise, wie die Informationen zur Erreichung der Ziele der Abfallbewirtschaftung, die von der Regierung festgelegt wurden, öffentlich gemacht werden;

bezüglich der Verpflichtung zur Berichterstattung gemäß diesem Kapitel, Abschnitt 4 und dessen Durchführungsmaßnahmen:

die Maßnahmen, durch die die jährliche Berichterstattung an die Verwaltung gewährleistet ist;

die Maßnahmen zur Rückverfolgbarkeit von Abfällen, die aus auf den Markt gebrachten Produkten entstehen, die vom Strategieplan betroffen sind und zwar vom Ersterzeuger der Abfälle bis zum Bestimmungsort für die Verwertung oder vollständige Beseitigung;

die geeigneten Selbstkontrollmechanismen, die gemäß Artikel 137, § 2 eingerichtet wurden, um die Qualität der gemäß dem genannten Artikel und gemäß den Anforderungen von Verordnung (EG) Nr. 1013/2006 gesammelten und übermittelten Daten zu beurteilen

Art. 141 - Gemäß der Verpflichtung oder den Verpflichtungen gemäß Artikel 121, § 3, 2°, die von der Regierung angewandt werden, vervollständigt der Produkthersteller den in Artikel 140 vorgesehenen Plan zumindest mit den folgenden Elementen:

1° bezüglich der Verpflichtung zur Abnahme gemäß Kapitel 3, Abschnitt 1 und dessen Durchführungsmaßnahmen:

getroffene Maßnahmen, um die Erfüllung der genannten Verpflichtung zu garantieren;

die schriftliche, datierte und unterzeichnete Verpflichtung des allein handelnden Produktherstellers oder – im Falle einer gemeinsamen Regelung – der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, in welcher er bestätigt, dass die Abfälle, die unter den Strategieplan fallen und die ihm von Dritten gemäß diesem Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen bzw. gegebenenfalls von Einzelhändlern und Vertreibern, vorgelegt werden, von ihm oder einem oder mehreren von ihm zu diesem Zweck benannten Akteuren kostenlos angenommen werden;

wenn die Verpflichtung zur Abnahme Haushaltsabfälle betrifft, die Modalitäten der Zusammenarbeit mit den für die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen zuständigen juristischen Personen öffentlichen Rechts oder mit jedem anderen Akteur, insbesondere in Bezug auf freiwillige Abgabestellen;

2° bezüglich der Verpflichtung zur Vermeidung im Bereich Abfälle wie in Kapitel 3, Abschnitt 2 und seinen Durchführungsmaßnahmen angeführt, eine Beschreibung des Teils des Plans, der der Vermeidung gewidmet ist, einschließlich der Maßnahmen zur Erfüllung der genannten Verpflichtung und der Indikatoren für die Bewertung;

3° bezüglich der Verpflichtung, quantifizierte Ziele für Sammlung und Verwertung, einschließlich Recycling, zu erreichen oder sich in Richtung von Zielwerten für die Vorbereitung zur Wiederverwendung oder die Wiederverwendung zu bewegen, wie in Kapitel 3, Abschnitt 3 und seinen Durchführungsmaßnahmen angeführt, die Bestimmungen, die festgelegt wurden, um die Einhaltung dieser Verpflichtung(en) zu garantieren;

4° bezüglich der Verpflichtung zur Finanzierung der öffentlichen Sauberkeit gemäß Kapitel 3, Abschnitt 4 und dessen Durchführungsmaßnahmen:

die Bestimmungen, die festgelegt wurden, um die Kosten für die öffentliche Sauberkeit gemäß Kapitel 3, Abschnitt 4 und seinen Durchführungsmaßnahmen zu decken;

der geeignete Selbstkontrollmechanismus, der gemäß Artikel 134 eingerichtet wurde, um die Finanzverwaltung zu evaluieren;

gegebenenfalls die Modalitäten und Kriterien für die Bestimmung der Umweltbeiträge, die zulasten des Verbrauchers gehen

Unterabschnitt 2 — Umsetzung und administrative Weiterbearbeitung des Strategieplans

Art. 142 - Jedes Jahr ab jenem Jahr, das auf das Jahr folgt, in dem der Beschluss über die Genehmigung des individuellen Strategieplans oder der Beschluss über die Zulassung im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte in Kraft tritt, erstellt jeder Inhaber eines genehmigten individuellen Strategieplans – gegebenenfalls nach einem Verwaltungsbeschwerdeverfahren – oder jeder Inhaber einer Zulassung im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte – gegebenenfalls nach einem Verwaltungsbeschwerdeverfahren – einen jährlichen Durchführungsplan, um die Durchführung und die administrative Weiterbearbeitung des betreffenden Strategieplans zu gewährleisten.

Um einen regelmäßigen Dialog zwischen den betroffenen Interessengruppen zu sichern, legt jeder in Absatz 1 genannte Inhaber alle zwei Jahre ab jenem Jahr, das auf das Jahr folgt, in dem der Beschluss über die Genehmigung des individuellen Strategieplans oder der Beschluss über die Zulassung gefasst wurde, die letzten beiden jährlichen Durchführungspläne dem Pool „Umwelt“, Abteilung „Abfälle“ vor.

Art. 143 - Während der Gültigkeitsdauer aller Beschlüsse über die Genehmigung des individuellen Strategieplans und aller Zulassungsentscheidungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte beachtet der Inhaber die Maßnahmen, die für die ihn betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte auf dem Verordnungsweg festgelegt wurden, sowie die zusätzliche(n) Bedingung(en), die gemäß Artikel 187 oder Artikel 194 festgelegt wurde(n), und setzt sie um.

KAPITEL 3 — Von der Regierung aktivierbare Verpflichtungen

Abschnitt 1 — Verpflichtung zur Abnahme

Unterabschnitt 1 — Besondere Bestimmungen für Haushaltsabfälle

Art. 144 - § 1. Der Einzelhändler oder gegebenenfalls der Vertreter nehmen kostenlos vom Verbraucher jeglichen Haushaltsabfall an, der von einem Produkt stammt, das dieselben Funktionen erfüllt, wie jenes, das er auf dem Markt zur Verfügung stellt und das einer Verpflichtung zur Abnahme unterliegt, vorausgesetzt, der Verbraucher erwirbt ein Produkt, das dieselben Funktionen erfüllt, bei dem genannten Einzelhändler oder Vertreter oder hat dieses höchstens 30 Tage zuvor bei diesem erworben;

Abweichend von Absatz 1 kann die Regierung für jede Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, die der Verpflichtung zur Abnahme unterliegt und die die Regierung festlegt, Folgendes bestimmen:

1° entweder, dass der Einzelhändler oder gegebenenfalls der Vertreter kostenlos vom Verbraucher jeglichen Abfall annehmen, der von einem Produkt stammt, das dieselben Funktionen erfüllt, wie jenes, das er auf dem Markt zur Verfügung stellt und das einer Verpflichtung zur Abnahme unterliegt und zwar ohne Verpflichtung für den genannten Verbraucher, ein Produkt, das dieselben Funktionen erfüllt, zu kaufen oder zu erwerben

2° oder dass Absatz 1 nicht zur Anwendung kommt

§ 2. Vorbehaltlich Paragraph 1, Absatz 2, 2° übergeben der Einzelhändler und der Vertreter dem Produkthersteller oder einer von diesem Hersteller benannten Person die Abfälle, die der Einzelhändler und der Vertreter gemäß Absatz 1 angenommen haben, oder sie veranlassen die Übergabe dieser Abfälle an diesen.

Die Regierung kann von Absatz 1 abweichen. Wenn eine solche Abweichung von der Regierung vorgesehen ist, lassen der Vertreter und der Einzelhändler die genannten Abfälle in zugelassenen Anlagen behandeln.

Art. 145 - Wenn es sich bei den der Verpflichtung zur Abnahme unterliegenden Abfällen um Haushaltsabfälle handelt, stellt der Produkthersteller allen zugelassenen Sammlern und allen Sammelstellen, mit welchen ein Vertrag über die Abnahme der Abfälle geschlossen wurde, die Verpackungen und andere Mittel für die Sammlung, die erforderlich sind, kostenlos zur Verfügung oder stellt deren Finanzierung sicher. Die Mittel für die Sammlung berücksichtigen insbesondere die maximalen Lagerkapazitäten der Containerparks, der Unternehmen – hier vor allem der nach Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen – sowie gegebenenfalls der Einzelhändler.

Der Produkthersteller achtet zudem darauf, die Sicherheit der genannten Lagerungen sowie die Vorbereitung für die Wiederverwendung und die Wiederverwendung selbst zu optimieren.

Art. 146 - Unbeschadet Artikel 160, Absatz 1, 1° sammelt der Produkthersteller auf eigene Kosten und regelmäßig alle Abfälle, die der ihn betreffenden Pflicht zur Abnahme unterliegen, oder lässt diese sammeln, wenn die genannten Abfälle bei den Vertreibern und Einzelhändlern in der Wallonischen Region abgegeben werden. Der Produkthersteller nimmt kostenlos alle Abfälle von Vertreibern und Einzelhändlern an, die der ihn betreffenden Pflicht zur Abnahme unterliegen.

Der Vertreter oder gegebenenfalls der Produkthersteller nimmt kostenlos Abfälle vom Einzelhändler an, die aus Produkten entstehen, die er auf den Markt bringt und die der Pflicht zur Abnahme unterliegen.

Art. 147 - Unbeschadet Artikel 49 können Abfälle, die der Pflicht zur Abnahme unterliegen, auf Initiative und zu Lasten des Produktherstellers getrennt gesammelt werden. Dies beinhaltet die Übergabe der Abfälle an Sammler, Händler, Makler, Transporteure, Anlagen oder Unternehmen, die über die notwendige Zulassung, Registrierung oder sonstige behördliche Genehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung der genannten Abfälle verfügen.

Art. 148 - Vorbehaltlich Artikel 128 und sofern zwischen dem Produkthersteller und der oder den betreffenden juristischen Person(en) öffentlichen Rechts nichts anderes vereinbart wurde, nimmt der Produkthersteller auf eigene Kosten regelmäßig die Abfälle zurück, die der ihn betreffenden Pflicht zur Abnahme unterliegen und die von den für

die Bewirtschaftung von Haushaltsabfällen örtlich zuständigen juristischen Personen öffentlichen Rechts entweder in Haussammlung oder über Containerparks oder andere Arten der Sammlung gesammelt wurden.

Art. 149 - Der Produkthersteller nimmt Abfälle, die der ihn betreffenden Pflicht zur Abnahme unterliegen und die von den nach Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen und von jedem anderen Akteur, der auf dem Gebiet der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung aktiv ist und mit dem er einen Vertrag geschlossen hat, gesammelt wurden, auf eigene Kosten regelmäßig zurück oder lässt diese zurücknehmen.

Unterabschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, und für Abfälle industrieller Herkunft

Art. 150 - Wenn es sich bei Abfällen, die der Pflicht zur Abnahme unterliegen, um Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, oder um Abfälle industrieller Herkunft handelt, kann der Ersterzeuger solcher Abfälle einen Sammler, Händler, Makler, Transporteur, eine Anlage oder ein Unternehmen auswählen, welche über die notwendige Zulassung, Registrierung oder sonstige behördliche Genehmigung zur Durchführung von Maßnahmen zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung der genannten Abfälle verfügen.

Abschnitt 2 — Verpflichtung zur Abfallvermeidung

Art. 151 - Unbeschadet der Zuständigkeiten des Bundesstaates und wenn die Regierung die Pflicht zur Abfallvermeidung auf die sie betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte anwendbar macht, setzt der Hersteller von Produkten Maßnahmen, die auf Folgendes

abzielen:

1° Verringerung der Abfallmenge, die durch Produkte verursacht wird, welche auf den Markt gebracht werden und der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte unterliegen;

2° Verringerung der Menge an gefährlichen Abfällen und an Materialien, die potenziell für die menschliche Gesundheit oder die Umwelt schädlich sind, in Produkten, die auf den Markt gebracht werden;

3° Verbesserung des Potenzials zur Wiederverwendung und der Recycelbarkeit von Produkten, die der Hersteller von Produkten auf den Markt bringt;

4° Einschränkung der Umweltbelastungen sowohl bei der Konzeption des Produkts als auch bei seiner Nutzung, einschließlich der Informationsmaßnahmen in Kapitel 2, Abschnitt 3 und seiner Durchführungsmaßnahmen

Art. 152 - § 1. Wenn die in Artikel 121 § 2 genannten Abfälle für eine Vorbereitung zur Wiederverwendung geeignet sind, so setzt der Produkthersteller zur Förderung der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung selbst Maßnahmen, die den Zugang von gemäß Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen und allen anderen Akteuren, die im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung aktiv sind, zu Lagerstätten für Abfälle, die im Rahmen der betreffenden Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gesammelt wurden, fördern. Diese Maßnahmen umfassen zumindest die Verpflichtung zur Übermittlung der technischen Informationen zu den betreffenden Produkten, die die Reparatur ermöglichen oder erleichtern.

Die Modalitäten für den Zugang zur Lagerstätte werden im gegenseitigen Einvernehmen dem Hersteller der Produkte einerseits und dem nach Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen oder einem anderen Akteur, der im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung aktiv ist, andererseits vereinbart.

§ 2. Um die Vorbereitung für die Wiederverwendung von Abfällen gemäß Artikel 121 § 2, die für eine solche Vorbereitung geeignet sind, zu steigern, können ein gemäß Artikel 103 zugelassenes Sozialwirtschaftsunternehmen und jeder andere Akteur, der im Bereich der Vorbereitung zur Wiederverwendung und der Wiederverwendung tätig ist und mit dem der Hersteller einen Vertrag geschlossen hat, Teile entnehmen, die für die Vorbereitung für die Wiederverwendung erforderlich sind – vor allem betrifft dies die Reparatur der genannten Abfälle. Ziel der Entnahme darf ausschließlich das Recycling der genannten Teile sein.

Art. 153 - Sofern keine gegenteiligen vertraglichen Vereinbarungen zwischen dem Produkthersteller einerseits und dem gemäß Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen oder einem anderen Akteur, der im Bereich der Vorbereitung für die Wiederverwendung und der Wiederverwendung tätig ist, andererseits vorliegen, die das Sozialwirtschaftsunternehmen oder den Akteur beauftragen, die vollständigen und nicht wiederverwendbaren Abfälle an einen Sammler, Händler, Makler, Transporteur, eine Anlage oder ein Unternehmen zu übergeben, die über die notwendige Zulassung, Registrierung oder sonstige behördliche Genehmigung zur Durchführung von Verfahren zur Zwischenlagerung, Vorbehandlung, Verwertung oder Beseitigung der genannten Abfälle verfügen, übergibt das Sozialwirtschaftsunternehmen oder der Akteur dem Produkthersteller oder der von ihm benannten Person alle vollständigen und nicht wiederverwendbaren Abfälle, auf die es bzw. er über die Sammelkanäle des Produktherstellers zugegriffen hat.

Abschnitt 3 — Verpflichtung zum Erreichen quantifizierter Zielvorgaben für die Sammlung oder die Verwertung, vor allem für das Recycling, oder Verpflichtung zu einer Orientierung zu Zielwerten für die Vorbereitung für die Wiederverwendung oder für die Wiederverwendung

Art. 154 - § 1. Gemäß dem vorliegenden Abschnitt kann die Regierung für jede Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte – gegebenenfalls kumulativ – zwei Arten von Verpflichtungen festlegen:

1° eine Verpflichtung zum Erreichen eines oder mehrerer quantifizierter Zielvorgaben für die Sammlung, Verwertung und insbesondere für das Recyceln;

2° eine Verpflichtung, sich hinsichtlich der Vorbereitung für die Wiederverwendung oder der Wiederverwendung selbst in Richtung eines oder mehrerer Zielwerte zu orientieren

Wenn die Regierung eine oder alle Verpflichtungen, die in Absatz 1, 1° oder 2° vorgesehen ist/sind, verpflichtend macht, legt sie die dazugehörigen quantifizierten Zielvorgaben und die dazugehörigen Zielwerte gemäß Artikel 124, § 1, 2° und § 2, Absatz 1, 2° fest.

§ 2. Bezüglich Paragraph 1, Absatz 1, 1° gilt: Wenn die Regierung gemäß Artikel 124, § 1, 2° oder § 2, Absatz 1, 2° ein oder mehrere Ziele für die Sammlung, Wiederverwendung oder Verwertung, vor allem für das Recycling vorsieht, gilt für den Produkthersteller:

1° er garantiert die Erreichung des oder der genannten festgelegte Ziels bzw. Ziele;

2° er legt alle erforderlichen Bestimmungen fest, damit das genannte Ziel bzw. die genannten Ziele innerhalb der vorgesehenen Fristen erreicht wird/werden.

Bezüglich Paragraph 1, Absatz 1, 2° gilt: Wenn die Regierung gemäß Artikel 124, § 1, 3° oder § 2, Absatz 1, 2° ein oder mehrere Zielwerte für die Sammlung, Wiederverwendung oder Verwertung, vor allem für das Recycling vorsieht, setzt der den Produkthersteller Maßnahmen, damit der bzw. die genannte(n) Zielwert(e) nach und nach im Laufe der Zeit erreicht wird/werden.

Abschnitt 4 — Verpflichtung zur Finanzierung der öffentlichen Sauberkeit

Art. 155 - § 1. Wenn die Regierung die Verpflichtung zur Finanzierung der öffentlichen Sauberkeit auf eine Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte anwendbar macht, deckt der betroffene Produkthersteller die geschätzten Kosten für die Dienstleistungen der Sammlung – einschließlich der Reinigung von Abfällen gemäß Artikel 121 § 2, wenn es sich um wilde Abfälle handelt – sowie für die Dienstleistungen des Transports und der weiteren Behandlung dieser wilden Abfälle, Maßnahmen für die Sensibilisierung, die Datenerhebung und -mitteilung sowie die Kosten für den Beitrag zu den allgemeinen Kosten der Politik der öffentlichen Behörden bezüglich wilder Abfälle, wobei hier auch die Kontrolle umfasst ist.

§ 2. Die in Paragraph 1 genannten zu deckenden Kosten dürfen nicht höher sein als die Kosten, die für eine kosteneffiziente Erbringung der darin angeführten Dienstleistungen erforderlich sind. Sie werden transparent zwischen den betroffenen Akteuren festgelegt.

Die Kosten für die Reinigung von wilden Abfällen beschränken sich auf die Tätigkeiten, die von der Wallonischen Region, den Gemeinden, den Provinzen und jeder anderen juristischen Person öffentlichen Rechts, die in diesem Bereich zuständig ist, durchgeführt werden. Dies umfasst auch alle Personen, die in deren Namen oder auf deren Rechnung handeln. Die Berechnungsmethode wird so eingerichtet, dass die Kosten für die Reinigung von wilden Abfällen proportional aufgestellt werden können.

§ 3. Unbeschadet des Rechts der Europäischen Union kann die Regierung den vorliegenden Artikel genauer ausführen.

Art. 156 - Artikel 134 gilt mutatis mutandis für die Verpflichtung zur Finanzierung der öffentlichen Sauberkeit.

Art. 157 - Die Regierung kann – per Verordnung oder Verwaltungsentscheidung mit individueller Tragweite – gegebenenfalls für jede Art oder Unterart des betreffenden Abfalls, verbindliche Regeln für die Anrechnung der in Artikel 155 genannten Kosten festlegen. Die genannten verbindlichen Regeln umfassen zumindest ein Modell für die Berechnung der genannten Kosten und eine Liste der Netto-Kosten, die zu tragen sind.

Wenn die Regierung verbindliche Regeln wie in Absatz 1 vorgesehen per Verordnung festlegt, kann sie zudem die Anrechnung und Einhebung der genannten Kosten bei den betroffenen Produktherstellern über ein regionales Gebührensystem zugunsten der Wallonischen Region und aller anderen juristischen Personen öffentlichen Rechts, wie in Artikel 155, § 2 vorgesehen, organisieren.

KAPITEL 4 — Besondere Bestimmungen für Stellen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte

Abschnitt 1 — Einleitende Bestimmungen

Art. 158 - Die Bestimmungen des vorliegenden Kapitels sowie jene, die zur Durchführung dieses Kapitels beschlossen wurden, ergänzen die Bestimmungen von Kapitel 1 bis 3 dieses Titels und deren Durchführungsmaßnahmen.

Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte erfüllt die Verpflichtungen, die ihr vom Produkthersteller über eine Zulassung übertragen wurden, die gemäß dem vorliegenden Titel ausgestellt wurde – gegebenenfalls nach Verwaltungsbeschwerde.

Abschnitt 2 — Formale Verpflichtungen

Art. 159 - Die Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte einer Stelle, die gemäß diesem Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen von Produktherstellern beauftragt werden kann, darf nur juristischen Personen gewährt werden, die jeweils alle folgenden Voraussetzungen erfüllen:

1° wurde als Vereinigung ohne Gewinnerzielungsabsicht gemäß dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen gegründet;

2° hat als alleiniges satzungsgemäßes Ziel die Übernahme der Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte im Namen ihrer Vertragspartner;

3° hat unter ihren Verwaltern oder Personen, die für die Vereinigung Verpflichtungen eingehen können, nur Personen, die Artikel 177 erfüllen;

4° hat unter ihren Verwaltern oder Personen, die für die Vereinigung Verpflichtungen eingehen können, niemanden, der durch ein rechtskräftiges Gerichtsurteil oder eine endgültige Verwaltungsentscheidung, in der eine oder mehrere Verwaltungssanktionen verhängt werden, wegen mindestens eines Verstoßes gegen regionale, bundesstaatliche oder sonstige Gesetze und Vorschriften eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums im Bereich Abfälle verurteilt wurde

Abschnitt 3 — Allgemeine Verpflichtungen

Art. 160 - Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte:

1° übt keine operative Tätigkeit bei der Abfallbewirtschaftung aus, die von einer Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte abgedeckt ist, sei es direkt oder indirekt, insbesondere durch Vermittlung einer Tochtergesellschaft;

2° erfüllt die in ihrer Zulassung festgelegten zusätzlichen Bedingungen;

3° verfügt über ausreichende Mittel, um die Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte zu erfüllen;

4° schließt einen Versicherungsvertrag ab, der Schäden abdeckt, die im Rahmen ihrer Tätigkeit verursacht werden können;

5° hebt auf nicht diskriminierende Weise von ihren verbundenen Produktherstellern die finanziellen Beiträge gemäß der Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallvermeidung oder -bewirtschaftung gemäß Kapitel 2, Abschnitt 1 ein;

6° erklärt sich dazu bereit, mit jedem Hersteller von Produkten, die unter die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte fallen und ihn betreffen, der ihn darum bittet, einen Mitgliedsvertrag zu schließen, welcher gegebenenfalls 8° einhält;

7° legt jedes Jahr bei der Verwaltung seine Bilanzen und Gewinn- und Verlustrechnungen für das abgelaufene Jahr sowie den Haushaltsentwurf für das folgende Jahr vor, gegebenenfalls in der Form und innerhalb der Fristen, die in der Zulassung festgelegt sind;

8° passt die Musterverträge – einschließlich des Mustervertrags für die Mitgliedschaft, der im Antrag auf Zulassung enthalten ist – an die Bedingungen der erteilten Zulassung innerhalb der in der Zulassung gesetzten Frist an;

9° macht Informationen zu Folgendem öffentlich:

ihre Verwalter, ihre Vertreter für das tägliche Management, ihre Kommissare und ihre zur Vertretung der Vereinigung befugten Personen sowie ihre verbundenen Mitglieder;

die finanziellen Beiträge, die von den Produktherstellern je verkaufter Einheit oder je Tonne von Produkten, die auf den belgischen Markt gebracht werden, bezahlt werden;

das Auswahlverfahren für Betreiber der Abfallbewirtschaftung, einschließlich des Bewertungsmechanismus für Angebote;

10° setzt gegebenenfalls die notwendigen Maßnahmen für die selektive Sammlung des Abfalls oder der Abfälle, die unter die Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte fallen, die ihn betrifft;

11° hält die Gesetze und Vorschriften über den Gebrauch von Sprachen in Verwaltungsangelegenheiten in den von ihm vorgelegten Rechtsakten und Dokumenten ein.

Bezüglich Absatz 1, 5° gilt:

die Regierung kann Maßnahmen setzen, um zu fördern, dass die hier genannten finanziellen Beiträge nach Möglichkeit für einzelne Produkte oder Gruppen vergleichbarer Produkte festgesetzt werden, wobei insbesondere deren Langlebigkeit, Reparierbarkeit, Wiederverwendbarkeit und Recycelbarkeit sowie das Vorhandensein gefährlicher Stoffe zu berücksichtigen sind, also ein vom Lebenszyklus ausgehender Ansatz verfolgt wird, der auf die in den einschlägigen durch das Recht der Europäischen Union festgelegten Anforderungen abgestimmt ist, und der gegebenenfalls auf harmonisierten Kriterien beruht, damit dafür gesorgt ist, dass der Binnenmarkt der Europäischen Union reibungslos funktioniert;

im Rahmen der Einreichung ihres Antrags auf Zulassung oder ihres Antrags auf Änderung ihrer Zulassung kann die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte:

zusätzlich zu den von der Regierung auf Grundlage von Buchstaben *a)* festgelegten Durchführungsmaßnahmen zusätzliche Bestimmungen im Bereich Ökomodulation gemäß dem genannten Buchstaben vorschlagen;

bei Fehlen von von der Regierung auf Grundlage von Buchstaben *a)* festgelegten Durchführungsmaßnahmen Bestimmungen gemäß dem genannten Buchstaben vorschlagen

Abschnitt 4 — Verpflichtung zur Einrichtung einer Sicherheitsleistung

Art. 161 - § 1. Wenn die ihn betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ganz oder teilweise Haushaltsabfälle betrifft, so stellt die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte eine finanzielle Sicherheit, um die Erfüllung der Verpflichtungen aus der betreffenden Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte zu gewährleisten, deren Höhe – die in der Entscheidung über die Zulassung der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte festgelegt wird – den geschätzten Kosten für die vollständige Übernahme dieser Verpflichtungen durch die öffentliche Hand während eines Zeitraums von neun Monaten entspricht.

Die Regierung kann Modalitäten für die Berechnung der Höhe der finanziellen Sicherheiten sowie Modalitäten für die Überprüfung der Höhe dieser Sicherheiten im Zeitraum der Umsetzung des Beschlusses über die Erteilung der Zulassung der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte beschließen.

Jede finanzielle Sicherheit wird zugunsten der Verwaltung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen ab dem Datum der Übermittlung des Beschlusses zur Gewährung der Zulassung der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gebildet.

§ 2. Die finanzielle Sicherheit wird entweder aus einer Einlage bei der Caisse des Dépôts et Consignations (Hinterlegungs- und Konsignationskasse), einer unabhängigen Bankgarantie oder der Verpfändung eines oder mehrerer Bankkonten bis zu dem von der Verwaltung nach Paragraph 1 berechneten Betrag gebildet.

Wenn die finanzielle Sicherheit durch eine unabhängige Bankgarantie oder eine Verpfändung eines oder mehrerer Bankkonten gebildet wird, werden die genannten finanziellen Sicherheiten von einem Kreditinstitut ausgestellt, das entweder von der Finanzaufsichtsbehörde oder von einer anderen für die Aufsicht über Kreditanstalten zuständigen Behörde eines Mitgliedsstaats der Europäischen Union anerkannt ist.

Wenn die finanzielle Sicherheit durch die Verpfändung eines oder mehrerer Bankkonten gebildet wird, gewährleistet die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, dass mindestens zwei Drittel der als Pfand eingesetzten finanziellen Sicherheit in jedem Fall zwölf Monate pro Jahr auf dem oder den als Pfand eingesetzten Bankkonten bleiben. Der Gesamtbetrag der in Form einer Verpfändung bereitgestellten finanziellen Sicherheit befindet sich mindestens neun Monate pro Jahr auf dem oder den verpfändeten Bankkonten. Die Verwaltung verfügt über ständigen elektronischen Zugriff auf das oder die verpfändeten Bankkonten.

Jeder Beschluss über die Gewährung der Zulassung der zugelassenen betroffenen Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ist erst dann rechtskräftig, wenn die Verwaltung anerkennt, dass die Sicherheit geleistet wurde.

§ 3. In jedem Fall kann die finanzielle Sicherheit gleichzeitig mit oder nach einer Verwaltungsentscheidung über die Aussetzung oder den Widerruf, die bzw. der gegebenenfalls nach einer Verwaltungsbeschwerde ergeht, auf einfache Aufforderung der Verwaltung, die mit der vollständigen oder teilweisen Nicht-Einhaltung aller oder einiger der Verpflichtungen der zugelassenen Stelle für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte begründet wird, ganz oder teilweise freigegeben werden. Die zugelassene Stelle, die die Sicherheit bildet, legt ausdrücklich den Inhalt des vorliegenden Paragraphen in den Dokumenten für die Bildung der finanziellen Sicherheit dar.

§ 4. Die Verwaltung gibt die finanzielle Sicherheit zurück, nachdem sie korrekt festgestellt hat, dass nach Ablauf oder bei vorzeitiger Beendigung des Beschlusses über die Erteilung der Zulassung keine neue Zulassung beantragt wird und dass der Produkthersteller oder die zugelassene Stelle alle seine/ihre Verpflichtungen im Rahmen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte erfüllt hat.

Die Verwaltung entscheidet über die Rückgabe der finanziellen Sicherheit innerhalb von 180 Tagen nach Ablauf oder nach vorzeitiger Beendigung des Beschlusses über die Erteilung der Zulassung.

Die Verwaltung teilt ihre Entscheidung der Caisse des Dépôts et Consignations (Hinterlegungs- und Konsignationskasse) oder dem Bankinstitut, das die finanzielle Sicherheit gebildet hat, sowie der betreffenden zugelassenen Stelle im Bereich der Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte mit.

§ 5. Die Regierung kann ergänzende Maßnahmen zu den Formen der Garantie beschließen, die vom Abfallgesetz der Europäischen Union vorgesehen sind.

Abschnitt 5 — Verpflichtung im Bereich Verwaltung

Unterabschnitt 1 — [00c2][0096]Einleitende Bestimmungen

Art. 162 - Bei der Vergabe und Ausführung jedes Vertrags über die erweiterte Haftung der Hersteller für Produkte, der sie betrifft und der von ihr oder in ihrem Auftrag geschlossen wird – im Folgenden in diesem Abschnitt abgekürzt als „Vertrag“ bezeichnet – setzt die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte alle erforderlichen Maßnahmen, um zumindest die Bestimmungen dieses Abschnitts und ihre Durchführungsmaßnahmen einzuhalten.

Die genannten Verträge haben eine Mindestlaufzeit von zwei und eine Höchstlaufzeit von fünf Jahren.

Die Regierung kann für jede Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, das sie bestimmt, die in Absatz 2 genannte Höchstdauer für Verträge über Arten 2 genannter Pilotprojekte, die sie bestimmt, auf bis zu zehn Jahre verlängern.

Unterabschnitt 2 — Aufruf zum Wettbewerb zwischen Wirtschaftsträgern

Art. 163 - Bei der Vergabe ihrer Verträge stellt die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte sicher, dass die Wirtschaftsträger, die ihre Bedürfnisse im Rahmen der sie betreffenden erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte erfüllen können, durch eine Ausschreibung oder ein anderes Angebot, mit ihr einen Vertrag abzuschließen, zum Wettbewerb aufgerufen werden.

Unterabschnitt 3 — Gleichheit, Diskriminierungsverbot, Transparenz und Verhältnismäßigkeit

Art. 164 - Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte behandelt die Wirtschaftsträger gleich und ohne Diskriminierung und handelt transparent sowie verhältnismäßig.

Unterabschnitt 4 — Künstliche Einschränkung des Wettbewerbs

Art. 165 - § 1. Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte darf keine Ausschreibung und kein Angebot, mit ihr einen Vertrag abzuschließen in der Absicht, den Wettbewerb künstlich einzuschränken, konzipieren. Der Wettbewerb gilt als künstlich eingeschränkt, wenn eine Ausschreibung oder ein Angebot, mit ihr einen Vertrag abzuschließen in der Absicht konzipiert wird, unberechtigterweise bestimmte Wirtschaftsträger zu begünstigen oder zu benachteiligen.

Die Wirtschaftsträger dürfen keine Rechtsgeschäfte abschließen und keine Vereinbarungen oder Absprachen treffen, die die normalen Wettbewerbsbedingungen verfälschen könnten.

§ 2. Die Nicht-Einhaltung der in Paragraph 1, Absatz 2 genannten Bestimmung führt zur Anwendung folgender Maßnahmen, außer in Fällen, in denen Paragraph 1, Absatz 1 nicht eingehalten wird – dann kommt Paragraph 3 zur Anwendung:

1° sofern die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte noch keinen endgültige Entscheidung getroffen hat und der Vertrag, der sich aus der Ausschreibung oder dem Angebot zum Abschluss eines Vertrags ergibt, noch nicht abgeschlossen wurde, folgt die Ablehnung von Anträgen auf Teilnahme oder von Angeboten, die aufgrund eines solchen Rechtsgeschäfts bzw. Vereinbarung oder Absprache eingereicht wurden;

2° wenn der Vertrag, der sich aus der Ausschreibung oder dem Angebot zum Abschluss eines Vertrags ergibt, bereits abgeschlossen wurde, folgt die unverzügliche Beendigung der Ausführung dieses Vertrages, es sei denn, die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte hat durch eine begründete Entscheidung etwas anderes festgelegt.

Bezüglich Absatz 1, 2° gilt: Wenn die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte den darin genannten begründeten Beschluss fast, übermittelt er diesen unverzüglich an die Verwaltung.

§ 3. Die Nicht-Einhaltung der Bestimmungen, die in Paragraph 1, Absatz 1 genannt sind, gegebenenfalls gemeinsam mit der Nicht-Einhaltung der Bestimmungen von Paragraph 1, Absatz 2, führt zur Anwendung folgender Maßnahmen:

1° solange die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte den Vertrag, der aus der Ausschreibung oder dem Angebot, mit ihr einen Vertrag abzuschließen, entstanden ist, noch nicht abgeschlossen hat, der Verzicht auf die Verleihung oder den Abschluss dieses Vertrags, unabhängig von der Form;

2° wenn der Vertrag, der aus der Ausschreibung oder dem Angebot, mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte einen Vertrag abzuschließen, entstanden ist, bereits abgeschlossen ist, die unverzügliche Beendigung der Ausführung dieses Vertrags, unabhängig von der Form

Unterabschnitt 5 — Interessenkonflikte

Art. 166 - § 1. Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte setzt die erforderlichen Maßnahmen, um Interessenkonflikte bei der Vergabe und Ausführung ihrer Verträge wirksam zu verhindern, zu erkennen und zu korrigieren.

Der Begriff des Interessenkonflikts bezieht sich auf jede Situation, in der bei der Vergabe oder Ausführung eines Vertrags eine Person, die in irgendeiner Weise mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte verbunden ist, sowie eine Person, die die Vergabe oder das Ergebnis dieses Vertrags beeinflussen kann, direkt oder indirekt ein finanzielles, wirtschaftliches oder ein anderes persönliches Interesse hat, welches als Beeinträchtigung ihrer Unparteilichkeit oder Unabhängigkeit bei der Vergabe oder Ausführung des Vertrags angesehen werden könnte.

§ 2. Personen, die in irgendeiner Weise mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte verbunden sind, sowie Personen, die die Vergabe eines Vertrags oder das Ergebnis eines Vertrags beeinflussen können, ist es untersagt, sich in irgendeiner Weise direkt oder indirekt an der Vergabe oder Ausführung des Vertrags zu beteiligen, sobald sie sich entweder persönlich oder über eine Zwischenperson in einem Interessenkonflikt mit einem der Auftragnehmer, Lieferanten und Dienstleister befinden können, welcher beteiligte Partei des Vertrags ist.

§ 3. Von einem Interessenkonflikt wird jedenfalls ausgegangen:

1° sobald zwischen einer Person, die mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte für Produkte in irgendeiner Weise verbunden ist, Verwandtschaft oder angeheiratete Verwandtschaft in der direkten Linie bis zum dritten Grad und in der Seitenlinie bis zum vierten Grad oder im Falle des gesetzlichen Zusammenlebens besteht, sowie zwischen einer Person, die die Vergabe des Vertrags oder das Ergebnis des Vertrags beeinflussen kann, und einem der Unternehmer, Lieferanten und Dienstleister, der Vertragspartei ist, oder einer anderen natürlichen Person, die für einen dieser Unternehmer, Lieferanten und Dienstleister Vertretungs-, Entscheidungs- oder Kontrollbefugnisse ausübt;

2° wenn eine Person, die in irgendeiner Weise mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte verbunden ist, oder eine Person, die die Vergabe eines Vertrags oder den Ausgang eines solchen beeinflussen kann, selbst oder über eine zwischengeschaltete Person Eigentümer, Miteigentümer oder aktiver Teilhaber eines der Auftragnehmer, Lieferanten und Dienstleister ist, die Partei des genannten Vertrags sind, oder selbst oder gegebenenfalls über eine zwischengeschaltete Person de jure oder de facto Befugnisse bezüglich Vertretung, Entscheidungen oder Kontrolle ausübt.

Jede Person, die sich in einem Interessenkonflikt befindet, ist zur Ablehnung verpflichtet. Sie informiert die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte und die Verwaltung hierüber unverzüglich und schriftlich.

Wenn eine Person, die in irgendeiner Weise mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte verbunden ist, oder eine Person, die die Vergabe eines Vertrags oder den Ausgang eines solchen beeinflussen kann, selbst oder über eine zwischengeschaltete Person eine oder mehrere Aktien oder Anteile, die mindestens fünf Prozent des Gesellschaftskapitals eines der Auftragnehmer, Lieferanten und Dienstleister im Rahmen des Vertrags ausmachen, hält, ist sie dazu verpflichtet, die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte und die Verwaltung darüber zu informieren.

Unterabschnitt 6 — Einhaltung des Umwelt-, Sozial- und Arbeitsrechts

Art. 167 - Die Wirtschaftsträger befolgen sämtliche geltenden Verpflichtungen im Bereich des Umwelt-, Sozial- und Arbeitsrechts, die sich aus dem Recht der Europäischen Union, dem nationalen Recht, Tarifverträgen oder internationalen Bestimmungen im Bereich des Umwelt-, Sozial- und Arbeitsrechts ergeben. Sie sorgen zudem dafür, dass diese Verpflichtungen von allen Personen, die in irgendeiner Phase als Unterauftragnehmer tätig sind, und von allen Personen, die Personal zur Vertragserfüllung zur Verfügung stellen, befolgt werden.

Unbeschadet der Anwendung der in anderen gesetzlichen, regulatorischen und Verwaltungsvorschriften oder Verträgen vorgesehenen Sanktionen werden Verstöße gegen die in Absatz 1 genannten Verpflichtungen von der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte festgestellt und führen gegebenenfalls zur Anwendung der vertraglich vorgesehenen Maßnahmen für die Nichteinhaltung von Vertragsklauseln.

Unterabschnitt 7 — Wirtschaftsträger

Art. 168 - § 1. Wirtschaftsträger, die gemäß den Rechts- oder Verwaltungsvorschriften jenes Mitgliedsstaats, in dem sie niedergelassen sind, zur Erbringung der betreffenden Leistung berechtigt sind, dürfen nicht allein deshalb abgelehnt werden, weil sie gemäß den in Belgien geltenden Rechts- oder Verwaltungsvorschriften entweder eine natürliche oder eine juristische Person sein müssten.

§ 2. Gruppen von Wirtschaftsträger können sich an Ausschreibungen und Angeboten für Verträge mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte beteiligen. Ihnen wird von der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte nicht auferlegt, eine bestimmte Rechtsform zu haben, um einen Antrag auf Teilnahme oder ein Angebot einzureichen.

Alle in einer Ausschreibung oder einem Angebot zur Auftragsvergabe vorgesehenen Bedingungen für die Umsetzung, die solchen Gruppen von Wirtschaftsträgern auferlegt werden und die sich von denen unterscheiden, die einzelnen Teilnehmern auferlegt werden, sind aus objektiven Gründen gerechtfertigt und müssen zudem verhältnismäßig sein.

Ungeachtet Absatz 1 können die Stellen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte fordern, dass Gruppen von Wirtschaftsträgern eine bestimmte Rechtsform annehmen, wenn sie den Zuschlag für den Vertrag erhalten haben, sofern dies für die korrekte Erfüllung des Vertrags erforderlich ist.

Unterabschnitt 8 — Pauschalprinzip

Art. 169 - Verträge, die aus Ausschreibungen oder Angeboten zum Abschluss von Verträgen mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte entstehen, werden als Pauschalverträge geschlossen, wobei im Rahmen ihrer Erfüllung keine Änderungen vorgenommen werden dürfen, die als wesentlich betrachtet werden.

Die Verträge können dennoch in den folgenden Fällen ohne pauschale Festsetzung der Preise abgeschlossen werden:

1° in Ausnahmefällen bei komplexen oder technisch neuartigen Arbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen, die mit erheblichen technischen Risiken verbunden sind und die es notwendig machen, mit der Erbringung der Leistungen zu beginnen, obwohl noch nicht alle Bedingungen für die Ausführung und Verpflichtungen vollständig festgelegt werden können;

2° im Falle außergewöhnlicher und unvorhersehbarer Umstände, die auch eine sorgfältig arbeitende Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte nicht vorhersehen konnte, bei dringenden Arbeiten, Lieferungen oder Dienstleistungen, deren Ausführungsbedingungen schwierig festzulegen sind

Unterabschnitt 9 — Anpassung der Preise

Art. 170 - Der pauschale Charakter der Verträge, der in Artikel 169 vorgesehen ist, steht einer Preisanpassung aufgrund bestimmter wirtschaftlicher oder sozialer Faktoren nicht entgegen, vorausgesetzt, es ist eine klare, präzise und unmissverständliche Klausel zur Preisanpassung in den Unterlagen der Ausschreibung oder des Angebots für einen Vertrag mit der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte vorgesehen.

Die Preisanpassung muss entsprechend der Preisentwicklung für die Hauptbestandteile des Selbstkostenpreises erfolgen.

Wenn der Wirtschaftsträger Unterauftragnehmer einsetzt, müssen diese gegebenenfalls eine Preisanpassung nach den Modalitäten vornehmen, die von der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte in den Dokumenten zur Ausschreibung oder in dem Angebot, mit ihr einen Vertrag abzuschließen, festgelegt wurden, und zwar in einem Umfang, der der Art der von ihnen erbrachten Leistungen entspricht.

Unterabschnitt 10 — Vertraulichkeit

Art. 171 - § 1. Solange die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte je nach Fall über die Auswahl oder Qualifikation der Bewerber oder Teilnehmer, die Korrektheit der Angebote, die Vergabe der Ausschreibung oder das Angebot, mit ihr einen Vertrag abzuschließen, oder den Verzicht auf die Vergabe der Ausschreibung oder das Angebot, mit ihr einen Vertrag abzuschließen, noch keine Entscheidung getroffen hat, haben Bewerber, Teilnehmer, Bieter und Dritte mit Ausnahme der Verwaltung keinen Zugang zu den Unterlagen im Zusammenhang mit dem Vergabeverfahren, vor allem zu den Anträgen auf Teilnahme oder Qualifikation, den Angeboten und den internen Dokumenten der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte.

Von Absatz 1 kann mittels schriftlicher Zustimmung des an den Verhandlungen beteiligten Bewerbers oder Bieters abgewichen werden, und zwar ausschließlich in Bezug auf vertrauliche Informationen, die von diesem Bewerber oder Bieter mitgeteilt wurden. Die genannte Abweichung darf sich nicht auf das Zugriffsrecht der Verwaltung auf die in Absatz 1 genannten Dokumente auswirken.

§ 2. Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte legt keine Informationen offen, die ihr der Wirtschaftsträger vertraulich mitgeteilt hat. Dies umfasst etwaige technische oder Geschäftsgeheimnisse und vertrauliche Aspekte des Angebots.

Dasselbe gilt für auch jede Person, die aufgrund ihrer Tätigkeit oder der ihr übertragenen Aufgaben Kenntnis von derartigen vertraulichen Informationen hat.

§ 3. Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte kann dem Wirtschaftsträger Anforderungen vorschreiben, die dazu dienen, die Vertraulichkeit von zur Verfügung gestellten Informationen zu schützen.

§ 4. Die personenbezogenen Daten, die zum Zwecke der Verarbeitung von Rechnungen erhoben werden, dürfen nur zu diesen Zwecken oder zu anderen mit diesen Zwecken vereinbarten Zwecken verwendet werden. Die Regeln für die Veröffentlichung von personenbezogenen Daten, die bei der Verarbeitung elektronischer Rechnungen erhoben wurden, müssen den Zwecken der Veröffentlichung sowie dem Grundsatz des Schutzes der Privatsphäre entsprechen.

Abschnitt 6 — Verstärkte Verpflichtung im Bereich Strategieplan

Art. 172 - § 1. Die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte erstellt einen Strategieplan gemäß Artikel 140 und gegebenenfalls gemäß Artikel 141 und ergänzt diesen zumindest durch alle folgenden Elemente:

1° einen Anhang zum Finanzplan und zur Haushaltsplanung für die Dauer der Zulassung, in welchem mindestens Folgendes genauer ausgeführt wird:

die Schätzung der Einnahmen aus Strömen der Verwertung, vor allem des Recyclings;

die Berechnungs- und Bewertungsmethoden und die Höhe der Beiträge, die gemäß der in Kapitel 2 Abschnitt 2 genannten Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftung und bestimmter Maßnahmen zur Abfallvermeidung die Kosten der Verpflichtungen decken, die die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte hat, sowie – nach Material – die Arten der Erhebung;

die Bedingungen und Modalitäten für die Anpassung der Beiträge an die Entwicklung der Kosten der Verpflichtungen zulasten der Stelle im Bereich der Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte in Anwendung des vorliegenden Titels und seiner Durchführungsmaßnahmen;

wie die Einnahmen zugunsten des Betriebs des kollektiven Systems verwendet werden, vor allem durch die Vermeidung von Querfinanzierungen zwischen Abfällen aus Haushalten und Abfällen industrieller Herkunft sowie durch die Bildung eventueller und begrenzter Rücklagen;

die Finanzierung der eventuellen Verluste;

2° eine Vorlage für den Beitrittsvertrag, den die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte mit den betroffenen Produktherstellern abschließen muss, um ihre Verpflichtungen nach diesem Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen zu übernehmen.

Bezüglich Absatz 1, 1°, *d*) gilt: Im Rahmen des Antrags auf Zulassung oder während der Gültigkeitsdauer der Zulassung über einen Antrag auf Abänderung der Zulassung legt die Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, wenn sie Rücklagen bilden will, hierzu die zahlenmäßigen Grenzen und die Maßnahmen fest, die im Falle einer Überschreitung gemäß den für sie geltenden Gesetzen und Rechnungslegungsvorschriften gelten.

§ 2. Unbeschadet Paragraph 1 enthält der Strategieplan, wenn er Haushaltsabfälle betrifft, auch Folgendes:

1° eine Vorlage für einen Vertrag, der den juristischen Personen öffentlichen Rechts vorgeschlagen wird, die auf dem geografischen Gebiet für die Sammlung von Haushaltsabfällen verantwortlich sind, welcher Folgendes festlegt:

die Modalitäten für die Sammlung der betreffenden Haushaltsabfälle und für die Übernahme der insgesamt gesammelten Haushaltsabfälle;

die technischen Mindestanforderungen pro Material oder Abfalltyp für die Sortierung, die Planung und die Organisation der Abfuhr wie auch den Verkauf des sortierten Materials entweder durch die betroffene juristische Person öffentlichen Rechts oder durch die im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte zugelassene Einrichtung;

das Auswahlverfahren für Betreiber im Bereich Abfallbewirtschaftung, vor allem die Art und Weise, nach der die Verträge für selektive Sammlung, Sortierung und Recycling organisiert werden;

eine Schätzung zur Dauer der Zulassung der finanziellen Beiträge, die vom Hersteller von Produkten je verkaufter Einheit oder je Tonne von Produkten, die auf den belgischen Markt gebracht werden, bezahlt werden;

2° eine Vorlage für einen Vertrag, der gegebenenfalls den gemäß Artikel 103 zugelassenen Sozialwirtschaftsunternehmen vorgelegt wird und der Folgendes festlegt:

die Modalitäten für die Sammlung der betreffenden Haushaltsabfälle und für die Übernahme der insgesamt gesammelten Haushaltsabfälle;

die technischen Mindestanforderungen pro Material oder Abfalltyp für die Sortierung, die Planung und die Organisation der Abfuhr wie auch für den Verkauf des sortierten wiederverwendeten Materials durch das gemäß Artikel 103 zugelassene Sozialwirtschaftsunternehmen;

3° die schriftliche, datierte und unterzeichnete Verpflichtung des Produktherstellers, den Nachweis über die Bildung der finanziellen Sicherheit gemäß Kapitel 4, Abschnitt 4, spätestens am Tag des Inkrafttretens des Beschlusses über die Erteilung der Zulassung zu erbringen

§ 3. Unbeschadet Paragraf 1 enthält der Antrag auf Zulassung, wenn er Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, oder Abfälle industrieller Herkunft betrifft, auch Folgendes:

1° eine umfassende Beschreibung, wie der Antragsteller der Zulassung vorschlägt, sich an den Kosten der betroffenen Inhaber von Abfällen, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, oder von Gewerbeabfällen für die kollektive Sammlung, das Recycling, die Verwertung und die Verbrennung mit Energiegewinnung in zugelassenen Abfallverbrennungsanlagen zu beteiligen;

2° eine Beschreibung, wie der Antragsteller der Zulassung vorschlägt, die betroffenen Inhaber von Abfällen, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, oder von Gewerbeabfällen zur selektiven Sammlung, zum Recycling und zur Verwertung zu motivieren;

3° einen Aktionsplan zur Problematik der betroffenen Haushaltsabfällen ähnlichen Abfälle bzw. Gewerbeabfälle, die von kleinen und mittleren Unternehmen erzeugt werden;

4° eine Beschreibung, wie der Antragsteller der Zulassung die Überprüfbarkeit und Kontrollierbarkeit der recycelten und verwerteten Abfälle, die Haushaltsabfällen ähnlich sind, sowie der Gewerbeabfälle garantiert;

5° die Vorlage für den Vertrag, den der Steller des Antrags auf Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte mit öffentlichen oder privaten Betreibern abschließen möchte, um die Verpflichtungen zu erfüllen, die ihm durch die Produkthersteller gemäß dem vorliegenden Titel und seinen Durchführungsmaßnahmen übertragen wurden;

6° gegebenenfalls eine Studie über die technischen Mittel und die Infrastruktur, die es ermöglichen, während der Dauer der beantragten Zulassung jedes Jahr die Zielsetzungen für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, die durch oder gemäß dem vorliegenden Dekret vorgesehen sind, zu erreichen

Abschnitt 7 — Besondere Bestimmungen im Falle mehrerer Stellen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, die im Rahmen derselben Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte tätig sind

Art. 173 - Wenn auf dem Gebiet der Wallonischen Region mehrere Stellen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte Verpflichtungen dieser erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte im Auftrag von Produktherstellern erfüllen, überwacht die Verwaltung die Erfüllung der Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte.

Die Regierung kann alle geeigneten Maßnahmen setzen, um die konsequente Koexistenz von zwei oder mehreren Stellen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte für diese erweiterte Haftung der Hersteller für Produkte auf dem Gebiet der Wallonischen Region sicherzustellen.

KAPITEL 5 — *Zulassungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte und für Beschlüsse zur Genehmigung individueller Strategiepläne*

Abschnitt 1 — Gemeinsame Bestimmungen für Zulassungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte und für Beschlüsse zur Genehmigung individueller Strategiepläne

Art. 174 - § 1. Niemand kann die Verpflichtungen, die durch und gemäß dem vorliegenden Titel im Namen und im Auftrag der Produkthersteller, die unter eine Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte fallen, erfüllen, ohne zuvor Inhaber einer rechtskräftigen Zulassung zu sein, die für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkt – gegebenenfalls nach einer Verwaltungsbeschwerde – ausgestellt wurde.

§ 2. Unbeschadet Artikel 127, § 2, 2° kann niemand seine Verpflichtungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gemäß dem vorliegenden Titel und seiner Durchführungsmaßnahmen erfüllen, ohne zuvor Inhaber eines genehmigten rechtskräftigen individuellen Strategieplans gewesen zu sein.

§ 3. Jede Person, die Inhaber einer ausgestellten Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ist, und jede Person, die Inhaber eines genehmigten individuellen Strategieplans ist, meldet durch und gemäß dem vorliegenden Titel unverzüglich der Verwaltung Folgendes:

1° jeden Unfall oder Vorfall, der den in Artikel 32 genannten Interessen schaden könnte;

2° jede Änderung von wesentlichen Daten, die in den Antragsunterlagen enthalten sind, zu welcher es seit der Gewährung der Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte oder der Genehmigung des individuellen Strategieplans gekommen ist – dies umfasst auch die Einstellung der Geschäftstätigkeit

§ 4. Keine ausgestellte Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte sowie kein genehmigter individueller Strategieplan durch oder gemäß dem vorliegenden Titel ist übertragbar.

§ 5. Alle Urkunden, Rechnungen, Veröffentlichungen, Schreiben, Bestellscheine und sonstigen Dokumente, die im Rahmen einer Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ausgestellt werden und von einer Person mit einer ausgestellten Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte oder von einer Person mit einem genehmigten individuellen Strategieplan durch und gemäß dem vorliegenden Titel stammen, müssen die Angabe ihrer Zulassung oder ihres genehmigten individuellen Strategieplans sowie das Datum der Gewährung und das Datum des Ablaufens enthalten.

Art. 175 - Jede Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte bzw. jeder genehmigte individuelle Strategieplan durch oder gemäß dem vorliegenden Titel gilt für eine Höchstdauer von fünf Jahren.

Art. 176 - Für alle Regelungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gilt:

1° wenn sie Zulassungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte betreffen, ist die Regierung für die Entscheidung über eingebrachte Verwaltungsbeschwerden gegen die Beschlüsse der Verwaltung zuständig;

2° wenn sie individuelle Strategiepläne betreffen, bestimmt die Regierung die für Verwaltungsbeschwerden zuständige Behörde für die Entscheidung über eingebrachte Verwaltungsbeschwerden gegen die Beschlüsse der Verwaltung;

Art. 177 - Um zu überprüfen, ob jegliche Person, die eine Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte oder die Genehmigung eines individuellen Strategieplans gemäß diesem Titel beantragt, über einen Leumund verfügt, der einen angemessenen Schutz der Umwelt gewährleistet, darf jede natürliche Person, jede juristische Person oder jede Person, die gesetzlich befugt ist, eine juristische Person zu vertreten, die eine Zulassung im

Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte oder die Genehmigung eines individuellen Strategieplans beantragt, seit mindestens zehn Jahren nicht aufgrund eines rechtskräftigen Gerichtsurteils oder einer endgültigen Verwaltungsentscheidung, mit der eine oder mehrere Verwaltungssanktionen verhängt wurden, verurteilt worden sein und darf zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags auf Zulassung oder Genehmigung nicht noch unter ein Verbot oder einen Rechtsverlust fallen, das bzw. der sich ganz oder teilweise auf die Tätigkeiten im Bereich Abfälle bezieht, die Gegenstand des Antrags auf Zulassung oder Genehmigung sind.

Art. 178 - § 1. Unbeschadet Artikel D.198 von Buch I des Umweltgesetzbuchs kann die Verwaltung jederzeit die durch und gemäß dem vorliegenden Titel erteilte Genehmigung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte für höchstens sechs Monate aussetzen oder widerrufen – gegebenenfalls durch die Regierung nach einer Verwaltungsbeschwerde – sowie den durch und gemäß dem vorliegenden Titel genehmigten individuellen Strategieplan für höchstens sechs Monate aussetzen oder widerrufen, gegebenenfalls durch die zuständige Behörde nach einer Verwaltungsbeschwerde:

1° falls der Inhaber der Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte alle oder manche der folgenden Punkte zur Gänze oder teilweise nicht erfüllt:

Verpflichtungen für den Produkthersteller, die durch und gemäß dem vorliegenden Titel für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte vorgesehen sind;

Verpflichtungen der Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gemäß dem vorliegenden Kapitel und seiner Durchführungsmaßnahmen;

gegebenenfalls die zusätzliche(n) Bedingung(en), die in den Beschluss zur Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gemäß Artikel 187 eingefügt wurde(n);

gegebenenfalls die Verpflichtungen, die für ihn gemäß dem Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und der entsprechenden Durchführungsmaßnahmen gelten;

2° falls der Inhaber des individuellen Strategieplans alle oder manche der folgenden Punkte zur Gänze oder teilweise nicht erfüllt:

Verpflichtungen für den Produkthersteller, die durch und gemäß dem vorliegenden Titel für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte vorgesehen sind;

gegebenenfalls die zusätzliche(n) Bedingung(en), die in den Beschluss zur Genehmigung des individuellen Strategieplans gemäß Artikel 194 eingefügt wurde(n), gegebenenfalls mit Genehmigung nach Verwaltungsbeschwerde;

gegebenenfalls die Verpflichtungen, die für ihn gemäß dem Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben und der entsprechenden Durchführungsmaßnahmen

§ 2. Außer in besonders begründeten dringenden Fällen wird jeder Beschluss zur Aussetzung der Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte oder des individuellen Strategieplans gefasst, nachdem dem betroffenen Inhaber der Zulassung oder des individuellen Strategieplans die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen innerhalb einer Frist von mindestens fünfzehn Tagen mündlich oder schriftlich zu äußern.

Jeder Beschluss zum Widerruf der Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte oder des individuellen Strategieplans wird gefasst, nachdem dem betroffenen Inhaber der Zulassung oder des individuellen Strategieplans die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen innerhalb einer Frist von mindestens fünfzehn Tagen mündlich oder schriftlich zu äußern.

§ 3. Jeder Beschluss über eine Aussetzung oder einen Widerruf wird dem Inhaber der Zulassung oder des individuellen Strategieplans zugesendet.

Art. 179 - Um die Identifizierung der zugelassenen Stellen und der Hersteller von Produkten, die Inhaber eines individuellen Strategieplans gemäß dem vorliegenden Titel sind, zu ermöglichen und deren Kontaktaufnahme durch andere Akteure der Kette der Abfallbewirtschaftung, die einer Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gemäß diesem Titel unterliegen, zu erleichtern, veröffentlicht und aktualisiert die Verwaltung auf mindestens einer Internetseite der Wallonischen Region die Liste der zugelassenen Stellen und die Liste der Produkthersteller, die Inhaber eines individuellen Strategieplans sind, und gibt an, für welche Regelungen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte die genannten Stellen eine solche Zulassung besitzen und die genannten Produkthersteller Inhaber eines solchen individuellen Strategieplans sind.

Die genannten Listen können folgende Informationen beinhalten: 1° wenn es sich um Folgendes handelt:

eine zugelassene Stelle: ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes sowie – optional für die genannte Stelle – ihre Telefonnummer, ihre E-Mail-Adresse, die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

einen Hersteller von Produkten, der Inhaber eines individuellen Strategieplans ist:

welcher als natürliche Person handelt: ihren Vornamen und Namen, die Adresse ihres Unternehmens sowie – optional für den genannten Hersteller – ihre Telefonnummer, ihre E-Mail-Adresse und die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

welcher als juristische Person handelt: ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes – optional für den genannten Hersteller – die Telefonnummer oder E-Mail-Adresse, die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung bei der Zentralen Datenbank der zugelassenen Stelle oder des Herstellers von Produkten, der Inhaber eines individuellen Strategieplans ist oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde;

3° die Identifikationsnummer oder Verwaltungsreferenz der Zulassung oder der Genehmigung des individuellen Strategieplans im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte;

4° das Datum des Ablaufens der Zulassung oder des individuellen Strategieplans;

5° gegebenenfalls und optional für die zugelassene Stelle oder den Hersteller von Produkten, der Inhaber eines individuellen Strategieplans ist, die Adresse seiner Internetseite;

6° den Beschluss zur Aussetzung der Zulassung oder des individuellen Strategieplans, einschließlich des Datums des Ablaufens dieser Aussetzung;

7° den Beschluss zum Widerruf der Zulassung oder des individuellen Strategieplans

Art. 180 - § 1. Sofern es keine gegenteilige oder besondere Bestimmung im vorliegenden Kapitel oder in seinen Durchführungsmaßnahmen gibt, erfolgt jeder Versand, der durch das oder gemäß dem vorliegenden Kapitel genannt ist, nach einer der beiden folgenden Kommunikationsarten:

1° entweder in Papierform per:

Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

mit einem ähnlichen Verfahren, durch das dem Versand und dem Empfang des Schreibens ein sicheres Datum gegeben werden kann und zwar unabhängig vom genutzten Zustelldienst oder

mit Abgabe gegen Abnahmebescheinigung;

2° oder in elektronischer Form mit Authentifizierung per:

authentifizierter elektronischer Signatur;

digitaler Kopie des Verwaltungsakts oder jeglicher anderen Information, die im Rahmen der der administrativen Verarbeitung übermittelt wurde, handschriftlich unterzeichnet

Bezüglich Absatz 1, 1°, *b*) und 2° gilt: Die Regierung kann die von ihr anerkannten Verfahren und Modalitäten festlegen, durch die der Versand und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

§ 2. Für jede Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte, die im vorliegenden Titel genannt ist, oder für einige, die sie selbst bestimmt, kann die Regierung konforme Formulare für die Zulassung und Genehmigung des individuellen Strategieplans beschließen.

Wenn die Regierung gemäß Absatz 1 ein konformes Formular beschließt, kann sie innerhalb dieses Formulars Folgendes festlegen:

1° einen allgemeinen gemeinsamen Teil für alle Regelungen der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte;

2° einen spezifischen Teil, der jeder einzelnen Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gewidmet ist

§ 3. Sofern es im vorliegenden Titel oder in seinen Durchführungsmaßnahmen keine gegenteilige oder besondere Bestimmung gibt, wird jedes von der Regierung beschlossene konforme Formular auf einem der in Paragraph 1 erwähnten Kommunikationswege an die Verwaltung versendet.

Art. 181 - § 1. Die Regierung kann Folgendes bestimmen und vorschreiben:

1° bestimmte Maßnahmen, die vom Produkthersteller für die Gültigkeitsdauer des Beschlusses zur Genehmigung des individuellen Strategieplans bezüglich folgender Punkte zu setzen sind:

Information der Verwaltung;

Stellungnahme der Verwaltung;

Genehmigung der Verwaltung;

2° bestimmte Maßnahmen, die von der zugelassenen Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte während der Gültigkeitsdauer der Zulassung bezüglich folgender Punkte zu setzen sind:

Information der Verwaltung oder einer oder mehrerer Stellen, die von der Regierung bestimmt werden;

Stellungnahme der Verwaltung oder einer oder mehrerer Stellen, die von der Regierung bestimmt werden;

Genehmigung der Verwaltung

§ 2. Für alle Verwaltungsentscheidungen zur Genehmigung, die in Paragraph 1, 1°, *c*), et 2°, *c*) genannt sind, oder für bestimmte davon, welche sie festlegt, kann die Regierung Folgendes *mutatis mutandis* geltend machen:

1° bezüglich der Maßnahmen, die von der zugelassenen Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte während der Gültigkeitsdauer des Beschlusses zur Zulassung zu setzen sind, Artikel 190;

2° bezüglich der Maßnahmen, die vom Produkthersteller für die Gültigkeitsdauer des Beschlusses zur Genehmigung des individuellen Strategieplans zu setzen sind, Artikel 197

Art. 182 - § 1. Bezüglich der Berechnung der Fristen:

1° der Tag des Versands oder des Empfangs, der als Anfang der Frist gilt, wird in dieser Frist nicht eingeschlossen;

2° der Tag des Ablaufens einer Frist ist in dieser eingeschlossen

Abweichend von Absatz 1, 2° gilt: Fällt der Tag des Ablaufs einer Frist auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, so wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

§ 2. Alle im vorliegenden Kapitel genannten Fristen werden rechtmäßig zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Im Falle einer Aussetzung der Frist, die in Absatz 1 genannt ist, werden die Fristen für den Versand und die Fälligkeit um die Dauer der Aussetzung oder der Verlängerung verlängert.

Abschnitt 2 — Besondere Bestimmungen für Zulassungen im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte

Unterabschnitt 1 — Inhalt des Antrags auf Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte

Art. 183 - Jeder Antrag auf Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte enthält zumindest alle folgenden Elemente:

1° einen kollektiven Strategieplan gemäß Kapitel 2, Abschnitt 5 und Kapitel 4, Abschnitt 6;

2° eine Kopie der Satzung der betroffenen juristischen Person und etwaiger Abänderungen bis zum Datum der Einbringung des Antrags auf Zulassung wie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

3° einen Strafregisterauszug der betreffenden juristischen Person, der nicht älter als sechs Monate ist, gemäß der in Artikel 596 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuchs und dessen Durchführungsmaßnahmen genannten Vorlage

Unterabschnitt 2 — Verfahren

Art. 184 - § 1. Jeder Antrag auf Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte – im Folgenden im vorliegenden Unterabschnitt als „Antrag auf Zulassung“ bezeichnet – wird an die Verwaltung gesendet.

§ 2. Die Verwaltung sendet dem Steller des Antrags auf Zulassung innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für seinen Antrag:

1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn der Antrag in Papierform eingebracht wurde;

2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn der Antrag elektronisch eingebracht wurde

§ 3. Die Verwaltung richtet den über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung gefassten Beschluss innerhalb von fünfundvierzig Tagen ab dem Tag, an dem sie den Antrag auf Zulassung erhalten hat, an den Antragsteller.

§ 4. Wenn der Antrag auf Zulassung unvollständig ist, versendet die Verwaltung die Liste der fehlenden Auskünfte oder Unterlagen – im Folgenden als „ergänzende Unterlagen“ bezeichnet – innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Erhalt des Antrags auf Zulassung an den Antragsteller. In diesem Fall beginnt das Verwaltungsverfahren mit dem Datum des Erhalts der genannten ergänzenden Unterlagen erneut.

Der Steller des Antrags auf Zulassung schickt der Verwaltung binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Versand der Aufforderung auf Übermittlung der ergänzenden Unterlagen die geforderten ergänzenden Unterlagen zu.

Die Verwaltung sendet dem Steller des Antrags auf Zulassung innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für die Ergänzungen:

1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen in Papierform versendet wurden;

2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen elektronisch versendet wurden

Innerhalb von dreißig Tagen ab Erhalt der ergänzenden Unterlagen durch die Verwaltung sendet diese dem Antragsteller den entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung zu.

Die Verwaltung sendet dem Antragsteller den entscheidenden Beschluss über die Unzulässigkeit des Antrags auf Zulassung zu, wenn:

1° er ohne Einhaltung von Artikel 177 eingereicht wurde;

2° er ohne Einhaltung von Artikel 180 und seiner Durchführungsmaßnahmen eingereicht wurde;

3° er ohne Einhaltung von Artikel 183 und seiner Durchführungsmaßnahmen eingereicht wurde;

4° der Steller des Antrags auf Zulassung die geforderten ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb einer Frist, wie sie in Absatz 2 des vorliegenden Paragraphen genannt ist, versendet hat;

5° er zweimal als unvollständig betrachtet wurde;

6° er ohne Einhaltung von Artikel 189 eingereicht wurde.

§ 5. Wenn nach Ablauf der Fristen, die in Paragraph 3 und 4 vorgesehen sind, kein entscheidender Beschluss über die Vollständig und Zulässigkeit oder Unzulässigkeit des Antrags auf Zulassung an den Antragsteller gesendet wurde, gilt der Antrag auf Zulassung rechtmäßig als zulässig.

Art. 185 - Innerhalb von neunzig Tagen ab dem Tag, an dem die Verwaltung den entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung versendet oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – am Tag des stillschweigenden Beschlusses zur Zulässigkeit gemäß Artikel 184 § 5 beantragt sie die Stellungnahme des Pools „Umwelt“, Abteilung „Abfälle“. Der genannte Antrag auf Stellungnahme enthält zumindest einen Entwurf des Beschlusses.

Der Pool „Umwelt“, Abteilung „Abfälle“ versendet seine Stellungnahme innerhalb einer Frist von fünfundvierzig Tagen ab seiner Anrufung durch die Verwaltung.

Sollte die Stellungnahme nicht innerhalb der in Absatz 2 genannten Fristen versendet werden, wird das Verfahren weitergeführt.

Art. 186 - Ab dem entscheidenden Beschluss zur Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – ab dem stillschweigenden Beschluss zur Zulässigkeit gemäß Artikel 184, § 5 versendet die Verwaltung innerhalb einer Frist von 120 Tagen den Beschluss über die Gewährung oder die Ablehnung der Zulassung an den Antragsteller.

Wenn nach Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen Frist kein entscheidender Beschluss zur Gewährung oder zur Ablehnung der Zulassung an den Antragsteller gesendet wurde, gilt der Antrag auf Zulassung als rechtmäßig abgelehnt.

Art. 187 - § 1. In der Entscheidung über die Zulassung durch die Verwaltung oder gegebenenfalls die Regierung zur Verwaltungsbeschwerde:

1° wird die Gültigkeitsdauer angegeben, die fünf Jahre nicht überschreiten darf;

2° werden gegebenenfalls die Akte und Dokumente in Ausführung des kollektiven Strategieplans identifiziert, die den Informations-, Stellungnahme- oder Genehmigungsverfahren gemäß den nach Artikel 181 gesetzten Durchführungsmaßnahmen unterliegen;

3° ist bzw. sind gegebenenfalls eine oder mehrere zusätzliche Bedingungen vorgesehen, die als erforderlich betrachtet werden, um die gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen und vor allem den wallonischen Abfall-Ressourcenplan einzuhalten, welche für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gelten;

4° ist gegebenenfalls die Festlegung einer Sicherheit gemäß Kapitel 4, Abschnitt 4 vorgesehen.

Bezüglich Absatz 1, 1° ist jeder Beschluss zur Zulassung, der einen Zeitraum von weniger als fünf Jahren vorsieht, zu begründen.

Bezüglich Absatz 1, 2° und 3° gilt: Wenn eine zusätzliche Bedingung darin besteht, dass während der Gültigkeitsdauer der Zulassung wiederholt Akte gesetzt oder Dokumente vorgelegt werden müssen, wird die Häufigkeit im Beschluss der Verwaltung oder der Regierung nach einer Verwaltungsbeschwerde festgelegt. Wenn eine

zusätzliche Bedingung darin besteht, dass Akte gesetzt oder Dokumente vorgelegt werden, welche nicht wiederkehrend sind, wird im Beschluss der Verwaltung oder der Regierung nach einer Verwaltungsbeschwerde die Frist oder das Enddatum für die Erfüllung dieser Bedingung angegeben.

§ 2. Der vorliegende Artikel gilt auch während der Gültigkeitsdauer einer Zulassung, die von der Verwaltung oder von der Regierung auf eine Verwaltungsbeschwerde hin ausgestellt wurde.

§ 3. Keine zusätzliche Bedingung darf vom vorliegenden Dekret und seinen Durchführungsmaßnahmen abweichen oder weniger streng als diese sein.

Art. 188 - § 1. Während der Gültigkeitsdauer der Zulassung, die von der Verwaltung oder von der Regierung infolge einer Verwaltungsbeschwerde ausgestellt wurde, kann die Verwaltung von sich aus die durch sie oder durch die Regierung infolge einer Verwaltungsbeschwerde ausgestellte Zulassung ergänzen oder abändern:

1° wenn dies als erforderlich betrachtet wird, um die Einhaltung der durch den und gemäß dem vorliegenden Titel gesetzten Durchführungsmaßnahmen zu sichern;

2° wenn sie feststellt, dass die zusätzliche(n) Bedingung(en), die gemäß Artikel 187 vorgeschrieben sind, nicht mehr dazu geeignet sind, die Einhaltung der gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen, die für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte anwendbar sind, zu gewährleisten – insbesondere betrifft dies Artikel 32;

3° wenn sie eine Änderung von wesentlichen Daten, die in den Antragsunterlagen enthalten sind, feststellt, zu welcher es seit der Ausstellung der Zulassung oder der Registrierung gekommen ist;

Außer in besonders begründeten dringenden Fällen wird jeder Beschluss zur Abänderung einer Zulassung wie in Absatz 1 genannt gefasst, nachdem dem Inhaber die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen mündlich oder schriftlich zu äußern.

Der Beschluss über die Abänderung wird dem Inhaber der Zulassung zugesendet.

§ 2. Während der Gültigkeitsdauer der in erster Instanz oder nach Einlegung einer Verwaltungsbeschwerde ausgestellten Zulassung kann der Inhaber der Zulassung von sich aus bei der in erster Instanz ausstellenden Behörde beantragen, seine Zulassung aufgrund einer oder mehrerer seit der Ausstellung einer solchen Zulassung eingetretener Änderungen einer der in den Antragsunterlagen enthaltenen wesentlichen Angaben – wobei dies auch die Einstellung der Geschäftstätigkeit umfasst – zu ändern.

Die Artikel 184 und 186 gelten mutatis mutandis für den in Absatz 1 genannten Antrag auf Änderung der Zulassung.

Art. 189 - Jeder Inhaber einer Zulassung kann frühestens 365 Tage vor Ablauf der Gültigkeitsdauer seiner Zulassung einen neuen Antrag auf Zulassung für dieselbe Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte stellen, für die er bereits zugelassen ist – andernfalls droht die Unzulässigkeit.

Art. 190 - § 1. Es kann gegen Beschlüsse oder gegen ein Fehlen eines Beschlusses der Verwaltung im Bereich der Zulassung innerhalb der vorgeschriebenen Frist eine Verwaltungsbeschwerde bei der Regierung eingebracht werden.

Das Recht, die genannte Verwaltungsbeschwerde einzubringen, wird ausschließlich dem Antragsteller für die Zulassung oder dem Inhaber der Zulassung, im Folgenden als „Beschwerdeführer“ bezeichnet, gewährt.

§ 2. Wenn sich die Verwaltungsbeschwerde auf einen Aussetzungsbeschluss gemäß Artikel 178 bezieht, hat sie keine aufschiebende Wirkung auf den Aussetzungsbeschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde.

Wenn sich die Verwaltungsbeschwerde auf einen anderen stillschweigenden Beschluss oder ausdrücklichen Beschluss als in Absatz 1 genannt bezieht, hat sie aufschiebende Wirkung auf den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde.

§ 3. Die Verwaltungsbeschwerde wird innerhalb von dreißig Tagen eingebracht – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Die Frist gilt:

1° ab Erhalt des in Artikel 178, 184, 186, 187 oder 188 genannten Beschlusses oder

2° wenn der in 1° genannte Beschluss nicht vorhanden ist, ab dem Ablauf der Frist, die von der Verwaltung für den Erlass des Beschlusses vorgesehen wurde

§ 4. Die Verwaltungsbeschwerde wird durch ein Gesuch eingeleitet, welches bei der Regierung oder der Person, die diese zu diesem Zwecke bestimmt, nach den Modalitäten eingebracht wird, die durch oder gemäß Artikel 180 vorgesehen sind – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Parallel übermittelt der Beschwerdeführer eine Kopie seines Gesuchs an die Verwaltung.

Das genannte Gesuch wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Informationen:

1° wenn der Beschwerdeführer Folgendes ist:

eine natürliche Person: ihren Vornamen und Namen, ihr Geburtsdatum, die Adresse ihres Unternehmens, ihre Telefonnummer und E-Mail-Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person:

ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes, ihre Telefonnummer oder ihre E-Mail-Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle sowie

Vorname, Name und Eigenschaft der Person, die von der betroffenen juristischen Person beauftragt wurde, die Beschwerde einzulegen;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Beschwerdeführers bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde;

3° den Gegenstand, das Datum und eine Kopie des Beschlusses, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde;

4° die gegen den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde, erörterten Mittel;

§ 5. Innerhalb von dreißig Tagen ab Erhalt des Gesuchs durch die Regierung oder die Person, die diese zu diesem Zwecke bestimmt, sendet diese dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung für sein Gesuch zu.

§ 6. Die Regierung sendet dem Beschwerdeführer den entscheidenden Beschluss über die Verwaltungsbeschwerde innerhalb von neunzig Tagen ab Versand der Empfangsbestätigung über den Erhalt des Gesuchs zu.

Der Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde ersetzt den Beschluss, der von der Verwaltung ausgestellt wurde oder – falls ein solcher Beschluss nicht vorhanden ist – den rechtmäßigen stillschweigenden Beschluss der Verwaltung.

§ 7. Wenn nach Ablauf der in Paragraph 6 vorgesehenen Frist an den Beschwerdeführer kein entscheidender Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde versendet wurde, wird der Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – der stillschweigende Beschluss über die Ablehnung in erster Instanz rechtmäßig bestätigt.

Unterabschnitt 3 — Besondere Bestimmungen zu Beschlüssen zur Genehmigung des individuellen Strategieplans

Unterabschnitt 1 — Inhalt des Antrags auf Genehmigung des individuellen Strategieplans

Art. 191 - Jeder Antrag auf Genehmigung eines individuellen Strategieplans enthält alle folgenden Elemente:

1° einen individuellen Strategieplan gemäß Kapitel 2, Abschnitt 5 des vorliegenden Abschnitts;

2° wenn es sich beim Hersteller von Produkten um eine juristische Person handelt:

eine Kopie der Satzung der genannten Person und etwaiger Abänderungen bis zum Datum der Einbringung des Antrags auf Zulassung wie im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht;

einen Strafregisterauszug der genannten juristischen Person, der nicht älter als sechs Monate ist, gemäß der in Artikel 596 Absatz 1 des Strafprozessgesetzbuchs und dessen Durchführungsmaßnahmen genannten Vorlage

Unterabschnitt 2 — Verfahren

Art. 192 - § 1. Jeder Antrag auf Genehmigung des individuellen Strategieplans wird an die Verwaltung gesendet.

§ 2. Die Verwaltung sendet dem Steller des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für den Antrag zu:

1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn der Antrag in Papierform eingebracht wurde;

2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn der Antrag elektronisch eingebracht wurde

§ 3. Die Verwaltung versendet den entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zuständigkeit des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Erhalt des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans an den Antragsteller.

§ 4. Wenn der Antrag auf Zulassung des individuellen Strategieplans unvollständig ist, versendet die Verwaltung die Liste der fehlenden Auskünfte oder Unterlagen – im Folgenden als „ergänzende Unterlagen“ bezeichnet – innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Erhalt des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans an den Antragsteller. In diesem Fall beginnt das Verwaltungsverfahren mit dem Datum des Erhalts der genannten ergänzenden Unterlagen erneut.

Der Steller des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans schickt der Verwaltung binnen einer Frist von dreißig Tagen ab dem Versand der Aufforderung auf Übermittlung der ergänzenden Unterlagen die geforderten ergänzenden Unterlagen zu.

Die Verwaltung sendet dem Steller des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans innerhalb von zehn Tagen eine Empfangsbestätigung für die ergänzenden Unterlagen zu:

1° in einem gewöhnlichen Schreiben, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen in Papierform versendet wurden;

2° in einer nicht authentifizierten E-Mail oder nicht authentifizierten Nachricht, wenn die genannten ergänzenden Unterlagen elektronisch versendet wurden

Innerhalb von zwanzig Tagen ab Erhalt der ergänzenden Unterlagen durch die Verwaltung sendet diese dem Antragsteller den entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans.

Die Verwaltung sendet dem Antragsteller den entscheidenden Beschluss über die Unzulässigkeit des Antrags auf Genehmigung des individuellen Strategieplans zu, wenn:

1° er ohne Einhaltung von Artikel 177 eingereicht wurde;

2° er ohne Einhaltung von Artikel 180 und seiner Durchführungsmaßnahmen eingereicht wurde;

3° er ohne Einhaltung von Artikel 191 und seiner Durchführungsmaßnahmen eingereicht wurde;

4° der Steller des Antrags auf Zulassung des individuellen Strategieplans die geforderten ergänzenden Unterlagen nicht innerhalb einer Frist, wie sie in Absatz 2 des vorliegenden Paragraphen genannt ist, versendet hat;

5° wenn er zweimal als unvollständig betrachtet wurde;

6° er ohne Einhaltung von Artikel 196 eingereicht wurde.

§ 5. Wenn nach Ablauf der Fristen, die in Paragraph 3 und 4 vorgesehen sind, kein entscheidender Beschluss über die Vollständig und Zulässigkeit oder Unzulässigkeit des Antrags auf Genehmigung des individuellen Strategieplans an den Antragsteller gesendet wurde, gilt der Antrag auf Genehmigung des individuellen Strategieplans rechtmäßig als zulässig.

Art. 193 - Ab dem entscheidenden Beschluss zur Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Genehmigung des individuellen Strategieplans oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – ab dem stillschweigenden Beschluss zur Zulässigkeit gemäß Artikel 192, § 5 versendet die Verwaltung innerhalb einer Frist von sechzig Tagen den Beschluss über die Genehmigung oder die Ablehnung des individuellen Strategieplans an den Antragsteller.

Wenn nach Ablauf der in Absatz 1 vorgesehenen Frist kein entscheidender Beschluss zur Genehmigung oder zur Ablehnung der Genehmigung an den Antragsteller gesendet wurde, gilt der Antrag auf Genehmigung als rechtmäßig abgelehnt.

Art. 194 - § 1. In der Entscheidung über die Zulassung durch die Verwaltung oder gegebenenfalls die zuständige Behörde zur Verwaltungsbeschwerde:

1° wird die Gültigkeitsdauer angegeben, die fünf Jahre nicht überschreiten darf;

2° werden gegebenenfalls die Akte und Dokumente in Ausführung des individuellen Strategieplans identifiziert, die den Informations-, Stellungnahme- oder Genehmigungsverfahren gemäß den nach Artikel 181 gesetzten Durchführungsmaßnahmen unterliegen;

3° ist bzw. sind gegebenenfalls eine oder mehrere zusätzliche Bedingungen vorgesehen, die als erforderlich betrachtet werden, um die gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen und vor allem den wallonischen Abfall-Ressourcenplan einzuhalten, welche für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gelten;

4° ist gegebenenfalls die Festlegung einer Sicherheit gemäß Kapitel 4, Abschnitt 4 vorgesehen.

Bezüglich Absatz 1, 1° ist jeder Beschluss zur Zulassung des individuellen Strategieplans, der einen Zeitraum von weniger als fünf Jahren vorsieht, zu begründen.

Bezüglich Absatz 1, 2° und 3° gilt: Wenn eine zusätzliche Bedingung darin besteht, dass während der Gültigkeitsdauer der des individuellen Strategieplans wiederholt Akte gesetzt oder Dokumente vorgelegt werden müssen, wird die Häufigkeit im Beschluss der Verwaltung oder der zuständigen Behörde nach einer Verwaltungsbeschwerde festgelegt. Wenn eine zusätzliche Bedingung darin besteht, dass Akte gesetzt oder Dokumente vorgelegt werden, welche nicht wiederkehrend sind, wird im Beschluss der Verwaltung oder der zuständigen Behörde nach einer Verwaltungsbeschwerde die Frist oder das Enddatum für die Erfüllung dieser Bedingung angegeben.

§ 2. Der vorliegende Artikel gilt auch während der Gültigkeitsdauer des individuellen Strategieplans, der von der Verwaltung oder von der für die Verwaltungsbeschwerde zuständigen Behörde zugelassen wurde.

§ 3. Keine zusätzliche Bedingung darf vom vorliegenden Dekret und seinen Durchführungsmaßnahmen abweichen oder weniger streng als diese sein.

Art. 195 - § 1. Während der Gültigkeitsdauer des von der Verwaltung oder von der zuständigen Behörde infolge einer Verwaltungsbeschwerde genehmigten individuellen Strategieplans kann die Verwaltung von sich aus den durch sie oder durch die zuständige Behörde infolge einer Verwaltungsbeschwerde genehmigten individuellen Strategieplan ergänzen oder abändern:

1° wenn dies als erforderlich betrachtet wird, um die Einhaltung der gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen, die für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte anwendbar sind, zu sichern;

2° wenn sie feststellt, dass die zusätzlichen Bedingungen, die gemäß Artikel 194 vorgeschrieben sind, nicht mehr dazu geeignet sind, die Einhaltung der Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte zu sichern;

3° wenn sie eine Änderung von wesentlichen Daten, die in den Antragsunterlagen enthalten sind, feststellt, zu welcher es seit der Genehmigung des individuellen Strategieplans gekommen ist.

Außer in besonders begründeten dringenden Fällen wird jeder Beschluss zur Abänderung eines individuellen Strategieplans wie in Absatz 1 genannt gefasst, nachdem dem Inhaber die Gelegenheit gegeben wurde, seine Beobachtungen mündlich oder schriftlich zu äußern.

Der Beschluss über die Abänderung wird dem Inhaber der Zulassung zugesendet.

§ 2. Während der Gültigkeitsdauer des in erster Instanz oder nach Einlegung einer Verwaltungsbeschwerde zugelassenen individuellen Strategieplans kann der Inhaber des zugelassenen individuellen Strategieplans von sich aus bei der in erster Instanz ausstellenden Behörde beantragen, seinen zugelassenen individuellen Strategieplan aufgrund einer oder mehrerer seit der Ausstellung eines solchen Strategieplans eingetretener Änderungen einer der in den Antragsunterlagen enthaltenen wesentlichen Angaben – wobei dies auch die Einstellung der Geschäftstätigkeit umfasst – zu ändern.

Die Artikel 192 und 193 gelten mutatis mutandis für den in Absatz 1 genannten Antrag auf Änderung der Zulassung.

Art. 196 - Jeder Inhaber eines individuellen Strategieplans kann frühestens 120 Tage vor dem Ablauf der Gültigkeitsdauer des genehmigten individuellen Strategieplans einen neuen Antrag auf Genehmigung eines individuellen Strategieplans für dieselbe Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte stellen, für die er bereits Inhaber eines individuellen Strategieplans ist.

Art. 197 - § 1. Es kann gegen Beschlüsse oder gegen ein Fehlen eines Beschlusses der Verwaltung im Bereich des individuellen Strategieplans innerhalb der vorgeschriebenen Frist eine Verwaltungsbeschwerde bei der für Verwaltungsbeschwerden zuständigen Behörde eingebracht werden.

Das Recht, die genannte Verwaltungsbeschwerde einzubringen, wird ausschließlich dem Antragsteller des individuellen Strategieplans oder dem Inhaber des individuellen Strategieplans, im Folgenden als „Beschwerdeführer“ bezeichnet, gewährt.

Die Verwaltungsbeschwerde hat aufschiebende Wirkung auf den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde.

§ 2. Die Verwaltungsbeschwerde wird innerhalb von dreißig Tagen eingebracht – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Die Frist gilt:

1° ab Erhalt des in Artikel 178, 192, 193, 194 oder 195 genannten Beschlusses;

2° wenn der in 1° genannte Beschluss nicht vorhanden ist, ab dem Ablauf der Frist, die von der Verwaltung für den Erlass des Beschlusses vorgesehen wurde

§ 3. Die Verwaltungsbeschwerde wird durch ein Gesuch eingeleitet, welches nach den Modalitäten eingebracht wird, die durch oder gemäß Artikel 180 vorgesehen sind – andernfalls droht die Unzulässigkeit. Parallel übermittelt der Beschwerdeführer eine Kopie seines Gesuchs an die Verwaltung.

Das genannte Gesuch wird unterzeichnet und enthält mindestens folgende Informationen:

1° wenn der Beschwerdeführer Folgendes ist:

eine natürliche Person: ihren Vornamen und Namen, ihr Geburtsdatum, die Adresse ihres Unternehmens, ihre Telefonnummer und E-Mail-Adresse Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person:

ihre Bezeichnung oder ihren Firmennamen, die Adresse ihres Firmensitzes, ihre Telefonnummer oder ihre E-Mail-Adresse sowie – optional für den Beschwerdeführer – die Telefonnummer und E-Mail-Adresse jeder anderen Kontaktperson oder -stelle sowie

Vorname, Name und Eigenschaft der Person, die von der betroffenen juristischen Person beauftragt wurde, die Beschwerde einzulegen;

2° gegebenenfalls die Nummer der Eintragung des Beschwerdeführers bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen oder – falls nicht vorhanden – seine Identifikationsnummer in einem Handels- oder Berufsregister, die gegebenenfalls gemäß ausländischen Gesetzen oder Vorschriften ausgestellt wurde;

3° den Gegenstand, das Datum und eine Kopie des Beschlusses, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde;

4° die gegen den Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde, erörterten Mittel;

§ 4. Innerhalb von dreißig Tagen ab Erhalt des Gesuchs durch die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde sendet diese dem Beschwerdeführer eine Empfangsbestätigung für sein Gesuch zu.

§ 5. Die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde sendet dem Beschwerdeführer den entscheidenden Beschluss über die Verwaltungsbeschwerde innerhalb von neunzig Tagen ab Versand der Empfangsbestätigung über den Erhalt des Gesuchs zu.

Der Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde ersetzt den Beschluss zur Zulassung, der von der Verwaltung ausgestellt wurde oder – falls ein solcher Beschluss nicht vorhanden ist – den rechtmäßigen stillschweigenden Beschluss der Verwaltung.

§ 6. Wenn nach Ablauf der in Paragraph 5 vorgesehenen Frist an den Beschwerdeführer kein entscheidender Beschluss zur Verwaltungsbeschwerde versendet wurde, wird der Beschluss, gegen den Verwaltungsbeschwerde eingelegt wurde oder – bei Fehlen eines solchen Beschlusses – der stillschweigende Beschluss über die Ablehnung in erster Instanz rechtmäßig bestätigt.

TITEL 3 — VERSCHIEDENE BESTIMMUNGEN

KAPITEL 1 — Verwaltungs- und Strafbestimmungen

Abschnitt 1 — Maßnahmen für die Wiederinstandsetzung und Sicherheitsmaßnahmen

Art. 198 - § 1. Wenn das Vorhandensein von Abfällen eine schwerwiegende Gefahr für den Menschen oder die Umwelt darstellen könnte, kann die Regierung alle zur Vorbeugung der Gefahr oder zu deren Behebung nützlichen Maßnahmen treffen. Sie kann hierfür das Verbringen an einen von ihr bestimmten Ort unter Einhaltung der Bestimmungen des wallonischen Abfall-Ressourcenplans anordnen.

Die Regierung kann anordnen, dass der Inhaber von Abfällen und – wenn die Abfälle unrechtmäßig zurückgelassen, abgegeben oder bewirtschaftet wurden – jede von ihr benannte Person, die an der Unregelmäßigkeit beteiligt war, den Standort innerhalb einer von der Regierung festgelegten Frist und unter von ihr festgelegten Bedingungen instandsetzt.

Wenn diese Person(en) die vorgeschriebenen Maßnahmen nicht innerhalb der festgesetzten Frist setzt bzw. setzen, kann die Regierung die SPAQuE beauftragen, die Wiederherstellung des Zustands von Amts wegen durchzuführen – dies erfolgt wiederum zulasten der in Verzug gesetzten Person. Zudem kann die Regierung vorschreiben, dass die in diesem Absatz genannten Personen zugunsten der Verwaltung eine Sicherheit leisten. Dies erfolgt nach einer der in Artikel 55 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vorgesehenen Modalitäten und zwar bis zur Höhe des von der Verwaltung festgelegten Betrags, welcher der Schätzung der Kosten entspricht, die die Umsetzung der Maßnahmen zur Vollstreckung von Amts wegen für die öffentlichen Behörden mit sich bringen wird.

Die Regierung informiert per Einschreiben die Person(en), die die Sicherheit leisten müssen, wobei sie deren Betrag und die möglichen Verfahren zur Bildung dieser Sicherheit angibt. Wenn innerhalb von acht Tagen keine Sicherheit geleistet worden ist, lässt die Regierung dem Inhaber bzw. der Person oder den Personen, die gemäß Absatz bestimmt wurde(n), eine Anordnung für die Zahlung binnen vierundzwanzig Stunden unter Androhung der Vollstreckung durch Pfändung zustellen.

Die Bildung einer Sicherheit mit einem unzureichenden Betrag im Anschluss an die Zustellung einer Zahlungsanordnung steht der Weiterführung der Verfolgungen keineswegs entgegen.

Nach Ablauf der Frist der Zahlungsanordnung kann die Regierung eine Pfändung nach dem im Gerichtsgesetzbuch festgelegten Verfahren durchführen lassen.

Im Auftrag der Regierung kann die Verwaltung im Namen der Wallonischen Region die in diesem Artikel vorgesehenen Maßnahmen oder Handlungen setzen.

§ 2. Die Regierung oder der Bürgermeister kann die Ordnungskräfte und die Dienste des Zivilschutzes anrufen, um alle nützlichen Maßnahmen zur Abwendung von Gefahr oder zu ihrer Behebung sowie zur Sicherung der Entfernung und des Transports von Abfällen sowie der Sicherheit dieser Vorgänge sicherzustellen. Er richtet hierüber einen Antrag an die zuständigen Mitglieder der Föderalregierung.

§ 3. Die Regierung weist die Gemeindebehörden zudem dazu an, alle technischen und personellen Mittel einzusetzen, die erforderlich sind, um die ordnungsgemäße Durchführung der von ihr vergüteten Maßnahmen sicherzustellen sowie die betroffene Bevölkerung darüber zu informieren.

§ 4. Die gemäß dem vorliegenden Artikel gesetzten Maßnahmen gelten als Umweltgenehmigung, Städtebaugenehmigung, Globalgenehmigung und Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung und ihrer Durchführungsmaßnahmen.

§ 5. Die Regierung informiert die Regionalverwaltung über die in Anwendung dieses Artikels gesetzten Maßnahmen.

Abschnitt 2 — Zulassungsausschuss in Sachen Abfälle

Art. 199 - § 1. Es wird ein Zulassungsausschuss in Sachen Abfälle eingerichtet.

Er ist vor allem dafür zuständig, Stellungnahmen zu allen Anträgen auf Zulassung für die Tätigkeit des Sammelns, des Handels und der Vermittlung von gefährlichen Abfällen oder für die Tätigkeit des Transports gefährlicher Abfälle abzugeben.

Die Regierung kann dem Zulassungsausschuss für die Zulassung von Abfällen jede Frage im Zusammenhang mit der Gewährung von Zulassungen im Bereich Abfälle zur Stellungnahme vorlegen.

§ 2. Unbeschadet des Dekrets vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen besteht der Zulassungsausschuss in Sachen Abfälle aus:

- 1° dem Generaldirektor der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder seinem Beauftragten, der den Vorsitz des Ausschusses übernimmt;
- 2° dem Generalinspektor der Abteilung für Boden und Abfälle der Verwaltung oder seinem Beauftragten;
- 3° dem Generalinspektor der Abteilung Genehmigungen und Erlaubnisse oder seinem Beauftragten;
- 4° dem Generalinspektor der Abteilung Umwelt und Wasser oder seinem Beauftragten;
- 5° dem Generalinspektor der Abteilung Polizei und Kontrollen oder seinem Beauftragten;
- 6° drei Sachverständigen, die aufgrund ihrer besonderen wissenschaftlichen Fachkundigkeit insbesondere in den nachstehenden Bereichen ausgesucht wurden: Chemieingenieurwesen, Toxikologie und Agronomie;
- 7° einem Vertreter des [00c2][0084]Institut scientifique de Service public[00c2][0093] (Wissenschaftliches Institut öffentlichen Dienstes, ISSEP);
- 8° einem innerhalb des Verwaltung ausgewählten Sekretär.

Die in Absatz 1, 6° bis 8° genannten Mitglieder des Zulassungsausschusses werden für einen Zeitraum von sechs Jahren von der Regierung ernannt. Ihr Mandat kann nach Ablauf der Frist erneuert werden.

Wenn das Mandat vor dieser Frist endet, ernennt die Regierung einen Stellvertreter, der das laufende Mandat zu Ende führt.

Alle Mitglieder des Zulassungsausschusses in Sachen Abfälle haben eine beschließende Stimme, mit Ausnahme des Sekretärs.

Der Zulassungsausschuss in Sachen Abfälle tagt nur dann gültig, wenn zumindest die Hälfte der Mitglieder mit einer beschließenden Stimme anwesend ist. Die Stellungnahme wird mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgegeben. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 3. Der Zulassungsausschuss in Sachen Abfälle kann den Antragsteller oder den Inhaber der Zulassung sowie jede andere Person, die er als nützlich betrachtet, vorladen oder anhören.

Sofern in diesem Dekret oder seinen Durchführungsmaßnahmen keine gegenteiligen oder besonderen Bestimmungen vorhanden sind, gibt der Zulassungsausschuss in Sachen Abfälle seine Stellungnahme innerhalb von sechzig Tagen ab dem Tag ab, an dem er mit dem Antrag befasst wurde. Nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren weitergeführt.

Wenn der Zulassungsausschuss in Sachen Abfälle eine günstige Stellungnahme vorlegt, kann er Bedingungen für die Durchführung von Tätigkeiten vorschlagen, insbesondere im Bereich finanzielle Garantien.

Abschnitt 3 — Ausschuss für Stellungnahmen zu Verwaltungsbeschwerden im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte

Art. 200 - § 1. Es wird ein Ausschuss für Stellungnahmen zu Verwaltungsbeschwerden im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte eingerichtet, welche im Folgenden als „Ausschuss für Stellungnahmen“ bezeichnet wird.

Der Ausschuss für Stellungnahmen legt der Regierung eine Stellungnahme zu den Verwaltungsbeschwerden vor, die gegen alle Beschlüsse der Verwaltung zu einem individuellen Strategieplan oder einer Zulassung in diesem Bereich eingelegt wurden.

§ 2. Unbeschadet des Dekrets vom 27. März 2014 zur Förderung einer ausgeglichenen Vertretung von Männern und Frauen in den Beratungsorganen besteht der Ausschuss für Stellungnahmen aus:

- 1° einem Vertreter des Ministerpräsidenten, der den Vorsitz führt;
- 2° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Abfallpolitik gehört;
- 3° einem Vertreter des Ministers, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaftspolitik gehört;

Jeder Vertreter hat eine beschließende Stimme.

§ 3. Die Mitglieder des Ausschusses für Stellungnahmen können sich durch eine oder mehrere Personen ihrer Wahl unterstützen lassen.

Die genannte(n) Person(en) hat/haben keine beschließende Stimme.

§ 4. Der Ausschuss für Stellungnahmen tagt nur dann gültig, wenn zumindest die Hälfte der Mitglieder mit einer beschließenden Stimme anwesend ist. Die Stellungnahme wird mit einfacher Mehrheit der anwesenden Mitglieder abgegeben. Bei Stimmengleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

§ 5. Der Ausschuss für Stellungnahmen kann den Beschwerdeführer sowie jede andere Person, die er als nützlich betrachtet, vorladen oder anhören.

§ 6. Die Regierung verabschiedet die Modalitäten für die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Ausschusses für Stellungnahmen.

Die Mitglieder des Ausschusses für Stellungnahmen werden von der Regierung ernannt.

Abschnitt 4 — Administrative gemeinsame Bestimmungen

Art. 201 - Die Verwaltung oder jede andere zuständige Behörde, auf die in diesem Dekret oder kraft dieses Dekrets Bezug genommen wird, kann alle zusätzlichen Informationen oder Dokumente anfordern, die sie für die Prüfung der Anträge und die Überwachung der Genehmigungen – insbesondere der Zulassungen, und der Registrierungen, auf die in diesem Dekret oder kraft dieses Dekrets Bezug genommen wird – für nützlich erachtet.

Hierzu kann die Verwaltung oder jede andere zuständige Behörde, die in diesem Dekret oder kraft dieses Dekrets genannt wird, bei den zuständigen Diensten unter anderem das Datum des Versterbens einer natürlichen Person erfragen.

Art. 202 - § 1. Alle personenbezogenen Daten – im Folgenden als „Informationen“ bezeichnet – die im Rahmen von Artikel 8 §§ 3, 4 und 6, Artikel 9 §§ 5 und 6, Artikel 44, Artikel 45 § 2, Artikel 53 § 3, Artikel 70, Artikel 82 bis 120, Artikel 129, Artikel 138 bis 143, Artikel 161, Artikel 166, Artikel 172 bis 197 und deren Durchführungsmaßnahmen gesammelt oder oder an die Verwaltung, die zuständige Behörde, die ausstellende Behörde in erster Instanz, die für Verwaltungsbeschwerden zuständige Behörde oder die Regierung übermittelt werden, unabhängig davon, ob sie in digitaler Form oder in Papierform vorliegen, werden zu folgendem Zweck verarbeitet:

1° die Einhaltung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen, insbesondere die Bearbeitung von Anträgen zu Zulassungen, Registrierungen oder allen anderen administrativen Beschlüssen, sowie die administrative Weiterbearbeitung der dazugehörigen Kontrolle;

2° wenn der Besitz einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 zur Bedingung für die Gewährung einer Zulassung, Registrierung oder einer anderen Verwaltungsentscheidung gemacht wird, wie durch dieses oder gemäß diesem Dekret angeführt: die Kontrolle der Einhaltung des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seiner Durchführungsmaßnahmen;

3° die Einhaltung des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben, insbesondere die Kontrolle, die sicherstellen soll, dass der Inhaber einer Zulassung, einer Registrierung oder jeder anderen Verwaltungsentscheidung, die durch oder gemäß dem vorliegenden Dekret erwähnt wird, die Verpflichtungen einhält, die für ihn gemäß dem genannten Steuerdekret gelten;

4° die Verwaltung von Rechtsstreitigkeiten, die Vollstreckung von Gerichtsentscheidungen und die Beitreibung in den Bereichen Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit im Rahmen der in 1° bis 3° genannten Gesetze und Verordnungen;

5° die Vorbereitung oder Ausarbeitung des wallonischen Abfall-Ressourcenplans, einer Gesetzgebung oder einer Regelung im Bereich Abfälle;

6° die Einhaltung internationaler, europäischer oder interregionaler Verpflichtungen Für jedes Verwaltungsverfahren, das die Regierung durch das oder gemäß dem vorliegenden Dekret einführt, kann sie die in Absatz 1, 1° bis 6° genannten Zwecke der Verarbeitung genauer ausführen.

§ 2. Die Verwaltung oder jede andere zuständige Behörde, die zu diesem Zweck von der Regierung bestimmt wurde, ist für die Verarbeitung im Sinne von Artikel 4, 7) der Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten und zum freien Datenverkehr und der Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG verantwortlich.

Bezüglich Titel 1 Kapitel 6 dieses Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen unterliegen die Informationen, die von der ausstellenden Behörde in erster Instanz und von der für Verwaltungsbeschwerden zuständigen Behörde im Rahmen der in diesem Kapitel vorgesehenen Verfahren für die Zulassung oder Registrierung gesammelt werden, deren Verantwortung. Nach Abschluss eines Verwaltungsbeschwerdeverfahrens übermittelt die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde alle im Rahmen dieses Verfahrens gesammelten Daten unverzüglich an die Genehmigungsbehörde der ersten Instanz.

Bezüglich Titel 2 dieses Dekrets und seiner verschiedenen Durchführungsmaßnahmen gilt:

1° die Informationen, die von der Verwaltung und der zuständigen Verwaltungsbeschwerdebehörde im Rahmen der Verfahren für den individuellen Strategieplan gesammelt werden, unterliegen deren Verantwortung;

2° die Informationen, die von der Verwaltung und der Regierung im Rahmen der Verfahren für die Zulassung im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gesammelt werden, unterliegen deren Verantwortung.

Nach jeglichem Verwaltungsbeschwerdeverfahren übermittelt die für die Verwaltungsbeschwerde zuständige Behörde oder die Regierung unverzüglich alle im Rahmen dieses Verfahrens gesammelten Daten an die Verwaltung.

§ 3. Die Informationen werden von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen gemäß Paragraf 2 höchstens fünf Jahre lang aufbewahrt und zwar ab dem Tag nach Ablauf der bzw. des von der betroffenen Person beantragten Zulassung, Registrierung oder sonstigen Verwaltungsentscheidung, des Beschlusses über die Unzulässigkeit oder Ablehnung oder – im Falle einer gerichtlichen Streitigkeit oder einer Beitreibungssituation – der letzten rechtskräftigen Gerichtsentscheidung oder eines sonstigen Vollstreckungstitels. Sofern sie vorab anonymisiert wurden, können die genannten Informationen zu statistischen Zwecken oder zu Zwecken der Verbesserung der Politik der Abfallbewirtschaftung genutzt werden.

Abweichend von Absatz 1 gilt im Rahmen von Artikel 8, §§ 3, 4 und 6 und von Artikel 9, §§ 5 und 6 und ihren Durchführungsmaßnahmen: Die Informationen werden von dem für die Verarbeitung Verantwortlichen gemäß Paragraf 2 höchstens zehn Jahre lang aufbewahrt und zwar ab dem Tag nach Ablauf der von der betroffenen Person beantragten Verwaltungsentscheidung, des Beschlusses über die Unzulässigkeit oder Ablehnung oder – im Falle einer gerichtlichen Streitigkeit oder einer Beitreibungssituation – der letzten rechtskräftigen Gerichtsentscheidung oder eines sonstigen Vollstreckungstitels. Sofern sie vorab anonymisiert wurden, können die genannten Informationen zu statistischen Zwecken oder zu Zwecken der Verbesserung der Politik der Abfallbewirtschaftung genutzt werden.

Art. 203 - § 1. Wenn mehrere Zulassungen, mehrere Registrierungen, mehrere Nutzungsbescheinigungen oder mehrere andere Genehmigungen oder Verwaltungsentscheidungen mit individueller Tragweite für dieselbe Person erforderlich sind oder von ihr in Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen beantragt werden, kann die Regierung die Gewährung einer einzigen Zulassung, einer einzigen Registrierung oder jeder anderen Genehmigung bzw. Verwaltungsentscheidung mit individueller Tragweite regeln.

§ 2. Wenn die Führung mehrerer Register, mehrerer Kontrollscheine oder die Durchführung mehrerer Erklärungen von derselben Person verlangt wird oder von ihr in Anwendung des vorliegenden Dekrets und seiner Durchführungsmaßnahmen beantragt wird, kann die Regierung die Führung eines einzigen Registers, eines einzigen Kontrollscheins oder einer einzigen Erklärung regeln.

§ 3. Wenn die Regierung Verwaltungsverfahren gemäß diesem Dekret erlässt, setzt sie Maßnahmen zur Förderung der elektronischen Kommunikation zwischen den Nutzern und der Verwaltung.

Abschnitt 5 — Strafrechtliche Bestimmungen

Art. 204 - Es begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Teils VIII von Buch I des Umweltgesetzbuchs derjenige, der:

1° die Art eines Abfalls verbirgt;

2° die von der Regierung gemäß Artikel 8, § 2 erlassenen Bestimmungen nicht einhält;

- 3° die Bestimmungen, die gemäß Artikel 8, § 3 durch die Regierung oder die dafür vorgesehene zuständige Behörde beschlossen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurden, nicht einhält;
- 4° die von der Regierung gemäß Artikel 9, § 2 erlassenen Bestimmungen nicht einhält;
- 5° die Bestimmungen, die gemäß Artikel 9, § 4 durch die Regierung oder die dafür vorgesehene zuständige Behörde beschlossen und im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wurden, nicht einhält;
- 6° Artikel 9, § 5 nicht einhält;
- 7° Artikel 22, § 1, 8° und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 8° Artikel 24 bis 27 und ihre Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 9° Artikel 28 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 10° Artikel 33, 1° im Rahmen der üblichen Durchführung einer Tätigkeit nicht einhält;
- 11° Artikel 33, 1° auf eine Art und Weise nicht einhält, dass die Umwelt und gegebenenfalls die menschliche Gesundheit gefährdet wurden oder gefährdet werden können;
- 12° Artikel 33, 1° auf eine Art und Weise nicht einhält, dass das Tierwohl und gegebenenfalls das Leben des Tieres gefährdet wurden oder gefährdet werden können;
- 12° Artikel 33, 1° in einem anderen Zusammenhang, als jenem, der in 10° genannt ist und auf eine andere Art und Weise, als jene, die in 11° und 12° genannt ist, nicht einhält;
- 14° Artikel 33, 2° nicht einhält;
- 15° Artikel 34 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 16° Artikel 40 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 17° Artikel 42 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 18° Artikel 45 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 19° Artikel 47, §§ 1 bis 3 und ihre Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 20° bei einer Kontrolle durch einen oder mehrere feststellende Beamte(n) im Sinne von Buch I des Umweltgesetzbuchs oder durch eines oder mehrere Mitglieder der lokalen und föderalen Polizei die gemäß Artikel 47, §§ 4 und 5, und dessen Durchführungsmaßnahmen erforderlichen Nachweise nicht vorlegen kann;
- 21° Artikel 49 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 22° Artikel 51 nicht einhält;
- 23° eine Gemeinde oder ein Gemeindeverband ist, welche/r die von der Regierung gemäß Artikel 60, § 2, Absatz 1, 4° erlassenen Bestimmungen nicht einhält;
- 24° eine juristische Person öffentlichen Rechts ist, die entweder direkt oder indirekt, insbesondere durch Vermittlung einer anderen juristischen Person, eine oder mehrere der in Artikel 63 genannten Transaktionen durchführt, ohne alle in diesem Artikel genannten Bedingungen zu erfüllen;
- 25° Artikel 70 bis 71 und ihre Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 26° Artikel 72 bis 73 und ihre Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 27° die von der Regierung gemäß Artikel 82 beschlossenen Bestimmungen für die Ausübung einer ihn betreffenden zulassungs- oder registrierungspflichtigen Art von Tätigkeit im Bereich Abfälle nicht einhält;
- 28° Artikel 83, §§ 1 bis 3 nicht einhält;
- 29° Artikel 104 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 30° wenn es seitens der Regierung eine Verpflichtung gemäß Artikel 124 gibt,
§ 2, Artikel 1, 7° für die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte sowie 129, § 2 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 31° Artikel 131 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 32° Artikel 133 bis 134 und ihre Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 33° Artikel 136, § , Absätze 1 und 3 und ihre Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 34° Artikel 136, § 2 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält, obwohl von der Regierung gemäß Artikel 121, § 3, 2°, a) für ihn festgelegt wurde, dass für ihn die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gilt;
- 35° Artikel 137, § 1 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 36° Artikel 143 und seine Durchführungsmaßnahmen nicht einhält;
- 37° folgende Artikel nicht einhält, obwohl von der Regierung gemäß Artikel 121, § 3, 2° für ihn festgelegt wurde, dass für ihn die betreffende Regelung der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte gilt:
Artikel 144 und seine Durchführungsmaßnahmen;
Artikel 146 und seine Durchführungsmaßnahmen;
Artikel 148 und seine Durchführungsmaßnahmen;
Artikel 149 und seine Durchführungsmaßnahmen;
Artikel 154, § 1, Absatz 1, 1° und seine Durchführungsmaßnahmen;
Artikel 160, 1, 1°, 2°, 4°, 5° und 9° und seine Durchführungsmaßnahmen;
Artikel 164 bis 171 und ihre Durchführungsmaßnahmen;
- 38° eine anerkannte Stelle im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte ist und Artikel 172 Absatz 2 nicht einhält, einschließlich der zahlenmäßigen Begrenzungen sowie der Maßnahmen, die im Falle einer Überschreitung gemäß den für ihn geltenden Gesetzen oder Rechnungslegungsvorschriften gelten;
- 39° Artikel 174, §§ 1, 2 und 3, 1° nicht einhält.
- Bezüglich Absatz 1, 12° gilt: Die Verwaltungs- oder Geldstrafe darf nicht unter 1.000 Euro liegen.

Art. 205 - Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne von Teil VIII des Buchs I des Umweltgesetzbuchs begeht derjenige, der:

- 1° Artikel 9, § 6 nicht einhält;
- 2° Artikel 83, § 4 nicht einhält;
- 3° Artikel 105 nicht einhält;
- 4° Artikel 138 nicht einhält;
- 5° Artikel 174, § 5 nicht einhält.

KAPITEL 2 — *Bestimmungen zur Übertragung und Umsetzung von Bestimmungen, die sich aus internationalen Verträgen ergeben*

Abschnitt 1 — Mitteilung und Weitergabe von Daten

Art. 206 - Die Regierung oder die Verwaltung, die sie für diesen Zweck bestimmt, informiert die Europäische Kommission über geeignete Kanäle zumindest über Folgendes:

- 1° die detaillierten Kriterien, die in Anwendung von Artikel 8, § 2 gemäß der Richtlinie (EU) 2015/1535 festgelegt wurden, sofern diese Richtlinie dies fordert;
- 2° die detaillierten Kriterien, die in Anwendung von Artikel 9, § 2 gemäß der Richtlinie (EU) 2015/1535 festgelegt wurden, sofern diese Richtlinie dies fordert;
- 3° die Fälle, in denen Abfälle als gefährlich betrachtet werden, obwohl sie nicht als solche im Europäischen Abfallverzeichnis gemäß Artikel 7, § 1 von Richtlinie 2008/98/EG angeführt sind; zudem stellt sie der Europäischen Kommission alle diesbezüglichen Informationen zur Verfügung;
- 4° Fälle, in denen Abfälle als nicht gefährlich betrachtet werden, obwohl sie als gefährlich im Europäischen Abfallverzeichnis gemäß Artikel 7, § 1 von Richtlinie 2008/98/EG angeführt sind; zudem legt sie der Europäischen Kommission die erforderlichen Nachweise vor;
- 5° den wallonischen Abfall-Ressourcenplan sowie alle wesentlichen Überarbeitungen dieses Plans;
- 6° die beschlossenen Bestimmungen, die in Anwendung von Artikel 23 gemäß der Richtlinie (EU) 2015/1535 festgelegt wurden, sofern diese Richtlinie dies fordert;
- 7° die in Anwendung von Artikel 46, § 1 verabschiedeten Bestimmungen;
- 8° die gemäß Artikel 76, § 2 verabschiedeten integralen Bedingungen;
- 9° die in Anwendung von Artikel 124, § 2, Absatz 1, 2° verabschiedeten Bestimmungen

Abschnitt 2 — Verweise auf europäisches Recht

Art. 207 - Verweise in den in der Wallonischen Region geltenden gesetzlichen, regulatorischen und Verwaltungsvorschriften auf Richtlinien, die aufgehoben wurden durch:

- 1° die Richtlinie 2006/66/EG sind als Verweise auf die genannte Richtlinie zu verstehen;
- 2° die Richtlinie 2008/98/EG sind als Verweise auf die genannte Richtlinie zu verstehen;
- 3° die Richtlinie 2012/19/EU sind als Verweise auf die genannte Richtlinie zu verstehen

KAPITEL 3 — *Schlussbestimmungen.*

Abschnitt 1 — Bearbeitungsgebühren und Verwaltungskosten

Art. 208 - § 1. Wenn im Rahmen dieses Dekrets oder seiner Durchführungsmaßnahmen auf diesen Artikel verwiesen wird, so wird von jeder natürlichen oder juristischen Person aufgrund der Einreichung eines Antrags — einschließlich einer Verwaltungsbeschwerde — eine Bearbeitungsgebühr erhoben. Diese Bearbeitungsgebühr wird am Datum der Einreichung eines solchen Antrags — einschließlich einer Verwaltungsbeschwerde — geschuldet.

Wenn eine solche Bearbeitungsgebühr anwendbar wird, ist die Zulässigkeit des Antrags an die Vorlage eines Nachweises über ihre Bezahlung geknüpft.

§ 2. Für jede Art von Antrag — einschließlich Verwaltungsbeschwerden — welcher sich aus einem Verwaltungsverfahren ergibt, das durch das oder gemäß dem vorliegenden Dekret eingeleitet wurde, das die Regierung bestimmt, kann diese die Modalitäten für die Erhebung und Befreiung von der Bearbeitungsgebühr festlegen.

§ 3. Der Mindestbetrag für die in Paragraph 1 genannte Bearbeitungsgebühr liegt bei 25 Euro.

Für jede Art von Antrag — einschließlich Verwaltungsbeschwerden — welcher sich aus einem Verwaltungsverfahren ergibt, das durch das oder gemäß dem vorliegenden Dekret eingeleitet wurde, das die Regierung bestimmt, kann diese den Betrag der in Absatz 1 genannten Bearbeitungsgebühr auf einen Höchstbetrag von 1000 Euro erhöhen.

§ 4. Der Erlös der im vorliegenden Artikel genannten Bearbeitungsgebühr wird zur Gänze in den in Artikel 44 des Steuerdekrets vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben genannten Fonds für die Abfallbewirtschaftung eingezahlt.

Abschnitt 2 — Indexierung der Bearbeitungsgebühren, Verwaltungskosten und Gebühren

Art. 209 - § 1. Ab jenem Kalenderjahr, das auf das Jahr des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets folgt, werden die Beträge aller Bearbeitungsgebühren, Verwaltungsgebühren und Abgaben sowie gegebenenfalls deren Ermäßigungen oder Befreiungen, die von oder gemäß dem vorliegenden Dekret vorgesehen sind, jährlich an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex angepasst.

Die Anpassung wird mittels des Koeffizienten vorgenommen, den man erhält, wenn man den Mittelwert der Verbraucherpreisindexe der Monate von Januar bis einschließlich Dezember des Jahres vor dem den Erklärungszeitraum enthaltenden Jahr durch den Mittelwert der Preisindexe des Jahres 2019 dividiert. Bei der Berechnung des Koeffizienten wird wie folgt auf- bzw. abgerundet:

- 1° der Durchschnitt der Indizes wird um einen Punkt auf- oder abgerundet, je nachdem, ob die Zahl der Tausendstel eines Punkts fünf erreicht oder nicht;
- 2° der Koeffizient wird auf das nächste Zehntausendstel auf- oder abgerundet, je nachdem, ob die Zahl der Hunderttausendstel fünf erreicht oder nicht.

Nach Anwendung des Koeffizienten werden die Beträge auf volle Hundertstel Euro auf- oder abgerundet, je nachdem, ob die Zahl der Tausendstel fünf erreicht oder nicht.

§ 2. Die Verwaltung veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* die Höhen der Bearbeitungsgebühren, der Verwaltungskosten und der Gebühren, wie sie gemäß dem vorliegenden Artikel angepasst wurden.

Abweichend von Absatz 1 gilt: Die Regierung kann die Gemeinde anstelle der in Absatz 1 genannten Verwaltung damit beauftragen, die Höhen bestimmter von ihr festgelegter Gebühren zu veröffentlichen. In diesem Fall veröffentlicht die Gemeinde die genannten Höhen zumindest per Aushang nach den in Artikel L1133-1 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung genannten Vorgaben. Artikel L1133-2 des genannten Gesetzes gilt ebenfalls mutatis mutandis.

Abschnitt 3 — Kodifizierung des Abfallgesetzes

Art. 210 - Die Regierung kann die gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen bezüglich Abfälle kodifizieren und dabei die ausdrücklichen oder stillschweigenden Änderungen berücksichtigen, welche an diesen Bestimmungen zum Zeitpunkt der Kodifizierung vorgenommen wurden.

Dazu kann sie Folgendes vornehmen:

1° die Reihenfolge, Nummerierung und allgemein die Darlegung der zu kodifizierenden Bestimmungen verändern;

2° die Verweise, die in den zu kodifizierenden Bestimmungen enthalten sind, verändern, um sie auf die neue Nummerierung abzustimmen;

3° den Wortlaut abändern und die zu kodifizierenden Bestimmungen aufspalten, um ihre Übereinstimmung zu gewährleisten und ihre Terminologie zu vereinheitlichen, ohne dass dabei die in diesen Bestimmungen verankerten Grundsätze beeinträchtigt werden dürfen;

4° den Titel der Kodifizierung neu formulieren und nummerieren

Vorbehaltlich der von der Regierung gemäß Absatz 2, 4° gesetzten Maßnahmen bildet die Kodifizierung eines der Bücher des Umweltgesetzbuchs und trägt folgenden Titel: „Buch über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit“.

Sie tritt am Datum ihrer Bestätigung durch das Dekret in Kraft.

Abschnitt 4 — Abänderungs- und Aufhebungsbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Buch I des Umweltgesetzbuchs

Art. 211 - In Artikel D.29-1, § 2 von Buch I des Umweltgesetzbuchs werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° eine Ziffer 4°/1 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„4°/1 der vom Dekret vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit vorgesehene wallonische Abfall-Ressourcenplan, einschließlich jeglicher Überarbeitung dieses Plans“;

2°, 5° und 7° werden außer Kraft gesetzt.

Art. 212 - In Artikel D.46, Absatz 1 desselben Buchs des Umweltgesetzbuchs wird die 1° außer Kraft gesetzt.

Art. 213 - In Artikel D.139, Absatz 1 desselben Buchs des Umweltgesetzbuchs, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird ein Punkt 9°/1 eingefügt der folgendermaßen lautet:

„9° das Dekret vom 9. März über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit“.

Art. 214 - In Artikel D.141, § 1 desselben Buchs des Umweltgesetzbuchs, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird 12° durch einen Teil mit Spiegelstrich ergänzt, welcher folgendermaßen lautet:

„ – für Verstöße gemäß Artikel 204, 10° bis 13° des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit, und sofern die wilde Entsorgung von Abfällen ernsthafte Hinweise darauf beinhaltet, dass eine Bodenverschmutzung die Schwellenwerte oder die Hintergrundkonzentrationen – wenn diese über den Schwellenwerten im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und seiner Durchführungsmaßnahmen liegen – überschreitet oder diese zu überschreiten droht, die Einführung und Umsetzung eines Rehabilitierungsplans für die Orte der wilden Entsorgung von Abfällen gemäß Teil IX des vorliegenden Buchs “

Art. 215 - In Teil VIII, Titel III, Kapitel II desselben Buchs des Umweltgesetzbuchs wird ein Abschnitt 1 mit den Artikel D.160 bis D.163, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, mit dem Titel „Allgemeine Bestimmungen“ eingefügt.

Art. 216 - In Teil VIII, Titel III, Kapitel II desselben Buchs des Umweltgesetzbuchs, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird ein Abschnitt mit dem Titel „Besondere Bestimmungen im Bereich Abfälle“ eingefügt.

Art. 217 - Im Umweltgesetzbuch wird in Abschnitt 2, welcher durch Artikel 216 eingefügt wird, Artikel D.163/1 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.163/1. Inspektionen bezüglich der Sammlungs- und Beförderungstätigkeiten von Abfällen erstrecken sich zumindest auf den Ursprung, die Art, Menge und den endgültigen Bestimmungsort der gesammelten und transportierten Abfälle.

Die Beamten können Eintragungen in das Register des Gemeinschaftssystems für das Umweltmanagement und die Umweltbetriebsprüfung (EMAS) oder in jedes sonstige Bezugssystem für Umweltmanagement berücksichtigen, insbesondere in Bezug auf Häufigkeit und Intensität der Inspektionen. “

Art. 218 - Artikel D.174, § 4, Absatz 2 desselben Buchs des Umweltgesetzbuchs, ersetzt durch das Dekret vom 6. Mai 2019, wird wie folgt abgeändert:

Punkt 1° wird durch Folgendes ersetzt:

„1° Verstöße gegen das Dekret vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit“;

2° und 9° werden außer Kraft gesetzt.

Art. 219 - In dasselbe Buch des Umweltgesetzbuchs wird ein Artikel D.183bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„Art. D.183bis. Es begeht einen Verstoß der zweiten Kategorie derjenige, der gegen Artikel D.239 § 2 verstößt. “

Art. 220 - Im Umweltgesetzbuch wird ein Teil IX mit dem Titel „Sanierung von Orten der wilden Entsorgung von Abfällen“ eingefügt.

Art. 221 - Im Umweltgesetzbuch wird in Teil IX, welcher durch Artikel 220 eingefügt wird, ein Titel 1 mit dem Titel „Allgemeine Bestimmungen“ eingefügt.

Art. 222 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 1, welcher durch Artikel 221 eingefügt wird, Artikel D.223 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.223. § 1. Im Sinne des vorliegenden Kapitels ist unter „Regionalverwaltung“ die Verwaltungsabteilung(en) zu verstehen, die von der Regierung bestimmt wurde(n).

§ 2. Alle anderen in diesem Titel verwendeten Begriffe verstehen sich im Sinne:

1° des Dekrets vom 9. März über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit und

2° des Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung “

Art. 223 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 1, welcher durch Artikel 221 eingefügt wird, Artikel D.224 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.224. § 1. Soweit die betreffende Situation zumindest eine wilde Entsorgung von Abfällen sowie ernsthafte Hinweise darauf zeigt, dass eine Bodenverschmutzung die Schwellenwerte oder die Hintergrundkonzentrationen – wenn diese über den Schwellenwerten im Sinne des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und seiner Durchführungsmaßnahmen liegen – überschreitet oder diese zu überschreiten droht, kann das vorliegende Kapitel angewandt werden:

1° auf Beschluss des Bürgermeisters oder des in Artikel D.146 genannten feststellenden Beamten, gefasst gemäß Artikel D.169;

2° auf Vorschlag des sanktionierenden Beamten gemäß Artikel D.173;

3° auf Vorschlag des feststellenden Beamten gemäß Artikel D.174;

4° auf Beschluss des Richters gemäß Artikel D.185;

5° auf Beschluss des sanktionierenden Beamten gemäß Artikel D.201;

6° auf Initiative jeglicher Person, die ein dingliches Recht auf dem betroffenen Gebiet hat

§ 2. Dieses Kapitel gilt unbeschadet der Befugnisse der lokalen Behörden im Bereich der allgemeinen Verwaltungspolizei, vor allem im Bereich der öffentlichen Gesundheit und Sicherheit. “

Art. 224 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 1, welcher durch Artikel 221 eingefügt wird, Artikel D.225 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.225. Der Rehabilitierungsplan für Orte der wilden Entsorgung von Abfällen zielt auf Folgendes ab:

1° die vollständige Entfernung der wilden Abfälle von den Orten der wilden Entsorgung sowie deren Bewirtschaftung gemäß dem Dekret vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit sowie dessen Durchführungsmaßnahmen und

2° die Bewirtschaftung und Sanierung des von wilden Abfällen betroffenen Bodens gemäß dem Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung sowie dessen Durchführungsmaßnahmen vorbehaltlich der Artikel D.226 bis D.232 des vorliegenden Buchs.

Bezüglich Absatz 1, 1° gilt: Wenn es sich als unmöglich oder im Hinblick auf die besten zur Verfügung stehenden Techniken als übermäßig schwierig erweist, die wilden Abfälle ganz oder teilweise am Ort der wilden Entsorgung zu beseitigen, zielt die Sanierung der Orte zumindest darauf ab, eine bestimmte Nutzung zu ermöglichen, die der tatsächlichen und rechtlichen, gegenwärtigen oder zukünftigen Situation des Grundstücks entspricht, und um das Vorhandensein einer ernsthaften Gefahr für die Umwelt und die menschliche Gesundheit auszuschließen. “

Art. 225 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 1, welcher durch Artikel 221 eingefügt wird, Artikel D.226 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.226. Jeder Rehabilitierungsplan im Sinne des vorliegenden Kapitels wird von einem gemäß dem Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und seinen Durchführungsmaßnahmen zugelassenen Sachverständigen erstellt.

Jeder Inhaber eines zugelassenen Rehabilitierungsplans mit oder ohne Bedingungen führt ein Abfallregister, das ausschließlich jenen Abfällen gewidmet ist, die von den Orten der wilden Entsorgung gemäß Artikel 72 und 73 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit und deren Durchführungsmaßnahmen entfernt wurden. “

Art. 226 - Im Umweltgesetzbuch wird in Teil IX, welcher durch Artikel 220 eingefügt wird, ein Titel 2 mit dem Titel „Verfahren“ eingefügt.

Art. 227 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 2, welcher durch Artikel 226 eingefügt wird, Artikel D.227 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.227. § 1. Bezüglich der Berechnung der Fristen:

1° der Tag des Versands oder des Empfangs, der als Anfang der Frist gilt, wird in dieser Frist nicht eingeschlossen;

2° der Tag des Ablaufens einer Frist ist in dieser eingeschlossen

Abweichend von Absatz 1, 2° gilt: Fällt der Tag des Ablaufs einer Frist auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, so wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

§ 2. Alle im vorliegenden Kapitel genannten Fristen werden rechtmäßig zwischen dem 16. Juli und dem 15. August und zwischen dem 24. Dezember und dem 1. Januar ausgesetzt.

Im Falle einer Aussetzung der Frist, die in Absatz 1 genannt ist, werden die Fristen für den Versand und die Fälligkeit um die Dauer der Aussetzung oder der Verlängerung verlängert.

§ 3. Sofern es keine gegenteilige oder besondere Bestimmung im vorliegenden Kapitel oder in seinen Durchführungsmaßnahmen gibt, erfolgt jeder Versand, der durch das oder gemäß dem vorliegenden Kapitel genannt ist, nach einer der beiden folgenden Kommunikationsarten:

1° entweder in Papierform:

per Einschreiben bei der Post gegen Empfangsbestätigung;

mit einem ähnlichen Verfahren, durch das dem Versand und dem Empfang des Schreibens ein sicheres Datum gegeben werden kann und zwar unabhängig vom genutzten Zustelldienst oder

mit Abgabe gegen Abnahmebescheinigung;

2° oder in elektronischer Form mit Authentifizierung

Bezüglich Absatz 1, 1°, *b*) und 2° gilt: Die Regierung kann die von ihr anerkannten Verfahren und Modalitäten festlegen, durch die der Versand und der Empfang mit einem sicher feststehenden Datum versehen werden können.

Art. 228 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 2, welcher durch Artikel 226 eingefügt wird, Artikel D.228 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.228. § 1. Jeder Antrag auf Zulassung eines Rehabilitierungsplans enthält zumindest die folgenden Informationen:

1° wenn der Antragsteller Folgendes ist:

eine natürliche Person: Name, Vorname, Geburtsdatum, Adresse des Antragstellers sowie – optional für den Antragsteller – die Telefonnummer einer Kontaktperson oder -stelle;

eine juristische Person: Bezeichnung oder Firmenname, Rechtsform, Adresse des Firmensitzes sowie Name, Vorname, Adresse und Eigenschaft der Person, die mit der Einbringung des Antrags beauftragt wurde, sowie – optional für den Antragsteller – die Telefonnummer einer Kontaktperson oder -stelle;

2° eine Lokalisierung des von der wilden Entsorgung betroffenen Grundstücks, welche Folgendes umfasst:

a) Adresse, Ortslage und Fläche;

den Katasterplan, auf welchem das Grundstück liegt;

die Bezeichnung der von dem Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans betroffenen Katasterparzelle(n);

die raumplanerische Zweckbestimmung im Sektorenplan oder im kommunalen Raumordnungsplan und die Lokalisierung des Grundstücks im Sektorenplan;

die aktuelle Belegung des Grundstücks und der unmittelbaren Umgebung, insbesondere der Lebensraum und die Art der Vegetation;

ein Lageplan, in dem die betroffenen Parzellen auf einer topografischen Karte im Maßstab 1/10.000 sowie deren georeferenzierte Lambert-Koordinaten angeführt sind;

ein Plan zur Lokalisierung der Sonder- oder sensiblen Zonen, darunter Natura 2000-Gebiete (zumindest jene, die bis zu 300 Meter vom betreffenden Ort der wilden Entsorgung entfernt sind)

§ 2. Jeder Antrag auf Zulassung eines Rehabilitierungsplans enthält zudem zumindest die folgenden Informationen:

1° eine Bestandsaufnahme des betroffenen Grundstücks, welche Folgendes umfasst:

die Beschreibung und Identifizierung der Art der vorhandenen wilden Abfälle und der potenziellen Schadstoffe;

die Beschreibung des Grundstücks, seine Geschichte und Herkunft des Vorhandenseins der wilden Abfälle;

die Eingrenzung der Abfälle;

die Menge der vorhandenen wilden Abfälle, in Gesamtvolumen und in den jeweiligen Prozentzahlen;

neue und genaue Fotos des betroffenen Grundstücks, welche von jeder Himmelsrichtung aus oder von den sensibelsten Punkten aus aufgenommen wurden;

2° eine Bewertung der Auswirkung der wilden Abfälle:

auf Grundlage einer einschlägigen geologischen, geomorphologischen und hydrografischen Untersuchung, der Bewertung der Auswirkungen der wilden Abfälle auf die Grundwasservorkommen und die eventuellen Wasserentnahmestellen, sowie auf das Oberflächenwasser;

die Bewertung der Auswirkungen und Gefahren auf den Boden, den Unterboden, die Luft, die menschliche Gesundheit, die umliegende Tier- und Pflanzenwelt, darunter die Natura 2000-Gebiete;

der Grad der Dringlichkeit der Sanierung angesichts der mit dem Vorhandensein der Ablagerung von wilden Abfällen verbundenen Risiken für die Umwelt und die menschliche Gesundheit

3° eine Beschreibung:

der verschiedenen technischen Sanierungsverfahren, die sowohl für die Beseitigung der vorhandenen wilden Abfälle als auch für die Bewirtschaftung und Sanierung des Bodens relevant sind, jeweils mit einer Schätzung von Folgendem:

Ergebnisse bezüglich des Managements der Risiken für Umwelt und menschliche Gesundheit;

seine Kosten, einschließlich der Kosten für die eventuellen Sicherheits- und Folgekosten;

Handlungen und Arbeiten und gegebenenfalls ihrer möglichen Phaseneinteilung mit angemessenen Fristen für die Umsetzung;

der Bewirtschaftungsmethode(n) für jede Art von wildem Abfall, der eine Räumung des Ortes der wilden Entsorgung erfordert;

der Maßnahmen, die zur Gewährleistung der Sicherheit bei der Durchführung der Sanierungsarbeiten gesetzt wurden, sowie die möglichen Auswirkungen dieser Arbeiten auf angrenzende Grundstücke;

4° eine Begründung, gemäß welcher die für die Sanierung gewählten technischen Verfahren den besten zur Verfügung stehenden Techniken sowohl im Bereich der Abfallwirtschaft als auch im Bereich der Bodenbewirtschaftung und -sanierung entsprechen;

5° eine beschreibende Aufstellung:

der Überwachungs- oder Sicherheitsmaßnahmen, die während der Sanierung zu setzen sind, gemeinsam mit dem Termin bzw. den Terminen für ihre Instandhaltung am Ort der wilden Entsorgung von Abfällen;

der Restrisiken und gegebenenfalls der an die zukünftige Nutzung des Grundstücks angepassten Sicherheitsmaßnahmen, gemeinsam mit dem Termin bzw. den Terminen für ihre Instandhaltung an den sanierten Orten;

6° eine Bewertungsnotiz über die Umweltverträglichkeit gemäß Buch I des Umweltgesetzbuchs;

7° eine nichttechnische Zusammenfassung der im vorliegenden Paragraf genannten Angaben

§ 3. Für jeden Antrag auf Genehmigung eines Rehabilitierungsplans wird eine Bearbeitungsgebühr von zweihundertfünfzig Euro erhoben, welche zulasten des Antragstellers geht.

Der Ertrag aus den in Absatz 1 genannten Bearbeitungsgebühren wird vollständig in den Umweltschutzfonds, Abteilung „Bodenschutz“ eingezahlt.

Jeder Antrag auf Genehmigung eines Rehabilitierungsplans wird durch den Nachweis der Bezahlung der in Absatz 1 genannten Bearbeitungsgebühr ergänzt – andernfalls droht die Unzulässigkeit.

Der Antrag für einen Rehabilitierungsplan und eine Zusammenfassung der Daten werden nach den von der Regionalverwaltung bestimmten Modalitäten auf einem Datenträger vorgelegt.

§ 4. Jeder Antrag auf Genehmigung eines Rehabilitierungsplans enthält zudem gegebenenfalls jene Informationen oder Dokumente, die von Folgendem vorgeschrieben werden:

1° Artikel D.IV.26, § 1 des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung und seine Durchführungsmaßnahmen;

2° Artikel 17 und Artikel 83, Absatz 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und ihre Durchführungsmaßnahmen “

Art. 229 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 2, welcher durch Artikel 226 eingefügt wird, Artikel D.229 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.229. § 1. Die Regionalverwaltung versendet ihren entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags auf Zulassung eines Rehabilitierungsplans innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab Erhalt des genannten Antrags.

Ist der Antrag nicht vollständig, sendet die Regionalverwaltung dem Antragsteller ein Verzeichnis der fehlenden Unterlagen und Informationen zu, wobei sie angibt, dass das Verfahren am Tag des Eingangs der fehlenden Teile von neuem beginnt.

Sollte es innerhalb dieser Frist keinen Beschluss zur Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags geben, gilt der Antrag als zulässig.

§ 2. Sobald die Regionalverwaltung ihren entscheidenden Beschluss über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags verschickt hat oder – falls ein solcher Beschluss nicht vorhanden ist – nach Ablauf der Frist, die der Regionalverwaltung für die Entscheidung über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des Antrags gesetzt wurde, schickt sie alle im Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans enthaltenen Unterlagen und Informationen zur Stellungnahme an die verschiedenen zuständigen Instanzen oder Behörden, die sie bestimmt, sowie an das Gemeindegremium der betroffenen Gemeinde oder an die Gemeindegremien der betroffenen Gemeinden, je nachdem, auf welches Gemeindegebiet oder welche Gemeindegebiete sich der Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans bezieht.

Wenn eine hinzugezogene Instanz oder Behörde oder ein betroffenes Gemeindegremium die Abhaltung einer Konzertierungsversammlung der hinzugezogenen Instanzen oder Behörden, des betroffenen Gemeindegremiums oder der betroffenen Gemeindegremien und der Regionalverwaltung wünscht, informiert sie die Regionalverwaltung darüber per Einschreiben oder auf einem anderen Weg, der die Zuordnung eines bestimmten Datums erlaubt, und zwar innerhalb einer Frist von 15 Tagen ab dem Antrag auf Stellungnahme.

Wenn die Regionalverwaltung selbst die Abhaltung einer solchen Konzertierungsversammlung wünscht, informiert sie die hinzugezogenen Instanzen oder Behörden, das betroffene Gemeindegremium oder die betroffenen Gemeindegremien darüber auf dieselbe Art und innerhalb derselben Fristen.

Alle hinzugezogenen Instanzen oder Behörden und das betroffene Gemeindegremium oder die betroffenen Gemeindegremien übermitteln ihre Stellungnahme innerhalb einer Frist von 35 Tagen ab dem Datum ihrer Anrufung.

Sollte innerhalb dieser Frist von einer oder mehreren Instanzen, Behörden oder von einer betroffenen Gemeinde keine Stellungnahme vorgelegt werden, wird das Verfahren weitergeführt. “

Art. 230 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 2, welcher durch Artikel 226 eingefügt wird, Artikel D.230 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.230. § 1. Sofern der Rehabilitierungsplan nicht einer Umweltverträglichkeitsprüfung gemäß Artikel D.64 § 2 und D.65 §§ 2 und 3 von Buch I des Umweltgesetzbuchs unterliegt, wird eine Phase der Beteiligung der Öffentlichkeit in Form einer Projektankündigung von der/den betroffenen Gemeinde(n) nach den Modalitäten der Paragrafen 2 bis 6 dieses Artikels organisiert.

§ 2. Die Projektankündigung erfolgt durch das Anbringen eines Hinweises, der angibt, dass bei der Regionalverwaltung ein Antrag auf einen Rehabilitierungsplan eingereicht wurde.

Der Hinweis wird vom Antragsteller auf dem Grundstück entlang der Straße angebracht, von wo aus er lesbar sein muss. Er wird an dem Tag nach demjenigen angebracht, an dem der Antragsteller von der Vollständigkeit und Zulässigkeit des Sanierungsprojekts Kenntnis nimmt, oder am Tag nach demjenigen, an dem der Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans im Versäumniswege als zulässig erklärt wird.

Die Bekanntmachung wird während drei Wochen angeschlagen.

Die Gemeindeverwaltung hängt die Stellungnahmen an den üblichen Anschlagstellen innerhalb derselben Frist und für dieselbe Dauer aus. Sie kann sie zudem auf der Internetseite der Gemeinde veröffentlichen.

§ 3. Der Antragsteller ist dafür verantwortlich, dass die Bekanntmachung auf dem Grundstück, das Gegenstand seines Antrags auf Genehmigung eines Rehabilitierungsplans ist, ausgehängt wird und dass die Bekanntmachung während des Zeitraums von drei Wochen in einem gutem Zustand gehalten wird.

§ 4. Die Stellungnahme umfasst mindestens eine Beschreibung der Hauptmerkmale des Antrags auf den Rehabilitierungsplan, den Zeitraum an, während welchem Beschwerden und Bemerkungen an das betroffene Gemeindegremium oder an die betroffenen Gemeindegremien gerichtet werden können, sowie die Tage, die Uhrzeiten und den Ort, wo jede Person in die Akte Einsicht nehmen kann. In die Akte, für welche die Projektankündigung Pflicht ist, kann kostenlos bei der betroffenen Gemeindeverwaltung während der Öffnungszeiten Einsicht genommen werden.

§ 5. Jede Person kann Erklärung zum Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans bei der Person erhalten, die zu diesem Zweck vom betroffenen Gemeindekollegium oder von den betroffenen Gemeindekollegien bestimmt wurde.

Beschwerden und Bemerkungen werden während des in der Stellungnahme bestimmten Zeitraums von fünfzehn Tagen an das betroffene Gemeindekollegium gerichtet. Das Aushängen erfolgt spätestens fünf Tage vor dem Zeitraum, in welchem Beanstandungen und Bemerkungen an eines der betroffenen Gemeindekollegien gesendet werden können.

§ 6. Das Gemeindekollegium jeder Gemeinde, in der eine Projektankündigung organisiert wurde, übermittelt der Regionalverwaltung innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der Projektankündigung die im Laufe der Beteiligung der Öffentlichkeit vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Bemerkungen. Dies umfasst auch das Abschlussprotokoll, in dem die während dieser Phase vorgebrachten Bemerkungen und Beobachtungen festgehalten sind. Das genannte Protokoll wird vom Bediensteten unterzeichnet, der hierfür vom Gemeindekollegium benannt wurde. “

Art. 231 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 2, welcher durch Artikel 226 eingefügt wird, Artikel D.231 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.231. Wenn der Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans einer Umweltverträglichkeitsstudie gemäß Artikel D.64, § 2 und D.65, §§ 2 und 3 von Buch I des Umweltgesetzbuchs unterliegt, wird von der betroffenen Gemeinde oder den betroffenen Gemeinden eine öffentliche Umfrage gemäß den in Buch I des Umweltgesetzbuchs festgelegten Modalitäten organisiert.

Das Gemeindekollegium einer jeden Gemeinde, in der eine öffentliche Umfrage organisiert wurde, übermittelt der Regionalverwaltung innerhalb von zehn Tagen nach Abschluss der öffentlichen Umfrage die im Laufe dieser Umfrage vorgebrachten schriftlichen und mündlichen Einwände und Beobachtungen, einschließlich des in Artikel D.29-19 von Buch I des Umweltgesetzbuchs genannten Protokolls. “

Art. 232 - Im Umweltgesetzbuch wird in Titel 2, welcher durch Artikel 226 eingefügt wird, Artikel D.232 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.232. § 1. Die Regionalverwaltung versendet ihren Beschluss über die Genehmigung, die Genehmigung unter Bedingungen oder die Ablehnung des Antrags auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans an den Antragsteller und zwar innerhalb einer Frist von 120 Tagen ab:

1° dem Tag des Versands des entscheidenden Beschlusses über die Vollständigkeit und Zulässigkeit des genannten Antrags auf Genehmigung oder, falls nicht vorhanden:

2° dem Tag nach dem Tag, an welchem der Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans rechtmäßig zulässig ist.

Der Beschluss wird an die vom Rehabilitierungsplan betroffene(n) Gemeinde(n) gesendet.

Wenn der Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans auf Grundlage von Artikel D.224, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° oder 5° eingebracht wird, wird der Beschluss auch an den regionalen sanktionierenden Beamten gesendet.

Sollte innerhalb der in Absatz 1 vorgesehenen Frist kein Beschluss ergehen, gilt der Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans als abgelehnt.

§ 2. Wenn die Regionalverwaltung den Rehabilitierungsplan mit oder ohne Bedingungen genehmigt, legt ihr Beschluss zumindest die Frist fest, innerhalb welcher die Handlungen und Arbeiten für die Sanierung begonnen und abgeschlossen werden müssen.

Gegebenenfalls werden im in Absatz 1 vorgesehenen Beschluss die Informationen oder Dokumente angeführt, die gemäß den gesetzlichen und regulatorischen Bestimmungen, die in Paragraph 4 genannt sind, erforderlich sind und zwar vor allem:

1° Artikel D.IV.53 bis D.IV.58 des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung und seine Durchführungsmaßnahmen;

2° Artikel 45 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seine Durchführungsmaßnahmen

§ 3. Wenn die Regionalverwaltung den Rehabilitierungsplan unter Bedingungen genehmigt, kann sie dem Antragsteller jegliche Bedingung auferlegen, die sie als nützlich betrachtet, um zu garantieren, dass der Rehabilitierungsplan alle Bestimmungen des vorliegenden Kapitels erfüllt und zwar insbesondere die in Artikel D.225 genannten Ziele.

§ 4. Jeder Beschluss zur Genehmigung mit oder ohne Bedingungen eines Rehabilitierungsplans gilt als:

1° Umweltgenehmigung, Städtebaugenehmigung, Globalgenehmigung und Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 im Sinne des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung und ihrer Durchführungsmaßnahmen und

2° entscheidende Verwaltungsentscheidung über:

die Orientierungsstudie;

die Charakterisierungsstudie;

das Sanierungsprojekt;

die Handlungen und Arbeiten zur Sanierung;

die Folgemaßnahmen;

die Sicherheitsmaßnahmen.

Abweichend von Absatz 1, 2° gilt: Der Beschluss über die Genehmigung unter Bedingungen des Rehabilitierungsplans gilt nicht als alle in Buchstabe *a*) bis *f*) genannten Verwaltungsentscheidungen, falls einer oder mehrere der genannten Punkte als Bedingung für die Genehmigung des Rehabilitierungsplans eingerichtet wurde(n). In diesem Fall gilt die Entscheidung über die Genehmigung des Rehabilitierungsplans unter Bedingungen als Verwaltungsentscheidung für die Buchstaben *a*) bis *f*), die nicht in einer Bedingung der genannten Verwaltungsentscheidung genannt sind. Die Erfüllung und die Einhaltung solcher Bedingungen erfolgt gemäß dem Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und seinen Durchführungsmaßnahmen.

§ 5. Die Regionalverwaltung kann jeden Beschluss über die Genehmigung mit oder ohne Bedingungen eines Rehabilitierungsplans aussetzen oder widerrufen, wenn der Inhaber des genannten Beschlusses Folgendes nicht einhält:

1° das Dekret vom 9. März über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit und seine Durchführungsmaßnahmen;

2° das Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung und seine Durchführungsmaßnahmen;

3° die Bestimmungen zum Zurücklassen, zur Abgabe und zur Bewirtschaftung von Abfällen im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seine Durchführungsmaßnahmen;

4° gegebenenfalls die Bedingungen, die vom Beschluss über die Genehmigung unter Bedingungen des Rehabilitierungsplans, welcher gemäß dem vorliegenden Kapitel gefasst wurde, vorgesehen sind

§ 6. Auf Antrag des Inhabers oder auf Veranlassung der Regionalverwaltung kann jeder Beschluss zur Genehmigung mit oder ohne Bedingungen abgeändert werden.

Wenn der Antrag auf Abänderung eines mit oder ohne Bedingungen genehmigten Rehabilitierungsplans von der Regionalverwaltung stammt, ermöglicht diese es dem Inhaber des betreffenden Rehabilitierungsplans, seine Beobachtungen mündlich oder schriftlich zu formulieren.

Das für den Antrag auf Genehmigung des Rehabilitierungsplans geltende Verfahren gilt mutatis mutandis für den Antrag auf Abänderung des Rehabilitierungsplans. "

Art. 233 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird ein Teil X mit dem Titel „Staatliche Gesellschaft zur Förderung der Umweltqualität“ eingefügt.

Art. 234 - Im Umweltgesetzbuch wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.233 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.233. Die Regierung bildet eine Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts mit der Bezeichnung „Société publique d’Aide à la Qualité de l’Environnement“, abgekürzt „SPAQuE“.

Sie unterliegt dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen, außer bei im vorliegendem Buch angeführten Abweichungen. Die Handlungen der SPAQuE unterliegen dem Wirtschaftsgesetzbuch und dessen Durchführungsmaßnahmen. "

Art. 235 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.234 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.234. Die Satzung der SPAQuE und ihre Abänderungen unterliegen der Genehmigung der Regierung.

Die Regierung genehmigt ebenfalls:

1° die Zusammensetzung des Verwaltungsrats;

2° die Schaffung von Tochtergesellschaften und die Abtretung von Mehrheitsbeteiligungen;

3° die Kapitalerhöhungen. "

Art. 236 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.235 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.235. Die SPAQuE ist vom Immobilienvorabzug befreit. "

Art. 237 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.236 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.236. Ziel der SPAQuE ist Folgendes:

1° Durchführung aller Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Vermeidung, Verwertung und Beseitigung von Abfällen, einschließlich der Durchführung von Maßnahmen von Amts wegen;

2° Durchführung aller Tätigkeiten im Zusammenhang mit der Bewirtschaftung und Sanierung potenziell verschmutzter und belasteter Böden, einschließlich der Durchführung von Maßnahmen von Amts wegen und einschließlich des Beitragens zur Verbesserung der Kenntnisse über den Zustand des Bodens, zur Vermeidung von Beeinträchtigungen der Bodenqualität;

3° Beitrag zur Aufwertung des geschädigten wallonischen Bodens, einschließlich Abfalldeponien und Industriebrachen;

4° koordinierte Bildung einer Landreserve von strategisch bedeutsamen, geschädigten öffentlichen Grundstücken, insbesondere im Hinblick auf die Durchführung ihrer Untersuchung, Sicherung, Wiederinstandsetzung und erneute Eingliederung in ein verdichtetes territoriales Netzwerk;

5° Begleitung öffentlicher und privater Akteure, die mit der Problematik eines potenziell verschmutzten Bodens oder mit einer Problematik in anderen Bereichen, die ihren Zweck betreffen, konfrontiert sind;

6° Beratung für öffentliche Behörden in Bereichen, die ihren Zweck betreffen;

7° Unterstützung bei der Zukunftsanalyse und Ausarbeitung von Plänen, Programmen oder strategischen Werkzeugen in Bereichen, die ihren Zweck betreffen;

8° Unterstützung der Verwaltung bei der Erfüllung ihrer Aufgaben in Bereichen, die ihren Zweck betreffen;

9° Forschung, Entwicklung und Austausch von Expertise, Erfahrungen, Kenntnissen und Instrumenten, die in den Bereichen entwickelt wurden, die ihren Zweck betreffen, sowie Beiträge zu solchen Aktionen;

10° technischer Beitrag zur Umsetzung von Umweltstrategien im Bereich der nachhaltigen Entwicklung im Rahmen der ihr übertragenen Aufgaben;

11° internationale Verwertung des wallonischen Know-hows in den Bereichen, die ihren Zweck betreffen, wobei darauf geachtet wird, dass industrielle, kommerzielle oder finanzielle Risiken vermieden werden "

Art. 238 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.237 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.237. Die Regierung kann die auf die SPAQuE anwendbaren Einsatzregeln für die Durchführung dieser Aufgaben festlegen.

Die Regierung kann die SPAQuE zudem mit anderen Aufgaben in engem Zusammenhang mit diesen Aufgaben betrauen. "

Art. 239 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.238 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.238. Zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks kann die SPAQuE:

- 1° kommerzielle, industrielle, finanzielle, das bewegliche oder unbewegliche Vermögen betreffende Geschäfte jeglicher Art durchführen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind;
- 2° im Rahmen ihres Gesellschaftszwecks Geschäfte durchführen, die Einkünfte ergeben können;
- 3° sich mit einer anderen spezialisierten Gesellschaft vereinigen, um Synergien oder Kompetenzzentren zu schaffen.“

Art. 240 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.239 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.239. § 1. Die SPAQuE ist zwecks der Durchführung ihrer Aufgaben befugt, unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen eine oder mehrere katastrierte oder nicht katastrierte Parzellen und deren Umgebung zu betreten, um dort nötigenfalls in Begleitung von Sachverständigen oder spezialisierten Unternehmen Studien, Analysen und Probenahmen durchzuführen.

§ 2. Sobald die SPAQuE mit der Wiederherstellung eines Ortes einer wilden Entsorgung von Abfällen im Sinne von Teil IX des vorliegenden Buchs, mit einer Wiederinstandsetzung gemäß Artikel 198 § 1 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit, mit der Durchführung von Handlungen und Arbeiten zur Sanierung eines Standorts im Sinne von Artikel 81 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung oder eines umzugestaltenden Standorts im Sinne von Artikel D. V.1 des Gesetzbuchs über die räumliche Entwicklung beauftragt ist, darf keine keinerlei Handlung gesetzt werden, die von ihrer Art her die korrekte Erfüllung beeinträchtigen kann.

§ 3. Die Beibehaltung von Bauwerken und Arbeiten, die für die Wiederinstandsetzung, Sanierung oder Wiederherstellung erforderlich sind, stellt eine gemeinnützige Dienstbarkeit dar, die auf jenem Grundstück lastet, auf welches sich diese Bauwerke und Arbeiten beziehen. Die Regierung bestimmt die der Nutzung des Gutes auferlegten Beschränkungen durch individuelle Erlasse. Gegenüber den Inhabern dinglicher oder persönlicher Rechte ist keinerlei Entschädigung zu leisten.“

Art. 241 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.240 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.240. Die Bürgschaft der Region gegenüber Dritten wird der SPAQuE unter den von der Regierung bestimmten Bedingungen, für die Zinsen und die Abschreibungen der durch die SPAQuE auszugebenden Obligationen und für die aufzunehmenden Anleihen gewährt.

Bei Nichteinlösung der Obligationen oder Nichtrückzahlung der Anleihen sowie bei Nichtrückzahlung der mit ihnen verbundenen Zahlungen stellt die Region der „SPAQuE“ die den Dritten geschuldeten Summen zur Verfügung.“

Art. 242 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.241 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.241. Die Regeln, Modalitäten und Zielsetzungen, nach denen die SPAQuE ihre Aufgaben erfüllt, werden in einem Geschäftsführungsvertrag festgelegt, der zwischen der Wallonischen Region und der SPAQuE für eine Dauer von fünf Jahren geschlossen wird.“

Art. 243 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.242 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.242. Teilhaber der SPAQuE können sein:

- 1° die Wallonische Region;
- 2° jede Gesellschaft, deren Kapital direkt oder indirekt durch die Wallonische Region oder jede andere Person öffentlichen Rechts in Höhe von mindestens 50 % gehalten wird;
- 3° jede andere Person privaten Rechts.

Unabhängig von der Zusammensetzung des Kapitals gilt: Die Mehrheit der Mandate im Verwaltungsrat ist den Kandidaten vorbehalten, die von den unter Ziffer 1° bis 3° des Absatzes 1 erwähnten Teilhabern vorgeschlagen wurden.

Das Mandat als Vorsitzender des Verwaltungsrats kann nur einem auf Vorschlag der unter Ziffer 1° bis 3° des Absatzes 1 erwähnten Teilhaber ernannten Verwalter gewährt werden.“

Art. 244 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.243 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.243. § 1. Die SPAQuE wird von einem Verwaltungsrat verwaltet.

§ 2. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, alle Handlungen vorzunehmen, die für die Erfüllung des Gesellschaftszwecks der SPAQuE nützlich oder notwendig sind, mit Ausnahmen derjenigen, die durch das Gesetz, die Satzung oder das vorliegende Kapitel der Generalversammlung vorbehalten sind.

§ 3. Der Verwaltungsrat kontrolliert die vom Vorstand wahrgenommene tägliche Geschäftsführung. Der Direktionsausschuss erstattet dem Verwaltungsrat regelmäßig Bericht. Der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender kann zu jeder Zeit vom Vorstand einen Bericht über die Aktivitäten der SPAQuE im Allgemeinen oder über bestimmte Aktivitäten verlangen.

§ 4. Der Verwaltungsrat kann dem Vorstand alle oder einen Teil seiner Befugnisse übertragen, mit Ausnahmen der folgenden:

- 1° die Bestimmung der allgemeinen Politik der SPAQuE;
- 2° diejenigen, die durch das Gesetz, das Dekret oder die Satzung ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

In jeder Übertragungsurkunde werden die durch diese Übertragung betroffenen Befugnisse und deren Dauer eindeutig genannt.“

Art. 245 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.244 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.244. Die Regierung bestimmt die Mitglieder des Verwaltungsrats. Er zählt neun Mitglieder.“

Art. 246 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.245 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.245. Der Verwaltungsrat kann intern ein Präsidium bilden.“

Art. 247 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.246 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.246. Unbeschadet der anderen, durch oder kraft eines Gesetzes, eines Dekrets oder in der Satzung vorgesehenen Einschränkungen ist das Mandat als Verwaltungsratsmitglied unvereinbar mit:

1° der Eigenschaft als Mitglied des Vorstands;

2° der Eigenschaft als Personalmitglied oder pensioniertes Personalmitglied der Gesellschaft.

Wenn ein Verwalter eine der in Absatz 1 genannten Eigenschaften annimmt, ist er verpflichtet, binnen drei Monaten von den betreffenden Mandaten oder Ämtern zurückzutreten. Andernfalls gilt, dass der Verwalter am Ablauf dieser Frist von Rechts wegen von seinem Mandat bei der SPAQuE zurückgetreten ist.“

Art. 248 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.247 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.247. Ein von der Regierung ernannter Generaldirektor wird mit der täglichen Geschäftsführung und mit der Vertretung der SPAQuE sowie mit der Umsetzung der Beschlüsse des Verwaltungsrats beauftragt.

Der Generaldirektor wohnt den Versammlungen des Verwaltungsrats und des Präsidiums bei.“

Art. 249 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.248 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.248. Der Generaldirektor wird regelmäßigen Bewertungen unterzogen, die vom Verwaltungsrat organisiert werden.

Die Bewertungsverfahren und ihre genauen Modalitäten sind in der Satzung der SPAQuE angegeben.

Die Bewertungen beziehen sich auf die Art und Weise, wie die in der Funktionsbeschreibung angeführten Kompetenzen und die von der wallonischen Regierung festgelegten Zielsetzungen umgesetzt werden, insbesondere im Zusammenhang mit dem Geschäftsführungsvertrag.“

Art. 250 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.249 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.249. § 1. Mittels der Zustimmung des Verwaltungsrats der SPAQuE kann die Region durch einen Erlass der Regierung das Folgende einbringen:

1° Beteiligungen;

2° das Geschäftsführungsrecht, das Gebrauchsrecht, das Nutzungsrecht sowie jedes dingliche Recht in Bezug auf jede Parzelle, die zu ihrem Eigentum gehört und für die Ausübung der Aufgaben der SPAQuE nützlich ist, einschließlich des Baurechts.

In diesem Fall gehen die neuen Verpflichtungen, die sich aus der Ausübung der von der Region abgetretenen Rechte ergeben, zu Lasten der SPAQuE.

§ 2. Die SPAQuE kann für die Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks nach einer Berechtigung durch die Regierung hierfür Liegenschaften durch Enteignung erwerben.“

Art. 251 - In demselben Buch des Umweltgesetzbuchs wird in Teil X, welcher durch Artikel 233 eingefügt wird, Artikel D.250 eingefügt, welcher wiederum folgendermaßen lautet:

„Art. D.250. Die Auflösung der SPAQuE kann nur kraft eines Dekrets verkündet werden, in dem das Liquidationsverfahren und die entsprechenden Bedingungen geregelt werden.“

Unterabschnitt 2 — Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle

Art. 252 - Das Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 6. Mai 2019 über die Umweltkriminalität, wird außer Kraft gesetzt.

Unterabschnitt 3 — Dekret vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben

Art. 253 - In Artikel 53 des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der wallonischen regionalen Abgaben wird Folgendes außer Kraft gesetzt:

1° Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 13. Dezember 2017 zur Festlegung des allgemeinen Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2018 mit Abänderung durch das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Einführung verschiedener Bestimmungen für eine gerechtere Steuer;

2° Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 30. November 2018 zur Festlegung des allgemeinen Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2019 mit Abänderung durch das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Einführung verschiedener Bestimmungen für eine gerechtere Steuer;

3° Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 19. Dezember 2019 zur Festlegung des allgemeinen Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2020 mit Abänderung durch das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Einführung verschiedener Bestimmungen für eine gerechtere Steuer;

4° Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 17. Dezember 2020 zur Festlegung des allgemeinen Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2021 mit Abänderung durch das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Einführung verschiedener Bestimmungen für eine gerechtere Steuer;

5° Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Festlegung des allgemeinen Einnahmenhaushaltsplans der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2022 mit Abänderung durch das Dekret vom 22. Dezember 2021 zur Einführung verschiedener Bestimmungen für eine gerechtere Steuer.

Unterabschnitt 4 — Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben

Art. 254 - Abschnitt 22 – Steuerdekret vom 22. März 2007 zur Förderung der Vermeidung und der Verwertung von Abfällen in der Wallonischen Region und zur Abänderung des Dekrets vom 6. Mai 1999 über die Festsetzung, die Beitreibung und die Streitsachen bezüglich der regionalen direkten Abgaben wird außer Kraft gesetzt.

Art. 255 - Artikel 23 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 256 - Artikel 24 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 257 - Artikel 25 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 258 - Artikel 26 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 259 - Artikel 35 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 260 - Artikel 36 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 261 - Artikel 37 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Art. 262 - Artikel 38 desselben Dekrets wird außer Kraft gesetzt.

Unterabschnitt 5 — Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion

Art. 263 - In Artikel 2/4, § 1 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, eingefügt durch das Dekret vom 16. Februar 2017, werden folgende Abänderungen eingebracht:

in 3° werden die Worte „und über Entwürfe für regulatorische Erlasse, die gemäß dem Dekret vom 27. 1996 über Abfälle erlassen wurden, ausgenommen Durchführungserlasse der Kapitel V und X dieses Dekrets“ außer Kraft gesetzt;

in 6° wird „territorial.“ durch „territorial;“ ersetzt;

eine Ziffer 7° mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

„7° Vorlage der Stellungnahmen wie in Artikel 6, § 3 des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit;“

Unterabschnitt 6 — Dekret vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuchs, des Wassergesetzbuchs und verschiedener Dekrete im Bereich Abfälle und Umweltgenehmigung

Art. 264 - Im Dekret vom 23. Juni 2016 zur Abänderung des Umweltgesetzbuchs, des Wassergesetzbuchs und verschiedener Dekrete im Bereich Abfälle und Umweltgenehmigung wird Artikel 112, § 3 außer Kraft gesetzt.

Unterabschnitt 7 — Dekret vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung

Art. 265 - In Artikel 2, 31° des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung wird ein a/1) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„a/1) der Rehabilitierungsplan im Sinne von Teil IX von Buch I des Umweltgesetzbuchs;“

Art. 266 - In Artikel 79, § 3, Absatz 2 desselben Dekrets werden die Worte „Im Rahmen ihrer Aufgaben“ durch die Worte „Im Rahmen der Aufgaben, die ihr ausdrücklich von der Regierung gemäß Paragraf 2, 2° oder von der Regierung oder einer anderen juristischen Person öffentlichen Rechts gemäß Paragraf 2, 3° übertragen wurden.“

Art. 267 - In Artikel 82, § 1, 1° desselben Dekrets werden die Worte „absichtlich“ außer Kraft gesetzt.

Abschnitt 5 — Übergangsbestimmungen und Inkrafttreten

Art. 268 - Unbeschadet der Vorrechte der Regierung bei der Umsetzung des vorliegenden Dekrets gilt:

1° vorbehaltlich der in diesem Dekret vorgesehenen Verfahren bleiben die gemäß dem Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle beschlossenen Durchführungsmaßnahmen bis zu ihrer Abänderung oder Aufhebung anwendbar, um alle Regelungen mit dem vorliegenden Dekret in Einklang zu bringen;

2° die gemäß den Artikeln 24, 25 und 26 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle und zur Verabschiedung eines Plans der technischen Vergrabungszentren getroffenen Durchführungsmaßnahmen bleiben weiterhin in Kraft, bis alle Rechte und Verpflichtungen, die mit den Genehmigungen der Verwaltung verbunden sind, sowie gegebenenfalls deren Erneuerungen, die sich auf ein technisches Vergrabungszentrum beziehen, das von dem genannten Plan betroffen ist, erloschen sind;

3° Ermittlungen, Feststellungen, Verfolgungen, Ahndungen und Abhilfemaßnahmen in Bezug auf Verstöße, die in den Artikeln 51 bis 55 des Dekrets vom 27. Juni 1996 über Abfälle vorgesehen sind, werden beibehalten und setzen ihre Wirkung fort, bis die öffentliche Klage vor Gericht oder der Verwaltung erloschen ist

Art. 269 - § 1. Genehmigungen, Zulassungen, Registrierungen, Nutzungsbescheinigungen und alle anderen Berechtigungen und Verwaltungsentscheidungen mit individueller Tragweite – einschließlich Maßnahmen zur Wiederinstandsetzung sowie Sicherheitsmaßnahmen – die gemäß dem Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle und dessen Durchführungsmaßnahmen erstellt wurden, bleiben bis zum Ablauf der Frist, für welche sie erteilt wurden, wirksam.

§ 2. Außer im Bereich der erweiterten Haftung der Hersteller für Produkte werden alle Anträge, die einen der in Paragraf 1 genannten Rechtsakte mit individueller Tragweite betreffen – einschließlich der damit verbundenen Verwaltungsbeschwerden – gemäß den am Tag der Antragstellung geltenden Bestimmungen behandelt.

§ 3. Die Regierung kann die Modalitäten festlegen, nach welchen die Berechtigungen und Entscheidungen, die aufgrund des in Paragraf 1 genannten Dekrets und dessen Durchführungsmaßnahmen erteilt oder ausgesprochen wurden, von der zuständigen Behörde, die durch oder aufgrund des vorliegenden Dekrets zu ihrer Gewährung befugt ist, geändert werden können, um ihre Bedingungen – gegebenenfalls Betriebsbedingungen – mit dem vorliegenden Dekret und dessen Durchführungsmaßnahmen in Einklang zu bringen.

§ 4. Dieser Artikel gilt auch für Umweltvereinbarungen, welche gemäß Buch I des Umweltgesetzbuchs abgeschlossen werden und welche auf die Erfüllung bestimmter Verpflichtungen aus dem Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle und dessen Durchführungsmaßnahmen abzielen.

Dieses Dekret berührt nicht die Möglichkeit, die in Absatz 1 genannten Umweltvereinbarungen gemäß Artikel D.88 und D.89 des Buchs 1 des Umweltgesetzbuchs zu erneuern oder abzuändern. In jedem Fall dürfen die genannten Umweltvereinbarungen – gegebenenfalls einschließlich ihrer Verlängerungen – nicht für eine Gesamtdauer von über zehn Jahren abgeschlossen werden.

§ 5. Vertragsklauseln über die Sammlung von Haushaltsabfällen, die in Akten und Verträgen enthalten sind, die vor dem Inkrafttreten dieses Dekrets erlassen oder abgeschlossen wurden, können bis zu ihrem Ende erfüllt werden, ohne stillschweigend verlängert oder erneuert werden zu können. Falls keine Frist vorgesehen ist, enden diese Vertragsklauseln automatisch ein Jahr nach dem Inkrafttreten dieses Dekrets.

Art. 270 - § 1. Jeder Inhaber einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung zum Betrieb der Klasse 3, welche vor Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets ausgestellt wurde und sich auf den Betrieb einer Kläranlage bezieht, in der Abwasser oder andere flüssige Abfälle behandelt werden, welche per Fahrzeug zu dieser Kläranlage transportiert werden, darf den betreffenden Betrieb bis zum Ablauf der Genehmigung oder Erklärung fortsetzen, ohne eine Änderung der Genehmigung oder Erklärung beantragen oder einen neuen Antrag auf eine solche Genehmigung oder Erklärung stellen zu müssen – dies unter der Bedingung, dass er über eine Zulassung oder Registrierung als Sammler von Abfällen gemäß Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle und diesem Dekret und seinen Durchführungsmaßnahmen verfügt.

Jeder Inhaber einer Umweltgenehmigung oder einer Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 wie im Fall, der in Absatz 1 vorgesehen ist, kann bis zum Ablauf seiner Umweltgenehmigung oder seiner Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 und sofern keine Abänderung der genannten Genehmigung oder Erklärung aus einem anderen Grund als dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erforderlich wird eine neue Zulassung oder Registrierung als Sammler von Abfällen gemäß dem vorliegenden Dekret und seinen Durchführungsmaßnahmen beantragen. Die auf Basis des vorliegenden Absatzes gewährte Zulassung oder Registrierung darf die Gültigkeitsdauer der jeweiligen Umweltgenehmigung bzw. der Erklärung für die Betriebe der Klasse 3 nicht überschreiten.

§ 2. Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets decken alle Umweltgenehmigungen und alle Erklärungen für die Betriebe der Klasse 3, die für den Betrieb einer Kläranlage wie der in Paragraf 1 genannten übermittelt werden, zumindest die Rubrik(en) im Sinne von Artikel 3 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung und seine Durchführungsmaßnahmen ab, die im Bereich der Behandlung von Abfällen anwendbar sind.

Die Regierung kann die genannte(n) Rubrik(en) genauer ausführen.

Art. 271 - § 1. Das vorliegende Dekret tritt am zehnten Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

§ 2. Abweichend von Paragraf 1 gilt:

1° Artikel 26 tritt am 1. September 2023 in Kraft;

2° Artikel 63 tritt am 1. Januar 2026 in Kraft;

3° Die Artikel 220 bis 232 treten am 1. Januar 2030 in Kraft.

Die Regierung kann Daten für das Inkrafttreten festlegen, die vor den in Absatz 1 erwähnten Daten liegen.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 9. März 2023.

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastruktur

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und soziale Wirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte,

Ch. CALOMME

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen,

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—
Fußnote

(1) Sitzungsperiode 2022-2023.

Dokumente des wallonischen Parlaments, 1180 (2022-2023) Nrn. 1 bis *locties* bis 19.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 8. März 2023.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/44053]

9 MAART 2023. — Decreet betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL I — GRONDSLAGEN, CONCEPTEN EN BEGINSLEN**HOOFDSTUK 1.- — Algemene bepalingen***Afdeling 1 — Inleidende bepalingen*

Artikel 1. Bij dit decreet worden de volgende richtlijnen gedeeltelijk omgezet:

1° Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen, zoals laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/851 van het Europees Parlement en van de Raad van 30 mei 2018;

2° Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1994 betreffende verpakking en verpakkingsafval, zoals laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/852 van het Europees Parlement en van de Raad van 30 mei 2018;

3° Richtlijn 1999/31/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende het storten van afvalstoffen, zoals laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/850 van het Europees Parlement en van de Raad van 30 mei 2018;

4° Richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 september 2000 betreffende autowrakken, zoals laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/849 van het Europees Parlement en van de Raad van 30 mei 2018;

5° Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's en tot intrekking van Richtlijn 91/157/EEG, zoals laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/849 van het Europees Parlement en van de Raad van 30 mei 2018;

6° Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA) (herschikking), zoals laatstelijk gewijzigd bij Richtlijn (EU) 2018/849 van het Europees Parlement en van de Raad van 30 mei 2018;

7° Richtlijn (EU) 2019/904 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu.

Afdeling 2 — Doel en toepassingsgebied

Art. 2. Dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan hebben tot doel het milieu en de menselijke gezondheid te beschermen door afvalproductie en de schadelijke effecten van afvalproductie en -beheer te voorkomen of te verminderen, en door de algemene impact van het gebruik van hulpbronnen te beperken en het efficiënt gebruik ervan te verbeteren, wat essentieel is voor de overgang naar een circulaire economie en het concurrentievermogen van het Waalse Gewest en de Europese Unie op lange termijn.

Art. 3. Van het toepassingsgebied van dit decreet zijn uitgesloten:

1° gasvormige effluënten die in de atmosfeer worden uitgestoten;

2° kooldioxide dat wordt afgevangen en getransporteerd met het oog op geologische opslag en dat geologisch is opgeslagen overeenkomstig het decreet van 10 juli 2013 betreffende de geologische opslag van kooldioxide krachtens artikel 2, lid 2;

3° grond (in situ), met inbegrip van niet-uitgegraven verontreinigde grond en gebouwen die permanent met de grond verbonden zijn;

4° afvalwater dat onderworpen is aan de decreetgevende en de reglementaire delen van Boek II van het Milieubesluit dat het Waterwetboek inhoudt, met uitzondering van de inzameling door een installatie of een geklasseerde installatie en het vervoer per voertuig van slib als bedoeld in artikel D.2, 54°, 4de streepje, van voornoemd Boek II;

5° radioactieve afvalstoffen, andere dan vrijgegeven afvalstoffen in de zin van het samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat en de Gewesten van 17 oktober 2002 met betrekking tot het beheer van vrijgegeven afvalstoffen;

6° lijken, met uitzondering van kadavers van dieren;

7° stoffen die bestemd zijn om te worden gebruikt als voedermiddelen in de zin van artikel 3, tweede lid, onder g), van Verordening (EG) nr. 767/2009 van het Europees Parlement en de Raad en die niet uit dierlijke bijproducten bestaan of deze bevatten.

Art. 4. Dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan zijn van toepassing onder voorbehoud van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval en, in voorkomend geval, de uitvoeringsmaatregelen ervan op interregionaal niveau.

Afdeling 3 — Begripsomschrijving

Art. 5. § 1^{er}. Voor de toepassing van dit decreet dient te worden verstaan onder :

1° "afvalstof": elke stof of elk voorwerp waarvan de houder zich ontdoet, voornemens is zich te ontdoen of zich moet ontdoen;

2° "gevaarlijke afvalstof": een afvalstof die een of meer van de in bijlage 1 genoemde gevaarlijke eigenschappen bezit;

3° "niet-gevaarlijke afvalstof": een afvalstof die niet onder 2° valt;

4° "afvalstoffenproducent": eenieder wiens activiteiten afvalstoffen voortbrengen (eerste producent) of eenieder die voorbehandelingen, vermengingen of andere bewerkingen verricht die leiden tot een wijziging in de aard of de samenstelling van die afvalstoffen;

5° "afvalstoffenhouder": de afvalstoffenproducent dan wel de natuurlijke of rechtspersoon die de afvalstoffen in zijn bezit heeft;

- 6° “inzamelaar”: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie met of zonder rechtspersoonlijkheid) die beroepsmatig afval inzamelt;
- 7° “vervoerder”: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie met of zonder rechtspersoonlijkheid) die beroepsmatig afval vervoert;
- 8° “handelaar”: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie met of zonder rechtspersoonlijkheid) die als verantwoordelijke optreedt bij het aankopen en vervolgens verkopen van afval, met inbegrip van de handelaar die de afvalstoffen niet fysiek in zijn bezit heeft;
- 9° “makelaar”: iedere onderneming (natuurlijke persoon, rechtspersoon of organisatie met of zonder rechtspersoonlijkheid) die ten behoeve van anderen de verwijdering of de nuttige toepassing van afvalstoffen organiseert, met inbegrip van de makelaar die de afvalstoffen niet fysiek in zijn bezit heeft;
- 10° “afvalstoffenbeheer”: inzameling, vervoer, samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing (met inbegrip van mengen of sorteren) en verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van het toezicht op die handelingen en het toezicht op, het herstel in de vroegere staat en de rehabilitatie van die handelingen van de stortplaatsen in installaties voor samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering na sluiting en met inbegrip van activiteiten van handelaars of makelaars;
- 11° “inzameling”: het verzamelen van afvalstoffen, inclusief de voorlopige sortering en de voorlopige opslag van afvalstoffen, om deze daarna te vervoeren naar een installatie voor de samenbrenging, voorbehandeling of verwerking van afvalstoffen;
- 12° “gescheiden inzameling”: de inzameling waarbij een afvalstroom gescheiden wordt naar soort en aard van het afval om een specifieke behandeling te vergemakkelijken;
- 13° “vervoer”: belading, vervoer, lossen van de afvalstoffen;
- 14° “samenbrenging”: elke handeling waarbij afvalstoffen worden opgeslagen voorafgaand aan een voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering, met uitsluiting van tijdelijke opslag voorafgaand aan inzameling op de plaats waar de afvalstoffen worden geproduceerd;
- 15° “preventie”: maatregelen die worden genomen voordat een stof, materiaal of product afvalstof is geworden, ter vermindering van:
- de hoeveelheid afvalstoffen, inclusief via het hergebruik van producten of de verlenging van de levensduur van producten;
 - de negatieve gevolgen van de geproduceerde afvalstoffen voor het milieu en de menselijke gezondheid; of
 - het gehalte aan schadelijke stoffen in materialen en producten;”;
- 16° “hergebruik”: elke handeling waarbij producten of componenten die geen afvalstoffen zijn, opnieuw worden gebruikt voor hetzelfde doel als dat waarvoor zij waren bedoeld;
- 17° “voorbehandeling”: elke behandeling voorafgaand aan een volgende handeling voor de nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen, bestaande uit een fysisch, chemisch, thermisch of biologisch proces, met inbegrip van het mengen of het sorteren (eventueel door middel van visuele inspectie), waardoor de eigenschappen of kenmerken van het afval zodanig worden bepaald of gewijzigd dat het volume of het gevaarlijke of verontreinigende karakter ervan wordt verkleind, de behandeling ervan wordt vergemakkelijkt, de nuttige toepassing ervan wordt bevorderd of de verwijdering ervan mogelijk wordt gemaakt;
- 18° “verwerking”: nuttige toepassing of verwijdering, met inbegrip van aan toepassing of verwijdering voorafgaande voorbereidende handelingen;
- 19° “voorbereiding voor hergebruik”: elke nuttige toepassing bestaande uit controleren, schoonmaken of repareren, waarbij producten of componenten van producten, die afvalstoffen zijn geworden, worden klaargemaakt zodat ze zullen worden hergebruikt zonder dat verdere voorbehandeling nodig is;
- 20° “nuttige toepassing”: elke handeling met als voornaamste resultaat dat afvalstoffen een nuttig doel dienen door hetzij in de betrokken installatie, hetzij in de ruimere economie andere materialen te vervangen die anders voor een specifieke functie zouden zijn gebruikt, of waardoor de afvalstof voor die functie wordt klaargemaakt.
- 21° “nuttige toepassing materialen”: iedere nuttige toepassing, met uitzondering van de nuttige toepassing en bewerking tot materialen die bestemd zijn voor gebruik als brandstof of voor andere middelen om energie op te wekken, met inbegrip van voorbereiding voor hergebruik, recycling en opvulling;
- 22° “recycling”: elke nuttige toepassing waardoor afvalstoffen opnieuw worden bewerkt tot producten, materialen of stoffen, voor het oorspronkelijke doel of voor een ander doel. Dit omvat het opnieuw bewerken van organisch afval, maar het omvat niet energierugwinning, noch het opnieuw bewerken tot materialen die bestemd zijn om te worden gebruikt als brandstof of als opvulmateriaal;
- 23° “opvulling”: elke nuttige toepassing waarbij geschikt niet-gevaarlijk afval wordt gebruikt voor om uitgegraven gebieden of, bij ingenieurswerken, landschappelijke inrichtingswerken in oorspronkelijke staat te herstellen;
- 24° “regeneratie van afgewerkte olie”: iedere recyclingshandeling waardoor basisoliën kunnen worden geproduceerd door raffinage van afgewerkte olie, in het bijzonder door uit die olie de verontreinigende stoffen, oxidatieproducten en additieven te verwijderen;
- 25° “verbranding”: iedere thermische verwerking van afval, al dan niet met terugwinning van de geproduceerde verbrandingswarmte, door de verbranding door oxidatie van afval alsmede andere thermische behandelingenprocessen zoals pyrolyse, vergassing en plasmaproces, voor zover de producten van de behandeling vervolgens worden verbrand;
- 26° “meeverbranding”: elke verwerkingshandeling die in hoofdzaak bedoeld is om energie of materiële producten te produceren, en :
- die afval gebruikt als vaste of aanvullende brandstof, of ;
 - waarbij afval thermisch wordt verwerkt met het oog op verwijdering door verbranding door oxidatie of door andere thermische verwerkingsprocessen, zoals pyrolyse, vergassing of plasmaproces, , voor zover de producten van de behandeling vervolgens worden verbrand;
- 27° “verwijdering”: iedere handeling die geen nuttige toepassing is zelfs indien de handeling er in tweede instantie toe leidt dat stoffen of energie worden teruggewonnen;
- 28° “zwerfvuil”: elke afval die achtergelaten, afgedankt of beheerd wordt:

- buiten containers of plaatsen die daartoe zijn ingericht of toegestaan door een lokale overheid of een andere overheid die bevoegd is voor het behoud van het openbaar domein of de volksgezondheid; of
- zonder inachtneming van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 29° “illegale afvalstorting”: elke handeling die zwerfvuil heeft voortgebracht of voortbrengt;
- 30° “inert afval” : afval dat geen significante fysische, chemische of biologische veranderingen ondergaat. Inert afval lost niet op, verbrandt niet en vertoont ook geen andere fysische of chemische reacties, het wordt niet biologisch afgebroken en heeft geen zodanige nadelige effecten op andere stoffen waarmee het in contact komt dat milieuverontreiniging of schade aan de menselijke gezondheid dreigt te ontstaan;
- 31° “stedelijk afval”: afval dat huishoudelijk en soortgelijk afval omvat, met uitzondering van afval van productie, landbouw, bosbouw, visserij, septische tanks en het riolerings- en zuiveringsstelsel, met inbegrip van zuiveringsslib, afgedankte voertuigen of bouw- en sloopafval;
- 32° “huishoudelijk afval”: gemengd afval en gescheiden ingezameld afval van huishoudens, met inbegrip van papier en karton, glas, metaal, plastic, hout, verpakkingen, textiel, bioafval, afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, afgedankte batterijen en accu’s, grofvuil, met inbegrip van gebruikte matrassen en meubels;
- 33° “soortgelijk afval”: gemengd afval en gescheiden ingezameld afval uit andere bronnen dan de voormelde bronnen als de aard en samenstelling van dat afval vergelijkbaar zijn met de aard en samenstelling van afval van huishoudens;
- 34° “professioneel afval” : afval dat niet onder 32° en 33° valt;
- 35° “grofvuil”: afval waarvan alle buitenafmetingen gelijk zijn aan of groter dan veertig centimeter of waarvan het volume gelijk is aan of groter dan zestig kubieke decimeter, alsmede alle gebruikte matrassen en alle gebruikte meubelen, ongeacht de grootte van hun buitenafmetingen of hun volume;
- 36° “biologisch afbreekbaar afval”: afval dat anaëroob of aëroob kan worden afgebroken, zoals voedselresten en tuinafval, alsook papier- en kartonafval;
- 37° “bioafval”: biologisch afbreekbaar tuin- en plantsoenafval, levensmiddelen- en keukenafval van huishoudens, kantoren, restaurants, groothandels, kantines, cateringfaciliteiten of winkels en vergelijkbare afvalstoffen van de levensmiddelenindustrie;
- 38° “voedselafval”: levensmiddelen in de zin van artikel 2 van Verordening (EG) nr. 178/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 28 januari 2002 tot vaststelling van de algemene beginselen en voorschriften van de levensmiddelenwetgeving, tot oprichting van een Europese Autoriteit voor voedselveiligheid en tot vaststelling van procedures voor voedselveiligheidsaangelegenheden, die afval zijn geworden in de zin van 1° van deze paragraaf;
- 39° “voedselverlies”: de productie van voedselafval in de hele productie- en toeleveringsketen, met inbegrip van verliezen na de oogst;
- 40° “voedselverspilling”: de productie van voedselafval in de consumptiefase;
- 41° “afgewerkte olie”: minerale of synthetische, smeer- of industriële olie die niet voor voedingsdoeleinden bestemd is en die ongeschikt is geworden voor het gebruik waarvoor ze oorspronkelijk was bedoeld, zoals gebruikte olie van verbrandingsmotoren en versnellingsbakken, alsmede smeerolie, olie voor turbines en olie voor hydraulische systemen.
- 42° “bouw-, afbraak- en sloopafval”: afval dat ontstaat bij bouw-, afbraak- en sloopactiviteiten;
- 43° “dierlijke bijproducten”: de dierlijke bijproducten in de zin van Verordening (EG) nr. 1069/2009;
- 44° “kadavers van dieren”: karkassen of delen van karkassen van dieren die zijn gestorven op een andere wijze dan door slachting voor menselijke consumptie, met inbegrip van dieren die zijn gedood met het oog op de uitroeiing van een epizootie, en die moeten worden verwijderd overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1069/2009;
- 45° “onderneming voor sociale economie”: een vereniging of coöperatie zonder winstoogmerk die erkend is als sociale onderneming overeenkomstig artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen, die de beginselen vervat in artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie naleeft en die actief is in afvalpreventie of -beheer, in het bijzonder in het hergebruik of de voorbereiding voor hergebruik van afvalstoffen, producten of aanverwante componenten;
- 46° “verpakking”: de verpakking in de zin van artikel 2 van het samenwerkingsakkoord van 4 november 2008 betreffende de preventie en het beheer van verpakkingsafval;
- 47° “product voor eenmalig gebruik”: elk vervaardigd product dat niet werd bedacht, ontworpen of in de handel gebracht om binnen zijn levensduur meerdere cycli te maken door te worden teruggestuurd naar een producent om opnieuw gevuld te worden of opnieuw gebruikt te worden voor het doel waarvoor het gemaakt was;
- 48° “kunststof”: een materiaal bestaande uit een polymeer zoals bedoeld in artikel 3, punt 5, van Verordening (EG) nr. 1907/2006, waaraan mogelijk additieven of andere stoffen zijn toegevoegd, en dat als een structureel hoofdbestanddeel van eindproducten kan worden gebruikt;
- 49° “kunststofproduct voor eenmalig gebruik”: een product dat geheel of gedeeltelijk van kunststoffen is gemaakt en niet werd bedacht, ontworpen of in de handel gebracht om binnen zijn levensduur meerdere cycli te maken door te worden teruggestuurd naar een producent om opnieuw gevuld te worden of opnieuw gebruikt te worden voor het doel waarvoor het gemaakt was;
- 50° “plastic draagtassen”: van plastic gemaakte draagtassen, met of zonder handgreep, die aan consumenten wordt verstrekt op de plaats van verkoop van goederen of producten;
- 51° “lichte plastic draagtassen”: plastic draagtassen met een wanddikte van minder dan 50 micron;
- 52° “zeer lichte plastic draagtassen”: plastic draagtassen met een wanddikte van minder dan 15 micron die om hygiënische redenen zijn vereist of als primaire verpakking voor losse levensmiddelen worden verstrekt als dit helpt om voedselverspilling te voorkomen;
- 53° “milieuvergunning”: de beslissing zoals gedefinieerd in artikel 1, 1° en 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 54° “aangifte van een inrichting van klasse 3”: de handeling zoals gedefinieerd in artikel 1, 2° en 12°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;
- 55° “beste beschikbare technieken”: de technieken zoals gedefinieerd in artikel 1, 9°, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

56° “installatie”: de site ingericht voor de inzameling, samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen;

57° “ingedeelde installatie”: de installatie zoals bepaald in 56° wanneer ze krachtens het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan ingedeeld is;

58° “centrum voor technische ingraving”: de locatie waar afvalstoffen worden verwijderd door ze op of in de bodem (ook ondergronds) te storten, met inbegrip van:

interne locaties, d.w.z. sites waar een afvalstoffenproducent zelf afvalstoffen verwijdert op de plaats van productie, en;

permanente locaties, d.w.z. locaties die langer dan een jaar worden gebruikt voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen;

59° “vereniging van gemeenten”: de samenbrenging van gemeenten georganiseerd volgens één van de samenwerkingsvormen tussen gemeenten als bedoeld bij boek V van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie ;

60° “administratie”: de administratieve dienst(en), aangewezen door de Regering ;

61° “bevoegde autoriteit”: het lid of de leden van de Regering of de[00e2][0080][0088]administratieve[00e2][0080][0088]dienst(en), aangewezen door de Regering ;

62° “autoriteit van afgifte in eerste instantie”: de administratie(s) bedoeld in 60° in het kader van een administratieve procedure die voorziet in een administratief beroep georganiseerd door dit decreet;

63° “autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen” : de bevoegde autoriteit(en) bedoeld in 61°, andere dan bedoeld in 62°, in het kader van een administratieve procedure die voorziet in een administratief beroep georganiseerd door dit decreet;

64° “SPAQuE”: de “Société publique d’Aide à la Qualité de l’Environnement”;

65° “Richtlijn 94/62/EG”: Richtlijn 94/62/EG van het Europees Parlement en de Raad van 20 december 1964 betreffende verpakking en verpakkingafval;

66° “Richtlijn 1999/31/EG” : Richtlijn 1999/21/EG van de Raad van 26 april 1999 betreffende het storten van afvalstoffen;

67° “Richtlijn 2000/53/EG”: Richtlijn 2000/53/EG van het Europees Parlement en de Raad van 18 september 2000 betreffende autowrakken;

68° “Richtlijn 2006/66/EG”: Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 6 september 2006 inzake batterijen en accu’s, alsook afgedankte batterijen en accu’s en tot intrekking van Richtlijn 91/157/EEG;

69° “Richtlijn 2008/98/EG” : Richtlijn 2008/98/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 betreffende afvalstoffen en tot intrekking van een aantal richtlijnen ;

70° “Richtlijn 2012/19/EU” van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA) (herschikking);

71° “Richtlijn (EU) 2015/1535”: Richtlijn (EU) 2015/1535 van het Europees Parlement en de Raad van 9 september 2015 betreffende een informatieprocedure op het gebied van technische voorschriften en regels betreffende de diensten van de informatiemaatschappij;

72° “Richtlijn (EU) 2019/904”: Richtlijn (EU) 2019/904 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende de vermindering van de effecten van bepaalde kunststofproducten op het milieu;

73° “Verordening (EG) nr. 1069/2009”: Verordening (EG) nr. 1069/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften inzake niet voor menselijke consumptie bestemde dierlijke bijproducten en afgeleide producten en tot intrekking van Verordening (EG) nr. 1774/2002;

74° “Verordening (EG) nr. 1013/2006” : Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen;

75° “Verordening (EG) nr. 1907/2006”: Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 december 2006 inzake de registratie en beoordeling van en de autorisatie en beperkingen ten aanzien van chemische stoffen (REACH), tot oprichting van een Europees Agentschap voor chemische stoffen, houdende wijziging van Richtlijn 1999/45/EG en houdende intrekking van Verordening (EEG) nr. 793/93 van de Raad en Verordening (EG) nr. 1488/94 van de Commissie alsmede Richtlijn 76/769/EEG van de Raad en de Richtlijnen 91/155/EEG, 93/67/EEG, 93/105/EG en 2000/21/EG van de Commissie;

76° “Verordening nr. 1272/2008”: Verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels, tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1907/2006;

§ 2. Met betrekking tot de definitie van “afvalstoffenbeheer”, vermeld in § 1, 10°, kan de Regering, onverminderd het recht van de Europese Unie, de handelingen van afvalstoffenbeheer definiëren.

Met betrekking tot de definitie van “nuttige toepassing”, vermeld in paragraaf 1, 20°, bevat bijlage 2 een niet-limitatieve lijst van handelingen van nuttige toepassing. Onverminderd het recht van de Europese Unie kan de Regering als nuttige toepassing andere handelingen definiëren dan die bedoeld in die bijlage.

Met betrekking tot paragraaf 1, 23°, moeten de afvalstoffen die worden gebruikt voor opvulling, om te voldoen aan de definitie van “opvulling”, materialen vervangen die geen afvalstoffen zijn, moeten ze geschikt zijn voor de voornoemde doeleinden en moeten ze beperkt blijven tot de hoeveelheden die strikt noodzakelijk zijn om die doeleinden te bereiken.

Met betrekking tot de definitie van “verwijdering”, vermeld in paragraaf 1, 27°, bevat bijlage 3 een niet-limitatieve lijst van verwijderingshandelingen. Onverminderd het recht van de Europese Unie kan de Regering als verwijdering andere handelingen definiëren dan die bedoeld in die bijlage.

Met betrekking paragraaf 1, 28° en 29°, doen de definities van “zwerfvuil” en “illegale afvalstorting” geen afbreuk aan de bevoegdheid van de Regering en de lokale overheden om de bestrijding van zwerfvuil met betrekking tot bepaalde soorten zwerfvuil te specificeren of te prioriteren op basis van hun aard, omvang, hoeveelheid, aanwezigheid op bepaalde locaties of andere criteria die de Regering of de lokale overheden bepalen.

Met betrekking paragraaf 1, 30°, om te voldoen aan de definitie van "inert afval", moeten de totale productie van percolaat, het gehalte aan verontreinigende stoffen van de afvalstoffen en de ecotoxiciteit van het percolaat verwaarloosbaar zijn en mogen ze in het bijzonder geen nadelige invloed hebben op de kwaliteit van het oppervlaktewater of het grondwater.

Met betrekking tot paragraaf 1, 31° en 34°, laten de definities van "stedelijk afval" en "professioneel afval" de verdeling van de verantwoordelijkheden voor het afvalstoffenbeheer tussen publieke en private actoren onverlet.

Met betrekking tot paragraaf 1, 48°, kan de Regering, wanneer ze uitvoeringsmaatregelen neemt om het recht dat van toepassing is op het grondgebied van het Waals Gewest in overeenstemming te brengen met het recht van de Europese Unie, natuurlijke polymeren die niet chemisch gewijzigd zijn, uitsluiten van de definitie van "kunststof".

Met betrekking tot paragraaf 1, 58°, sluit de definitie van "centrum voor technische ingraving" de volgende elementen uit :

installaties waar afvalstoffen worden uitgeladen om ze klaar te maken voor verder vervoer met het oog op een nuttige toepassing, behandeling of verwijdering op een andere plaats, en;

de opslag van afvalstoffen voorafgaand aan een nuttige toepassing of behandeling voor een periode van in de regel minder dan drie jaar, of;

de opslag van afvalstoffen voorafgaand aan verwijdering voor een periode van minder dan een jaar.

§ 3. Met het oog op de aanpassing van dit decreet en van de uitvoeringsmaatregelen ervan aan het recht van de Europese Unie en het internationaal recht, kan de Regering de bijlagen bij dit decreet intrekken, wijzigen, aanvullen of vervangen.

De maatregelen die de Regering krachtens deze paragraaf neemt, verliezen van rechtswege hun werking indien ze niet binnen een termijn van twaalf maanden na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij decreet worden bevestigd.

Afdeling 4 — Algemene principes

Onderafdeling 1- — Afvalhiërarchie

Art. 6. § 1. Bij het opstellen van de wetgeving, de reglementering en het Waals beleid voor de preventie en het beheer van afvalstoffen wordt als prioriteitsvolgorde de volgende afvalhiërarchie gehanteerd:

1° preventie;

2° voorbereiding voor hergebruik;

3° recyclage;

4° andere nuttige toepassing, in het bijzonder energierugwinning; en

5° verwijdering.

§ 2. Bij de toepassing van de afvalhiërarchie, bedoeld in paragraaf 1, neemt de Regering maatregelen om oplossingen te stimuleren die over het geheel genomen het beste milieuresultaat opleveren. Dit kan betekenen dat voor specifieke afvalstromen moet worden afgeweken van de hiërarchie, indien dit gerechtvaardigd is op grond van het levenscyclusdenken over de totale effecten van de productie en het beheer van die afvalstoffen.

Er wordt rekening gehouden met de algemene milieubeschermingsprincipes zoals het voorzorgs- en duurzaamheidsbeginsel, de technische uitvoerbaarheid en economische haalbaarheid, de bescherming van hulpbronnen, alsook met de algemene effecten voor milieu en menselijke gezondheid en op economisch en maatschappelijk gebied, overeenkomstig de artikelen 2 en 32.

§ 3. Met betrekking tot het opstellen van wetgeving, regelgeving en het Waalse afvalstoffenbeleid legt de Regering elk voorontwerp van wettelijke bepaling tot wijziging van dit decreet en elk ontwerp van besluit uitgevaardigd krachtens dit decreet voor aan minstens de beleidsgroep "Leefmilieu", afdeling "Afvalstoffen", overeenkomstig het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie .

§ 4. De Regering kan een beroep doen op economische instrumenten en andere maatregelen om de toepassing van de afvalhiërarchie aan te moedigen, zoals die vermeld in bijlage 4, indien deze kunnen worden aangenomen via bepalingen van regelgevende aard, of op andere geschikte instrumenten en maatregelen.

Onderafdeling 2 — Beginselen van zelfvoorziening en nabijheid

Art. 7. § 1. De Regering neemt passende maatregelen, in samenwerking met de andere gewestelijke overheden of de Federale Overheid van de Belgische Staat alsmede met andere Lidstaten van de Europese Unie , wanneer zulks noodzakelijk of raadzaam is, om een adequaat geïntegreerd netwerk tot stand te brengen van afvalverwijderingsinstallaties en van installaties voor de nuttige toepassing van gemengd huishoudelijk afval, ingezameld bij particuliere huishoudens, ook indien die inzameling dergelijk afval van andere producenten omvat, rekening houdend met de beste beschikbare technieken.

§ 2. Het netwerk moet zo worden opgezet dat de Europese Unie als geheel hierdoor zelfvoorzienend kan worden zowel voor afvalverwijdering als voor nuttige toepassing van afval als bedoeld in § 1, en dat elke lidstaat afzonderlijk naar dat doel toe kan groeien, rekening houdend met de geografische omstandigheden en de behoefte aan gespecialiseerde installaties voor bepaalde soorten afval.

§ 3. Het netwerk moet het mogelijk maken afval te verwijderen of afval als bedoeld in § 1 nuttig toe te passen in een van de meest nabijgelegen daartoe geschikte installaties, met behulp van de meest geschikte methoden en technologieën, om een hoog niveau van bescherming van het milieu en de volksgezondheid te waarborgen.

§ 4. De beginselen van nabijheid en zelfvoorziening betekenen niet dat het Waalse Gewest zelf over alle faciliteiten voor definitieve nuttige toepassing moet beschikken."

§ 5. De Regering kan de toepassing van dit artikel uitbreiden tot andere soorten afvalstoffen dan die bedoeld in paragraaf 1

Afdeling 5 — Kwalificatiecriteria

Onderafdeling 1 — Bijproducten

Art. 8. § 1. In overeenstemming met de criteria die in voorkomend geval op het niveau van de Europese Unie zijn vastgesteld, wordt een stof of zaak die het resultaat is van een productieproces dat niet in de eerste plaats tot doel heeft die stof of die zaak te produceren, niet beschouwd als een afvalstof, maar als een bijproduct, als aan de volgende voorwaarden is voldaan :

- 1° het is zeker dat de stof of het voorwerp zal worden gebruikt;
- 2° de stof of het voorwerp kan onmiddellijk worden gebruikt zonder verdere andere behandeling dan die welke bij de normale productie gangbaar is;
- 3° de stof of het voorwerp wordt geproduceerd als een integraal onderdeel van een productieproces; en
- 4° verder gebruik is rechtmatig, m.a.w. de stof of het voorwerp voldoet aan alle voorschriften inzake producten, milieu en gezondheidsbescherming voor het specifieke gebruik en zal niet leiden tot over het geheel genomen ongunstige effecten op het milieu of de menselijke gezondheid.

§ 2. Bij gebrek aan criteria die op het niveau van de Europese Unie zijn vastgelegd, kan de Regering gedetailleerde criteria vastleggen voor de toepassing van de in paragraaf 1 vermelde voorwaarden op specifieke stoffen of voorwerpen.

§ 3. De Regering bepaalt de procedurele modaliteiten volgens welke een stof of voorwerp als bijproduct en niet als afvalstof wordt erkend. Deze procedurele modaliteiten kunnen eenzijdige administratieve beslissingen van individuele strekking omvatten, genomen door de Regering of door de bevoegde autoriteit die zij daartoe aanwijst. Deze administratieve beslissingen worden in elk geval bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en op zijn minst op een website van het Waalse Gewest.

§ 4. De Regering kan de procedurele modaliteiten van een facultatief individueel certificeringsmechanisme aannemen en vastleggen, waardoor elke exploitant die stoffen of voorwerpen voortbrengt die in het Waalse Gewest als bijproducten worden beschouwd, uitdrukkelijk en op individuele basis kan worden erkend als exploitant die een bijproduct voortbrengt dat in het Waalse Gewest is toegelaten.

§ 5. De Regering kan :

- 1° een lijst opstellen, al dan niet per categorie, van stoffen of voorwerpen die van rechtswege als bijproducten worden erkend;
- 2° de volgende elementen openbaar maken :
 - langs elektronische weg, in aanvulling op de in paragraaf 3 bedoelde middelen, informatie met betrekking tot de beslissingen die geval per geval worden genomen krachtens die paragraaf;
 - langs elektronische weg, informatie betreffende de resultaten van de door de administratie verrichte controles.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, past de Regering ten minste om de vijf jaar de lijst(en) van stoffen of voorwerpen in de reglementering aan teneinde er in voorkomend geval de inhoud van de in het derde lid bedoelde administratieve beslissingen in op te nemen.

§ 6. Wanneer de uitoefening van een beroepsactiviteit een bijproduct voortbrengt dat alle eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden vertoont en in alle opzichten voldoet aan die van een bij regeringsbesluit of bij administratieve beslissing van individuele strekking erkend bijproduct, kan de houder van dat materiaal een aanvraag tot individuele certificering indienen met betrekking tot de bedoelde stof of het bedoelde voorwerp die/dat als bijproduct is erkend en overeenkomstig paragraaf 4 en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Onderafdeling 2 — Einde-afvalfase

Art. 9. § 1. In overeenstemming met de criteria die zijn vastgesteld op het niveau van de Europese Unie, waar van toepassing, wordt afval dat een recyclingsverrichting of een andere nuttige toepassing heeft ondergaan, geacht geen afval meer te zijn als het aan de volgende voorwaarden voldoet:

- 1° de stof of het voorwerp moet voor specifieke doelen worden gebruikt ;
- 2° er is een markt voor of vraag naar de stof of het voorwerp;
- 3° de stof of het voorwerp voldoet aan de technische voorschriften voor de specifieke doelen en aan de voor producten geldende wetgeving, reglementering en normen; en
- 4° het gebruik van de stof of het voorwerp heeft over het geheel genomen geen ongunstige effecten voor het milieu of de menselijke gezondheid.

§ 2. Bij gebrek aan criteria die op het niveau van de Europese Unie zijn vastgelegd, kan de Regering gedetailleerde criteria vastleggen voor de toepassing van de in paragraaf 1 vermelde voorwaarden op specifieke stoffen of voorwerpen. Deze gedetailleerde criteria houden rekening met mogelijke schadelijke effecten van de stof of het voorwerp op het milieu en de menselijke gezondheid. Deze gedetailleerde criteria omvatten :

- 1° de afvalstoffen die worden gebruikt als input voor de nuttige toepassing;
- 2° toegestane verwerkingsprocessen en -technieken;
- 3° de kwaliteitscriteria die van toepassing zijn op de materialen die voortkomen uit de nuttige toepassing en die ophouden afvalstoffen te zijn, overeenkomstig de relevante productnormen, met inbegrip van, indien nodig, grenswaarden voor verontreinigende stoffen;
- 4° de eisen voor beheersystemen om de naleving van de eindeafvalcriteria aan te tonen, met inbegrip van kwaliteitscontrole en zelfcontrole, en, indien nodig, accreditatie; en
- 5° de eis van een conformiteitsverklaring.

§ 3. Bij gebrek aan op het niveau van de Europese Unie vastgestelde of door de Regering overeenkomstig paragraaf 2 aangenomen criteria, kan de Regering of de bevoegde autoriteit die zij daartoe aanwijst, geval per geval beslissen dat bepaalde afvalstoffen geen afvalstoffen meer zijn of passende maatregelen nemen om dit te verifiëren, op basis van de voorwaarden, vermeld in paragraaf 1, en, indien nodig, door de vereisten, vermeld in paragraaf 2, 1° tot 5°, over te nemen en rekening houdend met de grenswaarden voor verontreinigende stoffen en mogelijke schadelijke gevolgen voor het milieu en de menselijke gezondheid. Dergelijke beslissingen per geval hoeven niet te worden gemeld aan de Europese Commissie overeenkomstig Richtlijn (EU) 2015/1535.

§ 4. Elke natuurlijke of rechtspersoon die voor het eerst een materiaal gebruikt dat niet langer een afvalstof is en dat niet op de markt is gebracht, of die voor het eerst een materiaal op de markt brengt nadat het niet langer een afvalstof is, zorgt ervoor dat dit materiaal voldoet aan de relevante voorschriften van de toepasselijke wet- en regelgeving inzake chemische stoffen en producten.

Aan de voorwaarden in paragraaf 1 moet zijn voldaan voordat de wet- en regelgeving inzake chemische stoffen en producten van toepassing is op het materiaal dat niet langer een afvalstof is.

§ 5 De Regering bepaalt de procedurele modaliteiten volgens welke :

1° een stof of voorwerp wordt erkend als niet langer een afvalstof te zijn overeenkomstig de §§ 1 en 2, en

2° zij of de bevoegde autoriteit die zij daartoe aanwijst, een stof of voorwerp kan erkennen als zijnde niet langer een afvalstof overeenkomstig § 3.

De procedurele modaliteiten, vermeld in het eerste lid, 1° en 2°, kunnen eenzijdige administratieve beslissingen van individuele strekking omvatten, genomen door de Regering of door de bevoegde autoriteit die zij daartoe aanwijst. In elk geval worden die administratieve beslissingen bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en minstens op een website van het Waalse Gewest.

De Regering stelt de uitoefening van elke activiteit waarbij een stof of zaak vrijkomt die beschouwd wordt niet langer een afvalstof te zijn, afhankelijk van een voorafgaande registratie.

Wanneer bij de uitoefening van een beroepsactiviteit een stof of voorwerp vrijkomt die/dat is erkend als niet langer afvalstof en alle eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden heeft en daaraan voldoet die in elk opzicht gelijk zijn aan die van een stof of voorwerp die/dat bij regeringsbesluit of bij administratieve beslissing van individuele strekking is erkend als niet langer afvalstof, moet de houder ervan een verzoek tot registratie indienen overeenkomstig paragraaf 4 en de uitvoeringsmaatregelen daarvan en met betrekking tot die stof of dat voorwerp die/dat is erkend als niet langer afvalstof.

§ 7. De Regering kan :

1° een lijst opstellen, al dan niet per categorie, van stoffen of voorwerpen die niet langer als afvalstoffen worden beschouwd;

2° de volgende elementen openbaar maken :

langs elektronische weg, in aanvulling op de in paragraaf 5 bedoelde middelen, informatie met betrekking tot de beslissingen die geval per geval worden genomen krachtens die paragraaf;

langs elektronische weg, informatie betreffende de resultaten van de door de administratie verrichte controles.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, past de Regering ten minste om de vijf jaar de lijst(en) van stoffen of voorwerpen in de reglementering aan teneinde er in voorkomend geval de inhoud van de in de §§ 3 en 5 bedoelde administratieve beslissingen in op te nemen.

Onderafdeling 3 — Lijst van afvalstoffen

Art. 10. § 1. De Regering kan een lijst opstellen van afvalsoorten volgens eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden die ze bepaalt.

§ 2. Wanneer de Regering een afvalsoort opsomt overeenkomstig het eerste lid, bepaalt zij :

1° het toepasselijke vermoeden volgens hetwelk:

elke op de lijst voorkomende afvalstof behoort tot de afvalstoffen van de lijst; of

elke afvalstof die niet op de lijst voorkomt, niet tot de opgesomde afvalsoort behoort;

2° het weerlegbare of onweerlegbare karakter van het vermoeden.

§ 3. Wanneer de Regering krachtens dit artikel afvalstoffen opsomt, vermeldt zij dit uitdrukkelijk en:

- met betrekking tot paragraaf 2, 1°, wanneer de Regering niet uitdrukkelijk voorziet in het vermoeden dat van toepassing is tussen *a)* en *b)*, is *a)* van rechtswege van toepassing;

- met betrekking tot paragraaf 2, 2°, wanneer de Regering niet uitdrukkelijk voorziet in het weerlegbare karakter van het vermoeden of de wijze waarop het weerlegbaar wordt gemaakt, is dit vermoeden van rechtswege onweerlegbaar.

Art. 11. § 1. Wanneer de vermoedens voorzien bij of krachtens dit decreet weerlegbaar zijn, naargelang het geval :

1° hetzij de weerlegging van het weerlegbaar vermoeden gebaseerd is op het bewijs dat de afvalstoffen op een lijst van de betrokken afvalstoffen niet voldoen aan alle eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden die de Regering overeenkomstig artikel 10 heeft bepaald voor de samenstelling van die lijst;

2° hetzij de weerlegging van het weerlegbaar vermoeden gebaseerd is op het bewijs dat de afvalstoffen die niet voorkomen op een betrokken lijst van afvalstoffen voldoen aan alle eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden die de Regering overeenkomstig artikel 10 heeft bepaald voor het opstellen van die lijst.

§ 2. Wanneer de Regering een vermoeden vestigt dat door of krachtens dit decreet kan worden weerlegd, regelt ze de procedurele modaliteiten voor het weerleggen van dat vermoeden, zo nodig geval per geval.

§ 3. Wanneer de Regering bij of krachtens dit decreet een weerlegbaar vermoeden vestigt, kan zij de voorwaarden vaststellen voor de erkenning van de eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden overeenkomstig artikel 10, van afvalstoffen :

1° in gevallen waarin zij, hoewel zij niet als zodanig voorkomen op een bij of krachtens dit decreet opgestelde lijst van afvalstoffen, kunnen worden erkend als behorende tot het soort afvalstoffen dat op de lijst voorkomt;

2° die, hoewel zij worden aangemerkt als deel uitmakend van een bij of krachtens dit decreet vastgestelde lijst van afvalstoffen, kunnen worden erkend als niet behorend tot het soort afvalstoffen.

Elk verzoek om een dergelijke erkenning bevat ten minste een milieurisicoanalyse.

De Regering kan de minimumeisen voor de milieurisicoanalyse, bedoeld in het tweede lid, vaststellen.

Art. 12. De weerlegbare en onweerlegbare vermoedens voorzien bij of krachtens dit decreet doen geen afbreuk aan de bevoegdheden van de Regering om voorschriften uit te vaardigen krachtens dit decreet mits administratieve toelating, en in het bijzonder om afwijkingen te voorzien van de verbodsbepalingen voorzien bij of krachtens dit decreet.

Art. 13. Elke lijst van afvalstoffen vastgesteld bij of krachtens dit decreet vormt de referentienomenclatuur voor het afvalstoffenbeheer.

De aanwezigheid van een stof of voorwerp op een lijst van afvalstoffen betekent niet noodzakelijk dat het in alle gevallen een afvalstof is. Een stof of voorwerp wordt pas als afvalstof beschouwd als ze voldoet aan de definitie, vermeld in artikel 5, § 1, 1°

Art. 14. § 1. De Regering stelt de lijst van gevaarlijke afvalstoffen op, rekening houdend met de oorsprong en de samenstelling van de afvalstoffen en, in voorkomend geval, de grenswaarden voor de concentratie van gevaarlijke stoffen.

De identificatie van afvalstoffen als gevaarlijke afvalstoffen op de lijst van gevaarlijke afvalstoffen houdt een weerlegbaar vermoeden in dat de afvalstoffen een of meer van de in bijlage 1 vermelde gevaarlijke eigenschappen bezitten.

De herindeling van gevaarlijke afvalstoffen als niet-gevaarlijke afvalstoffen mag niet plaatsvinden na verdunning of vermenging met het oogmerk om de oorspronkelijke concentraties van gevaarlijke stoffen onder de drempelwaarde voor kenmerking als gevaarlijk te brengen.

Onverminderd eventuele uitvoeringsmaatregelen die de Regering overeenkomstig de artikelen 10 en 11 neemt met betrekking tot de lijst van gevaarlijke afvalstoffen die zij overeenkomstig deze paragraaf vaststelt, past zij de overeenkomstig deze paragraaf vastgestelde lijst van gevaarlijke afvalstoffen aan om deze in overeenstemming te brengen met de door de Europese Unie vastgestelde lijst van gevaarlijke afvalstoffen.

§ 2. De Regering stelt de lijst van de inerte afvalstoffen vast.

Het ontbreken van een afvalstof op de lijst van inerte afvalstoffen vormt een weerlegbaar vermoeden dat de genoemde afvalstof niet inert is.

Art. 15. Indien er meer dan één lijst van afvalstoffen overeenkomstig dit decreet wordt opgesteld, kan de Regering één of meer afzonderlijke lijsten opstellen, vergezeld van een referentiesysteem dat het mogelijk maakt om binnen die ene lijst of lijsten verschillende lijsten van afvalstoffen te onderscheiden.

Afdeling 6 — Methodes voor de afname, monsterneming en analyse op het gebied van afvalstoffen

Art. 16. De Regering kan :

1° minimumvoorschriften vaststellen voor de methodes voor de afname, monsterneming en analyse die tot doel hebben de eigenschappen en de fysisch-chemische kenmerken van de afvalstoffen of het gehalte aan verontreinigende stoffen vast te stellen;

2° één of meerdere technische handleidingen van indicatieve waarde goedkeuren die de kwaliteit van de expertises van afvalstoffen moeten waarborgen.

De minimumvoorschriften, vermeld in het eerste lid, 1°, omvatten ten minste criteria die de ontvangers in staat stellen te rechtvaardigen en te waarborgen dat de door hen voorgestelde methodes voor de afname, monsterneming en analyse een informatieniveau en -kwaliteit garanderen die gelijkwaardig zijn aan de krachtens het eerste lid, 2°, goedgekeurde technische aanwijzingen.

In geval van tegenstrijdigheid tussen de vermeldingen in een technische handleiding, worden de meest recente vermeldingen toegepast.

Afdeling 7 — Planning inzake afvalstoffen, circulair gebruik en openbare netheid

Art. 17. Het "Plan wallon des Déchets-Ressources" (Waalts plan inzake afval en grondstoffen) bestrijkt het hele grondgebied van het Waalse Gewest en beschrijft de richtlijnen op korte, middellange en lange termijn, evenals de maatregelen die moeten worden genomen om ten minste de doelstellingen te bereiken die door dit decreet en zijn uitvoeringsbesluiten zijn vastgesteld.

Het kan verschillende afzonderlijke plannen, programma's of delen bevatten die betrekking hebben op specifieke kwesties of thema's in verband met afval, het circulair gebruik van materialen of openbare netheid.

Art. 18. § 1. Het Waals plan inzake afval en grondstoffen:

1°

2° bepaalt de te bereiken preventiedoelstellingen, de doelstellingen die zijn erop gericht de economische groei los te koppelen van de milieueffecten die gepaard gaan met de productie van afvalstoffen.

3° bepaalt de te bereiken beheersdoelstellingen;

4° legt de maatregelen vast die moeten worden genomen om de doelstellingen, bedoeld in 2° en 3°, te bereiken, in het bijzonder de maatregelen die nodig zijn om ervoor te zorgen dat de afvalstoffen in de best mogelijke omstandigheden en op milieuvriendelijke wijze worden verwerkt met het oog op hergebruik, recycling, nuttige toepassing of verwijdering;

5° legt de financiële middelen vast die nodig zijn om ze te bereiken;

6° houdt een evaluatie in van de wijze waarop het de uitvoering van de bepalingen en de verwezenlijking van de doelstellingen van dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen ondersteunt;

7° bevat stimulansen om een positieve gedragswijziging inzake afvalbeheer bij de burgers en het bedrijfsleven teweeg te brengen.

§ 2. Het Waals plan inzake afval en grondstoffen bevat gegevens over zijn budgettaire gevolgen voor de overheid, alsook over de voorzienbare gevolgen op korte, middellange en lange termijn voor de economie in het algemeen en over de voorzienbare gevolgen voor het milieu.

§ 3. Het Waalse plan inzake afval en grondstoffen definieert duidelijk de doelstellingen en maatregelen met betrekking tot afvalpreventie en afvalbeheer.

Art. 19. § 1. Sommige van de maatregelen betreffende de afvalpreventie vermeld in het Waals plan inzake afval en grondstoffen :

1° bevatten de maatregelen van artikel 22 overeenkomstig de artikelen 2 en 6;

2° beschrijven de reeds bestaande afvalpreventiemaatregelen en bevatten de nuttig geachte voorbeelden uit bijlage 5 of elke andere geschikt geachte maatregel, alsook hun bijdrage tot afvalpreventie;

3° beschrijven in voorkomend geval de bijdrage van de in bijlage 4 opgesomde instrumenten en maatregelen tot afvalpreventie en beoordelen het nut van de in bijlage 5 opgesomde voorbeelden van maatregelen of andere passend geachte maatregelen;

4° hebben betrekking op verpakkingsafval;

5° betrekking hebben op voedselverspilling en voedselverliezen.

§ 2. Met het oog op de opvolging van de vooruitgang op het vlak van afvalpreventie wordt in het Waalse plan inzake afval en grondstoffen een geactualiseerde stand van zaken opgemaakt en worden relevante kwalitatieve of kwantitatieve doelstellingen op dat vlak opgenomen, alsook indicatoren om de verwezenlijking van die doelstellingen op te volgen.

Art. 20. § 1. De maatregelen inzake afvalbeheer die zijn opgenomen in het Waalse plan inzake afval en grondstoffen bevatten ten minste de volgende elementen:

1° het type, de hoeveelheid en de herkomst van de op het grondgebied van het Gewest geproduceerde afvalstoffen, de afstoffen die vanuit of naar het grondgebied van het Gewest kunnen worden overgebracht en een evaluatie van de ontwikkeling van de afvalstromen in de toekomst;

2° de belangrijkste bestaande verwijderings- en terugwinningsinstallaties, met inbegrip van eventuele speciale voorzieningen voor afgewerkte olie, gevaarlijk afval, afval dat aanzienlijke hoeveelheden kritieke grondstoffen bevat, of afvalstromen die vallen onder specifieke bepalingen van de EU-wetgeving- of regelgeving;

3° een beoordeling van de behoefte aan sluiting van bestaande afvalverwerkingsinstallaties en aan aanvullende afvalverwerkingsinstallaties overeenkomstig artikel 7;

4° informatie over de maatregelen die moeten worden genomen om de doelstellingen te bereiken die zijn opgenomen in artikel 41 of in andere strategische documenten die het hele grondgebied van het Waalse Gewest bestrijken;

5° een evaluatie van de bestaande systemen voor de inzameling van afval, met inbegrip van de fysieke en territoriale dekking van de selectieve inzameling en de maatregelen om de werking ervan te verbeteren, de eventuele vrijstellingen die zijn verleend overeenkomstig artikel 49, § 2, en de behoefte aan nieuwe inzamelingssystemen;

6° voldoende informatie over locatiecriteriën voor de identificatie van locaties en de capaciteit van toekomstige verwijderingsinstallaties of grote terugwinningsinstallaties, indien nodig;

7° algemeen afvalbeheerbeleid, inclusief geplande afvalbeheertechnologieën en -methoden of beleid voor afval dat specifieke beheersproblemen oplevert.

8° maatregelen om alle vormen van ongecontroleerd storten van afval te voorkomen en alle soorten ongecontroleerd afval te verwijderen;

9° passende kwalitatieve of kwantitatieve indicatoren en streefcijfers, in het bijzonder met betrekking tot de hoeveelheid geproduceerde en ingezamelde afvalstoffen en de verwerking ervan, in het bijzonder voor stedelijk afval dat wordt verwijderd of dat energieretrieving ondergaat;

10° specifieke bepalingen inzake verpakking en het beheer van verpakkingsafval;

11° maatregelen ter vermindering van de hoeveelheid biologisch afbreekbaar afval dat wordt gestort.

Met betrekking tot paragraaf 1, 3°, omvat de daarin bedoelde evaluatie van de behoeften een analyse van de investeringen en andere financiële middelen, ook voor de overheden, in het bijzonder de lokale overheden, die nodig zijn om aan die behoeften te voldoen.

§ 2. De maatregelen inzake afvalbeheer die zijn opgenomen in het Waalse plan inzake afval en grondstoffen kunnen ook de volgende elementen bevatten:

1° organisatorische aspecten in verband met afvalbeheer, inclusief een beschrijving van de verdeling van verantwoordelijkheden tussen de openbare en private actoren die het afvalbeheer uitvoeren;

2° een evaluatie van het nut en de geschiktheid van economische of andersoortige instrumenten voor het aanpakken van diverse afvalproblemen, rekening houdend met de noodzaak om de goede werking van de interne markt in stand te houden;

3° gebruik van bewustmakingscampagnes en verstrekking van informatie ten behoeve van het brede publiek of specifieke categorieën consumenten of andere doelgroepen;

4° historisch verontreinigde afvalverwijderingslocaties en de maatregelen om deze te saneren.

Art. 21. § 1. Het Waals plan inzake afval en grondstoffen en alle herzieningen ervan worden aangenomen in overeenstemming met de milieueffectbeoordelings- en inspraakprocedures uiteengezet in Boek I van het Milieuwetboek die van toepassing zijn op plannen en programma's van categorie A.1. in de zin van dat Boek.

§ 2. Het Waals plan inzake afval en grondstoffen wordt minstens om de zes jaar geëvalueerd en, indien nodig, herzien in overeenstemming met de artikelen 22 en 38.

§ 3. Het Waals plan inzake afval en grondstoffen, zijn evaluatie en, indien van toepassing, zijn herziening, worden gepubliceerd op een website van het Waalse Gewest.

HOOFDSTUK 2. — Preventie inzake afval

Afdeling 1 — Algemene bevoegdheden van de Regering

Art. 22. § 1. Teneinde het ontstaan van afvalstoffen te voorkomen, de hoeveelheid of schadelijkheid ervan te verminderen of het beheer ervan te vergemakkelijken, kan de Regering alle passende maatregelen nemen, onder meer :

1° het bepalen en gebruiken van passende kwalitatieve of kwantitatieve indicatoren en doelstellingen;

2° het controleren, begeleiden en evalueren van de uitvoering van afvalpreventiemaatregelen, in het bijzonder met betrekking tot de hoeveelheid geproduceerde afvalstoffen, door middel van maatregelen genomen krachtens 1°;

3° het bevorderen, aanmoedigen en ondersteunen van :

duurzame productie- en consumptiepatronen;

het onderzoek naar en de ontwikkeling, het ontwerp, de vervaardiging en het gebruik van producten die zuinig omspringen met hulpbronnen, duurzaam zijn (in het bijzonder wat levensduur en de afwezigheid van geprogrammeerde veroudering betreft), herstelbaar en herbruikbaar zijn en een evolutief ontwerp hebben;

de verbetering, door middel van maatregelen inzake ecologisch ontwerp, van de herbruikbaarheid of recycleerbaarheid van bepaalde types producten of afval die zij identificeert;

het hergebruik van producten en de totstandbrenging van systemen ter bevordering van herstellings- en hergebruikactiviteiten, met name voor elektrische en elektronische apparatuur, textiel en meubilair, alsmede voor verpakking en bouwmaterialen en -producten;

voor zover van toepassing en zonder afbreuk te doen aan intellectuele-eigendomsrechten, de beschikbaarheid van reserveonderdelen, gebruiksaanwijzingen, technische informatie of andere instrumenten, apparatuur of software waarmee producten kunnen worden gerepareerd en hergebruikt zonder dat de kwaliteit of veiligheid in het gedrang komt;

voorlichtingscampagnes om mensen bewuster te maken van afvalpreventie en zwerfvuil;

beëindiging van de productie van zwerfvuil dat schadelijk is voor het mariene milieu, teneinde bij te dragen aan de doelstelling van de Verenigde Naties inzake duurzame ontwikkeling om alle soorten mariene verontreiniging te voorkomen en aanzienlijk te verminderen;

4° het verminderen van :

rekening houdend met de beste beschikbare technieken, het ontstaan van afvalstoffen bij processen die verband houden met :

de exploitatie van natuurlijke hulpbronnen, met inbegrip van die welke verband houden met de winning van mineralen;

industriële productie, fabricage, bouw, afbraak en sloop;

de productie van diensten;

de productie van afval, in het bijzonder afval dat niet geschikt is om te worden voorbereid voor hergebruik of recycling;

het gehalte aan schadelijke stoffen in materialen en producten;

5° het vermijden, voorkomen en verminderen van afval van producten :

die kritieke grondstoffen bevatten;

die de belangrijkste bronnen zijn van ongecontroleerd storten van afval, in het bijzonder in het natuurlijke en mariene milieu;

6° het reguleren, invoeren en ondersteunen van :

het gebruik van producten en diensten die voortkomen uit modellen bedoeld in 3°, a);

de verplichting om aan de gebruikers van producten informatie te verstrekken over :

de risico's van verontreiniging die deze producten opleveren of de ecologische gevolgen van hun productie, verhandeling en gebruik;

de wijze van nuttige toepassing of verwijdering van het afval van genoemde producten;

het opstellen van een afvalpreventieplan, met of zonder evaluatie daarvan, voor installaties en activiteiten die meer afval produceren dan een bepaalde drempel die zij vaststelt;

7° aan producenten van producten of houders van producten die gevaarlijke afvalstoffen kunnen worden, een of meer van de volgende verplichtingen opleggen:

een analytische boekhouding voeren van de bedoelde producten;

de overheid in te lichten over de toewijzing, het gebruik of de wijze van nuttige toepassing of verwijdering van de bedoelde producten;

8° het definiëren, het bepalen van de procedures voor of het reglementeren van :

handelingen waardoor stoffen, materialen of producten, al dan niet afvalstoffen geworden, opnieuw worden gebruikt, voor hetzelfde of een ander doel dan waarvoor ze bestemd waren;

controle-, reinigings- of herstelverrichtingen met het oog op nuttige toepassing waarbij stoffen, materialen of producten die afvalstoffen zijn geworden, zodanig worden behandeld dat ze zonder verdere voorbehandeling opnieuw kunnen worden gebruikt;

9° het regelen of het verbieden van de vernietiging van bepaalde herbruikbare of nog verbruikbare producten of afvalstoffen die zij bepaalt;

10° het bepalen van de financieringsmechanismen, het regelen van de toekenning van subsidies of andere steunmaatregelen, investeringen doen en het invoeren van retributies voor de acties en maatregelen die krachtens dit artikel worden uitgevoerd.

§ 2. Wanneer de Regering uitvoeringsmaatregelen aanneemt overeenkomstig paragraaf 1, 3°, a) en b), kunnen die maatregelen in het bijzonder de ontwikkeling, de productie en de commercialisering van technisch duurzame producten voor meervoudig gebruik en de daarmee verband houdende schenkings-, uitleen- en verhuurdiensten aanmoedigen.

Wanneer de Regering uitvoeringsmaatregelen aanneemt krachtens paragraaf 1, 4°, c), zullen deze maatregelen worden genomen onverminderd de geharmoniseerde wettelijke vereisten die op het niveau van de Europese Unie zijn vastgelegd voor de genoemde materialen en producten, en zullen zij ervoor zorgen dat elke leverancier van een artikel in de zin van artikel 3, 33) van Verordening (EG) nr. 1907/2006 van het Europees Parlement en de Raad de informatie voorzien in artikel 33, § 1^{er} van de genoemde verordening meedeelt aan het Europees Agentschap voor chemische stoffen vanaf 5 januari 2021.

Onder de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens paragraaf 1, 5°, kan de Regering in het bijzonder beslissen om deze toelating uit te voeren door middel van een gebruikverbod in bepaalde omstandigheden of op bepaalde plaatsen die zij bepaalt, overeenkomstig artikel 24 van dit decreet.

De krachtens paragraaf 1, 10°, genomen uitvoeringsmaatregelen worden toegekend binnen de grenzen van de daartoe in de begroting uitgetrokken kredieten.

Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor bepaalde soorten producten

Onderafdeling 1 — Algemene bepalingen

Art. 23. Wanneer de Regering op grond van deze afdeling uitvoeringsmaatregelen neemt die door het recht van de Europese Unie met marktbeperkingen kunnen worden gelijkgesteld, stelt zij de Europese Commissie van die uitvoeringsmaatregelen in kennis.

Art. 24. De Regering kan in bepaalde omstandigheden of op bepaalde plaatsen die zij bepaalt, het gebruik van andere dan de in de onderafdelingen 2 en 3 van deze afdeling bedoelde producten verbieden. Zij ziet erop toe dat deze beperkingen evenredig en niet-discriminerend zijn.

Art. 25. Wanneer de Regering op grond van deze afdeling uitvoeringsmaatregelen neemt, kan zij voorzien in uitzonderingen, eventueel van beperkte duur, om rekening te houden met specifieke hygiëne-, behandelings- of veiligheidseisen voor de onder die maatregelen vallende soorten producten. Zij kan de kenmerken en voorwaarden specificeren waaraan de onder een uitzondering vallende soort of soorten producten moet(en) voldoen.

De in het eerste lid bedoelde uitvoeringsmaatregelen moeten in overeenstemming zijn met de levensmiddelenwetgeving van de Unie, zodat de levensmiddelenhygiëne en de voedselveiligheid niet in het gedrang komen.

Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor bepaalde soorten kunststofproducten

Art. 26. Op plaatsen en in ruimtes die gewijd zijn aan culturele, sportieve, recreatieve, volks- of vrijetijdsevenementen, is het gebruik van plastic wegwerpbekers voor dranken verboden als onderdeel van elke contractuele relatie en elk aanbod tot contract door wie dan ook.

Art. 27. § 1. Op plaatsen en in ruimten gewijd aan handel, is het gebruik van lichtgewicht plastic zakken en zeer lichtgewicht plastic zakken als serviceverpakking verboden als onderdeel van elke contractuele relatie en elk aanbod om een contract aan te gaan tussen :

- 1° handelaars, met inbegrip van hun werknemers en onderaannemers; en
- 2° klanten of consumenten.

§ 2. Overeenkomstig artikel 25 kan de Regering voorzien in uitzonderingen op paragraaf 1 van dit artikel.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel omvat het begrip "kunststof" niet de natuurlijke polymeren die niet chemisch zijn gewijzigd.

Onderafdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor publicaties in plastic of papier en papieren kastickets

Art. 28. § 1. De Regering neemt de gepaste uitvoeringsmaatregelen om de productie van plastic en papierafval van publicaties te beperken en om de problemen van openbare netheid in verband met de verspreiding ervan te bestrijden.

De Regering bepaalt ten minste de soorten publicaties en de distributiemethoden die onder dit artikel en de uitvoeringsmaatregelen ervan vallen.

§ 2. Onder de uitvoeringsmaatregelen die de Regering neemt krachtens paragraaf 1, kunnen sommige een verbod inhouden op :

- 1° plastic folies rond die publicaties;
- 2° het aanbrengen van reclame op de ruiten van voertuigen voor commerciële doeleinden, met uitzondering van flocking;
- 3° de verspreiding van bepaalde publicaties die zij bepaalt :

hetzij aan personen die uitdrukkelijk te kennen hebben gegeven dat zij deze niet wensen te ontvangen;

hetzij aan personen die niet uitdrukkelijk hun instemming hebben betuigd om ze te ontvangen;

Met betrekking tot lid 1, 3°, moet het verzet bedoeld onder *a)* of de toestemming bedoeld onder *b)* vrij, specifiek en geïnformeerd zijn.

§ 3 Indien de Regering uitvoeringsmaatregelen neemt krachtens paragraaf 2, eerste lid, 3°, *a)* of *b)*, kan zij:

1° hetgeen volgt invoeren en bepalen:

een verplichting tot informatie van de in paragraaf 2, eerste lid, 3°, *a)* of *b)*, bedoelde personen, hetzij in hoofde van degenen die de publicaties laten uitgeven, hetzij in hoofde van degenen die de in dit artikel en zijn uitvoeringsmaatregelen bedoelde publicaties verspreiden;

een administratieve opvolging van de verzoeken van de personen bedoeld in paragraaf 2, eerste lid, 3°, *a)* of *b)*, of de verplichting om regelmatig verslag uit te brengen aan de administratie;

2° niet-bindende modaliteiten voor het uiten van het daarin bedoelde verzet of instemming bevorderen.

Art. 29. Onverminderd andere wettelijke bepalingen wordt op plaatsen en in ruimten die bestemd zijn voor de handel, alleen op verzoek van de klant een papieren kasticket afgedrukt.

HOOFDSTUK 3. — *Beheer van de afvalstoffen en materialen**Afdeling 1* — Algemene bevoegdheden van de Regering

Art. 30. De Regering kan alle passende maatregelen nemen om:

- 1° doelstellingen vast te leggen voor de nuttige toepassing van bepaalde categorieën van afvalstoffen;
- 2° het onderzoek naar en de ontwikkeling van technieken voor milieuvriendelijke samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering, alsook het gebruik ervan, te bevorderen, aan te moedigen en te ondersteunen;
- 3° technische innovaties te bevorderen, aan te moedigen en te ondersteunen op het gebied van nuttige toepassing, in het bijzonder elke nuttige toepassing die bestaat uit een gelijktijdige combinatie van recyclage en energierugwinning uit een afvalstroom in een thermisch verwerkingsproces dat gericht is op de vervaardiging van producten;
- 4° installaties voor de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen te bouwen, te verbeteren of te vernieuwen en zo nodig door onteigening, van de onroerende goederen die daarvoor nodig zijn, te verwerven;

5° de selectieve inzameling of de nuttige toepassing van huishoudelijke afvalstoffen, vergelijkbare afvalstoffen, stadsafvalstoffen of beroepsafvalstoffen, met inbegrip van verpakkingsafval, en de openbare netheid te bevorderen;

6° de indienstneming en het behoud van personeelsleden op gemeentelijk niveau te bevorderen voor de preventie, de opsporing en de vaststelling van overtredingen inzake de afvalstoffen;

7° de indienstneming of de opleiding van personeelsleden van de openbare of privé-sector bevorderen wat betreft de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen of de openbare netheid;

8° informatie- of sensibilisatiecampagnes over afval, circulair gebruik van materialen of openbare netheid te bevorderen, aan te moedigen en te ondersteunen;

9° in bepaalde door haar bepaalde gevallen, de opneming van door haar vastgestelde bepalingen in de speciale bestekken van de gewestelijke administratie, de Waalse bestuursseenheden en de plaatselijke besturen verplicht te stellen of te bevorderen, waarbij zij de inschrijver verplicht of de mogelijkheid biedt om teruggewonnen producten en materialen of daaruit vervaardigde materialen te gebruiken, die kwalitatief voldoende zijn in vergelijking met niet-teruggewonnen producten of materialen of materialen die uitsluitend uit niet-teruggewonnen materialen zijn vervaardigd;

10° de interne nuttige toepassing binnen de afvalproducerende onderneming te bevorderen;

11° technische stortplaatsen en voormalige stortplaatsen te herstellen of te saneren;

12° het afvoeren van afvalstoffen van stortplaatsen te regelen met het oog op hun herverwerking volgens de beste technieken die momenteel beschikbaar zijn;

13° de financieringsmechanismen te bepalen, de toekenning van subsidies of andere steunmaatregelen te regelen, investeringen te doen en retributies in te voeren voor de acties en maatregelen die krachtens dit artikel worden uitgevoerd.

Met betrekking tot lid 1, 2°, kunnen de daarin bedoelde technieken in het bijzonder geschikte technieken zijn voor de verwijdering van gevaarlijke stoffen in afvalstoffen.

De krachtens lid 1, 13°, genomen uitvoeringsmaatregelen worden toegekend binnen de grenzen van de daartoe in de begroting uitgetrokken kredieten.

Art. 31. § 1. De Regering kan installaties aanwijzen voor tijdelijke opslag, samenbrenging, voorbehandeling, terugwinning of verwijdering van afval die, tot bepaalde capaciteiten of hoeveelheden, afval ontvangen dat in het Waalse Gewest wordt geproduceerd en waarvoor op korte of middellange termijn geen andere oplossingen bestaan voor het beheer van dit afval in het Waalse Gewest.

Deze installaties worden aangewezen rekening houdend met de technische en milieueisen, alsook met de beheerskosten die met deze installaties gepaard gaan.

§ 2. Bij het nemen van maatregelen overeenkomstig paragraaf 1 bepaalt de Regering :

1° het (de) type(n) of subtype(n) van de betrokken afvalstoffen;

2° de capaciteiten voor tijdelijke opslag, samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering per installatie;

3° de gebruiksduur van de installatie op grond van dit artikel;

4° de omstandigheden waarin de betrokken installaties gebruikt mogen worden;

5° de procedure en de voorwaarden voor de uitvoering van de capaciteiten voor tijdelijke opslag, samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering per installatie;

6° de publiekrechtelijke of privaatrechtelijke rechtspersonen die om het gebruik van tijdelijke opslag-, samenbrengings-, voorbehandelings-, terugwinnings- of verwijderingscapaciteit kunnen verzoeken.

§ 3. Wanneer de bedoelde installaties ten minste toebehoren aan een of meerdere privaatrechtelijke personen, kan de Regering de rechten die nodig zijn voor het gebruik van de bedoelde installaties verkrijgen door een overheidsopdracht, door onteigening of door opvordering.

Wanneer de bedoelde installaties uitsluitend toebehoren aan een of meerdere publiekrechtelijke personen, kan de Regering de rechten die nodig zijn voor het gebruik van de bedoelde installaties verkrijgen door middel van een contract, onteigening of opvordering.

§ 4. Onverminderd de bevoegdheden van de plaatselijke overheden inzake de algemene bestuurlijke politie, in het bijzonder inzake de openbare veiligheid, is alleen de Regering bevoegd om de toegang tot de bedoelde installaties toe te staan binnen de grenzen die nodig zijn voor de uitvoering van dit artikel.

§ 5. De begunstigden dragen alle kosten van het gebruik, met inbegrip van de verwerving van de gebruiksrechten door de Regering en de belastingen die betrekking hebben op het verwerkingsproces van de gebruikte installatie.

§ 6. Wanneer de Regering krachtens dit artikel uitvoeringsmaatregelen neemt, bepaalt zij de procedurele en toepassingsmodaliteiten.

Afdeling 2 — Algemene bepalingen

Art. 32. Het afvalstoffenbeheer levert geen gevaar op voor de gezondheid van de mens en heeft geen nadelige gevolgen voor het milieu, met name:

1° zonder risico voor water, lucht, bodem, fauna of flora;

2° zonder geluids- of stankhinder te veroorzaken; en tevens

3° zonder schade te berokkenen aan natuur- en landschapsschoon.

Art. 33. Het is verboden afvalstoffen achter te laten, te storten of te beheren :

1° buiten plaatsen die daartoe zijn ingericht of toegestaan door een lokale overheid of een andere overheid die bevoegd is voor het behoud van het openbaar domein of de volksgezondheid; of

2° zonder inachtneming van de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

Art. 34. Onverminderd de bepalingen van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek kunnen de Regering of de plaatselijke overheden op eigen initiatief zorgen voor het beheer van zwerfvuil.

Art. 35. Elke initiële afvalstoffenproducent of andere afvalstoffenhouder sorteert zijn afvalstoffen overeenkomstig de geldende wet- en regelgeving.

Art. 36. § 1. Afvalstoffen worden voorbereid voor hergebruik, recycling of andere nuttige toepassing of verwijdering in overeenstemming met de artikelen 6 en 32.

§ 2. Als dat kan bijdragen tot de naleving van paragraaf 1 en om de voorbereiding voor hergebruik, recyclage en andere nuttige toepassing te vergemakkelijken of te verbeteren, worden de afvalstoffen selectief ingezameld en niet gemengd met andere afvalstoffen of materialen met andere eigenschappen overeenkomstig de geldende wet- en regelgeving.

Wanneer de Regering een verplichting tot selectieve inzameling oplegt voor een afvalsoort die zij bepaalt en die in aanmerking komt voor een van de in het eerste lid van deze paragraaf bedoelde handelingen, kan zij uitzonderingen regelen overeenkomstig artikel 49, § 2.

§ 3. De Regering neemt maatregelen om ervoor te zorgen dat afvalstoffen die selectief zijn ingezameld ter voorbereiding op hergebruik en recyclage overeenkomstig artikel 38, §§ 1 tot en met 3, en artikel 65, niet worden verbrand of meeverbrand, met uitzondering van afvalstoffen die afkomstig zijn van latere verwerkingshandelingen van selectief ingezameld afval waarvoor verbranding of meeverbranding overeenkomstig artikel 6 het beste milieuresultaat oplevert.

§ 4. Indien dit noodzakelijk is voor de naleving van paragraaf 1 van dit artikel en om de nuttige toepassing of verwijdering te vergemakkelijken of te verbeteren, neemt de Regering de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat gevaarlijke stoffen, mengsels en bestanddelen van gevaarlijke afvalstoffen vóór of tijdens de nuttige toepassing of verwijdering worden verwijderd, zodat zij kunnen worden verwerkt overeenkomstig de artikelen 6 en 32.

§ 5. De uitvoeringsmaatregelen die krachtens dit artikel door de Regering worden genomen, worden waar nodig aangevuld met de maatregelen die door de lokale overheden worden genomen inzake de algemene bestuurlijke politie, in het bijzonder op het gebied van de volksgezondheid en de gemeentelijke afvalinzameling.

Art. 37. Wanneer afvalstoffen niet nuttig worden toegepast in overeenstemming met dit decreet, het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan en de Europese en internationale bepalingen inzake afvalstoffen, worden ze op een veilige manier verwijderd in overeenstemming met de bepalingen van artikel 32 betreffende de bescherming van de menselijke gezondheid en het milieu.

Afdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor voorbereiding met het oog op hergebruik en recycling

Art. 38. § 1. De Regering neemt passende maatregelen om activiteiten ter voorbereiding van hergebruik te bevorderen, in het bijzonder door de oprichting en ondersteuning van netwerken ter voorbereiding van hergebruik en reparatie aan te moedigen.

Onder die maatregelen met betrekking tot de netwerken, vermeld in lid 1, kunnen er enkele in het bijzonder gericht zijn op :

1° het vergemakkelijken, voor zover verenigbaar met een goed afvalbeheer, van de toegang van de in het eerste lid bedoelde netwerken tot afvalstoffen die in het bezit zijn van inzamelings-, samenbrengings- of voorbehandelingssystemen of -installaties en die kunnen worden klaargemaakt voor hergebruik, maar die niet bestemd zijn om door het betrokken inzamelingsstelsel of de betrokken inzamelingsinstallatie te worden klaargemaakt; en

2° het gebruik van economische instrumenten, aankoopcriteria, kwantitatieve doelstellingen of andere maatregelen te bevorderen.

De administratie controleert en evalueert de uitvoering van de maatregelen inzake hergebruik door het hergebruik te meten op basis van de gemeenschappelijke methodologie die is vastgesteld bij de uitvoeringshandeling, vermeld in artikel 9, zevende lid, van Richtlijn 2008/98/EG, en dit vanaf het eerste volledige kalenderjaar na de aanname van die uitvoeringshandeling.

De Regering neemt ook maatregelen om recycling van hoge kwaliteit te bevorderen en bepaalt daartoe, onder voorbehoud van artikel 36, § 2, en artikel 49, § 2, de modaliteiten voor het beheer en de uitvoering van de selectieve inzameling van afval, ten minste voor papier, metalen, kunststoffen en glas en, uiterlijk tegen 1 januari 2025, voor textiel. Zij kan de verplichting tot gescheiden inzameling overeenkomstig artikel 49, § 1, uitbreiden tot andere soorten afvalstoffen.

§ 3. De Regering neemt maatregelen om selectieve afbraak en sloop aan te moedigen, teneinde de veilige verwijdering en behandeling van gevaarlijke stoffen mogelijk te maken en de voorbereiding voor hergebruik, hoogwaardige hergebruik en recycling door selectieve verwijdering van materialen te vergemakkelijken, en ervoor te zorgen dat er systemen zijn voor het sorteren van bouw-, afbraak- en sloopafval, ten minste voor hout, metaal, glas, kunststof, gips, koolwaterstofbindmiddelen (bitumineuze en geteerde coatings) en minerale fracties (beton, bakstenen, steen, tegels en keramiek).

§ 4. Om te voldoen aan de doelstellingen van dit decreet en om te evolueren naar een Waalse en Europese recyclingsamenleving, met een hoog niveau van hulpbronnenefficiëntie, moeten op gewestelijk niveau de volgende doelstellingen worden bereikt:

1° vanaf 2020 worden de voorbereiding voor hergebruik en de recycling van afval zoals ten minste papier, metaal, kunststof en glas in huishoudelijk afval en eventueel in afval van andere oorsprong, op voorwaarde dat deze afvalstromen worden gelijkgesteld met huishoudelijk afval, verhoogd tot ten minste vijftig procent van het totale gewicht;

2° vanaf 2020 wordt de voorbereiding voor hergebruik, de recycling en de andere vormen van materiaalherwinning, met inbegrip van opvulactiviteiten waarbij afvalstoffen worden gebruikt in plaats van andere materialen, van niet-gevaarlijk bouw-, sloop- en sloopafval, met uitzondering van natuurlijke geologische materialen gedefinieerd in categorie 17 05 04 van de lijst van afvalstoffen vastgesteld door de Europese Unie, verhoogd tot minimaal zeventig gewichtsprocent;

3° vanaf 2025 worden de voorbereiding voor hergebruik en de recycling van stedelijk afval verhoogd tot minimum vijftig gewichtsprocent;

4° vanaf 2030 worden de voorbereiding voor hergebruik en de recycling van stedelijk afval verhoogd tot minimum zestig gewichtsprocent;

5° vanaf 2035 worden de voorbereiding voor hergebruik en de recycling van stedelijk afval verhoogd tot minimum vijftig gewichtsprocent;

§ 5. Onverminderd paragraaf 4 kan de Regering met cijfers onderbouwde doelstellingen vastleggen voor de voorbereiding voor hergebruik, recycling of enige vorm van nuttige toepassing. De doelstellingen kunnen worden gespecificeerd voor bepaalde types of subtypes van afvalstoffen. De Regering kan ook de nodige maatregelen nemen om de in paragraaf 4 en in deze paragraaf beschreven doelstellingen te bereiken.

Afdeling 4 — Bijzondere bepalingen inzake verwijdering

Art. 39. Onverminderd artikel 79 bepaalt de Regering de toelatingscriteria voor de soorten afvalstoffen die tot de centra voor technische ingraving worden toegelaten.

Art. 40. § 1. Het storten in een centrum voor technische ingraving van biologisch afbreekbaar organisch huishoudelijk afval is verboden.

Het storten in een centrum voor technische ingraving van gelijkgesteld biologisch afbreekbaar organisch afval dat samen met het huishoudelijk afval, vermeld in lid 1, wordt ingezameld, is verboden.

Vanaf 31 december 2023 is het storten in een centrum voor technische ingraving van bioafval dat niet onder lid 1 en 2 valt en van elk ander type biologisch afbreekbaar organisch beroepsafval verboden.

§ 2. De Regering kan een lijst opstellen van andere soorten afvalstoffen dan die bedoeld in paragraaf 1 waarvoor het storten in een centrum voor technische ingraving verboden is:

- 1° zonder voorbehandeling; of;
- 2° omdat ze nuttig kunnen worden toegepast.

De aanwezigheid van een afvalstof op die lijst veronderstelt dat zij behoort tot het soort afvalstoffen dat in een centrum voor technische ingraving niet mag worden gestort. Dat vermoeden is onweerlegbaar.

§ 3. De Regering kan de mogelijkheden tot afwijking van het stortverbod voor bepaalde afvalstoffen waarin bij of krachtens dit decreet is voorzien, regelen overeenkomstig het recht van de Europese Unie. Indien zij voorziet in de mogelijkheid om van geval tot geval af te wijken, legt zij de procedurele modaliteiten vast.

Deze afwijkingen zijn beperkt in de tijd en gerechtvaardigd in het kader van onvoorziene, ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die leiden tot het onvoorziene uitstel, de stopzetting, de ontoereikendheid of de afwezigheid van een beheerskanaal, installaties of geclassificeerde installaties die daarmee verband houden.

Art. 41. § 1. De Regering neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat tegen 2030 geen enkel afval dat kan worden gerecycleerd of nuttig toegepast, in het bijzonder stedelijk afval, wordt toegelaten tot een centrum voor technische ingraving, met uitzondering van afval waarvoor het storten in een centrum voor technische ingraving overeenkomstig artikel 6 vanuit milieuoogpunt het beste resultaat oplevert.

§ 2. De Regering neemt de nodige maatregelen om ervoor te zorgen dat tegen 2035 de hoeveelheid gestort stedelijk afval kleiner is dan of gelijk is aan tien procent van de totale hoeveelheid (in gewicht) geproduceerd stedelijk afval.

Art. 42. De Regering bepaalt voor welke soorten afvalstoffen verbranding verboden is:

- 1° zonder voorbehandeling; of;
- 2° omdat ze nuttig kunnen worden toegepast.

De Regering bepaalt eveneens voor welke soorten afvalstoffen meeverbranding zonder voorbehandeling verboden is.

Art. 43. Teneinde bij te dragen tot de in deze afdeling vastgestelde doelstellingen kan de Regering economische instrumenten en andere maatregelen gebruiken om de toepassing van de afvalhiërarchie aan te moedigen.

Die instrumenten en maatregelen kunnen de volgende elementen omvatten:

- 1° de instrumenten en maatregelen vermeld in bijlage 4 indien deze laatste kunnen worden aangenomen via bepalingen van regelgevende aard; of
- 2° andere passende instrumenten en maatregelen.

Art. 44. De Regering kan de mogelijkheid regelen om af te wijken van het verbod om afval te verbranden of mee te verbranden, overeenkomstig het recht van de Europese Unie. Indien zij voorziet in de mogelijkheid om per geval af te wijken, zal zij de procedurele modaliteiten vastleggen.

Deze afwijkingen zijn beperkt in de tijd en gerechtvaardigd in het kader van onvoorziene, ernstige en uitzonderlijke omstandigheden die leiden tot het onvoorziene uitstel, de stopzetting, de ontoereikendheid of de afwezigheid van een beheerskanaal, installaties of geclassificeerde installaties die daarmee verband houden.

Art. 45. § 1. Behoudens de verbranding van droog natuurlijk afval uit bossen, velden en tuinen overeenkomstig het Bosbouwwetboek en het Landbouwwetboek en hun uitvoeringsmaatregelen, is het verboden afval in de open lucht te verbranden.

Grote branden en andere verbrandingen die worden georganiseerd in het kader van folkloristische evenementen waarvoor de gemeente toestemming heeft verleend, vallen niet onder het in lid 1 bedoelde verbod.

§ 2. De Regering kan de mogelijkheden tot afwijking van het verbod, vermeld in paragraaf 1, eerste lid, regelen. Indien zij van geval tot geval in de mogelijkheid van uitzonderingen voorziet, bepaalt zij de procedurele modaliteiten.

Deze afwijkingen zijn beperkt in de tijd en gerechtvaardigd in het kader van onvoorziene, ernstige en uitzonderlijke omstandigheden en alleen in geval van het ontbreken of de ontoereikendheid van een beheerssysteem en de bijbehorende installaties of geclassificeerde installaties.

Afdeling 5 — Berekeningsmethoden voor het bepalen van het behalen van enkele van de doelstellingen vermeld in de afdelingen 3 en 4

Art. 46. § 1. Om te berekenen of de doelstellingen van artikel 38, § 4, en artikel 41, § 2, zijn gehaald, bepaalt de Regering de modaliteiten van deze berekeningen in overeenstemming met het recht van de Europese Unie.

§ 2. Wanneer sommige van de in paragraaf 1 vermelde berekeningsmethoden onderworpen zijn aan voorwaarden van het recht van de Europese Unie, neemt de Regering, om te garanderen dat die voorwaarden vervuld zijn, maatregelen om een doeltreffend kwaliteitscontrole- en traceerbaarheidssysteem op te zetten voor ten minste de volgende soorten afvalstoffen:

- 1° de geproduceerde stedelijke afvalstoffen;

2° de nuttig toegepaste stedelijke afvalstoffen;

3° de stedelijke afvalstoffen gestort in een centrum voor technische ingraving.

De Regering kan de maatregelen die krachtens deze paragraaf worden genomen, uitbreiden tot andere soorten afvalstoffen naar gelang van hun aard of de wijze waarop ze worden verwerkt.

§ 3. Teneinde de betrouwbaarheid en de juistheid van de verzamelde gegevens over bepaalde soorten afvalstoffen, waaronder gerecycleerde afvalstoffen, te garanderen, kan het in § 1 bedoelde systeem de vorm aannemen van een of meerdere elektronische registers, aangemaakt overeenkomstig artikel 72, § 5, technische specificaties betreffende de kwaliteit van gesorteerde afvalstoffen of gemiddelde verliespercentages voor gesorteerde afvalstoffen, respectievelijk voor de verschillende soorten afvalstoffen en de verschillende afvalbeheerpraktijken.

Gemiddelde verliespercentages worden alleen gebruikt in gevallen waarin op geen enkele andere wijze betrouwbare gegevens kunnen worden verkregen en worden berekend op basis van de in het recht van de Europese Unie vastgestelde berekeningsregels.

Afdeling 6 — Verantwoordelijkheid voor afvalbeheer

Onderafdeling 1 — Materiële aansprakelijkheid

Art. 47. § 1. Elke initiële afvalstoffenproducent of andere afvalstoffenhouder is verantwoordelijk voor het beheer ervan overeenkomstig de artikelen 6 en 32.

Elke initiële afvalstoffenproducent of andere afvalstoffenhouder:

1° verwerkt de afvalstoffen zelf; of

2° geeft ze af aan inzamelaar, een handelaar, een makelaar, een installatie of een onderneming die beschikt over de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning die overeenkomstig de artikelen 6 en 32 vereist is om de activiteiten van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van de bedoelde afvalstoffen uit te voeren.

§ 2. Inzamelaars en vervoerders vervoeren de ingezamelde en vervoerde afvalstoffen naar geschikte en erkende installaties voor samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering in overeenstemming met de bepalingen van de artikelen 6 en 32.

§ 3. Wanneer afvalstoffen met het oog op voorbehandeling worden overgedragen van de initiële afvalstoffenproducent of afvalstoffenhouder aan een van de natuurlijke personen of rechtspersonen bedoeld in paragraaf 1, tweede lid, 2°, wordt de initiële afvalstoffenproducent of afvalstoffenhouder niet ontheven van de verantwoordelijkheid voor het uitvoeren van een volledige nuttige toepassing of verwijdering.

Onverminderd Verordening (EG) nr. 1013/2006 kan de Regering de voorwaarden voor de verantwoordelijkheid preciseren en beslissen in welke gevallen de initiële afvalstoffenproducent de verantwoordelijkheid behoudt voor de volledige beheersketen, met inbegrip van de verwerkingsketen, of in welke gevallen deze verantwoordelijkheid kan worden gedeeld of gedelegeerd tussen de verschillende deelnemers aan de beheersketen, met inbegrip van de verwerkingsketen.

Die modaliteiten betreffende de vrijstelling, de vermindering of de verdeling van de verantwoordelijkheid worden bepaald op grond van criteria zoals de aard van de afvalstoffen, het belang van hun stroom, hun traceerbaarheid, de naleving van de wettelijke en reglementaire verplichtingen voor elke actor van de keten.

§ 4. Elke houder van beroepsafvalstoffen of gelijkgestelde afvalstoffen kan bewijzen dat hij voldoet aan dit artikel.

Daartoe doet hij het volgende:

1° indien hij de bedoelde afvalstoffen zelf verwerkt in een installatie of onderneming die beschikt over de erkenning, de registratie of elke andere vergunning die vereist is om alle verwerkingshandelingen voor de bedoelde afvalstoffen uit te voeren, toont hij dat aan door middel van het afvalstoffenregister bedoeld in artikel 72;

2° indien hij de bedoelde afvalstoffen vervoert of doet vervoeren naar een inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming die beschikt over de erkenning, registratie of enige andere vergunning die vereist is om de handelingen van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van de bedoelde afvalstoffen te verrichten, toont hij dit aan door middel van de volgende cumulatieve bewijsmiddelen :

het afvalstoffenregister bedoeld in artikel 72;

een schriftelijk contract of enig ander document van genoemde inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming waaruit blijkt dat de artikelen 6 en 32 zijn nageleefd; en

onder voorbehoud van de vrijstellingen van registratie en erkenning voor het vervoer van dergelijke afvalstoffen waarin dit decreet voorziet :

indien hij genoemde afvalstoffen zelf heeft vervoerd, elk document waaruit zijn registratie of erkenning als vervoerder voor de betreffende afvalsoort(en) blijkt;

indien hij de bedoelde afvalstoffen door een derde heeft laten vervoeren, een schriftelijke overeenkomst of elk door die derde afgegeven document waaruit zijn inschrijving of erkenning als vervoerder voor de betrokken afvalsoort(en) blijkt;

3° indien hij de bedoelde afvalstoffen afgeeft aan een inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming die beschikt over de erkenning, registratie of enige andere vergunning die vereist is om de handelingen van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van de bedoelde afvalstoffen te verrichten, toont hij dit aan door middel van de volgende cumulatieve bewijsmiddelen :

het afvalstoffenregister bedoeld in artikel 72;

een schriftelijk contract of enig ander document van genoemde inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming waaruit blijkt dat de artikelen 6 en 32 zijn nageleefd; en

onder voorbehoud van de vrijstellingen van registratie en erkenning voor het vervoer van dergelijke afvalstoffen waarin dit decreet voorziet :

indien hij genoemde afvalstoffen zelf heeft vervoerd, elk document waaruit zijn registratie of erkenning als vervoerder voor de betreffende afvalsoort(en) blijkt;

indien hij voornoemd afval heeft laten vervoeren door voornoemde inzamelaar, voornoemde handelaar, voornoemde makelaar, voornoemde installatie, voornoemde onderneming of voornoemde derde, een schriftelijk contract of enig document afgegeven door voornoemde inzamelaar, voornoemde handelaar, voornoemde makelaar, voornoemde installatie, voornoemde onderneming of voornoemde derde waaruit zijn registratie of erkenning als vervoerder voor de betreffende afvalsoort(en) blijkt.

§ 5. De Regering kan de vorm en de inhoud van de overeenkomst(en) en het/de in § 4 bedoelde document(en) geheel of gedeeltelijk regelen.

Onderafdeling 2 — Financiële aansprakelijkheid

Art. 48. § 1. Overeenkomstig het beginsel dat de vervuiler betaalt, worden de kosten voor het beheer van afvalstoffen, met inbegrip van de kosten voor de noodzakelijke infrastructuur en de werking ervan, gedragen door de initiële afvalstoffenproducent of door de huidige of vorige afvalstoffenhouder.

Onverminderd titel 2 van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan, omvatten de kosten voor afvalbeheer bedoeld in het eerste lid van deze paragraaf, de sanering of het herstel van de illegale afvalstortingsplaatsen.

§ 2. Wanneer meerdere van de in § 1 bedoelde personen aansprakelijk worden gesteld voor de afvalstoffen, ook in geval van illegale afvalstorting, zijn zij hoofdelijk aansprakelijk.

§ 3. De persoon die zwerfvuil heeft voortgebracht, is aansprakelijk voor de kosten die elke houder van de genoemde afvalstoffen of de overheid maakt voor het herstel of de sanering van de illegale afvalstortingsplaats. De gemaakte kosten omvatten alle schade die tijdens de uitvoering van het herstel of de sanering wordt veroorzaakt.

In afwijking van lid 1 is de persoon die zwerfvuil heeft voortgebracht niet aansprakelijk voor de kosten onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° hij bewijst dat hij niet in gebreke of nalatig is geweest; en;

2° het storten van de afvalstoffen te wijten is aan een emissie of gebeurtenis die op het ogenblik van de emissie of gebeurtenis uitdrukkelijk is toegestaan krachtens dit decreet of het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen en hun uitvoeringsmaatregelen.

§ 4. Elk contractueel beding dat afwijkt van dit artikel is nietig.

§ 5. In het kader van een gerechtelijke procedure doen de bepalingen van dit decreet geen afbreuk aan :

het recht van de aansprakelijke persoon om andere rechtsmiddelen in te roepen;

andere rechten uitgeoefend door benadeelden of personen die kosten hebben gedragen tegen de aansprakelijke personen of tegen andere personen.

HOOFDSTUK 4 — Bijzondere bepalingen voor bepaalde soorten afvalstoffen, bepaalde operatoren die afvalstoffen voorkomen of beheren, overbrengingen van afvalstoffen en het afvalstoffenregister en de traceerbaarheidsdocumenten

Afdeling 1 — Algemene bevoegdheden van de Regering

Art. 49. § 1. Voor elk type of subtype afvalstoffen die zij bepaalt, kan de Regering :

1° de daarmee samenhangende preventie- en beheersmethoden en -technieken regelen;

2° de inzameling ervan regelen;

3° het vervoer ervan regelen;

4° de voorwaarden en verplichtingen vastleggen die inherent zijn aan het beheer ervan;

5° bijzondere maatregelen nemen wegens hun aard, samenstelling, oorsprong, omstandigheden van productie of bezit, hoeveelheid of wijze van beheer, inzonderheid door behandelingsnormen op te leggen.

Met betrekking tot het eerste lid, 1° tot en met 4°, kan de Regering met name:

1° al dan niet cumulatief hetgeen volgt opleggen :

een verplichting tot selectieve inzameling;

een verplichting om afvalstoffen aan de bron te sorteren;

een verplichting om afvalstoffen te sorteren in een vergunde inrichting voor samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering;

een verplichting om de sortering zoals uitgevoerd in een eerdere fase of eerdere fasen in de afvalbeheerketen te behouden;

een verplichting om gegevens en informatie met betrekking tot de betrokken afvalstoffen te rapporteren of door te geven :

hetzij aan de administratie ;

hetzij aan de gemeenten of verenigingen van gemeenten;

2° de instelling van statiegeldsystemen regelen.

§ 2. Wanneer de Regering de selectieve inzameling oplegt voor één of meerdere soorten afvalstoffen die zij bepaalt, kan zij, indien nodig per geval, de mogelijkheid tot afwijking regelen, voor zover ten minste aan één van de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de inzameling ervan samen met andere soorten afvalstoffen is niet van invloed op hun geschiktheid om te worden voorbereid voor hergebruik, recycling of andere handelingen tot nuttige toepassing of verwijdering overeenkomstig artikel 6 en levert aan het einde van die handelingen een resultaat op dat kwalitatief vergelijkbaar is met het resultaat dat wordt verkregen door middel van selectieve inzameling;

2° selectieve inzameling technisch niet haalbaar is in het licht van goede praktijken inzake afvalinzameling.

De Regering of de bevoegde instantie die zij daartoe aanwijst, herziet deze vrijstellingen regelmatig, rekening houdend met goede praktijken inzake gescheiden afvalinzameling en andere ontwikkelingen op het gebied van afvalbeheer.

*Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor bepaalde soorten afvalstoffen**Onderafdeling 1 — Gevaarlijke afvalstoffen*

Art. 50. De productie, de inzameling en het vervoer van gevaarlijke afvalstoffen, evenals de opslag, samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing en verwijdering ervan, vinden plaats onder omstandigheden die het milieu en de menselijke gezondheid beschermen en voldoen aan de bepalingen van artikel 32.

De in het eerste lid bedoelde voorwaarden omvatten ook maatregelen om de traceerbaarheid van gevaarlijke afvalstoffen vanaf het productiestadium tot de eindbestemming en de controle daarop te waarborgen, teneinde te voldoen aan de voorschriften van de artikelen 33 en 72.

Art. 51. § 1. Gevaarlijke afvalstoffen mogen niet worden gemengd met andere categorieën gevaarlijke afvalstoffen of met andere afvalstoffen, stoffen of materialen. Onder mengen valt ook het verdunnen van gevaarlijke stoffen.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 is het mengen in overeenstemming met dit decreet voor zover voldaan is aan de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de handeling van het mengen is toegelaten en wordt uitgevoerd overeenkomstig de genomen uitvoeringsmaatregelen of de voorwaarden van een administratieve vergunning afgeleverd krachtens dit decreet of het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

2° de bepalingen van artikel 32 worden nageleefd en de schadelijke gevolgen van het beheer van afvalstoffen voor de gezondheid van de mens en voor het milieu niet worden verergerd;

3° de menghandeling wordt uitgevoerd overeenkomstig de beste beschikbare technieken.

§ 3. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek, wordt, wanneer gevaarlijke afvalstoffen in strijd met dit artikel illegaal gemengd zijn, een scheiding uitgevoerd als die handeling technisch haalbaar en noodzakelijk is om te voldoen aan artikel 32.

Indien een scheiding krachtens lid 1 niet vereist is, worden de gemengde afvalstoffen verwerkt in een installatie die overeenkomstig artikel 76 en de bijbehorende uitvoeringsmaatregelen gemachtigd is om dit mengsel te verwerken.

Art. 52. De Regering kan :

1° voorzien in bijkomende maatregelen met betrekking tot het beheer van gevaarlijke afvalstoffen;

2° sommige bepalingen van deze onderverdeling van toepassing maken op niet-gevaarlijke afvalstoffen;

3° maatregelen nemen om de selectieve inzameling en de passende verwerking van gevaarlijke afvalstoffen te vergemakkelijken;

4° afvalstoffen als gevaarlijk aanmerken als ze, ook al staan ze niet als zodanig op de lijst van gevaarlijke afvalstoffen, één of meerdere van de eigenschappen vertonen die in bijlage 1 zijn opgesomd.

Onderafdeling 2 — Huishoudelijke afvalstoffen

Art. 53. § 1. De inzameling van huishoudelijke afvalstoffen is een openbare dienst. Elke natuurlijke persoon die in hoofd- of bijberoep op het grondgebied van het Waalse Gewest woont of verblijft, heeft recht op een openbare dienst voor het beheer van huishoudelijke afvalstoffen.

Elke gemeente garandeert de uitoefening van dit recht.

Teneinde te voldoen aan de verplichtingen die haar worden opgelegd door deze onderafdeling en de uitvoeringsmaatregelen ervan, kan elke gemeente :

1° zelf haar verplichtingen nakomen;

2° hetzij haar verplichtingen geheel of gedeeltelijk laten uitvoeren door een vereniging van gemeenten waartoe ze behoort.

Wat het vierde lid, 2°, betreft, mag de vereniging van gemeenten alleen die verplichtingen uitvoeren waarvan de uitvoering haar uitdrukkelijk door de betrokken gemeente is toevertrouwd.

§ 2. De gemeente is exclusief bevoegd voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen.

Die exclusiviteit betreft de huishoudelijke afvalstoffen van personen die hun woonplaats of hoofd- of nevenverblijf hebben op het grondgebied van de gemeente, met inbegrip van een studentenkot bij particulieren, met uitzondering van de afvalstoffen van rusthuizen, instellingen voor begeleid wonen, gevangnissen, ziekenhuizen en studentenkoten die beheerd worden door een onderneming of een instelling voor hoger onderwijs.

§ 3. In afwijking van paragraaf 2 kan elke natuurlijke persoon bedoeld in de genoemde paragraaf een vergunningsaanvraag indienen bij de betrokken gemeente om zijn huishoudelijke afvalstoffen af te leveren aan een derde partij andere dan de gemeente.

Deze gemeentelijke vergunning kan alleen worden verleend op een naar behoren gemotiveerd verzoek waaruit blijkt dat de door de gemeente ingestelde dienst voor het beheer van huishoudelijke afvalstoffen niet kan voldoen aan de behoeften of beperkingen van de natuurlijke persoon die om deze machtiging verzoekt.

De aanvraagprocedure voor de in lid 1 bedoelde vergunning omvat, indien van toepassing, een verzoek om advies van de vereniging van gemeenten waaraan de betrokken gemeente de dienst voor de inzameling van huishoudelijke afvalstoffen heeft toevertrouwd.

De gemeentelijke vergunning, vermeld in paragraaf 1, is niet vereist om :

1° zonder tussenkomst van een erkende of geregistreerde vervoerder huishoudelijke afvalstoffen brengen naar een inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming die beschikt over de erkenning, registratie of andere vergunning die vereist is om de handelingen van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van de genoemde afvalstoffen te verrichten, ook wanneer de genoemde inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming een vrijwillig afgiftepunt vormt dat is ingesteld overeenkomstig titel 2 van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

2° zonder tussenkomst van een erkende of geregistreerde vervoerder huishoudelijke afvalstoffen brengen naar een vrijwillig afgiftepunt dat beschikt over de erkenning, registratie of andere vergunning die vereist is voor het uitvoeren van handelingen voor het samenbrengen of voorbehandelen van de genoemde afvalstoffen, zoals glas, papier, karton, kunststof en textielbubbels, met inbegrip van gebruikte kleding en gebruikt schoeisel;

3° zonder tussenkomst van een erkende of geregistreerde vervoerder huishoudelijke afvalstoffen brengen naar een inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming die beschikt over de erkenning, registratie of andere vergunning die vereist is om de handelingen van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van de genoemde afvalstoffen te verrichten, ook wanneer de genoemde inzamelaar, handelaar, makelaar, installatie of onderneming een onderneming van de sociale economie is die erkend is krachtens artikel 103.

Elke natuurlijke persoon die de aanvraag tot gemeentelijke vergunning bedoeld in het eerste lid heeft ingediend, blijft gehouden tot naleving van de gemeentelijke verordeningen bedoeld in § 6, alsook tot betaling van de kosten bedoeld in artikel 59, § 1. Elke handeling of overeenkomst die in strijd met deze paragraaf wordt aangegaan of gesloten, is nietig.

§ 4. De Regering kan de procedurele modaliteiten van de aanvraag van een gemeentelijke vergunning, bedoeld in paragraaf 3, vaststellen.

Bij ontstentenis van uitvoeringsmaatregelen van de Regering krachtens deze paragraaf, is de gemeente bevoegd om deze procedurele modaliteiten vast te stellen.

§ 5. De gemeente bepaalt ten minste:

1° de periodiciteit en de inzamelplaatsen per type of subtype ingezamelde afvalstoffen;

2° de wijze van inzameling van de afvalstoffen zoals huis-aan-huisinzameling, collectieve containers, de punten voor vrijwillige toevoer of de containerparken;

3° de voorwaarden voor de aanvaarding van de afvalstoffen volgens aard en hoeveelheid, overeenkomstig de specifieke inzamelmodaliteiten;

4° de modaliteiten van de afvalinzameling door verenigingen en scholen;

5° de sociale maatregelen met betrekking tot afvalstoffen;

6° de bepalingen die van toepassing zijn op gelijkaardige afvalstoffen die samen met de huishoudelijke afvalstoffen worden ingezameld;

7° de bepalingen die van toepassing zijn op de afvalstoffen die specifiek worden geproduceerd door artsen, tandartsen, dierenartsen en thuisverzorgers in het kader van hun beroepsactiviteit;

8° de bepalingen die van toepassing zijn op tijdelijke evenementen, zoals markten of beurzen;

9° de bepalingen die tot doel hebben het vermengen van huishoudelijke afvalstoffen met andere soorten afvalstoffen waarvoor op het gemeentelijke grondgebied een selectieve huis-aan-huisinzameling wordt georganiseerd, te ontmoedigen.

Met betrekking tot lid 1, 2°, gebeurt elke huis-aan-huisinzameling van afvalstoffen uitsluitend in de containers die daartoe door de gemeente ter beschikking worden gesteld.

§ 6. De gemeente bepaalt bij gemeentelijke verordening de wijze van uitvoering van de verplichtingen die haar bij krachtens deze onderafdeling en de bijbehorende uitvoeringsmaatregelen zijn opgelegd.

§ 7. De gemeente kan bij de inzameling van ruw huishoudelijk afval en, indien van toepassing, bij de inzameling van papier- en kartonafval de voorkeur geven aan het gebruik van herbruikbare verzamelcontainers.

In het in paragraaf 1, vierde lid, 2°, bedoelde geval deelt de vereniging van gemeenten, binnen de perken van de verplichtingen die haar uitdrukkelijk door de gemeente worden opgelegd, aan de betrokken gemeente de bepalingen mee die nodig zijn voor het opstellen van haar gemeentelijke verordening.

Art. 54. Teneinde de overgang naar één of meerdere van de in artikel 2 bedoelde doelstellingen te begeleiden of in geval van verstoringen van de verhouding tussen kosten en baten ten gevolge van onvoorziene, ernstige en uitzonderlijke omstandigheden, kan de Regering de toekenning regelen van subsidies of elke andere steunmaatregel ter compensatie van een deel van de door de gemeenten vastgestelde sociale maatregelen met betrekking tot afval.

De krachtens lid 1 genomen uitvoeringsmaatregelen worden toegekend binnen de grenzen van de daartoe in de begroting uitgetrokken kredieten.

Art. 55. Onverminderd artikel 53 is de gemeente, of de vereniging van gemeenten waaraan zij een uitdrukkelijke opdracht heeft gegeven in het kader van een "in-house-betrekking" in de zin van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, uitsluitend belast met de inzameling van de soortgelijke afvalstoffen van de diensten en inrichtingen van de gemeente of die door haar worden georganiseerd.

Art. 56. De gemeente brengt elke natuurlijke persoon bedoeld in artikel 53, § 1, met inbegrip van elke houder van de gemeentelijke vergunning bedoeld in artikel 53, § 3 en § 4, op de hoogte van de dagen waarop het huishoudelijk afval wordt opgehaald en van de andere maatregelen die zijn genomen om de minimale openbare dienst voor het beheer van huishoudelijk afval en, in voorkomend geval, de aanvullende dienst(en) voor afvalbeheer die zij aanbiedt, te waarborgen. Zij informeert hen ook over de verschillende componenten van de kosten voor het beheer van het ingezamelde afval, die door de gemeente worden gedragen, alsmede over de financieringsmodaliteiten op basis van een door de Regering vastgesteld model.

Art. 57. Wanneer de gemeente, om welke reden dan ook, niet langer in staat is de inzameling op haar gehele grondgebied of een gedeelte daarvan te organiseren, neemt de gouverneur van de provincie passende maatregelen, met inachtneming van het Waalse plan inzake afval en grondstoffen. De kosten van de door de gouverneur van de provincie genomen maatregelen komen ten laste van de in gebreke blijvende gemeente.

Art. 58. Elk jaar bezorgt de gemeente aan de administratie, binnen de termijnen en volgens de modaliteiten die door de Regering zijn vastgelegd :

1° de krachtens artikel 56 genomen maatregelen; en

2° de werkelijke kosten van het afvalbeheer, in voorkomend geval berekend op basis van de werkelijke kosten meegedeeld door de verenigingen van gemeenten op basis van procedures of een model bepaald door de Regering.

De overheid richt een waarnemingspost op en houdt deze bij:

1° een waarnemingscentrum voor de vaststelling door de gemeente van de retributies, dat met name het dekkingspercentage van de reële kostprijs vergelijkt op basis van begrotingen en afgesloten rekeningen; en

2° een waarnemingspost voor sociale maatregelen en de technische kosten voor het beheer van huishoudelijk afval en soortgelijk afval dat tegelijk met huishoudelijk afval wordt ingezameld.

Art. 59. § 1. De gemeente brengt aan de houders van het in artikel 53, § 1, bedoelde recht, met inbegrip van de houders van de in artikel 53, § 3 en § 4, bedoelde gemeentelijke vergunning, alle kosten van beheer in rekening waarvoor zij verantwoordelijk is, en zendt hun een document waarin de bestanddelen van deze kosten op transparante wijze worden vermeld.

Onverminderd de uitvoeringsmaatregelen die de Regering krachtens deze onderafdeling neemt, voorzien de gemeenten in maatregelen die rekening houden met de sociale situatie van sommige houders van het in artikel 53, § 1, bedoelde recht.

§ 2. Wanneer de gemeente een beheersdienst organiseert voor soortgelijk afval dat tegelijk met huishoudelijk afval wordt ingezameld, worden de eventuele beheerskosten voor deze soorten afval doorberekend aan de producenten of houders van deze soorten afval. Zij zendt deze producenten en houders een document waarin de bestanddelen van deze kosten op transparante wijze worden vermeld.

De bijdrage wordt vastgesteld om de kosten te dekken, overeenkomstig het beginsel "de vervuiler betaalt".

Art. 60. § 1. Onverminderd artikel 53, § 5, stelt de Regering de modaliteiten vast voor het opzetten van minimale openbare diensten voor het beheer van huishoudelijk afval.

Daartoe neemt de Regering ten minste maatregelen voor :

1° het bepalen en specificeren van de soorten huishoudelijke afvalstoffen die onder de minimale openbare diensten voor het beheer van huishoudelijke afvalstoffen vallen;

2° het opzetten van een selectieve inzameling voor de fracties gevaarlijk huishoudelijk afval, zodat dit afval overeenkomstig de artikelen 6 en 32 wordt verwerkt en geen andere gemeentelijke afvalstromen verontreinigt.

Met betrekking tot het tweede lid, 2°, neemt de Regering alle uitvoeringsmaatregelen uiterlijk op 1 januari 2025.

§ 2. Bovendien kan de Regering :

1° een onderscheid maken tussen:

de minimale diensten voor het beheer van huishoudelijk afval die elke houder van het in artikel 53, § 1, bedoelde recht geniet; en

aanvullende afvalbeheerdiensten die in specifieke behoeften voorzien;

2° de soorten of sub-soorten afvalstoffen specificeren die onder de diensten bedoeld in 1°, a) of b) vallen;

3° voor één of meerdere soorten of subtypen afvalstoffen die overeenkomstig 2° bepaalde zijn, de harmonisatie van de in 1°, a) of b), bedoelde diensten bevorderen tussen gemeenten die dezelfde inrichting(en) gebruiken voor de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen voor de bedoelde soort of subtypen afvalstoffen;

4° de volgende verplichten opleggen aan de gemeenten of verenigingen van gemeenten:

een verplichting om aan de administratie bepaalde gegevens mee te delen betreffende de kosten en opbrengsten, uitgesplitst per soort afval en per beheersmethode en per type infrastructuur, alsook bepaalde gegevens betreffende de openbare netheid; en, in voorkomend geval;

een verplichting om de kwaliteit van de verzamelde gegevens te controleren met het oog op de naleving van de onder a) bedoelde verplichting;

5° de inzameling door derden van huishoudelijk textielafval, met inbegrip van gebruikte kleding en schoenen, onderwerpen aan een voorafgaande overeenkomst met de gemeente of de daartoe door de gemeente gemandateerde vereniging van gemeenten.

Met betrekking tot lid 1, 4°, kan de Regering met name de vormen bepalen waarin de daarin bedoelde gegevens worden doorgegeven of het mechanisme of de mechanismen bepalen om de kwaliteit van de verzamelde gegevens te controleren.

Art. 61. § 1. De Regering kan voor alle of sommige openbare diensten voor het beheer van huishoudelijk afval en met inachtneming van het beginsel "de vervuiler betaalt" de berekeningsmethoden vaststellen.

§ 2. Bij gebrek aan uitvoeringsmaatregelen van de Regering krachtens paragraaf 1 zijn alle volgende bepalingen van toepassing:

1° de bijdrage van elke houder van het in artikel 53, § 1, bedoelde recht wordt zodanig vastgesteld dat zij tussen vijftienentig en honderdtien procent van de kosten van het beheer van huishoudelijke afvalstoffen dekt;

2° het kostendekkingspercentage wordt jaarlijks bij het opmaken van de begrotingen bepaald op basis van de kosten van het voorlaatste boekjaar en de gekende elementen inzake de wijziging van die kosten.

3° de gemeente verifieert en rechtvaardigt jaarlijks de inachtneming van het overeenkomstig dit lid vastgelegde kostendekkingspercentage.

De toekenning en betaling van subsidies aan gemeenten voor afvalpreventie en -beheer kunnen afhankelijk worden gesteld van de naleving door de gemeenten van dit artikel en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Art. 62. § 1. De artikelen 50, lid 2, 51, § 1, 72 en 75 zijn niet van toepassing op door huishoudens geproduceerde gemengde afvalstoffen.

§ 2. De artikelen 72 en 75 zijn niet van toepassing op gescheiden fracties van door huishoudens geproduceerde gevaarlijke afvalstoffen.

§ 3. De in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel bedoelde vrijstellingen zijn slechts van toepassing zolang de in die paragrafen bedoelde afvalstoffen niet, al dan niet met tussenkomst van een vervoerder, worden overgedragen aan een inzamelaar, een handelaar, een makelaar, een inrichting of een onderneming die beschikt over de erkenning, de registratie of enige andere vergunning die vereist is om de handelingen van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van die afvalstoffen overeenkomstig de artikelen 6 en 32 te verrichten.

Onderafdeling 3 — Beroepsafval

Art. 63. Elke publiekrechtelijke rechtspersoon mag slechts handelingen van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van beroepsafvalstoffen verrichten onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de capaciteit die elk jaar voor de genoemde handelingen wordt ingezet, bedraagt niet meer dan tien procent van de totale jaarcapaciteit van de betrokken inrichting;

2° de totale hoeveelheid beroepsafval die daadwerkelijk is samengebracht, voorbehandeld, nuttig toegepast of verwijderd in verhouding tot de totale hoeveelheid afvalstoffen die in de betrokken inrichting gedurende een periode van twaalf opeenvolgende maanden daadwerkelijk is samengebracht, voorbehandeld, nuttig toegepast of verwijderd, het in 1° bedoelde maximumpercentage niet overschrijdt; en;

3° de genoemde handelingen maken het voorwerp uit van een analytische boekhouding die het mogelijk maakt een onderscheid te maken tussen :

de kosten en opbrengsten van de betrokken inrichting met betrekking tot de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van huishoudelijke afvalstoffen;

de kosten en opbrengsten van de betrokken inrichting met betrekking tot de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van beroepsafval.

Iedere publiekrechtelijke rechtspersoon die activiteiten op het gebied van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van beroepsafval wil verrichten, moet op eerste verzoek van de administratie aantonen dat aan alle in lid 1 bedoelde voorwaarden is voldaan.

De administratie kan van de betrokken publiekrechtelijke rechtspersoon tevens alle informatie verlangen die zij nuttig achten om na te gaan of aan alle in lid 1 bedoelde voorwaarden is voldaan

De handelingen van publiekrechtelijke rechtspersonen in verband met de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van beroepsafval vallen onder het Wetboek van economisch recht en de uitvoeringsmaatregelen daarvan.

Onderafdeling 4 — Afgewerkte oliën

Art. 64. § 1. Onverminderd de in de artikelen 50, 51 en 75, §§ 1 en 2, vermelde verplichtingen inzake het beheer van gevaarlijke afvalstoffen, wordt afgewerkte olie selectief ingezameld, tenzij selectieve inzameling technisch niet haalbaar is in het licht van goede praktijken.

Afgewerkte oliën worden behandeld, waarbij overeenkomstig de artikelen 6 en 32 voorrang wordt gegeven aan regeneratie of andere vormen van recycling die in totaal gelijkwaardige of betere milieuresultaten opleveren dan regeneratie.

Afgewerkte oliën met verschillende eigenschappen mogen niet met elkaar of met andere afvalstoffen of stoffen worden gemengd, indien deze vermenging regeneratie of andere vormen van recycling met gelijkwaardige of betere algemene milieuresultaten dan regeneratie in de weg staat.

§ 2. Met het oog op de selectieve inzameling van afgewerkte oliën en de passende behandeling ervan kan de Regering aanvullende maatregelen toepassen, zoals technische eisen, economische instrumenten of vrijwillige overeenkomsten.

§ 3. Indien de Regering eisen inzake regeneratie stelt, kan zij voorschrijven dat die afgewerkte oliën moeten worden geregenereerd indien zulks technisch haalbaar is en, indien de artikelen 11 en 12 van Verordening (EG) nr. 1013/2006 van toepassing zijn, de grensoverschrijdende overbrenging van afgewerkte olie uit het Waalse Gewest naar verbrandings- of meeverbrandingsinstallaties beperken, teneinde voorrang te geven aan de regeneratie van afgewerkte olie.

Onderafdeling 5 — Bioafval

Art. 65. § 1. Uiterlijk op 31 december 2023 en behoudens de artikelen 36, § 2, en 49, § 2, wordt bioafval aan de bron gesorteerd en gerecycleerd of selectief ingezameld en niet gemengd met andere soorten afval.

§ 2. De Regering kan toestemming geven voor de gezamenlijke inzameling van bioafval en afval met vergelijkbare biologische afbreekbaarheid en composteerbaarheid dat voldoet aan de desbetreffende Europese normen of aan gelijkwaardige regionale of nationale normen voor verpakkingen die door compostering en biologische afbraak kunnen worden teruggewonnen.

§ 3. De Regering neemt, overeenkomstig de artikelen 6 en 32, passende maatregelen ter bevordering en aanmoediging van :

1° de recycling, met inbegrip van compostering en biomethanisering, van bioafval op zodanige wijze dat wordt voldaan aan een hoog niveau van milieubescherming en dat resultaten worden bereikt die voldoen aan hoge kwaliteitsnormen;

2° huishoudelijke en collectieve compostering; en

3° het gebruik van uit bioafval vervaardigde materialen.

Art. 66. § 1. De Regering neemt passende maatregelen om voedselverspilling en voedselverlies bij de primaire productie, verwerking en bewerking, in de detailhandel en bij andere vormen van voedseldistributie, in restaurants en cateringdiensten en in huishoudens te verminderen.

In dit kader neemt zij ook passende maatregelen ter bevordering, aanmoediging en ondersteuning van voedselscheningen en andere vormen van herverdeling voor menselijke consumptie, waarbij voorrang wordt gegeven aan menselijke consumptie boven diervoeding en verwerking tot niet-voedingsproducten.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde maatregelen dragen bij tot de doelstelling van de Verenigde Naties inzake duurzame ontwikkeling om tegen 2030 de hoeveelheid voedselafval per hoofd van de bevolking op het niveau van distributie en consumptie met 50% te verminderen en de verliezen van levensmiddelen in de hele productie- en toeleveringsketen, met inbegrip van verliezen na de oogst, te beperken.

§ 3. De administratie controleert en evalueert de uitvoering van de maatregelen ter voorkoming van voedselverspilling door de niveaus van voedselverspilling te meten op basis van de methodologie die is vastgesteld bij de in artikel 9, § 8, van Richtlijn 2008/98/EG bedoelde gedelegeerde handeling, met ingang van het eerste volledige kalenderjaar na de aanneming van die gedelegeerde handeling.

Onderafdeling 6 — Dierlijke bijproducten

Art. 67. De Regering neemt de nodige maatregelen ter uitvoering van de bepalingen van Verordening (EG) nr. 1069/2009 en van de op grond van die verordening vastgestelde handelingen van de Europese Unie betreffende het administratieve toezicht op afvalstoffen.

Art. 68. De Regering kan bepalen voor welke activiteiten zij de kosten die voortvloeien uit de inzameling, het vervoer, de verwerking en de verwijdering van krenge van dieren geheel of gedeeltelijk op zich neemt.

Afdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor bepaalde operatoren die afvalstoffen voorkomen of beheren

Art. 69. Elke overeenkomstig artikel 103 erkende onderneming in de sociale economie verricht een dienst van algemeen economisch belang.

De Regering bepaalt ten minste al het volgende :

- 1° de rechten, verplichtingen of voorwaarden voor de uitoefening van de dienst van algemeen economisch belang;
- 2° per compensatie voor de dienst van algemeen economisch belang :
 - de betrokken soort(en) goederen of afvalstoffen;
 - de betrokken handeling(en) inzake hergebruik of het betrokken afvalbeheer;
- 3° de parameters voor de berekening, de controle en de herziening van de genoemde compensatie(s) om zich ervan te vergewissen dat het bedrag van de compensatie niet hoger is dan wat nodig is om de kosten voortvloeiend uit de uitvoering van de verplichtingen tot het verrichten van een dienst van algemeen economisch belang te dekken, rekening houdende met de desbetreffende ontvangsten alsmede met een redelijke winst op het eigen kapitaal dat nodig is voor de uitvoering van die verplichtingen;
- 6° de controleprocedure die de administratie regelmatig uitvoert of laat uitvoeren om ervoor te zorgen dat een in het eerste lid bedoelde onderneming geen hogere compensatie ontvangt dan de bedragen die zijn voorzien overeenkomstig de in 3° bedoelde berekeningsparameters en dat elke compensatie daadwerkelijk wordt gebruikt om het beheer van de dienst van algemeen economisch belang te verzekeren, zonder afbreuk te doen aan het vermogen van de onderneming om een redelijke winst te maken.

Afdeling 4 — Bijzondere bepalingen voor de overbrenging van afvalstoffen

Art. 70. § 1. De Regering neemt de nodige maatregelen ter uitvoering van :

- 1° Verordening (EG) nr. 1013/2006 en de op basis daarvan vastgestelde handelingen van de Europese Unie;
 - 2° het Verdrag inzake de beheersing van de grensoverschrijdende overbrenging van gevaarlijke afvalstoffen en de verwijdering ervan, ondertekend te Bazel op 22 maart 1989;
 - 3° elke andere handeling, betreffende het vervoer of de overbrenging van afvalstoffen, die voortvloeit uit internationale verdragen en in het bijzonder uit verdragen betreffende de Europese Unie.
- Te dien einde kan de Regering met name:
- 1° de overbrenging van afvalstoffen afhankelijk stellen van een aangifte of vergunning;
 - 2° per geval maatregelen nemen om de overbrenging van bepaalde door haar bepaalde soorten afvalstoffen geheel, gedeeltelijk of tijdelijk te verbieden;
 - 3° het aanbrengen van specifieke tekens op vervoermiddelen voor afvalstoffen verplicht stellen;
 - 4° de overbrenging van afvalstoffen afhankelijk maken van het stellen, naar keuze van de kennisgever, van een borgsom of een gelijkwaardige verzekering ter dekking van de kosten van vervoer, nuttige toepassing en verwijdering, met name wanneer de overbrenging niet kan worden voltooid of in geval van terugzending van de afvalstoffen naar de afzender.

§ 2. In afwijking van Verordening (EG) nr. 1013/2006 kan, ter bescherming van het in artikel 7, §§ 1 tot en met 4, bedoelde netwerk, de invoer van afvalstoffen die bestemd zijn voor verbrandingsovens en binnen het toepassingsgebied van de nuttige toepassing vallen, worden beperkt wanneer is vastgesteld dat die invoer ertoe leidt dat Waals afval moet worden verwijderd of dat dat afval zou moeten worden verwerkt op een wijze die niet in overeenstemming is met het Waalse afvalstoffenplan.

§ 3. De afvaluitvoeren kunnen om milieuredenen beperkt worden, zoals bepaald in Verordening (EG)nr. 1013/2006.

Art. 71. De Regering kan ook:

- 1° de volgende bepalingen voor de overbrenging van afvalstoffen binnen het grondgebied van het Waals Gewest verplicht stellen:
 - sommige bepalingen die zij bepaalt uit die van Verordening (EG) nr. 1013/2006 en die van de op basis van die verordening vastgestelde handelingen van de Europese Unie;
 - alle of een deel van de bepalingen aangenomen krachtens artikel 70;
- 2° het gebruik van inrichtingen voor samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen uit andere Gewesten of vreemde Staten aan bijzondere voorwaarden te onderwerpen.

Afdeling 5 — Register en traceerbaarheidsdocument

Art. 72. § 1. Met het oog op de traceerbaarheid van de afvalstoffen en het toezicht op de naleving van de bepalingen betreffende een milieu- en gezondheidsvriendelijk afvalbeheer, moeten de volgende personen een afvalstoffenregister bijhouden en bijwerken:

- 1° de personen die afvalstoffen groeperen, voorbehandelen, nuttig toepassen of verwijderen;
- 2° de producenten van gevaarlijke afvalstoffen;
- 3° de inzamelaars;
- 4° de vervoerders;
- 5° de handelaars;
- 6° de makelaars;
- 7° de krachtens de artikelen 104 tot en met 107 erkende personen;
- 8° in voorkomend geval, de personen aangewezen door de Regering.

§ 2. Het register vermeldt, in chronologische volgorde, alle volgende gegevens :

- 1° de hoeveelheid, de aard en de oorsprong van de afvalstoffen;

2° de naam en het adres van de eerste producent van de afvalstoffen of van de vorige houder van de afvalstoffen ;

3° de datum waarop de afvalstoffen zijn overgedragen of onder zich zijn genomen; en;

4° volgens de verrichtingen voor samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering die de afvalstof heeft ondergaan:

indien de bedoelde afvalstoffen nuttig worden toegepast, de hoeveelheid en de aard van de producten, materialen of afvalstoffen die overblijven of die het resultaat zijn van de voorbereiding voor hergebruik, recycling of andere nuttige toepassingen;

indien die afvalstoffen worden verwijderd, de hoeveelheid en de aard van de producten, materialen of afvalstoffen die bij de verwijderingshandeling of -handelingen overblijven of ontstaan;

5° in voorkomend geval:

de bestemming, de frequentie van de inzameling, het vervoermiddel, de naam en het adres van de gemachtigde of geregistreerde vervoerder en de voor deze afvalstoffen bedoelde methode van consolidatie, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering;

de bestemming, de frequentie van de inzameling, de naam en het adres van de inzamelaar, de handelaar of de makelaar die de afvalstoffen of de fracties van producten, materialen of afvalstoffen die bij een of meerdere van de in 4°, a) of b), bedoelde handelingen overblijven of ontstaan, in ontvangst heeft genomen.

De in paragraaf 1 bedoelde personen stellen deze gegevens ter beschikking van de administratie door middel van het/de overeenkomstig paragraaf 5 aangelegde elektronische register(s).

§ 3. De gegevens in het register worden minimaal vijf jaar en maximaal tien jaar bewaard. Op verzoek van de administratie of een eerdere houder van de afvalstoffen worden bewijsstukken met betrekking tot de uitvoering van het afvalbeheer verstrekt.

§ 4. De in paragraaf 1 vermelde personen zijn de verwerkingsverantwoordelijken in de zin van artikel 4.7. van Verordening (EG) 2016/79 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

§ 5. De Regering stelt een elektronisch register in om de gegevens betreffende gevaarlijke afvalstoffen bedoeld in paragraaf 2 te registreren voor het hele grondgebied van het Waalse Gewest. De Regering kan maatregelen nemen voor de coördinatie van dit elektronisch register met de elektronische registers waarin de gegevens betreffende gevaarlijke afvalstoffen in de andere Gewesten worden geregistreerd.

De Regering kan dergelijke registers aanleggen voor andere afvalstromen, met name voor die waarvoor in de wetgevingshandelingen van de Europese Unie doelstellingen zijn vastgesteld.

De administratie gebruikt de afvalgegevens die door de industriële exploitanten worden meegedeeld in het kader van het Europees register inzake de uitstoot en overbrenging van verontreinigende stoffen, dat is ingesteld bij Verordening (EG) nr. 166/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 18 januari 2006 betreffende de instelling van een Europees register inzake de uitstoot en overbrenging van verontreinigende stoffen en tot wijziging van de Richtlijnen 91/689/EEG en 96/61/EG van de Raad.

Art. 73. § 1. De Regering stelt het model van het register of de registers vast.

§ 2. De Regering kan voor alle of sommige van de registers die zij vaststelt:

1° de in artikel 72, § 2, bedoelde gegevens specificeren;

2° bepalen dat het register of de registers die bij of krachtens deze afdeling worden gehouden of aangelegd, aanvullende gegevens bevatten;

3° de wijze waarop en de frequentie waarmee de gegevens in het/de register(s) geheel of gedeeltelijk aan de administratie worden toegezonden, bepalen;

4° degenen die verplicht zijn een afvalstoffenregister bij te houden en bij te werken en die tevens verplicht zijn gegevens en informatie te melden of door te geven aan de overheid, in staat stellen deze verplichtingen na te komen via een of meer IT-platforms.

Met betrekking tot het eerste lid, 3°, kunnen sommige van de door de Regering vastgestelde methoden van toezending voorzien in methoden van toezending van informatie in geval van afwezigheid of storing van een of meer bij of krachtens deze afdeling ingestelde elektronische registers

Art. 74. Voor alle of elke soort afvalstoffen die zij bepaalt, kan de Regering aan producenten, houders, inzamelaars, handelaars, makelaars, vervoerders en personen die afvalstoffen groeperen, voorbereiden, nuttig toepassen of verwijderen, de volgende verplichtingen opleggen :

1° de verplichting om de bevoegde autoriteit in te lichten over het bezit en de verplaatsing van afvalstoffen, onder meer door middel van registers, traceerbladen, specifieke formulieren of elk passend elektronisch middel;

2° de verplichting om een ontvangstbewijs voor de overbrenging van afvalstoffen of een verklaring van nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen te verkrijgen.

Art. 75. § 1. Tijdens de inzameling, het vervoer en de tijdelijke opslag worden gevaarlijke afvalstoffen verpakt en geëtiketteerd overeenkomstig de geldende regionale, nationale, Europese en internationale normen.

§ 2. Indien gevaarlijke afvalstoffen binnen het grondgebied van het Waalse Gewest worden overgebracht, gaan ze vergezeld van een traceerbaarheidsdocument dat wordt afgegeven bij de levering en de ontvangst van genoemde afvalstoffen. Dit document vergezelt de afvalstoffen tijdens het vervoer. Dit document kan in elektronisch formaat zijn opgesteld en bevat de relevante gegevens die in bijlage I B van Verordening (EG) nr. 1013/2006 zijn gespecificeerd.

De Regering kan bepalen welke aanvullende informatie in het traceerbaarheidsdocument moet worden opgenomen, het model ervan, de bewaartermijn, de gevallen waarin en de wijze waarop het aan de administratie moet worden toegezonden.

§ 3. De Regering kan alle of sommige van de verplichtingen die zij bepaalt onder de verplichtingen bedoeld bij of krachtens paragraaf 2, uitbreiden tot ongevaarlijke gelijkaardige afvalstoffen of ongevaarlijke beroepsafvalstoffen die zij bepaalt.

HOOFDSTUK 5. — *Milieuvergunningen en aangifte van de inrichtingen van klasse 3 inzake afvalstoffen**Afdeling 1 — Algemene bepalingen*

Art. 76. § 1. Onverminderd de artikelen 100, § 1, en 118, § 1, zijn de ingedeelde installaties voor de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van afvalstoffen onderworpen aan een milieuvergunning of een aangifte van een inrichting van klasse 3 overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

In afwijking van paragraaf 1 en onverminderd de artikelen 100, § 1, en 118, § 1, zijn de ingedeelde inrichtingen die andere handelingen verrichten dan de verwijdering van hun eigen ongevaarlijke afvalstoffen op de plaats van productie of andere dan de nuttige toepassing van afvalstoffen, uitsluitend onderworpen aan een milieuvergunning overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

§ 2. De sectorale, integrale of specifieke voorwaarden met betrekking tot de milieuvergunningen bedoeld in paragraaf 1 alsook de integrale of specifieke voorwaarden met betrekking tot de aangifte van de inrichtingen van klasse 3 bedoeld in paragraaf 1 bepalen ten minste:

- 1° soorten en hoeveelheden van de afvalstoffen die mogen worden verwerkt;
- 2° voor elk type vergunde handeling, de technische en andersoortige voorschriften die op de betrokken locatie van toepassing zijn;
- 3° de te nemen veiligheids- en voorzorgsmaatregelen;
- 4° de voor elk type handeling toe te passen methode;
- 5° de monitoring- en controlehandelingen voor zover noodzakelijk;
- 6° de bepalingen inzake sluiting en nazorg voor zover noodzakelijk.

De krachtens deze paragraaf genomen uitvoeringsmaatregelen moeten ervoor zorgen dat de afvalstoffen overeenkomstig artikel 32 worden verwerkt.

§ 3. De milieuvergunning voor een ingedeelde installatie voor het groeperen, voorbehandelen, nuttig toepassen of verwijderen van afvalstoffen kan niet worden verleend indien de voorgenomen verwerkingsmethode vanuit het oogpunt van milieubescherming niet aanvaardbaar is, met name indien zij niet in overeenstemming is met artikel 32.

Art. 77. Onverminderd de artikelen 100, § 1, en 118, § 1, zijn de ingedeelde installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen onderworpen aan een milieuvergunning of een aangifte van inrichting van klasse 3 overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

In afwijking van paragraaf 1 en onverminderd de artikelen 100, § 1, en 118, § 1, zijn de ingedeelde installaties voor de tijdelijke opslag van afvalstoffen die andere handelingen verrichten dan de verwijdering van hun eigen ongevaarlijke afvalstoffen op de plaats van productie of andere dan de nuttige toepassing van afvalstoffen, uitsluitend onderworpen aan een milieuvergunning overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor afvalverbrandings- en meeverbrandingsinstallaties

Art. 78. § 1. De milieuvergunning voor een ingedeelde afvalverbrandings- of meeverbrandingsinstallatie met terugwinning van energie wordt slechts verleend indien deze terugwinning een hoge energie-efficiëntie heeft.

Met betrekking tot de ingedeelde verbrandingsinstallaties waarvan de hoofdactiviteit bestaat in de verwerking van vast stedelijk afval, wordt de energie-efficiëntie als hoog gekwalificeerd wanneer de ingedeelde installatie voldoet aan de voorwaarden van bijlage 2, R 1, zoals vastgesteld in het kader van de op het niveau van de Europese Unie aangenomen bepalingen.

§ 2. De Regering kan voor andere ingedeelde afvalverbrandings- of meeverbrandingsinstallaties met terugwinning van energie de criteria voor hun energie-efficiëntie vaststellen.

Afdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor centra voor technische ingraving

Art. 79. § 1. Overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning deelt de Regering de stortplaatsen in op basis van de oorsprong en de kenmerken van de afvalstoffen.

Zij kan verschillende categorieën of subcategorieën van stortplaatsen vaststellen naar gelang van het soort of de soorten afvalstoffen die worden aanvaard.

§ 2. De ligging en de exploitatie van andere centra voor technische ingraving dan die welke uitsluitend bestemd zijn voor het gebruik van een eerste producent van afvalstoffen, zijn een opdracht van openbare dienst.

§ 3. Onverminderd de bijzondere toegangsvoorwaarden, met name de financiële voorwaarden, die worden toegekend aan de gemeenten die lid zijn van een vereniging van gemeenten, moeten alle exploitanten van kunstmatige stortplaatsen ervoor zorgen dat de gebruikers gelijke toegang hebben tot de door hen geëxploiteerde kunstmatige stortplaatsen.

§ 4. Onverminderd het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan, houdt een exploitant die meerdere technische centra voor technische ingraving beheert, een analytische boekhouding bij aan de hand waarvan elke door hem geëxploiteerde technische stortplaats kan worden onderscheiden en die voor elke technische stortplaats de bij of krachtens artikel 72 van dit decreet vereiste gegevens bevat.

Art. 80. Na gunstige instemming van de Regering, eventueel onder voorwaarden, kunnen de publiekrechtelijke rechtspersoon of rechtspersonen die een centrum voor technische ingraving willen exploiteren of de SPAQuE de onroerende goederen die nodig zijn voor de aanleg van het centrum voor technische ingraving om redenen van algemeen belang onteigenen.

Afdeling 4 — Bijzondere bepalingen voor installaties voor het beheer van winningsafval

Art. 81. Een milieuvergunning voor een onder het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen daarvan vallende installatie voor het beheer van winningsafval wordt alleen afgegeven als de bevoegde autoriteit ervan overtuigd is dat het beheer van het afval niet rechtstreeks in strijd is met het Waalse afval- en grondstoffenplan of de uitvoering daarvan anderszins belemmert.

HOOFDSTUK 6. — *Erkenningen en registraties**Afdeling 1 — Algemene bepalingen*

Art. 82. § 1. Onverminderd, in voorkomend geval, de artikelen 76 en 77, is de uitoefening van bepaalde soorten activiteiten met betrekking tot afvalstoffen onderworpen aan een erkenning of registratie overeenkomstig dit hoofdstuk en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

De in het eerste lid bedoelde soorten activiteiten in verband met afvalstoffen worden vastgesteld bij en overeenkomstig dit hoofdstuk.

§ 2. Voor elke soort afvalactiviteit die bij en krachtens dit hoofdstuk aan een erkenning of registratie is onderworpen, kan de Regering de specifieke voorwaarden voor de uitoefening van die soort activiteit vaststellen op basis van de vergunningen waarin dit decreet voorziet.

Wanneer de Regering specifieke voorwaarden vaststelt, wijzigt of aanvult, vermeldt zij de termijn waarbinnen de nieuwe voorwaarden van toepassing zullen zijn op bestaande activiteiten. Bij gebreke daarvan zijn de nieuwe voorwaarden, zodra zij in werking treden, van toepassing op activiteiten die vóór die inwerkingtreding zijn goedgekeurd of geregistreerd.

Art. 83. § 1. Niemand mag een type afvalactiviteit verrichten waarvoor bij en krachtens dit hoofdstuk een erkenning of registratie vereist is, zonder eerst over een uitvoerbare erkenning of registratie voor het betrokken type activiteit te beschikken

§ 2. Elke persoon die bij en krachtens dit hoofdstuk is erkend of geregistreerd, meldt aan de bevoegde autoriteit onverwijld:

1° elk ongeval of incident dat de in artikel 32 bedoelde belangen kan schaden;

2° elke wijziging van de essentiële gegevens in het aanvraagdossier sinds de afgifte van de erkenning of registratie, met inbegrip van de stopzetting van de activiteit.

§ 3. Elke bij en krachtens dit hoofdstuk afgegeven erkenning of registratie is niet overdraagbaar.

§ 4. Alle akten, facturen, publicaties, brieven, bestelbonnen en andere documenten die door elke persoon die bij en krachtens dit hoofdstuk is erkend of geregistreerd, worden afgegeven bij de uitoefening van de soorten afvalactiviteiten die bij en krachtens dit hoofdstuk zijn erkend of geregistreerd, bevatten een verwijzing naar zijn erkenning of registratie, alsmede de datum waarop deze is verleend en de vervaldatum ervan.

Art. 84. Tenzij anders bepaald of specifiek voorzien in dit hoofdstuk of de uitvoeringsmaatregelen ervan, wordt elke goedkeuring of registratie bedoeld in en krachtens dit hoofdstuk verleend voor een periode van ten hoogste vijf jaar.

Voor elk type afvalactiviteit dat bij en krachtens dit hoofdstuk aan goedkeuring of registratie is onderworpen, kan de Regering een kortere maximumtermijn vaststellen.

Art. 85. § 1. Tenzij in dit decreet anders is bepaald of specifiek is bepaald, wijst de Regering voor elk type afvalactiviteit dat bij en krachtens dit hoofdstuk aan een erkenning of registratie is onderworpen, de autoriteit van afgifte in eerste instantie en de bevoegde instantie in administratief beroep aan.

De autoriteit van afgifte in eerste instantie kan dezelfde zijn voor erkenning en registratie.

De autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen kan dezelfde zijn voor erkenning en registratie.

§ 2. Teneinde na te gaan of een persoon die een goedkeuring of registratie aanvraagt bij en krachtens dit hoofdstuk van dien aard is dat een adequate bescherming van het milieu is gewaarborgd, in alle of een deel van de specifieke voorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld voor de soorten afvalactiviteiten die onderworpen zijn aan goedkeuring of registratie bij en krachtens dit hoofdstuk, kan de Regering eisen dat:

1° elke natuurlijke persoon, elke rechtspersoon en elke persoon met de wettelijke bevoegdheid om een rechtspersoon te vertegenwoordigen die de betrokken erkenning of registratie aanvraagt, gedurende ten minste tien jaar niet zijn veroordeeld op grond van een definitieve rechterlijke beslissing of een definitieve administratieve beslissing waarbij een of meerdere administratieve sancties zijn opgelegd, en op het ogenblik van de indiening van de aanvraag niet nog onderworpen zijn aan een verbods- of ontzeggingsmaatregel die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op het soort afvalactiviteit waarop de erkennings- of registratieaanvraag betrekking heeft;

2° de houder van de betrokken erkenning of registratie is gedurende de volledige looptijd van zijn bij en krachtens dit hoofdstuk verleende erkenning of registratie met betrekking tot afvalstoffen niet bij een definitieve rechterlijke beslissing of bij een definitieve administratieve beslissing waarbij een of meerdere administratieve sancties zijn opgelegd, veroordeeld voor ten minste één overtreding van de regionale of federale wet- en regelgeving betreffende afvalstoffen of van enige andere wet- en regelgeving van een lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte met betrekking tot afvalstoffen.

Art. 86. § 1. Onverminderd artikel D.198 van boek I van het Milieuwetboek, kan de autoriteit van afgifte in eerste instantie ter zake van erkenning of die ter zake van registratie te allen tijde de in eerste aanleg of in administratief beroep verleende erkenning, bedoeld bij en krachtens dit hoofdstuk, voor ten hoogste zes maanden schorsen of intrekken, alsmede de door de instantie van afgifte, bedoeld bij en krachtens dit hoofdstuk, verleende registratie voor ten hoogste zes maanden schorsen of intrekken, indien de houder van de erkenning of registratie:

1° zich niet of niet langer houdt aan de bepalingen van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan, in het bijzonder :

a) de specifieke voorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld voor het soort afvalactiviteiten waarvoor de erkenning geldt en de eventuele aanvullende voorwaarden die door de autoriteit van afgifte in eerste instantie of door de bevoegde instantie in administratief beroep van toepassing zijn op de erkenning van die houder; of

b) de specifieke voorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld voor het soort afvalactiviteiten die aan registratie zijn onderworpen en die van toepassing zijn op de registratie van genoemde houder;

2° diensten verricht voor ten minste één ander type afvalactiviteit waarvoor een erkenning of registratie is vereist dan waarvoor hij is erkend of geregistreerd;

3° diensten verleent van onvoldoende kwaliteit;

4° in voorkomend geval, niet voldoet of niet meer voldoet aan de verplichtingen die op hem van toepassing zijn krachtens het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen.

§ 2. Behoudens in geval van bijzonder gemotiveerde noodzakelijkheid, wordt elke beslissing tot schorsing van een erkenning of registratie genomen nadat de houder van de betrokken erkenning of registratie in de gelegenheid is gesteld om binnen een termijn van ten minste vijftien dagen zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk kenbaar te maken.

Elke beslissing tot intrekking van de erkenning of tot doorhaling van de registratie wordt genomen nadat de houder van de betrokken erkenning of registratie in de gelegenheid is gesteld om binnen een termijn van ten minste vijftien dagen zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk kenbaar te maken.

§ 3. Elke beslissing tot schorsing, intrekking of doorhaling van een erkenning of registratie wordt aan de houder van de erkenning of registratie meegedeeld.

Art. 87. Teneinde de erkende personen en de krachtens deze titel geregistreerde personen te kunnen identificeren en het contact met hen door andere actoren in de afvalbeheerketen te vergemakkelijken, publiceren de autoriteit van afgifte in eerste instantie inzake erkenning en de autoriteit van afgifte in eerste instantie inzake registratie op ten minste één website in het Waalse Gewest de lijst van erkende personen en de afvalactiviteiten waarvoor zij zijn erkend, alsook de lijst van geregistreerde personen en de afvalactiviteiten waarvoor zij zijn geregistreerd, en werken zij deze lijsten bij.

Deze lijsten kunnen de volgende informatie bevatten: 1° in het geval van :

een natuurlijke persoon: voor- en achternaam, adres van zijn onderneming en, facultatief voor de houder van de erkenning of registratie, telefoonnummer, e-mailadres, telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon: zijn naam of handelsnaam, het adres van zijn maatschappelijke zetel en, facultatief voor de houder van de erkenning of registratie, zijn telefoonnummer, zijn elektronisch adres, het telefoonnummer en het elektronisch adres van een andere contactpersoon of -dienst;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van de erkende of geregistreerde persoon of, bij ontstentenis daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of handelsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens buitenlandse wetgeving of reglementering;

3° het identificatienummer of de administratieve referentie van de erkenning of registratie;

4° de vervaldatum van de erkenning of registratie;

5° in voorkomend geval, en als keuzemogelijkheid voor de houder van de betrokken erkenning of registratie, het adres van zijn website;

6° de beslissing tot schorsing van de erkenning of registratie, met inbegrip van de vervaldatum van de schorsing;

7° De beslissing tot intrekking van de erkenning of de beslissing tot doorhaling van de erkenning.

Art. 88. De Regering kan de voorwaarden bepalen waaronder houders van een erkenning, registratie of andere administratieve handeling met gelijkwaardige individuele draagwijdte, afgegeven in een ander Gewest of in een andere Lidstaat van de Europese Unie worden erkend of geregistreerd voor de uitoefening van dezelfde afvalgerelateerde activiteit als die welke onderworpen is aan erkenning of registratie in het Waalse Gewest, en waarvan de gelijkwaardigheid is vastgesteld, van rechtswege of volgens een door de Regering bepaalde vereenvoudigde procedure .

Art. 89. § 1. Behoudens andersluidende of specifieke bepalingen in dit hoofdstuk of in de uitvoeringsmaatregelen ervan, verloopt elke verzending bedoeld bij en krachtens dit hoofdstuk via een van de volgende twee communicatiemiddelen:

1° hetzij op papier :

bij ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

via elke gelijksoortige formule die de verzend- en ontvangstdatum van de akte waarborgen, ongeacht de dienst die de gebruikte post verdeelt ;

via neerlegging tegen ontvangstbewijs.

2° hetzij elektronisch via:

een gewaarmerkte elektronische handtekening;

een met de hand ondertekende digitale kopie van de administratieve handeling of van elke andere informatie die in het kader van de administratieve verwerking wordt meegedeeld.

Wat het eerste lid, 1°, b) en 2°, kan de Regering de lijst van de procédés of de modaliteiten bepalen die volgens haar een vaste datum aan de verzending en de ontvangst kunnen geven.

§ 2. Voor elk type afvalactiviteit dat onderworpen is aan erkenning of registratie door en krachtens dit hoofdstuk, of voor sommige ervan die zij bepaalt, kan de Regering één of meerdere overeenstemmende formulieren voor erkenning of registratie vaststellen.

Dat overeenstemmend formulier of die overeenstemmende formulieren kunnen met name het volgende bepalen:

1° een algemeen gedeelte dat gemeenschappelijk is voor alle soorten aan erkenning onderworpen afvalactiviteiten;

2° een algemeen gedeelte dat gemeenschappelijk is voor alle soorten aan registratie onderworpen afvalactiviteiten;

3° een specifiek deel voor het type afvalactiviteit waarvoor een erkenning of registratie vereist is.

§ 3. Tenzij anders bepaald of specifiek bepaald in dit hoofdstuk of de uitvoeringsmaatregelen ervan, wordt elk overeenstemmend formulier dat door de Regering wordt vastgesteld, aan de bevoegde autoriteit bezorgd via een van de communicatiemiddelen, vermeld in paragraaf 1.

Art. 90. § 1. Met betrekking tot de berekening van de termijnen:

1° is de dag van verzending of ontvangst die het beginpunt van een termijn is, niet in die termijn begrepen;

2° is de dag waarop een termijn verstrijkt, in de termijn begrepen..

In afwijking van lid 1, 2° wordt, wanneer de dag waarop een termijn verstrijkt een zaterdag, een zondag of een feestdag is, de dag waarop de termijn verstrijkt, verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

§ 2. Alle in dit hoofdstuk bedoelde termijnen worden van rechtswege opgeschort tussen 16 juli en 15 augustus en tussen 24 december en 1 januari.

In geval van schorsing van de in het eerste lid bedoelde termijnen worden de termijnen voor verzending en vervalddag verlengd met de duur van de schorsing of verlenging.

Afdeling 2 — Bepalingen betreffende de erkenningen

Onderafdeling 1 — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle erkenningen

Art. 91. § 1. Alle goedkeuringsaanvragen moeten ondertekend zijn en de volgende informatie bevatten:

1° indien de aanvrager:

een natuurlijke persoon is : zijn voor- en achternaam, geboortedatum, bedrijfsadres, telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de aanvrager, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon is:

zijn naam of bedrijfsnaam, het adres van zijn statutaire zetel, zijn telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de aanvrager, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst; en;

de voornaam, de familienaam en de functie van de persoon die door de betrokken rechtspersoon gemachtigd is om het verzoek in te dienen;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van aanvrager of, bij ontstentenis daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of handelsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens buitenlandse wetgeving of reglementering

§ 2. Onverminderd de artikelen 208 en 209, kan de Regering voor elk type activiteit dat aan erkenning door en krachtens dit hoofdstuk is onderworpen, de inhoud van de aanvraag tot erkenning aanvullen, die het mogelijk moet maken de aanvrager van de erkenning te identificeren en, in voorkomend geval, zijn technische, financiële of menselijke middelen en de naleving van artikel 32 of artikel 85, § 2, 1°, te beoordelen.

Te dien einde kan de Regering de inhoud van de in § 1 bedoelde erkenningsaanvraag aanvullen met alle of enkele van de volgende gegevens :

de technische middelen waarover de aanvrager beschikt, met name de uitrusting waarover hij beschikt voor het verrichten van het soort activiteit waarvoor een erkenning vereist is en waarop de erkenningsaanvraag betrekking heeft;

de financiële middelen waarover de aanvrager beschikt, met name het bewijs van verzekering ter dekking van de wettelijke aansprakelijkheid voor het soort activiteit waarvoor een erkenning wordt aangevraagd of, bij ontstentenis daarvan, een formele verbintenis om een dergelijke verzekering af te sluiten voordat het soort activiteit waarvoor een erkenning wordt aangevraagd, wordt uitgevoerd

de personele middelen waarover de aanvrager beschikt, namelijk :

het aantal personeelsleden waarover de aanvrager beschikt om het soort activiteiten uit te oefenen waarvoor een erkenning vereist is en waarop de erkenningsaanvraag betrekking heeft;

het bewijs dat de aanvrager of bepaalde van zijn personeelsleden in het bezit zijn van bepaalde diploma's, certificaten of andere beroepsattesten die zij vaststelt;

de aard van de soort(en) afvalstoffen waarop de erkenningsaanvraag betrekking heeft of kan hebben;

de hoeveelheid van de soort(en) afvalstoffen waarop de erkenningsaanvraag betrekking heeft of kan hebben;

de plaats(en) van bestemming van de afvalsoort(en) waarop het verzoek om goedkeuring betrekking heeft of kan hebben;

de maatregelen ter voorkoming van gevaar voor de gezondheid van de mens en schade aan het milieu;

indien zij het bezit van een milieuvergunning of een aangifte van een inrichting van klasse 3 als voorwaarde stelt voor het verlenen van de erkenning, het identificatienummer of het administratieve kenmerk van de betrokken milieuvergunning of aangifte van een inrichting van klasse 3 of, bij ontstentenis daarvan, een afschrift van die vergunning of aangifte;

een uittreksel uit het strafregister dat minder dan zes maanden oud is overeenkomstig het model bedoeld in artikel 596, lid 1, van het Wetboek van Strafvordering en de uitvoeringsbepalingen daarvan.

§ 3. Teneinde de aanvrager van de erkenning te identificeren en, in voorkomend geval, zijn technische, financiële of menselijke middelen en de naleving van artikel 32 of van artikel 85, § 2, 1°, te beoordelen, kan de Regering de inhoud van de aanvraag tot erkenning bedoeld in het eerste lid van dit artikel, in voorkomend geval aangevuld krachtens het tweede lid van dit artikel, nader bepalen. Zij kan eveneens bepalen hoeveel exemplaren van de erkenningsaanvraag moeten worden overgelegd wanneer de aanvraag op papier wordt verzonden.

§ 4. Onverminderd de specifieke bepalingen met betrekking tot het uitbrengen van adviezen in dit hoofdstuk, kan de Regering een of meerdere bevoegde instanties of autoriteiten aanwijzen die belast zijn met het uitbrengen van een advies in het kader van de administratieve procedures met betrekking tot erkenningen waarin bij of krachtens dit hoofdstuk is voorzien.

Binnen dit kader kan de Regering voor elke door haar aangewezen instantie of bevoegde autoriteit die met het uitbrengen van advies is belast, bepalen of deze instantie of bevoegde autoriteit haar advies ambtshalve uitbrengt dan wel alleen op verzoek van de autoriteit van afgifte in eerste instantie of van de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen.

Art. 92. § 1. Elke erkenningsaanvraag wordt in eerste aanleg naar de instantie van afgifte gestuurd.

§ 2. De autoriteit van afgifte in eerste instantie bezorgt de aanvrager van de erkenning binnen een termijn van tien dagen een ontvangstbewijs van zijn aanvraag:

1° per gewone post indien de aanvraag op papier werd ingediend;

2° per niet-gewaarmerkte e-mail of niet-gewaarmerkt bericht als de aanvraag elektronisch werd ingediend.

§ 3. De autoriteit van afgifte in eerste instantie richt haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag binnen dertig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de erkenningsaanvraag.

§ 4. Als de erkenningsaanvraag onvolledig is, stuurt de autoriteit van afgifte in eerste instantie de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag de lijst met ontbrekende gegevens of documenten, hierna de aanvullingen genoemd. In dat geval wordt de administratieve procedure hervat vanaf de datum van ontvangst van de aanvullende informatie.

De aanvrager van de erkenning moet de gevraagde aanvullingen binnen dertig dagen na de verzending van het verzoek om deze aanvullingen naar de autoriteit van afgifte in eerste instantie sturen.

De autoriteit van afgifte in eerste instantie bezorgt de aanvrager van de erkenning binnen een termijn van tien dagen een ontvangstbewijs van de aanvullingen:

- 1° per gewone post als de aanvullingen op papier werden verstuurd;
- 2° per niet-gewaarmerkte e-mail of niet-gewaarmerkt bericht als de aanvullingen elektronisch werden ingediend.

Binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvullingen door de autoriteit van afgifte in eerste instantie, stuurt deze de aanvrager de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag.

De autoriteit van afgifte in eerste instantie stuurt de aanvrager de beslissing waarin wordt vastgesteld dat de vergunningsaanvraag onontvankelijk is, als:

- 1° zij, in voorkomend geval, werd ingediend zonder naleving van de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens artikel 85, § 2;
- 2° zij werd ingediend zonder naleving van artikel 89 en de uitvoeringsmaatregelen ervan ;
- 3° zij werd ingediend zonder naleving van artikel 91 en de uitvoeringsmaatregelen ervan ;
- 4° de aanvrager van de erkenning de gevraagde aanvullingen niet heeft overgemaakt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf;
- 5° als ze tweemaal onvolledig wordt beschouwd;
- 6° zij werd ingediend zonder naleving van artikel 98.

§ 5. Na het verstrijken van de in de paragrafen 3 en 4 bedoelde termijnen wordt de erkenningsaanvraag geacht van rechtswege ontvankelijk te zijn, indien de beslissing of de erkenningsaanvraag volledig en ontvankelijk dan wel niet-ontvankelijk is, niet aan de aanvrager is toegezonden.

Art. 93. § 1. Op de dag waarop de autoriteit van afgifte in eerste instantie de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag verzendt of, bij ontstentenis van een dergelijke beslissing, op de dag van de stilzwijgende beslissing over de ontvankelijkheid overeenkomstig artikel 92, vijfde lid, vraagt zij, in voorkomend geval, het advies van de bevoegde instanties of autoriteiten die bij of krachtens dit hoofdstuk zijn aangewezen.

Deze bevoegde instanties of autoriteiten zenden hun advies binnen vijfenveertig dagen na de datum waarop de zaak hun door de autoriteit van afgifte in eerste instantie is voorgelegd.

Indien binnen de in lid 2 genoemde termijnen geen advies is uitgebracht, wordt de procedure voortgezet.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de Regering voor elke soort afvalactiviteit die krachtens dit hoofdstuk aan erkenning onderworpen is of voor bepaalde soorten activiteiten die zij bepaalt, de door de bevoegde instanties of autoriteiten vastgestelde termijn voor het indienen van adviezen verkorten of verlengen.

Art. 94. § 1. Vanaf de datum van verzending van de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag of, bij ontstentenis van een dergelijke beslissing, vanaf de datum van de stilzwijgende beslissing over de ontvankelijkheid overeenkomstig artikel 92, § 5, stuurt de autoriteit van afgifte in eerste instantie de beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning naar de aanvrager binnen een termijn van:

- 1° zestig dagen indien artikel 93 niet van toepassing is;
- 2° honderdtwintig dagen indien artikel 93 van toepassing is in het kader van raadplegingen van bevoegde instanties of autoriteiten waarin dit hoofdstuk of de uitvoeringsmaatregelen ervan van rechtswege voorzien.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de Regering voor het soort afvalactiviteiten waarvoor krachtens dit hoofdstuk een erkenning vereist is of voor bepaalde afvalactiviteiten die zij bepaalt, de termijn waarover de autoriteit van afgifte in eerste instantie beschikt om haar beslissing tot verlening of weigering van de erkenning aan de aanvrager toe te sturen, verkorten of verlengen.

§ 3. Indien na afloop van de in of krachtens de paragrafen 1 en 2 bepaalde termijnen de beslissing tot verlening of weigering van de erkenning niet aan de aanvrager is toegezonden, wordt de aanvraag tot erkenning geacht van rechtswege te zijn geweigerd.

Art. 95. § 1. De autoriteit van afgifte in eerste instantie of de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen kan eisen dat de houder van de betrokken erkenning, vóór de uitvoering van die erkenning, al dan niet cumulatief, :

1° ten gunste van de Regering een zekerheid stelt om de nakoming te waarborgen van haar verplichtingen in verband met haar aan erkenning onderworpen afvalactiviteit, met inbegrip van de sanering of rehabilitatie van de stortplaatsen, ten belope van een bedrag gelijk aan de kosten die de overheid zou moeten dragen indien zij tot die sanering of rehabilitatie zou moeten overgaan;

2° een verzekering afsluit die haar wettelijke aansprakelijkheid dekt ten voordele van elke derde die bij de uitoefening van haar aan erkenning onderworpen afvalactiviteit schade lijdt.

De Regering bepaalt in welke gevallen een zekerheid of een verzekeringspolis altijd vereist is. Zij kan voor de door haar bepaalde soorten afvalactiviteiten waarvoor een erkenning vereist is, bepalen dat het bedrag van de zekerheid of de verzekeringspolis de kosten dekt voor de periode van onderhoud, toezicht en controle van de betrokken activiteit, alsook de verplichtingen inzake de opvolging na de stopzetting van de activiteit. De Regering kan ook modaliteiten vaststellen voor de berekening van het bedrag van de zekerheid en voor de herziening van het bedrag van de zekerheid tijdens de periode van erkenning.

§ 2. De zekerheid bestaat, naar keuze van de aanvrager of de houder van de erkenning, uit een deposito bij de Deposito- en Consignatiekas of een onafhankelijke bankgarantie of elke andere vorm van zekerheid die de Regering bepaalt, ten belope van het in de betrokken erkenning vermelde bedrag.

In het geval dat de zekerheid bestaat in een storting in speciën, dient de houder van de betrokken erkenning jaarlijks de zekerheid te verhogen ten belope van de interesten opgebracht tijdens het vorig jaar.

Wanneer de zekerheid bestaat uit een onafhankelijke bankgarantie, moet deze zijn afgegeven door een kredietinstelling die is erkend door de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten of door een andere autoriteit van een lidstaat van de Europese Unie die bevoegd is om toezicht te houden op kredietinstellingen.

§ 3 Wanneer een zekerheid of verzekeringspolis is vereist, is de desbetreffende erkenning pas uitvoerbaar vanaf het moment dat de autoriteit van afgifte in eerste instantie erkent dat de zekerheid is verstrekt of dat de verzekeringspolis is afgesloten.

§ 4. De bevoegde autoriteit in eerste instantie stelt het herstel van de afvalstortplaats plaats in de vroegere staat of de rehabilitatie ervan vast binnen zestig dagen na de datum waarop de betrokken houder van de erkenning de aanvraag voor een vaststelling heeft ingediend. Bij gebreke van een beslissing binnen de vereiste termijn wordt het herstel van de afvalstortplaats plaats in de vroegere staat of de rehabilitatie ervan geacht conform te zijn.

Na het verstrijken van een termijn van negentig dagen vanaf de datum van het rapport inzake het herstel van de afvalstortplaats plaats in de vroegere staat of de rehabilitatie ervan, en indien de autoriteit van afgifte in eerste instantie of de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen geen voorbehoud maakt, wordt de zekerheid vrijgegeven en wordt eventuele opgelopen rente terugbetaald, indien van toepassing overeenkomstig de procedures die zijn vastgesteld krachtens lid 6.

§ 5. De autoriteit van afgifte in eerste instantie of de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen kan één enkele aanvullende termijn toestaan voor het herstel van de afvalstortplaats plaats in de vroegere staat of de rehabilitatie ervan. Indien de plaats niet binnen de vereiste termijn hersteld of gerehabiliteerd wordt, laat de Regering de bergplaats ambtshalve overgaan tot het herstel van de afvalstortplaats plaats in de vroegere staat of de rehabilitatie ervan met gebruikmaking van de zekerheid.

Als het bedrag ontoereikend is, verhaalt de Regering of de bevoegde autoriteit die zij daartoe aanwijst, de gemaakte extra kosten op de houder van de betrokken erkenning.

§ 6. De Regering kan voor alle of voor elk type activiteit waarvoor een erkenning voor afvalstoffen is vereist, de aanvullende voorwaarden vaststellen waaraan de zekerheden of verzekeringspolissen moeten voldoen en, in voorkomend geval, de standaardvoorwaarden voor zekerheden of verzekeringspolissen. Zij bepaalt de voorwaarden voor het vrijgeven van de zekerheid wanneer de houder van de betreffende erkenning heeft voldaan aan al zijn verplichtingen met betrekking tot het herstel van de afvalstortplaats plaats in de vroegere staat of de rehabilitatie ervan, alsmede de procedure in geval van niet-nakoming van deze verplichtingen.

Art. 96. § 1. Wanneer de autoriteit van afgifte in eerste instantie of de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen bij de verlening van de erkenning vaststelt dat het soort afvalgerelateerde activiteit waarop de erkenning betrekking heeft, schadelijk is of kan zijn voor de in artikel 32 bedoelde belangen of wanneer artikel 95 van toepassing is op dat soort activiteit, kan de autoriteit van afgifte in eerste instantie of de autoriteit die bevoegd is in administratief beroep aan elke aanvrager aanvullende voorwaarden opleggen met betrekking tot de uitoefening van zijn afvalgerelateerde activiteit.

Deze aanvullende voorwaarden kunnen met name betrekking hebben op:

1° de maatregelen die moeten worden genomen in geval van een ongeval of incident dat de in artikel 32 bedoelde belangen kan schaden;

2° de maatregelen die moeten worden genomen in het kader van artikel 95.

§ 2. Dit artikel is ook van toepassing tijdens de geldigheidsduur van de erkenning verleend in eerste aanleg of in administratief beroep.

In voorkomend geval is artikel 93 mutatis mutandis van toepassing op elke administratieve procedure die ertoe strekt bijkomende voorwaarden op te leggen tijdens de geldigheidsduur van de in eerste aanleg of in administratief beroep verleende erkenning.

§ 3. Geen enkele bijkomende voorwaarde mag afwijken van of minder streng zijn dan dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen.

Art. 97. § 1. Tijdens de geldigheidsduur van de in eerste instantie of in administratief beroep verleende erkenning kan de autoriteit van afgifte in eerste instantie op eigen initiatief de in eerste instantie of in administratief beroep verleende erkenning aanvullen of wijzigen :

1° indien dit noodzakelijk wordt geacht om de naleving van artikel 82, § 2, en de uitvoeringsmaatregelen ervan te verzekeren;

2° indien dit noodzakelijk wordt geacht om de naleving van artikel 95 te verzekeren op grond van een wijziging van de geraamde kosten voor het herstel van de afvalstortplaats in de vroegere staat of de rehabilitatie ervan of voor het herstel van de schade die aan derden is toegebracht in het kader van de aan erkenning onderworpen afvalactiviteit;

3° indien zij vaststelt dat de bijkomende voorwaarden opgelegd krachtens artikel 96 niet langer geschikt zijn om de naleving van artikel 32 te verzekeren;

4° indien zij vaststelt dat een essentieel gegeven in het aanvraagdossier is gewijzigd sinds de erkenning werd verleend.

Behalve in een bijzonder gemotiveerd spoedeisend geval wordt elke beslissing tot wijziging van de erkenning als bedoeld in het eerste lid genomen nadat de houder in de gelegenheid is gesteld mondeling of schriftelijk opmerkingen te maken.

De wijzigingsbeslissing wordt naar de houder van de erkenning gestuurd.

§ 2. Tijdens de geldigheidsduur van de in eerste instantie of in administratief beroep afgegeven erkenning kan de houder van de erkenning op eigen initiatief de autoriteit van afgifte in eerste instantie verzoeken zijn erkenning te wijzigen wegens een of meerdere wijzigingen in een of meerdere essentiële gegevens in het aanvraagdossier die zich hebben voorgedaan sinds de afgifte van de erkenning, met inbegrip van de beëindiging van de activiteit.

De artikelen 91 tot en met 96 zijn mutatis mutandis van toepassing op de in het eerste lid bedoelde aanvraag tot wijziging van de erkenning.

Art. 98. Op straffe van niet-ontvankelijkheid kan elke houder van een erkenning ten vroegste honderdtwintig dagen vóór het verstrijken van de erkenningsstermijn een nieuwe erkenningsaanvraag indienen voor hetzelfde soort afvalactiviteit en dezelfde soorten afval of, indien van toepassing, dezelfde categorieën bemonsterings- of analysemethoden waarvoor hij reeds erkend is.

Art. 99. § 1. Bij de bevoegde instantie kan administratief beroep worden ingesteld tegen beslissingen of tegen het uitblijven van een beslissing binnen de termijn die door de autoriteit van afgifte in eerste instantie is vastgesteld inzake de erkenning.

Het recht om administratief beroep in te stellen wordt uitsluitend verleend aan de aanvrager van een erkenning of de houder van de erkenning, hierna de verzoeker genoemd.

§ 2 Wanneer het administratief beroep betrekking heeft op een schorsingsbeslissing genomen krachtens artikel 86, schorst het niet de schorsingsbeslissing waarvan het administratief beroep uitgaat.

Wanneer het administratief beroep betrekking heeft op een andere stilzwijgende of uitdrukkelijke beslissing dan die bedoeld in het eerste lid, schorst het de beslissing waartegen administratief beroep wordt ingesteld.

§ 3 Op straffe van onontvankelijkheid moet het administratief beroep worden ingesteld binnen een termijn van dertig dagen:

1° na ontvangst van de administratieve beslissing of beslissingen die voortvloeien uit artikel 86, 92, 94, 95, 96 of 97; of;

2° bij ontstentenis van een beslissing als bedoeld in 1°, na het verstrijken van de termijn waarover de autoriteit van afgifte in eerste instantie beschikt om de beslissing te geven.

§ 4 Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het administratief beroep ingesteld door een verzoek dat wordt ingediend op de wijze bepaald bij of krachtens artikel 89. De verzoeker zendt tegelijkertijd een afschrift van zijn verzoek aan de autoriteit van afgifte in eerste instantie.

Dit verzoek wordt ondertekend en bevat ten minste de volgende gegevens:

1° indien de verzoeker :

een natuurlijke persoon is : voor- en achternaam, geboortedatum, bedrijfsadres, telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de verzoeker, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon is:

zijn naam of bedrijfsnaam, het adres van zijn statutaire zetel, zijn telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de verzoeker, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst; en;

de voornaam, de familienaam en de functie van de persoon die door de betrokken rechtspersoon gemachtigd is om het beroep in te dienen;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van de verzoeker of, bij ontstentenis daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of handelsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens buitenlandse wetgeving of reglementering;

3° het identificatienummer of de administratieve referentie van de beslissing waartegen administratief beroep wordt ingesteld;

4° de gronden die zijn aangevoerd tegen de beslissing waartegen administratief beroep wordt ingesteld.

§ 5. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek door de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen, stuurt deze autoriteit de verzoeker een ontvangstbevestiging van het verzoek.

§ 6. De autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen zendt de beslissing over het administratief beroep binnen negentig dagen na de verzending van de ontvangstbevestiging van het verzoek naar de verzoeker.

De beslissing op administratief beroep vervangt de beslissing in eerste aanleg of, bij ontstentenis van een dergelijke beslissing, de stilzwijgende afwijzende beslissing in eerste aanleg.

§ 7. Na het verstrijken van de in § 6 bepaalde termijn wordt, indien de beslissing op het administratief beroep niet aan de verzoeker is toegezonden, de beslissing op het administratief beroep of, bij ontstentenis van een dergelijke beslissing, de stilzwijgende afwijzende beslissing in eerste aanleg van rechtswege bevestigd.

Onderafdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor de erkenning van inzameling, handel en bemiddeling, vervoer en activiteiten met betrekking tot de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing en verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen

Art. 100. § 1. De Regering onderwerpt de volgende activiteiten aan erkenning:

1° de beroepsmatige inzameling, handel en bemiddeling van gevaarlijke afvalstoffen;

2° het beroepsmatig vervoer van gevaarlijke afvalstoffen;

3° de beroepsmatige samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing en verwijdering van gevaarlijke afvalstoffen.

Daartoe kan de Regering de erkenning of de soorten erkenningen met betrekking tot voornoemde soorten activiteiten regelen naargelang van het soort of subtype afvalstoffen dat zij vaststelt.

§ 2. Initiële producenten van soortgelijke gevaarlijke afvalstoffen die hun eigen soortgelijke gevaarlijke afvalstoffen vervoeren, worden vrijgesteld van de erkenning voor het vervoer van die afvalstoffen onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de hoeveelheid vervoerde afvalstoffen bedraagt niet meer dan tweehonderd vijftig kilogram per maand; en;

2° de bedoelde afvalstoffen worden vervoerd naar een inzamelaar, een handelaar, een makelaar, een inrichting of een onderneming die beschikt over de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning die overeenkomstig de artikelen 6 en 32 vereist is om de activiteiten van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van de bedoelde afvalstoffen uit te voeren.

Art. 101. Op verzoek van de autoriteit van afgifte in eerste instantie brengt de Erkenningscommissie inzake afval advies uit overeenkomstig artikel 93.

Art. 102. Elke houder van een erkenning voor ten minste een van de soorten afvalactiviteiten bedoeld in artikel 100, § 1, informeert de begunstigde van de afvalbeheerdienst over de gedetailleerde beheersprocedures en -kosten, alsook over de bestemming van de afvalstoffen.

Onderafdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor de erkenning van de activiteiten van ondernemingen van de sociale economie die erkend willen worden als dienst van algemeen economisch belang

Art. 103. De Regering legt de activiteiten van de ondernemingen van de sociale economie die erkend wensen te worden als dienst van algemeen economisch belang overeenkomstig artikel 69 ter erkenning voor.

Onderafdeling 4 — Bijzondere bepalingen voor de erkenning van recyclage- en stortactiviteiten voor bepaalde soorten ongevaarlijke afvalstoffen

Art. 104. § 1. De Regering kan in het Waalse Gewest de recyclage of opvulling van bepaalde door haar bepaalde soorten ongevaarlijke afvalstoffen aan een erkenning onderwerpen.

§ 2. Daartoe kan de Regering een lijst opstellen van ongevaarlijke afvalstoffen die in het Waalse Gewest een recyclage- of stortactiviteit kunnen ondergaan die onderworpen is aan de in paragraaf 1 bedoelde erkenning.

De afwezigheid van een afval op die lijst veronderstelt dat het niet behoort tot het soort afvalstoffen dat in het Waalse Gewest aan een recyclage- of opvuloperatie onderworpen aan de in paragraaf 1 bedoelde erkenning kan worden onderworpen. Dit vermoeden kan worden weerlegd.

§ 3 De Regering stelt de procedurele modaliteiten vast voor de erkenning van de eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden van afvalstoffen in gevallen waarin, zelfs indien de afvalstoffen niet als zodanig voorkomen op de lijst van afvalstoffen bedoeld in paragraaf 2, die afvalstoffen kunnen worden erkend als behorend tot het soort afvalstoffen dat krachtens paragraaf 2 op de lijst is geplaatst.

Het weerlegbare vermoeden van paragraaf 2 wordt weerlegd aan de hand van bewijsmateriaal waaruit blijkt dat de afvalstoffen die niet in de in § 2 bedoelde lijst van afvalstoffen zijn opgenomen, voldoen aan alle eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden die door de regering zijn vastgesteld voor de in § 2 bedoelde lijst van afvalstoffen.

Elk verzoek om een dergelijke erkenning bevat ten minste een milieurisicoanalyse.

De Regering kan de minimumeisen voor de milieurisicoanalyse, bedoeld in het derde lid, vaststellen.

§ 4. De Regering vaardigt zelf de erkenningsbeslissingen uit bedoeld in paragraaf 3 of wijst daartoe de bevoegde autoriteit aan.

Elke erkenningsbeslissing volgens hetwelk een afval wordt erkend als behorende tot de afvalstoffen die zijn opgenomen in de lijst bedoeld in paragraaf 2, wordt gepubliceerd op ten minste één website van het Waalse Gewest.

Wanneer de uitoefening van een beroepsactiviteit afvalstoffen voortbrengt die alle eigenschappen, kenmerken, criteria of voorwaarden bezitten en naleven die in elk opzicht gelijk zijn aan die van afvalstoffen die door een erkenningsbeslissing erkend zijn als afvalstoffen van het type afvalstoffen vermeld in de lijst overeenkomstig paragraaf 2, kan de houder van deze afvalstoffen een voorafgaande erkenningsaanvraag indienen om deze afvalstoffen in het Waals Gewest te mogen recycleren of storten.

Ten minste om de drie jaar past de Regering de in paragraaf 2 bedoelde lijst van afvalstoffen aan om er, in voorkomend geval, de in deze paragraaf bedoelde erkenningsbeslissingen in op te nemen.

§ 5. Voor elke recyclage- of opvulactiviteit in het Waalse Gewest van bepaalde door de Regering bepaalde soorten ongevaarlijke afvalstoffen die aan een erkenning onderworpen zijn, bepalen de specifieke voorwaarden die van toepassing zijn krachtens artikel 82, § 2, of bij ontstentenis van dergelijke specifieke voorwaarden, de bijkomende voorwaarden waartoe beslist wordt krachtens artikel 96, minstens:

- 1° de soorten en hoeveelheden ongevaarlijke afvalstoffen die mogen worden gerecycleerd of opgevuld;
- 2° de omstandigheden waarin ze worden geproduceerd
- 3° de plaats of plaatsen waar ze worden bewaard;
- 4° voor elk type recyclage- of opvulactiviteit waarop de erkenning betrekking heeft, de technische voorschriften en alle andere voorschriften die van toepassing zijn op de betrokken locatie(s);
- 5° de te nemen veiligheids- en voorzorgsmaatregelen;
- 6° de methode die voor elk type recyclage- of opvulactiviteit moet worden gebruikt, met inbegrip van, in voorkomend geval, de exhaustieve en exclusieve methoden voor het gebruik van de betrokken afvalstoffen;
- 7° de plaats(en) waar de genoemde handelingen zullen worden uitgevoerd;
- 8° de monitoring- en controlehandelingen voor zover noodzakelijk;
- 9° de bepalingen inzake sluiting en nazorg voor zover noodzakelijk.

§ 6. De erkenning mag niet worden verleend indien de voorgenomen recyclage- of opvulmethode uit milieubeschermingsoogpunt niet aanvaardbaar is, in het bijzonder indien zij niet in overeenstemming is met artikel 32.

Art. 105. Elke houder van een overeenkomstig deze onderafdeling afgegeven erkenning houdt een register van dergelijke afvalstoffen bij overeenkomstig artikel 72 en stelt de bevoegde autoriteit onmiddellijk in kennis van het feitelijke gebruik van dergelijke afvalstoffen.

Art. 106. Elk afval dat in de lijst, vermeld in artikel 104, is opgenomen of dat erkend is als afval van het type, vermeld in de lijst, behoudt zijn aard als afval en blijft onderworpen aan de bepalingen van dit decreet en aan de uitvoeringsmaatregelen ervan tot het in het Waalse Gewest gerecycleerd of opgevuld wordt overeenkomstig de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens deze onderafdeling.

Art. 107. Elke milieuvergunning en elke aangifte van een inrichting van klasse 3 die het storten van ongevaarlijke afvalstoffen en de recyclage of opvulling ervan regelt op de site waar de afvalstoffen worden geproduceerd of ontvangen, vormt een erkenning in de zin van deze onderafdeling.

Onderafdeling 5 — Bijzondere bepalingen voor de erkenning van activiteiten met betrekking tot de samenbrenging, voorbehandeling en nuttige toepassing van zuiveringsslib bestemd voor gebruik in de landbouw

Art. 108. Onverminderd artikel 9 kan de Regering de activiteiten van samenbrenging, voorbehandeling en nuttige toepassing van de door haar bepaalde soorten afvalstoffen, met inbegrip van zuiveringsslib, bestemd voor nuttige toepassing door middel van een of meer van de handelingen, vermeld in bijlage 2, A, R3 of R10, aan een erkenning onderwerpen.

Onderafdeling 6 — Bijzondere bepalingen voor de erkenning van activiteiten inzake het beheer van dierlijke bijproducten

Art. 109. De Regering kan activiteiten voor het beheer van dierlijke bijproducten die onder het bestuurlijke afvalstoffenbeleid vallen, onderwerpen aan een erkenning.

Daartoe kan de Regering de erkenning of erkenningssoorten regelen voor met name de activiteiten van intermediaire inrichtingen of inrichtingen voor de opslag van dierlijke bijproducten en de activiteiten van bedrijven voor de verwerking, compostering, productie van biogas of verbranding van dierlijke bijproducten.

Onderafdeling 7 — Bijzondere bepalingen voor de erkenning van activiteiten voor wetenschappelijke analyses van afvalstoffen ten behoeve van derden

Art. 110. § 1. De Regering kan de activiteiten voor wetenschappelijke analyses voor rekening van derden met betrekking tot afvalstoffen op professionele basis aan een erkenning onderwerpen.

Daartoe kan de Regering de erkenning of soorten erkenningen met betrekking tot deze activiteiten regelen op basis van bepaalde categorieën van bemonsterings- of analysemethoden die zij bepaalt.

§ 2. Elke houder van een erkenning voor het type activiteiten met betrekking tot afvalstoffen, vermeld in § 1:

1° verleent diensten met inachtneming van de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens artikel 16, eerste lid, 1°;

2° voldoet aan de krachtens artikel 16, eerste lid, 2°, goedgekeurde indicatieve technische bepalingen of kan een gelijkwaardige kwaliteit van zijn deskundigheid aantonen.

Afdeling 3 — Bepalingen betreffende de registraties

Onderafdeling 1 — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle registraties

Art. 111. § 1. Alle registratieaanvragen moeten ondertekend zijn en de volgende informatie bevatten:

1° indien de aanvrager:

een natuurlijke persoon is : voor- en achternaam, geboortedatum, bedrijfsadres, telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de aanvrager, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon is:

zijn naam of bedrijfsnaam, het adres van zijn statutaire zetel, zijn telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de aanvrager, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst; en;

de voornaam, de familienaam en de functie van de persoon die door de betrokken rechtspersoon gemachtigd is om het verzoek in te dienen;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van aanvrager of, bij ontstentenis daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of handelsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens buitenlandse wetgeving of reglementering

§ 2. Onverminderd de artikelen 208 en 209, kan de Regering voor elk type activiteit dat aan registratie door en krachtens dit hoofdstuk is onderworpen, de inhoud van de aanvraag tot erkenning aanvullen, die het mogelijk moet maken de aanvrager van de registratie te identificeren en, in voorkomend geval, zijn technische, financiële of menselijke middelen en de naleving van artikel 32 of artikel 85, § 2, °, te attesteren.

Te dien einde kan de Regering de inhoud van de in § 1 bedoelde registratieaanvraag aanvullen met alle of enkele van de volgende gegevens :

de technische middelen waarover de aanvrager beschikt, met name de uitrusting waarover hij beschikt voor het verrichten van het soort activiteit waarvoor een registratie vereist is en waarop de registratieaanvraag betrekking heeft;

de financiële middelen waarover de aanvrager beschikt, met name het bewijs van verzekering ter dekking van de wettelijke aansprakelijkheid voor het soort activiteit waarvoor een registratie wordt aangevraagd of, bij ontstentenis daarvan, een formele verbintenis om een dergelijke verzekering af te sluiten voordat het soort activiteit waarvoor een registratie wordt aangevraagd, wordt uitgevoerd

de personele middelen waarover de aanvrager beschikt, namelijk :

het aantal personeelsleden waarover de aanvrager beschikt om het soort activiteiten uit te oefenen waarvoor een registratie vereist is en waarop de registratieaanvraag betrekking heeft;

het bewijs dat de aanvrager of bepaalde van zijn personeelsleden in het bezit zijn van bepaalde diploma's, certificaten of andere beroepsattesten die zij vaststelt;

de aard van de soort(en) afvalstoffen waarop de registratieaanvraag betrekking heeft of kan hebben;

de hoeveelheid van de soort(en) afvalstoffen waarop de registratieaanvraag betrekking heeft of kan hebben;

de plaats(en) van bestemming van de afvalsoort(en) waarop registratieaanvraag betrekking heeft of kan hebben;

de maatregelen ter voorkoming van gevaar voor de gezondheid van de mens en schade aan het milieu;

indien hij het bezit van een milieuvergunning of een aangifte van een inrichting van klasse 3 als voorwaarde stelt voor het verlenen van de registratie, het identificatienummer of het administratieve kenmerk van de betrokken milieuvergunning of aangifte van een inrichting van klasse 3 of, bij ontstentenis daarvan, een afschrift van die vergunning of aangifte;

een uittreksel uit het strafregister dat minder dan zes maanden oud is overeenkomstig het model bedoeld in artikel 596, lid 1, van het Wetboek van Strafvordering en de uitvoeringsbepalingen daarvan.

§ 3. Teneinde de aanvrager van de registratie te identificeren en, in voorkomend geval, zijn technische, financiële of menselijke middelen en de naleving van artikel 32 of van artikel 85, § 2, 1°, te attesteren, kan de Regering de inhoud van de registratieaanvraag bedoeld in het eerste lid van dit artikel, in voorkomend geval aangevuld krachtens het tweede lid van dit artikel, nader bepalen. Zij kan eveneens bepalen hoeveel exemplaren van de registratieaanvraag moeten worden overgelegd wanneer de aanvraag op papier wordt verzonden.

Art. 112. Elke aanvrager van een registratie die houder is van een erkenning, registratie of andere administratieve handeling van gelijke individuele strekking, uitgereikt in een ander Gewest voor de uitoefening van dezelfde afvalgerelateerde activiteit als die welke onderworpen is aan registratie in het Waalse Gewest, mag het type afvalgerelateerde activiteit dat onderworpen is aan registratie in het Waalse Gewest uitoefenen na ontvangst van de

ontvangstbevestiging van zijn registratieaanvraag en voor de duur van de administratieve behandeling ervan bij de autoriteit van afgifte in eerste instantie in het Waalse Gewest.

Aan het einde van de administratieve behandeling van zijn registratieaanvraag in het Waalse Gewest, indien deze aanvraag wordt geweigerd door de autoriteit van afgifte in eerste instantie, beëindigt de aanvrager de uitoefening van het soort activiteit dat onderworpen is aan registratie op het grondgebied van het Waalse Gewest na ontvangst van de beslissing tot weigering van registratie door de autoriteit van afgifte in eerste instantie of, bij ontstentenis van een dergelijke beslissing, aan het einde van de in artikel 114, § 5 bedoelde periode.

Art. 113. De Regering kan, in voorkomend geval onder voorwaarden, voorzien in de gelijkwaardigheid tussen elke erkenning, registratie of andere administratieve handeling van individuele aard, afgegeven door of krachtens de Waalse wetgeving, en bepaalde registraties die zij bepaalt onder die welke bij en krachtens dit hoofdstuk vereist zijn.

Art. 114. § 1. Elke registratieaanvraag wordt naar de autoriteit van afgifte in eerste instantie gestuurd.

§ 2. De instantie van afgifte in eerste aanleg bezorgt de aanvrager van de registratie binnen een termijn van tien dagen een ontvangstbewijs van zijn aanvraag:

1° per gewone post indien de aanvraag op papier werd ingediend;

2° per niet-gewaarmerkte e-mail of niet-gewaarmerkt bericht als de aanvraag elektronisch werd ingediend.

§ 3. Als de registratieaanvraag volledig is, stuurt de autoriteit van afgifte in eerste instantie de aanvrager de beslissing tot registratie binnen dertig dagen na ontvangst van de registratieaanvraag.

§ 4. Als de registratieaanvraag onvolledig is, stuurt de instantie van afgifte in eerste aanleg de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de registratieaanvraag de lijst met ontbrekende gegevens of documenten, hierna de aanvullingen genoemd. In dat geval wordt de administratieve procedure hervat vanaf de datum van ontvangst van de aanvullende informatie.

De aanvrager van de registratie moet de gevraagde aanvullingen binnen dertig dagen na de verzending van het verzoek om deze aanvullingen naar de instantie van afgifte in eerste aanleg sturen.

De instantie van afgifte in eerste aanleg bezorgt de aanvrager van de registratie binnen een termijn van tien dagen een ontvangstbewijs van de aanvullingen:

1° per gewone post als de aanvullingen op papier werden verstuurd;

2° per niet-gewaarmerkte e-mail of niet-gewaarmerkt bericht als de aanvullingen elektronisch werden ingediend.

Binnen twintig dagen na ontvangst van de aanvullingen door de autoriteit van afgifte in eerste instantie, stuurt deze de aanvrager de beslissing waarbij zijn registratie wordt bevestigd..

De autoriteit van afgifte in eerste instantie zendt de aanvrager de beslissing waarbij de registratie wordt geweigerd indien :

1° zij werd ingediend zonder naleving van artikel 89;

2° zij werd ingediend zonder naleving van artikel 111 en de uitvoeringsmaatregelen ervan ;

4° de aanvrager van de registratie de gevraagde aanvullingen niet heeft overgemaakt binnen de termijn bedoeld in het tweede lid van deze paragraaf;

4° als ze tweemaal onvolledig wordt beschouwd;

5° zij werd ingediend zonder naleving van artikel 116.

§ 5. Na het verstrijken van de in de §§ 3 en 4 bedoelde termijnen wordt, als de beslissing tot bevestiging van de registratie van de aanvrager niet is verzonden, de aanvraag tot registratie van rechtswege geacht te zijn geweigerd.

Art. 115. § 1. Tijdens de geldigheidsduur van de door de autoriteit van afgifte in eerste instantie of in administratief beroep afgegeven registratie kan de autoriteit van afgifte in eerste instantie op eigen initiatief de afgegeven registratie aanvullen of wijzigen indien zij vaststelt dat een van de essentiële gegevens in het aanvraagdossier sinds de afgifte van de registratie is gewijzigd.

Behalve in een bijzonder gemotiveerd spoedeisend geval wordt elke beslissing tot wijziging van een registratie als bedoeld in het eerste lid genomen nadat de houder in de gelegenheid is gesteld mondeling of schriftelijk opmerkingen te maken.

De wijzigingsbeslissing wordt naar de houder van de registratie gestuurd.

§ 2. Tijdens de geldigheidsduur van de in eerste instantie of in administratief beroep afgegeven registratie kan de houder van de registratie op eigen initiatief de autoriteit van afgifte in eerste instantie verzoeken zijn registratie te wijzigen wegens een of meerdere wijzigingen in een of meerdere essentiële gegevens in het aanvraagdossier die zich hebben voorgedaan sinds de afgifte van de registratie, met inbegrip van de beëindiging van de activiteit.

De artikelen 111 tot en met 114 zijn mutatis mutandis van toepassing op de in het eerste lid bedoelde aanvraag tot wijziging van de registratie.

Art. 116. Op straffe van niet-ontvankelijkheid kan elk registratiehouder ten vroegste honderdtwintig dagen vóór het verstrijken van de geldigheidsduur van zijn registratie een nieuwe registratieaanvraag indienen voor dezelfde soort afvalactiviteit en dezelfde soorten afval of, indien van toepassing, dezelfde categorieën bemonsteringsmethoden waarvoor hij reeds is geregistreerd.

Art. 117. § 1. Tegen beslissingen van de autoriteit van afgifte in eerste instantie op grond van artikel 86 kan administratief beroep worden ingesteld bij de bevoegde autoriteit.

Het recht om administratief beroep in te stellen wordt uitsluitend verleend aan de persoon die de registratie heeft aangevraagd of aan de houder van de registratie, hierna de verzoeker genoemd.

§ 2 Wanneer het administratief beroep betrekking heeft op een schorsingsbeslissing genomen krachtens artikel 86, schorst het niet de schorsingsbeslissing waarvan het administratief beroep uitgaat.

Wanneer het administratief beroep betrekking heeft op een andere stilzwijgende of uitdrukkelijke beslissing dan die bedoeld in het eerste lid, schorst het de beslissing waartegen administratief beroep wordt ingesteld.

§ 3 Op straffe van onontvankelijkheid moet het administratief beroep worden ingesteld binnen een termijn van dertig dagen:

1° na ontvangst van de administratieve beslissing of beslissingen die voortvloeien uit artikel 86, 114 of 115; of;

2° bij ontstentenis van een beslissing als bedoeld in 1°, na het verstrijken van de termijn waarover de autoriteit van afgifte in eerste instantie beschikt om de beslissing te geven.

§ 4 Op straffe van niet-ontvankelijkheid wordt het administratief beroep ingesteld door een verzoek dat wordt ingediend op de wijze bepaald bij of krachtens artikel 89. De verzoeker zendt tegelijkertijd een afschrift van zijn verzoek aan de autoriteit van afgifte in eerste instantie.

Dit verzoek wordt ondertekend en bevat ten minste de volgende gegevens:

1° indien de verzoeker :

een natuurlijke persoon is : voor- en achternaam, geboortedatum, bedrijfsadres, telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de verzoeker, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon is:

zijn naam of bedrijfsnaam, het adres van zijn statutaire zetel, zijn telefoonnummer en e-mailadres en, facultatief voor de verzoeker, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst; en;

de voornaam, de familienaam en de functie van de persoon die door de betrokken rechtspersoon gemachtigd is om het beroep in te dienen;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van de verzoeker of, bij ontstentenis daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of handelsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens buitenlandse wetgeving of reglementering;

3° het identificatienummer of de administratieve referentie van de beslissing waartegen administratief beroep wordt ingesteld;

4° de gronden die zijn aangevoerd tegen de beslissing waartegen administratief beroep wordt ingesteld.

§ 5. Binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek door de autoriteit bevoegd voor het administratief beroep, stuurt deze autoriteit de verzoeker een ontvangstbevestiging van het verzoek.

§ 6. De autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen zendt de beslissing over het administratief beroep binnen vijftienvertig dagen na de verzending van de ontvangstbevestiging van het verzoek naar de verzoeker.

De beslissing ingevolge een administratief beroep annuleert of bevestigt de beslissing die in eerste aanleg is uitgesproken.

§ 7. Na het verstrijken van de in § 6 bepaalde termijn wordt, indien de beslissing ingevolge een administratief beroep niet aan de verzoeker is toegezonden, de beslissing waartegen administratief beroep wordt ingesteld van rechtswege bevestigd.

Onderafdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor de registratie van inzameling, handel en bemiddeling, vervoer en activiteiten met betrekking tot de samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing en verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen

Art. 118. § 1. De Regering onderwerpt de volgende activiteiten aan registratie:

1° de beroepsmatige inzameling, handel en bemiddeling van ongevaarlijke afvalstoffen;

2° het beroepsmatig vervoer van ongevaarlijke afvalstoffen;

3° de beroepsmatige samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing en verwijdering van ongevaarlijke afvalstoffen.

Daartoe kan de Regering de registratie of de soorten registraties met betrekking tot voornoemde soorten activiteiten regelen naargelang van het soort of subtype afvalstoffen dat zij vaststelt.

§ 2. Initiële producenten van soortgelijke ongevaarlijke afvalstoffen die hun eigen soortgelijke ongevaarlijke afvalstoffen vervoeren, zijn vrijgesteld van transportregistratie voor het vervoer van die afvalstoffen onder de volgende cumulatieve voorwaarden:

1° de hoeveelheid vervoerde afvalstoffen bedraagt niet meer dan tweehonderd vijftig kilogram per maand; en;

2° de bedoelde afvalstoffen worden vervoerd naar een inzamelaar, een handelaar, een makelaar, een inrichting of een onderneming die beschikt over de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning die overeenkomstig de artikelen 6 en 32 vereist is om de activiteiten van samenbrenging, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van de bedoelde afvalstoffen uit te voeren.

Art. 119. Elke houder van een registratie voor ten minste een van de soorten afvalactiviteiten bedoeld in artikel 118, § 1, informeert de begunstigde van de afvalbeheerdienst over de gedetailleerde beheersprocedures en -kosten, alsook over de bestemming van de afvalstoffen.

Onderafdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor de registratie van afvalbemonsteringsactiviteiten

Art. 120. § 1. De Regering kan de professionele afvalbemonsteringsactiviteiten aan registratie onderwerpen.

Daartoe kan de Regering de registratie of soorten registraties met betrekking tot deze activiteiten regelen op basis van bepaalde categorieën van monsternemingsmethoden die zij bepaalt.

§ 2. Elke houder van een registratie voor het type activiteiten met betrekking tot afvalstoffen, vermeld in § 1:

1° verleent diensten met inachtneming van de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens artikel 16, eerste lid, 1°;

2° voldoet aan de krachtens artikel 16, eerste lid, 2°, goedgekeurde indicatieve technische bepalingen of kan een gelijkwaardige kwaliteit van zijn deskundigheid aantonen.

TITEL 2 — UITGEBREIDE PRODUCENTENVERANTWOORDELIJKHEID

HOOFDSTUK 1. — Inleidende bepalingen

Afdeling 1 — Doelstellingen en toepassingsgebied

Art. 121. § 1. In het belang van de milieubescherming en een verantwoord gebruik van hulpbronnen, met inbegrip van natuurlijke hulpbronnen, worden in deze titel de minimumeisen vastgesteld die van toepassing zijn op regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die gericht zijn op versterking van afvalpreventie, voorbereiding voor hergebruik, hergebruik, recycling en andere nuttige toepassingen.

§ 2. Het bij deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan ingevoerde systeem van uitgebreide verantwoordelijkheid van de producent van producten is van toepassing op de volgende afvalstoffen :

- 1° afval van elektrische of elektronische uitrustingen;
- 2° afval van batterijen en accu's;
- 3° afgedankte voertuigen;
- 4° gebruikte banden;
- 5° afgewerkte oliën;
- 6° afgedankte matrassen.
- 7° sanitair textielafval voor eenmalig gebruik, met inbegrip van gebruikte vochtige doekjes;
- 8° gebruikte ballonnen;
- 9° gebruikt vistuig dat plastic bevat;
- 10° sigarettenpeuken.

§ 2. De Regering kan een systeem van uitgebreide verantwoordelijkheid van de producent van producten overeenkomstig deze titel invoeren voor de volgende afvalstoffen :

- 1° gebruikt meubilair;
- 2° gebruikte kauwgom;
- 3° gebruikt textiel;
- 4° gebruikte wegwerpluiers.

§ 3. Elke regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid ingevoerd door deze titel en haar uitvoeringsmaatregelen leidt, naargelang het geval, tot :

- 1° alle volgende hoofdverplichtingen :
 - een verplichting om afvalstoffen te beheren;
 - een verplichting om afvalbeheer en bepaalde afvalpreventiemaatregelen te financieren;
 - een verplichting tot voorlichting en bewustmaking;
 - een rapporteringsverplichting;
 - een verplichting om een strategisch plan en bijbehorende jaarlijkse uitvoeringsplannen op te stellen;
- 2° onverminderd 1°, alle of sommige van de volgende verplichtingen die door de Regering kunnen worden geactiveerd :
 - een verplichting tot terugname van afvalstoffen;
 - een verplichting om afvalstoffen te voorkomen;
 - een verplichting om gekwantificeerde doelstellingen inzake inzameling of nuttige toepassing te bereiken, in het bijzonder voor recycling, of om te streven naar streefwaarden voor voorbereiding voor hergebruik of hergebruik;
 - een verplichting om de openbare netheid te financieren.

Art. 122. De regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid geldt onverminderd de in artikel 47, § 1, bedoelde verantwoordelijkheid voor afvalbeheer en onverminderd de geldende specifieke wet- en regelgeving betreffende afvalstromen en de geldende specifieke wet- en regelgeving betreffende producten.

De regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid laat de verplichtingen en taken van lokale autoriteiten met betrekking tot de volksgezondheid onverlet, en de verplichtingen en taken van lokale autoriteiten met betrekking tot de volksgezondheid laten de verplichtingen van producenten van producten in het kader van de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dat op hen van toepassing is, onverlet.

Afdeling 2 — Begripsomschrijving

Art. 123. § 1. Onverminderd artikel 5 wordt voor de toepassing van deze titel verstaan onder:

1° de "regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid": een geheel van maatregelen om ervoor te zorgen dat de producenten van producten financiële of financiële en organisatorische verantwoordelijkheid nemen voor het beheer van de afvalfase van de levenscyclus van een product;

2° de "huishoudelijke afval": de afval voortgebracht door de gewone activiteit van de gezinnen alsook de afval voortgebracht door een beroepsactiviteit die vanwege de aard en samenstelling ervan vergelijkbaar is en gelijkgesteld wordt met de gewone activiteit van de gezinnen ;

3° "industriële afval" : de afval die niet onder 2° valt;

4° "streefwaarde": een doelstelling bestaande uit een niveau dat is vastgesteld met het oog op het vermijden, voorkomen of verminderen van schadelijke gevolgen voor de menselijke gezondheid of het milieu in zijn geheel, en dat binnen een bepaalde periode zoveel mogelijk moet worden bereikt;

5° „elektrische en elektronische apparatuur” of „EEA”: apparaten die afhankelijk zijn van elektrische stromen of elektromagnetische velden om naar behoren te werken en apparaten voor het opwekken, overbrengen en meten van die stromen en velden en die bedoeld zijn voor gebruik met een spanning van maximaal 1 000 volt bij wisselstroom en 1 500 volt bij gelijkstroom

6° "batterij" of "accu": bron van door rechtstreekse omzetting van chemische energie verkregen elektrische energie, bestaande uit één of meer primaire (niet-oplaadbare) batterijcellen of uit één of meer secundaire (oplaadbare) batterijcellen;

7° "voertuig": elk voertuig ingedeeld in categorie M1 of N1, zoals bedoeld in Verordening (EU) 2018/858, alsmede de drijwieler zoals omschreven in Verordening (EU) 168/2013, met uitzondering van de drijwieler met motor, ongeacht hoe het voertuig tijdens het gebruik werd onderhouden of gerepareerd en ongeacht of het werd uitgerust met door de producent geleverde onderdelen dan wel met andere onderdelen die als vervangings- of inbouwonderdeel in overeenstemming met de relevante gemeenschapsbepalingen of interne bepalingen werden aangebracht;

- 8° "band" betekent elk ringvormig voorwerp van rubber en eventueel van andere materialen, pneumatisch of massief, met inbegrip van banden, maar met uitzondering van fietsbanden;
- 9° "olie" alle soorten minerale of synthetische smeerolie of industriële olie, zoals olie van verbrandingsmotoren en versnellingsbakken, alsmede smeerolie, olie voor turbines en hydraulische oliën;
- 10° "matrassen" : alle producten die bestemd zijn om op te slapen en te rusten, bestaande uit een sterke hoes, gevuld met basismaterialen, en die kunnen worden geplaatst op een bestaande ondersteunende bedstructuur, met inbegrip van de dekmatrassen;
- 11° "dekmatras" : elk stuk beddengoed met een maximumdikte van tien centimeter dat bestemd is om bovenop een matras te worden gelegd;
- 12° "sanitair textiel voor eenmalig gebruik" : alle producten voor eenmalig gebruik die bestemd zijn voor intieme lichaamshygiëne of huishoudelijke hygiëne, zoals vochtige doekjes;
- 13° "vochtige doekjes" : alle vooraf bevochtigde doekjes voor persoonlijke hygiëne, en huishoudelijke doekjes;
- 14° "ballonnen" : alle niet-poreuze voorwerpen van licht materiaal die bestemd zijn om met lucht of gas te worden opgeblazen, met uitzondering van ballonnen voor industriële of andere professionele toepassingen die niet aan consumenten worden verstrekt.
- 15° "vistuig voor de zeevisserij" : elk voorwerp of uitrusting dat bij de visserij of de aquacultuur wordt gebruikt om levende mariene hulpbronnen te bevissen, te vangen of te kweken, of dat op het zeeoppervlak drijft en wordt ingezet om deze levende mariene hulpbronnen aan te trekken en te vangen of te kweken;
- 16° "vistuig voor de zoetwatervisserij" : elk voorwerp of uitrusting dat bij de visserij of de aquacultuur wordt gebruikt om biologische hulpbronnen in zoet water aan te trekken, te vangen of te kweken, of dat op het zoetwateroppervlak drijft en wordt ingezet om die biologische hulpbronnen in zoet water aan te trekken en te vangen of te kweken;
- 17° "vistuig" : de categorie van producten die het in 15° en 16° bedoelde vistuig omvat;
- 18° "tabaksproducten" : alle producten die kunnen worden geconsumeerd en zelfs gedeeltelijk uit tabak bestaan, al dan niet genetisch gemodificeerd, alsmede filters die in de handel worden gebracht voor gebruik in combinatie met tabaksproducten;
- 19° "peuken" : alle afgedankte tabaksproducten met kunststoffilters voor eenmalig gebruik en alle afgedankte kunststoffilters voor eenmalig gebruik die in de handel zijn gebracht toen zij producten waren die in combinatie met tabaksproducten kunnen worden gebruikt
- 20° "meubilair" : elk roerend goed waarvan de buitenafmetingen gelijk zijn aan of groter zijn dan veertig centimeter of waarvan het volume gelijk is aan of groter is dan zestig kubieke decimeter en dat bestemd is voor het gebruik of de decoratie van lokalen of de buitenkant ervan, met uitzondering van levende dieren en matrassen;
- 21° "kauwgom" : alle al dan niet gecoatete kauwgom die bedoeld is om op te kauwen en niet om door te slikken;
- 22° "textiel" : alle kleding, schoeisel, linnengoed en producten van natuurlijke of synthetische vezels;
- 23° "wegwerpluiers" : alle wegwerpproducten die bestemd zijn om de ontlasting of de urine van de drager ervan op te vangen, met uitzondering van stomazakjes;
- 24° "producent van producten" : elke persoon bedoeld in 25°, 26°, 27° of 28° afhankelijk van de betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;
- 25° „EEA producent" : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die ongeacht de verkooptechniek, met inbegrip van communicatie op afstand overeenkomstig de bepalingen van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht :
- is gevestigd op het Belgisch grondgebied en onder zijn eigen naam of merk EEA vervaardigt, of EEA laat ontwerpen of vervaardigen die hij onder zijn naam of merk op het Belgisch grondgebied verhandelt ;
 - is gevestigd op het Belgisch grondgebied en op het Belgisch grondgebied onder zijn eigen naam of handelsmerk apparatuur wederverkoopt die door andere leveranciers is geproduceerd; hierbij wordt de wederverkoper niet als „producent" aangemerkt wanneer het merkteken van de producent overeenkomstig punt a) op het apparaat zichtbaar is ;
 - is gevestigd op het Belgisch grondgebied en brengt beroepsmatig EEA op de Belgische markt die afkomstig zijn van een derde land of;
 - buiten het Belgische grondgebied is gevestigd en EEA op afstand verkoopt in de zin van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht, rechtstreeks of via een elektronische marktplaats, aan particuliere huishoudens of aan andere gebruikers dan particuliere huishoudens in België;
- 26° "producent van batterijen of accu's" : eenieder die, ongeacht de gebruikte verkooptechniek, met inbegrip van technieken voor verkoop op afstand overeenkomstig de bepalingen van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht, batterijen of accu's, met inbegrip van die welke in apparaten of voertuigen zijn ingebouwd, beroepsmatig voor het op het Belgische grondgebied op de markt brengt, al dan niet voor eigen gebruik;
- 27° "voertuigproducent" : de voertuigfabrikant of de beroepsimporteur van een voertuig op Belgisch grondgebied;
- 28° „producent van andere producten" : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die ongeacht de verkooptechniek, met inbegrip van communicatie op afstand in de zin van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht :
- is gevestigd op het Belgisch grondgebied en onder zijn eigen naam of merk een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° vervaardigt, of laat ontwerpen of vervaardigen dat hij onder zijn naam of merk op het Belgisch grondgebied verhandelt;
 - is gevestigd op het Belgisch grondgebied en op het Belgisch grondgebied onder zijn eigen naam of handelsmerk een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° wederverkoopt dat door andere leveranciers is geproduceerd; hierbij wordt de wederverkoper niet als „producent" aangemerkt wanneer het merkteken van de producent overeenkomstig punt a) op het product zichtbaar is;
 - is gevestigd op het Belgisch grondgebied en brengt beroepsmatig een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° op de Belgische markt dat afkomstig is van een derde land;
 - gevestigd is op Belgisch grondgebied en een ander dan het in 5° tot en met 7° bedoelde product vervaardigt of invoert en voor eigen beroepsdoeleinden op Belgisch grondgebied gebruikt; of;

buiten het Belgische grondgebied is gevestigd en een ander product dan bedoeld in 5° tot en met 7° op afstand verkoopt in de zin van artikel I.8, 15°, van het Wetboek van economisch recht, rechtstreeks of via een elektronische marktplaats, aan particuliere huishoudens of aan andere gebruikers dan particuliere huishoudens in België;

29° „distributeur”: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die deel uitmaakt van de toeleveringsketen en EEA of andere producten die onder een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen, op de markt aanbiedt.

30° „detailhandelaar”: elke natuurlijke of rechtspersoon die een product dat onder een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid valt, te koop aanbiedt aan de consument;

31° „consument”: iedere natuurlijke of rechtspersoon die producten die onder een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheidsstelsel valt, privé of beroepsmatig verwerft om ze te consumeren of te gebruiken.

§ 2 Met betrekking tot paragraaf 1, 1°, in de definitie van „uitgebreide producentenverantwoordelijkheid” omvat de „afvalfase” van de levenscyclus van een product selectieve inzameling, sortering en verwerking. De „uitgebreide producentenverantwoordelijkheid” kan in voorkomend geval ook de verantwoordelijkheid omvatten om bij te dragen tot afvalpreventie en tot de herbruikbaarheid en recycleerbaarheid van producten.

Met betrekking tot de definitie van „afvalstoffen van huishoudelijke oorsprong”, bedoeld in paragraaf 1, 2°, kan de Regering afvalstoffen van beroepsactiviteiten opsommen die gelijkgesteld worden met afvalstoffen van de gebruikelijke huishoudelijke activiteiten.

Met betrekking tot punt 1, 20°, moet een product, om te bepalen of het onder de definitie van „meubilair” valt, qua ontwerp geschikt zijn om te zitten, te liggen, te leunen of te zitten, om voorwerpen op te slaan, neer te leggen of op te bergen, of om te versieren.

Met betrekking tot de definitie van „producent van EEA”, bedoeld in paragraaf 1, 25°, en de definitie van „producent van andere producten”, bedoeld in paragraaf 1, 28°, wordt een persoon die uitsluitend financiering verstrekt krachtens of overeenkomstig een financieringsovereenkomst, niet als „producent” beschouwd, tenzij hij ook optreedt als producent in de zin van de punten a) tot en met d) van die definities.

Wat de definitie van „distributeur” in paragraaf 1, 29° en de definitie van „detailhandelaar” in paragraaf 1, 30° betreft, beletten deze definities niet dat een „distributeur” of „detailhandelaar” ook een „producent van producten” in de zin van paragraaf 1, 24° is.

§ 3. Teneinde dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan in overeenstemming te brengen met het recht van de Europese Unie en het internationaal recht, kan de Regering de bepalingen van deze afdeling intrekken, wijzigen, aanvullen of vervangen.

Wanneer de door de Regering krachtens dit lid genomen maatregelen dit decreet wijzigen, verliezen zij hun werking van rechtswege indien zij niet binnen twaalf maanden na hun bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* bij decreet worden bevestigd.

Afdeling 3 — Machtigingen van de Regering

Art. 124. § 1. Onverminderd het recht van de Europese Unie zal de Regering voor elke regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid :

1° het (de) type(n) of subtype(n) van de betrokken afval vermelden;

2° in overeenstemming met de afvalhiërarchie, doelstellingen inzake afvalbeheer vaststellen met het oog op het bereiken van de kwantitatieve doelstellingen die relevant zijn voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die door het recht van de Europese Unie en door dit besluit en de uitvoeringsmaatregelen ervan worden vastgesteld;

3° om de twee jaar aan het Waals Parlement een verslag richten over de uitvoering van deze titel en de maatregelen ter uitvoering ervan.

§ 2. Onverminderd het recht van de Europese Unie kan de Regering voor elke regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid :

1° bepaalde subtypes van afvalstoffen of producten die zij vaststelt, uitsluiten van het toepassingsgebied van een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;

2° hogere of andere kwantitatieve of kwalitatieve doelstellingen vaststellen die relevant worden geacht voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de betreffende producten die hoger liggen of anders zijn dan de doelstellingen bedoeld in paragraaf 1, 2°;

3° in het kader van artikel 134 en artikel 137, § 2, definiëren, vaststellen of specificeren :

het/de passende zelfcontrolemechanisme(n);

het concept van gecertificeerde onafhankelijke audit;

hun regelmaat;

4° onverminderd de bevoegdheden van de federale Staat, passende maatregelen nemen om te bevorderen dat producten of componenten van producten zodanig worden ontworpen dat hun milieueffecten en het ontstaan van afval tijdens de productie en het latere gebruik van de producten worden beperkt, en ervoor zorgen dat de nuttige toepassing en de verwijdering van producten die afvalstoffen zijn geworden, plaatsvinden overeenkomstig de artikelen 6 en 32;

5° maatregelen nemen om het passende kader voor toezicht en controle op de toepassing van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan te versterken, met de volgende doelstellingen:

de naleving van verplichtingen inzake uitgebreide verantwoordelijkheid door productproducenten en organisaties voor uitgebreide productverantwoordelijkheid, ook bij verkoop op afstand;

het efficiënte gebruik van de financiële middelen; en

de rapportage van betrouwbare gegevens door alle actoren die betrokken zijn bij de uitvoering van regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;

6° onverminderd artikel 142, verdere maatregelen nemen om de regelmatige dialoog te versterken tussen de belanghebbenden die betrokken zijn bij de uitvoering van regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, waaronder producenten en distributeurs van producten, publieke of particuliere actoren op het gebied van afvalbeheer, plaatselijke overheden, organisaties uit het maatschappelijk middenveld en, in voorkomend geval, actoren uit de sociale economie, netwerken voor hergebruik en reparatie en actoren die actief zijn op het gebied van de voorbereiding van hergebruik

7° de aanwijzing van de vertegenwoordiger bedoeld in artikel 129, § 2 verplicht maken.

Met betrekking tot lid 1, 3°, blijven de verplichtingen van de daarin bedoelde producent van producten van toepassing ondanks het ontbreken van uitvoeringsmaatregelen van de Regering.

Met betrekking tot lid 1, 4°, houden de daarin bedoelde maatregelen rekening met de effecten van producten gedurende hun gehele levenscyclus, alsmede met de afvalhiërarchie en, in voorkomend geval, de mogelijkheid van meervoudige recycling. Deze maatregelen kunnen onder meer de ontwikkeling, de productie en het op de markt brengen van multifunctionele producten of productcomponenten met gerecycleerde, technisch duurzame en gemakkelijk te herstellen materialen aanmoedigen. Nadat dergelijke producten of productcomponenten afval zijn geworden, moeten zij geschikt zijn om te worden voorbereid voor hergebruik en recycling, teneinde de correcte toepassing van de afvalhiërarchie te vergemakkelijken.

Art. 125. De door de regering uit hoofde van deze titel genomen uitvoeringsmaatregelen :

1° houden rekening met de technische haalbaarheid en de economische levensvatbaarheid, alsmede met de algemene gevolgen voor het milieu en de menselijke gezondheid en de sociale gevolgen, met inachtneming van de noodzaak de goede werking van de interne markt van de Europese Unie te waarborgen;

2° zorgen voor gelijke behandeling van producenten van producten, ongeacht hun oorsprong of omvang, zonder een onevenredige regelgevende last op te leggen aan producenten van producten, waaronder kleine en middelgrote ondernemingen, van kleine hoeveelheden producten.

Art. 126. Voorlichting aan het publiek uit hoofde van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan laat de bescherming van de vertrouwelijkheid van commercieel gevoelige informatie overeenkomstig het toepasselijke nationale recht en het recht van de Europese Unie onverlet.

Afdeling 4 — Productproducenten en delegatieregelingen

Art. 127. § 1. De regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid richt zich tot elke producent van producten waarvan de door hem op de Belgische markt gebrachte producten de bron zijn van de in artikel 121, § 2, bedoelde afval, onder de in deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan vastgestelde voorwaarden.

§ 1. Om te voldoen aan de verplichtingen die hem bij of krachtens deze titel zijn opgelegd, kan de producent van producten :

1° hetzij zelf aan zijn verplichtingen voldoen door middel van een individueel strategisch plan dat door de administratie of door de bevoegde instantie op administratief beroep is goedgekeurd overeenkomstig hoofdstuk 2, afdeling 5, en hoofdstuk 5 van deze titel en de uitvoeringsbepalingen daarvan;

2° hetzij zijn verplichtingen laten nakomen via een organisatie die overeenkomstig hoofdstuk 2, afdeling 5, en hoofdstuk 5 van deze titel en de uitvoeringsbepalingen daarvan door de administratie of door de Regering in administratief beroep is erkend in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten en waarbij hij zich heeft aangesloten, in welk geval hij wordt geacht aan zijn verplichtingen te hebben voldaan zodra en zolang hij aantoont dat hij rechtstreeks of via een tot vertegenwoordiging bevoegde persoon met deze erkende organisatie een overeenkomst heeft gesloten.

§ 3 De producent van producten of de met de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten belaste organisatie kan met elke publiekrechtelijke of privaatrechtelijke derde een contract sluiten om zijn verplichtingen in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten na te komen.

Elke producent van producten moet in het kader van zijn aanvraag tot goedkeuring van zijn individueel strategisch plan of elke organisatie in het kader van zijn aanvraag tot goedkeuring, en tijdens de geldigheidsduur van dat plan en die goedkeuring, aan de administratie meedelen op welke wijze hij die verplichtingen nakomt of op welke wijze de derde waarmee hij een overeenkomst heeft gesloten, de nakoming van die verplichtingen mogelijk maakt.

§ 4 De producent van producten of de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid blijft gebonden aan al zijn verplichtingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in geval van gehele of gedeeltelijke niet-nakoming van verplichtingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid door zijn mede- of onderaannemers.

Art. 128. § 1. In het geval van regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor huishoudelijk afval kunnen de plaatselijke overheden en de openbare instanties voor afvalbeheer, in geval van opschorting of intrekking van een individueel strategisch plan of goedkeuring voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid bij een administratief besluit, dat kan worden genomen na een administratief beroep, van rechtswege voorzien in de gunning en uitvoering van contracten met betrekking tot de operationele verantwoordelijkheid voor dergelijke regelingen voor huishoudelijk afval.

§ 2 De gunning en uitvoering van de in paragraaf 1 bedoelde contracten doen geen afbreuk aan andere goedgekeurde individuele strategische plannen en andere goedkeuringen die overeenkomstig deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan zijn verleend in het kader van de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de betrokken producten:

1° bij aanwezigheid van dergelijke andere individuele plannen wordt, bij ontstentenis van een andersluidende contractuele bepaling tussen enerzijds de lokale overheden of de openbare afvalbeheerders en anderzijds de genoemde houders, een percentage dat overeenstemt met de hoeveelheden producten die door de houders van genoemde individuele plannen op de Belgische markt worden gebracht, uitgesloten van de hoeveelheden afvalstoffen die onder de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen voor de betrokken producten die door de lokale overheden en de openbare afvalbeheerders worden ingezameld en die het voorwerp uitmaken van de in paragraaf 1 bedoelde contracten; en;

2° bij aanwezigheid van dergelijke andere erkenningen wordt, tenzij anders is bepaald in een contract tussen de plaatselijke overheden of de openbare afvalbeheerders enerzijds en die houders anderzijds, een percentage dat overeenstemt met de hoeveelheden producten die op de Belgische markt worden gebracht door producenten van producten die behoren tot een organisatie die over een dergelijke erkenning beschikt, uitgesloten van de hoeveelheden afval die onder de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen voor de betrokken producten die door de plaatselijke overheden en de openbare afvalbeheerders worden ingezameld en waarvoor de in paragraaf 1 bedoelde contracten gelden.

Art. 129. § 1. Een in een andere Lidstaat van de Europese Unie gevestigde producent van producten die in België producten op de markt brengt waarvan de in artikel 121, § 2, bedoelde afval afkomstig zijn, kan een in België gevestigde natuurlijke of rechtspersoon aanwijzen als mandataris die belast is met het toezicht op de naleving van de verplichtingen die krachtens deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan in het Waalse Gewest op hem rusten.

De Aanwijzing van een mandataris gebeurt via een schriftelijke machtiging. Indien dit mandaat eindigt, stellen de gemachtigde en de producent van het product de administratie daarvan binnen een maand na het einde van het mandaat schriftelijk in kennis.

Teneinde de mandatarissen te identificeren die verantwoordelijk zijn voor de naleving van de verplichtingen die krachtens deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan op producenten van producten die in een andere lidstaat van de Europese Unie zijn gevestigd rusten in het Waalse Gewest, en teneinde het contact met hen te vergemakkelijken voor andere actoren in de afvalbeheersketen die overeenkomstig deze titel onderworpen zijn aan een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten, publiceert de administratie op ten minste één website van het Waalse Gewest een register dat voor elke vertegenwoordiger de volgende informatie bevat, en houdt het dit register bij:

1° als het gaat om:

van een natuurlijke persoon: zijn voornaam, achternaam en adres en, facultatief voor de vertegenwoordiger, zijn telefoonnummer, e-mailadres en het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon: zijn benaming of firmanaam, het adres van zijn statutaire zetel en, facultatief voor de mandataris, zijn telefoonnummer, zijn e-mailadres en het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer van de gemachtigde bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of beroepsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens een buitenlandse wetgeving of reglementering;

3° de soort of categorie van de betrokken producten;

4° in voorkomend geval, en facultatief voor de mandataris, het adres van zijn website.

§ 2 Een op het grondgebied van het Waalse Gewest gevestigde producent van producten die producten in de handel brengt waarvan de in artikel 121, § 2, bedoelde afval afkomstig is uit een andere Lidstaat van de Europese Unie waar hij niet gevestigd is, kan in die Lidstaat een vertegenwoordiger aanwijzen die belast is met het toezicht op de naleving van de verplichtingen van die producent van producten met betrekking tot de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producent op het grondgebied van die Lidstaat van de Europese Unie krachtens de aldaar geldende wet- en regelgeving.

HOOFDSTUK 2. — *Belangrijkste verplichtingen*

Afdeling 1 — Verplichting tot afvalbeheer

Art. 130. Om aan hun verplichtingen inzake afvalbeheer te voldoen, moet de producent van producten :

1° in het Waalse Gewest een duidelijk omschreven geografische dekking hebben van de producten en materialen waaruit de afval, bedoeld in artikel 121, § 2, afkomstig is, zonder dat deze gebieden beperkt zijn tot die waar de inzameling en het beheer van afval het meest rendabel zijn;

2° in voldoende beschikbaarheid voorzien van afvalinzamelingsystemen in de onder 1° bedoelde gebieden.

Art. 131. § 1. Al het afval dat overeenkomstig deze titel onder een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid valt, wordt beheerd overeenkomstig de geldende milieuwet- en regelgeving.

§ 2 De producent van producten zorgt ervoor dat de verplichtingen inzake beheer, met inbegrip van behandeling en met name recycling, worden nagekomen en dat het ingezamelde afval wordt behandeld met de beste beschikbare technieken voor de bescherming van de gezondheid en het milieu.

Daartoe geeft de producent, overeenkomstig de beginselen van zelfvoorziening en nabijheid als bedoeld in artikel 7, zoveel mogelijk de voorkeur aan lokale beheerskanalen, lokale installaties of lokaal ingedeelde inrichtingen.

Afdeling 2 — Verplichting tot financiering van afvalbeheer en bepaalde afvalpreventiemaatregelen

Onderafdeling 1 — Gemeenschappelijke bepalingen voor alle afvalstoffen waarvoor de verplichting tot financiering van afvalbeheer en bepaalde afvalpreventiemaatregelen geldt

Art. 132. § 1. Financiële bijdragen van productproducenten om te voldoen aan hun uitgebreide verantwoordelijkheid:

1° dekken de volgende kosten voor producten die de producent op de Belgische markt brengt:

de kosten van de inzameling, en in voorkomend geval de selectieve inzameling, van de afvalstoffen en van het daaropvolgende vervoer en de verwerking ervan, met inbegrip van de verwerking die nodig is om de doelstellingen inzake afvalbeheer van de Europese Unie en het Waalse Gewest te verwezenlijken, alsmede de kosten die nodig zijn om de andere doelstellingen bedoeld in artikel 124, § 2, eerste lid, 2°, te verwezenlijken, rekening houdend met de inkomsten uit hergebruik, de verkoop van secundaire grondstoffen van zijn producten en eventuele niet-opgeëiste statiegeldrechten;

kosten die voortvloeien uit het verstrekken van adequate informatie aan afvalhouders overeenkomstig artikel 136;

de kosten van het verzamelen en meedelen van gegevens overeenkomstig de artikelen 137 tot en met 139, met inbegrip van de kosten van audits voor de certificering van die gegevens; en;

2° zijn niet hoger dan de kosten die nodig zijn voor het verstrekken van kosteneffectieve afvalbeheersdiensten. Deze kosten worden op transparante en objectieve wijze tussen de betrokken belanghebbenden vastgesteld.

§ 2 De Regering kan voor elk door haar bepaalde regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid de dekking van de kosten, vermeld in paragraaf 1, 1°, a) tot c), uitbreiden tot de kosten voor het opzetten van specifieke infrastructuur voor de inzameling van de betrokken afvalstoffen, zoals geschikte recipiënten op plaatsen waar de onder de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid illegale afvalstoffen het vaakst worden gestort.

§ 3 Indien het recht van de Europese Unie zulks vereist, kan de Regering van dit artikel afwijken.

Art. 133. De producent van producten zorgt ervoor dat de in en krachtens artikel 132 bedoelde financiële bijdragen die hij toepast voor dezelfde soort of subtype afval dat onder de regeling voor uitgebreide verantwoordelijkheid valt en dat hem betreffen, ten aanzien van hetzelfde type producent van oorspronkelijk afval, gelijkwaardig zijn, ongeacht met welke actor hij een contract sluit.

Art. 134. De productproducent voert een passend zelfcontrolemechanisme in, gebaseerd op regelmatige gecertificeerde onafhankelijke audits, om zijn financieel beheer te beoordelen, met inbegrip van de naleving van de vereisten van :

1° de door de Regering krachtens artikel 132, § 2, genomen aanvullende of afwijkende maatregelen en, bij gebreke daarvan;

2° artikel 132, § 1, en de uitvoeringsbepalingen daarvan, alsmede, in voorkomend geval, die van artikel 135.

Onderafdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor de financiering van het beheer van huishoudelijk afval en maatregelen voor afvalpreventie en -beheer door krachtens artikel 103 erkende ondernemingen van de sociale economiebedrijven

Art. 135. Wanneer het operationele beheer van huishoudelijke afval wordt uitgevoerd door een publiekrechtelijke rechtspersoon die daarvoor territoriaal verantwoordelijk is, of wanneer afvalpreventie- en afvalbeheersmaatregelen worden uitgevoerd door een krachtens artikel 103 erkend sociale economiebedrijf waarmee de producent van producten een overeenkomst heeft gesloten, kan de Regering, in voorkomend geval voor elke betrokken soort of subtype afval, bindende regels vaststellen voor het in rekening brengen van de in artikel 132 bedoelde kosten en opbrengsten. Deze bindende voorschriften omvatten ten minste een model voor de berekening van die kosten en een lijst van de te dragen nettokosten.

Indien de Regering de in lid 1 bedoelde bindende regeling vaststelt, kan zij tevens, met inachtneming van de eventuele ontvangsten en de niet-opgevraagde statiegeldbijdragen, de verdeling en de invordering van deze kosten bij de producenten van de betrokken producten organiseren door middel van een regionaal retributiesysteem ten behoeve van de betrokken publiekrechtelijke rechtspersonen en de krachtens artikel 103 erkende sociale economiebedrijven.

Afdeling 3 — Informatie- en sensibiliseringsverplichtingen

Art. 136. § 1. De producent van producten stelt de houders van afval die onder de op hem toepasselijke en overeenkomstig deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan opgezette regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen, in kennis van het bestaan van afvalpreventiemaatregelen, van centra voor hergebruik en voorbereiding voor hergebruik, van terugnamesystemen en systemen voor afvalinzameling en van het voorkomen van illegale afvalstorting.

Daartoe zorgt de producent van de producten ervoor, met name door middel van voorlichtings- en bewustmakingscampagnes, dat de consumenten, met inbegrip van professionele gebruikers, worden geïnformeerd :

1° van de voordelen van hergebruik en het belang om afval van hun producten niet als ongesorteerd afval weg te gooien en deel te nemen aan de selectieve inzameling ervan om hergebruik, verwerking en recycling te vergemakkelijken;

2° van het milieuvriendelijke gebruik van hun producten en de wijze waarop het product kan worden hergebruikt, voorbereid voor hergebruik, gerecycleerd of anderszins nuttig toegepast;

3° van de inzamelings- en beheerssystemen die hen ter beschikking gesteld worden ;

4° van de rol die zij moeten spelen bij de recycling van het afval van hun producten. De producent zorgt tevens voor de doeltreffendheid van de afvalbeheersketen, met name door voorlichting en bewustmaking van inzamelaars, handelaren, makelaars, vervoerders, inrichtingen en ondernemingen die in het bezit zijn van de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning die vereist is om namens de genoemde producent van het product handelingen van groepering, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering te verrichten.

§ 2 Indien de in hoofdstuk 3, afdeling 1, bedoelde terugnameplicht door de Regering van toepassing wordt verklaard op de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de betrokken producten, zorgt de detailhandelaar ervoor dat de consumenten, met inbegrip van professionele gebruikers, worden geïnformeerd :

1° van de meest geschikte manier om het product te gebruiken en te onderhouden;

2° van de mogelijkheid van reparatie in geval van storing en de beschikbaarheid van reserveonderdelen;

3° van het bestaan van krachtens artikel 103 erkende ondernemingen van de sociale economie en andere actoren die actief zijn op het gebied van hergebruik en voorbereiding voor hergebruik;

4° van hoe consumenten en professionele gebruikers zich van de betrokken afvalstoffen kunnen ontdoen;

5° in voorkomend geval, van de mogelijkheid om afvalstoffen die onder de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen, terug te brengen naar hun verkooppunten.

De detailhandelaar brengt op een zichtbare plaats in de voor de handel bestemde ruimte, of anders op zijn website, een mededeling aan waarin hij onder de titel "UITGEBREIDE AANSPRAKELIJKHEID VAN PRODUCENTEN" aangeeft hoe hij de bepalingen van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan naleeft.

Afdeling 4 — Rapportageplicht

Art. 137. § 1. De producent van producten zet een systeem van gegevensrapportering op om gegevens te verzamelen over de producten die hij op de Belgische markt brengt en gegevens over de inzameling en verwerking van het afval van zijn producten, waarbij in voorkomend geval de materiaalstromen worden gespecificeerd, alsmede andere door de Regering bepaalde relevante gegevens.

Daarbij kan de producent van het product in voorkomend geval rekening houden met registraties in het kader van het communautaire milieubeheer- en milieuauditsysteem (EMAS) of een ander referentiesysteem voor milieubeheer.

§ 2 De producent van de producten voert een passend zelfcontrolemechanisme in, gebaseerd op regelmatige gecertificeerde onafhankelijke audits, om de kwaliteit van de overeenkomstig paragraaf 1 en de eisen van Verordening (EG) nr. 1013/2006 verzamelde en gerapporteerde gegevens te beoordelen.

Art. 138. § 1. De producenten van de producten moeten de administratie uiterlijk op 31 mei van elk jaar de volgende gegevens verstrekken:

1° de wijze waarop hij de verplichtingen nakomt die voortvloeien uit de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de hem betreffende producten;

2° de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogram en in voorkomend geval in aantal, van de betrokken producten die in België op de markt zijn gebracht in het jaar waarop het verslag betrekking heeft;

3° de inzamelings- en recyclingsystemen die hij gebruikt;

4° een lijst van de inrichtingen waar de afvalstoffen worden verwerkt, alsook de verwerkingsresten en -wijzen;

5° een beschrijving van de verwerkingsmethoden die op de in 4° bedoelde afval en verwerkingsresiduen zijn toegepast en, in voorkomend geval, het behaalde recyclagerendement;

6° de totale hoeveelheden, uitgedrukt in kilogrammen en eventueel in aantallen, die in het Waalse Gewest zijn ingezameld en worden beheerd overeenkomstig de in het Waalse Gewest geldende wet- en regelgeving, waarbij in voorkomend geval een onderscheid wordt gemaakt tussen hoeveelheden huishoudelijk afval en hoeveelheden industrieel afval, met inbegrip van behandelingsresiduen;

7° ramingen van de totale hoeveelheid, uitgedrukt in kilogrammen en eventueel in aantallen, van de producten die tijdens het lopende jaar op de Belgische markt zullen worden gebracht, tenzij door de Regering ontheffing wordt verleend;

8° in voorkomend geval, de door de Regering krachtens artikel 137, § 1, bepaalde relevante gegevens.

Met betrekking tot paragraaf 1, 6°, kan de Regering voor elke regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die zij vaststelt, voorzien in :

een ander onderscheid dan dat tussen afval van huishoudelijke oorsprong en afval van industriële oorsprong door subtypes van afval te specificeren die onder de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen;

dat het eerste lid, 6°, niet van toepassing is of niet van toepassing is gedurende een door de Regering bepaalde periode.

§ 2 De administratie kan van elke producent van producten verlangen dat hij haar alle informatie verstrekt die nodig is om te beoordelen of de doelstellingen van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen zijn bereikt en om toe te zien op de uitvoering ervan.

§ 3 Milieu-informatie die overeenkomstig dit artikel en de maatregelen ter uitvoering ervan is gerapporteerd en waarvan de producent van producten vaststelt dat zij vertrouwelijk is omdat een rechtmatig economisch belang moet worden beschermd en dat bekendmaking hem schade kan berokkenen, kan in aanmerking komen voor beperkingen van de toegang tot de informatie overeenkomstig de eisen van de milieuwetgeving en de maatregelen ter uitvoering ervan.

§ 4 De Regering kan de wijze van mededeling van het in het eerste lid bedoelde verslag aan de Administratie bepalen en verplicht stellen.

§ 5 De producent van producten deelt de gegevens betreffende het huishoudelijk afval dat hij heeft ingezameld of heeft laten inzamelen mee aan de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor het beheer van huishoudelijk afval.

Art. 139. § 1. In het kader van zijn meldingsplicht aan de administratie heeft de producent van producten het recht om de volgende persoonsgegevens te verzamelen bij inzamelaars, handelaren, makelaars, vervoerders, inrichtingen en bedrijven die beschikken over de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning die nodig is om namens de producent van producten groeperings-, voorbehandelings-, terugwinnings- of verwijderingsactiviteiten uit te voeren:

1° voor een natuurlijke persoon: voor- en achternaam, geboortedatum, bedrijfsadres, telefoonnummer en e-mailadres;

2° Wanneer het om een rechtspersoon gaat:

zijn naam of bedrijfsnaam, het adres van zijn maatschappelijke zetel, het telefoonnummer en het e-mailadres van genoemde persoon; en;

de voornaam, achternaam en functie van de persoon die door de betrokken juridische entiteit gemachtigd is om de gevraagde gegevens te verstrekken;

3° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer van de onderneming bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of beroepsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens een buitenlandse wetgeving of reglementering;

Met betrekking tot de persoonsgegevens die hij verzamelt in het kader van de vervulling van zijn meldingsplicht aan de overheid, is de productproducent de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4, lid 7, van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Deze gegevens worden uitsluitend verzameld en verwerkt om te voldoen aan de verslagleggingsverplichting jegens de autoriteiten en worden bewaard gedurende ten hoogste vijf jaar na het verstrijken van het besluit tot goedkeuring van het strategisch plan.

In het geval van een collectief systeem is dit lid van overeenkomstige toepassing op elk orgaan voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid waarbij producenten van producten zijn aangesloten. In dit geval worden de gegevens maximaal vijf jaar na het verstrijken van het goedkeuringsbesluit bewaard.

§ 2. Wanneer de producent van producten zelf zijn verplichtingen nakomt in het kader van de uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten van producten, inzamelaars, handelaars, makelaars, vervoerders, inrichtingen en bedrijven met de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning die vereist is om groeperingswerkzaamheden uit te voeren, voorverwerking, nuttige toepassing of verwijdering voor rekening van de producent van producten, op eerste verzoek van de producent en binnen een met de producent contractueel overeengekomen termijn, de gegevens verstrekken die nodig zijn om de in deze afdeling vastgestelde meldingsplicht vast te stellen.

Wanneer de producent van producten zijn verplichtingen in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid laat nakomen via een erkende instantie overeenkomstig deze titel, verstrekken de inzamelaars, handelaren, makelaars, vervoerders, inrichtingen en bedrijven die over de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning beschikken om voor rekening van de producent van producten groeperings-, voorbewerkings-, terugwinnings- of verwijderingsactiviteiten uit te voeren, op eerste verzoek van de erkende instantie en binnen een termijn die met deze instantie is overeengekomen overeenkomstig de contractueel vastgelegde voorwaarden, de informatie die nodig is om de in deze afdeling vastgestelde rapportageverplichtingen na te komen.

*Afdeling 5 — Verplichting om een strategisch plan en bijbehorende jaarlijkse uitvoeringsplannen op te stellen**Onderafdeling 1 — Strategisch plan*

Art. 140. Binnen negen maanden na de inwerkingtreding van de uitgebreide verantwoordelijkheid beschikt de producent over een strategisch plan voor een periode van ten hoogste vijf jaar, dat door de overheid of, in voorkomend geval, door de Regering in administratief beroep is goedgekeurd en ten minste alle volgende elementen bevat :

1° een registratie van zijn identificatiegegevens met inbegrip van;

naam, rechtsvorm, statutaire zetel en ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of identificatienummer bij elk ander soortgelijk handels- of handelsregister, in voorkomend geval afgegeven krachtens buitenlandse wet- of regelgeving, van de producent van producten die alleen handelt of van de instantie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in geval van een collectief systeem voor de overeenkomstige afval;

het adres van de onderneming van de producent van de producten die alleen handelt, of het adres van de maatschappelijke zetel van de instantie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid in het geval van een collectief systeem, met inbegrip van een adres in België, indien van toepassing, dat dat van een mandataris kan zijn;

het telefoonnummer van de onderneming of de maatschappelijke zetel of, in het geval van een collectief systeem, het telefoonnummer van de maatschappelijke zetel;

de naam en de functie van de ondertekenaar van het strategisch plan waarvoor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid geldt en een uittreksel uit het strafregister van de ondertekenaar dat minder dan zes maanden oud is, overeenkomstig het model bedoeld in artikel 596, lid 1, van het Wetboek van Strafvordering en de uitvoeringsbepalingen daarvan;

2° een financieel plan en een voorlopige begroting voor de looptijd van het strategisch plan, met daarin de financiële middelen of de financiële en organisatorische middelen die nodig zijn om aan alle toepasselijke verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid te voldoen;

3° een beschrijving van het deel van het strategisch plan dat gewijd is aan de algemene of transversale aspecten van het beheer dat bepalend is:

de aard van de afval dat onder de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor onder het plan vallende producten valt;

de geschatte hoeveelheden in België in de handel gebrachte producten en de in artikel 121, § 2, bedoelde afval van deze producten;

4° een beschrijving van het deel van het strategisch plan dat gewijd is aan de regelingen voor het nakomen van de belangrijkste verplichtingen inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van de producent van producten die hem krachtens deze titel en de uitvoeringsmaatregelen daarvan betreffen, en dat ten minste de volgende informatie bevat :

betreffende de beheersverplichting, overeenkomstig afdeling 1 van dit hoofdstuk, en de uitvoeringsmaatregelen ervan :

geografische dekking van producten en materialen in het Waalse Gewest;

de maatregelen die zijn genomen om aan deze verplichting te voldoen;

systemen voor de inzameling van afval in de onder a), ii), bedoelde gebieden, waarbij ervoor wordt gezorgd dat deze in voldoende mate beschikbaar zijn en, in voorkomend geval, waar de houders van de betrokken afval deze kunnen inleveren;

hoe het werkt met de spelers die betrokken zijn bij het inzamelings- en verwerkingssysteem dat het gebruikt;

de maatregelen, met inbegrip van technische normen, voor de verwerking, overeenkomstig de geldende milieuwetgeving en -regelgeving, van de in het kader van de beheersverplichting ingezamelde afval;

de maatregelen die zijn genomen om bij te dragen tot de ontwikkeling en het behoud van hoogwaardige lokale banen voor laaggeschoolden, ongeacht de werkgever, alsmede tot opleiding en sociaal-professionele integratie;

wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op huishoudelijk afval, de wijze van samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met het beheer van huishoudelijk afval of met andere actoren, met name wat de vrijwillige afgiftepunten betreft;

betreffende de verplichting tot financiering van afvalbeheer en bepaalde afvalpreventiemaatregelen overeenkomstig afdeling 2 van dit hoofdstuk en de uitvoeringsmaatregelen ervan :

de regelingen ter dekking van de kosten van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten en alle andere acties die uit hoofde van deze titel en de uitvoeringsbepalingen daarvan op dit gebied vereist zijn;

de passende mechanismen voor zelfcontrole die overeenkomstig artikel 134 zijn ingesteld om het financieel beheer te beoordelen;

de methoden en criteria voor de vaststelling van de door de consumenten te betalen milieubijdragen;

betreffende de verplichting tot informatieverstrekking en sensibilisering, overeenkomstig afdeling 3 van dit hoofdstuk, en de uitvoeringsmaatregelen ervan :

maatregelen om de houders van afval te informeren teneinde de door de Regering vastgestelde doelstellingen te bereiken;

de wijze waarop informatie over de verwezenlijking van de door de Regering vastgestelde doelstellingen inzake afvalbeheer openbaar wordt gemaakt;

betreffende de rapportageverplichting, overeenkomstig afdeling 1 van dit hoofdstuk, en de uitvoeringsmaatregelen ervan :

maatregelen om te zorgen voor jaarlijkse rapportage aan de administratie;

traceerbaarheidsmaatregelen voor afval afkomstig van onder het strategisch plan vallende producten die op de markt worden gebracht, vanaf de eerste producent van het afval tot de bestemming voor nuttige toepassing of volledige verwijdering;

de passende mechanismen voor zelfcontrole die overeenkomstig artikel 137, lid 2, zijn ingesteld om de kwaliteit van de overeenkomstig dat artikel en de voorschriften van Verordening (EG) nr. 1013/2006 verzamelde en gerapporteerde gegevens te beoordelen.

Art. 141. Afhankelijk van de verplichting(en) bedoeld in artikel 121, § 3, 2°, die de Regering toepast, vult de producent het strategisch plan bedoeld in artikel 140 aan met ten minste de volgende elementen :

1° betreffende de terugnameplicht bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 1, en de uitvoeringsmaatregelen daarvan :

de maatregelen die zijn genomen om de naleving van deze verplichting te waarborgen;

een schriftelijke verbintenis, gedateerd en ondertekend door de producent van het product die alleen handelt of, in het geval van een collectief systeem, door de organisatie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producent van het product, waarin wordt verklaard dat het afval waarop het strategisch plan betrekking heeft en dat aan hem wordt aangeboden door derden, in toepassing van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan, in voorkomend geval door kleinhandelaars en distributeurs, kosteloos zal worden aanvaard door hemzelf of door een of meer actoren die hij daartoe heeft aangewezen;

wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op huishoudelijk afval, de wijze van samenwerking met de publiekrechtelijke rechtspersonen die belast zijn met het beheer van huishoudelijk afval of met andere actoren, met name wat de vrijwillige afgiftepunten betreft;

2° met betrekking tot de verplichting tot afvalpreventie bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 2, en de uitvoeringsmaatregelen ervan, een beschrijving van het gedeelte van het plan dat gewijd is aan preventie, met inbegrip van de maatregelen die gericht zijn op de naleving van die verplichting en de beoordelingsindicatoren;

3) met betrekking tot de verplichting om streefcijfers voor inzameling of nuttige toepassing te halen, met name voor recycling, of om te streven naar streefwaarden voor de voorbereiding voor hergebruik of hergebruik als bedoeld in hoofdstuk 3, afdeling 3, en de uitvoeringsmaatregelen daarvan, de maatregelen die zijn genomen om die verplichting of die verplichtingen te doen naleven;

4° betreffende de in hoofdstuk 3, afdeling 4, bedoelde verplichting tot financiering van de openbare netheid en de uitvoeringsmaatregelen ervan :

de regelingen ter dekking van de kosten van openbare netheid overeenkomstig hoofdstuk 3, afdeling 4, en de uitvoeringsbepalingen daarvan;

de passende mechanismen voor zelfcontrole die overeenkomstig artikel 134 zijn ingesteld om het financieel beheer te beoordelen;

in voorkomend geval, de methoden en criteria voor de vaststelling van de door de consumenten te betalen milieubijdragen.

Onderafdeling 2 — Uitvoering en administratief toezicht op het strategisch plan

Art. 142. Elk jaar, vanaf het jaar dat volgt op het jaar waarin de beslissing tot goedkeuring van het individuele strategische plan of de beslissing tot verlening van goedkeuring voor uitgebreide productverantwoordelijkheid in werking treedt, stelt elke houder van een individueel strategisch plan dat, in voorkomend geval op administratief beroep, is goedgekeurd, of elke houder van een goedkeuring voor uitgebreide productverantwoordelijkheid die, in voorkomend geval op administratief beroep, is verleend, een jaarlijks uitvoeringsplan op dat gericht is op de uitvoering van en het administratieve toezicht op het betrokken strategische plan.

Met het oog op een regelmatige dialoog tussen de betrokken belanghebbenden legt elke in lid 1 bedoelde houder om de twee jaar, te beginnen met het jaar dat volgt op het jaar waarin de beslissing tot goedkeuring van het individuele strategische plan of de vergunningsbeslissing is genomen, de laatste twee jaarlijkse uitvoeringsplannen voor aan de beleidsgroep "Leefmilieu", afdeling "Afval".

Art. 143. Tijdens de geldigheidsduur van alle beslissingen tot goedkeuring van individuele strategische plannen en alle beslissingen tot verlening van vergunningen voor uitgebreide productverantwoordelijkheid moeten de houders ervan de bij verordening vastgestelde maatregelen voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die op hen betrekking heeft, alsook de aanvullende voorwaarde(n) waartoe op grond van artikel 187 of artikel 194 is besloten, naleven en uitvoeren.

HOOFDSTUK 3. — *Verplichtingen die door de Regering kunnen worden geactiveerd*

Afdeling 1 — Terugnameplicht

Onderafdeling 1 — Bijzondere bepalingen voor huishoudelijk afval

Art. 144. § 1. De detailhandelaar of distributeur, naar gelang van het geval, aanvaardt kosteloos van de consument huishoudelijk afval van een product dat dezelfde functies vervult als het product dat hij op de markt aanbiedt en waarvoor de terugnameplicht geldt, op voorwaarde dat de consument bij die detailhandelaar of distributeur een product met dezelfde functies verkrijgt of ten hoogste dertig dagen voordien heeft verkregen.

In afwijking van het eerste lid kan de Regering voor elke door haar vastgestelde regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten waarvoor de terugnameplicht geldt, bepalen dat :

1° hetzij de kleinhandelaar en de distributeur, in voorkomend geval, van de consument gratis de afvalstoffen aanvaarden van een product dat dezelfde functies vervult als het product dat hij op de markt aanbiedt en waarvoor de terugnameplicht geldt, zonder dat de consument verplicht is een product met dezelfde functies te kopen of te verkrijgen;

2° of lid 1 is niet van toepassing.

§ 2 Onder voorbehoud van paragraaf 1, tweede lid, 2°, leveren of laten leveren de kleinhandelaar en de distributeur aan de producent van producten of aan een door die producent aangewezen persoon het afval dat die kleinhandelaar en die distributeur overeenkomstig paragraaf 1 hebben aanvaard.

De Regering kan van lid 1 afwijken. Indien de Regering in een dergelijke afwijking voorziet, laten de distributeur en de detailhandelaar de genoemde afvalstoffen verwerken in erkende inrichtingen.

Art. 145. Wanneer het afval waarvoor de terugnameplicht geldt, huishoudelijk afval is, stelt de producent van het product kosteloos de noodzakelijke verpakking en andere inzamelmiddelen ter beschikking van alle erkende inzamelaars en alle inzamelpunten waarmee een overeenkomst voor de terugname van het afval is gesloten, of

financiert hij deze. Bij de wijze van inzameling wordt met name rekening gehouden met de maximale opslagcapaciteit van containerparken, bedrijven, met name bedrijven uit de sociale economie die overeenkomstig artikel 103 zijn erkend, en, in voorkomend geval, detailhandelaren.

De producent van de producten zorgt ook voor een optimale veiligheid van die opslag, voorbereiding voor hergebruik en hergebruik.

Art. 146. Onverminderd artikel 160, eerste lid, 1°, haalt de producent van producten op zijn kosten en op regelmatige basis al het afval op dat onder de terugnameplicht valt en dat hem aan de distributeurs en kleinhandelaars in het Waalse Gewest wordt teruggegeven, of laat hij dit ophalen. De producent van het product aanvaardt gratis alle afval dat onder de terugnameplicht valt van distributeurs en detailhandelaren.

De distributeur of, in voorkomend geval, de producent van het product aanvaardt van de detailhandelaar kosteloos het afval van de producten die hij op de markt aanbiedt en waarvoor de terugnameplicht geldt.

Art. 147. Onverminderd artikel 49 kan afval dat onder de terugnameplicht vallen, op initiatief en op kosten van de producent van de producten, selectief worden ingezameld door afgifte aan inzamelaars, handelaren, makelaars, vervoerders, inrichtingen of ondernemingen die in het bezit zijn van de erkenning, registratie of enige andere administratieve vergunning die vereist is voor het groeperen, voorbereiden, nuttig toepassen of verwijderen van de genoemde afval.

Art. 148. Behoudens artikel 128 en tenzij tussen de producent van producten en de betrokken publiekrechtelijke rechtspersoon of rechtspersonen anders is overeengekomen, neemt de producent van producten op eigen kosten en op gezette tijden de hem betreffende, aan de terugnameplicht onderworpen afval terug dat door de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal met het beheer van huishoudelijke afval zijn belast, zijn ingezameld, hetzij aan huis, hetzij op containerparken, hetzij op een andere wijze van inzameling.

Art. 149. De producent van producten neemt op eigen kosten en op regelmatige basis het afval terug of laat deze terugnemen dat onder de terugnameplicht valt en dat is ingezameld door de krachtens artikel 103 erkende ondernemingen van de sociale economie en door elke andere actor die actief is op het gebied van hergebruik en voorbereiding voor hergebruik en waarmee hij een overeenkomst heeft gesloten.

Onderafdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor soortgelijke afval en industrieel afval

Art. 150. Wanneer het afval waarvoor de terugnameplicht geldt, soortgelijke afval of afval van industriële oorsprong is, staat het de oorspronkelijke producent van die afval vrij een inzamelaar, handelaar, makelaar, vervoerder, installatie of onderneming te kiezen die over de erkenning, registratie of enige andere vereiste administratieve vergunning beschikt om de handelingen van groepering, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van die afval te verrichten.

Afdeling 2 — Verplichting om afval te voorkomen

Art. 151. Onverminderd de bevoegdheden van de federale staat en wanneer de regering de afvalpreventieverplichting van toepassing verklaart op de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten die haar betreffen, neemt de producent van producten maatregelen om :

1° de hoeveelheid afval te verminderen die wordt veroorzaakt door het in de handel brengen van producten die onder de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen;

2° de hoeveelheid gevaarlijke afval en potentieel voor de menselijke gezondheid of het milieu schadelijke materialen in op de markt gebrachte producten te verminderen;

3° het hergebruikspotentieel en de recycleerbaarheid van de producten die de producent op de markt brengt te verbeteren;

4° de milieuschade, zowel tijdens het ontwerp als tijdens het gebruik van het product te verminderen, met inbegrip van de in hoofdstuk 2, afdeling 3, bedoelde voorlichtingsmaatregelen en de uitvoeringsmaatregelen daarvan.

Art. 152. § 1. Wanneer de in artikel 121, § 2, bedoelde afval waarschijnlijk voor hergebruik zal worden klaargemaakt, neemt de producent van producten, teneinde de voorbereiding voor hergebruik en hergebruik te bevorderen, maatregelen om de toegang tot het depot van afval dat is ingezameld in het kader van de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die hem aangaat, te bevorderen voor ondernemingen van de sociale economie die overeenkomstig artikel 103 zijn erkend en voor elke andere actor die actief is op het gebied van de voorbereiding voor hergebruik en hergebruik. Deze maatregelen omvatten ten minste de verplichting om technische informatie over de betrokken producten te verstrekken die reparatie mogelijk of gemakkelijker maakt.

De voorwaarden voor toegang tot het depot worden in onderling overleg overeengekomen tussen de producent van het product en de krachtens artikel 103 erkende onderneming van de sociale economie of elke andere speler die actief is op het gebied van de voorbereiding voor hergebruik en het hergebruik.

§ 2 Teneinde de voorbereiding voor hergebruik van de in artikel 121, § 2, bedoelde afvalstoffen te vergroten, kunnen de overeenkomstig artikel 103 erkende onderneming van de sociale economie en elke andere actor die actief is op het gebied van voorbereiding voor hergebruik en hergebruik en waarmee de producent een overeenkomst heeft gesloten, de voor de voorbereiding voor hergebruik noodzakelijke delen afhalen, met name de reparatie van die afvalstoffen. Het doel van de extractie kan niet zijn deze onderdelen te recyclen.

Art. 153. Tenzij er een contractuele overeenkomst bestaat tussen, enerzijds, de producent van de producten en, anderzijds, de krachtens artikel 103 erkende onderneming van de sociale economie of elke andere actor die actief is op het gebied van de voorbereiding voor hergebruik en hergebruik, die deze onderneming of actor van de sociale economie opdraagt de volledige en niet-herbruikbare afval over te dragen aan een ophaler, handelaar, makelaar, vervoerder, inrichting of onderneming die over de erkenning beschikt, registratie of enige andere administratieve vergunning die vereist is om de handelingen van groepering, voorbehandeling, nuttige toepassing of verwijdering van die afvalstoffen te verrichten, overhandigt die onderneming of actor van de sociale economie aan de producent van het product of aan de door hem aangewezen persoon alle volledige en niet-herbruikbare afval waartoe zij of hij via de inzamelingskanalen van de producent van het product toegang heeft gehad.

Afdeling 3 — Verplichting om streefcijfers voor inzameling of nuttige toepassing te halen, met name voor recycling, of om te streven naar streefwaarden voor de voorbereiding voor hergebruik of hergebruik

Art. 154. § 1. Krachtens deze afdeling kan de Regering voor elke regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, al dan niet cumulatief, voorzien in twee soorten verplichtingen:

1° een verplichting om een of meer streefcijfers voor inzameling, terugwinning en recycling te halen;

2° een verplichting om toe te werken naar één of meer streefwaarden voor de voorbereiding voor hergebruik of hergebruik.

Wanneer de Regering één of alle verplichtingen, vermeld in het eerste lid, 1° of 2°, verplicht stelt, bepaalt zij de daarmee samenhangende gekwantificeerde doelstellingen en streefwaarden overeenkomstig artikel 124, § 1, 2°, en § 2, eerste lid, 2°.

§ 2 Wat betreft paragraaf 1, eerste lid, 1°, wanneer de Regering krachtens artikel 124, § 1, 2°, of § 2, eerste lid, 2°, voorziet in een of meer doelstellingen van inzameling, hergebruik of nuttige toepassing, met name recycling, moet de producent van producten :

1° de verwezenlijking van die doelstelling(en) garanderen; en;

2° alle nodige maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat de genoemde doelstelling(en) binnen de gestelde termijn wordt (worden) bereikt.

Met betrekking tot paragraaf 1, eerste lid, 2°, geldt dat wanneer de Regering krachtens artikel 124, § 1, 3°, of § 2, eerste lid, 2°, een of meer streefwaarden voor inzameling, hergebruik of nuttige toepassing, met name recycling, vaststelt, de producent van producten maatregelen neemt om ervoor te zorgen dat die streefwaarde(n) geleidelijk wordt (worden) bereikt.

Afdeling 4 — Verplichting tot financiering van de openbare netheid

Art. 155. § 1. Wanneer de Regering de verplichting tot financiering van openbare netheid van toepassing verklaart op een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, draagt de betrokken producent van producten de geraamde kosten van de inzamelingsdiensten, met inbegrip van het schoonmaken, voor het in artikel 121, lid 2, bedoelde afval, wanneer dat afval zwerfafval is, alsmede de daaropvolgende vervoers- en verwerkingsdiensten voor dat zwerfafval, sensibiliseringsmaatregelen, gegevensverzameling en rapportage en de kosten van de bijdrage aan de algemene kosten van het overheidsbeleid inzake zwerfafval, met inbegrip van monitoring.

§ 2 De in paragraaf 1 bedoelde te dekken kosten mogen niet hoger zijn dan de kosten die nodig zijn om de daarin bedoelde diensten op kosteneffectieve wijze te verlenen en worden op transparante wijze tussen de betrokken partijen vastgesteld.

De kosten voor het opruimen van zwerfvuil zijn beperkt tot de activiteiten van het Waals Gewest, de gemeenten, de provincies en elke andere ter zake bevoegde publiekrechtelijke rechtspersoon, met inbegrip van alle personen die voor of namens hen optreden. De berekeningsmethode is zodanig ontwikkeld dat de kosten voor het opruimen van zwerfvuil op evenredige wijze kunnen worden vastgesteld

§ 3 Onverminderd het recht van de Europese Unie kan de regering dit artikel preciseren.

Art. 156. Artikel 134 is van overeenkomstige toepassing op de verplichting tot financiering van de openbare netheid.

Art. 157. De Regering kan bij verordening of bij individueel administratief besluit, in voorkomend geval voor elke betrokken soort of subsoort afval, bindende regels vaststellen voor het in rekening brengen van de in artikel 155 bedoelde kosten. Deze bindende voorschriften omvatten ten minste een model voor de berekening van die kosten en een lijst van de te dragen nettokosten.

Indien de Regering bij verordening de in het eerste lid bedoelde bindende regeling vaststelt, kan zij tevens de aanrekening en de invordering van deze kosten bij de producenten van de betrokken producten organiseren via een stelsel van gewestelijke retributies ten behoeve van het Waals Gewest en van alle andere publiekrechtelijke rechtspersonen bedoeld in artikel 155, § 2.

HOOFDSTUK 4. — Bijzondere bepalingen die van toepassing zijn op organisaties voor uitgebreide productaansprakelijkheid

Afdeling 1 — Inleidende bepalingen

Art. 158. De bepalingen van dit hoofdstuk en de op grond daarvan vastgestelde bepalingen vormen een aanvulling op de bepalingen van de hoofdstukken 1 tot en met 3 van deze titel en de uitvoeringsbepalingen daarvan.

De organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voert de door de producenten van de producten aan haar toevertrouwde verplichtingen uit via een overeenkomstig deze titel afgegeven erkenning, in voorkomend geval op administratief beroep.

Afdeling 2 — Formele verplichtingen

Art. 159. De vergunning voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van een instantie die door producenten van producten in het kader van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan kan worden belast, kan alleen worden verleend aan rechtspersonen die elk aan de volgende cumulatieve voorwaarden voldoen :

1° worden opgericht als vereniging zonder winstoogmerk overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

2° als enig statutair doel hebben om namens haar contractanten de verplichtingen inzake de uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten van producten op zich te nemen;

3° onder zijn bestuurders of onder de personen die ertoe gemachtigd zijn de vereniging te verbinden alleen personen tellen die artikel 177 naleven;

4° onder zijn bestuurders of onder de personen die de vereniging kunnen verbinden, geen personen opnemen die bij een in kracht van gewijsde gegane rechterlijke beslissing of bij een definitieve administratieve beslissing waarbij een of meer administratieve sancties zijn opgelegd, veroordeeld zijn geweest voor ten minste één inbreuk op de gewestelijke of federale wet- en regelgeving betreffende afval of op enige andere wet- en regelgeving van een lidstaat van de Europese Unie of van de Europese Economische Ruimte betreffende afval.

Afdeling 3 — Algemene verplichtingen

Art. 160. De organisatie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten :

1° verricht geen operationele afvalbeheersactiviteiten die onder een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen, noch direct, noch indirect, met name via een dochteronderneming;

2° voldoet aan de aanvullende voorwaarden die bij de erkenning zijn vastgesteld;

3° beschikt over voldoende middelen om zijn verplichtingen in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid na te komen;

4° sluit een verzekeringsovereenkomst ter dekking van de schade die door zijn activiteit kan worden veroorzaakt;

5° int op niet-discriminerende wijze bij de aangesloten producenten van producten de financiële bijdragen overeenkomstig de in hoofdstuk 2, afdeling 1, bedoelde verplichting tot financiering van afvalpreventie of afvalbeheer;

6° verbindt zich ertoe om, in voorkomend geval, met elke producent van producten die onder regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen en die daarom verzoekt, een toetredingsovereenkomst te sluiten die voldoet aan 8°;

7° legt elk jaar aan de administratie haar balansen en resultatenrekeningen van het voorgaande jaar en haar ontwerpbegroting voor het volgende jaar voor, in voorkomend geval in de vorm en binnen de termijnen die in de machtiging zijn vastgesteld;

8° past de modelovereenkomsten, waaronder de bij de vergunningsaanvraag gevoegde modelovereenkomst voor lidmaatschap, aan de voorwaarden van de verleende vergunning aan, binnen de in de vergunning gestelde termijnen;

9° maakt informatie openbaar over :

haar bestuurders, de met het dagelijks bestuur belaste personen, de accountants en de personen die bevoegd zijn de vereniging te vertegenwoordigen, alsmede haar leden;

de door de producenten van producten betaalde financiële bijdragen per verkochte eenheid of per ton op de Belgische markt gebrachte producten; en;

de procedure voor de selectie van exploitanten van afvalbeheer, met inbegrip van het mechanisme voor de beoordeling van offertes;

10° in voorkomend geval de nodige maatregelen nemen voor de gescheiden inzameling van de afvalstoffen die onder de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de betrokken producten vallen;

11° eerbiedigt de wetten en voorschriften betreffende het gebruik van talen in administratieve aangelegenheden, in de handelingen en documenten die hij opstelt.

Wat betreft lid 1, 5°:

kan de Regering maatregelen nemen om te bevorderen dat de daarin bedoelde financiële bijdragen, waar mogelijk, worden gedifferentieerd voor elk product of elke groep van soortgelijke producten, waarbij met name rekening wordt gehouden met de duurzaamheid, de herstelbaarheid, de herbruikbaarheid en de recycleerbaarheid ervan, alsmede met de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen, en daartoe een op de levenscyclus gebaseerde aanpak wordt gevolgd, in overeenstemming met de voorschriften van het recht van de Europese Unie op dit gebied en, indien deze bestaan, op basis van geharmoniseerde criteria, teneinde de goede werking van de interne markt van de Europese Unie te waarborgen;

als onderdeel van haar erkenningsaanvraag of haar aanvraag tot wijziging van haar erkenning kan de organisatie voor uitgebreide productverantwoordelijkheid :

in aanvulling op de uitvoeringsmaatregelen die de Regering op basis van punt *a)* heeft genomen, aanvullende bepalingen inzake ecologische modulatie overeenkomstig genoemd punt voorstellen;

indien de Regering op basis van punt *a)* geen uitvoeringsmaatregelen heeft genomen, overeenkomstig dat punt bepalingen voorstellen.

Afdeling 4 — Verplichting tot het stellen van zekerheid

Art. 161. § 1. Wanneer de betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op huishoudelijk afval, stelt de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid een financiële zekerheid om te waarborgen dat de verplichtingen die gelden voor de betrokken regeling voor uitgebreide productaansprakelijkheid worden nagekomen, waarvan het bedrag, dat wordt vastgesteld in het besluit tot goedkeuring van de organisatie voor uitgebreide productaansprakelijkheid, gelijk is aan de geraamde kosten van de overheidsinstanties die de volledige verantwoordelijkheid voor de genoemde verplichtingen op zich nemen voor een periode van negen maanden.

De Regering kan procedures vaststellen voor de berekening van het bedrag van de financiële zekerheid en voor de herziening van dat bedrag tijdens de uitvoering van het besluit tot goedkeuring van de organisatie voor de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producent voor producten.

Elke financiële zekerheid wordt ten gunste van de overheid gesteld binnen zestig dagen na de datum van kennisgeving van het besluit om de organisatie goedkeuring te verlenen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid.

§ 2 De financiële zekerheid bestaat hetzij uit een deposito bij de Deposito- en Consignatiekas, hetzij uit een onafhankelijke bankgarantie, hetzij uit een in pandgeving op een of meer bankrekeningen ten belope van het door de administratie overeenkomstig § 1 berekende bedrag.

Wanneer de financiële zekerheid wordt gevormd door een onafhankelijke bankgarantie of door een in pandgeving op een of meer bankrekeningen, wordt deze financiële zekerheid verstrekt door een kredietinstelling die is erkend door de Autoriteit voor financiële diensten en markten of door een andere autoriteit van een lidstaat van de Europese Unie die bevoegd is om toezicht te houden op kredietinstellingen.

Wanneer de financiële zekerheid wordt gesteld in de vorm van een pandrecht op een of meer bankrekeningen, garandeert de organisatie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid dat ten minste tweederde van de in de vorm van een pandrecht gestelde financiële zekerheid gedurende twaalf maanden van het jaar op de in pand gegeven bankrekening(en) blijft staan. Het totaalbedrag van de financiële zekerheid die in de vorm van pandrechten ter beschikking wordt gesteld, wordt gedurende ten minste negen maanden van het jaar op de in pand gegeven bankrekening(en) aangehouden. De administratie heeft permanent elektronisch toegang tot de verpande bankrekening(en).

Een besluit tot erkenning van de erkende instantie voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de betrokken producten is pas uitvoerbaar vanaf het moment dat de overheid erkent dat de zekerheid is gesteld.

§ 3 In elk geval kan de financiële zekerheid gelijktijdig met of na een administratieve beslissing tot schorsing of intrekking, in voorkomend geval afgegeven op administratief beroep, op eenvoudig verzoek van de administratie geheel of gedeeltelijk worden vrijgegeven op grond van de gehele of gedeeltelijke niet-nakoming van de verplichtingen

van de erkende organisatie voor de betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid. De erkende organisatie die de zekerheid stelt, vermeldt de inhoud van dit paragraaf uitdrukkelijk in de documenten die de financiële zekerheid vormen.

§ 4 De administratie geeft de financiële zekerheid terug nadat zij naar behoren heeft vastgesteld dat bij het verstrijken of de vroegtijdige beëindiging van de beslissing tot erkenning geen nieuwe erkenning wordt aangevraagd en dat de producent van de producten of de erkende organisatie heeft voldaan aan al zijn verplichtingen met betrekking tot de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten.

De administratie neemt een beslissing over de teruggave van de financiële zekerheid binnen honderdtachtig dagen na het verstrijken of de vervroegde beëindiging van de geldigheidsduur van de beslissing tot het verlenen van de vergunning.

De administratie brengt haar beslissing ter kennis van de Deposito- en Consignatiekas of de bankinstelling die de financiële zekerheid heeft gesteld, en van de erkende organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de betrokken producten.

§ 5 De Regering kan aanvullende maatregelen nemen met betrekking tot de vormen van garantie waarin de afvalstoffenwetgeving van de Europese Unie voorziet.

HOOFDSTUK 5 — *Governanceverplichtingen*

Afdeling 1 — Inleidende bepalingen

Art. 162. Bij de sluiting en uitvoering van elk contract inzake uitgebreide productverantwoordelijkheid dat op haar betrekking heeft en door haar of namens haar wordt gesloten, hierna in deze afdeling kortweg "contract" genoemd, neemt de organisatie voor uitgebreide productverantwoordelijkheid alle nodige maatregelen om ten minste te voldoen aan de bepalingen van deze afdeling en de uitvoeringsmaatregelen daarvan.

Deze contracten hebben een minimale looptijd van twee jaar en een maximale looptijd van vijf jaar.

De regering kan voor elke door haar te bepalen regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid de in het tweede lid bedoelde maximumduur van contracten voor door haar te bepalen soorten proefprojecten verlengen tot tien jaar.

Onderafdeling 2 — Mededingingsprocedures voor marktdeelnemers

Art. 163. Voor de gunning van haar opdrachten nodigt de met de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid belaste organisatie marktdeelnemers die aan haar behoeften kunnen voldoen in het kader van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten die haar betreffen uit tot mededinging door middel van een aanbesteding of een andere offerte om een contract met haar te sluiten.

Onderafdeling 3 — Gelijkheid, non-discriminatie, transparantie en proportionaliteit

Art. 164. De organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid behandelt marktdeelnemers gelijk en zonder te discrimineren en handelt op een transparante en proportionele manier.

Onderafdeling 4 — Kunstmatige beperking van de mededinging

Art. 165. § 1. De organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid mag een aanbesteding of een andere offerte om een contract met haar te sluiten niet opstellen met de bedoeling de concurrentie kunstmatig te beperken. Concurrentie wordt als kunstmatig beperkt beschouwd wanneer een aanbesteding of een andere aanbesteding om een contract met de organisatie te sluiten, is bedoeld om bepaalde marktdeelnemers onrechtmatig te bevoordelen of te benadelen.

Marktdeelnemers ondernemen geen actie en gaan geen overeenkomsten of afspraken aan die de normale concurrentievoorwaarden kunnen verstoren.

§ 2 Niet-naleving van de in lid 1, tweede alinea, bedoelde bepaling geeft aanleiding tot de toepassing van de volgende maatregelen, behalve wanneer ook niet wordt voldaan aan paragraaf 1, eerste lid, in welk geval paragraaf 3 van toepassing is:

1° zolang het orgaan dat verantwoordelijk is voor de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producenten van producten geen eindbeslissing heeft genomen en het contract dat voortvloeit uit de aanbesteding of het aanbod tot contractsluiting niet is gesloten, de afwijzing van de aanvragen tot deelname of van de offertes die naar aanleiding van een dergelijke handeling, overeenkomst of akkoord zijn ingediend;

2° als het contract dat voortvloeit uit de uitnodiging tot inschrijving of het aanbod tot inschrijving al is gesloten, de onmiddellijke stopzetting van de uitvoering van dat contract, tenzij de organisatie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producenten van producten in een gemotiveerde beslissing anders beslist.

Met betrekking tot het eerste lid, 2°, deelt de met de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid belaste organisatie, indien zij de daarin bedoelde gemotiveerde beslissing neemt, deze onverwijld mee aan de administratie.

§ 3 Niet-naleving van de bepalingen van § 1, eerste lid, al dan niet gepaard gaande met niet-naleving van de bepalingen van § 1, tweede lid, geeft aanleiding tot de toepassing van de volgende maatregelen:

1° zolang de organisatie met uitgebreide producentenverantwoordelijkheid het contract dat voortvloeit uit de uitnodiging tot inschrijving of het aanbod om met haar een contract te sluiten, nog niet heeft gesloten, het afzien van de gunning of sluiting van dat contract, in welke vorm dan ook;

2° wanneer het contract dat voortvloeit uit de aanbesteding of het aanbod om een contract te sluiten met de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten, reeds is gesloten, ongeacht de vorm, de onmiddellijke stopzetting van de uitvoering van dat contract.

Onderafdeling 5 — Belangenconflicten

Art. 166. § 1. De organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid neemt de nodige maatregelen om belangenconflicten bij de gunning en uitvoering van haar contracten doeltreffend te voorkomen, op te sporen en te corrigeren.

Het begrip belangenconflict verwijst naar elke situatie waarin, tijdens de gunning of uitvoering van een contract, een persoon die op welke manier dan ook verbonden is met de organisatie op het gebied van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, evenals een persoon die de gunning of het resultaat van het contract kan beïnvloeden, een direct of indirect financieel, economisch of ander persoonlijk belang heeft dat kan worden gezien als een aantasting van hun onpartijdigheid of onafhankelijkheid bij de gunning of uitvoering van het contract.

§ 2 Het is elke persoon die op welke manier dan ook verbonden is met de organisatie voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van producten, alsook elke persoon die de gunning van een opdracht of het resultaat ervan kan beïnvloeden, verboden om op welke manier dan ook, rechtstreeks of onrechtstreeks, tussen te komen bij de gunning of de uitvoering van deze opdracht, zodra hij zich, persoonlijk of via een tussenpersoon, in een situatie van belangenconflict bevindt met een van de aannemers, leveranciers of dienstverleners die partij zijn bij deze opdracht.

§ 3 Het bestaan van een belangenconflict wordt in elk geval verondersteld:

1° zodra er sprake is van een relatie of samenwerkingsverband, in rechte lijn tot en met de derde graad en in zijlijn tot en met de vierde graad, of in geval van wettelijk samenwonen, tussen een persoon die op enigerlei wijze verbonden is met de organisatie op het vlak van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van producten, alsmede iedere persoon die invloed kan uitoefenen op de gunning van de opdracht of het resultaat daarvan, en een van de aannemers, leveranciers of dienstverleners die partij zijn bij de genoemde opdracht of iedere andere natuurlijke persoon die namens een van hen vertegenwoordigings-, beslissings- of controlebevoegdheid uitoefent;

2° wanneer een persoon die op enigerlei wijze verbonden is met de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, of een persoon die de gunning van een opdracht of het resultaat daarvan kan beïnvloeden, zelf of via een tussenpersoon eigenaar, mede-eigenaar of actieve partner is van een van de contractanten, leveranciers of dienstverleners die partij zijn bij de genoemde opdracht, dan wel zelf of, in voorkomend geval, via een tussenpersoon, rechtens of feitelijk een bevoegdheid uitoefent op het gebied van vertegenwoordiging, besluitvorming of controle.

Elke persoon die zich in een situatie van belangenconflict bevindt, moet zich terugtrekken. Hij/zij moet de organisatie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en de autoriteiten onverwijld schriftelijk informeren.

Wanneer een persoon die op enigerlei wijze verbonden is met de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, of een persoon die invloed kan uitoefenen op de gunning van een opdracht of het resultaat daarvan, zelf of via een tussenpersoon een of meer aandelen bezit die ten minste vijf procent van het aandelenkapitaal van een van de contractanten, leveranciers of dienstverleners van de opdracht vertegenwoordigen, is hij verplicht de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en de administratie daarvan op de hoogte te stellen.

Onderafdeling 6 — Naleving van milieu-, sociale en arbeidswetgeving

Art. 167. Marktdeelnemers eerbiedigen en verzekeren dat alle personen die in welke fase dan ook als onderaannemer optreden en alle personen die personeel ter beschikking stellen voor de uitvoering van de opdracht, alle toepasselijke verplichtingen op het gebied van milieu-, sociaal en arbeidsrecht naleven die zijn vastgelegd in het recht van de Europese Unie, het nationale recht, collectieve overeenkomsten of internationale bepalingen op het gebied van milieu-, sociaal en arbeidsrecht.

Onverminderd de toepassing van sancties als bedoeld in andere wettelijke, bestuursrechtelijke of contractuele bepalingen, worden inbreuken op de in het eerste lid bedoelde verplichtingen door de organisatie voor uitgebreide productaansprakelijkheid geregistreerd en geven zij zo nodig aanleiding tot de toepassing van de contractuele maatregelen in geval van inbreuk op de bepalingen van het contract.

Onderafdeling 7 — Marktdeelnemers

Art. 168. § 1. Marktdeelnemers die krachtens de wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen van de lidstaat waar zij zijn gevestigd, gerechtigd zijn de betrokken dienst te verlenen, mogen niet worden afgewezen louter op grond van het feit dat zij krachtens de in België geldende wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen hetzij een natuurlijke persoon, hetzij een rechtspersoon zouden moeten zijn.

§ 2 Groepen marktdeelnemers kunnen deelnemen aan aanbestedingen en offertes voor contracten met de uitgebreide organisatie voor producentenverantwoordelijkheid. De uitgebreide organisatie voor producentenverantwoordelijkheid verplicht hen niet om een specifieke rechtsvorm te hebben om een verzoek tot deelname of een offerte in te dienen.

Prestatievoorwaarden die in een uitnodiging tot inschrijving of in een offerte voor een opdracht aan dergelijke combinaties van ondernemers worden opgelegd en die verschillen van die welke aan individuele deelnemers worden opgelegd, moeten op objectieve gronden gerechtvaardigd en evenredig zijn.

In afwijking van lid 1 kunnen organisaties voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid van combinaties van ondernemers verlangen dat zij een bepaalde rechtsvorm aannemen wanneer de opdracht aan hen is gegund, mits dit voor de goede uitvoering van de opdracht noodzakelijk is.

Onderafdeling 8 — Forfaitair beginsel

Art. 169. Contracten die voortvloeien uit aanbestedingen of offertes om contracten te sluiten met de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid worden gegund op basis van een vaste prijs en tijdens de uitvoering ervan mogen geen wijzigingen worden aangebracht die als substantieel worden beschouwd.

In de volgende gevallen kunnen opdrachten echter zonder vaste prijs worden gegund:

1° in uitzonderlijke gevallen, voor werken, leveringen of diensten die complex zijn of met een nieuwe techniek die grote technische onzekerheden inhoudt, waardoor de uitvoering moet beginnen wanneer niet alle voorwaarden voor de uitvoering en de verplichtingen volledig kunnen worden bepaald;

2° in geval van buitengewone en onvoorzienbare omstandigheden die een zorgvuldige organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid niet kon voorzien, in geval van dringende werken, leveringen of diensten waarvan de uitvoeringsvoorwaarden moeilijk te bepalen zijn.

Onderafdeling 9 — Prijsherziening

Art. 170. Het forfaitaire karakter van de in artikel 169 bedoelde contracten belet niet dat de prijzen op grond van specifieke economische of sociale factoren kunnen worden herzien, op voorwaarde dat een duidelijke, precieze en ondubbelzinnige prijsherzieningsclausule is opgenomen in de documenten betreffende de uitnodiging tot inschrijving of het aanbod om een contract te sluiten met de organisatie voor de uitbreiding van de verantwoordelijkheid van de producenten van producten.

Prijsherzieningen moeten veranderingen in de prijzen van de belangrijkste componenten van de kostprijs weerspiegelen.

Indien de marktdeelnemer een beroep doet op onderaannemers, moeten deze, in voorkomend geval, hun prijzen laten herzien volgens de procedures die door de met de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid belaste instantie zijn vastgesteld in de inschrijvingsdocumenten of de offerte voor het sluiten van een overeenkomst met de onderaannemer, en wel in die mate die overeenstemt met de aard van de door hen verleende diensten.

Onderafdeling 10 — Vertrouwelijkheid

Art. 171. § 1. Zolang de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid geen beslissing heeft genomen over, naar gelang van het geval, de selectie of kwalificatie van gegadigden of deelnemers, de regelmatigheid van de inschrijvingen, de gunning van de aanbesteding of de aanbidding om een contract met haar te sluiten, of het afzien van de gunning van de aanbesteding of de aanbidding om een contract met haar te sluiten, hebben de gegadigden, deelnemers, inschrijvers en derden, met uitzondering van de administratie, geen toegang tot de documenten die verband houden met de gunningsprocedure, met name de verzoeken tot deelneming of erkenning, de inschrijvingen en de interne documenten van de organisatie betreffende de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producenten van de producten.

Van het bepaalde in het eerste lid mag worden afgeweken na schriftelijke instemming van de gegadigde of inschrijver die aan de onderhandelingen deelneemt, en alleen met betrekking tot door die gegadigde of inschrijver verstrekte vertrouwelijke informatie. Deze afwijking laat het recht van de administratie op toegang tot de in lid 1 bedoelde documenten onverlet.

§ 2 De organisatie die belast is met de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten maakt geen informatie bekend die de marktdeelnemer haar op vertrouwelijke basis heeft meegedeeld, met inbegrip van eventuele technische of commerciële geheimen en vertrouwelijke aspecten van het aanbod.

Hetzelfde geldt voor elke persoon die uit hoofde van zijn functie of de hem toevertrouwde opdrachten kennis heeft van dergelijke vertrouwelijke informatie.

§ 3 De organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid kan de marktdeelnemer eisen opleggen ter bescherming van de vertrouwelijkheid van de informatie die haar ter beschikking wordt gesteld.

§ 4 Persoonsgegevens die ten behoeve van de verwerking van facturen zijn verkregen, mogen uitsluitend voor deze doeleinden of voor andere daarmee verenigbare doeleinden worden gebruikt. De regels met betrekking tot de openbaarmaking van persoonsgegevens die zijn verzameld in het kader van de verwerking van elektronische facturen moeten in overeenstemming zijn met de doeleinden van openbaarmaking en het beginsel van de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Afdeling 6 — Strengere verplichtingen voor strategische plannen

Art. 172. § 1. De organisatie die verantwoordelijk is voor de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten stelt een strategisch plan op overeenkomstig artikel 140 en, indien van toepassing, overeenkomstig artikel 141, en vult dit aan met ten minste alle volgende elementen :

1° een bijlage bij het financieel plan en de geraamde begroting voor de duur van de erkenning, met vermelding van ten minste :

de geschatte inkomsten uit terugwinningsstromen, met name recyclage;

de berekenings- en evaluatiemethoden en de hoogte van de bijdragen ter dekking, overeenkomstig de in hoofdstuk 2, afdeling 2, bedoelde verplichting tot financiering van het afvalbeheer en van bepaalde afvalpreventiemaatregelen, van de kosten van de verplichtingen waarvoor de organisatie verantwoordelijk is in het kader van de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producenten van producten en, voor elk materiaal, van de inzamelingsmethoden;

de voorwaarden en procedures voor de herziening van de retributies naar gelang van de ontwikkeling van de kosten van de aan de organisatie opgelegde verplichtingen in het kader van de uitgebreide verantwoordelijkheid van de producenten van producten bij de toepassing van deze titel en de maatregelen ter uitvoering ervan;

de methoden die worden gebruikt om inkomsten toe te wijzen aan de werking van het collectieve systeem, met name door ervoor te zorgen dat er geen kruissubsidiëring is tussen huishoudelijk en industrieel afval, en door eventuele beperkte reserves op te bouwen;

de financiering van de eventuele verliezen;

2° een model van toetredingsovereenkomst die de organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid moet sluiten met de producenten van de betrokken producten om hun verplichtingen uit hoofde van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan op zich te nemen.

Met betrekking tot paragraaf 1, 1°, d), wanneer de organisatie met uitgebreide producentenverantwoordelijkheid reserves wenst aan te leggen, stelt zij, als onderdeel van haar vergunningsaanvraag of tijdens de geldigheidsperiode van haar vergunning via een aanvraag tot wijziging van de vergunning, de numerieke limieten en de maatregelen die van toepassing zijn in geval van overschrijding van de reserves vast in overeenstemming met de wetgeving of boekhoudkundige regels die op haar van toepassing zijn.

§ 2 Onverminderd paragraaf 1 bevat het strategisch plan, wanneer het betrekking heeft op huishoudelijk afval, ook :

1° een modelcontract voor te stellen aan de publiekrechtelijke rechtspersonen die instaan voor de ophaling van huishoudelijk afval, met vermelding van :

de modaliteiten voor de inzameling van de huishoudafval en voor de tenlasteneming van de ingezamelde afval ;

de minimale technische voorwaarden per type afval voor de sortering, alsook voor de planning en de organisatie van de verwijdering en de verkoop van de gesorteerde afval, hetzij door betrokken publiekrechtelijke rechtspersoon, hetzij door het erkende orgaan inzake uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;

de procedure voor het selecteren van afvalbeheerders, in het bijzonder de manier waarop contracten voor selectieve inzameling, sortering en recycling worden georganiseerd;

een raming voor de duur van de erkenning van de financiële bijdragen van de producenten per verkochte eenheid of per ton op de Belgische markt gebracht product;

2° een modelovereenkomst die in voorkomend geval moet worden aangeboden aan sociale-economieondernemingen die overeenkomstig artikel 103 zijn erkend, met vermelding van :

de modaliteiten voor de inzameling van de huishoudafval en voor de tenlasteneming van de ingezamelde afval ;

de minimale technische voorwaarden per materiaal of soort afval voor het sorteren en voor het plannen en organiseren van de inzameling en verkoop van hergebruikte materialen door de betrokken onderneming uit de sociale economie die krachtens artikel 103 is erkend;

3° een schriftelijke, gedateerde en ondertekende verbintenis van de producent om het bewijs te leveren dat de financiële zekerheid bedoeld in hoofdstuk 4, afdeling 4, gesteld is uiterlijk op de datum van inwerkingtreding van de erkenningsbeslissing.

§ 3 Onverminderd paragraaf 1, wanneer het soortgelijke afval of afval van industriële oorsprong betreft, bevat de aanvraag tot goedkeuring ook :

1° een beschrijving van de wijze waarop de erkenningsaanvrager wil tussenkomen in de kosten van selectieve inzameling, recyclage, nuttige toepassing en verbranding met energierugwinning in vergunde afvalverbrandingsinstallaties van de houders van de betrokken soortgelijke afval of beroepsafval;

2° een beschrijving van de manier waarop de aanvrager van de erkenning de houders van de betrokken soortgelijke afval of beroepsafval ertoe wil aanzetten om deze in te zamelen, te recycleren en nuttig toe te passen;

3° een actieplan om het probleem van soortgelijke afval of relevant professioneel afval van kleine en middelgrote ondernemingen aan te pakken;

4° een beschrijving van de manier waarop de aanvrager van de erkenning de controleerbaarheid en de controleerbaarheid van de soortgelijke afval en de gerecycleerde en nuttig toegepaste beroepsafval zal garanderen;

5° het modelcontract dat de aanvrager van de erkenning voor uitgebreide productverantwoordelijkheid wenst te sluiten met publieke of private operatoren, met het oog op de naleving van de verplichtingen die de productproducenten hem op grond van deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan hebben opgelegd;

6° in voorkomend geval, een studie van de technische middelen en infrastructuur die nodig zijn om voor elk jaar van de periode waarvoor de erkenning wordt aangevraagd, de doelstellingen te bereiken die voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor de betrokken producten zijn bepaald bij of krachtens dit decreet.

Afdeling 7 — Bijzondere bepalingen in geval van meerdere organisaties voor uitgebreide productverantwoordelijkheid die onder dezelfde regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vallen

Art. 173. Wanneer op het grondgebied van het Waalse Gewest verschillende instanties voor uitgebreide productverantwoordelijkheid namens productproducenten verplichtingen uitvoeren in het kader van dezelfde uitgebreide productverantwoordelijkheid, houdt de administratie toezicht op de uitvoering van de verplichtingen in het kader van de uitgebreide productverantwoordelijkheid.

De Regering kan alle passende maatregelen nemen om het coherente naast elkaar bestaan van twee of meer organen voor uitgebreide productverantwoordelijkheid voor eenzelfde uitgebreide productverantwoordelijkheid op het grondgebied van het Waalse Gewest te garanderen.

HOOFDSTUK 5. — *Erkenningen van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en beslissingen om individuele strategische plannen goed te keuren*

Afdeling 1 — Gemeenschappelijke bepalingen voor goedkeuringen van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid en besluiten tot goedkeuring van individuele strategische plannen

Art. 174. § 1. Niemand mag de bij en krachtens deze titel vastgestelde verplichtingen namens en voor rekening van producenten van producten die onder een uitgebreid producentenverantwoordelijkheidsstelsel vallen, uitvoeren zonder eerst in het bezit te zijn van een uitvoerbare goedkeuring die voor het betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid is afgegeven, in voorkomend geval op administratief beroep.

§ 2 Behoudens artikel 127, § 2, 2°, kan niemand zijn verplichtingen in verband met de uitgebreide verantwoordelijkheid van producenten van producten overeenkomstig deze titel en de uitvoeringsmaatregelen ervan nakomen zonder houder te zijn van een uitvoerbaar individueel strategisch plan dat is goedgekeurd, in voorkomend geval op administratief beroep.

§ 3 Elke persoon die houder is van een goedkeuring van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor afgegeven producten en elke persoon die houder is van een individueel strategisch plan dat door en overeenkomstig deze titel is goedgekeurd, stelt de autoriteiten daarvan onverwijld in kennis:

1° elk ongeval of incident dat de in artikel 32 bedoelde belangen kan schaden;

2° elke wijziging van de essentiële gegevens in het aanvraagdossier sinds de goedkeuring van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of de goedkeuring van het individueel strategisch plan, met inbegrip van de stopzetting van de activiteit.

§ 4. Elke erkenning van uitgebreide productverantwoordelijkheid die is verleend of elk individueel strategisch plan dat is goedgekeurd, door en in overeenstemming met deze titel, is niet overdraagbaar.

§ 5 Alle akten, facturen, publicaties, brieven, bestelbonnen en andere documenten die worden uitgereikt in het kader van een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, door een persoon die beschikt over een uitgereikte erkenning voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of door een persoon die beschikt over een goedgekeurd individueel strategisch plan, door en overeenkomstig deze titel, bevatten een verwijzing naar zijn erkenning of goedgekeurd individueel strategisch plan, alsook de datum waarop ze werd uitgereikt en de vervaldatum ervan.

Art. 175. Elke erkenning van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of individueel strategisch plan, goedgekeurd bij en krachtens deze titel, wordt afgegeven voor een periode van maximaal vijf jaar.

Art. 176. Voor alle regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid:

1° met betrekking tot erkenningen voor uitgebreide productaansprakelijkheid is de Regering bevoegd om uitspraak te doen over administratieve beroepen die worden ingesteld tegen administratieve beslissingen;

2° voor de afzonderlijke strategische plannen wijst de Regering de instantie aan die bevoegd is om uitspraak te doen over de administratieve beroepen die tegen de administratieve beslissingen worden ingesteld.

Art. 177. Teneinde na te gaan of een persoon die krachtens deze titel verzoekt om goedkeuring van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of goedkeuring van een individueel strategisch plan, van dien aard is dat een adequate bescherming van het milieu is gewaarborgd, kan elke natuurlijke persoon, rechtspersoon of persoon met wettelijke bevoegdheid om een rechtspersoon te vertegenwoordigen die verzoekt om goedkeuring van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of goedkeuring van een individueel strategisch plan gedurende ten minste tien jaar niet zijn veroordeeld voor een delict dat voortvloeit uit een definitieve rechterlijke beslissing of een definitieve administratieve beslissing waarbij een of meer administratieve sancties zijn opgelegd, en op het moment van de

indiening van de aanvraag tot goedkeuring of erkenning niet nog onderworpen zijn aan een verbods- of ontzeggingsmaatregel die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op afvalactiviteiten waarvoor de goedkeuring of erkenning wordt aangevraagd.

Art. 178. § 1. Onverminderd artikel D.198 van boek I van het Milieuwetboek, kan de administratie op elk moment de goedkeuring voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten die bij en krachtens deze titel is verleend, voor een periode van maximaal zes maanden schorsen of intrekken, in voorkomend geval door de Regering op administratief beroep, evenals het individuele strategische plan dat bij en krachtens deze titel is goedgekeurd, voor een periode van maximaal zes maanden schorsen of intrekken, in voorkomend geval door de bevoegde autoriteit op administratief beroep:

1° indien de houder van de uitgebreide erkenning van producentenverantwoordelijkheid geheel of gedeeltelijk niet voldoet aan alle of sommige van :

de bij en krachtens deze titel vastgestelde verplichtingen van de producent van producten voor de betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;

de uitgebreide productverantwoordelijkheidsverplichtingen van de organisatie overeenkomstig dit hoofdstuk en de bijbehorende uitvoeringsmaatregelen;

indien van toepassing, de aanvullende voorwaarde(n) die overeenkomstig artikel 187 in de erkenningsbeslissing betreffende de uitgebreide productverantwoordelijkheid van de producent is/zijn opgenomen;

in voorkomend geval, de verplichtingen die op hem van toepassing zijn krachtens het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen en zijn uitvoeringsmaatregelen;

2° indien de houder van het individuele strategische plan er niet in slaagt geheel of gedeeltelijk uitvoering te geven aan alle of sommige van :

de bij en krachtens deze titel vastgestelde verplichtingen van de producent van producten voor de betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;

in voorkomend geval, de bijkomende voorwaarde(n) ingevoegd in de beslissing tot goedkeuring van het individueel strategisch plan overeenkomstig artikel 194, in voorkomend geval goedgekeurd op administratief beroep;

in voorkomend geval, de verplichtingen die op hem van toepassing zijn krachtens het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen en zijn uitvoeringsmaatregelen.

§ 2 Behalve in speciaal gerechtvaardigde spoedeisende gevallen wordt elke beslissing tot opschorting van de goedkeuring van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of het individuele strategische plan genomen nadat de houder van de goedkeuring of het individuele strategische plan in kwestie de gelegenheid heeft gekregen om binnen een termijn van ten minste vijftien dagen zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk kenbaar te maken.

Elk beslissing tot intrekking van de goedkeuring voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid of het individuele strategische plan wordt genomen nadat de houder van de goedkeuring of het individuele strategische plan in kwestie de gelegenheid is geboden om binnen een termijn van ten minste vijftien dagen mondeling of schriftelijk opmerkingen in te dienen

§ 3 Elk beslissing tot schorsing of intrekking wordt verzonden naar de houder van de erkenning of het individuele strategische plan.

Art. 179. Om de identificatie van erkende organisaties en producenten van producten die houder zijn van een individueel strategisch plan overeenkomstig deze titel mogelijk te maken en om het contact met hen te vergemakkelijken voor andere actoren in de afvalbeheerketen die onderworpen zijn aan een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid overeenkomstig deze titel, publiceert en actualiseert de administratie op minstens één website in het Waals Gewest de lijst van erkende organisaties en de lijst van producenten van producten die houder zijn van een individueel strategisch plan en specificeert de regelingen voor uitgebreide productverantwoordelijkheid waarvoor de genoemde organisaties houder zijn van een dergelijke erkenning en de genoemde productproducenten houder zijn van een dergelijk individueel strategisch plan.

Deze lijsten kunnen de volgende informatie bevatten: 1° als het gaat om:

een erkende organisatie: haar naam of bedrijfsnaam, het adres van haar statutaire zetel en, facultatief voor de genoemde organisatie, haar telefoonnummer, haar e-mailadres, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een productproducent met een individueel strategisch plan :

die handelt als een natuurlijke persoon: hun voor- en achternaam, het adres van hun bedrijf en, optioneel voor de genoemde producent, hun telefoonnummer, hun e-mailadres en het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

die als rechtspersoon optreedt: zijn naam of handelsnaam, het adres van zijn statutaire zetel en, facultatief voor de genoemde producent, zijn telefoonnummer en e-mailadres, en het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen van de erkende organisatie of productproducent die houder is van een individueel strategisch plan of, bij ontstentenis daarvan, haar identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of beroepsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens buitenlandse wetgeving of reglementering;

3° het identificatienummer of de administratieve referentie van de erkenning of goedkeuring van het individueel strategisch plan voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;

4° de vervaldatum van de erkenning of van het individueel strategisch plan;

5° in voorkomend geval, en facultatief voor de erkende instelling of productproducent met een individueel strategisch plan, het adres van haar website;

6° de beslissing tot schorsing van de erkenning of van het individueel strategisch plan, met inbegrip van de datum waarop de schorsing verstrijkt;

7° de beslissing om de erkenning of het individueel strategisch plan in te trekken.

Art. 180. § 1. Tenzij anders of specifiek bepaald in dit hoofdstuk of de uitvoeringsmaatregelen ervan, wordt elke zending die onder en krachtens dit hoofdstuk valt, uitgevoerd via een van de volgende twee communicatiemethoden:

1° op papier door :

1° ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

elke soortgelijke formule waarmee vaste datum aan de verzending en aan de ontvangst van de akte gegeven kan worden, ongeacht de distributiedienst ;

neerlegging tegen ontvangstbewijs.

2° of elektronisch door :

geauthenticeerde elektronische handtekening;

digitale kopie van de administratieve handeling of andere informatie die is verstrekt als onderdeel van het administratieve proces, met de hand ondertekend.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, b), en 2°, kan de Regering de procédés of methoden bepalen die zij erkent om aan de verzending en de ontvangst van een stuk een zekere datum te geven.

§ 2 Voor elk regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten die onder deze titel vallen of voor bepaalde systemen die zij bepaalt, kan de Regering formulieren vaststellen voor de erkenning en de goedkeuring van het individuele strategische plan.

Wanneer de Regering overeenkomstig lid 1 een overeenstemmend formulier aanneemt, kan zij met name binnen dat formulier :

1° een algemeen gedeelte dat gemeenschappelijk is voor alle regelingen voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vaststellen;

2° 2° een specifieke sectie gewijd aan elke regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid vaststellen.

§ 3 Behoudens andersluidende of specifieke bepalingen in deze titel of in de uitvoeringsbepalingen ervan, wordt elk conform formulier dat door de Regering wordt aangenomen, aan de administratie toegezonden met behulp van een van de in paragraaf 1 bedoelde communicatiemiddelen.

Art. 181. § 1. De regering kan bepalen en voorleggen :

1° bepaalde maatregelen die de productproducent moet uitvoeren tijdens de geldigheidsduur van de beslissing tot goedkeuring van het individueel strategisch plan aan :

informatie aan de administratie;

het advies van de administratie;

de administratieve goedkeuring;

2° bepaalde maatregelen die de erkende organisatie voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid tijdens de geldigheidsduur van de erkenning moet uitvoeren naar :

de informatie aan de administratie of aan een of meer door de Regering bepaalde instanties;

het advies aan de administratie of naar een of meer door de Regering bepaalde instanties;

de administratieve goedkeuring;

§ 2 Voor alle administratieve goedkeuringsbeslissingen, vermeld in paragraaf 1, 1°, c), en 2°, c), of voor sommige daarvan die zij bepaalt, kan de Regering de overeenkomstige toepassing vaststellen:

1° betreffende de door de organisatie uit te voeren maatregelen met betrekking tot de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten tijdens de geldigheidsduur van de erkenningsbeslissing, artikel 190;

2° betreffende de maatregelen die de producent moet uitvoeren tijdens de geldigheidsduur van de beslissing tot goedkeuring van het individueel strategisch plan, artikel 197.

Art. 182. § 1. Met betrekking tot de berekening van de termijnen:

1° is de dag van verzending of ontvangst die het beginpunt van een termijn is, niet in die termijn begrepen;

2° is de dag waarop een termijn verstrijkt, in de termijn begrepen..

In afwijking van lid 1, 2°, wordt, wanneer de dag waarop een termijn verstrijkt een zaterdag, een zondag of een feestdag is, de dag waarop de termijn verstrijkt, verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

§ 2 Alle in dit hoofdstuk bedoelde termijnen worden van rechtswege geschorst van 16 juli tot en met 15 augustus en van 24 december tot en met 1 januari.

In geval van schorsing van de in lid 1 bedoelde termijn worden de termijnen voor verzending en verstrijken verlengd met de duur van de schorsing of verlenging.

Afdeling 2 — Bijzondere bepalingen voor erkenningen van uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten

Onderafdeling 1 — Inhoud van de aanvraag tot erkenning van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid

Art. 183. Alle aanvragen om erkenning in het kader van de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid moeten ten minste de volgende informatie bevatten:

1° een strategisch groepsplan overeenkomstig hoofdstuk 2, afdeling 5 en hoofdstuk 4, afdeling 6;

2° een kopie van de statuten van de betrokken rechtspersoon en de eventuele wijzigingen eraan tot op de datum van indiening van de vergunningsaanvraag, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

3° een uittreksel uit het strafregister van de betrokken rechtspersoon van minder dan zes maanden volgens het model bedoeld in artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Onderafdeling 2 — Procedures

Art. 184. § 1. Alle aanvragen voor erkenning van uitgebreide productverantwoordelijkheid, hierna "aanvragen voor erkenning" genoemd, worden naar de administratie gezonden.

§ 2 De administratie stuurt de aanvrager binnen tien dagen een ontvangstbevestiging van de aanvraag;

1° per gewone post als de aanvraag op papier werd ingediend;

2° per niet-geauthenticeerde e-mail of niet-geauthenticeerd bericht als de aanvraag elektronisch werd ingediend.

§ 3. De administratie richt de beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van zijn erkenningsaanvraag binnen vijfenveertig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de erkenningsaanvraag.

§ 4 Als de erkenningsaanvraag onvolledig is, stuurt de administratie de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de erkenningsaanvraag een lijst met de ontbrekende gegevens of documenten, hierna de stukken genoemd. In dat geval wordt de administratieve procedure hervat vanaf de datum van ontvangst van de stukken.

De erkenningsaanvrager stuurt de gevraagde bijkomende stukken aan de administratie binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag van de stukken.

De administratie stuurt de erkenningsaanvrager binnen tien dagen een ontvangstbevestiging van de stukken:

1° per gewone post indien de genoemde stukken op papier werden verzonden;

2° per niet-geauthenticeerde e-mail of niet-geauthenticeerd bericht als de stukken elektronisch werden ingediend.

De administratie stuurt het besluit over het volledige en ontvankelijke karakter van de erkenningsaanvraag aan de aanvrager binnen dertig dagen, te rekenen van de datum waarop zij de bijkomende stukken in ontvangst neemt.

De administratie stuurt de aanvrager een beslissing waarin staat dat de erkenningsaanvraag niet-ontvankelijk is als :

1° ze werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 177;

2° ze werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 180 en zijn uitvoeringsmaatregelen;

3° ze werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 183 en zijn uitvoeringsmaatregelen;

4° de aanvrager van de erkenning de gevraagde stukken niet heeft overgemaakt binnen de in lid 2 van dit paragraaf bedoelde termijn;

5° ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;

6° ze werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 189;

§ 5 Bij het verstrijken van de in de derde en vierde paragraaf bedoelde termijnen, indien de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag niet aan de aanvrager is meegedeeld, wordt de erkenningsaanvraag geacht van rechtswege ontvankelijk te zijn.

Art. 185. Binnen negentig dagen na de datum waarop de administratie de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag heeft verzonden of, bij ontstentenis van dergelijke beslissing, op de datum van de stilzwijgende beslissing over de ontvankelijkheid overeenkomstig artikel 184, § 5, vraagt zij het advies van de beleidsgroep "Leefmilieu", afdeling "Afval". De adviesaanvraag gaat vergezeld van ten minste één ontwerp-beslissing.

De beleidsgroep "Leefmilieu", afdeling "Afval", stuurt haar advies binnen vijfenveertig dagen na de datum van aanhangigmaking door de administratie.

Indien binnen de in lid 2 genoemde termijnen geen advies is verzonden, wordt de procedure voortgezet.

Art. 186. Vanaf de datum van de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de erkenningsaanvraag of, bij ontstentenis van een dergelijke beslissing, vanaf de datum van de stilzwijgende beslissing over de ontvankelijkheid overeenkomstig artikel 184, § 5, stuurt de administratie de beslissing tot toekenning of weigering van de erkenning binnen honderdtwintig dagen naar de aanvrager.

Indien het beslissing tot verlening of weigering van de erkenning aan het einde van de in het eerste lid bedoelde termijn niet aan de aanvrager is toegezonden, wordt de erkenningsaanvraag geacht van rechtswege te zijn afgewezen.

Art. 187. § 1. De erkenningsbeslissing door de administratie of, indien van toepassing, de regering na een administratief beroep :

1° bepaalt de geldigheidsduur ervan, die niet meer dan vijf jaar mag bedragen;

2° in voorkomend geval, identificeert de handelingen en documenten, ter uitvoering van het collectief strategisch plan, die onderworpen zijn aan informatie-, advies- of goedkeuringsprocedures overeenkomstig de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens artikel 181;

3° in voorkomend geval, voorziet in één of meer bijkomende voorwaarden die noodzakelijk geacht worden voor de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen, en in het bijzonder van het "Plan wallon des Déchets-Ressources" (Waal plan inzake afval en grondstoffen), die van toepassing zijn op de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor het betrokken product;

4° in voorkomend geval, voorziet in de vaststelling van een zekerheid overeenkomstig hoofdstuk 4, afdeling 4.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, moet elke erkenningsbeslissing die voorziet in een periode van minder dan vijf jaar worden gemotiveerd.

Met betrekking tot het eerste lid, 2° en 3°, als een bijkomende voorwaarde bestaat in het herhaaldelijk verrichten van handelingen of het opstellen van documenten tijdens de geldigheidsduur van de erkenning, bepaalt de beslissing van de administratie of de Regering op administratief beroep de frequentie. Als een bijkomende voorwaarde bestaat in het uitvoeren van handelingen of het voorleggen van documenten die niet terugkerend zijn, bepaalt de beslissing van de administratie of de Regering op administratief beroep de termijn waarbinnen aan die voorwaarde moet worden voldaan.

§ 2 Dit artikel is ook van toepassing tijdens de geldigheidsduur van de erkenning die door de administratie of door de Regering op administratief beroep werd uitgereikt.

§ 3 Geen enkele bijkomende voorwaarde mag afwijken van of minder streng zijn dan dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen.

Art. 188. § 1. Tijdens de geldigheidsduur van de door de administratie of door de Regering in administratief beroep afgegeven erkenning kan de administratie op eigen initiatief de door haar of door de Regering in administratief beroep afgegeven erkenning aanvullen of wijzigen:

1° indien dit noodzakelijk wordt geacht om de naleving van de bij en krachtens deze titel genomen handhavingmaatregelen te verzekeren;

2° indien zij van mening is dat de aanvullende voorwaarde of voorwaarden die op grond van artikel 187 zijn opgelegd, niet of niet langer geschikt zijn om de naleving van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van toepassing zijn op de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor het betrokken product, met name sectie 32, te garanderen;

3° als het een wijziging vaststelt in een van de essentiële gegevens in het aanvraagdossier sinds de afgifte van de erkenning of registratie.

Behoudens in bijzonder gemotiveerde spoedeisende gevallen wordt een beslissing tot wijziging van de in het eerste lid bedoelde erkenning genomen nadat de houder van de erkenning in de gelegenheid is gesteld zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk kenbaar te maken.

De wijzigingsbeslissing wordt naar de erkenningshouder gestuurd.

§ 2 Tijdens de geldigheidsduur van de in eerste instantie of in administratief beroep afgegeven erkenning kan de erkenninghouder op eigen initiatief de autoriteit van afgifte in eerste instantie verzoeken zijn erkenning te wijzigen wegens een of meer wijzigingen in een of meer essentiële gegevens van het aanvraagdossier die zich hebben voorgedaan sinds de afgifte van de erkenning, met inbegrip van de beëindiging van de activiteit.

De artikelen 184 en 186 zijn van overeenkomstige toepassing op de in lid 1 bedoelde aanvraag tot wijziging van een erkenning.

Art. 189. Op straffe van niet-ontvankelijkheid kan een houder van een erkenning ten vroegste driehonderdvijfenzestig dagen vóór het verstrijken van de erkenningstermijn een nieuwe aanvraag indienen voor goedkeuring van dezelfde regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten waarvoor hij reeds is erkend.

Art. 190. § 1. Tegen beslissingen of het uitblijven van een beslissing binnen de door de administratie vastgestelde termijn voor erkenning kan administratief beroep worden aangekend bij de Regering.

Het recht om genoemd administratief beroep in te stellen wordt uitsluitend verleend aan de aanvrager van de erkenning of de houder van de erkenning, hierna "de aanvrager" genoemd.

§ 2 Wanneer het administratief beroep betrekking heeft op een schorsingsbeslissing genomen overeenkomstig artikel 178, schorst het niet de schorsingsbeslissing van welk administratief beroep.

Wanneer het administratief beroep betrekking heeft op een andere stilzwijgende of uitdrukkelijke beslissing dan de in het eerste lid bedoelde beslissing, schorst het de beslissing waarop het administratief beroep is gebaseerd.

§ 3 Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het administratief beroep binnen een termijn van dertig dagen worden ingesteld:

1° vanaf de datum van ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 178, 184, 186, 187 of 188; of;

2° bij ontstentenis van een beslissing als bedoeld in 1°, vanaf het verstrijken van de termijn waarover de administratie beschikt om de beslissing te nemen.

§ 4. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het administratief beroep ingeleid door een verzoek dat wordt ingediend bij de Regering of bij de persoon die zij daartoe aanwijst volgens de modaliteiten bepaald bij of krachtens artikel 180. Tegelijkertijd zendt de verzoeker een afschrift van zijn verzoek aan de administratie.

Dit beroep wordt ondertekend en bevat minstens de volgende gegevens:

1° indien de verzoeker :

een natuurlijk persoon is: voor- en achternaam, geboortedatum, bedrijfsadres, telefoonnummer en e-mailadres en, optioneel voor de aanvrager, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon is :

haar naam of bedrijfsnaam, het adres van haar statutaire zetel en, facultatief voor de genoemde organisatie, haar telefoonnummer, haar e-mailadres, en, facultatief voor de verzoeker, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

de voornaam, achternaam en functie van de persoon die door de betrokken rechtspersoon is gemachtigd om het beroep in te stellen;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer van de verzoeker bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of beroepsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens een buitenlandse wetgeving of reglementering;

3° het voorwerp, de datum en het afschrift van de beslissing waarvan administratief beroep;

4° de middelen die ingezet worden tegen de beslissing van welk administratief beroep.

§ 5 Binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek door de Regering of de persoon die zij daartoe aanwijst, stuurt deze de verzoeker een ontvangstbewijs.

§ 6 De Regering stuurt de verzoeker de beslissing op het administratief beroep binnen een termijn van negentig dagen vanaf de datum van verzending van de ontvangstbevestiging van het verzoek. De beslissing op het administratief beroep vervangt de beslissing van de administratie of, bij ontstentenis ervan, de stilzwijgende beslissing van rechtswege van de administratie.

§ 7 Na het verstrijken van de in paragraaf 6 bedoelde termijn wordt, indien de beslissing op het administratief beroep niet aan de verzoeker is toegezonden, de beslissing op het administratief beroep of, bij ontstentenis daarvan, de stilzwijgende afwijzende beslissing in eerste aanleg van rechtswege bevestigd.

Afdeling 3 — Bijzondere bepalingen voor beslissingen tot goedkeuring van individuele strategische plannen

Onderafdeling 1 — Inhoud van de aanvraag tot goedkeuring van een individueel strategisch plan

Art. 191. Elke aanvraag voor goedkeuring van een individueel strategisch plan moet alle volgende elementen bevatten:

1° een individueel strategisch plan overeenkomstig hoofdstuk 2, afdeling 5 van deze titel;

2° indien de producent van de producten een rechtspersoon is :

2° een kopie van de statuten van de betrokken persoon en de eventuele wijzigingen eraan tot op de datum van indiening van de vergunningsaanvraag, zoals bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;

een uittreksel uit het strafregister van de betrokken rechtspersoon van minder dan zes maanden volgens het model bedoeld in artikel 596, eerste lid, van het Wetboek van Strafvordering en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Onderafdeling 2 — Procedures

Art. 192. § 1. Alle verzoeken om goedkeuring van individuele strategische plannen worden naar de administratie gestuurd.

§ 2. De administratie stuurt de aanvrager van goedkeuring van het individueel strategisch plan binnen tien dagen een ontvangstbevestiging van de aanvraag:

- 1° per gewone post als de aanvraag op papier werd ingediend;
- 2° per niet-geauthenticeerde e-mail of niet-geauthenticeerd bericht als de aanvraag elektronisch werd ingediend.

§ 3. De administratie stuurt de aanvrager de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag tot goedkeuring van het individueel strategisch plan binnen de dertig dagen na ontvangst van de aanvraag tot goedkeuring van het individueel strategisch plan.

§ 4 Als de aanvraag tot goedkeuring van het individueel strategisch plan onvolledig is, stuurt de administratie de aanvrager binnen dertig dagen na ontvangst van de aanvraag tot goedkeuring van het individueel strategisch plan een lijst met de ontbrekende gegevens of documenten, hierna de stukken genoemd. In dat geval wordt de administratieve procedure hervat vanaf de datum van ontvangst van de stukken.

De aanvrager tot goedkeuring van het individueel strategisch plan stuurt de gevraagde bijkomende stukken aan de administratie binnen een termijn van dertig dagen, te rekenen van de datum van verzending van de aanvraag van de stukken.

De administratie stuurt de aanvrager van goedkeuring van het individueel strategisch plan binnen tien dagen een ontvangstbevestiging van de stukken:

- 1° per gewone post indien de genoemde stukken op papier werden verzonden;
- 2° per niet-geauthenticeerde e-mail of niet-geauthenticeerd bericht als de stukken elektronisch werden ingediend.

De administratie stuurt het besluit over het volledige en ontvankelijke karakter van de aanvraag tot goedkeuring van het individueel strategisch plan aan de aanvrager binnen twintig dagen, te rekenen van de datum waarop zij de bijkomende stukken in ontvangst neemt.

De administratie stuurt de aanvrager een beslissing waarin staat dat de aanvraag tot goedkeuring van het strategisch individueel plan niet-ontvankelijk is als:

- 1° het werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 177;
- 2° ze werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 180 en zijn uitvoeringsmaatregelen;
- 3° ze werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 191 en zijn uitvoeringsmaatregelen;
- 4° de aanvrager van de goedkeuring van het individueel strategisch plan de gevraagde stukken niet heeft overgemaakt binnen de in lid 2 van dit paragraaf bedoelde termijn;
- 5° ze tweemaal onvolledig wordt bevonden;
- 6° ze werd ingediend zonder te voldoen aan artikel 196;

§ 5. Bij het verstrijken van de in de derde en vierde paragraaf bedoelde termijnen, indien de beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid of de niet-ontvankelijkheid van de aanvraag tot goedkeuring van het individueel strategisch plan niet aan de aanvrager is meegedeeld, wordt de aanvraag tot goedkeuring van het individueel strategisch plan geacht van rechtswege ontvankelijk te zijn.

Art. 193. Vanaf de datum van de beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag tot goedkeuring van het individuele strategische plan of, bij ontstentenis van een dergelijk beslissing, vanaf de datum van de stilzwijgende beslissing tot ontvankelijkheid overeenkomstig artikel 192, lid 5, zendt de administratie de beslissing tot goedkeuring of weigering van het individuele strategische plan binnen zestig dagen toe aan de aanvrager.

Indien het beslissing tot verlening of weigering tot goedkeuring aan het einde van de in het eerste lid bedoelde termijn niet aan de aanvrager is toegezonden, wordt de goedkeuringsaanvraag geacht van rechtswege te zijn afgewezen.

Art. 194. § 1. De goedkeuringsbeslissing van de administratie of, indien van toepassing, de bevoegde autoriteit na een administratief beroep :

- 1° bepaalt de geldigheidsduur ervan, die niet meer dan vijf jaar mag bedragen;
- 2° in voorkomend geval, identificeert de handelingen en documenten, ter uitvoering van het individueel strategisch plan, die onderworpen zijn aan informatie-, advies- of goedkeuringsprocedures overeenkomstig de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens artikel 181;
- 3° in voorkomend geval, voorziet in één of meer bijkomende voorwaarden die noodzakelijk geacht worden voor de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen, en in het bijzonder van het "Plan wallon des Déchets-Ressources » (Waals plan inzake afval en grondstoffen), die van toepassing zijn op de betrokken regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid;
- 4° in voorkomend geval, voorziet in de vaststelling van een zekerheid overeenkomstig hoofdstuk 4, afdeling 4.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, moet elke beslissing tot goedkeuring van het individueel strategisch plan die voorziet in een periode van minder dan vijf jaar worden gemotiveerd.

Met betrekking tot het eerste lid, 2° en 3°, als een bijkomende voorwaarde bestaat in het herhaaldelijk verrichten van handelingen of het produceren van documenten tijdens de geldigheidsduur van het individueel strategisch plan, wordt in de beslissing van de administratie of van de bevoegde autoriteit op administratief beroep de frequentie vermeld. Als een aanvullende voorwaarde bestaat uit het uitvoeren van handelingen of het overleggen van documenten die niet van terugkerende aard zijn, vermeldt de beslissing van de administratie of van de bevoegde autoriteit over een administratief beroep de toegestane tijd of de termijn waarbinnen aan de genoemde voorwaarde moet worden voldaan.

§ 2 Dit artikel is ook van toepassing tijdens de geldigheidsduur van het individueel strategisch plan dat is goedgekeurd door de administratie of door de bevoegde autoriteit na administratief beroep.

§ 3 Geen enkele bijkomende voorwaarde mag afwijken van of minder streng zijn dan dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen.

Art. 195. § 1. Tijdens de geldigheidsduur van het individuele strategische plan dat is goedgekeurd door de administratie of door de autoriteit die bevoegd is om kennis te nemen van een administratief beroep, kan de administratie het individuele strategische plan dat door haar of door de autoriteit die bevoegd is om kennis te nemen van een administratief beroep, op eigen initiatief aanvullen of wijzigen:

1° indien dit noodzakelijk wordt geacht om de naleving te waarborgen van de wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor het betrokken product;

2° indien zij van mening is dat de aanvullende voorwaarden die op grond van artikel 194 zijn opgelegd, niet langer geschikt zijn om de naleving van de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor het betrokken product te garanderen;

3° als zij een wijziging vaststelt in een van de essentiële gegevens uit het aanvraagdossier sinds de goedkeuring van het individueel strategisch plan.

Behoudens in bijzonder gemotiveerde spoedeisende gevallen wordt een beslissing tot wijziging van de in het eerste lid bedoelde goedgekeurde individueel strategisch plan genomen nadat de houder van de erkenning in de gelegenheid is gesteld zijn opmerkingen mondeling of schriftelijk kenbaar te maken.

De wijzigingsbeslissing wordt naar de erkenningshouder gestuurd.

§ 2 Tijdens de geldigheidsduur van het individueel strategisch plan goedgekeurd in eerste instantie of in administratief beroep, kan de houder van het goedgekeurde individueel strategisch plan op eigen initiatief de autoriteit van afgifte in eerste instantie verzoeken zijn goedgekeurd individueel strategisch plan te wijzigen wegens een of meer wijzigingen in een of meer essentiële gegevens van het aanvraagdossier die zich hebben voorgedaan sinds de afgifte van een dergelijk strategisch plan, met inbegrip van de beëindiging van de activiteit.

De artikelen 192 en 193 zijn van overeenkomstige toepassing op de in lid 1 bedoelde aanvraag tot wijziging van een erkenning.

Art. 196. Op straffe van niet-ontvankelijkheid kan elke houder van een individueel strategisch plan ten vroegste honderdtwintig dagen vóór het verstrijken van de looptijd van zijn goedgekeurd individueel strategisch plan een nieuwe aanvraag indienen tot goedkeuring van een individueel strategisch plan dat betrekking heeft op dezelfde regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid waarvoor hij reeds over een dergelijk strategisch plan beschikt.

Art. 197. § 1. Er kan administratief beroep worden ingesteld bij de bevoegde autoriteit op basis van een administratief beroep tegen beslissingen of het uitblijven van een beslissing van de administratie over het individuele strategische plan binnen de vastgestelde termijn.

Het recht om genoemd administratief beroep in te stellen wordt uitsluitend verleend aan de aanvrager van het individueel strategisch plan of de houder van het individueel strategisch plan, hierna "de verzoeker" genoemd.

Het administratief beroep schorst de beslissing van welk administratief beroep dan ook.

§ 2 Op straffe van niet-ontvankelijkheid moet het administratief beroep binnen een termijn van dertig dagen worden ingesteld:

1° vanaf de datum van ontvangst van de beslissing bedoeld in artikel 178, 192, 193, 194 of 195;

2° bij ontstentenis van een beslissing als bedoeld in 1°, vanaf het verstrijken van de termijn waarover de administratie beschikt om de beslissing te nemen.

§ 3. Op straffe van onontvankelijkheid wordt het administratief beroep ingeleid door een verzoek dat wordt ingediend volgens de modaliteiten bepaald bij of krachtens artikel 180. Tegelijkertijd zendt de verzoeker een afschrift van zijn verzoek aan de administratie.

Dit beroep wordt ondertekend en bevat minstens de volgende gegevens:

1° indien de verzoeker :

een natuurlijk persoon is: voor- en achternaam, geboortedatum, bedrijfsadres, telefoonnummer en e-mailadres en, optioneel voor de aanvrager, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon is :

haar naam of bedrijfsnaam, het adres van haar statutaire zetel en, facultatief voor de genoemde organisatie, haar telefoonnummer, haar e-mailadres, en, facultatief voor de verzoeker, het telefoonnummer en e-mailadres van een andere contactpersoon of -dienst;

de voornaam, achternaam en functie van de persoon die door de betrokken rechtspersoon is gemachtigd om het beroep in te stellen;

2° in voorkomend geval, het inschrijvingsnummer van de verzoeker bij de Kruispuntbank van Ondernemingen of, bij gebreke daarvan, zijn identificatienummer bij elk ander gelijkaardig handels- of beroepsregister, in voorkomend geval uitgegeven krachtens een buitenlandse wetgeving of reglementering;

3° het voorwerp, de datum en het afschrift van de beslissing waarvan administratief beroep;

4° de middelen die ingezet worden tegen de beslissing van welk administratief beroep.

§ 4 Binnen dertig dagen na ontvangst van het verzoek door de autoriteit die bevoegd is om administratieve beroepen te horen, stuurt deze autoriteit de verzoeker een ontvangstbevestiging van het verzoek.

§ 5 De bevoegde autoriteit voor administratief beroep stuurt de beslissing over het administratief beroep naar de aanvrager binnen negentig dagen na de datum van verzending van de ontvangstbevestiging van het verzoek.

De beslissing op administratief beroep vervangt de goedkeuringsbeslissing van de administratie of, bij gebrek aan een dergelijke beslissing, de stilzwijgende beslissing van de administratie van rechtswege.

§ 6 Na het verstrijken van de in paragraaf 5 bedoelde termijn wordt, indien de beslissing op het administratief beroep niet aan de verzoeker is toegezonden, de beslissing op het administratief beroep of, bij ontstentenis daarvan, de stilzwijgende afwijzende beslissing in eerste aanleg van rechtswege bevestigd.

TITEL 3 — *algemene bepalingen*HOOFDSTUK 1. — *Administratieve en strafrechtelijke bepalingen**Afdeling 1 — Herstel- en veiligheidsmaatregelen*

Art. 198. § 1. Wanneer de aanwezigheid van afval een ernstige bedreiging kan vormen voor de mens of het milieu, kan de Regering alle passende maatregelen nemen om het gevaar te voorkomen of weg te nemen. Zij kan de overbrenging van het afval bevelen naar een plaats die zij aanwijst in overeenstemming met de bepalingen van het "Plan wallon des Déchets-Ressources » (Waaals plan inzake afval en grondstoffen)

De Regering kan de houder van het afval en, indien het afval werd achtergelaten, gestort of op onregelmatige wijze beheerd, elke persoon die zij aanwijst en die aan de onregelmatigheid heeft deelgenomen, bevelen de plaats te herstellen binnen de termijn en onder de voorwaarden die door de Regering zijn vastgesteld.

Als deze persoon of personen de opgelegde maatregelen niet binnen de gestelde termijn nemen, kan de Regering de SPAQuE belasten met de ambtshalve uitvoering van de sanering, die wordt uitgevoerd op kosten van de persoon of personen die in gebreke zijn gesteld. Bovendien kan de Regering van de in dit lid bedoelde personen een waarborg eisen ten gunste van de administratie, volgens één van de procedures van artikel 55 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunningen, ten belope van het bedrag bepaald door de administratie en overeenstemmend met de geraamde kosten voor de overheid van de uitvoering van de dwangmaatregelen.

De Regering verwittigt de persoon of personen die een zekerheid moeten stellen bij aangetekend schrijven en wijst ze op het bedrag en de mogelijke wijzen van betaling. Indien binnen acht dagen geen zekerheid is gesteld, betekent de Regering aan de houder, de overeenkomstig lid 2 aangewezen persoon of personen, een dagvaarding om binnen vierentwintig uur te betalen op straffe van executie door middel van beslaglegging.

Het stellen van een zekerheid waarvan het bedrag onvoldoende is, ingevolge de betekening van een dwangbevel, is geen beletsel voor de voortzetting van de vervolgingen.

Na afloop van de beveltermijn kan de Regering laten overgaan tot de inbeslagneming, die uitgevoerd wordt op de wijze waarin het Gerechtelijk Wetboek voorziet.

Bij volmacht van de Regering kan de administratie namens het Waals Gewest de maatregelen nemen of de acties uitvoeren waarin dit artikel voorziet.

§ 2 De Regering of de Burgemeester kan een beroep doen op de ordediensten en de diensten voor civiele bescherming om alle nuttige maatregelen te nemen om het gevaar te voorkomen of te verhelpen en om de verwijdering en het vervoer van afval alsook de veiligheid van deze handelingen te verzekeren. Hij dient daartoe een verzoek in bij de bevoegde leden van de federale Regering.

§ 3 De Regering gelast de gemeentelijke overheden ook om alle technische en menselijke middelen in te zetten die nodig zijn om de door de Regering gecompenseerde maatregelen tot een goed einde te brengen en om de betrokken bevolkingsgroepen te informeren.

§ 4. De krachtens dit artikel genomen maatregelen gelden als milieuvergunning, globale vergunning, stedenbouwkundige vergunning, aangifte van vestiging van klasse 3 in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en zijn uitvoeringsmaatregelen.

§ 5. De Regering geeft de gewestelijke administratie kennis van de maatregelen genomen overeenkomstig dit artikel.

Afdeling 2 — Erkenningscommissie inzake afval

Art. 199. § 1. Er wordt een Erkenningscommissie inzake afval opgericht.

In het bijzonder is zij verantwoordelijk voor het uitbrengen van adviezen over alle aanvragen voor een erkenning voor het verzamelen, verhandelen of bemiddelen van gevaarlijke afval of voor het vervoer van gevaarlijke afval.

De Regering kan elke kwestie met betrekking tot het verlenen van erkenningen voor afval voor advies voorleggen aan de Erkenningscommissie inzake afval.

§ 2 Onverminderd het decreet van 27 maart 2014 ter bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen, is de Erkenningscommissie inzake afval samengesteld uit:

1° de directeur-generaal van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu of zijn afgevaardigde die de Commissie voorziet;

2° de inspecteur-generaal van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Administratie of zijn afgevaardigde;

3° de inspecteur-generaal van het Departement Vergunningen en Toelatingen of zijn afgevaardigde;

4° de inspecteur-generaal van het Departement Leefmilieu en Water of zijn afgevaardigde;

5° de inspecteur-generaal van het Departement Ordehandhaving en Controles of zijn afgevaardigde;

6° drie personen gekozen krachtens hun bijzondere wetenschappelijke bevoegdheid met name op de volgende gebieden : chemische techniek, toxicologie en landbouwkunde;

7° een vertegenwoordiger van het "Institut scientifique de service public" (Openbaar Wetenschappelijk Instituut) (ISSEP);

8° een secretaris gekozen uit de administratie.

De leden van de in het eerste lid, 6° tot en met 8°, bedoelde Erkenningscommissie inzake afval worden voor een termijn van zes jaar benoemd door de Regering. Hun mandaat is hernieuwbaar bij het verstrijken van de termijn.

Wanneer het mandaat voortijdig wordt beëindigd, benoemt de Regering een plaatsvervanger die het lopende mandaat voleindigt.

Alle leden van de Erkenningscommissie inzake afval hebben stemrecht, met uitzondering van de secretaris.

De Erkenningscommissie is slechts geldig samengesteld als ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is. Adviezen worden gegeven bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 3 De Erkenningscommissie inzake afval kan de aanvrager of de houder van de erkenning, alsmede elke andere persoon die zij nuttig acht, oproepen en horen.

Behoudens andersluidende of specifieke bepalingen in dit decreet of in de uitvoeringsbepalingen ervan, brengt de Erkenningscommissie inzake afval haar advies uit binnen een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de dag waarop de aanvraag haar is voorgelegd. Na deze termijn wordt de procedure voortgezet.

Als de Erkenningscommissie inzake afval een gunstig advies uitbrengt, kan zij voorwaarden voor de uitvoering van activiteiten voorstellen, met name met betrekking tot financiële garanties.

Afdeling 3 — Adviescommissie inzake administratief beroep betreffende uitgebreide producentenverantwoordelijkheid

Art. 200. § 1. Er wordt een "Adviescommissie voor administratieve beroepen inzake betreffende uitgebreide producentenverantwoordelijkheid opgericht, hierna "Adviescommissie genoemd.

De Adviescommissie brengt advies uit aan de Regering over administratieve beroepen die worden ingesteld tegen alle administratieve beslissingen betreffende een individueel strategisch plan of erkenning op dit gebied.

§ 2 Onverminderd het decreet van 27 maart 2014 ter bevordering van een evenwichtige vertegenwoordiging van mannen en vrouwen in de adviesorganen, is de Adviescommissie samengesteld uit:

1° een vertegenwoordiger van de Minister-President, die het voorzitterschap waarneemt;

2° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het afvalbeleid;

3° een vertegenwoordiger van de Minister bevoegd voor het economisch beleid.

Elke vertegenwoordiger is stemgerechtigd.

§ 3 De leden van de adviescommissie kunnen zich laten bijstaan door een of meer personen van hun keuze.

Deze persoon of personen zijn niet stemgerechtigd.

§ 4. De Adviescommissie is slechts geldig samengesteld als ten minste de helft van de stemgerechtigde leden aanwezig is. Adviezen worden gegeven bij gewone meerderheid van de aanwezige leden. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

§ 5 De adviescommissie kan de aanvrager en elke andere persoon die zij nuttig acht oproepen en horen.

§ 6. De Regering bepaalt de samenstelling en de werkwijze van de Adviescommissie.

De leden van de Adviescommissie worden benoemd door de Regering.

Afdeling 4 — Gemeenschappelijke administratieve bepalingen

Art. 201. De administratie of elke andere bevoegde autoriteit waarnaar in of krachtens dit besluit wordt verwezen, kan alle aanvullende informatie of documenten opvragen die zij nuttig acht voor het onderzoek van de aanvragen en de controle van de vergunningen, met name erkenningen en registraties, waarnaar in of krachtens dit decreet wordt verwezen.

Daartoe kan de administratie of elke andere bevoegde autoriteit waarnaar wordt verwezen bij of krachtens dit decreet, in het bijzonder de datum van overlijden van een natuurlijke persoon opvragen bij de bevoegde administratieve diensten.

Art. 202. § 1. Alle persoonsgegevens, hierna "informatie" genoemd, die worden verzameld of meegedeeld in het kader van artikel 8, §§ 3, 4 en 6, artikel 9, §§ 5 en 6, artikel 44, artikel 45, § 2, artikel 53, § 3, artikel 70, artikelen 82 tot 120, artikel 129, artikelen 138 tot 143, artikel 161, artikel 166, artikelen 172 tot 197, en hun uitvoeringsmaatregelen, aan de administratie, de bevoegde autoriteit, de autoriteit van afgifte in eerste instantie, de bevoegde autoriteit in administratief beroep of de Regering, hetzij in digitaal formaat, hetzij op papier, worden verwerkt voor de volgende doeleinden:

1° de naleving van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan, in het bijzonder de behandeling van aanvragen voor erkenningen, registraties of andere administratieve beslissingen, alsook de daarmee verband houdende administratieve opvolging en controle;

2° indien het beschikken over een milieuvergunning of een aangifte van vestiging van klasse 3 als voorwaarde wordt gesteld voor het verlenen van een erkenning, registratie of enig ander administratief besluit bedoeld bij of krachtens dit decreet, het toezicht op de naleving van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

3° de naleving van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, in het bijzonder de controles om ervoor te zorgen dat de houder van een vergunning, registratie of elke andere administratieve beslissing bedoeld in of krachtens dit decreet, de verplichtingen naleeft die op hem van toepassing zijn krachtens voornoemd fiscaal decreet;

4° het beheer van geschillen, de uitvoering van rechterlijke beslissingen en de invordering van bedragen met betrekking tot afval, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid in het kader van de wet- en regelgeving bedoeld in 1° tot 3°;

5° de voorbereiding of ontwikkeling van het Waals plan inzake afval en grondstoffen, wetgeving of reglementering met betrekking tot afval;

6° de naleving van internationale, Europese of interregionale verplichtingen. Voor elke administratieve procedure die zij instelt bij of krachtens dit besluit, kan de Regering het doel of de doelen van de verwerking, vermeld in paragraaf 1, 1° tot 6°, specificeren.

§ 2 De administratie of elke andere daartoe door de Regering aangewezen bevoegde autoriteit is de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 4, 7), van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

Met betrekking tot titel 1, hoofdstuk 6, van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen daarvan, vallen de gegevens die door de autoriteit van afgifte in eerste instantie en door de bevoegde autoriteit in administratief beroep worden verzameld in het kader van de erkennings- of registratieprocedures waarin het genoemde hoofdstuk voorziet, onder de verantwoordelijkheid van deze laatste. Aan het einde van een administratieve beroepsprocedure zendt de voor het administratieve beroep verantwoordelijke autoriteit onverwijld alle in de loop van die procedure verzamelde gegevens toe aan de autoriteit van afgifte in eerste instantie.

Betreffende titel 2 van dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan :

1° de informatie die door de administratie en door de administratieve beroepsinstantie wordt verzameld in het kader van de procedures met betrekking tot het individueel strategisch plan, valt onder de verantwoordelijkheid van deze laatste;

2° de informatie die door de administratie en door de Regering wordt verzameld in het kader van de procedures met betrekking tot de erkenning van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid, valt onder de verantwoordelijkheid van deze laatste.

Aan het einde van een administratieve beroepsprocedure zendt de voor het administratieve beroep verantwoordelijke autoriteit of de Regering onverwijld alle in de loop van die procedure verzamelde gegevens toe aan de administratie.

§ 3 De in paragraaf 2 bedoelde informatie wordt door de voor de verwerking verantwoordelijke bewaard gedurende ten hoogste vijf jaar, te rekenen vanaf de dag volgend op het verstrijken van de geldigheidsduur van de door de betrokkene gevraagde toestemming, registratie of enig ander administratief besluit, het besluit tot niet-ontvankelijkheid of weigering of, in geval van een rechtsgeschil of terugvorderingssituatie, het laatste in kracht van gewijsde gegane rechterlijke vonnis of enige andere uitvoerbare titel. Deze informatie kan, mits zij vooraf is geanonimiseerd, worden gebruikt voor statistische doeleinden of om het afvalbeheerbeleid te verbeteren.

In afwijking van het eerste lid, in het kader van artikel 8, §§ 3, 4 en 6, en artikel 9, §§ 5 en 6, en de uitvoeringsmaatregelen daarvan, worden de gegevens bedoeld in paragraaf 2 door de verantwoordelijke voor de verwerking bewaard gedurende ten hoogste tien jaar, te rekenen vanaf de datum waarop het door de betrokkene gevraagde administratieve besluit verstrijkt, het besluit tot niet-ontvankelijkheid of weigering of, in geval van een gerechtelijk geschil of een invorderingssituatie, de laatste gerechtelijke beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan of een andere uitvoerbare titel. Deze informatie kan, mits zij vooraf is geanonimiseerd, worden gebruikt voor statistische doeleinden of om het afvalbeheerbeleid te verbeteren.

Art. 203. § 1. Wanneer verschillende erkenningen, verschillende registraties, verschillende gebruikscertificaten of verschillende andere toelatingen of administratieve beslissingen met een individuele draagwijdte van dezelfde persoon worden geëist of door die persoon worden aangevraagd in toepassing van dit besluit en zijn uitvoeringsmaatregelen, kan de Regering het verlenen van een eenmalige erkenning, een eenmalige registratie of elke andere toelating of administratieve beslissing met een individuele draagwijdte regelen.

§ 2 Wanneer het bijhouden van meerdere registers, meerdere opvolgingslijsten of het invullen van meerdere aangiften van eenzelfde persoon wordt vereist of door hem wordt gevraagd in toepassing van dit decreet en zijn uitvoeringsmaatregelen, kan de Regering het bijhouden van een eenmalig register, eenmalige opvolgingsfiche of aangifte regelen.

§ 3 Wanneer de Regering de administratieve procedures vastlegt krachtens dit decreet, neemt de Regering maatregelen om de elektronische communicatie tussen gebruikers en de overheid te bevorderen.

Afdeling 5 — Strafbepalingen

Art. 204. Er wordt een overtreding van tweede categorie in de zin van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die:

- 1° de aard van het afval verbergt;
- 2° niet in overeenstemming is met de door de Regering krachtens artikel 8, § 2, vastgestelde bepalingen;
- 3° niet in overeenstemming is met de bepalingen die krachtens artikel 8, § 3, door de Regering of door de daartoe aangewezen bevoegde autoriteit zijn vastgesteld en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;
- 4° niet in overeenstemming is met de door de Regering krachtens artikel 9, § 2, vastgestelde bepalingen;
- 5° niet in overeenstemming is met de bepalingen die krachtens artikel 9, § 4, door de Regering of door de daartoe aangewezen bevoegde autoriteit zijn vastgesteld en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;
- 6° niet in overeenstemming is met artikel 9, § 5;
- 7° niet in overeenstemming is met artikel 22, § 1, 8°, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 7° niet in overeenstemming is met de artikelen 24 tot 27 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 7° niet in overeenstemming is met artikel 28 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 10° niet voldoet aan artikel 33, 1°, in het kader van de normale bedrijfsuitoefening;
- 11° niet in overeenstemming is met artikel 33, 1°, zodanig dat het milieu en, in voorkomend geval, de menselijke gezondheid in gevaar zijn of kunnen worden gebracht;
- 12° niet voldoet aan artikel 33, 1°, op zodanige wijze dat het welzijn en, in voorkomend geval, het leven van het dier in gevaar zijn of kunnen worden gebracht;
- 13° niet in overeenstemming is met artikel 33, 1°, in een andere context dan bedoeld in 10° en op een andere wijze dan bedoeld in 11° en 12°;
- 14° niet in overeenstemming is met artikel 33, 2;
- 15° niet in overeenstemming is met artikel 34 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 16° niet in overeenstemming is met artikel 40 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 17° niet in overeenstemming is met artikel 42 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 18° niet in overeenstemming is met artikel 45 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 19° niet in overeenstemming is met artikel 47, §§ 1 tot 3, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 20° de bij artikel 47, §§ 4 en 5, en de uitvoeringsmaatregelen ervan voorgeschreven bewijzen niet kan leveren bij een onderzoek door een of meer vaststellende beambten in de zin van boek I van het milieuwetboek of door een of meer leden van de lokale en federale politie;
- 21° niet in overeenstemming is met artikel 49 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;
- 22° niet in overeenstemming is met artikel 51;
- 23° een gemeente of een vereniging van gemeenten is die zich niet voegt naar de bepalingen vastgesteld door de Regering krachtens artikel 60, § 2, eerste lid, 4°;

24° een publiekrechtelijke rechtspersoon is die, rechtstreeks of onrechtstreeks, met name via een andere rechtspersoon, een of meer van de in artikel 63 bedoelde handelingen verricht zonder aan alle in dat artikel genoemde voorwaarden te voldoen;

25° niet in overeenstemming is met de artikelen 70 en 71 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

26° niet in overeenstemming is met de artikelen 72 en 73 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

27° niet voldoet aan de bepalingen die de Regering krachtens artikel 82 heeft vastgesteld voor de uitoefening van een soort afvalactiviteit die onderworpen is aan een vergunnings- of registratieplicht ter zake;

28° niet in overeenstemming is met artikel 83, §§ 1 tot 3;

29° niet in overeenstemming is met artikel 104 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

30° indien hij door de Regering verplicht wordt gesteld krachtens artikel 124, § 2, eerste lid, 7°, voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die erop betrekking hebben, niet in overeenstemming is met artikel 129, § 2, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

31° niet in overeenstemming is met artikel 131 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

32° niet in overeenstemming is met de artikelen 133 en 134 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

33° niet in overeenstemming is met artikel 136, § 1, lid 1 en 3, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

34° indien hij door de Regering toepasselijk wordt gesteld krachtens artikel 121, § 3, 2°, a), voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die erop betrekking hebben, niet in overeenstemming is met artikel 136, § 2, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

35° niet in overeenstemming is met artikel 137, § 1, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

36° niet in overeenstemming is met artikel 143 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

37° indien hij verplicht wordt gesteld door de Regering krachtens artikel 121, § 3, 2°, voor de regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die er betrekking op hebben, niet voldoet aan :

artikel 144 en zijn uitvoeringsmaatregelen;

artikel 146 en zijn uitvoeringsmaatregelen;

artikel 148 en zijn uitvoeringsmaatregelen;

artikel 149 en zijn uitvoeringsmaatregelen;

artikel 154, § 1, eerste lid, 1°, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

artikel 160, eerste lid, 1°, 2°, 4°, 5° en 9°, en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

de artikelen 164 tot 171 en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

38° een erkende organisatie is voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten en niet voldoet aan artikel 172, lid 2, met inbegrip van de numerieke limieten en de maatregelen die van toepassing zijn in geval van overschrijding overeenkomstig de wetgeving of boekhoudkundige voorschriften die op haar van toepassing zijn;

39° niet in overeenstemming is met artikel 174, §§ 1, 2 en 3, 1°.

Met betrekking tot het eerste lid, 12°, mag de administratieve of strafrechtelijke geldboete niet minder bedragen dan 1.000 euro.

Art. 205. Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die:

1° niet in overeenstemming is met artikel 9, § 6;

2° niet in overeenstemming is met artikel 83, § 4;

3° niet in overeenstemming is met artikel 105;

4° niet in overeenstemming is met artikel 138;

5° niet in overeenstemming is met artikel 174, § 5;

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen betreffende de omzetting en uitvoering van bepalingen die voortvloeien uit internationale verdragen

Afdeling 1 — Kennisgeving en mededeling van de gegevens

Art. 206. De Regering of de door haar daartoe aangewezen instantie stelt de Europese Commissie via de passende kanalen in kennis van ten minste :

1° de gedetailleerde criteria vastgesteld krachtens artikel 8, tweede lid, overeenkomstig Richtlijn (EU) nr. 2015/1535, indien dit vereist is;

2° de gedetailleerde criteria vastgesteld krachtens artikel 9, § 2, overeenkomstig Richtlijn (EU) nr. 2015/1535, indien dit vereist is;

3° de gevallen waarin afval als gevaarlijk wordt beschouwd hoewel het niet als zodanig voorkomt op de Europese lijst van afvalstoffen bedoeld in artikel 7, § 1, van Richtlijn 2008/98/EG, en verstrekt zij alle relevante informatie aan de Europese Commissie;

4° de gevallen waarin afval als niet-gevaarlijk worden beschouwd hoewel het als gevaarlijk is aangeduid op de Europese lijst van afval bedoeld in artikel 7, § 1 van Richtlijn 2008/98/EG, en levert de Europese Commissie de nodige bewijzen;

5° het Waals plan inzake afval en grondstoffen en elke belangrijke herziening van dit plan;

6° de krachtens artikel 23 vastgestelde bepalingen, overeenkomstig Richtlijn (EU) nr. 2015/1535, indien vereist door die richtlijn;

7° de bepalingen aangenomen krachtens artikel 46, § 1;

8° de volledige voorwaarden vastgesteld overeenkomstig artikel 76, § 2;

9° de bepalingen aangenomen krachtens artikel 124, § 2, eerste lid, 2°.

Afdeling 2 — Verwijzingen naar Europees recht

Art. 207. De verwijzingen in de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen die van kracht zijn in het Waals Gewest naar de richtlijnen die zijn opgeheven bij :

- 1° Richtlijn 2006/66/EG gelden als verwijzingen naar die Richtlijn;
- 2° Richtlijn 2008/98/EG gelden als verwijzingen naar die Richtlijn;
- 3° Richtlijn 2012/19/EG gelden als verwijzingen naar die Richtlijn.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen**Afdeling 1 — Dossierrechten- en administratiekosten*

Art. 208. § 1. Wanneer in het kader van dit decreet of de uitvoeringsmaatregelen ervan naar dit artikel wordt verwezen, wordt aan elke natuurlijke of rechtspersoon vrijstelling van dossierrecht verleend op grond van de indiening van een aanvraag, met inbegrip van een administratief beroep. Dit dossierrecht is verschuldigd op de datum van indiening van de genoemde aanvraag, inclusief administratief beroep.

Wanneer een dergelijk dossierrecht van toepassing is, is de ontvankelijkheid van de betrokken aanvraag afhankelijk van de overlegging van een bewijs van betaling.

§ 2 Voor elk type aanvraag, met inbegrip van administratieve beroepen, voortvloeiend uit een administratieve procedure ingesteld bij of krachtens dit decreet dat zij bepaalt, kan de Regering de voorwaarden vaststellen voor de inning en vrijstelling van het(de) dossierrecht(en).

§ 3 Het minimumbedrag van het in paragraaf 1 bedoelde dossierrecht is 25 euro.

Voor elk type aanvraag, met inbegrip van administratief beroep, voortvloeiend uit een administratieve procedure ingesteld bij of krachtens dit decreet dat zij bepaalt, kan de Regering het bedrag van het dossierrecht, vermeld in het eerste lid, verhogen tot een maximumbedrag van 1.000 euro.

§ 4. De opbrengst van de dossierrechten bedoeld in dit artikel wordt integraal gestort in het "Fonds pour la gestion des déchets" (Fonds voor afvalbeheer) bedoeld in artikel 44 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen

Afdeling 2 — Indexering van dossierrechten, administratieve kosten en retributies

Art. 209. § 1. Met ingang van het referentiekalendarjaar volgend op dat waarin dit besluit in werking treedt, worden de bedragen van alle aanvraagkosten, administratieve kosten en retributies, en in voorkomend geval hun kortingen of vrijstellingen, voorzien bij of krachtens dit besluit, jaarlijks aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

De aanpassing gebeurt aan de hand van de coëfficiënt die wordt verkregen door het gemiddelde van de prijsindexen van de consumentenprijzen voor de maanden januari tot en met december van het jaar voorafgaand aan het jaar dat de aansprakelijkheidsperiode omvat, te delen door het gemiddelde van de prijsindexen voor 2019. Voor de berekening van de coëfficiënt wordt er afgerond als volgt :

- 1° het gemiddelde van de indexcijfers wordt afgerond naar het hogere of lagere honderdste van een punt naargelang het cijfer van de duizendsten van een punt al dan niet 5 bereikt;
- 2° de coëfficiënt wordt naar het hogere of lagere duizendste afgerond naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al dan niet 5 bereikt.

Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen naar de hogere of lagere honderdste van een euro afgerond naargelang het cijfer van de duizendsten al dan niet 5 bereikt.

§ 2 De administratie publiceert in het *Belgisch Staatsblad* de bedragen van de dossierrechten, administratieve kosten en retributies zoals aangepast overeenkomstig dit artikel.

In afwijking van lid 1 kan de Regering de gemeente, in plaats van de in lid 1 bedoelde administratie, opdragen de bedragen van bepaalde door haar vastgestelde retributies bekend te maken. In dat geval maakt de gemeente de genoemde bedragen ten minste bekend door aanplakking op de wijze als bepaald in artikel L1133-1 van het Wetboek van de Plaatselijke Democratie en de Decentralisatie. Artikel L1133-2 van dat Wetboek is van overeenkomstige toepassing.

Afdeling 3 — Codificatie van de afvalstoffenwetgeving

Art. 210. De Regering kan de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen betreffende afval codificeren, daarbij rekening houdend met de uitdrukkelijke of stilzwijgende wijzigingen die deze bepalingen bij de codificatie hebben ondergaan.

Daartoe kan ze:

- 1° de volgorde, de nummering en in het algemeen de presentatie van de te codificeren bepalingen wijzigen;
- 2° de eventuele verwijzingen in de te consolideren bepalingen aanpassen aan de nieuwe nummering;
- 3° de formulering van de te codificeren bepalingen wijzigen en deze zodanig verdelen dat de onderlinge samenhang wordt gewaarborgd, alsmede de terminologie die in deze bepalingen wordt gebruikt eenvormig maken, zonder afbreuk te doen aan de beginselen die in deze bepalingen zijn vervat;
- 4° de titel van de codificatie hernoemen en nummeren.

Onder voorbehoud van de door de Regering krachtens paragraaf 2, 4°, genomen maatregelen, zal de codificatie één van de boeken van het Milieuwetboek vormen met volgend opschrift: "Boek betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid".

Ze treedt in werking op de datum van haar bevestiging bij decreet.

*Afdeling 4 — Wijzigings- en opheffingsbepalingen**Afdeling 1 — Boek I van het Milieuwetboek*

Art. 211. In artikel D.29-1, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° er wordt een punt 4°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 4°/1 het “Plan wallon des Déchets-Ressources » (Waals plan inzake afval en grondstoffen) voorzien in het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid, met inbegrip van elke herziening van voornoemd plan;”;

2° de nummers 5° en 7° worden opgeheven.

Art. 212. In artikel D.46, eerste lid, van hetzelfde Boek I van het Milieuwetboek wordt punt 1° opgeheven.

Art. 213. In artikel D.138, eerste lid, van hetzelfde boek van het Milieuwetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt een 9°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“ 9°/1 het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid;”.

Art. 214. In artikel D.141, § 1, van hetzelfde Boek van het Milieuwetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, wordt punt 12° aangevuld met een streepje, luidend als volgt:

“voor de inbreuken bedoeld in artikel 204, 10° tot 13°, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid, en voor zover de illegale afvalstorting gepaard gaat met ernstige aanwijzingen dat de bodemverontreiniging de drempelwaarden of achtergrondconcentraties overschrijdt of dreigt te overschrijden wanneer deze hoger zijn dan de drempelwaarden in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en de uitvoeringsmaatregelen ervan, het invoeren en uitvoeren van een herstelplan voor de plaats van de illegale afvalstorting overeenkomstig deel IX van dit Boek. ”.

Art. 215. In deel VIII, titel III, hoofdstuk II, van hetzelfde boek van het Milieuwetboek wordt een afdeling 1 ingevoegd waarin de artikelen D.160 tot en met D.163, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, met als opschrift “Algemene bepalingen”, worden opgenomen.

Art. 216. In deel VIII, Titel III, hoofdstuk II, van hetzelfde Milieuwetboek, vervangen door het decreet van 6 mei 2019, wordt een afdeling 2 ingevoegd met als titel “Bijzondere bepalingen inzake afval”.

Art. 217. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in afdeling 2, ingevoegd bij artikel 216, een artikel D.163/1 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. D.163/1. Inspecties betreffende inzamelings- en vervoershandelingen hebben minstens betrekking op de oorsprong, de aard, de hoeveelheid en de bestemming van de ingezamelde en vervoerde afvalstoffen.

De personeelsleden mogen rekening houden met registraties die zijn verkregen volgens de regeling van het Communautair milieubeheer- en milieu-auditsysteem (EMAS), of volgens elk ander referentiesysteem voor milieumanagement, in het bijzonder wat betreft de frequentie en de intensiteit van de inspecties.”.

Art. 218. In artikel D.174, § 4, tweede lid, van hetzelfde Boek van het Milieuwetboek, vervangen bij het decreet van 6 mei 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

punt 1° wordt vervangen als volgt:

“ 1° de overtredingen van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid;”.

de punten 2° en 9° worden opgeheven.

Art. 219. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek, wordt een artikel D.183bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.183bis. Er wordt een overtreding van tweede categorie begaan door degene die artikel D.239, § 2 overtreedt.”.

Art. 220. In hetzelfde Milieuwetboek wordt een deel IX met als opschrift “Sanering van illegale afvalstortplaatsen” ingevoegd.

Art. 221. In hetzelfde Milieuwetboek wordt in deel IX, ingevoegd bij artikel 220, een Titel 1 met als opschrift “Algemene bepalingen” ingevoegd.

Art. 222. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 1, ingevoegd bij artikel 221, een artikel D.223 ingevoegd, dat als volgt luidt:

“Art. D.223. § 1. In de zin van dit hoofdstuk wordt onder “gewestelijke administratie” verstaan de door de Regering aangewezen administratieve dienst of diensten.

§ 2 Alle andere termen die in deze titel worden gebruikt, moeten worden verstaan in de zin van:

1° het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid;”.

2° het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering.”.

Art. 223. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 1, ingevoegd bij artikel 221, een artikel D.224 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.224. § 1. Op voorwaarde dat er sprake is van minstens één illegale afvalstorting en er ernstige aanwijzingen zijn dat de bodemverontreiniging de drempelwaarden of achtergrondconcentraties overschrijdt of dreigt te overschrijden wanneer deze hoger zijn dan de drempelwaarden in de zin van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en de uitvoeringsmaatregelen ervan, kan dit hoofdstuk van toepassing zijn :

1° bij beslissing van de burgemeester of de vaststellende beambte bedoeld in artikel D.146, genomen overeenkomstig artikel D.169;

2° op voorstel van de sanctionerende ambtenaar overeenkomstig artikel D.173;

3° op voorstel van de vaststellende ambtenaar overeenkomstig artikel D.174;

4° bij beslissing van de rechter overeenkomstig artikel D.185;

5° bij beslissing van de sanctionerende ambtenaar overeenkomstig artikel D.201;

6° op initiatief van elke persoon die een zakelijk recht heeft op de betrokken grond.

§ 2 Dit hoofdstuk doet geen afbreuk aan de bevoegdheden van plaatselijke overheden met betrekking tot algemene administratieve politimaatregelen, in het bijzonder met betrekking tot de volksgezondheid en de openbare veiligheid.”.

Art. 224. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 1, ingevoegd bij artikel 221, een artikel D.225 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.225. Het herstelplan voor illegale afvalstorting is gericht op :

1° de volledige verwijdering van het zwerfvuil van de illegale afvalstortingsplaatsen en het beheer ervan overeenkomstig het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid en de uitvoeringsmaatregelen ervan; en;

2° het beheer en de sanering van de bodem aangetast door de aanwezigheid van zwerfvuil overeenkomstig het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en de uitvoeringsmaatregelen ervan, onder voorbehoud van de artikelen D.226 tot en met D.232 van dit Boek.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, indien het met de beste beschikbare technieken onmogelijk of uiterst moeilijk blijkt om alle of een deel van het zwerfvuil van de illegale afvalstortingsplaatsen te verwijderen, heeft de sanering van de plaatsen ten minste tot doel een gebruik mogelijk te maken dat bepaald wordt door de huidige of toekomstige feitelijke en juridische situatie van de grond, en een ernstige bedreiging voor het milieu en de menselijke gezondheid weg te nemen.”.

Art. 225. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 1, ingevoegd bij artikel 221, een artikel D.226 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.226. Elk herstelplan in de zin van dit hoofdstuk wordt opgesteld door een deskundige erkend overeenkomstig het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en de uitvoeringsmaatregelen ervan

Elke houder van een herstelplan dat met of zonder voorwaarden is goedgekeurd, houdt een afvalstoffenregister bij dat uitsluitend gewijd is aan afval dat wordt afgevoerd van illegale afvalstortingsplaatsen overeenkomstig de artikelen 72 en 73 van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid en de uitvoeringsmaatregelen ervan.”.

Art. 226. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in deel IX, ingevoegd bij artikel 220, een Titel 2 met als opschrift “Procedure” ingevoegd.

Art. 227. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 2, ingevoegd bij artikel 226, een artikel D.227 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.227. § 1. Met betrekking tot de berekening van de termijnen:

1° is de dag van verzending of ontvangst die het beginpunt van een termijn is, niet in die termijn begrepen;

2° is de dag waarop een termijn verstrijkt, in de termijn begrepen..

In afwijking van lid 1, 2°, wordt, wanneer de dag waarop een termijn verstrijkt een zaterdag, een zondag of een feestdag is, de dag waarop de termijn verstrijkt, verschoven naar de eerstvolgende werkdag.

§ 2 Alle in dit hoofdstuk bedoelde termijnen worden van rechtswege geschorst van 16 juli tot en met 15 augustus en van 24 december tot en met 1 januari.

In geval van schorsing van de in lid 1 bedoelde termijn worden de termijnen voor verzending en verstrijken verlengd met de duur van de schorsing of verlenging.

§ 3. Tenzij anders of specifiek bepaald in dit hoofdstuk of de uitvoeringsmaatregelen ervan, wordt elke zending die onder en krachtens dit hoofdstuk valt, uitgevoerd via een van de volgende twee communicatiemethoden:

1° op papier door :

1° per ter post aangetekend schrijven met bericht van ontvangst;

per elke soortgelijke formule waarmee vaste datum aan de verzending en aan de ontvangst van de akte gegeven kan worden, ongeacht de distributiedienst ;

per neerlegging tegen ontvangstbewijs.

2° hetzij via de geauthentificeerde elektronische weg.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, *b*), en 2°, kan de Regering de procédés of methoden bepalen die zij erkent om aan de verzending en de ontvangst van een stuk een zekere datum te geven.”.

Art. 228. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 2, ingevoegd bij artikel 226, een artikel D.228 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.228. § 1. Elke aanvraag voor goedkeuring van een herstelplan moet ten minste alle volgende informatie bevatten:

1° indien de aanvrager :

een natuurlijke persoon is : de achternaam, voornaam, geboortedatum en het adres van de aanvrager en, facultatief voor de aanvrager, het telefoonnummer van een contactpersoon of -dienst;

een rechtspersoon is: de naam of bedrijfsnaam, de rechtsvorm, het adres van de statutaire zetel en de naam, voornaam, adres en hoedanigheid van de persoon die gemachtigd is om het verzoek in te dienen en, optioneel voor de aanvrager, het telefoonnummer van een contactpersoon of -dienst;

2° de ligging van het grondstuk waarop de illegale afvalstorting plaatsvindt, met inbegrip van :

adres, plaats en oppervlakte;

de kadastrale kaart die het perceel identificeert;

de naam van het (de) kadastrale perceel(en) waarop de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan betrekking heeft;

de planologische toewijzing in het gewestplan of gemeentelijk ontwikkelingsplan en de locatie van het perceel op het gewestplan;

de huidige bezetting van de locatie en de directe omgeving, in het bijzonder de habitat en het type vegetatie;

een situatieplan met opgave van de bij het plan betrokken percelen op een topografische kaart op schaal 1/10.000e en hun Lambert-coördinaten met georeferentie;

en plattegrond waarop de ligging van bijzondere of kwetsbare gebieden is aangegeven, met inbegrip van Natura 2000-gebieden (ten minste de gebieden binnen driehonderd meter van de illegale afvalstortingsplaats in kwestie).

§ 2. Elke aanvraag voor goedkeuring van een herstelplan moet bovendien alle volgende informatie bevatten:

1° een plaatsbeschrijving van de betrokken gronden, met inbegrip van :

beschrijving en identificatie van de aard van het aanwezige zwerfvuil en mogelijke verontreinigingen;

een beschrijving van de grond, de geschiedenis ervan en de oorsprong van het zwerfvuil;

de afbakening van het afval;

de hoeveelheid aanwezig zwerfvuil, in totaal volume en respectieve percentages;

e) recente en nauwkeurige foto's van de betrokken grond, genomen vanuit elke windstreek of de meest gevoelige gezichtspunten;

2° beoordeling van de impact van het zwerfvuil:

op grond van een pertinente geologische, hydrogeologische, geomorfologische en hydrografische studie, de beoordeling van de impact van het zwerfvuil op de grondwaterlagen en de eventuele waterwinningen, evenals op de oppervlaktewateren;

de beoordeling van de gevolgen en de risico's voor de bodem, de ondergrond, de lucht, de menselijke gezondheid, de omgevingsfauna en —flora, w.o. de Natura 2000-gebieden;

de mate van urgentie van de sanering, gezien de risico's voor het milieu en de volksgezondheid die het bestaan van de illegale afvalstorting met zich meebrengt;

3° een omschrijving:

van de verschillende technische saneringsmethoden die geschikt zijn voor zowel de verwijdering van het aanwezige zwerfvuil als het beheer en de sanering van de bodem, elk vergezeld van een raming :

van de resultaten op het gebied van risicobeheer voor het milieu en de menselijke gezondheid;

van zijn kosten, inclusief de kosten van beveiligings- of controlemaatregelen;

van het uit te voeren werk en de eventuele fasering van het werk, met redelijke deadlines voor de voltooiing;

van de beheermethode(n) voor elk type zwerfvuil dat van de illegale afvalstortingsplaatsen verwijderd moet worden;

van de maatregelen die zijn genomen om de veiligheid tijdens de saneringswerkzaamheden te garanderen en de eventuele gevolgen van de werkzaamheden voor naburige gronden;

4° een verantwoording dat de gekozen technische processen voor sanering voldoen aan de best beschikbare technieken zowel op het vlak van afvalbeheer als bodembeheer en -sanering;

5° een omschrijving:

van de toezichts- of veiligheidsmaatregelen die tijdens de sanering moeten worden genomen, samen met het (de) termijn(en) voor de handhaving ervan op de illegale afvalstortingsplaatsen;

van de restrisico's en, indien van toepassing, veiligheidsmaatregelen die zijn aangepast aan het toekomstige gebruik van de grond, samen met de termijn(en) voor het onderhoud ervan op de gesaneerde plaatsen;

6° een evaluatienota van de milieueffecten overeenkomstig Boek I van het Milieuwetboek;

7° een niet-technische samenvatting van de gegevens bedoeld in dit lid.

§ 3 Voor elke aanvraag tot goedkeuring van een herstelplan is een dossierrecht van tweehonderdvijftig euro verschuldigd door de aanvrager.

De opbrengst van de in lid 1 bedoelde dossierrecht wordt volledig gestort in het "Fonds pour la protection de l'Environnement "(Fonds voor de bescherming van het leefmilieu), "section Protection des sols" (afdeling Bodembescherming).".

Elke aanvraag tot goedkeuring van een herstelplan dient vergezeld te gaan van het bewijs van betaling van het in lid 1 bedoelde dossierrecht, op straffe van niet-ontvankelijkheid.

De aanvraag tot herstelplan en een synthese van de gegevens worden eveneens langs de elektronische weg verstrekt, volgens de modaliteiten die door de gewestelijke administratie bepaald worden.

§ 4 Elke aanvraag tot goedkeuring van een herstelplan bevat, indien van toepassing, ook de informatie of documenten die worden vereist door :

1° artikel D.IV.26, § 1, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

2° artikel 17 en artikel 83, tweede lid, van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan.".

Art. 229. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 2, ingevoegd bij artikel 226, een artikel D.229 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.229. § 1. § 2. De gewestelijke administratie stuurt haar beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag voor goedkeuring van het herstelplan binnen dertig dagen te rekenen van de dag van ontvangst van de aanvraag.

Indien de aanvraag onvolledig is, zendt de gewestelijke administratie de aanvrager het overzicht van de ontbrekende stukken en informatie en wijst erop dat de procedure hervat wordt met ingang van de datum van ontvangst van het volledige dossier.

Als er binnen deze termijn geen beslissing wordt genomen over de volledigheid en ontvankelijkheid van de aanvraag, wordt de aanvraag ontvankelijk geacht.

§ 2. Zodra de gewestelijke administratie haar beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag heeft verzonden of, bij gebreke daaraan, zodra de termijn verstreken is waarbinnen de gewestelijke administratie een beslissing moet nemen over de volledigheid en de ontvankelijkheid van die aanvraag, zendt het alle documenten en informatie vervat in de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan voor advies naar de verschillende bevoegde organen of overheden die het aanwijst, alsook naar het gemeentecollege van de betrokken gemeente of naar de gemeentecolleges van de betrokken gemeenten, naargelang van het gemeentelijk grondgebied of de gemeentelijke grondgebieden waarop de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan betrekking heeft

Indien een geraadpleegde instantie of overheid of betrokken gemeentecollege wenst dat een overlegvergadering tussen de geraadpleegde instanties of overheden, het betrokken gemeentecollege of betrokken gemeentecollege, de gewestelijke administratie wordt gehouden, geeft ze de gewestelijke administratie binnen 15 dagen, te rekenen van de datum waarop om adviesverlening is verzocht, kennis daarvan bij aangetekend schrijven of via elke andere modaliteit die vaste datum verleent.

Indien de gewestelijke administratie zelf wenst dat deze overlegvergadering plaatsvindt, brengt het de geraadpleegde instanties of overheden en het betrokken gemeentecollege of betrokken gemeentecolleges op dezelfde wijze en binnen dezelfde termijn op de hoogte.

Alle geraadpleegde instanties of overheden en het betrokken gemeentecollege of de betrokken gemeentecolleges brengen binnen vijftig dagen na de datum van aanhangigmaking advies uit.

Als een of meer betrokken instanties, overheden of gemeenten niet binnen deze termijn een advies uitbrengen, wordt de procedure voortgezet.”.

Art. 230. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 2, ingevoegd bij artikel 226, een artikel D.230 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.230. § 1. Voor zover het herstelplan niet onderworpen wordt aan een effectenonderzoek overeenkomstig de artikelen D.66, § 2, en D.68, §§ 2 en 3, van Boek I van het Milieuwetboek, wordt een fase van deelname van het publiek onder de vorm van een projectaankondiging verricht door de betrokken gemeente(n), volgens de modaliteiten bepaald in de paragrafen 2 tot 6 van dit artikel.

§ 2. Het project wordt aangekondigd door aanplakking van een bericht waarin te lezen staat dat er bij de gewestelijke administratie een aanvraag tot saneringsplan is ingediend.

Het bericht wordt door de aanvrager langs de rooilijn, en leesbaar vanaf de openbare weg, op het grondstuk aangebracht, daags na de dag waarop hij kennis heeft genomen van de volledigheid en de ontvankelijkheid van het saneringsproject of daags na de dag waarop de aanvraag tot goedkeuring van het saneringsproject bij ontstentenis van rechtswege ontvankelijk is verklaard.

Deze aanplakking blijft gedurende drie weken aanwezig.

Binnen dezelfde termijn en voor dezelfde duur wordt het bericht door het gemeentebestuur op de gewone aanplakkingsplaatsen aangeplakt. Ze kan het bovendien bekendmaken op de website van de gemeente;

§ 3 De aanvrager is verantwoordelijk voor het ophangen van het bord op de grond waarop de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan betrekking heeft en voor het in goede staat houden van het bord gedurende de periode van drie weken.

§ 4. Het advies bevat minstens een omschrijving van de hoofdkenmerken van de aanvraag tot herstelplan, de periode waarin de bezwaren en bemerkingen aan het betrokken gemeentecollege of de betrokken gemeentecolleges kunnen worden gericht, evenals de dagen, uren en de plaats waar(op) eenieder inzage kan krijgen in het dossier. Het aan een projectaankondiging onderworpen dossier ligt kosteloos ter inzake in elk betrokken gemeentebestuur tijdens de kantooruren.

§ 5 Iedereen kan bij de persoon die daartoe door het betrokken gemeentecollege of de betrokken gemeentecolleges is aangewezen, uitleg krijgen over de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan.

Bezwaren en bemerkingen worden tijdens de periode van vijftien dagen, bepaald in het bericht, aan één van de betrokken gemeentecolleges gericht. De aanplakking wordt uiterlijk vijf dagen voor de periode waarin de bezwaren en bemerkingen aan één van de betrokken gemeentecolleges kunnen worden gericht, uitgevoerd.

§ 6 Het gemeentecollege van elke gemeente waar een projectaankondiging werd georganiseerd, bezorgt aan de gewestelijk administratie, binnen de tien dagen na de afsluiting van de projectaankondiging, de bezwaren en opmerkingen, zowel schriftelijk als mondeling, die tijdens de inspraakfase van het publiek werden geformuleerd, met inbegrip van het proces-verbaal van afsluiting waarin de tijdens die fase geformuleerde opmerkingen en commentaren zijn opgenomen. Deze notulen worden ondertekend door de daartoe door het gemeentecollege aangewezen ambtenaar”.

Art. 231. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 2, ingevoegd bij artikel 226, een artikel D.231 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.231. Wanneer de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan aan een effectenonderzoek wordt onderworpen overeenkomstig de artikelen D.64, § 2 en D.65, §§ 2 en 3 van Boek I van het Milieuwetboek, wordt een openbaar onderzoek verricht door de betrokken gemeente(n) volgens de modaliteiten bepaald in Boek I van het Milieuwetboek.

Het gemeentecollege van elke gemeente waar een openbaar onderzoek werd georganiseerd, bezorgt de gewestelijke administratie binnen tien dagen na afsluiting van het openbaar onderzoek de tijdens het onderzoek schriftelijke en mondelinge geformuleerde bezwaren en opmerkingen, met inbegrip van het proces-verbaal bedoeld in artikel D. 29-19 van Boek I van het Milieuwetboek.”.

Art. 232. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Titel 2, ingevoegd bij artikel 226, een artikel D.232 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.232. § 1. De gewestelijke administratie zendt haar beslissing tot goedkeuring, voorwaardelijke goedkeuring of weigering van de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan binnen honderdtwintig dagen vanaf :

1° de datum van verzending van de beslissing over de volledigheid en ontvankelijkheid van voornoemde goedkeuringsaanvraag; of bij gebreke daaraan;

2° vanaf de dag die volgt op de dag waarop de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan bij verstek ontvankelijk is.

De beslissing wordt verstuurd naar de gemeente(n) waarop het herstelplan betrekking heeft.

Als de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan wordt ingeleid op basis van artikel D.224, § 1, 1°, 2°, 3°, 4° of 5°, wordt de beslissing ook overgemaakt aan de gewestelijke sanctionerende ambtenaar.

Indien binnen de in lid 1 bedoelde termijn geen beslissing is genomen, wordt de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan geacht te zijn afgewezen.

§ 2 Als de gewestelijke administratie het herstelplan met of zonder voorwaarden goedkeurt, stelt haar beslissing ten minste de termijn vast waarbinnen de saneringsmaatregelen en -werken moeten worden opgestart en voltooid.

In voorkomend geval worden in de in het eerste lid bedoelde beslissing de gegevens of documenten vermeld die overeenkomstig de in paragraaf 4 bedoelde wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen vereist zijn, en met name :

1° de artikelen D.IV.53 tot D.IV.58, van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

2° artikel 45 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

§ 3 Wanneer de gewestelijke administratie het herstelplan onder voorwaarden goedkeurt, kan zij de aanvrager alle voorwaarden opleggen die zij nuttig acht om te waarborgen dat het herstelplan voldoet aan alle bepalingen van dit hoofdstuk, in het bijzonder aan de doelstellingen bedoeld in artikel D.225.

§ 4 Elke beslissing om een herstelplan goed te keuren, met of zonder voorwaarden, geldt als :

milieuvergunning, globale vergunning, stedenbouwkundige vergunning, aangifte van vestiging van klasse 3 in de zin van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling en zijn uitvoeringsmaatregelen; en;

2° administratieve beslissing over :

het oriënteringsonderzoek;

het kenmerkenonderzoek;

het saneringsproject;

de saneringshandelingen en -werken;

de opvolgingsmaatregelen;

de veiligheidsmaatregelen.

In afwijking van het eerste lid, 2°, geldt de beslissing om het herstelplan onder voorwaarden goed te keuren niet voor alle administratieve beslissingen, vermeld onder a tot en met f, indien één of meer van deze punten als voorwaarde worden gesteld voor de goedkeuring van het herstelplan. In dit geval staat het besluit om het herstelplan onder voorwaarden goed te keuren gelijk aan een administratieve beslissing voor de punten a) tot en met f) die niet onder een voorwaarde van de genoemde goedkeuringsbeslissing vallen. De uitvoering en naleving van deze voorwaarden gebeurt overeenkomstig het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

§ 5 De gewestelijke administratie kan elke beslissing tot goedkeuring, met of zonder voorwaarden, van een herstelplan schorsen of intrekken indien de houder van de genoemde beslissing niet voldoet aan :

1° het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid, en zijn uitvoeringsmaatregelen;

2° het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering en zijn uitvoeringsmaatregelen;

3° de bepalingen over achterlaten, storten en afvalbeheer in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan;

4° indien van toepassing, de voorwaarden uiteengezet in de beslissing tot voorwaardelijke goedkeuring van het herstelplan uit hoofde van dit hoofdstuk.

§ 6 Op verzoek van de houder of op initiatief van de gewestelijke administratie kan elk goedkeuringsbesluit met of zonder voorwaarden worden gewijzigd.

Als de aanvraag tot wijziging van een rehabilitatieplan dat al dan niet onder voorwaarden werd goedgekeurd, van de gewestelijke administratie komt, zal die administratie eerst de houder van het betrokken herstelplan de kans geven om mondeling of schriftelijk opmerkingen te maken.

De procedure die van toepassing is op de aanvraag tot goedkeuring van het herstelplan is van overeenkomstige toepassing op de aanvraag tot wijziging van het herstelplan."

Art. 233. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt een deel X met als opschrift "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu), ingevoegd".

Art. 234. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.233 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.233. De Regering richt een naamloze vennootschap op met de naam "Société publique d'Aide à la Qualité de l'Environnement" (Openbare maatschappij voor hulpverlening inzake de verbetering van het leefmilieu), afgekort "SPAQuE".

Het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen is erop van toepassing tenzij anders bepaald in dit Boek. De handelingen van "SPAQuE" zijn onderworpen aan het Wetboek van economisch recht en zijn uitvoeringsmaatregelen."

Art. 235. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.234 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.234. De statuten van SPAQuE en alle wijzigingen daarvan moeten door de Regering worden goedgekeurd.

De Regering keurt ook goed:

1° de samenstelling van de Raad van bestuur;

2° de oprichting van dochterondernemingen en de verkoop van meerderheidsbelangen;

3° kapitaalverhogingen."

Art. 236. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.235 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.235. De SPAQuE is vrijgesteld van roerende voorheffing”.

Art. 237. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.236 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.236. SPAQuE heeft als doel :

1° het uitvoeren van alle activiteiten met betrekking tot de preventie, de nuttige toepassing en de verwijdering van afvalstoffen, met inbegrip van het uitvoeren van ambtshalve maatregelen;

2° het uitvoeren van alle activiteiten met betrekking tot het beheer en de sanering van potentieel verontreinigde en verontreinigde bodems, met inbegrip van het uitvoeren van ambtshalve maatregelen, en het bijdragen tot het verbeteren van de kennis van de bodemtoestand en het voorkomen van schade aan de bodemkwaliteit;

3° bijdragen tot de herontwikkeling van braakliggende terreinen in Wallonië, met inbegrip van stortplaatsen en oude industrieterreinen;

4° de gecoördineerde aanleg van een grondreserve van strategische braakliggende openbare gronden, met name om ze te bestuderen, veilig te maken, te herstellen en opnieuw in te passen in een dichter territoriaal weefsel;

5° het ondersteunen van publieke en private actoren die geconfronteerd worden met het probleem van potentieel verontreinigde of verontreinigde bodem, of in andere domeinen die verband houden met het doel ervan;

6° de lokale besturen adviseren op gebieden die verband houden met haar doel;

7° ondersteuning van toekomstplanning en de ontwikkeling van strategische plannen, programma's of instrumenten op gebieden die verband houden met haar doel;

8° de administratie bijstaan in de uitvoering van haar opdrachten op gebieden die verband houden met haar doel;

9° het onderzoeken, ontwikkelen en delen van expertise, ervaring, kennis en instrumenten ontwikkeld op gebieden die verband houden met haar doel en die bijdragen tot dergelijke acties;

10° een technische bijdrage leveren tot de uitvoering van het beleid inzake milieu en duurzame ontwikkeling in het kader van haar opdracht;

11° de internationale promotie van de Waalse knowhow op gebieden die verband houden met haar doel, waarbij industriële, commerciële of financiële risico's worden vermeden.”.

Art. 238. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.237 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.237. De Regering kan de regels inzake tussenkomst van de SPAQuE bepalen wat betreft de uitvoering van deze opdrachten.

De Regering kan SPAQuE ook andere opdrachten toevertrouwen die nauw verband houden met deze opdrachten.

Art. 239. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.238 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.238. Om haar doel te bereiken, kan SPAQuE :

1° alle commerciële, industriële, financiële, onroerende of roerende verrichtingen uitvoeren die nodig of nuttig zijn voor de verwezenlijking van haar doel;

2° verrichtingen uitvoeren die inkomsten kunnen genereren binnen de grenzen van haar maatschappelijk doel;

3° de krachten bundelen met een ander gespecialiseerd bedrijf om synergieën of expertisecentra te creëren.

Art. 240. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.239 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.239. § 1. Om haar opdrachten te verrichten, is de SPAQuE gemachtigd om tegen de door de Regering vastgestelde voorwaarden één of meerdere al dan niet gekadastrerde percelen, en de buitenkanten ervan, te betreden om er de onderzoeken, analyses en monsternames te verrichten, al dan niet vergezeld door deskundigen of gespecialiseerde ondernemingen.

§ 2. Zodra de SPAQuE belast wordt met de sanering van illegale afvalstorting in de zin van Deel IX van dit Boek, met de sanering krachtens artikel 198, § 1, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid, de uitvoering van maatregelen en werken voor de sanering van een terrein in de zin van artikel 81 van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering of een te saneren terrein in de zin van artikel D. V.1 van het Wetboek van Ruimtelijke Ontwikkeling, mogen geen handelingen worden gesteld die de goede uitvoering ervan kunnen belemmeren.

§ 3 Het onderhoud van de constructies en werken die nodig zijn voor de restauratie, sanering of herstel vormt een erfdiensbaarheid van openbaar nut op de grond waarop die constructies en werken betrekking hebben. De Regering bepaalt bij individueel besluit de beperkingen die worden opgelegd aan het gebruik van het goed. Er is geen vergoeding verschuldigd aan de houders van zakelijke of persoonlijke rechten”.

Art. 241. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.240 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.240. De waarborg van het Gewest t.o.v. derden wordt aan de SPAQuE toegekend onder de voorwaarden die de Regering bepaalt, tegen de rentevoet en de afschrijving van de door de SPAQuE uit te geven obligaties en tegen de aan te gane leningen.

In geval van niet-terugbetaling van de obligaties of leningen of van de desbetreffende betalingen, stort het Gewest de aan de derden verschuldigde sommen aan de SPAQuE.”.

Art. 242. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.241 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.241. De voorschriften, modaliteiten en doelstellingen volgens dewelke de SPAQuE haar opdrachten vervult, liggen vast in het beheerscontract dat ze voor vijf jaar met het Waalse Gewest gesloten heeft.”.

Art. 243. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.242 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.242. Kunnen aandeelhouders van de SPAQuE zijn:

1° het Waalse Gewest;

3° elke vennootschap waarvan het kapitaal rechtstreeks of onrechtstreeks ter hoogte van minstens 50 % in handen is van het Waalse Gewest of van elke andere publiekrechtelijke persoon ;

3° elke andere privaatrechtelijke persoon.

Ongeacht de samenstelling van het kapitaal wordt de meerderheid van de mandaten in de raad van bestuur toegewezen aan kandidaten voorgedragen door de aandeelhouders bedoeld onder de punten 1° tot 3° van het eerste lid.

Het mandaat van voorzitter van de Raad van bestuur kan enkel toegewezen worden aan een bestuurder die benoemd wordt op de voordracht van de aandeelhouders bedoeld onder de punten 1° tot 3° van het eerste lid.”.

Art. 244. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.243 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.243. § 1. De SPAQuE wordt bestuurd door een Raad van bestuur.

§ 2. De Raad van bestuur mag alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel van de SPAQuE, met uitzondering van degene die worden toegewezen krachtens de wet, de statuten of deze titel aan de algemene vergadering.

§ 3. De Raad van bestuur ziet toe op het dagelijkse beheer waargenomen door het Directiecomité, dat daarover regelmatig verslag uitbrengt aan de Raad. De Raad van bestuur kan via zijn voorzitter het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de SPAQuE of over een deel ervan.

§ 4. De Raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan het directiecomité , behalve :

1° het uitstippelen van het algemeen beleid van de SPAQuE;

2° alle bevoegdheden die uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen krachtens de wet, het decreet of de statuten.

Elke machtigingsakte moet duidelijk aangeven op welke bevoegdheden de machtiging slaat en de duur ervan.”.

Art. 245. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.244 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.244. De Regering wijst de leden van de raad van bestuur aan. Hij telt negen leden.”.

Art. 246. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.245 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.245. De Raad van Bestuur kan uit zijn leden een Uitvoerend Comité samenstellen”.

Art. 247. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.246 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.246. Onverminderd enige andere beperkingen voorzien door of krachtens enige wet of decreet of in de Statuten, is het mandaat van Bestuurder onverenigbaar met :

1° het lidmaatschap van het Directiecomité;

2° het feit dat hij personeelslid of gepensioneerde van de Vennootschap is.

Wanneer een bestuurder een van de in lid 1 bedoelde hoedanigheden verwerft, is hij verplicht binnen een termijn van drie maanden ontslag te nemen uit de betreffende mandaten of functies. Indien hij dit nalaat, wordt hij na het verstrijken van deze termijn geacht van rechtswege zijn mandaat bij de SPAQuE te hebben neergelegd.”.

Art. 248. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.247 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.247. Een directeur-generaal, benoemd door de Regering, is belast met het dagelijks bestuur en de vertegenwoordiging van de SPAQuE, alsook met de uitvoering van de beslissingen van de Raad van Bestuur.

De directeur-generaal woont de vergaderingen van de raad van bestuur en het uitvoerend bureau bij.

Art. 249. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.248 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.248. De directeur-generaal wordt periodiek beoordeeld door de Raad van Bestuur.

De beoordelingsprocedures en hun precieze details worden beschreven in de SPAQuE-statuten.

De beoordelingen zullen gericht zijn op de implementatie van vaardigheden met betrekking tot de functiebeschrijving en de doelstellingen van de Waalse Regering, met name met betrekking tot het beheerscontract.”.

Art. 250. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.249 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.249. § 1. Het Gewest kan, met instemming van de raad van bestuur van SPAQuE, door middel van een regeringsbesluit,

1° participaties inbrengen;

2° het recht van beheer, het gebruiksrecht, het genotsrecht en elk zakelijk recht met betrekking tot elk stuk grond op haar domein dat nuttig is voor het uitvoeren van de opdrachten van de SPAQuE inbrengen, met inbegrip van het recht om te bouwen.

In dit geval vallen de nieuwe verplichtingen die voortvloeien uit de uitoefening van de door het Gewest overgedragen rechten onder de verantwoordelijkheid van de SPAQuE.

§ 2 De SPAQuE kan, voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel, na daartoe gemachtigd te zijn door de Regering, onroerende goederen onteigenen.”.

Art. 251. In hetzelfde Boek van het Milieuwetboek wordt in Deel X, ingevoegd bij artikel 233, een artikel D.250 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. D.250. De SPAQuE kan alleen worden ontbonden door middel van een decreet waarin de methode en voorwaarden van vereffening worden geregeld.”.

Onderafdeling 2 — Decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen

Art. 252. Het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, laatst gewijzigd bij het decreet van 6 mei 2019 betreffende milieudeliquentie, wordt opgeheven.

Onderafdeling 3 — Decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen

Art. 253. In artikel 53 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de Waalse gewestelijke belastingen, worden opgeheven:

1° lid 4, ingevoegd bij het decreet van 13 december 2017 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2018 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting;

1° lid 4, ingevoegd bij het decreet van 30 november 2018 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2019 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting;

3° lid 4, ingevoegd bij het decreet van 19 december 2019 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2020 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting;

4° lid 17, ingevoegd bij het decreet van 17 december 2020 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2021 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting;

5° lid 4, ingevoegd bij het decreet van 22 december 2021 houdende de algemene ontvangstenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2022 en gewijzigd bij het decreet van 22 december 2021 houdende verscheidene bepalingen voor een rechtvaardiger belasting;

Onderafdeling 4 — Fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en het geschil inzake rechtstreekse gewestelijke belastingen

Art. 254. Artikel 22 van het fiscaal decreet van 22 maart 2007 tot bevordering van afvalpreventie en -valorisatie in het Waalse Gewest en tot wijziging van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake de directe gewestelijke belastingen, wordt opgeheven.

Art. 255. Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 256. Artikel 24 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 257. Artikel 25 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 258. Artikel 26 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 259. Artikel 35 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 260. Artikel 36 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 261. Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 262. Artikel 38 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Onderafdeling 5 — Decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie

Art. 263. In artikel 2/4, § 1, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, ingevoegd bij het decreet van 16 februari 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in punt 3°, worden de woorden “en over de ontwerpen van reglementaire besluiten genomen krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, met uitzondering van de uitvoeringsbesluiten van de hoofdstukken V en X van dat decreet” opgeheven;

in punt 6° wordt het woord “Ontwikkeling.” vervangen door het woord “Ontwikkeling;”;

er wordt een punt 7° ingevoegd, luidend als volgt :

“7° adviezen uit te brengen zoals bedoeld in artikel 6, § 3, van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid.”.

Onderafdeling 6 — Decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning

Art. 264. In het decreet van 23 juni 2016 tot wijziging van het Milieuwetboek, het Waterwetboek en verschillende decreten inzake afval en milieuvergunning, wordt artikel 112, § 3, opgeheven.

Onderafdeling 7 — Decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering

Art. 265. In artikel 2, punt 31°, van het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, wordt een punt a/1) ingevoegd, luidend als volgt:

“a/1) het herstelplan in de zin van Deel IX van Boek I van het Milieuwetboek;”.

Art. 266. In artikel 79, § 3, tweede lid, van hetzelfde decreet worden de woorden “In het kader van haar opdrachten,” vervangen door de woorden “In het kader van de opdrachten die haar uitdrukkelijk worden toevertrouwd door de Regering krachtens paragraaf 2, 2°, of door de Regering of elke andere publiekrechtelijke rechtspersoon krachtens paragraaf 2, 3°,”.

Art. 267. In artikel 82, § 1, 1°, van hetzelfde decreet worden de woorden “intentioneel” geschrapt.

Afdeling 5 — Overgangsbepalingen en inwerkingtreding

Art. 268. Onverminderd de prerogatieven van de Regering bij de uitvoering van dit decreet :

1° onder voorbehoud van de procedures bepaald in dit decreet, blijven de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen van toepassing tot ze gewijzigd of opgeheven worden om alle voorschriften in overeenstemming te brengen met dit decreet;

2° de uitvoeringsmaatregelen genomen krachtens de artikelen 24, 25 en 26 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en houdende vaststelling van een plan voor centra voor technische ingraving blijven uitwerking hebben tot alle rechten en plichten die verbonden zijn aan de administratieve vergunningen, en desgevallend de hernieuwingen ervan, met betrekking tot een centrum voor technische ingraving dat onder dat plan valt, vervallen;

3° de onderzoeken, vaststellingen, vervolgingen, straffen en herstelmaatregelen met betrekking tot de inbreuken bedoeld in de artikelen 51 tot en met 55 van het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen worden gehandhaafd en blijven hun uitwerking behouden tot de gerechtelijke of administratieve overheidsactie is beëindigd.

Art. 269. § 1. Vergunningen, erkenningen, registraties, gebruikscertificaten en alle andere individuele vergunningen en administratieve beslissingen, met inbegrip van herstel- en veiligheidsmaatregelen, genomen krachtens het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen en de uitvoeringsmaatregelen ervan, blijven van kracht tot het verstrijken van de termijn waarvoor ze werden toegekend.

§ 2 Met uitzondering van de uitgebreide producentenverantwoordelijkheid voor producten, worden alle verzoeken betreffende een van de rechtshandelingen van individuele strekking bedoeld in paragraaf 1, met inbegrip van de bijbehorende administratieve beroepen, behandeld in overeenstemming met de bepalingen die van kracht zijn op de dag dat het verzoek wordt ingediend.

§ 3 De Regering kan de modaliteiten bepalen volgens dewelke de toelatingen en beslissingen die zijn uitgereikt of uitgesproken krachtens het decreet bedoeld in paragraaf 1 en de uitvoeringsmaatregelen ervan, kunnen worden gewijzigd door de bevoegde overheid die gemachtigd is ze uit te reiken bij of krachtens dit decreet, teneinde de eventuele werkingsvoorwaarden ervan verenigbaar te maken met dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

§ 4. Dit artikel is ook van toepassing op milieuovereenkomsten die gesloten zijn overeenkomstig boek I van het Milieuwetboek en die tot doel hebben bepaalde verplichtingen na te komen die inherent zijn aan het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

Dit besluit doet geen afbreuk aan de mogelijkheid om de milieuovereenkomsten bedoeld in het eerste lid te verlengen of te wijzigen overeenkomstig de artikelen D.88 en D.89 van Boek I van het Milieuwetboek. In ieder geval mogen de genoemde milieuovereenkomsten, met inbegrip van eventuele verlengingen, niet worden gesloten voor een totale looptijd van meer dan tien jaar.

§ 5. Contractuele bepalingen met betrekking tot de inzameling van huishoudelijk afval in akten en contracten die zijn gesloten of aangegaan vóór de inwerkingtreding van dit decreet mogen worden uitgevoerd tot hun looptijd zonder stilzwijgend te worden verlengd of vernieuwd. Bij gebreke van een vaste termijn eindigen de genoemde contractuele clausules automatisch één jaar na de datum van inwerkingtreding van dit decreet.

Art. 270. § 1. Houders van een milieuvergunning of een aangifte van vestiging van klasse 3 die dateert van voor de inwerkingtreding van dit decreet en die betrekking heeft op de exploitatie van een zuiveringsstation voor de behandeling van afvalwater dat met een voertuig naar het zuiveringsstation wordt afgevoerd of andere vloeibare afvalstoffen die met een voertuig naar het waterzuiveringsstation worden afgevoerd mogen die installatie blijven exploiteren tot de vervaldatum van die vergunning of aangifte zonder dat zij een wijziging van die vergunning of aangifte moeten aanvragen of een nieuwe aanvraag voor die vergunning of aangifte moeten indienen, op voorwaarde dat zij erkend of geregistreerd zijn als afvalophaler overeenkomstig het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen en dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan.

De houder van een milieuvergunning of van een aangifte van vestiging van klasse 3 als bedoeld in de hypothese, vermeld in het eerste lid, kan tot het verstrijken van de geldigheidsduur van zijn milieuvergunning of van zijn aangifte van vestiging van klasse 3 en op voorwaarde dat geen wijziging van die vergunning of aangifte noodzakelijk is om een andere reden dan de inwerkingtreding van dit decreet, een nieuwe erkenning of registratie als afvalophaler aanvragen overeenkomstig dit decreet en de uitvoeringsmaatregelen ervan. De op grond van dit lid verleende erkenning of registratie mag de geldigheidsduur van de milieuvergunning of de betrokken aangifte van vestiging van klasse 3 niet overschrijden.

§ 2 Vanaf de inwerkingtreding van dit decreet heeft elke milieuvergunning en elke aangifte van vestiging van klasse 3 die worden megedeeld voor de exploitatie van een waterzuiveringsstation zoals bedoeld in paragraaf 1 ten minste betrekking op de rubriek of rubrieken in de zin van artikel 3 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning en de uitvoeringsmaatregelen ervan die van toepassing zijn op de behandeling van afvalstoffen.

De Regering kan deze rubriek of rubrieken nader omschrijven.

Art. 271. § 1. Dit decreet treedt in werking de tiende dag na bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

§ 2 In afwijking van paragraaf 1:

1° treedt artikel 26 in werking op 1 september 2023;

2° treedt artikel 63 in werking op 1 januari 2026;

3° treden de artikelen 220 tot 232 in werking op 1 januari 2030.

De Regering kan data van inwerkingtreding vastleggen die voorafgaan aan de data vermeld in het eerste lid.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 9 maart 2023.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2022-2023.

Stukken van het Waals Parlement, 1180 (2022-2023) Nrs. 1 tot 10cties, 19.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 8 maart 2023.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/203809]

19 MAI 2023. — Décret modifiant le décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 15 mars 2018 relatif au bail d'habitation, le 6^o est remplacé par ce qui suit :

"6^o l'étudiant : la personne qui est régulièrement inscrite et poursuit ses études dans un établissement d'enseignement secondaire ou supérieur ;".

Art. 2. Dans l'article 62, § 1^{er}, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots " un montant équivalent à 2 ou 3 mois de loyer, selon la forme de la garantie locative " sont remplacés par les mots " un montant équivalent à deux mois de loyer " ;

2° à l'alinéa 3, les mots " la garantie locative ne peut excéder un montant équivalent à 2 mois de loyer. Les " sont remplacés par le mot " les " ;

3° à l'alinéa 4, les mots " celle-ci est d'un montant équivalent à trois mois de loyer maximum. L'institution " sont remplacés par le mot " l'institution " ;

4° à l'alinéa 5, les mots " , d'un montant équivalent à trois mois de loyer maximum, " sont abrogés.

Art. 3. Dans l'article 77 du même décret, il est ajouté un alinéa 2 rédigé comme suit :

" Est réputée non écrite la clause interdisant l'affectation des lieux loués à la résidence principale de l'étudiant lorsqu'elle n'est pas appuyée par une justification expresse et sérieuse, relative notamment à la destination naturelle des lieux, et n'est pas accompagnée de l'indication de la résidence principale du preneur au cours du bail. ".

Art. 4. Dans l'article 79 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots " pour la durée du bail ou une partie significative de celle-ci " sont insérés entre les mots " secondaire ou supérieur " et les mots " ou, à défaut, une copie " ;

2° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est abrogé ;

3° au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le mot " trois " est à chaque fois remplacé par le mot " six " ;

4° au paragraphe 2, alinéa 2, les mots " une même durée " sont remplacés par les mots " une durée de deux mois " ; 5° au paragraphe 2, l'alinéa 3 est abrogé.